Digitized by the Internet Archive
in 2025

https://archive.org/details/juriscanonici0000vari

PRÆLECTIONES

JURIS CANONICI

BERCHE & TRALIN, Editeurs, 69, rue de Rennes, PARIS.

LA SAINTE BIBLE

CONTENANT : 1° Le texte sacré de la Vulgate. — 2° La traduction française du R. P. de Carrières. — 3° La concordance générale et indicative de tous les livres saints. — 4° Une synopse évangélique ou concordance textuelle et complète des quatre évangiles. — 5° Les commentaires de Menochius. — 6° Des préfaces nouvelles sur chacun des livres de l'Ancien et du Nouveau Testament, et des notes historiques et théologiques, mettant continuellement le texte sacré en rapport avec les travaux et les découvertes de la science actuelle.

Par Mgr DRIOUX

Protonotaire apostolique,
Ancien professeur au Grand Séminaire de Langres.

Approuvée et recommandée par Mgr l'Archevêque de Bourges, Mgr l'Evêque de Saint-Claude et plusieurs autres prélats.

10e édition. — 8 forts volumes in-8. Prix : *franco*, **30** fr.

Cette bible est aujourd'hui adoptée pour l'enseignement de l'Ecriture sainte dans un si grand nombre de séminaires, que nous pouvons dire qu'elle a pris place parmi les livres essentiellement *classiques*.

Le commentaire de Menochius donne le sens littéral avec exactitude et indique les sens tropologiques utiles au catéchiste et au prédicateur. Les résumés que Mgr Drioux a mis en tête de chaque livre et de chaque chapitre permettent de suivre l'enseignement logique des idées. Ses notes historiques et géographiques complètent le tout en éclairant le texte sacré des découvertes savantes des égyptologues et des assyriologues les plus distingués, et des résultats obtenus par l'exégèse catholique en Allemagne et en France dans ces derniers temps. C'est la réunion de tous ces avantages qui explique le succès si rapide de ce livre et les hommages qu'il a reçus des professeurs les plus compétents.

MANUALE CLERICORUM

Editio altera perpolita multisque episcopalibus approbationibus commendata.

Continens : 1° *Novum Testamentum*, juxta Vulgatæ exemplaria et correctoria Romana denuo edidit, divisionibus logicis analysique continua sensum illustrantibus ornavit Al. Cl. FILLION, presbyter Sancti Sulpitii in majori seminario Lugdunensi Scripturæ Sacræ professor ; 2° *De imitatione Christi libri quatuor*, ad optimarum editionum fidem et cum Scripturæ Sacræ concordantia accurate edidit ; 3° *Officium parvum* Beatæ Mariæ Virginis, a Breviario Romano excerptum.

Réuni en un volume in-32 avec encadrement rouge et notes marginales.

Broché, couverture imprimée, net.	**3** fr. »
Toile pleine, tr. rouge, net	**3** fr. **75**
Reliure chagrin, 2e ch., tr. dorée, net . . .	**5** fr. »
Reliure chagrin, 1er ch., tr. dorée, net . . .	**6** fr. »

NOTA. — Chaque titre se vend séparément : 1° *Novum Testamentum*, net, **2** fr. **50** ; 2° *De Imitatione Christi*, net, **1** fr. ; 3° *Officium parvum*, **0** fr. **30**. La reliure en plus.

PRÆLECTIONES

JURIS CANONICI

QUAS HABEBAT

M. BARGILLIAT

IN SEMINARIO CORISOPITENSI

ALTERA EDITIO

AB AUCTORE RECOGNITA

« Nulli sacerdotum liceat canones ignorare. »
(*Can. 4, dist. 38.*)

TOMUS PRIMUS

ALMA COLLEGE
348.7
LIBRARY
B238

PARISIIS

APUD BERCHE ET TRALIN, EDITORES

69, VIA DICTA DE RENNES, 69

1897

OMNIA JURA VINDICABUNTUR

Prælectiones juris canonici, *quas habet dilectissimus Nobis Michael Bargilliat in Seminario Nostræ diœcesis, jam ante approbatas ab Ill. ac Rev. DD. Theodoro Lamarche, et iterum typis mandatas, plurimum commendamus, utpote quæ ad clericos in sacrorum canonum scientia rite instituendos maxime accommodatæ sunt.*

Corisopiti, die 8 sept. 1892.

A. SERRÉ,
Vicarius Capitularis, sede vacante.

Imprimatur.

Vesontione, die 31 octobris 1892.

† ARTHUR-XAVERIUS,
Archiep. Bisuntinus.

ÉVÊCHÉ
DE
NANCY ET DE TOUL

Nancy, le 24 août 1891.

Monsieur l'abbé,

Votre ouvrage me paraît aussi complet que peut l'être un Traité élémentaire qui doit servir de base à l'enseignement de nos grands Séminaires, et qui laisse aux cours de Théologie les parties qui lui appartiennent. Il embrasse en effet toutes les questions les plus importantes.

Votre doctrine est puisée aux sources les plus pures. Vous citez à chaque page les Canonistes les plus autorisés, les décrets des Congrégations Romaines, et souvent des passages considérables des encycliques de Léon XIII. On constate bien vite que vous êtes au courant de toutes les questions de droit canonique discutées de notre temps.

Vous interprétez selon l'esprit de l'Église, c'est-à-dire avec une fidélité parfaite, mais avec prudence et sagesse, cette Législation qui est un monument admirable de sagesse et de prudence.

La méthode que vous suivez a, comme votre style, deux qualités maîtresses : la clarté et la précision. Les divisions et subdivisions sont établies selon les règles de la logique; les caractères typographiques eux-mêmes signalent à l'attention le sujet qui va être traité, et les propositions qui formulent la doctrine. On reconnaît à cette méthode le professeur habitué à exposer la science dans un ordre qui aide la mémoire, qui classe les idées, et en montre la série et l'enchaînement.

Je ne doute pas que Dieu ne bénisse votre travail, et qu'il ne le fasse servir aux progrès de la science du droit canonique dans notre pays.

Recevez, Monsieur l'abbé, l'assurance de mes sentiments bien dévoués en N.-S.

† CHARLES-FRANÇOIS, *évêque de Nancy.*

Paris, le 4 juin 1891.

Monsieur le professeur,

Je suis heureux de n'avoir à vous adresser que des éloges : vous avez puisé aux sources les plus pures; vous êtes très au courant de la discipline actuelle, par les décrets les plus récents des Congrégations Romaines; vous n'évitez, comme le font quelques Auteurs, aucune des questions pratiques qui intéressent la jurisprudence ecclésiastique en France et dans notre siècle, et vous les résolvez avec une grande sagesse; vous tenez compte des coutumes légitimes et canoniquement prescrites de l'Église de France; votre exposition est nette, claire, limpide, solide; au point de vue typographique, l'édition ne laisse rien à désirer; enfin il y a tant de méthode et d'ordre dans vos exposés, que tout se comprend facilement et se retient sans peine; en sorte que votre ouvrage me paraît être un excellent Manuel, très utile aux élèves et aux professeurs.

Je l'ai déjà recommandé, et le recommanderai encore; car ces deux volumes présentent d'une manière claire, sûre et suffisamment approfondie, toute la science canonique, avec les applications particulières aux besoins de notre temps et de notre pays.

Veuillez agréer, Monsieur le professeur, l'expression de mes sentiments respectueusement dévoués.

S. M., professeur de droit canonique
au Séminaire de Saint-Sulpice,
Secrétaire de l'Académie de S. Raymond de Pennafort.

LECTORI BENEVOLO,

Œconomia hujus operis, in alumnorum utilitatem exarati, paucis indicanda est.

I. Omnes Juris canonici partes ad triplicem titulum ordinate revocari possunt : *De personis*, *De rebus*, et *De judiciis*. Unde non immerito apud recentiores, in tradendis Institutionibus, hæc tripartita divisio obtinuit.

Jam vero, « ubi unica est schola juris canonici, profecto necesse est servare *ordinem Institutionum* », non autem methodum in *Decretalibus* indicatam. Nam in Institutionibus ordo scientificus et logicus servatur in dispositione et connexione materiarum ; in textu autem Decretalium, aliquando materia eadem incommode in titulos inter se remotos, imo et libros diversos distributa est. — *Cavagnis*, *Instit. jur. pub.*, *in proœmio.*

Et, quoniam illa pars quæ *De personis* inscribitur uberiorem explanationem postulat, nec unico tractatu commode proponi potest, ideo visum est ea quæ, pro diversis hierarchiæ gradibus, ad personas ecclesiasticas spectant, in diversas etiam sectiones dispertire.

II. Itaque, præmissis notionibus 1° de Principiis juris canonici, — et 2° de Jurisdictione ecclesiastica in genere, — agendum est 3° de Clericis, — 4° de Summo Pontifice et Curia Romana, — 5° de Episcopo et synodis Episcoporum, — 6° de Episcoporum Consiliariis et Ministris, nec non de administratione diœcesis, sede vacante, — 7° de Parocho et Vicariis parochialibus, — 8° de Regularibus, — 9° de Rebus ecclesiasticis, sive spiritualibus, sive temporalibus, — 10° de Judiciis, — et tandem 11° de Pœnis, totidem Tractatibus.

III. Quæ de his scitu utiliora videntur, pro viribus studui apto ordine et perspicue declarare; et, ne veteres potius quam vigentes canones exponerentur, haud prætermisi leges noviter inductas, recentioresque SS. Congregationum decisiones.

Item, jus ecclesiasticum nostris regionibus proprium, et in Gallia, consentiente Principe ecclesiastico, inductum, non poteram in meis Institutionibus silentio præterire; nec non aliquas saltem ex iis legibus quæ a potestate civili, haud approbante quidem Ecclesia, statutæ sunt, præsertim de administratione bonorum ecclesiasticorum, quas tamen Clerici absque gravi incommodo nequeunt ignorare.

Nemo autem miretur quod in quibusdam, ut in re sacramentaria, sim jejunus : siquidem, haud immemor propositi, ad Lectores Theologiæ et Sacræ Liturgiæ plura remisi quorum tractatio apud ipsos abundat.

IV. Reliquum est ut lectorem moneam, quidquid in hoc opere habetur, ex peritorum doctrina fuisse de-

promptum, ita ut omnia propemodum ex aliorum scriptis sint relata.

Verum non inepta fortasse hæc via est, quam ipse Pius IX indigitavit, « ut adolescentes clerici.... sacrorum canonum scientiam *ex Auctoribus ab Apostolica Sede probatis depromptam* consequi valeant » (*encycl. Inter multiplices, ad Episcopos Galliæ, 21 mart. 1853*). Et, eo quod ex purissimis fontibus hauserim, aliquam spero Juris Canonici studiosis utilitatem ex editis his Prælectionibus obventuram.

TRACTATUS I.

DE PRINCIPIIS JURIS CANONICI.

Exposita notione juris canonici, — agemus : de natura Ecclesiæ, ejusque gradu præ societate civili; — de vera ipsius constitutione; — de legibus ecclesiasticis in genere; — de lege non scripta, seu de consuetudine; — de collectionibus canonum; — de jure canonico particulari; — et speciatim de jure concordatario apud nos vigente.

CAPUT I.

DE NOTIONE JURIS CANONICI.

Videlicet : de notione juris in genere, ejusque variis speciebus; — de natura juris ecclesiastici; — de ejus divisione; — de utilitate et necessitate scientiæ juris canonici.

ARTICULUS I.

DE NOTIONE JURIS IN GENERE, EJUSQUE VARIIS SPECIEBUS.

1. **I. Nomen juris multiplici sensu usurpari solet.**

a) Significat *id quod justum est*, æquum, seu rationis naturalis dictamini, divinæque et humanæ legi consentaneum.

b) Accipitur pro ipsa *sententia judicis ;* imo et pro *loco* in quo judicia aguntur, ut quando dicitur aliquis *in jus vocari.*

c) Usurpatur et pro *legitima facultate aliquid agendi vel omittendi,* aut obligandi alterum ad aliquid faciendum vel omittendum.

d) Sæpe idem sonat ac *Jurisprudentia*, sive scientia juris. — Hoc sensu dicitur quis *studere juri civili*, vel *canonico*, id est scientiæ civilis aut canonici juris.

e) Sumitur tandem, et præcipue, Juris vocabulum eodem sensu ac *lex*, seu *legum complexio*. — Sic dicitur *Corpus juris canonici*, id est collectio legum ecclesiasticarum ; item *ignorantia juris* dicitur laborare qui legem ignorat. — *Bouix, Tract. De principiis, part. 1, sect. 1, cap. 1.*

Loquendo tum de jure in genere, tum de diversis speciebus juris, non alium sensum quam ultimo loco memoratum intendimus.

2. **II. Jus dividitur in essentiale seu naturale, et accidentale seu positivum.**

a) *Jus naturale* consistit in iis legibus seu obligationibus quæ ita necessario fluunt ex Dei et creaturarum natura, ut non possint non existere ; et naturæ hominum ita congenitum est, ut cuilibet rationis capaci principia ejusdem innotescant.

Unde jus naturale *formaliter* et proprie loquendo est *immutabile*.

Attamen *materialiter* jus naturale mutari potest si objectum circa quod versatur, per certas circumstantias, recipiat mutationem. — Porro :

1° Præcepta legis naturalis *alia penitus immutabilia sunt*, quia nempe ita in rerum naturis fundantur ut neque a Deo possint mutari. — Hujusmodi sunt præcepta quæ prohibent idololatriam, blasphemiam, perjurium, etc.; nam materia horum actuum nunquam potest ullis circumstantiis et conditionibus ita vestiri ut fiat objective *bona*, vel saltem *non mala*.

2° *Alia* vero *mutationem aliquam, improprie dictam*, recipere possunt, quia eorum materia pendet a dominio et potestate *Dei* vel *hominis*.

Ex. gr., quia *Deus* potest de vita, juribus rebusque hominum disponere, ideo licite Abraham, Deo jubente, immolasset filium suum, licite Patriarchæ duxerunt plures uxores, Israelitæ licite spoliaverunt Ægyptum, etc.

Item possunt *homines*, ob suum dominium, mutare materiam legis naturalis in conventionibus, pactis et contractibus. — Exemplo sint : contractus a *minore* celebratus sine auctoritate tutoris, cui obligationem jus positivum humanum sustulit; matrimonium *clandestinum* quod a Tridentino declaratum est invalidum; dominium rei alienæ *præscriptione* acquisitum, etc. — *Cf. Schmalzgrueber, Præm., num. 73 et seq.*

b) Jus *positivum* complectitur leges libera sive *Dei* sive *hominum* voluntate constitutas pro variis temporum, locorum et personarum adjunctis; ideoque subdividitur in *divinum* et *humanum*.

Quæ sunt juris naturæ ideo sunt *præcepta* quia *bona*, ideo *prohibita* quia *ex se mala*; quæ vero sunt juris positivi ideo sunt *bona* quia *præcepta*, ideo *mala* quia *prohibita*.

3. **III. Jus divinum positivum dividitur in vetus et novum.**

a) *Jus divinum vetus* est illud quod Deus in veteri Testamento ipse condidit, et tum per Angelos, tum per Moysen et Prophetas, electo Hebræorum populo tradidit, ut ad finem æternæ beatitudinis, per fidem in Christum venturum obtinendæ, disponeretur.

Continet *triplicis generis* præcepta, moralia nempe, ritualia et judicialia. — *Cf. Deuter.*, VI, *1*.

b) *Jus divinum novum* est illud quod Christus Dominus, Deus simul et homo, in novo Testamento condidit, et vel per seipsum, vel per Apostolos promulgavit.

4. **IV. Juris humani triplex distinguitur species, nempe jus ecclesiasticum seu canonicum, jus civile, et jus gentium.**

a) *Jus ecclesiasticum proprie dictum* non constaret nisi legibus positivis auctoritate Ecclesiæ constitutis. Attamen Ecclesia, non tantum leges positivas ex seipsa fert, sed et leges tum naturales, tum etiam divinas positivas declarat, promulgat et urget; et sic *quatenus a se declaratas*

facit simul aliquo sensu *ecclesiasticas*. — Hinc codices seu collectiones juris ecclesiastici multa continent decreta juris divini, tum naturalis tum positivi, ad quæ jurisprudentia canonica extendi merito reputatur. — *Bouix, loc. cit.*

b) *Jus civile* et jus ecclesiasticum, tum ratione *originis*, tum ratione *objecti*, tum ratione *finis* inter se differunt.

1° Differunt *origine :* nam origo imperii civilis est a Deo ut *auctore naturæ*, neque naturæ ordinem ac limites transcendit ; origo autem imperii ecclesiastici est a Deo ut *collatore gratiæ supernaturalis*, proindeque longe altioris ordinis quam ut cum ulla re temporali in comparationem venire, aut pretio comparari possit.

2° Differunt *objecto :* propterea quod jus ecclesiasticum *spiritualia et sacra* moderatur ; civile vero *politica et temporalia*.

3° Differunt denique *fine :* quia jus ecclesiasticum *æternam* hominum beatitudinem præcipue spectat ; civile vero, *temporalem* tantummodo felicitatem. — *Soglia, Instit. jur. publ., part. 1, § 4.*

c) *Jus gentium* passim duplex assignatur, *primarium* videlicet et *secundarium*.

1° Jus gentium *primarium*, ait Reiffenstuel, coincidit cum jure naturali proprie dicto ; estque illud quod *naturalis ratio* inter omnes gentes constituit, quodque mentibus hominum a Deo naturaliter inditum est, et ab omnibus populis custoditur.

2° Jus gentium *secundarium*, quod et jus gentium proprie dictum appellant, dicitur illud quod ex naturali quidem ratione proficiscitur, non tamen simpliciter ex solo rationis instinctu nobis est inditum ; sed, *necessitate humani convictus sic exigente*, inter omnes vel ferme omnes gentes, ipso usu atque moribus constitutum est. — *Reiff., Præm., § 2, num. 30. — Cf. can. Jus gentium, dist. 1.*

ARTICULUS II.

DE NATURA JURIS ECCLESIASTICI.

5. **I. Jus canonicum denominatur** a voce græca κανών, quæ respondet voci latinæ *regula.*

Porro, in sensu *litterali*, regula est architectorum, aliorumque opificum instrumentum ad lineas dirigendas ; vel norma ad quam omne opus, in mechanicis et in liberalibus artibus, exigendum est.

Tropice vero, regula denotat normam seu legem cui actiones liberæ conformari debent ; et ideo hoc nomen omnes leges etiam civiles comprehendit. Sed, ex recepto usu, Jus ecclesiasticum *antonomastice*, scilicet ob suam præeminentiam respectu juris civilis, titulo juris *canonici* tanquam proprio insignitur.

a) Jus canonicum vocatur quoque *Jus sacrum ;* quam denominationem trahit : tum ab *auctore* suo, qui est persona sacra, nempe Christus et ecclesiastica potestas ab ipsa instituta ; tum a *materia* circa quam versatur ; tum a *fine* ad quem dirigit, bonum nempe fidelium spirituale eorumque beatitudinem æternam.

b) Item *Jus Pontificium* nuncupatur, utpote per summos Pontifices, Christi in terris vicarios, institutum, collectum vel approbatum, a quorum proinde voluntate et auctoritate vim legis et juris habet.

c) Tandem vocatur *Jus ecclesiasticum :* idque, tum ratione *materiæ*, quia agit de rebus et personis ecclesiasticis ; tum ratione *originis*, quia nimirum auctoritate ecclesiastica constitutum ac confirmatum est.

6. **II. Jus canonicum est** : Complexio legum quas *Summus Pontifex proposuit, constituit,* aut *approbavit,* ut fideles ad *finem Ecclesiæ proprium* dirigantur.

a) Diximus : *quas Summus Pontifex ;* quibus verbis indicatur *fons* seu auctor juris canonici *stricte sumpti.*

Jus enim canonicum accipi potest : tum *latiori sensu*

quatenus complectitur omnes leges ecclesiasticas, etiam illas quas prælati inferiores statuunt; tum *strictiori* et apud canonistas frequentiori sensu, quatenus complectitur tantum leges ab Auctoritate suprema in bonum totius societatis christianæ firmatas.

b) Diximus : *proposuit, constituit, aut approbavit;* quæ tria simul ponuntur, ut accuratius determinetur *objectum* Juris canonici, et *modus quo inducitur.*

1º Sunt nempe multa in corpore juris quæ divina revelatione tradita sunt, vel jure naturali innotescunt, ideoque ad jus divinum sive positivum sive naturale referuntur; attamen merito etiam in jure ecclesiastico continentur, ob *propositionem ab Ecclesia factam,* et pœnas quibus ea sancivit.

2º Et sunt alia quæ Ecclesia ab initio quidem non constituit, neque proposuit; sed, vel ex legislatione civili, vel ex conciliis particularibus, vel ex populi diuturnis moribus inducta, Summi Pontificis auctoritate approbata et firmata sunt, ideoque ex hujusmodi *subsequenti approbatione,* vim juris communis habent.

c) Diximus : *ut fideles ad finem Ecclesiæ proprium dirigantur;* quia leges non sunt ecclesiasticæ, nec proinde juris canonici rationem habent, nisi finem Ecclesiæ proprium, bonum scilicet spirituale fidelium, æternamque eorum beatitudinem spectent.

Ideo, v. gr., leges quas S. Pontifex tanquam *Princeps temporalis* statueret, non ad jus canonicum, sed ad civile pertinerent.

7. III. Jus canonicum differt a Theologia, sive morali, sive dogmatica.

Fidei morumque tractatio, *ait card. Soglia,* tum ad dogmaticam et moralem Theologiam, tum ad Jus canonicum pertinet. Verumtamen *res aliter a Theologia, aliter ab ecclesiastico Jure spectatur.*

a) Namque *Theologia dogmatica :* de fide rebusque divinis universim disserit, ut statuat *regulam credendi;* atque hinc studium omne et operam collocat in demonstrando

quid contra fidem pugnet, quantum et quatenus opinio quævis sanæ et catholicæ doctrinæ congruat, vel adversetur.

At Jus canonicum res fidei respicit, ut ex eis *agendi regulam* hauriat, cum multæ sint disciplinæ leges, quæ a fidei regulis ita pendent, ut credendi regula regulam agendi constituat.

b) Ad mores autem quod attinet : *Theologia moralis*, motivo generali bonitatis atque malitiæ, versatur circa virtutes omnes ac vitia ; spectat primario ac præcipue *forum internum*, et tractat actiones quaslibet, sive respectum habeant ad civitatem, sive non.

Sed Jus canonicum rationem habet officiorum, quæ in ecclesiastica societate præstanda sunt, ut fideles pie honesteque conversentur ; et idcirco respicit fideles, ratione habita ad communitatem ecclesiasticam, *forumque externum* maxime intuetur.

c) Denique Jus canonicum : divinis legibus, sive fidem sive morem spectantibus, addit *ecclesiasticas leges*, sive *pœnas* quibus improbi homines in officio contineantur : qua de causa exstant tituli de hæresi, de apostasia, de simonia, de adulterio, de perjurio, de furtis et similibus.

Uno verbo, Theologia tota est in rebus fidei et morum universim investigandis, illustrandis et propugnandis ; Jus canonicum, in iis custodiendis, propagandis, et in usum actumque perducendis : quamobrem jure merito a Boetio *Theologia rectrix et practica* nuncupatur.— *Soglia, l. c., § 3 ; — Cf. Phillipps, Du droit ecclésiastique dans ses principes généraux, traduction Crouzet, Intr., § 5.*

ARTICULUS III.

DE DIVISIONE JURIS CANONICI.

8. **I. Ratione modi quo inductum est :** Jus canonicum dividitur in jus *scriptum* et jus *non scriptum*.

a) *Jus scriptum* est illud quod fuit in tabulis a legislatore consignatum, et debito modo promulgatum.

b) *Jus non scriptum* dicuntur traditiones et consuetudines vim legis habentes.

9. **II. Ratione objecti** : in *publicum* et *privatum*.

a) *Jus publicum* ea omnia exhibet quæ ad constitutionem societatis ecclesiasticæ pertinent, potestatemque ipsi divinitus collatam; ideoque *definiri potest* : systema legum determinantium jura et officia Ecclesiæ, tanquam perfectæ societatis.

b) *Jus privatum* est complexio legum quibus determinantur jura et obligationes fidelium.— Jus itaque publicum ad regimen seu statum *Ecclesiæ universæ* proxime refertur; privatum autem, *singulos fideles* tanquam Ecclesiæ membra respicit. — *Cf. Cavagnis, Institutiones juris publici, Prolegom., num. 23 et seq.*

10. **III. Ratione subjecti** : in *commune* et *particulare*. — *Cf. num. 149 et seq.*

a) *Jus commune* dicitur quod viget pro Ecclesia universali; et per se obligat, sive *omnes omnino Christi fideles*, sive *omnes ejusdem ordinis et gradus*, v. gr. Regulares; per accidens tamen, accedente scilicet legitimo titulo dispensationis, privilegii, aut consuetudinis legitime præscriptæ, possunt aliqui ab obligatione juris communis eximi.

b) *Jus particulare* est quod pro certo loco, aut certis tantum personis latum est; ideoque distinguitur in *patriarchale, primatiale, provinciale, diœcesanum*, etc., prout particulare est omnibus ecclesiis unius patriarchatus, aut alicui provinciæ ecclesiasticæ, aut alicui diœcesi, etc.

Jus particulare, in his quæ juri communi adversantur, stare non potest absque aliquo Summi legislatoris assensu. — *Cf. cap. VII, n. 150.*

11. **IV. Ratione temporis** : in *antiquum*, *novum* et *novissimum*.

Sed non idem est omnium canonistarum modus computandi vicissitudines et successiones juris canonici.

a) *Alii* vocant *Jus antiquum* illud quod Concilium Tri-

dentinum præcessit; *novum* quod edidit Tridentinum; et *novissimum* quod a Tridentini tempore editum est.

b) *Aliis* placet *Jus antiquum* appellare quod usque ad Decretum Gratiani invaluit; *novum* quod a præfato Decreto ad ultimam collectionem in Corpore juris contentam se extendit; *novissimum* quod a Corpore juris clauso ad nos usque decurrit.

ARTICULUS IV.

DE UTILITATE ET NECESSITATE SCIENTIÆ JURIS CANONICI.

12. **I. Scientia juris canonici latissime sumpta,** scilicet pro scientia aliquali, etiam tenuissima, Juris canonici, *est cuilibet fidelium simpliciter necessaria.*

Jus canonicum est complexio legum quibus Ecclesia, seu congregatio Christi fidelium in corpus quoddam redigitur, et ad finem proprium dirigitur.

Nullum igitur est membrum hujus corporis, si vere membrum est, quod possit efficaciter per legem religari ad corpus, aut cum corpore ad finem dirigi, nisi *mediante cognitione legis,* ad quam obtinendam promulgatio legis instituta est. Ergo simpliciter aliqualis et respective competens cuique fidelium, pro suo statu, necessaria est cognitio canonum, seu scientia latissime sumpta juris canonici. — *Instit. juris canonici, auctore R. de M., Not. gen., cap. 5.*

13. **II. Scientia juris canonici proprie dicta,** scilicet accepta pro totali, moraliter saltem, ac aliquatenus erudita cognitione juris canonici, necessaria non est *cuilibet fidelium;* bene tamen singulis in Ecclesia *animarum curam obtinentibus.*

a) *Prob. prima pars propositionis.* — Longe major pars canonum versatur circa *Clerum,* nec obstringit simplices fideles. Ergo ipsis necessaria non est horum cognitio.

Aliunde, nec etiam erudita requiritur in ipsis cognitio ejus partis modicæ quæ ad ipsos spectat. — Etenim ipsi non sunt positi ad *docendum* in Ecclesia, sed ad *audien-*

dum ; neque ad cæteros ad finem dirigendos, sed ad obsequendum dirigentibus. Sufficit ergo ipsis illa scientia simplex et imperfecta quæ est ex auditu ; non autem illa erudita requiritur quæ ex proprio marte et diuturno labore comparatur.

b) *Prob. secunda pars propositionis.* — Cum enim canones Ecclesiæ, aut *ad populum spectent,* aut *ad hujus curam habentes*, tenentur isti : vel ad eorum exigentiam mores et ministerium suum componere, vel populum sibi concreditum erudire, et legum ecclesiasticarum observantiam procurare. — Ergo singuli animarum curam habentes, *competenti tamen servata proportione, pro gradus et ordinis cujusque diversitate,* indigent cognitione tum integra, moraliter saltem, juris canonici, tum aliquo modo erudita.

Ideo *Pius IX*, in encyclica *Inter multiplices,* 21 mart. 1853, Episcopos Galliæ hortabatur ut nihil intentatum relinquerent ad rectam clericorum institutionem : in specie ut « *solidam sacrorum canonum scientiam* ex auctoribus ab Apostolica Sede probatis depromptam consequi valeant ».

Et nuper *Leo XIII* monebat : in instituendis clericis, ad eas humanitatis artes quibus adolescens ætas informari solet, *adjungendas esse disciplinas sacras et canonicas. — Encycl. ad Episcopos Hungariæ, 22 aug. 1886, § Verum ad salutem ; —Cf. encycl. ad Episcopos Lusitaniæ, § Omnino.*

14. **III. Ut summa undequaque ac suprema juris canonici scientia apud aliquos in Ecclesia semper exsistat,** sin minus *absolute necessarium,* utilissimum tamen ac *valde optandum est.*

Quia enim in singulis animarum pastoribus scientia juris canonici requiritur aliquatenus erudita, imo in superioribus prælatis amplissima, utilissimum est non deesse Doctores qui huic studio dediti in eo excellant, *aptique sint cæteros, eos etiam qui ad majora Ecclesiæ officia promovendi sunt, erudire.*

Hanc scientiam juris canonici summam ut procuret, quoad fieri potest, Ecclesia, curavit excitari passim *Studia*

generalia, seu *Universitates* in quibus studio sacræ Theologiæ nec non Juris canonici incumberent viri selecti, apices utriusque, vel saltem alterutrius scientiæ adepti.

15. **IV. Non solum apud pastores et rectores ecclesiasticos, sed et apud ipsos etiam politicos et civiles magistratus** desideranda est, imo quodammodo *necessaria*, scientia juris canonici, *maxime publici.*

Novimus enim Ecclesiam multis pollere juribus et immunitatibus, quæ, maligne aut inscienter, a civili potestate possunt violari, et nimium frequenter, ut ex historia compertum est, conculcantur. Jam vero, ad observantiam istorum jurium, libertatum, privilegiorum, *prævia requiritur eorum cognitio* quam ipsa tradit scientia canonica.

Oportet ergo ut magistratus politici recte et solide jus canonicum, *maxime publicum,* addiscant, illudque ab ipsa Ecclesia, cui hæc disciplina utpote sacra concredita est, non autem aliunde recipiant. — *R. de M., loc. cit.*

CAPUT II.

DE NATURA ECCLESIÆ EJUSQUE GRADU PRÆ SOCIETATE CIVILI.

Agendum est : de natura societatis in genere; — de natura Ecclesiæ, an sit societas perfecta et independens; — de ipsius societatis civilis independentia; — de subordinatione societatis civilis societati ecclesiasticæ; — de concordia utriusque potestatis; — de Liberalismo quem falso catholicum appellant; — de toleranda libertate cultuum, et permittendis aliis quibusdam libertatibus; — de optimo mundi regimine.

ARTICULUS I.

DE NATURA SOCIETATIS IN GENERE.

Societas, ait *Tarquini,* est multitudo hominum ea ratione coeuntium, ut, collatis viribus, media sibi comparent ad certum communemque finem assequendum. — *Instit. jur. publici, lib. 1, num. 6 et seq.*

16. **I. Natura seu essentia alicujus societatis, ex ejus fine adæquato determinatur.** — Siquidem nota intrinseca et immutabilis *quæ singulis societatibus sit unice propria,* non potest esse nisi *finis.*

a) Ex quatuor elementis quibus societatem constare diximus, *duo priora,* id est multitudo hominum, eorumque moralis conjunctio, quatenus in se spectantur abstractione facta a fine, sunt communia generi; *tertium* autem non est per se determinatum, quia media determinantur, pro varia finis necessitate, ex eorum proportione ac sufficientia ad illius exsecutionem, ita ut eatenus tantum expetantur quatenus ad finem conducunt.

b) E contra, *finis* in societatum genere *est plane indeterminatus;* determinatur autem tantum in singulis societatibus, ita ut uniuscujusque sit proprius. Ergo ex fine tantum essentia societatum determinari potest.

Quæ vero societates inter se distinctæ sunt, et nihilomi-

nus eumdem adæquate finem habent, eæ sunt totidem repetitiones ejusdem societatis, quæ, non *natura*, sed *numero* distinguuntur. — *Tarquini, loc. cit.*

17. **II. Societas perfecta ea dicitur** quæ non est alterius pars, et finem non habet ad alterius finem in eodem genere ordinatum, ita ut sit *in genere suo independens et in se completa*; unde consequitur quod media ad sui conservationem propriique finis assecutionem necessaria, *in semetipsa* habere debeat. — *Tarquini, loc. cit.* — *Cf. S. Th. 1. 2, q. 90, art. 3; et Cavagnis, Instit. jur. pub., lib. 1, num. 50 et seq.*

Est autem perfecta societas, non modo cui *realiter*, verum etiam cui *virtualiter* eadem insunt; ita scilicet ut ab alia societate ea repetere proprio jure possit, neque illa facultatem habeat hæc media negandi, aut suo judicio rem dirimendi.

18. **III. Societas perfecta : potest a suis exigere quidquid necessarium est ad finem plene consequendum.**

a) Nam, pro natura societatis, singulis ejus membris inest officium, sponte susceptum, si societas sit voluntaria, legitime impositum, si necessaria, *conferendi in societatem vires suas,* ad ea comparanda quæ sunt necessaria ad ejus finem plene et integre assequendum. Ergo societati, pro natura sua, inest jus *eadem ab illis exigendi.* — *Cf. Cavagnis, loc. cit., num. 75 et seq.*

b) Porro, ad finem assequendum, *tria hæc tantum requiruntur :* 1º ut media quæ ad finem conducunt, *obligatorio modo proponantur;* — 2º ut quæ proposita sunt, rite, id est juxta eum modum ac sensum quo fuerunt proposita, *applicentur;* — 3º ut renuentes eadem applicare, vi adhibita *cogantur*, impedientes *coerceantur.*

Atqui, primum constituit potestatem *legiferam*, alterum *judiciariam*, tertium *coactivam*. Ergo adæquata potestatis divisio quam vi suæ naturæ societas perfecta habet in suos, *in hac triplici potestate* continetur. — *Cf. cap. IV, n. 54; — Tract. De judiciis, n. 1417; et Tract. De pœnis, n. 1548.*

c) Equidem alii potestatem societatis perfectæ in suos dividunt in potestatem *legislativam*, *judicialem* et *executivam*, ita ut potestas exsecutiva complectatur potestatem gubernativam, administrativam et coactivam.

Verum potestas *exsecutiva*, præscindendo a coactiva, considerari potest ut sequela necessaria potestatis *legislativæ*, ideoque in eadem comprehensa. — Item de *administrativa* dicatur; prout enim refertur ad vigilantiam in inferiores magistratus, an adimpleant officia eis commissa, comprehenditur sub potestate *judiciali*.— Jus autem *pœnas* constituendi comprehenditur sub *legislativa*, et pœnarum applicatio sub *coactiva*. — *Cf. Cavagnis, loc. cit., num. 95 et seq.*

ARTICULUS II.

DE NATURA ECCLESIÆ, AN SIT SOCIETAS PERFECTA ET INDEPENDENS.

19. **I. Ecclesia est societas perfecta et independens.** — Quod probatur :

a) *Ex ejus fine.* — « Est enim Ecclesia civitas sancta Dei viventis, Deo ipso nata, eodemque auctore constituta : quæ peregrinatur quidem in terris, sed vocans homines et erudiens atque deducens *ad sempiternam in cœlis felicitatem.* » — *Encyc. Sapientiæ christianæ*, § *Nunc vero.*

Unde, cum *finis Ecclesiæ* proprius sit omnium supremus, nempe æterna hominum beatitudo, quæ ad nullum alium finem ordinatur, *Ecclesia ipsa* est societas *natura sua suprema.* — Atqui, repugnat societatem omnium supremam *alteri subesse*, et ab ea in mediorum œconomia *pendere.* — Ergo Ecclesia est societas perfecta, et media sufficientia ad obtinendum finem in semetipsa habere debet. — *Tarquini, loc. cit., n. 40.*

« Hæc societas, *ait Leo XIII*, quamvis ex hominibus constet non secus ac civilis communitas, tamen, propter *finem* sibi constitutum, atque *instrumenta* quibus ad finem contendit, *supernaturalis* est et *spiritualis;* atque idcirco *distinguitur ac differt a societate civili* : et, quod

plurimum interest, *societas est genere et jure perfecta*, cum adjumenta ad incolumitatem actionemque suam necessaria, voluntate beneficioque Conditoris sui, omnia *in se et per se ipsa possideat*. Sicut finis quo tendit Ecclesia longe nobilissimus est, ita ejus potestas est omnium præstantissima, neque imperio civili potest haberi *inferior*, aut eidem esse ullo modo obnoxia. » — *Enc. Immortale Dei, 1 nov. 1885, § Tam ingenti.*

« Ecclesiam vero in suorum officiorum munere potestati civili velle esse subjectam, *magna quidem injuria, magna temeritas est*. Hoc facto perturbatur ordo, quia *quæ naturalia sunt præponuntur iis quæ sunt supra naturam :* tollitur, aut certe magnopere minuitur frequentia bonorum, quibus, si nulla re impediretur, communem vitam Ecclesia compleret : prætercaque via ad inimicitias munitur et certamina, quæ, quantam utrique reipublicæ perniciem afferant, nimis sæpe eventus demonstravit. » — *Encycl. cit.*, § *Bene morata.*

b) *Ex voluntate divini sui Institutoris.* — Nam :

1° Absurdum est asserere Christum Dominum Ecclesiæ suæ sufficienter non *providisse*. — Non providisset autem, nisi talem potestatem ei dedisset quæ *media omnia ad finem consequendum sufficientia complecteretur*, id est societatem perfectam constituisset.

Revera, si media ad finem Ecclesiæ consequendum penderent ab alia societate, nempe a societate civili, Ecclesiæ recta administratio et unitas *in perpetuo discrimine* versaretur ; imo per tria priora sæcula, hodieque in regionibus infidelium, nec non in multis Europæ ditionibus, hostibus infensissimis fuisset et esset dedita.

2° Constat *ex positivis testimoniis* Christum Ecclesiam constituisse *societatem perfectam*.

Christus enim constituit in Ecclesia magistratus proprios, eisque dedit *potestatem plenam et perfectam*, verbisque expressam amplissimis :

Petro vicario suo, supremoque Ecclesiæ capiti, ait : « Tu es Petrus, et super hanc petram ædificabo Ecclesiam meam, et portæ inferi non prævalebunt adversus eam ; et tibi dabo

claves regni cœlorum; et quodcumque ligaveris super terram erit ligatum et in cœlis, et quodcumque solveris super terram erit solutum et in cœlis. » — *Matth.*, XVI, *18, 19.*

Hæc verba « *quodcumque ligaveris,* » etc., formulam continent potestatis amplissimæ omniaque media ad finem consequendum necessaria certissime complectentis. — Et commata illa : « *erit ligatum et in cœlis; erit solutum et in cœlis,* » indicant inter potestatem Petri et potestatem cœlestem *nullam aliam esse mediam.*

Huc pertinent similia verba *ad omnes Apostolos* dicta. — « Revera Jesus Christus Apostolis suis libera mandata dedit in sacra, adjuncta tum *ferendarum legum veri nominis facultate,* tum gemina quæ hinc consequitur *judicandi, puniendique potestate.* — *Matth.* XVIII, *18;* XVII, *17; II Cor.* X, *6;* XIII, *10.* — Itaque dux hominibus esse ad cœlestia, *non Civitas, sed Ecclesia* debet, eidemque hoc est munus assignatum ut de iis quæ religionem attingunt *videat ipsa et statuat,* ut doceat omnes gentes, ut christiani nominis fines, quoad potest, late proferat; brevi, ut *rem christianam libere expediteque judicio suo administret.*

3° » Hanc vero auctoritatem in se ipsa absolutam, planeque sui juris, quæ ab assentatrice principum philosophia jamdiu oppugnatur, *Ecclesia sibi asserere, itemque publice exercere nunquam desiit,* primis omnium pro ea propugnantibus *Apostolis,* qui, cum disseminare Evangelium a principibus Synagogæ prohiberentur, constanter respondebant : *Obedire oportet Deo magis quam hominibus.*

» Eamdem *sancti Ecclesiæ Patres* rationum momentis tueri pro opportunitate studuerunt : Romanique Pontifices invicta animi constantia adversus oppugnatores indicare nunquam prætermiserunt.

» Quin etiam, et opinione et re eamdem probarunt *ipsi viri principes, rerumque publicarum gubernatores,* ut qui paciscendo transigendis negotiis, mittendis vicissimque accipiendis legatis, atque aliorum mutatione officiorum, agere cum Ecclesia tamquam cum suprema potestate legitima consueverunt. » — *Encycl. Immortale Dei,* § *Hanc vero.*

20. **II. Ideo rejiciendus est Liberalismus ille absolutus,** cujus nempe fautores *societati civili* tribuunt supremum principatum, a quo derivet *quodvis aliud jus,* et pendeat *quævis alia societas,* tum generalis tum particularis, tum spiritualis tum temporalis, ita ut omnium actuum humanorum regula sit lex a Gubernio civili condita.

a) Isti « Ecclesiæ naturam juraque propria societatis perfectæ eripiunt; nec ejus esse contendunt facere leges, judicare, ulcisci, sed cohortari dumtaxat, suadere, regere sua sponte et voluntate subjectos. Itaque *divinæ hujusce societatis naturam opinione adulterant,* auctoritatem, magisterium, omnem ejus efficientiam extenuant et coangustant, *vim simul potestatemque civilis principatus usque eo exaggerantes,* ut sicut unam quamvis e consociationibus civium voluntariis, ita Ecclesiam Dei sub imperium ditionemque reipublicæ subjungant. » — *Encycl. Libertas, Leonis XIII, 20 jun. 1888,* § *Alii quominus.*

b) Non igitur immerito *Pius IX* sequentes propositiones damnavit :

« Ecclesia non est vera perfectaque societas plane libera, nec pollet suis propriis et constantibus juribus, sibi a divino suo fundatore collatis; sed civilis potestatis est definire quæ sint Ecclesiæ jura ac limites, intra quos eadem jura exercere queat. » — *Syll. prop. 19.*

« Ecclesiastica potestas suam auctoritatem exercere non debet absque civilis Gubernii venia et assensu. » — *Syll. prop. 20.*

« Reipublicæ status, utpote omnium jurium origo et fons, jure quodam pollet nullis limitibus circumscripto. » — *Ibid., prop. 39; — Cf. et alias quas, data occasione, citabimus.*

ARTICULUS III.

DE IPSIUS SOCIETATIS CIVILIS INDEPENDENTIA.

21. **I. Societas civilis est in genere suo suprema et independens,** ita ut, in rebus temporalibus et *sub respectu finis temporalis,* Ecclesia nihil possit in societate civili.

Ratio est : quia Ecclesiæ finis proprius non reponitur in felicitate temporali subditorum procuranda, sed in ordine omnino diverso; regula autem generalis est : *societates nihil posse in iis quæ sunt extra finem proprium.*

« Custos juris sui, observantissima alieni, *non ad se putat Ecclesia pertinere* quæ maxime *forma Civitatis* placeat, quibus institutis res christianarum gentium civilis geratur : ex variisque reipublicæ generibus nullum non probat, dum religio morumque disciplina salva sit. » — *Encyc. Sapientiæ christianæ, Leonis XIII, 10 jan. 1890,* § *Ab omni.*

22. **II. « Deus humani generis procurationem inter duas potestates partitus est, scilicet ecclesiaticam et civilem,** alteram quidem divinis, alteram humanis rebus præpositam. *Utraque est in suo genere maxima ;* habet utraque *certos, quibus contineatur, terminos*, eosque sua cujusque natura caussaque proxima definitos ; unde aliquis velut orbis circumscribitur, in quo sua cujusque actio *jure proprio* versetur. » — *Encyc. Immortale Dei,* § *Itaque Deus.*

a) « Quidquid igitur est *in rebus humanis quoquo modo sacrum*, quidquid ad salutem animorum cultumve Dei pertinet, sive tale illud sit natura sua, sive rursus tale intelligatur propter caussam ad quam refertur, id est omne in potestate arbitrioque Ecclesiæ : *cætera vero, quæ civile et politicum genus complectitur*, rectum est civili auctoritati esse subjecta, cum Jesus Christus jusserit *quæ Cæsaris sint reddi Cæsari, quæ Dei, Deo.* » — *Ibid.,* § *Itaque inter.*

b) « Qua posita jurium et officiorum terminatione, omnino liquet *esse liberos ad res suas gerendas rectores Civitatum :* idque non modo non invita, sed *plane adjuvante Ecclesia*, quæ, quoniam maxime præcipit ut colatur pietas, quæ est justitia adversus Deum, hoc ipso ad justitiam vocat erga Principes. » — *Encyc. Sapientiæ christ.,* § *Altius.*

ARTICULUS IV.

DE SUBORDINATIONE SOCIETATIS CIVILIS SOCIETATI ECCLESIASTICÆ.

23. **I. Societas civilis, licet independens et suprema in suo genere, subordinatur tamen societati ecclesiasticæ.**

a) *Subordinationis fundamentum* est *non æqualis excellentia finium*; ex fine enim, sicut essentia, ita et gradus perfectionis relativæ societatum determinatur. Atqui finis Ecclesiæ, *felicitas scilicet spiritualis et æterna*, fini societatis civilis, *felicitati scilicet temporali et transitoriæ* præstat; tum quia spirituale temporali, æternum transitorio, anima corpori, cœlestia terrenis præstant; tum et præcipue quia finis ille a Deo omnibus omnino injungitur, nec sine maximo damno, damnatione scilicet æterna, voluntarie potest omitti; iste autem facile sperni potest, imo nocivus aut saltem inutilis fit, si ad illum non ordinetur. — *Cf. Matth.*, VI, *31 et seq.*; V, *29 et seq.*; XVI, *26*; — *Luc.*, XIV, *26*; — *Act.*, V, *28, 29; etc.*

b) « *Quia utriusque (potestatis) imperium est in eosdem,* cum usu venire possit ut res una atque eadem, quamquam aliter atque aliter, sed tamen eadem res ad utriusque jus judiciumque pertineat, *debet providentissimus Deus*, a quo sunt ambæ constitutæ, utriusque itinera recte atque ordine composuisse. *Quæ autem sunt, a Deo ordinatæ sunt.*

» Quod ni ita esset, *funestarum sæpe contentionum concertationumque caussæ nascerentur;* nec raro sollicitus animi, velut in via ancipiti, hærere homo deberet, anxius quid facto opus esset, contraria jubentibus binis potestatibus quarum recusare imperium, salvo officio, non potest. Atqui *maxime istud repugnat de sapientia cogitare et bonitate Dei,* qui vel in rebus physicis, quamquam sint longe inferioris ordinis, tamen naturales vires caussasque invicem conciliavit moderata ratione et quodam velut concentu mirabili, ita ut nulla earum impediat cæteras, cunctæque si-

mul illæ, quo mundus spectat, convenienter aptissimeque conspirent.

» Itaque inter utramque potestatem *quædam intercedat necesse est ordinata colligatio*. Qualis autem et quanta ea sit, aliter judicari non potest, nisi respiciendo, uti diximus, ad *utriusque naturam*, habendaque ratione *excellentiæ et nobilitatis caussarum* ; cum alteri proxime maximeque propositum sit rerum mortalium curare commoda, alteri cœlestia ac sempiterna bona comparare. » *Encycl. Immortale Dei*, § *Itaque Deus, et seq.*

24. **II. Hæc subordinatio non ita intelligenda est ut Ecclesia possit sese in administrandis negotiis societatis civilis ingerere**, quia sic læderet ejus demonstratam independentiam ; sed *duo importat :*

a) *Non oppositionem ;* nempe ut media a societate civili proposita non opponantur assecutioni finis societatis ecclesiasticæ.

1° « In *institutis* igitur *legibusque* sanciendis, spectanda hominis indoles est, moralis eadem ac religiosa ejusdemque curanda perfectio, sed recte atque ordine : nec imperandum vetandumve quidquam, nisi ratione habita quid *civili* hominum societati sit, quid *religiosæ* propositum.

2° » Hac ipsa de caussa, non potest Ecclesiæ non interesse quales in Civitatibus valeant leges, *non quatenus ad rempublicam* pertinent, sed quia fines debitos aliquando prætergressæ, *in jus Ecclesiæ* invadunt.

» Quin imo, *resistere, si quando officiat religioni disciplina reipublicæ*, studioseque conari ut in leges et instituta populorum virtus pervadat Evangelii, munus est Ecclesiæ assignatum a Deo.

3° » Et, quoniam fortuna reipublicæ potissimum ex eorum pendet ingenio qui populo præsunt, idcirco Ecclesia *patrocinium* iis hominibus gratiamve præbere non potest, *a quibus oppugnari sese intelligat*, qui jura ipsius vereri aperte recusent, qui rem sacram remque civilem natura consociatas divellere contendant.

» Contra fautrix, uti debet, eorum est qui, cum de civili

deque christiana republica, quod sentire rectum est, ipsi sentiant, ambas in communi bono concordes elaborare volunt. » — *Encycl. Sapientiæ christianæ*, § *In institutis.*

4° Huc spectant *propositiones damnatæ* a Pio IX :

« In conflictu legum utriusque potestatis, jus civile prævalet. » — *Syll. err. 42.* — « Ecclesia non habet.... potestatem ullam temporalem directam vel indirectam. »—*Syll., prop. 24.*

Unde, quibus in rebus, si *per se* sive *per accidens*, ratio seu necessitas concurrit *finis spiritualis*, in iis, licet temporales sint, potestatem suam Ecclesia jure exserit, civilis autem societas ei cedere debet.

b) *Favorem*, nempe ut media a societate civili adhibita faciliorem reddant exsecutionem finis societatis ecclesiasticæ; sæculares enim Principes « Deus sanctæ fidei Ecclesiæque protectores esse voluit ». — *Trid. sess. 25. cap. 20, De ref.*

Istius autem favoris sunt diversi gradus, prout, attenta ratione temporum, locorum, et personarum, hic favor plus minusve potest explicari. — *De Angelis, in tit. De constitut., num. 4;* — *Cf. Cavagnis, Instit. jur. pub., lib. 1, n. 377 et seq.;* — *et Art. VII, ubi De toleranda libertate cultuum, n. 35 et seq.*

ARTICULUS V.

DE CONCORDIA UTRIUSQUE POTESTATIS.

Ex dictis sequitur : « *In negotiis mixti juris*, maxime esse secundum naturam, itemque secundum Dei consilia, non secessionem alterius potestatis ab altera, multoque minus contentionem, sed plane *concordiam*, eamque *cum caussis proximis congruentem*, quæ caussæ utramque societatem genuerunt. » — *Encycl. Immortale Dei*, § *Ex iis autem.*

25. **I. Unde Status, ut Status, atheus esse nequit ;** sed tenetur *inquirere* veram religionem, eique cognitæ *adhærere.*

a) « *Natura et ratio,* quæ jubet *singulos* sancte religioseque Deum colere, quod in ejus potestate sumus, et quod, ab eo profecti, ad eumdem reverti debemus, *eadem lege adstringit civilem communitatem.*

» Homines enim *communi societate* conjuncti, nihilo sunt minus in Dei potestate quam *singuli;* neque minorem quam singuli gratiam Deo societas debet, *quo auctore coaluit, cujus nutu conservatur,* cujus beneficio innumerabilem bonorum, quibus affluit, copiam accepit.

» Quapropter, sicut nemini licet sua adversus Deum officia negligere, officiumque est maximum amplecti et animo et moribus religionem, nec quam quisque maluerit, sed quam Deus jusserit, quamque certis minimeque dubitandis indiciis unam ex omnibus veram esse constiterit : *eodem modo Civitates non possunt, citra scelus, gerere se tanquam si Deus omnino non esset,* aut curam religionis velut alienam nihilque profuturam abjicere, aut adsciscere de pluribus generibus indifferenter quod libeat : omninoque debent eum in colendo Numine morem usurpare modumque, quo coli se Deus ipse demonstravit velle.

» *Sanctum igitur oportet apud Principes esse Dei nomen,* ponendumque in præcipuis illorum officiis religionem gratia complecti, benevolentia tueri, auctoritate nutuque legum tegere, nec quippiam instituere aut decernere quod sit ejus incolumitati contrarium. » — *Encycl. cit.,* § *Hac ratione et seq.;* — *Cf. encycl. Sapientiæ christ.,* § *Quod autem.*

b) « Id et *civibus* debent, quibus præsunt.

» Nati enim susceptique omnes homines sumus ad summum quoddam et ultimum bonorum, quo sunt omnia consilia referenda, extra hanc fragilitatem brevitatemque vitæ in cœlis collocatum. *Quoniam autem hinc pendet hominum undique expleta ac perfecta felicitas,* idcirco assequi eum, qui commemoratus est, finem, tanti interest singulorum ut pluris interesse non possit.

» Civilem igitur societatem, communi utilitati natam, in tuenda prosperitate reipublicæ necesse est sic consulere civibus, ut obtinendo adipiscendoque summo illi atque in-

commutabili bono quod sponte appetunt, non modo *nihil importet unquam incommodi*, sed *omnes quascumque possit, opportunitates afferat.* Quarum præcipua est, ut detur opera religioni sancte inviolateque servandæ, cujus officia hominem Deo conjungunt. » — *Encycl. Immortale Dei,* § *Sanctum igitur; — Cf. encycl. Libertas,* § *Miliores.*

« Dès que l'État refuse de donner à Dieu ce qui est à Dieu, il refuse, par une conséquence nécessaire, de donner aux *citoyens* ce à quoi ils ont droit comme *hommes;* car, qu'on le veuille ou non, les vrais droits de l'homme naissent précisément de ses devoirs envers Dieu. D'où il suit que l'État, en manquant, sous ce rapport, le but principal de son institution, aboutit, en réalité, à se renier lui-même et à démentir ce qui est la raison de sa propre existence. » — *Encyc. Leonis XIII ad omnes Galliæ catholicos, 16 feb. 1892.*

c) Accedit quod *finis a vera religione intentus* non tantum est aliquod et quidem præcipuum bonum commune, sed quod Religio sit medium optimum, imo necessarium *ad reliqua bona communia,* scilicet *temporalia,* quæ curare *Statui proxime propositum est,* efficaciter promovenda; hæc enim pendent a reipublicæ tranquillitate et pace, quæ ipsa diu consistere non potest cum indifferentia erga religionem.

1° Nam « *bene morata* Civitas esse, *sublata religione,* non potest; jamque, plus fortasse quam oporteret, est cognitum qualis in se sit, et quorsum pertineat illa de vita et moribus philosophia, quam *civilem* nominant. Vera est *magistra virtutis* et *morum custos* Ecclesia Christi : ea est, quæ incolumia tuetur principia unde officia ducuntur, propositisque causis ad honeste vivendum efficacissimis, jubet non solum fugere prave facta, sed regere motus animi rationi contrarios etiam sine effectu. » — *Encycl. Immort. Dei,* § *Sic illa.*

2° « *Prodest autem mirifice Religio,* quippe quæ primum ortum potestatis a Deo ipso repetit, gravissimeque Principes jubet officiorum suorum esse memores, nihil injuste acerbeve imperare, benigne ac fere cum caritate paterna populo præesse.

» Eadem *potestati legitimæ* cives vult esse subjectos, ut *Dei ministris;* eosque cum rectoribus reipublicæ, non obedientia solum, sed *verecundia et amore conjungit*, interdictis seditionibus, cunctisque incœptis quæ ordinem tranquillitatemque publicam perturbare queant, quæque tandem causam afferunt cur majoribus frenis libertas civium constringatur. » — *Encyc. Libertas,* § *Sed hæc alias.*

26. **II. Nec Ecclesia a Statu, Statusque ab Ecclesia est sejungendus.** — *Cf. Syll. prop. 55.*

Sunt qui aiunt : « nutu legum divinarum dirigendam utique vitam ac mores esse *privatorum*, non tamen *Civitatis :* in rebus *publicis* fas esse a jussis Dei discedere, nec ad ea ullo modo in condendis *legibus* intueri. Ex quo perniciosum illud gignitur consectarium *Civitatis Ecclesiæque rationes dissociari oportere.* — Sed hæc quam absurde dicantur, haud difficulter intelligitur.

a) » Cum enim clamet ipsa *natura :* oportere civibus in societate suppetere copias opportunitatesque ad vitam honeste, scilicet *secundum Dei leges,* degendam, quia Deus est omnis honestatis justitiæque principium, profecto illud vehementer repugnat : posse *iisdem de legibus nihil curare,* vel etiam *quidquam infense statuere* Civitatem.

b) » Deinde, qui populo præsunt, hoc omnino rei publicæ debent : ut, non solum commodis et rebus externis, *sed maxime animi bonis,* legum sapientia consulant. Atqui, ad istorum incrementa bonorum, ne cogitari quidem potest *quidquam iis legibus aptius quæ Deum habeant auctorem :* ob eamque rem, qui in regendis Civitatibus nolunt divinarum legum haberi rationem, aberrantem faciunt ab *instituto suo* et a *præscriptione naturæ*, politicam potestatem.

c) » Sed, quod magis interest, quodque alias Nosmetipsi nec semel monuimus : quamvis principatus civilis non eodem, quo sacer, proxime spectet, nec iisdem eat itineribus, in potestate tamen gerenda obviam esse interdum alteri alter necessario debet. Est enim utriusque *in eosdem* imperium, nec raro fit ut *iisdem de rebus* uterque, *etsi non*

eadem ratione, decernat. Id quotiescumque usuveniat, cum *confligere* absurdum sit, sapientissimæque voluntati Dei aperte repugnet, *quemdam esse modum atque ordinem* necesse est, ex quo, causis contentionum certationumque sublatis, *ratio concors in agendis rebus existat.* Et hujusmodi concordiam non inepte similem conjunctioni dixere *quæ animum inter et corpus intercedit,* idque commodo utriusque partis : quarum distractio nominatim est perniciosa corpori, quippe cujus vitam exstinguit. » — *Encycl. Libertas,* § *Miliores ; — Cf. encycl. Immortale Dei,* § *Itaque Deus.*

27. **III. Neque fas est Civitatem, erga varias ut loquuntur religiones pari modo affectam, eadem singulis jura promiscue largiri,** quod in *atheismum* recideret.

a) « Etenim dubitari non potest quin sit *Dei voluntate inter homines conjuncta societas,* sive partes, sive forma ejus spectetur quæ est auctoritas, sive causa, sive earum quas homini parit magnarum utilitatum copia. Deus est, qui hominem ad congregationem genuit, atque in cœtu sui similium collocavit, ut, quod natura ejus desideraret, nec ipse assequi solitarius potuisset, in consociatione reperiret. Quamobrem *Deum civilis societas, qua societas est, parentem et auctorem suum agnoscat necesse est,* atque ejus potestatem dominatumque vereatur et colat. » — *Encycl. Libertas,* § *Eadem.*

b) « De religione autem putare, nihil inter formas dispares et contrarias interesse, hunc plane habet exitum : *nolle ullam probare judicio, nolle usu.* Atqui istud ab *atheismo,* si nomine aliquid differt, re nihil differt.

» Quibus enim Deum esse persuasum est, ii, modo constare sibi nec esse perabsurdi velint, necessario intelligunt usitatas in cultu divino rationes, *quarum tanta est differentia, maximisque etiam de rebus dissimilitudo et pugna,* æque probabiles, æque bonas, æque Deo acceptas esse omnes non posse. » — *Encycl. Immortale Dei,* § *De religione.*

c) « *Vera religio quæ sit, non difficulter videt* qui

judicium prudens sincerumque adhibuerit : *argumentis enim permultis atque illustribus,* veritate nimirum vaticiniorum, prodigiorum frequentia, celerrima fidei vel per medios hostes ac maxima impedimenta propagatione, martyrum testimonio, aliisque similibus, liquet eam esse unice veram quam Jesus Christus et instituit ipsemet, et Ecclesiæ suæ tuendam propagandamque demandavit. » — *Encycl. Immortale Dei,* § *Vera autem ;* — *Cf. encycl. Libertas,* § *Eadem.*

28. **IV. Ideo respuendus est Liberalismus etiam moderatus, ut aiunt**, propugnans, non quidem supremam Status in Ecclesiam, sed illius *perfectam autonomiam,* plenamque ab Ecclesia *independentiam,* « ita ut in omni jure societatis humanæ, in institutis, moribus, legibus, reipublicæ muneribus, institutione juventutis, *non magis ad Ecclesiam respiciendum censeant quam si esset omnino nulla ;* permissa ad summum singulis civibus facultate ut *privatim,* si libeat, dent religioni operam. » — *Encyc. Libertas,* § *Huic tanquam.*

Cæterum, inquiunt, Status non intendit sibi subjicere Ecclesiam, nec ei peculiares servitutes imponere, sed ei relinquit *libertatem quæ jure communi individuis et associationibus in illa regione conceditur ;* debet alias suis subditis amplissimam relinquere libertatem in iis quæ spectant ad cultum, conscientiam, doctrinam, puerorum et adolescentium institutionem, associationes, etc., ea tantummodo conditione ut observentur leges communes, nec turbetur pax publica, adeo ut *Ecclesia possit esse,* servato tantum jure communi, *libera in Statu libero.*

« Contra quos, plane vis argumentorum omnium valet quibus ipsam *de distrahendis Ecclesiæ reique civilis rationibus* sententiam convicimus ; hoc præterea adjuncto, quod est perabsurdum ut Ecclesiam *civis* vereatur, *civitas* contemnat. » — *Encycl. Libertas, loc. cit.*

ARTICULUS VI.

DE LIBERALISMO QUEM FALSO CATHOLICUM APPELLANT.

29. **I. « Multi rei sacræ a re civili distractionem non probant, sed tamen faciendam censent,** ut Ecclesia obsequatur tempori, et flectat se atque accommodet ad ea quæ in administrandis imperiis hodierna prudentia desiderat. » — *Encycl. Libertas.*

Illi, omissa discussione principiorum, ut dicunt, abstractorum, judicant *in concreto,* ratione habita recentis *progressus* ac *civilitatis,* nostris temporibus *prudentiam* exspostulare, sicut et *majorem Ecclesiæ utilitatem,* ut ipsa ex integro separetur a Statu. — Libenter ultra modum exaggerant damna quæ aliquando mali Principes christiani, prætextu eam tuendi ac protegendi, Ecclesiæ intulerunt ; autumantque melius ei esse ut *sponte missis juribus* quæ habere potest in externum Status regimen, suis propriis viribus moralibus contenta sit, nihilque exspectet auxilii a Statu politico. — Exoptant igitur et suadent ut *Summus Pontifex sponte renuntiet concordiæ sacerdotii et imperii ; ut sese componat et reconciliet cum progressu, liberalismo, et recenti civilitate ;* ut adhæreat civili cujusque cultus libertati, itemque omnimodæ facultati omnibus attributæ quaslibet opiniones cogitationesque palam ac publice manifestandi.

30. **II. « Horum est honesta sententia, si de quadam intelligatur æqua ratione quæ consistere cum veritate justitiaque possit ;** nimirum ut, explorata spe magni alicujus boni, *indulgentem* Ecclesia sese impertiat, idque temporibus largiatur quod *salva officii sanctitate* potest.

» Verum secus est *de rebus ac doctrinis* quas demutatio morum ac fallax judicium *contra fas* invexerint. Nullum tempus vacare *religione, veritate, justitia* potest ; quas res maximas et sanctissimas cum Deus *in tutela Ecclesiæ* esse jusserit, nihil est tam alienum quam velle ut ipsa quod vel

falsum est vel injustum dissimulanter ferat, aut in iis quæ sunt religioni noxia conniveat. » — *Enc. Libertas,* § *Multi denique.*

31. **III. Nequaquam licet « petere, defendere, largiri, cogitandi, scribendi, docendi, itemque promiscuam religionum libertatem,** veluti *jura* totidem, quæ homini *natura* dederit.

» Nam, si vere natura dedisset, imperium Dei detrectari jus esset, nec ulla temperari lege libertas humana posset. » — *Encycl. Libertas,* § *Itaque ex dictis.*

a) « *Libertas,* ut quæ virtus est hominem perficiens, debet in eo quod *verum* sit, quodque *bonum,* versari : boni autem verique ratio mutari ad hominis arbitrium non potest, sed manet semper eadem, neque minus est quam ipsa rerum natura, *incommutabilis.* Si mens adsentiatur opinionibus falsis, si malum voluntas adsumat et ad id se applicet, *perfectionem sui neutra consequitur,* sed excidunt dignitate naturali et in corruptum ambæ delabuntur.

» Quæcumque sunt igitur virtuti veritatique contraria, ea in luce atque in oculis hominum ponere non est æquum ; *gratia tutelave legum defendere, multo minus.* Sola bene acta vita via est in cœlum, quo tendimus universi : ob eamque rem *aberrat Civitas a regula et præscriptione naturæ,* si licentiam opinionum praveque factorum in tantum lascivire sinat, ut impune liceat mentes a veritate, animos a virtute deducere. Ecclesiam vero, quam Deus ipse constituit, ab actione vitæ excludere, a legibus, ab institutione adolescentium, a societate domestica, *magnus et perniciosus est error.* » — *Encycl. Immortale Dei,* § *Sic illa.*

b) Huc pertinent *propositiones damnatæ* a Pio IX :

« Ætate hac nostra non amplius expedit religionem catholicam haberi tanquam unicam Status religionem, cæteris quibuscumque cultibus exclusis. » — *Syll. prop. 77.*

« Falsum est civilem cujusque cultus libertatem, itemque plenam potestatem omnibus attributam quaslibet opiniones cogitationesque palam publiceque manifestandi, conducere ad populorum mores animosque facilius corrum-

pendos, ac indifferentismi pestem propagandam. » — *Syll. prop. 79.*

« Romanus Pontifex potest ac debet cum progressu, cum liberalismo, et cum recenti civilitate sese reconciliare et componere. » — *Ibid., prop. 80.*

32. **IV. Cæterum inanis est et jejuna calumnia :** « quod inquiunt *Ecclesiam recentiori civilatum invidere disciplinæ, et quæcumque horum temporum ingenium reperit, omnia promiscue repudiare.*

a) » Insaniam quidem repudiat opinionum ; improbat nefaria seditionum studia, illumque nominatim habitum animorum in quo initia perspiciuntur voluntarii discessus a Deo : sed quia omne quod verum est, a Deo proficisci necesse est, quidquid, indagando, *veri* attingatur, agnoscit Ecclesia velut *quoddam divinæ mentis vestigium.*

b) » Cumque nihil sit in rerum natura veri, quod doctrinis divinitus traditis fidem abroget, multa quæ adrogent, omnisque possit inventio veri ad Deum ipsum vel cognoscendum vel laudandum impellere, idcirco, *quidquid accedat ad scientiarum fines proferendos, gaudente et libente Ecclesia semper accedet :* eademque studiose, ut solet, sicut alias disciplinas, ita illas etiam fovebit ac provehet quæ positæ sunt in explicatione naturæ.

c) » Quibus in studiis, non adversatur Ecclesia si quid mens repererit novi : non repugnat quin plura quærantur ad decus commoditatemque vitæ : immo, inertiæ desidiæque inimica, *magnopere vult ut hominum ingenia uberes ferant exercitatione et cultura fructus :* incitamenta præbet ad omne genus artium atque operam : omniaque harum rerum studia ad honestatem salutemque virtute sua dirigens, impedire nititur quominus a Deo bonisque cœlestibus sua hominem intelligentia atque industria deflectat. » — *Encycl. Immortale Dei,* § *Ergo quod.*

33. **V. Dicta separatio Ecclesiæ et Status considerari potest ut minus malum si comparetur cum statu persecutionis,** modo taliter instituatur ut Ecclesiæ

veram det et sinceram *libertatem* suam missionem exercendi.

a) Ubi enim quæstio movebitur de decernenda separatione Status ab Ecclesia, sciendum est quod in hac nova Ecclesiæ conditione, quæ neque oppositionis est neque concordiæ, sed simplicis *coexistentiæ Ecclesiæ et Gubernii civilis*, Status, nisi velit mentiri justitiæ et adsertæ omnimodæ libertati religiosæ, *recognoscere debet omnia jura Ecclesiæ, quatenus est saltem associatio religiosa licita*, nec impedire liberam ejusdem evolutionem.

Unde curandum erit ut *Ecclesiæ plena sit libertas* communicandi cum Romano Pontifice, capite suo ; — condendi leges pro suis subditis, eas promulgandi, promovendique earum observationem per judicia et pœnas ; — sibi eligendi pastores juxta modum a se determinatum ; — sibi assumendi ministros, eosque educandi et instruendi ; — suis subditis impertiendi educationem religiosam, quin isti cogi possint ad scholas mixtæ religionis, vel scholas neutras quas vocant, frequentandas ; — solemnitates religiosas exercendi ; — possidendi et administrandi res temporales ; — fidelium catholicorum associationes efformandi, ut ex. gr. instituta religiosa quæ possidere valeant, etc. ; — suis fidelibus constituendi sepulturam ecclesiasticam, iis quos non indignos judicaverit concedendam ; — demum *omnia alia jura exercendi* quæ religiosa societas, *pro natura sua*, sibi vindicare potest.

« Cette situation, *ait Leo XIII*, se produit dans certains pays. C'est une manière d'être qui, si elle a de nombreux et graves inconvénients, offre aussi quelques avantages, surtout quand le législateur, par une heureuse inconséquence, ne laisse pas que de s'inspirer des principes chrétiens ; et ces avantages, bien qu'ils ne puissent justifier le faux principe de la séparation, ni autoriser à le défendre, rendent cependant digne de *tolérance* un état de choses qui, pratiquement, n'est pas le pire de tous. » — *Encyc. Leonis XIII, ad omnes Galliæ catholicos, 16 feb. 1892.*

b) Ea consideratione movebantur nonnulli qui hanc

separationem apud nos *exoptabant* eo quod judicarent relationes, quales jam servantur inter Ecclesiam et Gubernium civile, parum utilitatis conferre Ecclesiæ, at e contra Statui multam copiam facere ut Ecclesiam opprimat.

« Mais, *en France,* nation catholique par ses traditions et par la foi présente de la grande majorité de ses fils, l'Église ne doit pas être mise dans la situation précaire qu'elle subit chez d'autres peuples. Les catholiques peuvent d'autant moins préconiser la séparation, qu'ils connaissent mieux les *intentions* des ennemis qui la désirent. Pour ces derniers, et ils le disent assez clairement, cette séparation, c'est l'indépendance entière de la législation politique envers la législation religieuse ; il y a plus, c'est l'indifférence absolue du pouvoir à l'égard des intérêts de la société chrétienne, c'est-à-dire de l'Église, et la *négation même de son existence.* — Ils font cependant une réserve qui se formule ainsi : Dès que l'Église, utilisant les ressources que le droit commun laisse au moindre des Français, saura, par un redoublement de son activité native, faire prospérer son œuvre, aussitôt l'État intervenant pourra et devra mettre les catholiques français *hors du droit commun lui-même.* — Pour tout dire en un mot, l'idéal de ces hommes serait le retour au paganisme : l'État ne reconnaît l'Église qu'au jour où il lui plaît de la persécuter. » — *Leonis XIII encyc. cit. ad omnes Galliæ catholicos.*

34. **VI. « Itaque in tam difficili rerum cursu,** *ait Leo XIII,* **catholici homines, si Nos, ut oportet, audierint, facile videbunt quæ sua cujusque sint, tam in opinionibus quam in factis, officia.**

a) » Et *in opinando* quidem :

1° » Quæcumque Pontifices romani tradiderint vel tradituri sunt, *singula necesse est et tenere judicio stabili comprehensa,* et palam, quoties res postulaverit, profiteri ; ac nominatim de iis, quas *libertates* vocant novissimo tempore quæsitas, oportet Apostolicæ Sedis stare judicio, et quod ipsa senserit, idem sentire singulos.

2° » *Cavendum ne quem fallat honesta illarum species ;*

cogitandumque quibus ortæ initiis, et quibus passim sustententur atque alantur studiis. Satis jam est experiendo cognitum quarum illæ rerum effectrices sint in Civitate ; eos quippe passim genuere fructus, quorum probos viros et sapientes jure pœniteat.

3° » Si talis alicubi aut reapse sit, aut fingatur cogitatione Civitas quæ christianum nomen insectetur proferre et tyrannice, cum eaque conferatur genus id reipublicæ recens, de quo loquimur, poterit hoc videri *tolerabilius. Principia tamen, quibus nititur,* sunt profecto ejusmodi, sicut ante diximus, ut *per se ipsa* probari nemini debeant. » — *Encycl. Immortale Dei,* § *Itaque in tam difficili. — Cf. n. 25 et seq.*

b) « Potest autem aut in *privatis domesticisque rebus,* aut in *publicis actio* versari.

1° » *Privatim* quidem, primum officium est : *præceptis evangelicis diligentissime conformare vitam et mores,* nec recusare si quid christiana virtus exigat ad patiendum tolerandumque paulo difficilius. Debent præterea singuli *Ecclesiam sic diligere, ut communem matrem :* ejusque et jura salva velle : conarique ut ab iis in quos quisque aliquid auctoritate potest, pari pietate colatur atque ametur.

2° » Illud etiam *publicæ salutis* interest, ad *rerum urbanarum administrationem* conferre sapienter operam : in eaque studere maxime et efficere, ut adolescentibus ad religionem, ad probos mores informandis, ea ratione qua æquum est christianis, publice consultum sit : quibus ex rebus magnopere pendet singularum salus Civitatum....

» Potest alicubi accidere ut, maximis justissimisque de causis, rempublicam capessere, *in muneribusque politicis versari,* nequaquam expediat. Sed generatim, *nullam velle rerum publicarum partem attingere,* tam esset in vitio quam nihil ad communem utilitatem afferre studii, nihil operæ : eo vel magis quod catholici homines, ipsius quam profitentur admonitione doctrinæ, ad rem integre et ex fide gerendam impelluntur. Contra, *ipsis otiosis,* facile habenas accepturi sunt ii quorum opiniones spem salutis haud sane magnam afferant. Idque esset etiam cum pernicie conjunc-

tum christiani nominis : propterea quod plurimum possent qui male essent in Ecclesiam animati, minimum qui bene.

» Quamobrem perspicuum est *ad rempublicam adeundi causam esse justam catholicis :* non enim adeunt, neque adire debent ob eam causam ut *probent* quod est hoc tempore in rerum publicarum rationibus non honestum; sed ut has ipsas rationes, quoad fieri potest, *in bonum publicum transferant* sincerum atque verum, destinatum animo habentes sapientiam virtutemque catholicæ religionis, tanquam saluberrimum succum ac sanguinem, in omnes reipublicæ venas inducere. » — *Encycl. Immortale Dei, Leonis XIII,* § *Potest tamen, et* § *Item catholicorum.*

ARTICULUS VII.

DE TOLERANDA LIBERTATE CULTUUM ET PERMITTENDIS ALIIS QUIBUSDAM LIBERTATIBUS.

« Si divini cultus varia genera eodem jure esse quo veram religionem Ecclesia judicat non licere, non ideo tamen eos damnat rerum publicarum moderatores qui, *magni alicujus aut adipiscendi boni, aut prohibendi causa mali,* moribus atque usu patienter ferunt ut ea habeant singula in Civitate locum. » — *Encycl. Immortale Dei,* § *Hæc quidem.*

35. **I. Ratio hujus tolerantiæ.** — « Materno judicio Ecclesia æstimat grave pondus infirmitatis humanæ : et qualis hic sit, quo nostra vehitur ætas, animorum rerumque cursus non ignorat. His de causis, *nihil quidem impertiens juris* nisi iis quæ vera quæque honesta sint, non recusat quominus quidpiam a veritate justitiaque alienum *ferat* tamen publica potestas, scilicet majus aliquod vel vitandi causa *malum,* vel adipiscendi aut conservandi *bonum.*

» *Ipse providentissimus Deus,* cum infinitæ sit bonitatis itemque omnia possit, sinit tamen esse in mundo mala, partim *ne ampliora impediantur bona,* partim *ne majora*

mala consequantur. In regendis Civitatibus Rectorem mundi par est imitari : quin etiam, cum singula mala prohibere auctoritas hominum non possit, debet *multa concedere atque impunitate relinquere, quæ per divinam tamen providentiam vindicantur, et recte* » *(S. Aug., De lib. arb., lib. 1, cap. 6, n. 14). — Encycl. Libertas, Leonis XIII,* § *Vehementer.*

36. **II. Ejusdem limites.** — « Verumtamen, in ejusmodi rerum adjunctis, si communis boni causa, et hac tantum causa, potest vel etiam debet lex hominum ferre toleranter malum, tamen *nec potest nec debet id probare aut velle per se :* quia malum per se, cum sit boni privatio, repugnat bono communi, quod legislator, quoad optime potest, velle ac tueri debet. Et, hac quoque in re, ad imitandum sibi lex humana proponat Deum necesse est, qui, in eo quod mala esse in mundo sinit, *neque vult mala fieri, neque vult mala non fieri, sed vult permittere mala fieri, et hoc est bonum*. Quæ Doctoris Angelici sententia, brevissime totam continet de malorum tolerantia doctrinam. — *S. Thom., p. 1, q. 19, a. 9, ad 3.*

» Sed confitendum est, si vere judicari velit, quanto plus in Civitate mali tolerari pernecesse est, *tanto magis distare id genus Civitatis ab optimo :* itemque tolerantiam rerum malarum, cum pertineat ad politicæ præcepta prudentiæ, omnino *circumscribi iis finibus* oportere, quos *causa*, id est *salus publica* postulat.

a) » Quare, si *saluti publicæ* detrimentum afferat, et *mala Civitati majori* pariat, consequens est eam adhiberi non licere, quia in his rerum adjunctis abest ratio boni.

b) » Si vero, ob singularia reipublicæ tempora, usuveniat ut modernis quibusdam libertatibus Ecclesia acquiescat, non quod ipsas *per se* malit, sed quia *permissas* esse judicat expedire, *versis in meliora temporibus*, adhibitura sane esset *libertatem suam;* et, suadendo, hortando, obsecrando, studeret, uti debet, munus efficere sibi assignatum a Deo, videlicet sempiternæ hominum saluti consulere.

c) » Illud tamen perpetuo verum est : istam omnium et ad omnia libertatem non esse, quemadmodum pluries diximus, *expetendam per se*, quia falsum eodem jure esse ac verum, rationi repugnat. » *Encycl. Libertas, ibid.* — *Cf. Cavagnis, op. cit., lib. 1, n. 577 et seq.*

ARTICULUS VIII.

DE OPTIMO MUNDI REGIMINE.

37. **I. « Illud perpetuæ legis instar habendum est,** quod Ivo Carnutensis ad Paschalem II Pontificem maximum præscripsit : « *Cum regnum et sacerdotium inter se conveniunt,* bene regitur mundus, floret et fructificat Ecclesia. *Cum vero inter se discordant,* non tantum parvæ res non crescunt, sed etiam magnæ res miserabiliter dilabuntur. » — *Encycl. Immortale Dei, § Fuit aliquando.*

Equidem, sublata hac concordia « quæ *semper rei sacræ et civili fausta exstitit et salutaris* » *(Enc. Mirari vos, Greg. XVI),* « omnino consecutura est anceps quædam, mutabilisque conditio, quacum nec Ecclesiæ, nec Civitatis potest tranquillitas consistere ». — *Encyc. Nobilissima Gallorum, Leonis XIII, 8 febr. 1884, § Deinde illa.*

« Talis autem conformatio reipublicæ — *qualis nempe describitur in toties laudata epistola Leonis XIII* — nihil habet, quod possit aut minus videri dignum amplitudine Principum, aut parum decorum : tantumque abest ut jura majestatis imminuat, ut potius stabiliora atque augustiora faciat. — Immo, si altius consideretur, habet illa conformatio *perfectionem quamdam magnam*, qua carent cæteri rerum publicarum modi : ex eaque fructus essent sane excellentes et varii consecuturi, *si modo suum partes singulæ gradum tenerent,* atque illud integre efficerent cui unaquæque præposita est, officium et munus.

a) » Revera, in ea, quam ante diximus, constitutione reipublicæ, sunt quidem *divina atque humana convenienti ordine partita :* incolumia civium jura, eademque divinarum, naturalium, humanarumque legum patrocinio de-

fensa : officiorum singulorum, cum sapienter constituta descriptio, tum opportune sancita custodia.

b) » *Singuli homines,* in hoc ad sempiternam illam civitatem dubio laboriosoque curriculo, sibi sciunt præsto esse, quos tuto sequantur ad ingrediendum duces, ad perveniendum adjutores : pariterque intelligunt, sibi alios esse ad securitatem, ad fortunas, ad commoda cætera, quibus communis hæc vita constat, vel parienda vel conservanda datos.

c) » *Societas domestica* eam, quam par est, firmitudinem adipiscitur ex unius atque individui sanctitate conjugii : jura officiaque inter conjuges sapienti justitia et æquitate reguntur : debitum conservatur mulieri decus : auctoritas viri ad exemplum est auctoritatis Dei conformata : temperata patria potestas convenienter dignitati uxoris prolisque : denique liberorum tuitioni, commodis, institutioni optime consulitur.

d) » *In genere rerum politico et civili,* leges spectant commune bonum, neque voluntate judicioque fallaci multitudinis, sed veritate justitiaque diriguntur : auctoritas Principum sanctitudinem quamdam induit humana majorem, continenturque ne declinet a justitia, neu modum in imperando transiliat : obedientia civium habet honestatem dignitatemque comitem, quia non est hominis ad hominem servitus, *sed obtemperatio voluntati Dei, regnum per homines exercentis.* Quo cognito ac persuaso, omnino ad justitiam pertinere illa intelliguntur : vereri majestatem Principum, subesse constanter et fideliter potestati publicæ, nihil seditiose facere, sanctam servare disciplinam Civitatis.

e) » *Similiter ponitur in officiis caritas mutua, benignitas, liberalitas :* non distrahitur in contrarias partes, pugnantibus inter se præceptis, civis idem et christianus : denique amplissima bona, quibus mortalem quoque hominum vitam christiana religio sua sponte explet, communitati societatique civili omnia quæruntur : ita ut illud appareat verissime dictum : « Pendet a religione, qua Deus

colitur, rei publicæ status : multaque inter hunc et illam cognatio et familiaritas intercedit *(Sacr. Imp. ad Cyrillum Alexandr. et Episcopos metrop.).* » — *Encycl. Immortale Dei,* § *Talis autem. — Cf. encycl. Diuturnum, ejusd. Pontif., 20 jan. 1881.*

38. **II. « Fuit aliquando tempus, cum evangelica philosophia gubernaret Civitates :** quo tempore christianæ sapientiæ vis illa et divina virtus in leges, instituta, mores populorum, in omnes reipublicæ ordines rationesque penetraverat : cum religio per Jesum Christum instituta in eo, quo æquum erat, dignitatis gradu firmiter collocata, gratia Principum legitimaque magistratuum tutela ubique floreret : cum sacerdotium atque imperium concordia et amica officiorum vicissitudo auspicato conjungeret. *Eoque modo composita Civitas fructus tulit omni opinione majores,* quorum viget memoria et vigebit innumerabilibus rerum gestarum consignata monumentis, quæ nulla adversariorum arte corrumpi aut obscurari possunt.

» Quod *Europa christiana* barbaras gentes edomuit, easque a feritate ad mansuetudinem, a superstitione ad veritatem traduxit : quod Mahumetanorum incursiones victrix propulsavit : quod civilis cultus principatum retinuit, et ad omne decus humanitatis ducem se magistramque præbere cæteris consuevit : quod germanam libertatem eamque multiplicem gratificata populis est : quod complura ad miseriarum solatium sapientissime instituit, sine controversia *magnam debet gratiam religioni,* quam ad tantas res suscipiendas habuit *auspicem,* ad perficiendas *adjutricem.*

39. **III.** » **Mansissent profecto eadem bona, si utriusque potestatis concordia mansisset :** majoraque expectari jure poterant, si auctoritati, si magisterio, si consiliis Ecclesiæ majore esset cum fide perseverantiaque obtemperatum....

» Sed *perniciosa illa ac deploranda rerum novarum studia, quæ sæculo XVI excitata sunt,* cum primum religionem christianam miscuissent, mox naturali quodam itinere ad philosophiam, a philosophia ad omnes civilis com-

munitatis ordines pervenerunt. — *Ex hoc velut fonte repetenda illa recentiora effrenatæ libertatis capita*, nimirum in maximis perturbationibus superiore sæculo excogitata, in medioque proposita perinde ac principia et fundamenta *novi juris*, quod et fuit antea ignotum, et a jure non solum *christiano*, sed etiam *naturali* plus una ex parte discrepat. » — *Encycl. Immortale Dei, Leonis XIII*, § *Fuit aliquando.*

CAPUT III.

DE VERA ECCLESIÆ CHRISTI CONSTITUTIONE.

Agendum est : de Ecclesiæ constitutione, qualis a Christo instituta est; — nec non de falsis systematibus circa Ecclesiæ constitutionem.

ARTICULUS I.

DE ECCLESIÆ CONSTITUTIONE, QUALIS A CHRISTO INSTITUTA EST.

Brevem conspectum, et *summa veluti capita* ecclesiasticæ constitutionis exponimus, ne alterutrum ex his duobus vitiis incurramus : ut vel manca sit, ea omissa, ecclesiastici juris doctrina, suoque fundamento destituta; vel eadem crambes, ut ait cardinalis Tarquini, si plenius exponi velit, hic recoquatur, quæ in Theologia jam apposita est.

Itaque singulorum capitum diligentem demonstrationem si quis cupiat, is adeat Theologos; hic totum simul systema, quo Christus Ecclesiam suam ordinavit, singulariumque partium cohæsionem *uno veluti obtutu* comprehendendam, ex præsupposita theologica veritate habere contentus sit. — *Tarquini, Instit. jur.pub., lib. 2, n. 2.*

40. **I. Distinctio laicorum et clericorum.** — Christus totum Ecclesiæ corpus duas in classes distingui voluit : quarum altera populum contineat, eos nempe qui *Laici* audiunt; altera coalescat ex illis quibus cura finis proximi Ecclesiæ, id est sanctificationis animarum, adeoque potestas ecclesiastica sit demandata, iique *Clerici* appellantur.

Hoc discrimen vel *ipso nomine* innuitur. — Laici enim dicti sunt a voce græca λαός, populus, quæ vox commune aliquid indicat. Clerici autem a voce κλῆρος, sors seu hæreditas, quæ ad significandum aliquid peculiare ac non communi conditione distributum usurpatur, sic dicti sunt : « vel quia de sorte Domini sunt, vel quia Dominus sors, id est

pars clericorum est ». — *Cf. can. Clericus, et can. Duo sunt, causæ 12, qu. 1.*

41. **II. Potestas ordinis et potestas jurisdictionis.** — Cum Ecclesiæ finis proximus, id est sanctificatio animarum, habeatur per *gratiam sanctificantem,* quam Christus per *sacramenta* haberi voluit, accedente *cooperatione hominis* sive per idoneas dispositiones ad illam acquirendam, sive per bona opera ad eam conservandam et augendam, ad duo capita curam finis Ecclesiæ clericis commissam direxit : 1° *ad efficienda sacramenta;* 2° ad fideles recte et, quantum fieri potest, *efficaciter dirigendos*, tum quoad intellectum, tum quoad voluntatem, ut divinæ gratiæ, quæ per sacramenta confertur, quemadmodum par est, cooperentur; unde duas constituit in Ecclesia potestates quæ *Hierarchiæ* appellantur, alteram *Ordinis*, alteram *Jurisdictionis.* — *Cf. n. 175 et seq.*

a) Hanc *ordinis hierarchiam* distinxit in *Episcopos, Presbyteros,* et *Ministros* : non eodem tamen potestatis gradu, sed longe diverso, ita ut summus ac plenus sit in Episcopis, infimus in Ministris.

b) *Hierarchiam autem jurisdictionis* constituit plene quidem ac perfecte in *Romano Pontifice;* et deinde in *Episcopis,* qui proinde proprio nomine *pastores* appellantur; quadantenus autem etiam in *Presbyteris* et in *Diaconis.*

Siquidem :

42. **III. Romanum Pontificem vicarium suum esse voluit, totiusque Ecclesiæ fundamentum,** adeoque et *centrum unitatis,* cui nisi adhæreant homines, in Ecclesia esse non possunt, et *Principem totius Ecclesiæ,* qui plenam et universalem in eadem habet potestatem, quam *Primatum* dicunt.

Infallibilitatis dono, ad fidelium intellectus in doctrina fidei atque morum certissime dirigendos, eumdem instruxit.

43. **IV. Episcopos constituit proprie dictos ac perfectos pastores,** hac quidem lege ac ratione :

a) Ut eorum munus atque institutio eo tendat, ut præter Romanum Pontificem, qui solus totam Ecclesiam administrare non posset, alii quoque præsto sint *in partem ejus sollicitudinis vocati,* atque habiles ad fideles sibi creditos *perfecte regendos,* eamdemque ob rationem ad *supremum hierarchiæ Ordinis gradum* sint evecti, eaque potestate instructi qua *in genere* habiles facti fuerint ad omnia, quæ ad finem necessaria sint, administranda; *in specie* autem :

1º Quoad *sacramenta :* ut omnia conferre valeant, potissimum autem, et jure sui ordinis proprio, *Ordinem* et *Confirmationem.*

2º Quoad *directionem intellectus :* ut sint *judices fidei et doctrinæ morum;* ita tamen ut *infallibilitatis donum* conjunctim, id est simul congregati, eatenus habeant quatenus cum Romano Pontifice consentiunt, singuli autem nullo modo, adeoque in rebus dubiis ad eumdem Romanum Pontificem, qui et infallibilis, et centrum unitatis est, causam remittere debeant.

3º Quoad *directionem voluntatis :* ut veri perfectique imperii jura habeant.

b) Ut totam hanc potestatem nonnisi *dependenter a Romano Pontifice* exercere debeant; ita ut ejusdem sit, non modo loca determinare in quibus illam exerceant, verum etiam eamdem et *suspendere,* et *restringere,* et, si necessarium visum fuerit, alio submisso pastore, etiam *inhibere.*

c) Quod consequens est : ut jurisdictio episcopalis derivetur in singulos *auctoritate, sive immediata sive mediata, Romani Pontificis,* quæ dicitur *legitima missio;* non autem ipsa consecratione, seu episcopalis ordinis susceptione, qua tantum potentia confertur sacramenta conficiendi, et habilitas ad gregem Christi regendum, sed non datur facultas ejusdem potentiæ et habilitatis exercendæ.

44. **V. Presbyteros tanquam Episcoporum adjutores instituit,** non omni tamen in munere, sed in administratione tantum sacramentorum, exceptis Confirmatione et Ordine, et in verbi Dei prædicatione; idque hisce legibus :

a) Ut totam hanc potestatem *nonnisi dependenter ab Episcopo exercere possint,* ita ut regulariter ipsius Episcopi sit eamdem et suspendere et restringere, et, si ratio id postulet, etiam inhibere.

b) Ut proinde facultas exercendi presbyteralia munera derivetur in singulos *auctoritate Episcopi,* non autem *ipsa Ordinatione,* qua tantum potentia confertur conficiendi sacramenta presbyteralis ordinis propria, sed non conceditur facultas eamdem potentiam exercendi.

45. **VI. Denique Diaconos ea in re hierarchicos effecit,** ut vi sui ordinis habiles sint ad sacramenta *Baptismi* atque *Eucharistiæ* administranda, et ad *prædicationem verbi Dei* exercendam, ita tamen ut nonnisi *auctoritate Episcopi* hæc faciant.

46. **VII. Facultatem fecit Ecclesiæ, alios gradus, prout ipsa expedire censuerit, instituendi** tum in hierarchia jurisdictionis, tum etiam in hierarchia ordinis, hoc tamen sensu atque modo :

a) *Quoad hierarchiam ordinis :* ut non intelligatur facta esse facultas inducendi novam quamdam potestatem ordinis; sed ex officio ultimi ordinis hierarchici minores quasdam partes secernendi, unde alii ordines eodem minores constituantur.

Unde, *inferiores gradus* ministerii non pertinent ad hierarchiam *divina ordinatione* institutam, nisi in quantum quædam officia ministerii diaconalis per ecclesiasticam disciplinam illis tribuuntur. Ideo, si hujusmodi ordines diaconatui inferiores sumantur prout *in suo respectivo gradu* determinantur, non divinæ sed *humanæ* sunt institutionis; sed, si in ordine sumantur ad ministerium de quo *participant,* eos *divinitus* institutos fatendum est.

b) *Quoad hierarchiam jurisdictionis :*

1° Ut *Romano Pontifici* data fuerit facultas vocandi alios in partem suæ sollicitudinis, non modo in ea re quæ spectat ad *agnos,* id est ad populum, instituendo ex. gr. magistratus alios ecclesiasticos, qui, licet episcopali ordine non instructi, episcopalem tamen jurisdictionem in plebem sibi

assignatam exerceant, iis exceptis quæ ordinem omnino exigunt, quod videmus factum fuisse in *Abbatibus quos dicunt Nullius;* verum etiam in ea re quæ spectat ad *oves,* id est ad Episcopos, instituendo ex. gr. *certos jurisdictionis gradus, quibus adnexa sit aliqua in ipsos Episcopos jurisdictio,* ut, cum impar sit Sedes Apostolica opportuno tempore ac prompte omnibus negotiis providere, sive ob eorum numerum latius excrescentem, sive ob nimiam locorum distantiam, præsto sint alii qui Apostolicæ curæ partes expleant, quod factum videmus in institutione *Patriarcharum, Primatum, Metropolitarum;* vel etiam mittendo, cum necessarium visum fuerit, extraordinarios aliquos præfectos, qui suam potestatem in ipsos Episcopos exerceant, quod item videmus factum fuisse, atque identidem fieri in *Vicariis Apostolicis* et in *Legatis.*

2º Ut pari modo *etiam Episcopis* liceat (nisi altiore potestate prohibeantur) constituere in ea Ecclesiæ parte quæ sibi commissa est, quamque dicunt *Diœcesim,* alios *inferiores se Rectores,* quibus partem suæ potestatis committant, iis semper exceptis quæ exerceri ab iis nequeant ob sacri ordinis ad ea necessarii defectum.

47. **VIII. In primordiis Ecclesiæ extraordinarias quasdam facultates Apostolis tribuit, quas tamen in eorum successores Episcopos noluit dimanare.**

Atque hæc summa est divinæ Ecclesiæ constitutionis, unde tota doctrina de vero legitimoque ecclesiasticæ potestatis subjecto hauriatur. — *Hactenus exposita collegimus ex cit. op. card. Tarquini, lib. 2, cap. 1.*

ARTICULUS II.

DE FALSIS SYSTEMATIBUS CIRCA ECCLESIÆ CONSTITUTIONEM.

48. **I. Marsilius Patavinus** quem cæteri, ait Tarquini, plus minusve exscripserunt, ut Ludovico Bavaro faveret, qui sæculo XIV contra auctoritatem Joannis XXII pseudopapam Nicolaum V suscitarat, ecclesiasticam constitutionem pervertit, libro edito quem inscripsit *Defensorium pacis.*

a) *Quo in libro hæc docuit :*

1° Summam potestatem esse *in toto cœtu fidelium*, idque jure ipso naturæ societatibus omnibus communi.

2° Hanc potestatem translatam deinceps fuisse *in Principes* si essent fideles; sin infideles, *in Episcopos,* non tamen sine subjectione tum populo ipsi, tum principibus.

3° Propriam Ecclesiæ potestatem non esse in cogendo, sed in *monendo* tantum, in *concionando,* aliisque hujus generis.

b) *Hic damnatus est* a Joanne XXII, pluribus editis constitutionibus, præsertim vero constitutione *Licet*, 23 oct. an. 1327.

49. **II. Ex disciplina Marsilii primum prodierunt Protestantes ;** qui, negantes distinctionem juris divini inter clericos et laicos, et veri nominis hierarchiam in ordine clericali, tenentesque formam regiminis Ecclesiæ datam esse democraticam, dicunt ideo :

a) Auctoritatis ecclesiasticæ plenitudinem a Christo fuisse immediate *populo* concessam.

b) Populum vero, vel peculiaribus *viris a se delegatis*, quos vocant, pro respectivo eorum gradu, simplices Ministros, vel Episcopos, vel Præsidentes, plus minusve auctoritatis exercendæ tribuere ; vel illam totam committere Principi qui hos ministros constituat.

c) Illos proinde, sicut institui nequeunt valide absque suffragio populi, aut respective Principis, item *semper valide*, etsi forsan non semper licite, *a suo munere dejici posse*, populo vel per se, vel per principem, ad se inamissibilem auctoritatem retrahente, aut ad alium transferente.

Cæterum Protestantes nova identidem cudunt systemata, et in innumeras sententias scissi sunt, ex quibus apparet eos in perpetuo errore versari, nihilque assignare posse in quo securi conquiescant.

50. **III. Alter Marsilii Patavini surculus est Edmundus Richerius,** collegii Sorbonnensis aliquando syn-

dicus, quo ex loco, ejusdem collegii decreto, ob errores suos deturbatus est. — Illius systema hisce capitibus continetur :

a) Cum Marsilio summam potestatem *in ipso ponit fidelium cœtu,* cui proinde *immediatius* (ut ipse loquitur) claves a Christo traditas fuisse affirmat; unde ait nullam esse ecclesiasticam legem, nisi quæ *consensu populi,* id est cœtus fidelium, fuerit confirmata.

b) *Potestatem ministerialem* universo ordini hierarchico, id est Romano Pontifici, Episcopis et Presbyteris, ab *ipso Christo immediate traditam esse,* licet diverso gradu, asserit; ita ut episcoporum quos *Apostolorum* loco esse, et presbyterorum quos *Discipulis* successisse ait, in specie autem parochorum jurisdictionem, non a Romano Pontifice vel ab Ordinario, sed immediate ab ipso Christo derivet.

c) *Romanum Pontificem* totius Ecclesiæ *caput ministeriale* dicit, ad unitatem in toto orbe christiano conservandam per custodiam et exsecutionem canonum, ejusque potestatem *regimine temperatam esse aristocratico;* Ecclesiam enim inconsultam, dissentientem, invitam, vel inauditam obligare ipse nequit. — Unde plenitudinem *auctoritatis Pontificiæ* ita definit :

1° Ut ad ecclesias *particulares* per mundum dispersas, sed nequaquam ad Ecclesiam *universalem* in concilium congregatam extendatur.

2° Ut juridice ac auctoritative legem divinam, naturalem, et canonicam *interpretetur ;* nec non etiam ut de canonibus conciliorum generalium eo in casu *dispenset,* quo ipsum concilium, si esset congregatum, dispensaret, nempe pro communi Ecclesiæ, non privatorum bono.

3° Ut necessitate postulante (quia non semper haberi concilium potest), *leges* aut canones condat *in actu primo :* nam *actus secundus,* id est formalis et actualis causa obligandi, ab Ecclesiæ consensu dependent.

d) Eadem fere proportione *Episcoporum potestatem* in propria diœcesi definit ; quandoquidem, ejus sententia, ne Episcopus quidem subditos suæ diœceseos *absque eorum*

consensu, per presbyteros curatos præstito, obligare potest.

e) *Prærogativam infallibilitatis toti Ecclesiæ* (quo nomine populum seu cœtum fidelium semper intelligit) fuisse collatam asserit, *ipsi autem Petro nullo modo;* ac proinde Romanum Pontificem, ante assensum Ecclesiæ, in doctrina fidei atque morum non esse infallibilem.

f) Ecclesiæ neque *territorium*, neque *potestatem coactivam* esse, adeoque de mediis necessariis ad beatitudinem *suasive* tantum ac *directive*, non *coactive* pœnas temporales irrogando, judicare posse ait. Princeps vero politicus, ut dominus reipublicæ ac territorii, vindex est atque protector legis divinæ naturalis et canonicæ; unde leges figere, et gladium distringere eum in finem potest; in specie autem eo nomine judex est legitimus appellationum quas *ab abusu* vocant. — *Tarquini, loc. cit., cap. 2.*

Systema Richerii *damnatum est* tum a synodis provincialibus Parisiensi et Aquensi, an. 1612, tum pluribus decretis S. C. Ind., tum denique peculiari brevi Innocentii XI, an. 1681; eumque renovatum fuisset a synodo Pistoriensi, iterum damnatum est ut hæreticum a Pio VI, in bulla *Auctorem Fidei*, an. 1794. — *Ipse* autem *Richerius*, bis ut videtur simulato, tertium sincero animo, doctrinam suam reprobavit; et moriens reliquit retractationem qua candide confitetur errores suos ex putridis Lutheri et Calvini fontibus hausisse.

51. **IV. Febronius,** quo sub nomine latet *Nicolaus de Hontheim*, suffraganeus Trevirensis, in libro inscripto *De statu Ecclesiæ*, quem anno 1763 edidit, Primatum Romani Pontificis maxime impugnat, et

a) *Docet:*

1° Ecclesiæ statum non esse monarchicum; *aliquem Primatum* in Ecclesia necessarium quidem esse; sed quod Romanæ Sedi fuerit affixus, id *ab Ecclesiæ placito,* non a divino jure esse repetendum, adeoque fieri posse ut ab ea revocetur.

2° Hunc primatum non spectare nisi *ad unitatem ser-*

vandam, ideoque recte appellari *Primatum consociationis;* et ea tantum jura essentialia esse quæ sint in unitate legitimo modo curanda, cætera vero dici debere adventitia, et posse amoveri.

3º Legitimum modum hujusce primatus officium exercendi esse tantum in *advigilando* et in *dirigendo,* consilii scilicet, non coactionis more.

4º Hunc qualemcumque primatum a Romano Pontifice in totam Ecclesiam haberi *distributive* tantum, non *collective;* adeoque concilii generalis auctoritati subesse ipsum Romanum Pontificem; et appellationem a Romani Pontificis sententia ad Concilium generale esse legitimam.

5º *Infallibilitatem* nec Romano Pontifici, nec forsan Concilio generali, sed *tantum Ecclesiæ competere;* et vim obligandi nequidem Concilii generalis decreta disciplinaria habere, sine fidelium acceptatione.

6º Episcopos singulos *immediate a Christo* accepisse potestatem *jurisdictionis,* non secus ac potestatem ordinis. Unde eorum potestatem, tum circa fidem tum circa disciplinam, *plenam* esse et *absolutam;* ideoque nullam esse necessitatem recurrendi ad Sedem Apostolicam in causis fidei et in cæteris causis majoribus, nec petendi dispensationem ab iis legibus quæ pertinent ad jus commune; nec eamdem Episcoporum potestatem, quod consequens est, *coarctari posse* neque quoad *res,* neque quoad *personas;* exemptiones proinde Regularium, reservationes casuum et beneficiorum totidem esse abusus; et Romanum Pontificem in Episcoporum diœcesibus statuere nihil posse, nisi eorumdem consensu.

b) *Historice, explicare contendit* qua ratione Primatus Romani Pontificis auctoritas, ut ipse ait, excreverit; idque *duplici via* factum esse declarat : alia nempe fortuita, alia dolosa et culpabili.

1º Ad *fortuitas causas* refert : splendorem titulorum quibus Romanus Pontifex ejusque Sedes condecorata est : dignitatem hujus Sedis, tum quod Apostolica sit, tum quod Patriarchatum totius Occidentis adnexum habeat, cujus tantum ratione, proindeque occidentalium tantum eccle-

siarum respectu, eamdem ait vocari matrem et magistram : consuetudinem Episcoporum referendi ad eumdem causas graviores, sive ob receptum morem, ut ipse loquitur, eas sedes consulendi quæ digniores et antiquiores essent, sive præsertim ob personalem Romanorum Pontificum doctrinam et sanctitatem.

2º Ad *dolosas et iniquas* pertinere ait complures proprie dictas usurpationes, a Romanis Pontificibus ausu temerario perpetratas; et præsertim *falsas decretales* ab Isidoro confictas, et a Romanis Pontificibus magno cum gaudio exceptas.

c) *Practice, totus est in tradendis remediis* quibus Romanorum Pontificum auctoritas coerceatur, ut sunt ex. gr. *placitum* sive episcopale sive regium, *appellatio ab abusu,* etc.

Totum Febronianum opus *reprobatum ac damnatum est* tum pluribus decretis S. Congr. Indicis, tum ab ipso Romano Pontifice Clemente XIII, die 14 mart. 1764. — *Ipse Febronius* errores suos retractavit, epistola ad Pium VI missa; et licet, anno 1781, commentarium in suam retractationem ediderit male olentem, videtur tamen catholice sentiens obiisse, die 2 sept. 1790.

Refutatus est a compluribus, plenius autem ac firmius a *Zaccaria*, tum in *Antifebronio* italice scripto, tum in *Antifebronio vindicato* quod latine edidit.

52. **V. Libertates Gallicanæ** originem habent a miserrima *occidentalis schismatis ætate;* quo ex tempore, politica potestate urgente, sensim illæ increvere, donec *certis quibusdam solemnibusque formulis* expressæ sunt quum, Ludovico XIV adversus Innocentium XI Pontificem hostiles animos gerente, aliquot Galliarum Episcopi, anno 1682 ejusdem regis jussu congregati, celebrem *Declarationem* emiserunt.

a) Jam igitur ad *quatuor propositiones* hujus declarationis, veluti ad totidem germina unde practica consectariorum seges plurima exoriatur, Gallicanæ libertates revocantur.

1ª est : *Romanis Pontificibus nullam esse in Reges, atque in civilia negotia, ne indirectam quidem potestatem.*

2ª : *Concilii generalis auctoritatem Romani Pontificis auctoritate esse superiorem.*

3ª : *Potestatem Sedis Apostolicæ coarctari per canones jam conditos, totiusque mundi reverentia consecratos; nec non per consuetudines atque instituta a Regno, et ab ecclesia Gallicana recepta.*

4ª : *Romani Pontificis judicium infallibile censendum non esse, nisi Ecclesiæ consensus accedat.*

b) Ex quibus propositionibus, licet plurima ad Ecclesiæ statum practice turbandum deduci possint, *tria* tamen infelici celebritate insignia dimanant, quæ veluti *Regni instituta* ad propositionem tertiam revocantur, id est :

1º *Appellatio ab abusu*, quæ est misera illa consuetudo subjiciendi Ecclesiam magistratibus civilibus, ad eos appellando a sententiis judicis ecclesiastici, eo quod ille auctoritate sua perperam atque injuriose usus fuerit.

2º *Regium placet*, id est pessima altera consuetudo qua Constitutiones Apostolicæ, ipsæque etiam Episcoporum pastorales litteræ, quas dicunt *mandata*, in vulgus edi, servarique vetantur, nisi id civilis magistratus permittat.

3º *Regius patronatus et custodia canonum*, quo nomine libera fit regi facultas quibuslibet Ecclesiæ negotiis se immiscendi. — *Tarquini, loc. cit.*

c) Prætensas omnes ecclesiæ Gallicanæ libertates *in specie* determinare haud facile est. Earum *genericam notionem* duplici definitione proposuit *Charlas*, in suo tractatu *De libertatibus ecclesiæ Gallicanæ, Leodii 1864 :*

« Vocantur non incongrue libertates ecclesiæ Gallicanæ : arbitrium ex antiquis Ecclesiæ decretis retinendi, et ex novis admittendi quæ videntur utilia. »

Et alibi : « Si quis, ait, attentius consideret quæ hodie geruntur in Ecclesia, quæque de illis scribuntur, eas non inepte definire posse arbitrabitur : oppressionem jurisdictionis ecclesiasticæ a laica, et depressionem authoritatis Ro-

mani Pontificis a clero gallicano. » — *Cf. Analecta juris Pont., an. 1883, col. 606.*

Revera 1° *Potestas sæcularis, in Gallia*, spiritualem jurisdictionem usurpando, veram Ecclesiæ libertatem pessumdederat. « La grande servitude de l'Église gallicane, *aiebat Fleury*, c'est l'étendue excessive de la juridiction séculière. — Si quelque étranger zélé pour les droits de l'Église et peu disposé à flatter les puissances temporelles voulait faire un *traité des servitudes de l'Église gallicane*, il ne lui manquerait pas de matière, et il ne lui serait pas difficile de faire passer pour telles : les appellations comme d'abus, la régale, la rareté des conciles, le jugement des clercs en cour laïque. » — *Discours sur les libertés de l'Église gallicane, num. 24.*

2° *Episcopi vero, « suæ jurisdictionis tenacissimi » (Benedictus XIV, De syn., lib. 9, cap. 2, n. 5)*, ægre ferebant quidquid in reservationibus Sanctæ Sedis, in exemptionibus capitulorum et ordinum religiosorum, quocumque modo jura Ordinariorum restringebat, et eo studiosius auctoritati *Principis ecclesiastici* se subtrahebant, quo arctiori vinculo detinebantur a *potestate sæculari*.

Unde, merito libertates hujusmodi insignis Cameracensis Episcopus, *Fénelon*, appellabat : *servitutes erga Regem, et adversus Romanum Pontificem licentiam.*

d) Declarationem Cleri Gallicani ann. 1682 *reprobarunt Romani Pontifices :* Innocentius XI per litteras in forma Brevis, die 2 apr. an 1682 : Alexander VIII, constit. *Inter multiplices*, die 4 aug. an. 1690 : Pius VI, constit. *Auctorem fidei*, 28 aug. 1794. — Imo, ipsi rejecerunt Gallicani Episcopi qui eam edidere, et Ludovicus ipse XIV, cujus auctoritate gesta ea omnia fuerant, litteris seorsim datis ad Innocentium XII, anno 1693.

ARTICULUS III.

PRÆDICTORUM SYSTEMATUM FUNDAMENTA CONVELLUNTUR.

53. Si quis prædictorum systematum fundamenta scrutetur, ait Tarquini, facile reperiet ea omnia *illidere in petram,* adeoque ad eam *confringi.*

Id enim in iis primum est, unde cætera dependent, *abolere* vel saltem *imminuere potestatem Romani Pontificis,* ut eam derivent vel in principes sæculares, vel in plebem, vel saltem in Episcopos, sive singillatim, sive conjunctim in conciliis generalibus.

Quapropter, si catholicam veritatem retineas : Petri in Ecclesiam potestatem, quæ in Romanos Pontifices ejusdem successores dimanavit, *divinitus fuisse institutam*, atque ita ut *omnino perfecta, nullaque humana auctoritate circumscripta* sit, protinus agnosces non modo eorumdem systematum molem, verum etiam singulas eorumdem partes, singulosque articulos corruere.

Porro, in Tractatu De Romano Pontifice probatur Petri in Ecclesiam potestatem ab ipso Christo ita institutam esse ut *omnino plena ac perfecta* sit, nullaque humana auctoritate circumscripta, ipsam esse *ordinariam* et *immediatam,* sive in omnes et singulas ecclesias, sive in omnes et singulos pastores et fideles. — *Cf. Tract. De Rom. Pontif., ubi De primatu, n. 382 et seq.;—et Institut. juris pub., card. Tarquini, quem in toto hoc capite ducem habuimus.*

CAPUT IV.

DE LEGIBUS ECCLESIASTICIS IN GENERE.

Agendum est : de potestate legislativa Ecclesiæ : — de objecto, — subjecto, — promulgatione, — effectu, — interpretatione legis ecclesiasticæ; — et de ejusdem cessatione.

ARTICULUS I.

DE POTESTATE LEGISLATIVA ECCLESIÆ.

54. I. Ecclesiæ competit jure divino potestas legislativa in suos.

a) *Probatur* ex *natura Ecclesiæ.*

Ecclesia est *divinitus* instituta in societatem perfectam; atqui *societati perfectæ* competit *potestas legislativa* in suos ; ergo *jure divino* competit Ecclesiæ Christi potestas legislativa.

Prob. min. — Societas perfecta ea dicitur quæ est in se completa, *media* ad finem suum consequendum necessaria et sufficientia *in se* habet, et cui ideo competit jus *exigendi* a suis quidquid *necessarium* est ad hunc *finem* consequendum. Atqui, ad finem consequendum, pro humani intellectus diversitate, et voluntatis inconstantia, indomitoque cupiditatum æstu, in qualibet agentium multitudine necessaria est *aliqua potestas* quæ habeat jus *designandi media*, atque omnes ad eadem adhibenda *obligandi :* qua in re potestas legifera consistit. Ergo potestas legifera societati perfectæ competit. — *Tarquini, op. cit., lib. 1, num. 15.*

b) *Probatur* ex *verbis ipsius Christi.*

Christus enim Petro et Apostolis suis, quos regendæ Ecclesiæ suæ præfecit, tradidit *claves regni cœlorum,* potestatemque amplissimam *ligandi et solvendi,* adeo ut quæcumque ligaverint super terram debeant esse ligata in

cœlis, et quæcumque solverint super terram soluta sint et in cœlis. — *Matth.* xvi, *19*, xviii, *18*. — Petro specialiter commisit *pascendos oves et agnos suos*. — *Joan.* xxi, *15, 16, 17*. — Atqui :

1° *Claves*, usu loquendi etiam profano, et certissime usu loquendi scripturistico (*Is.* xxii, *22 ; Luc.* xi, *52*, etc.), denotant summam potestatem supra rem quæ clavibus subjicitur, adeo ut, pro natura rei subjectæ, possit ille cui traduntur de re illa libere disponere.

2° *Ligare et solvere* non physice accipiendum est, sed moraliter ; et significat morale vinculum seu obligationem quæ alicui imponitur agendi quidpiam vel non agendi : quod vere et proprie est *legem constituere*. Igitur in jure ligandi et solvendi, potestas legum ferendarum continetur.

3° *Cura pascendi oves et agnos Christi* supponit in eo cui committitur modo absoluto, potestatem oves et agnos auctoritative ducendi ad pascua salubria, et a noxiis amovendi ; seu, quando agitur de ovibus rationalibus, *potestatem obligatorio modo proponendi cibos et alia media* quibus comparari possit, et quidem abundantius, hæc vita ipsis a Christo allata. — Cæterum, notissimum est metaphoram *Pastoris* omni ævo indigitasse potestatem beneficam simul et supremam eorum qui populis præsunt.

c) *Accedit factum Apostolorum*. — Hi sanctissimi viri divinitus instituti, et ab omni cupiditate dominandi prorsus remoti, dum etiam Imperatores et Magistratus civiles infensi erant christiano nomini, *hanc sibi potestatem vindicarunt*, quotiescumque id Ecclesiæ necessitas vel utilitas postulabant.

Ad vitandam offensionem Judæorum, tulerunt legem de abstinentia a « sanguine et suffocato », eamque *Onus* appellarunt *(Act.* xv). — Eadem potestas elucet in diversis S. Pauli Epistolis : « Laudo vos, quod præcepta mea tenetis » *(I Corinth.* xi, *2)*. — « Scitis quæ præcepta dederim vobis » *(I Thess.* iv, *2)*. — Et passim in *Apostolorum epistolis* legimus sancitas leges de dotibus Episcoporum, de bigamis non ordinandis, de neophytis non evehendis, de modo judicandi presbyteros, de connubiis, deque aliis id

genus multis quæ ad externam Ecclesiæ disciplinam spectant. — *Soglia., Inst. jur. publ., part. 2, § 5.*

Successores etiam Apostolorum ubique et semper ea potestate usi sunt, ut constat ex legibus ac decretis, sive a Conciliis generalibus et particularibus, sive a Summis Pontificibus, conditis et promulgatis, ex quibus Corpus juris canonici conflatum est.

d) Merito igitur *Tridentina synodus* obligationem parendi Ecclesiæ legibus, velut *dogma fidei* definivit : « Si quis dixerit baptizatos liberos esse ab omnibus sanctæ Ecclesiæ præceptis quæ vel scripta vel tradita sunt, ita ut ea observare non teneantur nisi se sua sponte illis submittere voluerint, anathema sit. » — *Sess. 7, can. 8.*

Et *concilium Vaticanum* declaravit : Romanum Pontificem habere « plenam et supremam potestatem jurisdictionis in universam Ecclesiam, non solum in rebus quæ ad fidem et mores, sed etiam in iis quæ ad *disciplinam* et *regimen* Ecclesiæ per totum orbem diffusæ pertinent. » — *Constit. Pastor æternus, cap. 3.*

55. **II. Corollarium de Placito Regio.** — Ex iis quæ dicta sunt de natura utriusque societatis civilis et ecclesiasticæ, sequitur errorem esse minime tolerandum : recensere inter *regia jura* facultatem subjiciendi regio, ut aiunt, *Placet* seu *Exequatur*, Bullas et Brevia Pontificum, et acta quæcumque ad Ecclesiæ regimen spectantia.

a) Societates enim civilis et ecclesiastica sunt *ab invicem distinctæ et independentes;* imo societas civilis est *subordinata* societati ecclesiasticæ *(Cf. n. 19 et seq.).* — Ergo sicut leges civiles vim obligandi habent præter approbationem auctoritatis ecclesiasticæ, ita a fortiori leges ecclesiasticæ debent habere vim obligandi præter approbationem auctoritatis civilis.

Leges *civiles* reprobatæ ab Ecclesia carent vi obligandi : non quidem eo quod earum vis dependeat ab approbatione Ecclesiæ, sed quia *ea reprobatio ostendit eas leges esse irrationales.* — Verum leges *ecclesiasticæ*, etiam reprobatæ ab auctoritate civili, non ideo vim obligandi amittere di-

cendæ sunt, quum Ecclesia, et non civilis societas, sit magistra moralitatis.

b) Hanc Principum usurpationem *reprobavit* Ecclesia. — Bullæ Pontificiæ quibus damnata est, ordine chronologico exhibentur apud *Cavagnis, Instit. jur. pub., lib. 3, num. 25.*

Pius IX sequentes propositiones damnavit :

« Ecclesiastica potestas suam auctoritatem exercere non debet absque civilis Gubernii venia et assensu. » — *Syllab., num. 20.*

« Episcopis, sine Gubernii venia, fas non est vel ipsas litteras Apostolicas promulgare. » — *Ibid., num. 28.*

« Civili potestati.... competit potestas indirecta negativa in sacra; eidem proinde competit.... jus quod vocant *Exequatur.* » — *Ibid., num. 41.*

Et *concilium Vaticanum* damnavit et reprobavit « illarum sententias qui supremi Capitis cum pastoribus et gregibus communicationem licite impediri posse dicunt, aut eamdem reddunt *sæculari potestati obnoxiam;* ita ut contendant quæ ab Apostolica Sede vel ejus auctoritate ad regimen Ecclesiæ constituuntur, vim ac valorem non habere, nisi potestatis sæcularis placito confirmentur. » — *Constit. cit., cap. 3.*

c) Si jus Placiti *natura insitum esset* potestati civili, ejus exercitium *antiquissimum* foret. « Quis enim sibi unquam persuadeat, *ait Zaccaria*, sæculo primum quinto decimo inclinante, iterumque labente sæculo decimo sexto, alibi etiam serius, reges principesque sua jura agnovisse, cæteros præteritorum sæculorum imperatores, reges, aulicos, tam bardos fuisse, ut quod præcipuum quoddam Majestatis decus atque ideo præsidium esset, aut ignoraverint, aut etiam neglexerint.

» *Philippus* quidem *Pulcher,* in maxima illa cum Bonifacio VIII controversia, cavit ne ullæ ejus Pontificis litteræ in regnum deveherentur, custodibus ubique appositis, ut in Spondani annalibus legimus; non autem promulgari illas in Galliis absque suo assensu posse edixit. — Idem anno

1164 cum Alexandro III gesserat *Henricus, Angliæ rex;* non enim illius litteras nullius futuras roboris nisi sibi aut proceribus suis probarentur arbitratus est; sed sævissima, ut idem Spondanus ait, edicta per omnes sibi subjectas provincias promulgavit, nempe ut omnes portus diligentissime custodirentur, ne litteræ interdictionis Summi Pontificis.... in Angliam deferrentur. *Quanto facilius,* regio negato assensu, Pontificias constitutiones *eludere* reges ii potuissent. »

56. **III. Iste abusus originem habuit occasione quarumdam concessionum, quæ factæ sunt tempore schismatis Occidentalis.**

a) Suborto nempe Clementis VII adversus Urbanum VI schismate, ne ab Antipapis eorumque asseclis fraudes impune admitterentur, ipsi Urbano pervisum fuit necessarium ut de constitutionibus Apostolicis, *an legitimæ forent, atque a vero Pontifice proficiscerentur,* Episcopi ante judicarent quam exsecutioni mandarentur. Principes quoque, ne populi a pseudo-Pontifice deciperentur, cavendum sibi duxerunt bullarum examine.

b) Porro, licet Martinus V, constit. *Quod antidota,* hanc concessionem *satis proridam tempore schismatis,* schismate exstincto *revocasset,* politici tamen non destiterunt ab incœpto; et, primis temporibus, tantummodo videbant an tales litteræ essent apocryphæ necne, deinde vero ipsarum tenorem expenderunt, et sibi usurpaverunt jus Placiti circa easdem litteras; quod primis temporibus respexit bullas beneficiales et circa res litigiosas, deinde autem quascumque litteras, et de disciplina, et de rebus moralibus ac dogmaticis. — *Cf. Étude histor. sur le Placet* (*Sc. eccles., juillet 1881, p. 43 et seq.*); — *Cavagnis, op. cit., lib. 3, num. 2 et seq.*

57. **IV. Aliquando in Concordatis toleratum est ut simplex visio fieret a Gubernio bullarum et brevium,** absque decreto permittendæ exsecutionis; exceptis tamen bullis et brevibus dogmaticis, vel de re morali, brevibus S. Pœnitentiariæ, et litteris Sacrarum Congregatio-

num ad Ordinarios aliasque personas pro informatione. — *Ita in concordato cum Rege Sardiniæ, ann. 1742, art. 3.*

In Concordato Austriaco, ann. 1855, excludebatur contra præcedentes abusus hoc Placitum regium.

In Concordato cum Napoleone I, an. 1801, nihil de Placito regio habetur. — Verum in *Articulis organicis,* Auctoritas civilis ita statuit : « Aucune bulle, bref, rescrit, décret, mandat, provision, signature servant de provision, ni autres expéditions de la cour de Rome, même ne concernant que les particuliers, ne pourront être reçus, publiés, imprimés, ni autrement mis à exécution, sans l'autorisation du Gouvernement ». — *Art. 1. — Cf. art. 3.*

Reclamante Sede Apostolica (*cf. litter. Card. Caprara, 10 aug. 1803*), præfatus articulus non quidem penitus abrogatus est; sed prodiit *decretum, die 28 febr. 1810,* cujus articulus primus est : « Les Brefs de la Pénitencerie, pour le for intérieur seulement, pourront être exécutés sans autorisation ». — *Cf. n. 173.*

ARTICULUS II.

DE OBJECTO LEGIS ECCLESIASTICÆ.

58. **I. Definiente Sancto Thoma, Lex est** : Ordinatio rationis ad bonum commune, ab eo qui curam communitatis habet promulgata. — *1. 2, q. 90, art. 4.*

Unde, *lex differt a simplici præcepto :* tum *ratione subjecti,* quia subjectum cui lex imponitur est communitas, qua talis; subjectum autem præcepti potest esse persona singularis : tum *ratione auctoris,* quia ad legem condendam non sufficit potestas œconomica vel dominativa, qualem habent pater in filios, herus in familiam, sed potestas publica quæ nomine jurisdictionis designatur : tum etiam *ratione finis,* quandoquidem finis legis est bonum commune; in præcepto autem directe et primario bonum privatorum spectatur.

Revera, ex iis quæ hucusque de natura societatis disputata sunt, patet legem esse *propositionem* alicujus *medii,*

sive *positivi*, sive *negativi, obligatorio modo* ab eo factam in quo societatis *potestas* residet, ad ipsius societatis *finem*, sive *immediate* sive *mediate* assequendum, *sine perturbatione ordinis superioris.*

a) Profecto, societas jus habet, non modo exigendi quæ sunt *immediate necessaria*, id est quæ cum assecutione finis sunt immediate connexa, verum etiam quæ *mediate*. Etenim, ait card. Tarquini, mediata hæc necessitas est vera necessitas, imo et ordinaria et communior. Sive enim ex imperfectione naturæ et voluntatis nostræ, sive ex ipsa difficultate finis, sive causa impedimentorum quæ intercedunt, vix unquam fieri potest ut uno actu finis apprehendatur; sed sensim et per quosdam gradus est ad illum accedendum. — *Instit. jur. pub., lib. 1, num. 11.*

b) Verum *irrationabilis et nulla* est lex *cujus objectum non conducit* ad finem societatis.

Fundamentum enim potestatis quam, pro sua natura, societas habet exigendi aliquid a suis, situm est in necessario ejusdem *nexu* cum ipsius societatis fine; atqui, in iis quæ nullo sub respectu ad finem sunt necessaria, ejusmodi nexus non habetur; ergo nullum est jus societatis eadem pro natura sua exigendi. — *Cf. Cavagnis, op. cit., lib. 1, n. 80 et seq.*

Attamen, cum plura media suppetunt, quorum nullum est necessarium *in individuo*, aliquod autem necessarium est *in genere*, jus est societati eligendi quod *opportunius* judicaverit. Nam, ad assecutionem finis in societate, necessarium est ut inter membra sit *vera conspiratio;* quæ nulla esset, vel saltem diu permanere non posset, si mediorum electio singulis relinqueretur. — *Cf. Tarquini, loc. cit.*

c) Item, *irrationabilis* est lex præcipiens aliquid *inhonestum et recto ordini contrarium*. — Unde irrationabiles sunt leges humanæ quæ opponuntur *juri divino*, sive *naturali* sive *positivo;* et non solum nullæ sunt, sed *nefas est eas observare :* « Una illa hominibus causa est non parendi, ait Leo XIII, si quid ab eis postuletur quod cum naturali ac divino jure aperte repugnet; omnia enim in quibus

naturæ lex vel Dei voluntas violatur, æque nefas est imperare et facere. » — *Encycl. Diuturnum, 29 jun. 1881.* — *Cf. n. 73.*

59. **II. Divisio legis ex parte objecti.** — Medium quod ad finem societatis assequendum proponitur, est *positivum* vel *negativum;* ideoque leges distinguuntur in *præcipientes, vetantes, permissivas* vel *pœnales.* Et leges vetantes subdistinguuntur in leges *simpliciter vetantes* quæ reddunt actum *illicitum,* et in leges *irritantes* quæ faciunt actum quoque *invalidum.*

a) Actus *de se indifferentes* possunt *præcipi* vel *vetari,* quando ex adjunctis vel aliquid conferunt ad bonum societatis, vel eidem bono adversantur.

b) *Objectum* legis *permissivæ* est actus indifferens, imo et quandoque inhonestus, qui potius toleratur aut non punitur *ad majora mala vitanda.* Nam, sicut in regimine divino, « ita et in regimine humano, illi qui præsunt recte aliqua mala tolerant, ne aliqua bona impediantur, vel etiam ne aliqua mala pejora incurrantur. » — *S. Th. 2. 2., q. 10, art. 11.*

Conceptus autem legis *permissivæ* est in hoc quod legislator tueatur libertatem ejus qui aliquem actum emittit, contra omnes qui vellent ejus libertatem impedire.

c) *Objectum* legis *mere pœnalis* sunt actiones quæ publico ordini adversantur, quæque prohibentur sub determinata pœna, non autem sub culpa.

60. **III. Actus interni possuntne esse materia legis ecclesiasticæ?**

a) Omnes concedunt Ecclesiam posse *indirecte* præcipere *actus internos* qui comitantur actum exteriorem, illumque informant. — Ecclesia enim præcipit actus *quatenus idoneos ad finem obtinendum;* v. gr. recitationem horarum canonicarum quatenus ab animo procedit, administrationem et susceptionem sacramentorum cum debita intentione et debitis animi dispositionibus. — Ideo damnata est ab Alexandro VII propositio 55ª : « Quis præcepto paschali satisfacit etiam sacrilega communione. »

b) Sed *verior sententia* docet actus internos non posse *directe* præcipi a lege ecclesiastica, quæ bonum quidem animarum respicit, sed mediante honestate actuum externorum.

1° *In sacris enim Litteris* mentis cogitationes et affectus cordis Deo reservantur, qui est *scrutator cordium* et *cognitor secretorum.*

Nec *Romani Pontifices* unquam actum mere internum præceperunt, aut prohibuerunt; et nedum asseruerint talem competere sibi potestatem, contrarium potius docuerunt, ut v. gr. Innoc. III, *in cap. 34, De simonia :* « Nobis datum est de manifestis tantummodo cogitare ».

2° *Ratio est* quia *potestas legifera sese extendit quousque extenditur potestas judiciaria:* « de his enim potest homo legem facere, de quibus potest judicare. » — *S. Th. 1. 2, q. 91, art. 4.* — Atqui, de simplici mentis cogitatione et affectibus cordis homo judicare non potest; et notum est axioma : *Ecclesia de internis non judicat.* Ergo, neque leges circa eosdem actus internos ferre potest.

Habet utique Ecclesia *forum pœnitentiale,* in quo judicat de internis animi cogitationibus. At hæc judicia respiciunt directe et proprie individua, *non vero christianam societatem:* et hoc tribunal non est proprie dictum tribunal et forum Ecclesiæ, sed tribunal et forum conscientiæ *coram Deo;* quare nil mirum si in eodem tribunali judicium feratur etiam de internis. Tribunal autem proprium Ecclesiæ, cui respondet potestas legislativa, illud est quod respicit regimen totius societatis, ideoque objectum externum et visibile habet. — *Santi, in tit. De constitut., num. 15.*

c) Non inde tamen concludas Ecclesiæ legiferam potestatem non sese extendere posse ad actus externos omnino occultos. — Actus enim mere interni sunt *de se et natura sua occulti;* dum, e contra, actus externi non sunt occulti nisi *per accidens,* et de se sunt cognoscibiles, ideoque judicabiles ab humana jurisdictione.

Unde, Ecclesia quandoque punit actionem externam occultam, constituens pœnas latæ sententiæ.

61. **IV. Actus præteriti :**

a) Non quidem possunt esse *objectum*

1° *Legis præcipientis,* vel *simpliciter prohibentis;* nam lex quæ est præcipiens vel prohibens, datur ad modum regulæ qua actus informentur; ideoque dicitur *in cap. 2, De constitutionibus,* « legem ita solere futuris formam imponere negotiis, ut dispendiis præterita non commendet ».

2° Neque *legis punientis,* modo saltem actus nulla anteriori lege prohibiti sint; etenim « rem quæ culpa vacat, in damnum vocare non convenit. » — *Cit. cap. 2, De constit.*

Diximus : *modo actus nulla anteriori lege prohibiti sint;* nam, si actus *antea* jam prohibitus fuerit *sine indictione pœnæ determinatæ,* poterit lex juste punire præcedens delictum, designando pœnam a judice inferendam; quia quando delicta jam commissa non habent certam pœnam taxatam, futura pœna est arbitraria, et hoc arbitrium potest lex definire.

Sed si actus fuerit *antea* sub *determinata pœna* prohibitus, vix potest illa pœna per posteriorem legem augeri, nisi forte a supremo Principe, propter aliquam urgentem causam. — *Suarez, De legibus, lib. 3, cap. 14, n. 10.*

b) Verum actus præteriti possunt esse *objectum*

1° *Legis declaratoriæ.* — Cum enim declarare nihil aliud sit nisi, in casu obscuritatis et ambiguitatis, pandere et aperire quisnam fuerit sensus a legislatore intentus, sequitur legem declaratoriam *non habere novam et distinctam speciem ab antiqua lege,* ac omnia negotia, a tempore editæ prioris legis, legi declarativæ subjici, ac juxta eam esse dijudicanda.

Legis declarativæ naturam induunt omnes *interpretationes authenticæ.* Hinc ab Auctoribus exempla referuntur decisionum S. Congr. Concilii, quæ interpretantes decreta concilii Tridentini, præteritis negotiis formam dederunt.

2° Vel *legis inhabilitantis.* — Ex una parte enim, inhabilitas *non est proprie dicta pœna* quæ datur propter culpam, ut patet exemplo irregularitatum ex defectu, nec privat jure quæsito, sed exhibet *impedimentum* quo quis a

juribus acquirendis arceatur; ex altera vero parte, inducitur propter *bonum publicum*, etsi privatos respiciat.

Attamen, si agatur de inhabilitate inducenda ob præteritas actiones, *requiritur ut lex id expresse dicat;* nam « certum est legem futuris dare formam negotiis, præterita vero non respicere, nisi de iis expresse caveat ». — *C. ult. De constitutionibus.*

3° Vel tandem *legis irritantis.*

Irritatio alicujus actus verificatur, quando huic actui *negantur effectus juridici*, ita ut coram lege nullus exsistat.

Jam vero, ut argumentatur Schmalzgrueber, *non est minor vis legis quam sententiæ;* atqui, per sententiam a judice irritari potest actus; ergo et per legem, quando necessitas boni publici id postulat. — *In tit. De constit. n. 22.*

Oportet tamen *intentionem legis* esse *manifestam;* secus irritatio intelligenda est de actibus tantum futuris; et ratio est quia Princeps jure quæsito neminem privare censetur, nisi id exprimat. — *Cf. cap. ult. De constitut.*

62. V. Poteritne lex ecclesiastica actus heroicos præscribere?

Actus heroici appellantur ii « qui, ratione habita circumstantiarum, admirationem pariunt, arduitatem includunt, promptitudinem exigunt. » — *Bened. XIV, De canoniz. sanctorum, lib. 3, cap. 12.* — Actus autem communes sunt illi qui ordinariam hominum virtutem non excedunt.

a) Porro, illis *qui statui peculiaris perfectionis sese voluntarie addixerunt,* Ecclesia potest præcipere actus etiam heroicos qui ad perfectionem illam referuntur. Ita monialibus præcipit perpetuam clausuram, et clericis majoribus imposuit legem perpetui cœlibatus, etc.

b) *In genere* vero, auctoritas quælibet actus heroicos ac nimis arduos *præscribere nequit.* Non debet enim omnibus de communitate onus imponi, quod ab aliquibus tantum sustineri potest.

Non inde tamen inferas legem ecclesiasticam *nunquam* posse obligare cum *gravi periculo* vitæ aut alterius gravis jacturæ. — *Cf. n. 76.*

ARTICULUS III.

DE SUBJECTO LEGIS ECCLESIASTICÆ.

63. I. Legibus universalibus obligantur omnes et soli subditi ratione utentes.

Legislator enim nonnisi a *subditis* obedientiam exigere potest; et quidem *ratione utentibus* : nam lex est regula et mensura quæ humanas actiones dirigit; atqui, illi soli qui usum rationis sunt adepti, humano modo per leges dirigi valent. — Unde sequitur :

a) *Infideles* et *catechumenos* nulla lege ecclesiastica teneri, quia sunt extra Ecclesiam. Ideo S. Paulus ad Corinthios, *I Cor.*, v, *12*, ait : « Quid mihi de iis qui foris sunt judicare. » — *Cf. Trid., sess. 14, cap. 2.*

b) *Hæreticos, schismaticos et apostatas* obligari *per se* legibus Ecclesiæ.

1° Revera, perdurat in eis *fundamentum subjectionis* quod est *character baptismalis :* et, licet amiserint jura fidelium, non tamen Ecclesiæ jurisdictioni subtrahuntur. Secus Ecclesia non posset eos *punire*, quod falsum est et disciplinæ ecclesiasticæ contrarium.

2° Quæritur tamen utrum *de facto Ecclesia velit eos suis legibus obligare* quos contumaces esse ex experientia cognoscit, et quibus, si leges imponerentur, id aliud non esset nisi eorum peccata multiplicare, unde exercitium potestatis ecclesiasticæ esset in *destructionem* et non in *ædificationem.*

Porro, sententia communis est eos legibus illis teneri quæ *necessariæ* sunt pro tota communitate christiana ad servandum honestos mores ordinemque publicum, et ad abusus compescendos *communi bono* Ecclesiæ adversantes.

Si vero sermo sit de aliis legibus proprie *non necessariis*, quæ ad sanctificationem *personarum* directe tendunt, ut sunt leges jejunii, festorum, etc., censenda est Ecclesia quoad hæc mitius cum hæreticis agere, nec velle illos suis legibus obligare, quia, ob istorum contumaciam, prævideri

nihil aliud potest nisi violatio legis et major delinquentium iniquitas.

c) *Legislatorem* non ligari *directe* suis legibus, cum non sit sui ipsius subditus.

1° Attamen illi omnes qui sunt solummodo *conlegislatores*, tenentur absque dubio legibus communi consilio et voluntate latis. — Ratio est quia in eo casu legislator proprie est *ipsum corpus morale*, non *persona singularis* : senatores, v. gr. et deputati simul sumpti, non quivis deputatus aut senator; Episcopi comprovinciales in unum, non autem talis aut talis episcopus.

2° Et legislator absolutus, qui plenitudinem legislativæ potestatis in propria persona habet, non tenetur quidem suis legibus quoad vim *coactivam* ; sed *indirecte*, ex æquitate naturali, et ratione ordinis, ad scandalum vitandum, et ipse tenetur, quoad vim *directivam*, suis legibus se conformare quæ *decent legislatorem æque ac subditos*, ut sunt, v. gr., leges jejunii, annuæ confessionis, etc. — Ita omnes, *ex cap. Quæ contra, 2, dist. 8 ; et cap. Justum est, 2, dist. 9 ;* « totius enim familiæ Domini status et ordo nutabit, si quod requiritur in corpore non inveniatur in capite. » — *Trid., sess. 24, cap. 1 De ref.*

64. **II. Legibus Ecclesiæ universalibus ratione territorii, sed particularibus ratione subjecti**, ut sunt leges latæ pro certa classe personarum, ex. gr. pro clericis, pro canonicis, etc., tenentur *omnes* et *soli* qui, ratione utentes, pertinent ad *illam personarum classem*. — Ratio manifesta est.

Idem dicatur de legibus universalibus quæ ad obligationem supponunt in subjecto *aliquas conditiones*. Ex. gr. *lege jejunii* non tenentur nisi habentes debitam ætatem.

65. **III. Legibus Ecclesiæ particularibus quæ pro subditis alicujus determinati territorii latæ sunt,** sive a Summo Pontifice, sive a Prælato istius loci, non obligantur nisi subditi ratione utentes, *degentes in territorio*, cum « extra territorium jus dicenti non pareatur impune ». — *Cap. Ut animarum, 2, De const., in 6°.*

Ratio est quia, in casu, jurisdictio ad territorium limitatur, et *mediante illo* censetur afficere subditos in eo degentes. — Unde :

a) Nisi forte eximantur auctoritate Summi Pontificis a jurisdictione Prælati inferioris, *legibus Episcopi* tenentur omnes et soli subditi in diœcesi commorantes ; *legibusque Synodi provincialis,* omnes et soli subditi commorantes in provincia, etc.

b) *Peregrini*, illi nempe qui accidentaliter versantur in loco, in quo nec domicilium, nec quasi-domicilium habent, tenentur quidem *legibus universalibus* vigentibus in loco ubi morantur, etiamsi eædem leges non vigeant in proprio territorio. Et *ratio est :* quia peregrini subsunt legislatori communi, et privilegio sui loci non possunt gaudere absentes. — Sed,

1° Probabilius, *saltem directe*, non tenentur *legibus locorum per quæ transeunt,* exceptis illis quæ contractus respiciunt. — *Cap. 20, De foro competenti.*

Indirecte tamen tenentur, si leges necessariæ sint ad servandum ordinem publicum, aut si ratio scandali subveniat ; quia tunc ipsum jus naturale obligat.

2° Neque tenentur *legibus particularibus sui territorii.*— Quod dicendum videtur etiam pro casu quo exierint animo se subducendi ab earum obligatione ; legislator enim non obligat subjectos ad *commorandum* in loco, sed *ad servandam legem* quamdiu ipsi in loco versantur.

Unde, etiamsi lex aliqua particularis vigeat *tum in patria, tum in loco per quem transit,* peregrinus tamen hujusmodi lege probabilius non teneretur. — Non tenetur enim legibus patriæ quia abest, nec obligatur legibus loci in quo versatur, utpote peregrinus.

3° Attamen remanent obstricti *legibus patriæ :* quotiescumque, licet *physice absentes,* per fictionem juris reputantur *præsentes moraliter.*

Hoc autem præcipue contingit : sive ratione *boni* quod ibi possident, sive ratione *beneficii* quod habent, sive ratione *officii* quod gerunt, sive ratione *juriurn* quibus fruuntur,

sive ratione *obligationum specialium* quibus adstringuntur ; in his namque casibus, actiones vel omissiones censentur fieri in proprio territorio, aut effectum in illo habent.

Unde, ex. gr., clerici innodarentur censuris ab Episcopo latis in nolentes accedere ad *Synodum diœcesanam*, vel in parochos *non residentes*, etiamsi degant extra diœcesim.

c) *Vagi*, seclusis exceptionibus supra positis, non tenentur peculiaribus legibus *ullius loci*, cum nullibi domicilium habeant vel quasi-domicilium.

d) Non tamen concludas : *idem esse dicendum de lege et de præcepto.* — « Ratio discriminis est, ait Bened. XIV, quia *lex seu statutum* per se et immediate afficit *territorium* seu diœcesim, eique quasi cohæret, ac proinde non potest obstringere eum qui extra diœcesim moratur; dum *præceptum* afficit immediate *personam*, ejusque ossibus hæret quocumque terrarum discesserit. » — *De syn., lib. 13, cap. 4, num. 9.*

66. **IV. Quæritur obiter : utrum Clerici legibus civilibus obligentur.**

a) Clerici non obligantur illis legibus quæ *a laicis personis* latæ sunt *specifice pro clericis et rebus ecclesiasticis*, etiamsi commodum ecclesiarum et clericorum importent. — Nam clerici et ecclesiæ, qua tales, non subsunt jurisdictioni Principum laicorum. — *Cap. 10, De constit.*

Excipe : *nisi leges ab Ecclesia fuerint approbatæ;* quia, in hoc casu, ex ipsius Ecclesiæ auctoritate vim et robur obtinent.

b) Clerici et ecclesiæ non obligantur illis statutis civilibus, etiam generalibus, quæ *sacris canonibus, statui ipsorum*, nec non *libertati et immunitati ecclesiasticæ* adversantur. — Ratio est quia hujusmodi leges sunt irrationabiles, ideoque nullius valoris. — *Cf. n. 19 et 58.*

Hoc pariter intelligendum est : *nisi accedat consensus Romani Pontificis,* qui ob graves causas potest, ex. gr. in Concordatis, quibusdam clericorum privilegiis derogare.

c) Leges civiles generales, *quarum materia est clericis*

cum sæcularibus communis, et quæ juribus Ecclesiæ *non adversantur*, ut sunt, ex. gr., leges quæ formam contractibus statuunt, vel pretium determinant pro mercibus, *clerici in conscientia observare tenentur* : quod omnes admittunt.

Alii quidem dicunt : clericos his legibus obligari, eo quod fuerint *ab Ecclesia receptæ*, approbatione saltem implicita.

Alii docent : clericos obligari, non vi ipsarum legum, sed *indirecte*, ad eum modum quo ipse legislator suis legibus adstringitur, id est vel ex materia necessaria, vel ad evitandum scandalum, vitandamque confusionem in societate.

Sed potius dicendum est eos teneri : quia *cives* sunt, et sub hoc respectu subesse debent jurisdictioni principis sæcularis. — *Cf. De Ang., in tit. De constit., num. 13.*

d) Quamvis autem clerici iis legibus teneantur quoad earum *vim directivam*, non tamen iis obligantur quoad *vim coactivam ;* quia causæ omnes clericorum, sive civiles, sive criminales, ad *forum ecclesiasticum* exclusive pertinent. — Unde, *seclusa Ecclesiæ tolerantia vel positiva concessione*, si clerici deliquerint contra leges civiles, non a magistratu civili, sed a Superiore ecclesiastico, et quidem pœna ejus arbitrio statuenda, puniendi sunt. — *Cf. n. 1420.*

ARTICULUS IV.

DE PROMULGATIONE LEGIS ECCLESIASTICÆ.

Promulgatio est : Manifestatio legis authentica, id est ab ipso legislatore vel de ejus mandato facta communitati, ad inducendam obligationem; ideoque differt a mera *divulgatione*, qua notitia legis sensim in populum diffunditur.

67. **I. Promulgatio necessaria est, ut lex constituatur in suo esse formali.**

Nam, « ad hoc quod lex virtutem obligandi obtineat, quod est proprium legis, oportet quod *applicetur* hominibus qui secundum eam regulari debent ; talis autem applicatio fit per hoc quod in notitiam eorum deducitur ex ipsa promulgatione. » — *S. Th., 1. 2, qu. 90, art. 4.*

Unde *Gratianus* ait : « Leges instituuntur cum promulgantur. » — *Dist. 4, can. 3.* — Et ideo, si quis habeat *notitiam* legis antequam toti communitati promulgetur, ea lege non tenetur quia ante hujus manifestationem authenticam vim obligandi non habet.

68. **II. Lex, natura sua, nullum requirit determinatum promulgationis modum,** sed solum quod *sufficienter proponatur* communitati hoc vel illo modo, quo, mediate vel immediate, simul vel successive, ad omnium notitiam facile devenire possit. — *Cf. cap. 1, De postulat.*

Unde, diversis temporibus, *varius fuit modus promulgationis legum ecclesiasticarum.* Ex. gr. tempore Decretalium, constitutiones RR. PP. mittebantur ad Universitates tunc temporis celebriores.

A pluribus vero sæculis, praxis inolevit ut leges Pontificiæ Romæ affigantur in quibusdam consuetis locis : nempe ad valvas Basilicæ S. Petri, Basilicæ Lateranensis, Cancellariæ Apostolicæ, etc., et ita pro *promulgatis* habeantur, quin necessaria sit in singulis provinciis alia promulgatio ; quod indicari solet in clausulis legi appositis.

69. **III. Hodiernus iste promulgationis modus :**

a) *Est sufficiens.* — Omnium enim diœceseon frequentes relationes sunt cum Urbe, quæ centrum est totius catholicitatis ; ac proinde Episcopi certam legis notitiam habere possunt, quam deinde fidelibus communicant. — Insuper ipsa Sedes Apostolica, vel directe, vel per Nuntios et Legatos suos, legem latam et consuetis locis affixam, ad Episcopos transmittere curat. — Tandem, nostris diebus, ephemerides quæ Romæ vulgantur, notitiam legis latæ et affixæ, ad ultimas usque mundi plagas statim transmittunt ; ita ut nullum rationabile dubium super ea re oriri possit.

b) *Nec absque ratione inductus est a Romanis Pontificibus.* — Ita enim efficaciter providetur uniformitati disciplinæ ecclesiasticæ. Nam, si lex foret promulganda in singulis diœcesibus, Episcopus omittens hanc promulgationem, vel Gubernium civile eam impediens, *nullam pro iis locis,*

ex defectu promulgationis, redderent ipsam Pontificis constitutionem.

Putant cæterum historiæ ecclesiasticæ periti *hunc modum promulgationis tunc temporis inductum esse* cum frequentiora fuerunt dissidia inter Principes sæculares et Ecclesiam Romanam, versus scilicet sæculum XIII. — Eo usus est Martinus IV, cum in Michaelem Paleologum anathemate animadvertit : Bonifacius VIII, contra eos qui lædèrent venientes ad Sedem Apostolicam, vel ab ea recedentes, et deinde in Philippum Pulchrum : Joannes XXII, contra Ludovicum Bavarum, etc.

70. **IV. Quamvis generatim sufficiat promulgatio Romæ facta, potest legislator in casu speciali aliter statuere,** et determinare promulgationem esse faciendam in singulis civitatibus episcopalibus, aut etiam in parochiis ; ita ut, non servata hac speciali promulgationis forma, lex non obliget, vel non inducat irritationis effectum.

Exemplum hujus exceptionis habes in decreto conc. Trid., *sess. 24, cap. 1, De ref. matrim.,* quo irritantur matrimonia clandestina. Voluit enim S. Synodus ut hujusmodi decretum in unaquaque parochia suum robur nonnisi « post triginta dies habere incipiat, a die primæ publicationis in eadem prochia factæ numerandos ».

71. **V. Leges ab Episcopo latæ sufficienter promulgantur :** si aut publice legantur in *ecclesia cathedrali,* aut, voce *præconis,* in platea civitatis adstantibus significentur, aut scriptæ *affigantur* in loco publico ad hoc designato.

Imo, si statuta synodalia non populum, sed solum respiciant *diœcesis clerum,* alia non indigent publicatione ab ea distincta quæ fit in ipsa *synodo,* cui interest præcipua pars cleri. — *Bened. XIV, De syn., lib. 13, cap. 4, num. 1.*

72. **VI. Lex de se obligat statim ac fuerit debito modo promulgata,** nisi legislator aliter statuerit, ut in citato decreto Trid., De ref. matr. ; facta enim promulgatione, lex *in suo esse completo* constituitur.

Singuli vero *in conscientia non obligantur* nisi postquam

legis notitia ad eos devenerit. — Unde Innoc. IV ait : « Lex seu constitutio et mandatum nullos adstringunt, nisi postquam ad notitiam pervenerint eorumdem, aut (in foro externo) nisi post tempus infra quod ignorare minime debuissent. » — *Cap. Quia cunctis, 1, De concess. præbendæ, in 6°. — Cf. num. 1556.*

ARTICULUS V.

DE EFFECTU LEGIS ECCLESIASTICÆ.

Effectus legis est : obligatio seu morale vinculum quo adstringimur ad ejus observationem.

73. **I. Quælibet lex humana, modo sit justa, obligat in conscientia ;** ideoque, secundum S. Thomam, lex dicitur a *ligando. — 1. 2, qu. 90, art. 1.*

a) Quoniam enim « non potest societas ulla consistere, nisi si aliquis omnibus præsit, efficaci similique movens singulos ad commune propositum impulsione, efficitur *civili hominum communitati necessariam esse auctoritatem, qua regatur :* quæ, non secus ac societas, a natura propterèaque a Deo ipso oriatur auctore.

» Ex quo illud consequitur : *potestatem publicam* per se ipsam *non esse nisi a Deo.* Solus enim Deus est verissimus maximusque rerum dominus, cui subesse et servire omnia quæcumque, necesse est : ita ut quicumque jus imperandi habent, non id aliunde accipiant, nisi ab illo summo omnium principe Deo : *Non est potestas nisi a Deo (Epist. ad Rom.* XIII, *1, 2).* » *Enc. Immortale Dei,* § *Non est magni.*

b) Quapropter « spernere potestatem legitimam, quavis eam in persona esse constiterit, non magis licet, quam *divinæ* voluntati resistere : cui si qui resistant, in interitum ruunt voluntarium : « Qui resistit potestati, Dei ordinationi resistit ; qui autem resistunt, ipsi sibi damnationem acquirunt.... Ideo necessitate subditi estote, *non solum propter iram,* sed etiam *propter conscientiam (Rom.* XIII, *2, 5).* » — *Ibid. — Cf. enc. Sapientiæ christ.,* § *Sanctum.*

c) Diximus : *modo lex sit justa ;* nam « ubi imperandi jus abest, vel si quidquam præcipiatur rationi, legi æternæ, imperio Dei contrarium, *rectum est non parere*, scilicet hominibus, ut Deo pareatur ». — *Encycl. Libertas,* § *Præterea.* — *Cf. encycl. Sapientiæ christianæ,* § *Cæterum et seq.*

Unde, « si reipublicæ leges aperte discrepent cum jure divino, si quam Ecclesiæ imponant injuriam, aut iis, quæ sunt de religione, officiis contradicant, vel auctoritatem Jesu Christi in Pontifice Maximo violent, tum vero *resistere officium est, parere scelus :* idque cum ipsius reipublicæ injuria conjunctum, quia peccatur in rempublicam quidquid in religione delinquitur ». — *Encycl. Sapientiæ christianæ, 10 jan. 1890,* § *Sanctum.* — *Cf. n. 58.*

d) Lex obligat *sub gravi* vel *sub levi :* secundum quod determinatur, sive ab ipso *legis objecto,* sive a *legislatoris voluntate.* — Voluntas vero legislatoris indicatur : sive ex ipsius legis tenore, sive ex gravitate pœnarum quas transgressoribus minatur, sive tandem ex communi Doctorum judicio.

74. **II. Vis directiva et vis coactiva legis ita separari possunt : ut dentur leges mere pœnales,** quæ obligent *in conscientia,* non quidem ad ponendum actum, sed ad subeundam pœnam, nisi legi fuerit obtemperatum. — *Cf. S. Th., 2. 2, qu. 189, art. 9, ad 2.*

Obligatio enim legis *ex voluntate legislatoris* desumenda est. Porro, legislator potest intendere et declarare se solum quoad pœnam velle subditos obligare.

Mens vero legislatoris *dignosci poterit :* sive ex ipsius expressis verbis, prout sæpe fit in religiosis familiis, sive ex ipsius legis forma, sive ex consuetudine et communi interpretatione.

75. **III. Obligat etiam lex quæ nititur præsumptione periculi communis,** licet quandoque hæc præsumptio *fallat.*

a) *Ratio* hujusmodi legum est *periculum damni vel fraudis,* quod, etsi cesset in aliquo particulari casu, manere

tamen potest in aliis, et ita *fundamentum exhibet* alicujus legis universalis.

b) *Exempla* autem habes : in legibus quibus irritantur matrimonia clandestina, professio religiosa ante legitimam ætatem, contractus pupilli absque auctoritate tutoris, etc.

76. **IV. Non obligant leges humanæ quæ observari nequeunt nisi cum gravi periculo vitæ, aut alterius gravis jacturæ;** non enim fas est supponere legislatorem voluisse in his casibus obligare.

Si tamen violatio legis vergat in *damnum societatis*, vel in *contemptum Dei seu religionis*, aut in *grave scandalum proximi*, urget legis obligatio, sive ratione boni communis quod privato bono est præferendum, sive ratione præcepti naturalis aut divini quod per accidens legi humanæ adnexum est. — *Cf. II. Machab.*, VI, *18-31.*

77. **V. Obligatio legis non pendet ab acceptatione populi.** — Nam « lex, sufficienter promulgata et proposita ab habente auctoritatem, *obligat ad sui observationem, ergo et ad sui acceptationem* : ergo non est possibile ut acceptatio sit conditio necessaria in ipsa causa vel ad esse vel ad operari, quia talis conditio supponitur ad effectum ». — *Suarez, De legibus, lib. 3, cap. 19, n. 5.*

Ideo Alexander VII merito *damnavit* sequentem propositionem : « Populus non peccat, etiamsi absque ulla causa non recipiat legem a Principe promulgatam. » — *Prop. 28 inter damnatas.*

a) Unde, leges ecclesiasticæ de se obligant, absque *fidelium* vel *pastorum* acceptatione. — *Cf. Trid., sess. 7, De baptismo, can. 8 ; — Cf. n. 54 et seq.*

b) Quia tamen leges Ecclesiæ universales, *per accidens* alicujus regionis utilitati minus accommodari possunt, ex legitima interpretatione supponi potest in his rerum adjunctis Summum Pontificem assentiri ut *legis obligatio non urgeatur*, donec, supplicatione ad Sanctam Sedem directa, motiva non acceptationis exponantur. — *Cf. Bened. XIV, De syn. diœc., lib. 9, cap. 8.*

Cæteroquin notandum est : per Pontificias constitutiones non tolli *locorum speciales consuetudines*, nisi de his expresse caveatur. — *Cap. 1, De constit. in 6°. — Cf. n. 118 et seq., ubi De abrogatione consuetudinis.*

78. **VI. Ad obligationem subjectivam**, duo requiruntur : nempe *scientia* ex parte intellectus, et *libertas* ex parte voluntatis.

Porro, scientiæ opponuntur *ignorantia* et *dubium;* libertati autem *impotentia, vis* et *metus.* — *Cf. Prælectiones Theologiæ moralis, ubi de actibus humanis; — et Tract. De pœnis, n. 1554 et seq.*

ARTICULUS VI.

DE INTERPRETATIONE LEGIS ECCLESIASTICÆ.

Agendum est : de variis interpretationum generibus; — et de regulis præcipuo servandis in interpretatione doctrinali.

§ I. De variis interpretationum generibus.

Interpretatio legis communius dividitur in *authenticam, usualem* et *doctrinalem.*

79. **I. Interpretatio authentica, seu juridica,** *vim legis obtinet;* quippe quæ fit ab ipso legislatore, aut ejus successore, vel ab alio habente commissam a Principe potestatem. Hujusmodi potestas, ex. gr., data est S. Congr. Cardinalium Concilii Tridentini interpretum, quoad decreta hujus Concilii disciplinaria. — *Cf. n. 469.*

a) Juxta communiorem sententiam, *necessaria non est nova promulgatio* ad vim legis urgendam, si interpretatio legislatoris sit *mere comprehensiva;* quia hujusmodi sensus quo nihil legi additur, neque aliquid a lege aufertur, jam continebatur in lege, et cum lege fuit promulgatus.

b) Aliud vero tenendum est de interpretatione *extensiva* vel *restrictiva;* hæc enim interpretatio legislatoris, cum sit quasi *novum statutum*, nova etiam promulgatione indiget. — *Cf. Fagnan., in cap. Quoniam, De constit.*

80. **II. Interpretatio usualis** moribus et usu populi introducitur, habetque et ipsa *vim legis*. — Sicut enim usus, quando debitæ adsunt conditiones, potest *obligationem novam* inducere, ita potest, sub iisdem conditionibus, obligationis jam præexistentis *extensionem* determinare.

Hæc interpretatio dicitur *consuetudo secundum legem;* et de ipsa habetur juridicum effatum : quod sit *optima legum interpres consuetudo*. Nam « leges instituuntur cum promulgantur; firmantur cum moribus utentium comprobantur. » — *Can. 3, dist. 4. — Cf. n. 108 et seq.*

81. **III. Interpretatio doctrinalis seu scholastica** fit *a privatis doctoribus* juris peritis.

a) Hæc interpretatio *vim legis non obtinet*. Verum *non levem habet auctoritatem*, et eo majorem quo gravioribus rationum momentis innixa est, atque a numerosioribus et eminentioribus doctoribus proposita.

b) Imo, « si in alicujus legis intelligentia *omnes Interpretes conveniant*, faciunt humanam certitudinem, et, regulariter loquendo, inducunt obligationem servandi legem, et utendi illa in praxi juxta talem interpretationem : tum quia tanta consensio Doctorum indicat *communem acceptationem* et observantiam legis in illo sensu, tum etiam quia vix accidere potest ut contra communem omnium Doctorum interpretationem tam efficax ratio occurrat, ut in conscientia reddat securam contrariam intelligentiam. » — *Suarez, De leg., lib. 6, cap. 1, num. 6.*

c) Aliquando tamen *interdicitur hæc doctrinalis interpretatio*. — Sic Pius IV in constitutione *Benedictus Deus*, super confirmatione Concilii Tridentini, « ad vitandam perversionem et confusionem quæ oriri posset, si unicuique liceret in decreta Concilii *commentarios* et *interpretationes* suas edere », inhibuit omnibus, ne quis sine auctoritate Apostolica, « audeat ullos commentarios, glossas, adnotationes, scholia, ullumve omnino interpretationis genus *super ipsius Concilii decretis* quocumque modo edere ».

§ II. De regulis præcipue servandis in interpretatione doctrinali.

82. **I. Verba legis sumenda sunt secundum propriam significationem usu communi receptam,** nisi aliud suadeat *subjecta materia.* — Ratio manifesta est.

Unde, nisi obviet *contextus,* verba *generalia* intelligenda sunt sensu *absoluto ;* neque adducenda est aliqua *exceptio* cum Superior « excipere potuerit et nihil exceperit », ut fert *cap. 22, De privilegiis.* — Huc pertinet vulgatum axioma, « *Ubi lex non distinguit, nec nos distinguere debemus* ».

83. **II. Interpretatio menti potius quam verbis legis convenire debet.** — Desumitur ex *can. Humanæ aures, caus. 22, q. 5 :* « Non debet aliquis *verba* considerare, sed *voluntatem et intentionem,* quia non debet intentio verbis deservire, sed verba intentioni. » — Hinc *regula 88 juris, in 6o :* « Certum est quod is committat in legem, qui legis verba complectens, contra legis nititur voluntatem ».

a) Mens vero legislatoris colligitur : tum ex *materia legis,* tum ex *circumstantiis,* præcipue autem ex *ratione* in lege posita ; ratio enim legis est anima legis, prout desumitur ex *can. Consuetudo, dist. 1. — Cf. Reiff., De constit., num. 383.*

b) Unde, aliquando licitum est uti ἐπικείᾳ, id est *interpretatione benigna,* qua prudenter præsumitur casum non comprehendi sub lege, quamvis expressis verbis non exceptum ; quia, ut fert altera regula interpretationis, « *potior debet esse ratio æquitatis quam stricti juris* ».

Ideo, ex. gr., licitum est non audire sacrum, ad inserviendum ægroto graviter decumbenti, vel ad cavendam honoris aut rei familiaris jacturam.

84. **III. Ubi eadem est ratio, eadem est juris dispositio. — De similibus idem est judicium** — *Cap. 2, De translat. Episcopi.*

Quoniam enim *ratio legis est anima legis,* ubicumque

locum habet ratio legis, etiam lex ipsa locum habere debet, et ex mente legislatoris comprehenditur omnis casus in quo concurrit illa ratio.

a) Debet vero esse eadem ratio *adæquata*, vel similitudo *in eo puncto de quo agitur*. — Unde, argumentum *a simili* est infirmum quoties vel una dissimilitudo potest assignari.

b) Ob præfatam rationis identitatem, extensio legis facienda est : 1° *in correlativis*, ut sunt maritus et mulier : 2° *in æquiparatis jure*, ut sunt ova et lacticinia in jejunio : 3° *in connexis ;* ideoque, v. gr., qui potest testari, potest et notas testamentarias seu codicillos facere : 4° *in contentis ;* ut si lex decernat de casu frequentiori, v. gr. permittendo egressum e monasterio ob incendium aut epidemiam, nihil vero exprimat de casu minus frequenti, v. gr. de inundatione, aut invasione hostium.

85. **IV. Odia sunt restringenda** (*Regula 15 juris. in 6°*). — Concordat regula 49ª : « **In pœnis benignior est interpretatio facienda ;** » et altera 30ª : « **In obscuris minimum est sequendum.** » — Unde,

a) *In dubio*, lex pœnalis, et generatim *omnis lex odiosa*, quæ, licet instituta pro bono communi, tamen directe tendit ad aliquorum gravamen, *est stricte interpretanda*, nec regulariter extendenda ultra casum et personas expressas. — Leges igitur quæ inducunt irregularitates, censuras ; leges irritantes, impedimenta matrimonii, etc., sunt strictæ interpretationis.

b) Verba legis *pœnalis* intelligi debent cum *effectu secuto*, nisi sint casus excepti a lege, et pœna etiam ipsi *conatui* seu voluntati, in opus tamen externum prodeunti, sit decreta. — *Cf. Tract. De pœnis, n. 1553.*

c) *Quæ a jure communi exorbitant*, ut privilegia contra jus commune, reputantur odiosa, et nequaquam ad consequentiam sunt trahenda. — *Reg. 28 juris, in 6°.*

86. **V. Favores convenit ampliari** *(Reg. 15 juris, in 6°), nisi aliud ex verbis legis appareat.*

a) Unde, leges favorabiles, quæ bonum publicum pro-

curant, nullo gravi onere inducto, vel quæ concedunt *merum beneficium* absque læsione sive aliorum sive juris communis, ut sunt privilegia præter legem, facultas concedendi dispensationes, non vero ipsa dispensatio quæ est odiosa, etc., convenit *ampliari*, hoc sensu : quod si intentio legislatoris satis non appareat, verba accipi debeant *secundum amplam suam significationem*.

Ex. gr., vox *populus* : in dubio non comprehendit clerum in materia pœnali et odiosa, ubi, interdicto populo, non censetur interdictus clerus, nisi aliud sit expressum ; at in materia favorabili, etiam comprehendit clerum. — Similiter, in materia odiosa, nomine *clericorum* non comprehenduntur Episcopi, neque Canonici, aut alii in dignitate constituti. — *Cap. 15, De rescriptis ; cap. 4 et 16, De sent. excommunicationis, in 6°.*

b) Si eadem lex est simul *favorabilis* et *odiosa*, quod sæpe advenit, quia quod uni est favorabile, alteri potest esse odiosum :

1° Quotiescumque favor et odium *ab invicem separari possunt*, lex, qua parte est *favorabilis*, debet *late* explicari, et, qua parte est *odiosa*, censeri *strictæ* interpretationis.

2° Quando favor et odium *separari nequeunt*, attendendum est, ait Reiffenstuel, ad *principalem intentionem* disponentis. — *Loc. cit., n. 439.*

3° Si vero *mens legislatoris non appareat*, tunc magis attenditur favor quam odium, ita ut, in dubiis, iterum benigniora præferantur.

87. **VI. Non censetur plus de priori lege mutatum quam est expressum in posteriori.**

Correctio enim legum, utpote odiosa, non est facile præsumenda ; sed « *expedit concordare jura juribus, et eorum correctiones evitari* ». — *Cap. 29, De elect., in 6°.*

Unde regula 34ª juris, in 6° : « *Generi per speciem derogatur* », id est : quando duæ dispositiones habentur sibi invicem contrariæ, illa quæ magis specialis est derogat generali, in ea parte qua conciliari non possunt.

ARTICULUS VII.

DE CESSATIONE LEGIS ECCLESIASTICÆ.

Lex potest *revocari a legislatore*, vel *cessare ab intrinseco*, cessante causa finali. — Potest submoveri quoad omnes suas partes, et habetur legis *abrogatio*; vel quoad certos tantum articulos, cæteris in suo robore permanentibus, quod dicitur *derogatio*. — Tandem, manente obligatione legis pro tota societate, cessare potest pro aliquibus personis, per *dispensationem* et *privilegium*.

§ I. DE CESSATIONE LEGIS PRO TOTA COMMUNITATE.

88. **I. Legis obligatio cessat, cessante ejus causa finali.** — Equidem, de essentia legis est perpetuitas in eo sensu quem fuse explicat Suarez, *De legibus, lib. 1, c. 10.*

Verum, cessante ejus causa finali, jam *cessat ratio* quæ, sicut ad *inducendam*, sic ad *continuandam* obligationem legis necessaria est. — *Cf. n. 58.*

a) Cessare vero debet *causa finalis adæquata;* quia, si plures fines intenti fuerint a legislatore, et remaneat motivum *partiale* legis, remanet etiam ratio sufficiens ejus obligationis.

b) Cessare pariter debet finis quoad *omnes articulos legis;* secus illius tantum articuli obligatio cessabit cujus causa finalis cessat, juxta regulam 37am juris in 6o : « *Utile non debet per inutile vitiari* ».

c) Tandem, finis cessare debet *pro tota communitate;* quod ita requiritur ut, si cesset etiam totaliter pro aliquo subdito singulari, ne iste quidem a legis observatione eximatur. — *Cf. n. 75.*

89. **II. Extrinseca legis revocatio** est : vel *expressa* quando aperte promulgatur ; vel *tacita*, quando nempe nova editur lex priori contraria, aut contraria consuetudo legitime introducta est (*cf. n. 107 et seq.*). — Porro,

a) Lex generalis posterior revocat *legem generalem anteriorem directe contrariam*, licet *nullam mentionem* de ea faciat, quia eorum quæ juri communi inserta sunt,

Princeps censetur conscius. « Romanus Pontifex, *ait Bonif. VIII*, jura omnia in scrinio pectoris sui censetur habere » ; unde, legem contrariam ferendo, recte præsumitur priorem voluisse abrogare. — *Cap. 1, De constit., in 6°.*

b) Verum ipsa lex generalis non revocat *leges particulares locorum*, nisi de his *expresse* caveatur.

Quia enim, *ait Bonif. VIII*, « locorum specialium et personarum singularium consuetudines et statuta, cum sint facti, et in facto consistant, potest probabiliter ignorare (Romanus Pontifex) ; ipsis, dum tamen sint rationabilia, per constitutionem a se noviter editam, nisi expresse caveatur in ipsa, non intelligitur in aliquo derogare ». — *Ibid.*

Sufficeret autem clausula derogatoria *generalis*, v. gr. : « *non obstantibus quibuscumque in contrarium facientibus* », quia in hac et aliis hujusmodi clausulis, habetur expressa mentio legis particularis.

c) Lex *particularis* lata a Suprema auctoritate pro aliqua regione, v. gr. Gallia, revocat pro eodem loco legem *generalem* antecedentem ipsi contrariam. — *Arg. ex eod. cap. Licet, De constit., in 6°.*

90. **III. Leges revocare possunt :**

a) *Ipse legislator ;* « Omnis (enim) res, per quascumque causas nascitur, per easdem dissolvitur, » ut fert regula 1ª juris.

Potestas tamen subalterna non potest revocare leges a se latas, si fuerint a summo Principe confirmatæ *in forma speciali ;* ita ut, accedente, v. gr., auctoritate Apostolica, *Pontificiæ leges* evadant.

b) *Ejus Successor*, quia parem cum antecessore potestatem habet. — *Cap. 20, De elect.*

Unde, *Romanus Pontifex* et *concilium œcumenicum* abrogare possunt leges Ecclesiæ universales, licet antiquissimas, modo originem non habeant in jure divino, sive naturali, sive positivo.

Imo, S. Pontifex legem ecclesiasticam potest abrogare, licet munita fuerit *clausula omnium posteriorum legum derogatoria*, ex. gr. : « hac immutabili et in perpetuum

valitura constitutione. » — Hæc enim emphatica locutio, enixam voluntatem legislatoris significat ; sed hæc voluntas, sicut potest in ipso mutari, *successorem ligare non potest*, quia « prædecessor successoribus suis nullum potuit, hac in parte, præjudicium generare, *pari* post eum, imo *eadem* auctoritate functuris, cum non habeat imperium par in parem ». — *Cap. Innotuit, De electione.*

c) *Ejus Superior*, quia habet universaliorem jurisdictionem, et « in toto partem non est dubium contineri ». — *Reg. 80 juris, in 6°.*

Unde, Romanus Pontifex et concilium œcumenicum abrogare et irritare possunt *quascumque* leges ecclesiasticas, a quocumque Prælato statutas.

91. **IV. Abrogatio nonnisi justis de causis facienda est.** — Licet enim sit *valida* quælibet abrogatio legis ab eo qui potestatem habet leges revocandi, quia obligatio legis a legislatoris voluntate pendet ; non tamen erit *licita*, nisi adsit causa justa pertinens ad bonum commune ; secus enim Princeps ad destructionem abuteretur ea jurisdictione quæ ipsi commissa est ad regendos subditos per leges justas et societati convenientes. — *Cf. S. Th., 1. 2, q. 97, art. 2.*

§ II. DE DISPENSATIONE.

Dispensatio est : Provida relaxatio legis in aliquo speciali casu, in gratiam unius vel alterius personæ, facta a publica auctoritate, manente tamen pro aliis obligatione legis.

92. **I. Dispensare nemo potest,**

a) « Qui saltem parem cum latore canonis non habet potestatem ». — *Cap. 20, De elect.*

Principium enim juris inconcussum est : legem Superioris per inferiorem tolli non posse. — *Clem. Ne romani, De elect.*

Revera, *inferiorem* posse contra legem *Superioris* dispensare, nihil est aliud quam caput membris, superiora inferioribus subjicere, ordinemque naturalem invertere, et ecclesiasticam hierarchiam confundere, Dei ordinatione ins-

titutam. — *Cf. brev. Pii VI ad. Arch. Colon., 20 jan. 1787.*

Hinc, licet Romanus Pontifex dispensare possit in *omnibus legibus ecclesiasticis*, quia « secundum plenitudinem potestatis, de jure potest supra jus dispensare » (*cap. 4, De concessione præbendæ*), nequit tamen proprie dispensare in *jure divino;* sed potest tantum illud interpretari, et declarare quod jus divinum, ob certas circumstantias, hic et nunc per seipsum obligare cesset. — *Ita communiter.*

b) *Inferior* poterit tamen dispensare, si habeat expresse vel tacite *delegatam* a Superiore potestatem. — *Cf. Tract. De Episcopo, n. 581 et seq.; — et Tract. De Parocho, n. 840.*

93. **II. Subjectum dispensationis sunt generatim et directe subditi.** — Cum enim dispensatio sit actus jurisdictionis : et *superioritatem* ex parte dispensantis, et *subjectionem* ex parte dispensati postulat.

a) Diximus : *directe ;* quia aliquando Superior, dispensando cum suo subdito, indirecte cum alieno dispensat, si nimirum agatur de re quæ in uno non consistit, sed *respectum ad alterum* importat.

Unde, ex. gr., Ordinarius agendo cum facultate delegata ad dispensandum cum suis diœcesanis super aliquo *matrimonii* impedimento, potest indirecte cum *aliena persona* dispensare ; quia, sublato impedimento ex una parte cum qua dispensare valet, etiam pars altera libera evadit, cum ligamen non amplius inter utramque partem exsistat. — *S. Pœnit. 4 sept. 1839.*

b) Diximus : *generatim ;* nam *de Peregrinis controvertitur*, non quidem utrum a Superiore loci in quo versantur, dispensari possint in legibus *hujus loci*, quatenus ipsis adstringuntur ; sed utrum ab isto Superiore dispensari valeant in legibus *communibus*. — *Cf. n. 65, 581 et seq.*

Non pauci negativam sententiam tenent. — *Alii* affirmativam propugnant : sive quia ad Superiorem hujus loci pertinet ut omnes ibi commorantes leges observent, ergo etiam pertinet causas perpendere quæ petunt dispensationem, ergo et dispensare ; sive quia præsumi potest consensus proprii Ordinarii, quem tamen *alii* solum admittunt pro legibus

quibusdam levioris momenti, et casibus frequentius occurrentibus, puta jejunii, abstinentiæ, observationis festorum, etc. – *Bouquillon, Instit. Theol. mor. fund., n. 223.*

Certum videtur posse *Vagos* dispensari a Superioribus locorum in quibus hic et nunc versantur; secus isti neminem, præter S. Pontificem, haberent, a quo dispensarentur in communibus quibus ligantur legibus.

94. **III. Causa justa et legi proportionata requiritur :**

a) Non quidem ad *validitatem dispensationis,* si Superior dispenset in *propria lege;* quia lex constituitur voluntate legislatoris, ex qua integre pendet ejus obligatio; ergo, si Princeps velit aliquem eximere, aliis manentibus obligatis, iste profecto exemptus erit :

b) Sed ad ejus *liceitatem;* secus enim « non plane fidelis dispensatio, sed crudelis dissipatio est ». — *D. Bernard., De consider., lib. 3; — Cf. S. Th., 1. 2, q. 97, a. 4.*

« Sicut publice expedit legis vincula quandoque relaxare, *ait Conc. Trident.,* sic frequentius legem solvere.... nihil aliud est quam unicuique ad leges transgrediendas aditum aperire. Quapropter, sciant universi : sacratissimos canones exacte ab omnibus, et quoad fieri poterit, indistincte observandos; *quod si urgens justaque ratio,* et *major quandoque utilitas,* postulaverit cum aliquibus dispensandum esse : id, *cognita causa,* ac *summa maturitate,* atque *gratis,* a quibuscumque ad quos dispensatio pertinebit, erit præstandum; aliterque facta dispensatio surreptitia censeatur. » — *Trid., sess. 25, cap. 18, De ref.*

c) Imo, dispensatio *in lege Superioris* invalida est, *si fiat absque justa causa;* quia inferior non potest dispensare in lege Superioris, nisi quatenus ipsi concessa fuit facultas dispensandi; atqui hanc non censetur Superior concedere, nisi in casu justæ causæ.

d) *Causa autem dispensationis* distinguitur in *intrinsecam* et *extrinsecam.*

1° Causa *intrinseca :* dicitur ea quæ directe opponitur observationi legis; v. gr. angustia loci est causa qua diffici-

lis redditur observatio legis ecclesiasticæ prohibentis matrimonia inter consanguineos et affines.

2º Causa vero *extrinseca* : est ea quæ sumitur ex quibusdam circumstantiis, legem ipsam, seu ejus observationem, directe non afficientibus.

Hujusmodi sunt : *dignitas ipsius concedentis*, cui multoties expedit benignum et generosum se ostendere ; *dignitas et merita petentis ; pax inter familias*, litibus vel inimicitiis divisas, obtinenda ; *ipsa etiam compensatio* quæ exigitur, nam, ex. gr., « in dispensationibus impedimentorum in matrimoniis sufficit pro causa solutio pecuniæ in subsidium Ecclesiæ, ut est praxis » (*S. Lig., lib. 1, n. 195*). — *Cf. Suarez, De leg., lib. 6, c. 18, n. 26.*

95. **IV. De petitione dispensationis,** et de vitanda *subreptione* vel *obreptione*, dicemus in Tractatu *De Romano Pontifice*, ubi *de Rescriptis, n. 414.*

Fideles qui dispensationem desiderant a *Curia Romana* obtinendam, plerumque eam redigere non valerent ; unde receptum est ut illorum ministerio utantur qui eorum animarum curam habent, quales sunt Confessarius, Parochus, Ordinarius.

a) *Confessarius* instantiam scribit ad impetrandam dispensationem pro *foro interno* tantum, eamque mittit ad *Ordinarium* suum qui eam transmittit ad *S. Pœnitentiariam*, mediante vel prætermisso *Agente ;* vel etiam confessarius eam directe mittit ad S. Pœnitentiariam, si, attentis circumstantiis, prudenter judicat secretum confessionis aliter offendi. — *Cf. n. 493 et seq.*

b) *Parochus* scribit instantiam ad dispensationem impetrandam pro *foro externo.* — Et, si idem sacerdos sit parochus et confessarius, ac duplex, ex. gr., impedimentum matrimonii *occultum* et publicum simul occurrat, ipse debet duplicem conscribere instantiam, aliam pro occulto uti *confessarius*, pro publico aliam uti *parochus.* — *Cf. n. 502.*

Parochus scriptam instantiam mittit ad *Ordinarium*, qui una cum litteris testimonialibus eam Romam mittit ad *Agentem* ecclesiasticum. — *Cf. n. 447 et 448.*

c) At vero non raro, vel Parochus vel Confessarius exponit tantum *Ordinario* rerum statum ; vel ipsi oratores Ordinarium adeunt cum testimonialibus parochi litteris.

Tunc Ordinarius, vel scribit ipse instantiam, mittitque, litteris suis testimonialibus munitam, ad Agentem ecclesiasticum ; vel et ipse, sua vice, rerum statum cum testimonialibus litteris ad *Agentem* defert, qui instantiam scribit. — *Gasparri, De matrim., n. 351.*

96. **V. Concessio dispensationis : est expressa vel tacita.**

a) Ea *expressa* dicitur quæ fit propriis et apertis verbis, aliisve signis æquivalentibus. — Neque *generatim* necessaria est *scriptura*, nisi ad probationem in foro externo. — *Cf. n. 104, ubi de dispensat. in curia Rom. impetrandis.*

b) *Tacita* dicitur concessio dispensationis quæ, non verbis aliisve signis exprimitur, sed ex *factis* colligitur quæ non possunt aliter explicari, nisi dispensatione supposita : ut si Pontifex, ex certa scientia, alicui irregulari beneficium conferat. — *Cf. Suarez, De legib., lib. 6, c. 13, n. 23.*

c) Concessio dispensationis expressa : fit *simpliciter*, quando, loco vinculi quod relaxatur, nullum onus personale vel pecuniarium imponitur, ut pium opus, eleemosyna, etc.

Quando autem hujusmodi onus imponitur, dispensatio dicitur concedi *cum aliqua compensatione.*

Ex praxi *Curiæ Romanæ*, frequenter dispensatur in legibus canonicis, *imperata aliqua mulcta.* « Mulctæ illæ ad resarciendum aliquo modo vulnus quod, ex dispensationum matrimonialium concessione, disciplinæ ecclesiasticæ infligitur, et ad matrimonia inter personas consanguinitatis vel affinitatis vinculo invicem conjunctas, rariora ac difficiliora reddenda, juste salubriterque ab Ecclesia constitutæ sunt. » — *Breve Pii VII ad Episcopos Galliæ, 28 feb. 1809.*

Omissio operis in compensationem impositi, licet peccaminosa, *non nocet validitati dispensationis*, nisi opus illud tanquam absoluta conditio injunctum fuerit. — *Cf. n. 498.*

97. **VI. Quot sunt effectus legis, tot sunt in contrarium effectus dispensationis,** siquidem dispensatio

est relaxatio legis. — Quum igitur lex præcipiat aut prohibeat, puniat, atque irritet, poterit dispensatione relaxari : tum quoad vim *præcipiendi* ac *prohibendi*, tum quoad vim *puniendi*, tum quoad vim *irritandi*.

a) Et quidem *lex moralis* potest dispensatione relaxari : vel *totaliter*, quoad omnia illa quæ præcipit vel prohibet; vel *partialiter*, quoad unum scilicet, non quoad aliud. — *Lex vero mixta* relaxari potest : quoad vim *coactivam*, remanente ejus vi directiva; vel vicissim quoad vim *directivam*, remanente vi coactiva, ita ut e mixta evadat in primo casu pure moralis, in altero autem pure pœnalis. — Similiter *lex irritans simul et prohibens* relaxari potest quoad vim *directivam*, remanente ejus vi invalidante, vel vicissim quoad vim *invalidantem*, remanente vi directiva.

b) Dispensatio seu privilegium datur quandoque pro *foro interno* : scilicet habet effectum in conscientia, in foro autem exteriori nihil operatur.

Si pro *foro externo* concedatur, concessio ita accipienda est ut et pro foro interno valeat.

98. **VII. Dispensatio est vulnus juri illatum, ideoque odiosa, et stricte interpretanda.**

a) Idcirco, in ea non valet *argumentum a majori ad minus, vel ad simile;* quamvis bene extendatur ad accessoria, connexa, vel necessario consecutiva ex eo super quo est dispensatum — *Cf. n. 414.*

b) E contra, *potestas dispensandi*, cum sit merum beneficium Principis, *favorabilis* est, ideoque *late* interpretanda, dummodo nulli præjudicium inferat.

Attamen, *odiosa* plus minusve esse potest *dispensandi facultas* a legislatore concessa, quando constat mentem ipsius esse, *ut verbis, quibus facultas expressa est, coerceatur*, neque præscriptos limites egrediatur.

99. **VIII. Dispensatio semel obtenta, cessare potest :**

a) *Ex parte dispensantis*, non quidem per ejus mortem, nisi concessa fuerit ad beneplacitum concedentis, sed *per revocationem* ab ipso factam. — *Cf. n. 106 et 428.*

Superior, qui dispensationem concessit in propriis legibus, eam, sine justa causa, *valide* quidem, non tamen *licite* revocare potest. — *Inferior* autem, qui dispensationem concessit in legibus Superioris, *nec valide nec licite*, sine justa causa, eam revocare potest. — *Cf. n. 94.*

b) *Ex parte dispensati* : per *renuntiationem*, quæ unicuique licita est, nisi aliud obstet, ut si, v. gr., dispensatio concessa fuisset in favorem tertii vel communitatis. — *Cf. n. 106.*

c) *Ex parte causæ finalis* : per *ejus cessationem.*

1° Si causa finalis dispensationis cesset, quando remissa est obligatio *divisibilis* et *tractum successivum* habens, v. gr. recitandi horas canonicas, jejunandi per quadragesimam, consentiunt fere omnes ipsam dispensationem cessare, etiam usu inchoato ; hujusmodi enim dispensatio conceditur sub conditione causæ perseverantis. — *Cf. Suarez, De legibus, loc. cit., cap. 20, num. 18.*

2° Si per dispensationem remissa est *aliqua inhabilitas quæ indivisibilem effectum habet* : cessante causa finali ante dispensationis usum, *non pauci* stant pro *cessatione etiam dispensationis*, quia, etiam in hoc casu, Superior censetur dispensationem concedere, non absolute, sed *conditionate*, si nimirum causa exsistat quando actus poni debet. — *Cf. Sanchez, De matrim., lib. 8, disp. 30, n. 11.*

Alii tamen dicunt talem restrictionem : *ex forma dispensationis colligi non posse*, nam absolute conceditur ; *neque esse necessariam ad justitiam dispensationis*, quia non tenetur dispensans prævenire effectus contingentes et accidentales, sed satis est quod, eo tempore quo fit dispensatio, habeat justam causam. — *Suarez, De leg., lib. 6, c. 20, num. 15.*

§ III. DE PRIVILEGIO.

100. **I. Privilegium est** : Lex privata, aliquid speciale concedens contra vel præter jus. — *Ita communiter, ex cap. Abbate, 25, De verb. signif.*

a) Dicitur : *lex*, non quod obligationem inducat respectu ejus cui datum est, quia invito beneficium non datur ; sed

quoad alios, quibus præcipitur ut illud observari faciant, vel prohibetur ne impediant.

b) Additur : *privata,* quia scilicet alicui particulari personæ aut communitati, seu loco, speciale ac singulare jus concedunt.

c) *Differt privilegium a dispensatione,* ex eo quod privilegium sit gratia permanens, quæ conceditur contra vel præter jus ; dum dispensatio juri semper adversatur, et datur pro casu particulari, quo transacto, manet obligatio legis.

101. **II. Privilegium dividitur :**

a) In *personale,* vel *reale,* prout immediate confertur personæ, aut proxime rei, loco, muneri vel dignitati, et nonnisi consequenter personis quæ rem, locum vel officium habent.

Privilegium reale, cum rei cohæreat, *transit* ad quoscumque successores vel possessores. Sed « privilegium personale personam sequitur, et *exstinguitur* cum persona » (*Reg. 7 juris, in 6°*).

Unde, *in dubio* utrum privilegium sit *reale* vel *personale :* videre oportet utrum sit *merum beneficium* et gratia, nec juri communi aut privato contrarium ; quo in casu præsumitur reale, et transit ad successores, quia « favores convenit ampliari » (*Reg. 15 juris, in 6°*), et « debet concessum a Principe beneficium esse mansurum » (*Reg. 16, ibid.*). — Si vero sit *odiosum,* utpote a jure communi exorbitans, vel tertiæ personæ contrarium, strictæ interpretationis est ; unde præsumitur personale, et cum persona exstinguitur.

b) In *mere gratiosum,* vel *remuneratorium,* secundum quod mera concedentis gratia, vel intuitu meritorum concessum est.

c) In *perpetuum,* vel *temporale.* — Perpetuum est, vel quod adhæret *rei de se perpetuæ,* vel conceditur *absque limitatione temporis.* Temporale autem, quod concessum est pro *determinato tempore,* v. gr., ad decennium, vel ad dies

personæ privilegiatæ, ut est privilegium singulariter personale.

d) In *purum*, vel *conventionale*. — Illud est quod *sine aliqua conventione* et reciproca obligatione conceditur. — Istud vero quod, interveniente hujusmodi conventione et obligatione ad aliquid dandum vel faciendum, sic quodam modo emi, aut *per contractum onerosum* acquiri censetur.

e) In *commune*, vel *privatum*. — Privilegium *commune* primario et per se respicit bonum *communitatis* cui concessum est, licet etiam redundet in ejus membra : cujusmodi sunt privilegia *fori* et *canonis* toti statui clericali concessa. — *Privatum* seu singulare primario ac per se respicit bonum *personarum* in particulari, etsi mediate etiam redundet in bonum commune : v. gr., beneficium restitutionis in integrum minoribus concessum.

102. **III. Privilegium, præsertim contra jus, concedere potest** omnis et solus ille *qui potest et legem condere*.

Ratio est : tum quia privilegium est *lex privata*, ergo requirit in conferente potestatem quamdam legislativam; tum quia per privilegium contra jus *eximitur quis ab obligatione juris et legis communis*, quod nemo facere potest qui legem condere non valet. — *Cf. n. 92.*

103. **IV. Privilegium concedi potest, non solum iis qui vere et absolute subditi sunt, sed etiam extraneis,** dummodo materia privilegii sit sub privilegiantis jurisdictione.

In hoc enim casu, Superior *jus et favorem tribuit non subditis; subditis autem prohibet* ne illius usum impedire audeant.

104. **V. Ad substantiam privilegii, regulariter loquendo, non requiritur scriptura;** sed etiam *ore tenus*, sive *vivæ vocis oraculo* factum, subsistit.

a) Attamen, *in foro externo* requiritur scriptura, ad *probationem* privilegii ejusque firmitatem. — *Const. Ro-*

mani Pontificis, Julii II; — cf. resp. S. C. Episc. et Reg., 19 dec. 1880.

b) Insuper, de stylo *Curiæ Romanæ* et juxta Regulas *Cancellariæ Apostolicæ*, gratiæ dicuntur informes, et nulli suffragantur dispensationes, antequam super iis litteræ Apostolicæ sint confectæ. — *Reg. 27 et 52 Cancell. Apostol.*

c) Rescripta quibus privilegia conceduntur, *exhiberi debent Ordinariis locorum* : quoties adest *clausula* jubens Ordinarium certiorari : vel quoties publicam exsecutionem habent, et versantur circa res aut personas *Ordinario subditas.*

Ex. gr., nisi aliter disponatur in concessionibus, illi qui obtinent ab Apostolica Sede indultum *altaris privilegiati personalis*, potestatem benedicendi *cruces, numismata,* vel alias hujusmodi facultates, non tenentur eas Ordinariis exhibere. Verum aliter dicendum esset de facultate erigendi *stationem viæ crucis*, etiamsi nulla mentio facta sit in concessionis rescripto. — *S. C. Indulg., 5 feb. 1841.*

105. **VI. Privilegia acquiruntur tribus præcipue modis :**

a) *Ex concessione Principis ;* idque, vel sine precibus seu supplicatione, *motu proprio,* ex ultronea ipsius liberalitate : vel *ad preces et instantiam* privilegiati.

Quid servandum sit in libello supplici, ad vitandam *obreptionem* vel *subreptionem,* dicemus in Tractatu de Romano Pontifice, *ubi de Rescriptis, n. 414.*

b) *Ex consuetudine legitime præscripta.* — Consuetudo enim derogare potest juri communi, et proinde privilegium etiam contra legem inducere. — *Arg. ex cap. Novit., 13, De judiciis ; — Cf. n. 115.*

c) *Per communicationem*, nempe participationem qua Superior privilegium, quod uni simpliciter concesserat, etiam ad alterum extendit. — Porro, *triplici modo* privilegium communicari potest :

1° Quando unum et idem privilegium, quod aliquibus personis antea concessum erat, ad alias æque transit, eo quod

istæ quasi *aggregentur* cæteris quæ tali privilegio gaudebant.

In eo casu, si augeatur vel minuatur privilegium in his quibus fuit primo datum, augetur et minuitur in omnibus aliis, quia omnes *æque principaliter* privilegio illo gaudent.

2° Quando idem privilegium ad alias personas extenditur, non quidem æque primario et principaliter, sed *secundario* et *accidentaliter* ; qua ratione privilegia Religionum sæpe familiaribus, et privilegia dominorum servis communicantur.

In eo casu, « *accessorium naturam sequi congruit principalis* », ut fert regula 42ª juris, in 6° ; ideoque, si minuatur vel revocetur privilegium in his quibus concessum est principaliter, minuitur vel revocatur in omnibus aliis.

3° Quando privilegium conceditur alicui personæ *ad instar*, seu ad exemplum et similitudinem privilegii quod Titio v. gr. concessum est.

Tunc, si æque principaliter fuerit irrogatum, ita fit proprium *quasi tali personæ fuisset primo loco concessum* ; ideoque nec augetur, nec minuitur aut revocatur secundum exemplaris vicissitudines. — *Cf. Schmalzgr., De privilegiis, n. 77 et seq.; — et Tract. De statu relig., n. 1234.*

106. **VII. Exstinguuntur privilegia :**

a) *Morte privilegiati*, si privilegium sit *personale*, juxta citatam regulam 7 juris, in 6°.

Sed privilegium absolute et sine limitatione concessum, non perit per mortem vel depositionem ab officio *ipsius privilegiantis*, seu concedentis privilegium ; siquidem gratia simpliciter facta et acceptata, non pendet in conservari ab influxu donantis seu concedentis. — *Cf. cap. Si super gratia, De offic. deleg., in 6° ; — et Tract. De R. Pont., n. 428.*

b) *Destructione rei cui inhærebat*, si privilegium sit reale ; quia « accessorium naturam sequi congruit principalis ». — *Reg. 42 juris, in 6°.*

Si tamen res privilegiata destruatur *cum spe restitutionis* prout contingit si res, ecclesia, vel alius locus ab hostibus

destruatur aut occupetur, seu casu fortuito comburatur, cum spe reædificationis : tunc conservantur privilegia, licet pro tempore suspendantur, donec, v. gr., reædificetur ecclesia, vel altare, etc., cui privilegium fuerat concessum.

c) *Cessante causa finali* quæ est principalis causa et ratio privilegii, si privilegium sit *contra jus commune*, vel *derogans juribus tertii;* non vero si contineat *merum beneficium*, quia « decet concessum a Principe beneficium esse mansurum ». — *Reg. 16 juris, in 6°.*

d) *Revocatione*, quæ fit a concedente, vel ipsius successore aut Superiore. — Revocatio privilegii est *expressa*, vel *tacita.*

1° *Ex justa causa*, revocari potest *valide* et *licite* privilegium mere gratiosum, præsertim si adsit abusus; nam « privilegium meretur amittere, qui permissa sibi abutitur potestate » (*cap. 24, De privileg.*). — Sine justa causa *valide* revocatur, quamvis *illicite*. — *Cf. cit. reg. 16 juris, in 6°.*

Privilegia autem per modum *pacti* seu *contractus onerosi* concessa, nequeunt amplius revocari, nisi ex utriusque partis consensu, aut ex gravi causa spectante ad bonum commune, et cum compensatione aliqua juris ablati ; hoc enim expostulat ipsa æquitas naturalis.

2° *Per legem generalem*, quæ non expresse revocat privilegia, censentur *tacite revocata* ea quæ *in jure communi* continentur, non autem privilegia extra corpus juris existentia.

Ratio est quia Princeps præsumitur cognoscere leges universales, non vero jus privatum aut particularia facta. — *Cap. Licet, 1, De constit., in 6°.*

e) *Renuntiatione* sive *expressa* sive *tacita*, a Superiore *acceptata;* « cum liberum sit unicuique juri suo renuntiare ». — *Cap. Si de terra, 6, De privileg.* — Attamen,

1° Si privilegium fuerit principaliter concessum in favorem *alicujus communitatis*, non valent renuntiare personæ *particulares*, nisi accedente omnium consensu, quia « quod omnes tangit, debet ab omnibus approbari ». — *Regula 29 juris, in 6°.*

2º Imo, si privilegium commune *directe respiciat honorem et dignitatem communitatis*, singuli uti debent privilegio ita ut neque ipsa communitas renuntiare valeat. — Hujusmodi sunt privilegia *fori* et *canonis;* unde, v. gr., percutiens clericum etiam consentientem, incurreret excommunicationem.

f) *Lapsu temporis præfixi*, si privilegium sit temporale. — Huc reducitur amissio privilegii *sub conditione concessi;* nam, cessante conditione, cessat etiam privilegium, quod tamdiu dumtaxat valet, quamdiu durat ipsa conditio sub qua concessum est.

CAPUT V.

DE LEGE NON SCRIPTA SEU DE CONSUETUDINE.

Cum leges humanæ eo efficacius suum finem assequantur, quo magis accommodantur moribus communitatis, inde factum est ut Ecclesia plurimum deferat consuetudinibus sponte inductis, et longo tempore firmatis.

Nullum quidem jus habet plebs christiana, ait D. Icard, suos usus retinendi absque consensu primorum Pastorum, et præsertim Summi Pastoris vicarii Christi; sed, *cum Ecclesia regatur magno æquitatis moderamine*, cum Pastores se patres esse, non dominos, glorientur, ipsis æquum visum est favere moribus populi, quando nihil habent adversum fidei et bono disciplinæ.

Ipsa Ecclesiæ catholicitas suadebat ut res ita componerentur. Ecclesia enim debet servare unitatem sub regimine Summi Pontificis, cujus est omnes et singulas ecclesias suis decretis moderari; at simul, cum sit diffusa per orbem, necessarium est ut *singularum regionum ingenio se aliquatenus accommodet*, quantum sinit bonum universitatis — Huic necessitati providet sapientia Sanctæ Sedis, non solum per specialia decreta, sed etiam *aliquid indulgendo moribus*, permittendo nimirum ut leges communes sensim temperentur locorum consuetudinibus, eo modo quo magis conveniant ingenio populi, et optatum finem certius assequantur. — *Prælect. juris canonici, num. 12.*

Agemus ergo : de natura et divisione consuetudinis; — de requisitis ad eam inducendam; — de ejus effectibus; — et de ejus abrogatione.

ARTICULUS I.

DE NATURA ET DIVISIONE CONSUETUDINIS.

107. **I. Consuetudo sumi potest** : vel pro *facto* quod in frequentatione actuum vel morum alicujus communitatis consistit; vel pro *jure* quod ex tali usu inductum est.

Consuetudo hoc posteriori modo accepta, dicitur jus non scriptum, seu consuetudinarium, et definiri potest : *Jus diuturnis populi moribus introductum, et aliquo legislatoris consensu firmatum.*

108. **II. Dividitur consuetudo :**

a) Ratione *legis scriptæ* ad quam refertur : in consuetudinem *secundum legem, præter legem*, vel *contra legem*.

1° Consuetudo *secundum legem* est ea quæ legem jam institutam, vel *usu confirmat et adjuvat*, juxta illud *Gratiani :* « Leges firmantur, cum moribus utentium approbantur » (*can. 3, dist. 4*) ; — vel, si dubia est, *interpretatur*, nam « optima est legum interpres » consuetudo. — *Cap. 8, De consuetudine.*

2° Consuetudo *præter legem*, quæ est novi juris inductiva, erigit in legem aliquem modum agendi, anteriori tamen legi non oppositum. — Huic præcipue applicatur definitio Isidoriana : « Jus quoddam moribus institutum, quod pro lege suscipitur, quum deficit lex ». — *Can. 5, dist. 1.*

3° Consuetudo *contra legem* est illa quæ vim habet legem scriptam abrogandi ; sive quod nunquam usu recipiatur, vel, jam recepta, contrariis moribus tollatur.

b) Ratione *extensionis :* in *universalem*, *generalem*, et *specialem*.

Consuetudo *universalis* ea est quæ viget in tote orbe christiano. — Consuetudo *generalis*, quæ in tota aliqua provincia ; — et consuetudo *specialis*, quæ, ex. gr., nonnisi in aliqua urbe, pago, obtinet.

ARTICULUS II.

DE REQUISITIS AD INDUCENDAM CONSUETUDINEM.

Alia requiruntur ex parte subjecti seu communitatis ; — alia ex parte objecti, sive ipsorum actuum ; — alia denique ex parte ipsius legislatoris.

§ I. DE REQUISITIS EX PARTE SUBJECTI.

109. **I. Consuetudo induci debet :**

a) *A communitate quæ sit capax recipiendi legem proprie dictam.* — Ratio desumitur ex ipsa natura consuetudinis, quæ vim legis habet. — *S. Th., 1. 2, q. 97, art. 3, ad 3 ; — Cf. Suarez, De legib., lib. 7, c. 9, num. 3 et seq.*

Unde, provincia ecclesiastica, diœcesis, Ordo religiosus, imo, collegium clericorum, capitulum, monasterium, etc., consuetudinem inducere possunt; non vero privata persona, aut familia, quæ non est capax nisi *simplicis præcepti*, quod morte præcipientis exspirat.

b) Et quidem *a majori parte communitatis.* — Hæc major pars *requiritur*, secus enim consuetudo non inducitur a communitate; et *sufficit*, nam regula generalis est, quod in universitatibus prævaleat id quod fit a majori parte, atque in istud tota communitas consentire censeatur.

Hæc major pars *computatur ex personis habilibus et capacibus legis.* Unde, illi qui legibus non tenentur, nequeunt sua consuetudine legem abrogare aut novam constituere.

c) *Actibus sæpius iteratis*, ut patet ex ipsa definitione consuetudinis.

Cum vero nihil sit determinatum in jure de frequentia actuum, qualis esse debeat, id arbitrio viri prudentis, pro rerum diversitate, dijudicandum relinquitur. — *Cf. Suarez, loc. cit., num. 4.*

d) *Et spontaneis;* quia, si per vim aut timorem populus obligetur, non ideo præsumitur consentire ad inducendam consuetudinem. — Metus tamen levis hunc animum necessario non excludit.

e) *Cum intentione sese obligandi vel deobligandi*, prout consuetudo est præter vel contra legem : quia actus agentium non operantur ultra intentionem illorum. — Unde,

1° *Devota praxis fidelium* missam diebus ferialibus audiendi; statis horis, ad sonum campanæ, Beatam Mariam Virginem salutandi, etc., nullam vim legis obtinent.

2° Etiamsi populus agat *cum falsa opinione obligationis non existentis;* v. gr., si fideles alicujus diœceseos aliquo die jejunent, ex errore putantes jejunium esse præceptum, jus tamen consuetudinarium inde nequit oriri.

3° Ad judicandum *utrum aliqua consuetudo sit obligatoria,* Doctores quasdam assignant *conjecturas* : v. gr., si

consuetudo sit rei gravis et difficilis, et communiter servetur a populo, quia non solet populus uniformiter convenire in his actibus, nisi quando se obligatum sentit; — si viri prudentes et timorati male sentiant de transgressoribus, vel populus communiter scandalizetur; — si Prælati et Superiores reprehendant aut puniant violatores; — si materia consuetudinis talis sit ut multum conferat ad bonum societatis, etc. — *Schmalzgr., De consuetud., n. 16.*

In dubio utrum ex mera devotione populus egerit, vel cum intentione legem inducendi, *non supponenda est obligatio,* cum de onere non constet.

110. **II. Quæritur utrum, ad præscribendum adversus legem, bona fides requiratur.**

a) *Alii negant :* quorum sententia haud dubie vera est si *Princeps sciat,* toleret, ideoque tacite abrogationi consentire censeatur.

b) Sin vero loquuntur de præscriptione contra legem, *Principe ignorante,* dicimus cum *Laymann :* sicuti ad omnem aliam præscriptionem, ita etiam ad eam quæ adversus legem tendit, *bonam fidem requiri;* sine qua impossibile est consuetudinem præscriptam inchoare, cum ea justa et *rationabilis* esse debeat.

Ex quo consequens est : in ejusmodi præscriptione semper intervenire probabilem ignorantiam præscribentium. — Veruntamen, tametsi *primi, temere* et non sine culpa legem transgredientes, præscriptionem reipsa inchoare non potuerint, *horum tamen successores,* videntes legem ab antecessoribus suis non observatam, existimare possunt, et in dubio præsumere, illos habuisse justam legis non servandæ causam, et ita, illorum vestigiis insistentes, præscriptionem inchoare, vel, quasi bona fide ab antecessoribus inchoata fuisset, tandem perficere. — *Laymann, De leg., c. 24, num. 11.*

§ II. De requisitis ex parte objecti, sive ipsorum actuum.

111. **I. Consuetudo debet esse rationabilis.** — Objectum enim legis non scriptæ, sicut et juris scripti, nequit esse nisi quod aliquo modo conducit ad finem societatis. — *Cap. Cum tanto, 11, De consuetudine.*

a) Unde, non admittitur consuetudo : *quæ est contra jus divinum,* sive naturale, sive positivum. — *Cf. cap. ult., De consuetudine.*

b) Vel *quæ adversatur Ecclesiæ libertati et necessariis immunitatibus.* Non valeret, ex. gr., consuetudo *Placiti regii.*

c) Aut *disrumpit nervum ecclesiasticæ disciplinæ,* id est, directe lædit auctoritatem judicis ecclesiastici. Talis esset, ex. gr., consuetudo non sese submittendi visitationi Episcopi. — *Cf. cap. 5, De consuetud.,* ubi consuetudo hujusmodi appellatur *corruptela.*

d) Vel tandem *reprobatur a jure;* nam « judicare inter sanguinem et sanguinem, inter lepram et lepram, inter causam et causam, atque secernere.... salubria pascua a noxiis, vel maxime ad Sedem Apostolicam.... et conditorem canonum spectare dignoscitur ». — *Reiff., De consuetud., n. 37.*

Elenchus consuetudinum quæ sunt reprobatæ a jure exhibetur a *Giraldi, Exposit. juris Pontificii, part. 1, sect. 36.* De his passim in decursu hujus operis agemus.

112. **II. Consuetudo debet esse præscripta,** id est lapsu temporis roborata, ad similitudinem præscriptionis. — *Cap. 11, De consuetud.; — et cap. 3 ejusd. tit., in 6°.*

Ipsa enim *natura consuetudinis* diuturnos mores exigit, quæ ab ipso jure *longæva* appellatur, *cap. 9 et 11 ejusd. tituli.*

a) Ad inducendam consuetudinem *via conniventiæ,* id est, *Principe sciente et tolerante,* cum facile eam impedire posset, communiter docent Auctores non requiri determinatum aliquod spatium temporis, sed sufficere ut tales sint po-

puli actus, quibus positis, prudenter præsumi possit Principis consensus.

Ratio est quia, dum Princeps novit suam legem non observari, et silet, jam censetur connivendo consentire.

b) Ad inducendam consuetudinem *via præscriptionis*, id est *Principe ignorante* :

1° Si consuetudo sit *secundum legem*, vel *præter legem*, sufficere *decennium* omnes admittunt.

2° Ad præscribendum *contra legem vigentem*, alii requirunt quadraginta annos ; verum probabilis opinio, et communior inter recentes, tenet *sufficere pariter decennium*, nisi consuetudo juncta sit cum vera præscriptione, seu nisi sit præjudicium tertii.

Ratio est, quia, ex jure canonico, « non est vilis auctoritatis » illa consuetudo quæ dicitur *longæva (cap. 9 et 11, De consuet.)* ; atqui tempus decem annorum, in jure romano habebatur ut longum ; ergo, cum jus canonicum longævitatis tempus non determinet, in materia communi valet dispositio juris civilis.

c) Ante completum legitimum tempus, requiritur ut *consuetudo non fuerit interrupta*. Unde, post interruptionem, erit de novo inchoanda ; alioquin non valebit. — *Arg. ex cit. cap. Cum tanto, De consuet.*

1° Censetur consuetudo interrumpi : quando populus, *ex certa scientia*, exercet *actum contrarium, etiam unicum* ; quia hoc ipso ostendit se nolle amplius consuetudinem incœptam continuare.

2° Quando *Superior* transgressores suæ legis *punit*, aut, in tribunali, pro lege sua *contra consuetudinem judicat* ; hac enim ratione, consuetudo expresse revocatur per Superiorem. — *Reiffenst., De consuetud., n. 134.*

§ III. DE REQUISITIS EX PARTE LEGISLATORIS.

113. **I. Consensus legislatoris necessarius est,** ut mores communitatis vim legis obtineant. — Nemo enim *jus norum* condere, vel statutam legem abrogare potest, nisi qui habet *potestatem leges ferendi.*

114. **II. Triplex esse potest Principis consensus : expressus, tacitus, vel legalis.**

a) *Expressus,* vel *tacitus* est : si legislator, cognoscendo consuetudinem, eam disertis verbis *approbet ;* vel *taceat, quando facile reclamare posset ;* tunc enim valet 43ª regula juris, in 6º : « *Qui tacet consentire videtur.* »

Inde tamen non concludas : consuetudinem prævalere posse cum silentio Pontificis mere *œconomico,* quando silet ex prudentia ne majora mala sequantur. — *Cf. alloc. consist. Pii VI, 29 mart. 1790.*

b) Consensus *legalis,* qui et *juridicus* appellatur, est ille qui datur per legem, sive per jus ipsum, quatenus legislator, per publicam *legis* auctoritatem, *consentit* in omnes consuetudines rationabiles et legitimæ præscriptas.

Porro, declaratio hujusmodi legitur *in cap. Cum tanto, De consuetud., et cap. 3 ejusd. tit. in 6º ; — et arg. ex cap. 1, De constit., in 6º.*

Unde receptissima sententia est : *consensum legalem sufficere* ad consuetudinem confirmandam.

ARTICULUS III.

DE EFFECTIBUS CONSUETUDINIS.

115. **I. Consuetudo rationabilis et præscripta, cum vim legis habeat, eosdem effectus habet ac ipsum jus scriptum.** — *Cap. 9 et 11, De consuetud.* — Unde,

a) Consuetudo *secundum* legem : *interpretationem* authenticam legis exhibet, juxta citatum *cap. 8, De consuetud.*

b) Consuetudo *præter* legem : inducit *obligationem,* ita ut actus præcipiantur vel prohibeantur, qui antea nec præcepti erant nec prohibiti.

Potest etiam producere *sanctionem pœnalem,* vel *legem mere pœnalem ;* imo *irritare* aliquos actus, ut arg. ex *cap. 3, De cognatione spirituali.* — Exemplum habes in impedimento *disparitatis cultus,* quod, ex jure consuetudinario, vim habet matrimonium dirimendi.

c) Consuetudo *contra* legem : abrogat legem anteriorem, vel ei derogat, prout plenarie ei opponitur, vel ex parte ; quod expresse traditur in cit. *cap. Cum tanto.*

Unde, a fortiori, manente vi *directiva* legis, vim ejus *coactivam* tollere potest, id est pœnalem sanctionem legi adnexam.

Legem quoque *irritantem* abrogare potest consuetudo ; quod ex iisdem principiis colligitur cum Suarezio. — *De legibus, lib. 7, cap. 19, n. 14.*

116. **II. Lex prohibens consuetudinem sibi contrariam : non adversatur eidem consuetudini in posterum inducendæ,** modo sistat in *mera prohibitione*, nec *reprobationem* proferat.

a) Hanc sententiam *probabiliorem* existimat Suarez, quem multi alii sequuntur. — *De leg., loc. cit., n. 21.*

Consuetudo enim, modo sit rationabilis et præscripta, vim legis habet. Atqui, *clausula quæcumque*, anteriori legi apposita, non impedit quominus lex *abrogari* possit per aliam *posteriorem* contrariam ; ergo, neque quominus abrogetur per *consuetudinem*, quum non sit minor vis consuetudinis quam juris scripti. — *Cf. n. 90.*

b) Argumentum *adversariorum* præcipuum desumitur ex eo quod omnino *superflua* esset cautio hujusmodi, legi apposita, nisi efficaciter prohibeat futuras consuetudines.

Respondemus cum Suarezio : *primum effectum* illius prohibitionis esse, ut talis consuetudo, in dubio, semper præsumatur irrationabilis. — *Alter effectus* esse potest, ut gubernatores et custodes legum magis invigilent, et non permittant talem consuetudinem iterum introduci. — *Tertio,* verisimile est subditos majori obligatione teneri ad abstinendum a tali consuetudine, propter voluntatem Superioris specialiter declaratam. — *Quarto,* et maxime, potest deservire ut talis consuetudo vix aut nunquam possit derogare tali legi, nisi post longum tempus et legitimam præscriptionem ; quia antea vix potest præsumi de voluntate Principis, etiamsi consuetudinem sciat. — *Suarez, De legibus, loc. cit., n. 22.*

117. **III. Contra leges disciplinares concilii Tridentini utrum inolescere possit consuetudo,** specialis quæstio est, in cujus solutione *Canonistæ non conveniunt.*

a) *Alii, post Benedictum XIV, negant* ullam præscribi posse consuetudinem contra dispositiones hujus concilii.

1° Ratio est : quia Pius IV, in sua constitutione *Benedictus Deus,* decrevit *irritum* et *inane* quidquid super his decretis, a quoquam, quavis auctoritate, scienter vel ignoranter contigerit attentari.

2° Et in alia constitutione *In Principis,* idem Pontifex : privilegia, exemptiones, immunitates quæ forent adversa decretis Tridentinis ita revocat, ut nulla et invalida in posterum censeantur quæ fient vigore horum privilegiorum, exemptionum, etc.

3° Confirmant ex decisionibus et praxi Sacrarum Congregationum. — *Cf. Bouix, De principiis, p. 374.*

b) *Alii* vero in *contrariam* sententiam abeunt.

1° Dato enim quod constitutiones Pii IV *futuras* respiciant consuetudines, de quo *dubitari posse* nonnulli asserunt, nihilominus, quum clausula non sit *reprobans,* sed mere *prohibens,* jus Tridentinum, æque ac jus quodlibet ecclesiasticum humanis mutationibus obnoxium est, ideoque consuetudine potest immutari. — *Cf. n. 116.*

2° Hoc idem probant *auctoritate Doctorum,* qui tractantes de consuetudinibus quæ præscribi non possunt, ne verbum quidem habent de decretis Tridentini. — *Cf. Suarez, Pirhing, Reiffenstuel, Schmalzgrueber, et alios.*

3° Arguunt quoque *ex facto præscriptionis.* — « Quod consuetudo aliquid valeat etiam contra decreta Tridentini concilii, *ait de Angelis,* ille tantummodo negare valebit qui, ex. gr., retineat omnes provisiones beneficiorum parochialium ubique terrarum factas absque *concursu,* vel eo non peracto ad formam a concilio Tridentino præscriptam, *sess. 24, cap. 18, De ref.,* esse subreptitias, et taliter provisos aut institutos carere jurisdictione, quod serio affirmari non potest. » — *In tit. De consuet., num. 12.*

Unde, et ipsi adversarii, qui *speculative* contrariam sen-

tentiam tenent, *data occasione, aliquid concedunt* consuetudinibus Tridentino oppositis. — Ipse Benedictus XIV admittit « potuisse Tridentini decretum (de annali convocatione synodi) contraria consuetudine nonnihil emolliri et temperari ». — *De syn., lib. 1, cap. 6, n. 5.*

4º Neque infirmum est argumentum quod desumitur *ex brevi Pii VII ad Archiepiscopum Moguntinum, 8 oct. 1803*, in quo declaratur « matrimonia hæreticorum coram ministro acatholico inita, rata et firma consistere iis in locis in quibus concilii Tridentini decretum (de clandestinitate)...., si quando observatum fuit, longo dein temporis intervallo in desuetudinem abiit ». — Ergo, supponit Pontifex consuetudinem, non solum *valere posse* contra concilium Tridentinum, sed et revera contra dictam legem *prævaluisse*.

5º Tandem, quod attinet ad *decisiones Sacrarum Congregationum :* reprobatæ quidem sunt plures consuetudines decretis Tridentinis adversæ, sed ut *minus rationabiles;* nulla autem decisio allegari potest, qua *modo generali reprobetur* quælibet consuetudo contra disciplinam concilii Tridentini.

ARTICULUS IV.

DE ABROGATIONE CONSUETUDINIS.

Abrogari potest consuetudo : per *legem supervenientem*, vel per *consuetudinem contrariam*.

118. **I. Consuetudinem universalem abrogat lex posterior contraria, licet nullam hujus consuetudinis mentionem faciat.**

a) Legislator enim legem, sive scriptam, sive non scriptam, revocare potest. Cum vero Summus Pontifex « *omnia jura in scrinio sui pectoris censeatur habere* », consuetudinem generalem non præsumitur ignorare; unde, legem contrariam ferens, dicendus est voluisse ipsam abrogare. — *Cap. Licet, De constit., in 6º.*

b) Hoc principium valet *etiam pro legibus Superiorum subalternorum* et consuetudinibus relativis. — Ex. gr.,

Episcopus ferens legem generalem pro sua diœcesi, revocat consuetudinem generalem suæ diœceseos, licet de ipsa mentionem non faciat.

119. **II. Speciales locorum consuetudines a lege generali superveniente non tolluntur, nisi apponatur clausula sufficienter derogatoria.**

a) Nam, quia « locorum specialium et personarum singularium consuetudines et statuta, cum sint facti et in facto consistant, *potest (Romanus Pontifex) probabiliter ignorare,* ipsis, dum tamen sint rationabilia, per constitutionem a se noviter editam, nisi expresse caveatur in ipsa, non intelligitur in aliquo derogare ». — *Cap. Licet, De constitutionibus, in 6°.*

b) Clausula derogatoria generalis : « *non obstante quacumque consuetudine* », vel alia hujusmodi, *sufficit* ad tollendas consuetudines locorum particulares ; secus enim nihil operaretur : nam consuetudo generalis, si quæ exstaret, jam sufficienter tolleretur per ipsam novam constitutionem contrariam. — *Reiff., De consuet., n. 185.*

120. **III. Favorem juris obtinet consuetudo immemorialis, vel centenaria ;** ita ut, si legislator velit subvertere has privilegiatas consuetudines, *specialem de ipsis mentionem* habere debeat, dicendo, v. gr. : « non obstante quacumque consuetudine in contrarium, etiam immemoriali vel centenaria ». — *Ita communiter.*

a) Hæc tamen regula *fallit :* quando per novam legem *reprobatur consuetudo* velut irrationabilis. Nullum enim privilegium stare potest cum tali reprobatione. — *Cf., ex. gr., cap. 3, 5, 10, De consuetud.*

b) Fallit quoque regula, quoties *ratio* illa ob quam lex consuetudinem abrogavit, *etiam militat* in immemoriali.

c) Insuper, quoties generaliter tolluntur quæcumque consuetudines, *excipiendo dumtaxat unum certum casum,* prout fit in concilio Trid., *sess. 22, cap. 9, De ref.,* censetur etiam sublata consuetudo immemorialis, nisi ratio exceptionis ipsi conveniat. — *Reiffenst., loc. cit., n. 190.*

121. **IV. Consuetudo cessare potest consuetudine contraria, quæ dicitur desuetudo.**

Sicut enim consuetudo potest abrogare legem scriptam aut ei derogare, ita et *jus consuetudinarium tollere poterit;* « omnis (enim) res, per quascumque causas nascitur, per easdem dissolvitur ». — *Reg. 1 juris.*

CAPUT VI.

DE COLLECTIONIBUS CANONUM.

Leges Ecclesiæ, sicut et cujuslibet societatis, decursu temporum opportune constitutas, perutile sæpe visum est *in unum colligere* et *apte coordinare.*

Unde varii prodierunt codices legum ecclesiasticarum, *quorum tamen non eadem est auctoritas.* In quibusdam enim reperiuntur *documenta minus genuina;* aliis vero *deficit approbatio authentica legislatoris*, qui solus potest vim legis universalis tribuere decretis quæ primitus pro ecclesia aliqua privata condita sunt, vel constitutiones spurias canonizare.

Agendum est : de collectionibus legum ante Gratianum; — a tempore Gratiani usque ad concilium Tridentinum; — a Tridentino usque ad nos. — *Cf. n. 11.*

ARTICULUS I.

DE COLLECTIONIBUS JURIS ANTIQUI.

Ad jus antiquum pertinent Constitutiones et Canones Apostolorum; — antiquiores quædam collectiones Ecclesiæ Græcæ, — et Ecclesiæ Latinæ.

§ I. De constitutionibus et canonibus apostolicis.

122. **I. Constitutiones quæ dicuntur Apostolicæ** octo libris continentur, et inscribuntur : « *Constitutiones Apostolorum per Clementem Episcopum.* »

a) Verum, neque ab *Apostolis* traditæ sunt, neque a *Sancto Clemente* conscriptæ.

Equidem dicunt eruditi eas *perveluslas* esse, nempe, mediante sæculo quarto, Antiochiæ confectas ; et ab initio *puras* exstitisse, sed postea fraude Novatorum fuisse *corruptas. — Cf. S. Epiphan., hæres. 70, n. 10.*

b) Unde, licet incerti sint auctoris, et in pluribus interpolatæ et corruptæ, multa tamen complectuntur *maxime utilia* canonistis ad illustrandam disciplinam *primævorum temporum. — Cf. Soglia, Instit. jur. pub. p. 1, § 46.*

123. **II. Canones pariter dicti Apostolorum** sunt 84, vel 85 prout alii distribuunt, et leguntur in Corpore juris canonici, post Decretum Gratiani.

a) Sed neque hos canones *Apostolorum* vel alicujus *viri apostolici opus genuinum esse*, ex sequentibus apparebit :

1° Plura enim continent *Apostolorum disciplinæ et catholicæ doctrinæ contraria.* — Cf., ex. gr., can. 17, 46, 47, 66, et ultimum quo libri Sapientiæ, Tobiæ et Judith a canone divinarum scripturarum expunguntur ; dum, e contra, duæ epistolæ S. Clementis, et octo libri Constitutionum Apostolicarum in catalogum divinorum librorum Novi Testamenti referuntur.

2° Multa in iis habentur *quæ cum ætate Apostolorum componi nulla ratione possunt.* — In his enim canonibus mentio est de cantoribus, lectoribus, de annuis conciliis metropolitanis, de divisione parochiarum, de bonorum Ecclesiæ a bonis Episcopi distinctione, deque aliis id genus, quæ certe Apostolorum ac S. Clementis ætate recentiora sunt. — *Cf. Soglia, loc. cit., § 47.*

3° Nulla horum canonum *mentio* occurrit apud Patres et Scriptores ecclesiasticos, ante medium sæculi tertii.

Unde *Gelasius* Papa, in synodo Romana habita anno 494, aiebat : « *Liber Canonum Apostolorum est apocryphus* » *(dist. 15, can. 3, § 64).* — Et *Dionysius Exiguus*, hos canones suæ collectioni inserens, addebat : « eis plurimos non facilem præbere assensum ». — *Cf. Devoti, Proleg., § 53*

b) *Quod ad eorum originem spectat* : « Omnibus persuasum est Canones Apostolicos partim apocryphos esse, partim ex sanctissimis regulis quas Apostolici Ecclesiis tradiderunt, partim ex consuetudine Ecclesiarum, partim ex decretis synodorum quæ primis sæculis in Oriente celebratæ fuerunt, quum tertii et quarti sæculi disciplinam passim redoleant, conflatos esse. » — *Soglia, loc. cit., § 48.*

Hinc merito reputantur, sicut et Constitutiones Apostolicæ, *insigne monumentum disciplinæ ecclesiasticæ* per priora sæcula. — *Cf. Darras, tome VI, ch. 8.*

§ II. De antiquis collectionibus græcorum.

124. **I. Ante concilium Chalcedonense,** Ecclesia Orientalis aliquem habuit canonum codicem numeris distinctum, *ut constat ex illius concilii act. 4 et 11.*

Hæc collectio ab initio non videtur alios comprehendisse canones quam Nicænos, Ancyranos, Neocæsareenses, Gangrenses, quibus postea additi sunt canones Antiocheni, Laodiceni et Constantinopolitani. — Incertum est quo auctore prodierit. — *Cf. Devoti, Proleg.*, § *54.*

125. **II. Altera collectio, quæ dicitur Joannis Antiocheni,** prodiit circa medium sæculi VI.

a) Iste Joannes, cognomento *Scholasticus*, eo quod esset ex schola sive ordine advocatorum, presbyter primum Antiochenus, deinde patriarcha Constantinopolitanus, novam elaboravit collectionem canonum, novo ordine digestam.

Siquidem anteriores collectiones omnes sequebantur *ordinem chronologicum;* hic vero prior *ordinem rerum* secutus est, et in 50 titulos juris ecclesiastici documenta digessit.

b) Edidit et idem Joannes *alteram collectionem,* in qua apto etiam ordine descripsit, non solum canones *ecclesiasticos,* sed et leges *civiles* eductas præsertim ex Codice et Novellis Justiniani. Unde hæc collectio, item divisa in 50 titulos, appellata est *Nomocanon* (νόμος κανών), eo quod leges utriusque potestatis comprehenderet, canonicas nempe et civiles.

126. **III. Collectio Trullana** confecta est in synodo pariter dicta *Trullana*, quia in Trullo seu secretario palatii Constantinopolitani habita est.

In hac collectione referuntur omnes fere canones qui tunc temporis in Ecclesia universa circumferebantur, exclusis canonibus concilii *Sardicensis* de appellationibus ad R. Pontificem, in quorum loco quidam canones *Africani* suffecti sunt, qui favebant errori Rebaptizantium.

127. **IV. Alia celebris collectio inter Græcos fuit, sæculo nono, collectio Photiana.**

Photius enim, qui Græci schismatis vel auctor, vel pars magna fuit, suam etiam habuit collectionem, in qua Trullanis canonibus adjecit canones concilii Nicæni II, et canones in duobus conciliabulis ipso duce constitutos. — Et, ad exemplum Joannis Scholastici, *Nomocanonem* concinnavit, qui apud Græcos semper habitus est in summo honore ac pretio.

128. **V. Quod spectat ad auctoritatem harum collectionum :**

a) Græcæ collectiones cæteris sunt anteferendæ : *in quantum majori præstant vetustate,* et dispositiones Ecclesiæ referunt juxta linguam originalem in qua confectæ sunt.

b) Sed cum penes Græcos videamus animum ad schisma proclivem, si quid in his collectionibus legimus quod causæ *schismatis* favere possit, *cum summa cautela* recipiendum est.

c) Cum collectores videantur specialius addicti vel hæresibus vel schismati, si quid est quod *causam ipsorum possit confirmare et tueri,* id pariter non sine studio magno, prudentia cautelaque recipiendum est. — *De Camillis, Instit. jur. can., lib. 1, sect. 2, art. 2.*

§ III. DE ANTIQUIS COLLECTIONIBUS ECCLESIÆ LATINÆ.

Celebriores sunt : collectiones *Dionysiana,* et *pseudo-Isidoriana,* de quibus tantum agemus.

129. **I. De collectione Dionysii Exigui.**

a) *Dionysius,* monachus, natione Scytha, doctrina et vitæ integritate præclarus, cognomento *Exiguus* ratione fortasse staturæ, sed potius humilitatis et modestiæ causa, Romam venit, Anastasio II Pontifice, qui pontificatum tenuit usque ad annum 498; et, præmissis 50 canonibus Apostolorum, *novam Græcorum canonum versionem ab-*

solvit, quibus addidit Chalcedonenses, Sardicences, et Africanos.

Postea vero *decretales Romanorum Pontificum collegit*, a S. Siricio (384) ad Anastasium II. — Unde, *hæc collectio duplici parte constabat* : altera canones conciliorum complectente, altera vero decretales Romanorum Pontificum.

b) *Cæteris antiquioribus collectionibus multum præstabat Dionysii collectio*, tum distinctione canonum a decretis RR. PP., tum perspicuitate versionis, tum documentorum ordine, tum sinceritate monumentorum : nihil enim apocryphum recepit, præter Apostolorum Canones, quos tamen peculiari adnotatione a certo genuinis distinguendos præmonuit.

c) Unde, licet privata auctoritate confecta, *ab Ecclesia Romana probata statim ac recepta est*, cum præsertim Hadrianus I, Summus Pontifex, collectionem hanc quibusdam additionibus locupletatam Carolo Magno Romæ tradidit; neque enim verisimile est Summum Pontificem canonum codicem quem non ipse omnino *probaret*, per Gallias aliasque regiones divulgari voluisse.

Hæc collectio, quæ vocatur *Hadriana*, communi suffragio in Gallia recepta est, ita ut, propter summam qua gaudebat auctoritatem, antonomastice *Codex canonum* sit appellata. — *Cf. Soglia, loc. cit.*, § *50* ; — *Devoti, Proleg.*, § *59*.

130. **II. De collectione decretalium pseudo-Isidori, seu Isidori Mercatoris.**

a) *Tres partes* in hac collectione distinguuntur :

1° *Prima pars*, præter ordinem celebrandi concilii et Canones Apostolorum quinquaginta, continet decretales epistolas Romanorum Pontificum numero 60, a S. Clemente ad S. Sylvestrum (78-314).

2° *Altera pars* constat canonibus conciliorum, a Nicæno usque ad Hispalense II (619). — Paucis exceptis, isti habebantur etiam in prioribus collectionibus.

3° *Tertia pars* exhibet aliam seriem decretalium, a S. Sylvestro ad Gregorium II (314-715).

b) Collectio hæc *valde fuit propagata, et vulgo ad-*

scripta S. Isidoro Hispalensi. Paulatim *alias collectiones celebritate vicit;* et tantam apud omnes nacta est auctoritatem, ut per plura sæcula theologi omnes, canonistæ et concilia ipsa, decretales hujus collectionis citaverint, quin ullus eorum eas apocryphas esse supponeret.

c) *Fraus tandem agnita est.*

Sæculo XV et sæculis subsequentibus, plures Auctores, tum inter catholicos, tum inter heterodoxos, ostenderunt *decretales Isidori non esse genuinas.*

Hodie *communis* et explorata inter eruditos sententia est de *suppositione illarum decretalium;* ita ut, exceptis iis monumentis quæ reperiuntur in antecedentibus collectionibus, Dionysii et aliorum, cætera plus minusve omnia, vel apocrypha, vel supposititia, vel interpolata sint.

d) Suppositio *variis argumentis* probatur :

1° *Altum silentium* tota antiquitas servavit de monumentis maximi momenti, quæ apud solum Isidorum reperiuntur. *Dionysius Exiguus*, maxima cura et diligentia lustratis excussisque scriniis Sedis Apostolicæ, nullam illarum decretalium invenit ac protulit; *nec apud alios Scriptores*, vel in aliis regionibus in quas missæ perhibentur, eædem commemorantur.

2° *Plura Scripturarum loca* in decretalibus priorum sæculorum leguntur *ex versione sancti Hieronymi*, quæ nondum edita erat.

3° *Falsa sunt nomina* Consulum, falsæ temporum indicationes, suppositæ dignitates quæ nonnisi post hanc ætatem in Ecclesia reperiuntur; dum, e contra, de rebus coævis, ut v. gr. de persecutionibus, omnino siletur.

4° *Sermo rudis et barbarus* a priorum sæculorum nitore prorsus est alienus. — *Idem semper stylus est*, idemque orationis numerus, et eadem dispositio verborum in tot epistolis, quæ ab Auctoribus diversæ plane indolis, ætatis ac morum, conscriptæ esse dicuntur. — *Cf. Soglia, Instit. jur. pub., p. 1, § 51.*

e) *Fontes pseudo-Decretalium* sunt, juxta eruditos, 80 variorum Auctorum opera, ex quibus Isidorus invenitur

hausisse ea quæ a Pontificibus Romanis scripta esse commentus est.

At non omnia ista opera Auctor habuisse ac legisse censendus est; sed excerptis usus est, quæ jam in aliis continebantur. — Ita, videtur maxime præ manibus habuisse *Acta concilii Aquisgrani (816)*; nam in eo concilio multa continentur excerpta ex Patrum scriptis et conciliorum actis, atque apprime iis usus est pseudo-Isidorus ad varias decretales consuendas. — *Cf. Jungmann, dissert. hist. 16; — et Hinschium, Decret. pseudo-Isidori.*

f) *Tempus quo confectæ et vulgatæ sunt* satis accurate determinatur; ita ut, neque anno 847 anteriores, neque posteriores dicendæ sint anno 857.

Citatæ enim inveniuntur in synodo quæ *Carisiaci* (Quiersy) habita est anno 857. — Aliunde, eas esse posteriores Capitularibus *Benedicti Levitæ* ostendit Hinschius, *op. cit.*; Capitularia autem Benedicti Levitæ post mortem Otgarii episcopi Moguntini (847) edita sunt.

g) *Quis fuerit istius collectionis Auctor* non constat apud eruditos. — Seipsum appellat *Isidorum Peccatorem*, servum Christi, aut *Mercatorem*, mercatum, id est, juxta Hinschium, redemptum servum Christi. — Nomen autem Isidori ideo sumpsit, ut tribueretur opus *S. Isidoro Hispalensi*, et ita fidem suæ collectioni facilius conciliaret.

h) *Qua in regione opus illud prodierit* accuratius definiri potest. — *Galliam* enim fuisse patriam Falsarum Decretalium his rationibus evincitur :

1° Pseudo-Decretales primum et frequenter citantur a *conciliis et Episcopis Galliæ;* imo, vix unquam ab aliis usque ad medium sæculi undecimi.

2° Usus est Isidorus multis documentis quæ *vix alibi quam in Gallia* inveniebantur : videlicet, variis conciliis Galliæ usque ad Meldense an. 845 habitum, effatis eorum Patrum quorum scripta in Gallia longe lateque diffusa erant, epistolis S. Bonifacii, aliisque scriptis quæ præcipue in his regionibus habebantur. — Item usus est versione Vulgata S. Scripturæ *secundum recensionem Alcuini.*

3° *Ipsum dicendi genus* cum eo plane convenit quod in synodis Galliæ istius ætatis adhibetur; ea etiam nomina quæ tunc ad designanda officia et munera aliasque res in Gallia serviebant, pariter apud pseudo-Isidorum inveniuntur frequentata. — *Cf. Jungmann, dissert. cit., n. 55.*

i) Unde apparet *Romæ istud opus non fuisse confectum,* neque conspirantibus Romanis Pontificibus, ad amplificandam ipsorum potestatem, collectionem hanc compilatam esse, ut voluerunt adversarii S. Sedis.

Exstat cæterum epistola Leonis IV ad Episcopos Britanniæ directa eo tempore quo jam vulgata erat collectio Isidori. In ea autem *nulla mentio occurrit* harum decretalium, licet Pontifex ex professo sibi proposuerit Episcopis indicare quos canones sequebatur Ecclesia Romana. — *Cf. can. De libellis et commentariis, 1, dist. 20.*

j) *Scopus Isidori Mercatoris,*

1° *Secundum alios* unicus fuit : ut causas Episcoporum ad Romanum Pontificem devolveret. — *Cf. de Régnon, La question des fausses décrétales, Études religieuses, 1866.*

2° *Alii vero censent* admittendam esse sententiam quam evolvit Hinschius, *opere citato :*

Cum valde turbatus esset hoc tempore status rerum ecclesiasticarum in Gallia, multi merito existimabant, idque in variis synodis proclamatum erat, illud in remedium maxime esse adhibendum *ut dignitati status ecclesiastici provideretur,* et caveretur ne potestas civilis Episcopos vexaret, ne bona ecclesiastica a laicis usurparentur, neve arbitrario modo Præsules injustis accusationibus appeterentur et e sedibus suis dejicerentur.

Censuit igitur Isidorus Mercator valde opportunum fore ad aliquam rerum mutationem procurandam, ut collectio quædam canonum et decretorum amplior vulgaretur; utque in eadem, *sub auctoritate veterum Pontificum, ea proponerentur* quæ a synodis recentibus commendata, proficua videbantur ad res in melius vertendas.

Hinc, *bona quidem intentione, et arte singulari,* composuit spurias illas decretales RR. PP. priorum sæculorum, in

iisque præsertim urget quæ ad relevandum statum ecclesiasticum, pro temporum adjunctis, faciebant.

Præcipue providere studuit ne facile, influxu Principum et factionum, Episcopi damnari et deponi possent. Et, cum merito ipsi visum esset in Metropolitanis synodisque provincialibus non esse sufficiens præsidium, *maxime commendat auctoritatem Romani Pontificis*, ejusque in universam Ecclesiam jurisdictionem; atque ad eum causas Episcoporum, ut negotia majora, vult deferri. — *Cf. Jungmann, dissertat. cit., num. 57, 58.*

k) Falsis Decretalibus *non fuit substantialiter immutata disciplina ecclesiastica*, ut nonnulli contenderunt.

1° Quod enim quasi *a priori* infertur ex ipsarum apud omnes facili admissione, evincitur etiam *spectatis juribus* Summo Pontifici ab ipso Ecclesiæ Fundatore collatis, spectatoque ipso horum jurium *exercitio* in sæculis antecedentibus.

2° Cæterum, magna ex parte, monumenta quæ a collectione Isidoriana proferuntur, licet non sint propria illorum Pontificum, vel conciliorum, vel ætatis quibus adscribuntur, reperiebantur tamen vel in recentioribus *Romanorum Pontificum* constitutionibus, vel in quorumdam *conciliorum* canonibus, vel in scriptis *sanctorum Patrum*. Alia vero eam disciplinam exhibent quæ *jure consuetudinario* jam firmata erat.

l) Quædam tamen *accidentalis* immutatio et quasi *evolutio juris canonici* inde orta est, hisce calamitosis temporibus maxime accommodata, præsertim in eo quod spectat ad *judicia criminalia Episcoporum*. — Videtur enim Falsis Decretalibus *ut regulam generalem* inductum esse : hujusmodi causas *reservari* judicio Sedis Apostolicæ, de quibus antea judicium ferebatur a concilio provinciæ in prima instantia, salvo semper jure appellationis ad Romanum Pontificem.

Inde factum est ut disciplina Falsarum Decretalium auctoritatem legis ecclesiasticæ obtinuerit, non quidem *vi ejusdem collectionis*, sed *præscribente consuetudine*, et accedente approbatione *legitimæ auctoritatis*.

Jam anno 865, Nicolaus I. in celebri sua epistola ad Episcopos Galliæ, propugnabat hanc disciplinam, invocatis decretalibus priscorum Pontificum, id est pseudo-Isidorianis.

ARTICULUS II.

DE COLLECTIONIBUS JURIS NOVI, SEU DE CORPORE JURIS CANONICI.

Jus novum, quod continetur in Corpore juris canonici, sex partibus constat, nimirum : Decreto Gratiani ; — Decretalibus Gregorii IX ; — Sexto decretalium Bonifacii VIII ; — Clementinis Clementis V ; — Extravagantibus Joannis XXII ; — et Extravagantibus communibus. — *Cf. breve Quum pro munere, Gregorii XIII, 1 jul. 1580 ; — Laurin, Introd. in Corpus jur. can. ; — Friedberg, Proleg. in Corp. jur. can.*

§ I. De decreto Gratiani.

Gratianus, monachus Benedictinus in monasterio SS. Felicis et Naboris Bononiensi, novam, eamque celeberrimam collectionem, anno 1150 vel 1151, edidit, cui titulus est : *Concordia discrepantium canonum*, et quæ vulgo *Decretum Gratiani* dici solet.

131. **I. Opus in tres partes divisit.**

a) *Prima* constat *101 distinctionibus*, et quælibet distinctio plures *canones* seu *capita* complectitur.

Unde, canones hujus partis *allegantur* expresso numero canonis, vel primo ejusdem canonis vocabulo. Ex. gr., *can. 6*, vel *can. Pervenit, dist. 18*. — Aliquando etiam utrumque exprimitur : *can. Pervenit, 6, dist. 18*.

In prioribus 20 distinctionibus agitur de origine, auctoritate et principiis Juris ecclesiastici ; *in reliquis vero*, de Clericis, eorumque statibus et officiis.

b) *Secunda pars*, in qua tractatur de Judiciis ecclesiasticis, distributa est in *36 causas* ; causæ autem in *quæstiones* ; et quæstiones in *canones* seu *capita* iterum subdividuntur.

In hac parte *allegantur* priora canonis seu capitis verba,

vel ejus numerus, nec non causa et quæstio. Ex. gr. : *can. Placuit*, vel *can. 4, causæ 6, qu. 3*.

Quæstio tertia causæ 33ª continet *Tractatum de Pœnitentia*, in septem distinctiones divisum; et canones hoc modo citantur : *c. Peccatum*, vel *c. 7, dist. 4, De pœnit.*

c) *Tertiæ partis* eadem est ac primæ divisio in *distinctiones* et *canones*, idemque modus *citationis*, addito tamen *De consecratione ;* ita enim inscribitur hæc posterior pars Decreti, in qua tractatur de Rebus et Ritibus sacris.

Occurrunt in collectione Gratiani non pauci canones sub nomine *Paleæ*, qui aliena manu accesserunt ; et, primum quidem in margine descripti, postea vero translati sunt in ipsum operis textum. — Unde sit desumptum hoc nomen *Palea*, certo statui non potest. — *Cf. Laurin, op. cit.*, § *16*.

132. **II. Magno omnium plausu excepta est collectio Gratiani,** adeo ut in *scholis* publice legeretur, et in *foro* causis judicandis inserviret.

« Magna sane et illustri laude merito celebratus est Gratianus, *ait Devoti*, tum quia, non ordinem sequutus temporum, ut plerique fecerant, sed *sub certis titulis distribuit materiam universam ;* tum quia multo cæteris *uberiorem atque ampliorem* dedit collectionem, qua complexus est quidquid fere pertinet ad rem ecclesiasticam ; tum quia magno ingenii acumine et diligentia, aptaque, non scholis tantum, sed etiam forensi exercitationi *methodo*, omnia ad *concordiam* vocare conatus est, inter quæ pugna esse videbatur. »

133. **III. Opus tamen non erat undequaque perfectum.** — Nam « illud accidit perinconmode quod tanta vir sedulitate, tamen, quæ illius temporis conditio erat, neque satis fuit *antiquitatum* guarus, et, *vivos* sectatus, pleraque in opus suum derivavit, non ipsis ex *fontibus*, sed *ex mendosis collectionibus* Burchardi, Ivonis, et cæterorum.

» Factum hinc est ut sæpe falsa pro veris usurpet; fidem adjungat decretalibus Pontificum Siricio antiquiorum; confundat canones Quini-Sextæ in Trullo Synodi cum canonibus Sextæ Synodi œcumenicæ ; sententias Patrum cum de-

cretis RR. PP. aut conciliorum; et Patrem unum, aut unum concilium atque Pontificem, cum alio Pontifice, concilio, Patre; corrumpat Auctorum nomina et loca, atque iis sententiam adscribat quam nunquam animo conceperunt. » — *Devoti, Proleg., § 75 et 76.*

134. **IV. Itaque de Gratiani emendatione sedulo cogitatum est.**

a) Ipsi Pontifices Pius IV, Pius V et Gregorius XIII. emendationem jam privata quorumdam Doctorum cura inceptam, castigatiorem aggressi sunt, quæ selectis quibusdam viris, quos vocant *Correctores Romanos*, commissa est.

b) Decretum emendatum *typis mandari præcepit Gregorius XIII*, qui in ipsa fronte operis jubet : « ut quæ emendata et reposita sunt, omnia quam diligentissime retineantur, ita ut nihil addatur, mutetur aut imminuatur ». — *Cf. breve ejusdem Pontificis, Quum pro munere, 1 jul. 1580.*

135. **V. Non inde tamen vim et pondus legis habet Decretum Gratiani,** quantumvis pluries Romanorum Pontificum cura emendatum fuisse non ignoretur. « Quinimo, *ait Benedictus XIV*, inter omnes receptum est : quidquid in ipso continetur tantum auctoritatis habere, quantum ex se habuisset si nunquam in Gratiani collectione insertum foret. » — *De Syn., lib. 7, cap. 15, n. 6.*

a) Unde, quod ad singula quæ in decreto Gratiani continentur pertinet,

1° *Dicta Gratiani* nonnisi *doctrinalem* valorem habent, qui nimirum omnino pendet ab argumentis seu rationibus quibus ipsa innituntur.

2° Singulæ *auctoritates* a Gratiano in Decretum relatæ, nonnisi illum valorem habent qui eis ex ipsarum *fonte* competit, scilicet valorem ecclesiasticæ *legis universalis* vel *particularis*, aut omnino *nullum legalem valorem*, prouti nempe a Summo Pontifice vel concilio generali, sive pro Ecclesia universa sive tantummodo pro aliqua Ecclesiæ parte; vel solummodo ab aliquo concilio particulari vel ali-

quo Episcopo singulari, pro territorio ecclesiastico ei respective subdito emissæ fuerunt ; aut vero ab aliquo viro, nulla potestate legislativa in Ecclesia munito, provenerunt.

3° *Summariis* canonum item, uti dictis Gratiani, nonnisi *doctrinalis* valor tribuendus est, quum illa omnino a viris eruditis *privatis*, nimirum Gratiano et aliis, proveniant.

4° Etiam *emendationibus* et *notationibus* Correctorum Romanorum nonnisi *doctrinalis* valor inest. Unde, etiam nunc, nemo prohibetur quominus probet locum aliquem, licet a Correctoribus Romanis emendatus fuerit, tamen esse spurium aut corruptum. Solummodo mutatio aut inversio textus a Correctoribus Romanis ordinati, a Sede Apostolica prohibetur. — *Laurin, op. cit., § 50.*

b) Nonnullis quidem visum est collectionem Gratiani, licet privati auctoris, *fuisse in vim codicis publici erectam*, et quodammodo canonizatam.

1° Sed *neque constat de approbatione* Eugenii III, sub cujus pontificatu in lucem prodiit ; nèque quidquam in citata bulla Gregorii XIII legalem auctoritatem adstruit.

2° *Usus scholarum et fori* præstantiam operis commendat ; non sufficit vero ad probandam codicis authenticitatem.

3° Tandem, *usu et consuetudine* fieri quidem potest ut aliquod caput Decreti, etiam mendosum, legis acquirat firmitatem ; sed quod de quibusdam verificatur non debemus ad omnia et singula monumenta extendere quæ apud Gratianum referuntur. — *Cf. Phillips, Du droit eccl. dans ses sources, § 8 et seq.*

§ II. De collectione decretalium Gregorii IX.

Post editum Decretum Gratiani, iterum *novæ constitutiones* ecclesiasticæ prodierunt, quæ primum Decreto tanquam *appendix* apponebantur. Quum autem paulatim numerosæ exstitissent, enata necessitas est eas seorsim in unum colligendi.

Jussu Gregorii IX, *S. Raymundus de Pennafort*, ex ordine S. Dominici, vir pietate et eruditione præstantissimus,

novum codicem elaboravit, conflatum præsertim ex epistolis decretalibus ipsius Gregorii IX et aliorum Pontificum. — Unde, collectio hæc nomine *Decretalium* est appellata.

136. **I. Dividitur Gregoriana collectio in quinque libros**; et singulorum materiam exhibet iste versiculus :

Judex, judicium, clerus, connubia, crimen.

a) In primo enim libro agitur *de legibus Ecclesiæ et de magistratibus ecclesiasticis;* in secundo, *de judiciorum ordine;* in tertio, *de clericis et rebus ecclesiasticis;* in quarto, *de matrimonio;* in quinto denum, *de delictis, accusationibus et pœnis.*

Singuli autem libri divisi sunt in plures *titulos:* et tituli in *capita* distribuuntur; capita disposita sunt secundum ordinem chronologicum, et quæ longiora erant dividuntur in *paragraphos.*

b) Citantur Decretales allegando *prima verba capitis*, vel illius *numerum*, vel *utrumque* simul, cum indicatione *tituli.* — Ex. gr., *cap. Quia propter, De electione:* vel *cap. 42, De elect.;* vel *cap. Quia propter, 42, De electione.*

In hoc modo citandi, non quidem indicatur liber Decretalium, neque numerus tituli; sed in quolibet exemplari Corporis juris canonici, apponitur *Index alphabeticus* titulorum et capitum.

137. **II. Vim et auctoritatem legis universalis habet** in iis quæ per sequentes RR. PP. leges *abrogata* vel *mutata* non sunt.

a) Nam *Gregorius IX*, constitutione *Rex pacificus* ad Universitates Bononiensem et Parisiensem directa (1234), hanc B. Raymundi compilationem *approbavit*, fecitque *suam;* volens « ut hac tantum compilatione universi utantur in *judiciis* et in *scholis* », et districtius prohibens « ne quis præsumat aliam facere, absque auctoritate Sedis Apostolicæ speciali ».

Unde, *omnis constitutio* ad materiam potestati ecclesiasticæ subjectam pertinens ibidem relata, a *quocumque* origine tenus provenerit, et etiamsi pro aliqua *Ecclesiæ parte*,

aut etiam pro aliqua *singulari persona* edita sit, imo licet, defectu artis criticæ, vel voluntaria accommodatione, *interpolata* fuerit, valorem tamen *legis* habet pro Ecclesia universa, perinde ac si ab ipso Papa Gregorio IX esset condita.

b) Ex citatis Gregorii IX verbis apparet collectionem hanc fuisse *exclusivam*, id est alias juris communis normas *post Decretum Gratiani* editas omnino abrogasse, itemque juris ecclesiastici generalis normas quæ *ante* Decretum Gratiani editæ, sed neque in illo neque in hac decretalium collectione insertæ sunt. — Decretum autem *Gratiani* in suo pristino valore relictum est. — *Cf. Laurin, op. cit., § 79 et seq.*

138. **III. Rubricæ, seu titulorum inscriptiones,** utpote ad textum codicis pertinentes, *parem etiam habent auctoritatem.*

Unde, si *perfectum* exhibeant sensum, v. gr. : « Ne clerici vel monachi sæcularibus negotiis se immisceant » (*tit. 50, lib. III*); vel : « Ne, sede vacante, aliquid innovetur » (*tit. 9, lib. III*), etc., possunt citari instar *canonum*, vel inservire ad determinandum *in dubio* sensum capitis. — Sic titulus 28, lib. V : « *De clerico non ordinato ministrante* », indicat irregularitatem incurri a *clerico* exercente officium ordinis quem non suscepit, non vero a *laico*. — Hoc genus ratiocinationis vocatur argumentum *a rubro ad nigrum.*

139. **IV. Summaria autem quæ singulis capitibus præficiuntur,** cum sint a privatis Doctoribus addita, *nullam auctoritatem legalem* obtinent, licet *maximi pretii* sint in canonibus interpretandis.

a) Idem dicendum est de *Glossis*, id est interpretationibus seu commentariis quæ, in antiquis editionibus, in margine Decreti, Decretalium Greg. IX et subsequentium Decretalium recensentur, ad illustrandum sive verba, sive sententias singulorum capitum. — *Cf. Phillips, op. cit., § 17 et seq.*

b) Neque *inscriptiones capitum*, quamvis una cum

reliquo textu Papæ Greg. IX propositæ fuerint, ullum valorem legalem habent. — *Cf. Laurin., op. cit.*, § *92.*

140. **V. Partes decisæ** dicuntur partes decretalium quas B. Raymundus *superfluas* existimabat, ideoque in sua compilatione omisit.

a) Sed, quum eo ipso multa capita *obscura* et intellectu difficilia evasissent, ideo successu temporis viri eruditi illas partes decisas capitibus a B. Raymundo concinnatas *addere* sategerunt.

Et quidem, alii partes decisas *ipsi capitum textui*, utique aliis typis impressas, inseruerunt; dum, in aliis editionibus, illæ partes decisæ *in fine capitum* adnexæ inveniuntur, litteris vel numeris distinctæ, quibus etiam in textu capitum congruo loco positis, lector ad ipsas partes decisas remittitur.

b) Partes decisæ *nullum valorem legalem* habent : quia, neque a Gregorio IX approbatæ sunt, neque in editionem authenticam Corporis juris canonici, jussu Gregorii XIII Romæ an. 1582 factam, receptæ sunt. — *Laurin, op. cit.*, § *85 et 92.*

§ III. DE ALIIS DECRETALIUM COLLECTIONIBUS.

141. **I. Sextus Decretalium,**

a) Tanquam *appendix* et *supplementum* collectioni Gregorianæ adjectus est a *Bonifacio VIII* (1298). — Novæ enim prodierant Romanorum Pontificum constitutiones, novique a duobus conciliis generalibus (*Lugdun., 1245, 1274*) editi erant canones, digna sane authenticæ collectionis materia.

b) *Iisdem divisionibus* constat ac Gregoriana collectio, quinque scilicet libris : qui titulis et capitibus iterum coalescunt, eodem servato ordine materiarum et titulorum.

Idem igitur modus est *citationis;* in fine tamen additur : *in 6°*, ut citata capita distinguantur a capitibus Gregorianæ collectionis : v. gr., *cap. Licet, 1, De constit., in 6°.*

c) *Auctoritatem juridicam et legalem obtinuit*, cum

Bonifacius VIII librum integrum approbaverit et promulgaverit constitutione *Sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ*, *3 mart. 1298*, ad Universitates directa : ut omnes eo utantur « in judiciis et in scholis », et « perfectam in rebus agendis formam tribuat, et in moribus disciplinam ».

1º Idem igitur dicendum est de *valore* harum decretalium, quod de collectione Gregorii IX supra dictum est.

2º Pariter, collectio Bonifacii VIII *exclusiva* est quoad decretales et constitutiones Pontificias *post* publicationem collectionis *Gregorianæ* editas, in Libro Sexto nec insertas nec reservatas. Non autem exclusiva est quoad decretales *ipsius Bonifacii VIII* ante publicationem ejusdem libri promulgatas, licet in hoc nec insertæ nec reservatæ fuerint. — *Ex cit. bulla Sacrosanctæ.*

3º In relatione ad collectionem decretalium Gregorii IX, Liber Sextus, tanquam *lex posterior*, in quantum collectioni decretalium Gregorianæ adversatur, huic prævalere debet. Hinc, constitutiones in collectione Gregoriana relatæ, per constitutiones Libri Sexti illis contrarias *abrogatæ* existimandæ sunt. — *Laurin, op. cit., § 118 et seq.* — *Cf. n. 89.*

d) *Eadem auctoritas legalis extenditur ad Regulas juris*, quas Greg. IX et Bonifacius VIII inseruerunt, alter ad calcem libri V Decretalium, alter pariter in fine Sexti Decretalium, et quæ ideo *authenticæ* appellantur, et *differunt a regulis doctrinalibus* quæ a Doctoribus privatis inventæ et usurpatæ sunt.

Regulæ juris, ex eo quod sententiis quibusdam generalibus plures leges de diversis rebus, ob rationum paritatem connexis, breviter complectantur, *quasi compendiosam totius Juris canonici notitiam* præbent, et plurimum inserviunt ad quæstiones enodandas.

Sunt tamen, ob ipsam suam indolem, *quibusdam exceptionibus* obnoxiæ, quas Doctores *fallentias* appellant. Unde axioma : *Non est regula sine exceptione.*

142. **II. Clementinæ** sic appellantur a *Clemente V*, qui, tum suas, tum constitutiones concilii Viennensis (1311)

collegerat in *libros* et *titulos*, ad instar præcedentium Decretalium.

a) Ipse tamen Clemens, morte præventus, codicem suum promulgare non potuit, qui propterea fuit a Joanne XXII, ejus successore, *more consueto promulgatus* anno 1317, ut vim legis universalis haberet. — *Cf. bullam Quoniam nulla, in fronte codicis appositam.*

1° Unde, constitutiones Pontificiæ quæ ibi referuntur, eo ipso *valorem legalem* pro Ecclesia universa obtinent, licet origine tenus valorem hujusmodi non habuerint.

2° Sed, quoad constitutiones Pontificias extra Librum Sextum vagantes, et in ipso non insertas, collectio hæc nequaquam est *exclusiva*. — Qua ratione collectio hæc a collectione Gregoriana et Libro Sexto notabiliter differt. — *Cf. bull. cit. Joannis XXII, 25 oct. 1317.* — *Cf. Laurin, op. cit., § 129 et seq.*

b) Eodem modo *citantur* ac decretales Greg. IX; sed additur : *clement.* — Ex. gr., *clement. Nolentes, 2, De hæreticis.*

143. **III. Extravagantes Joannis XXII,** sic appellatæ, quia *vagabantur extra collectiones* cæterarum decretalium, privatorum studio collectæ sunt anno 1325, et postea in 14 titulos distributæ, retento ordine analogo materiarum qui servatus erat in anterioribus collectionibus.

a) Hæc collectio viginti decretalium, licet documentis constet *authenticis*, numquam fuit ab ullo Pontifice ut *codex* authenticus probata et promulgata ; ideoque nomen *Extravagantium* usque ad hunc diem retinuit.

b) Ut *modus citationis* appareat, sit, ex. gr. : *Extravag. Sancta romana, Joann. XXII, De religiosis domibus ;* vel absque nomine : *Extrav. Sancta romana, De relig. dom.*

144. **IV. Extravagantes communes** sunt decretales RR. PP., numero 70, a Bonifacio VIII ad Sixtum IV (1294-1484) collectæ circa finem sæculi XV.

a) *Ordo hujus collectionis* est analogus ordini communi præcedentium collectionum; deficientibus tamen

decretalibus de re matrimoniali, liber quartus omissus est.

Citantur, ex. gr., hoc modo : *Extravag. Ambitiosæ, De rebus Eccl. non alienandis, inter communes.*

b) Nusquam hæc collectio, uti supra de Extravagantibus Joannis XXII diximus, valorem collectionis *publicæ* seu *authenticæ* sortita est.

1° Nam, per hoc quod jussu Summorum Pontificum Extravagantium collectiones Romæ a *Correctoribus Decreti* recensæ, et an. 1582 typis editæ sunt, solummodo *textus* earum authenticus factus est, ita ut in eo quidquam mutare nemini permissum sit; verum earum *character originarius* mansit intactus.

2° Neque per hoc quod Gregorius XIII in brevi *Quum pro munere,* 1 jul. 1580, eas collectionibus decretalium publicis adnexuit, et una cum illis « *juris canonici Corpus* » appellavit, eis character publicus contigit. — Poterat enim eas dictus Pontifex cum præfatis collectionibus publicis juri canonico accensere, quatenus et illæ, licet non ex toto uti hæ, sed tamen *magna ex parte* constitutiones ecclesiasticas universales, et sic jus canonicum continent, quin ipsas his penitus æquaverit, et publicas seu authenticas fecerit. — *Laurin, op. cit., § 152.*

c) Quod attinet ad *hodiernum valorem* et *usum* harum collectionum :

1° Nonnullæ Extravagantium origine tenus nonnisi *temporalem* et *localem valorem* habuerunt, et ideo nunc nullum amplius momentum et usum practicum habent.

2° Singularum Extravagantium his collectionibus comprehensarum *valor* ab eo dependet utrum earum textus *genuinus* sit nec ne. Porro, cum Romani Pontifices, revisione harum collectionum *Correctoribus* Decreti demandata, genuinum et integrum earum textum restituere intenderint, *præsumptio* est locum allegatum genuinum esse, donec pars adversa plene probaverit ipsum esse spurium vel corruptum. — *Laurin, § 153.*

3° Quum collectiones istæ sint mere *privatæ*, et Extravagantes quæ ibi referuntur per se nonnisi tantum valeant

quantum valebant antequam in eas relatæ erant, hinc, in determinando valore singularum Extravagantium, etiam *temporis* quo editæ fuerunt ratio habenda est, quia decretalis posterius edita prius editæ contraria, huic derogare censenda est, si tamen ambæ sint ejusdem ambitus.— *Cf. n. 87 et 89.*

ARTICULUS III.

DE JURE NOVISSIMO.

Jus novissimum complectitur omnes ecclesiasticas constitutiones quæ, clauso Corpore juris canonici, vulgatæ sunt a *Sixto IV (1483) ad nostra usque tempora.*

Ea autem quæ statuta sunt pro bono regimine Ecclesiæ universalis, exhibent *constitutiones RR. PP., decreta concilii Tridentini,* decisiones *Sacrarum Congregationum,* et *Regulæ Cancellariæ.*

145. **I. Constitutiones Romanorum Pontificum** collectæ sunt in *Bullariis,* privatorum hominum opera confectis.

a) *Novam quidem collectionem decretalium* elaboraverat Gregorius XIII, quæ post Sixtum IV in lucem prodierant. Sed cum, opere nondum absoluto, Pontifex obiisset, illud perficiendum curavit Sixtus V, perfecit et demum edidit Clemens VIII, sub nomine *Septimi Decretalium;* verumtamen, obortis difficultatibus, quas late commemorat Fagnanus, editio voluminis suppressa est. — *Cf. Fagnan., in cap. Cum venissent, De judiciis, n. 61.*

Eodem tempore *Petrus Matthæus,* jurisconsultus Lugdunensis, exaraverat et ipse librum *Septimum Decretalium,* quem evulgavit an. 1590, et qui, tanquam appendix, reperitur in quibusdam editionibus Corporis juris canonici, post Extravagantes communes. — Sed opus *publica auctoritate caret,* et multis vitiis laborat.

b) *Bullarium magnum* continet constitutiones Pontificias, a sancto Leone Magno ad recentiorem ætatem.

Allegantur communiter : proposito vocabulo initiali

cujusque bullæ, et adjecto nomine Pontificis, v. gr., *Const. Auctorem fidei, Pii VI.*

Collectiones hujusmodi, si excipias Bullarium Bened. XIV, *nulla fuerunt auctoritate Apostolica donatæ;* unde, quidquid in his comprehenditur nullam vim legis habet, nisi cum archetypis convenire probetur. Præsumitur tamen documentorum genuinitas; et ab omnibus ut authenticæ leges habentur. — *Cf. Phillips, op. cit., § 33.*

146. **II. Concilium Tridentinum,** sub Paulo III an. 1545 inchoatum, et absolutum sub Pio IV an. 1563, *maximam Juris novissimi partem* constituit.

a) Constat *25 sessionibus;* et habet unaquaeque fere sessio *duas partes :* quarum prima comprehendit capita et canones quibus damnantur hæreses et *dogma catholicum* constituitur; altera vero, quæ *De reformatione* inscribitur, habet decreta quæ *disciplinam* respiciunt.

Sessio 24ª, post editos canones de sacramento Matrimonii, continet decretum *De reformatione matrimonii,* quod in 10 capita distributum est; et deinceps 21 capita de reformatione generatim.

Item sessio 25ª *triplici parte* constat; quia, præter alia reformationis capita, complectitur decretum *De Regularibus et Monialibus,* quod in 22 capita est divisum.

b) *Concilium Vaticanum* nondum canones disciplinares confecit. Sed, inter *schemata* duodecim quæ erant in Concilio tractanda, decem ultima spectant ad disciplinam. Exstant præterea *Postulata* Patrum, quorum plura ad disciplinam quoque spectant.

147. **III. Regulæ Cancellariæ,**

a) *Originem habent a Joanne XXII;* leges enim quibus regitur Cancellaria Apostolica, consuetudine et viva voce antea traditas, scripto mandari voluit, suaque Pontificia auctoritate confirmavit.

Sequentes Pontifices, ac præsertim Nicolaus V, varie auxerunt has regulas, quæ hodie numerantur 72, in quas uberrimos commentarios scripsit *Riganti.* — *Cf. Ferraris, v. Beneficium, art. 9 et 10.*

b) Hujus collectionis *ea singularis natura est*, quod Regulæ non vigeant nisi vivente Pontifice, et, *illo mortuo, exspiret earum auctoritas*. — Sed, cum soleat novus Pontifex, ipso suæ assumptionis die, eas innovare et confirmare, haberi debent ut pars juris communis.

c) Hisce Regulis, quæ potissimum referuntur ad res *beneficiales* et ad concessiones *dispensationum* et aliarum *gratiarum*, per concordata inter RR. PP. et Principes sæculares, *in multis derogatum est*.

148. **IV. Decisiones Sacrarum Congregationum** *alium fontem* exhibent Juris novissimi.

Sunt nempe Congregationes Romanæ *cœtus Cardinalium*, quibus a Summo Pontifice certa negotia committuntur. — De iis vero, et de collectionibus earum decisionum agendum est *in Tractatu De Curia Romana, n. 415 et seq.*

CAPUT VII.

DE JURE CANONICO PARTICULARI.

Agendum est : de existentia juris canonici particularis; — de natura Concordatorum ; — et speciatim de jure concordatario apud nos vigente.

ARTICULUS I.

DE EXISTENTIA JURIS CANONICI PARTICULARIS.

Jus canonicum particulare est : *Complexio legum ecclesiasticarum quæ alicui ecclesiæ propriæ sunt.*

Illæsa enim unitate catholica, ecclesiæ particulares suam relativam unitatem habent, ex aliquali uniformitate disciplinæ et morum, in his etiam quæ juri communi adversantur, *legitima derogatione* inductam.

149. **I. Siquidem jus proprium alicujus ecclesiæ particularis efformare possunt :**

a) Decreta *conciliorum nationalium* et *provincialium*, *Episcoporumque statuta,* tum intra, tum extra synodum diœcesanam promulgata.

b) *Speciales constitutiones* quas Supremus etiam legislator, sive ejus delegatus, tulerit pro determinato territorio.

c) Exemptiones a jure communi, sive *Principis expresso privilegio*, sive *præscripta consuetudine* firmatæ.

d) Demum *Concordata,* seu pactiones publicæ quas inierit Sancta Sedes cum Gubernio civili hujus regionis.

Unde, ecclesiæ particulares suas utique *libertates, consuetudines* et *privilegia* merito vindicare possunt, suasque *immunitates* et *exemptiones* servare.

150. **II. Jus canonicum particulare, in iis quæ derogant juri communi, stare non potest absque consensu Summi Pontificis.**

a) Leges enim Ecclesiæ universales tolli non possunt, nisi ab eo qui summum in Ecclesia principatum tenet. –

Cf. n. 88 et seq. — Jus vero consuetudinarium induci nequit absque aliquo legislatoris consensu. — *Cf. n. 113 et seq.*

b) Ideo libertates alicujus ecclesiæ particularis repetendæ non sunt *a jure naturali, quod singulis nationibus inesset,* repellendi quidquid suis moribus adversatur, et suas qualescumque consuetudines, invita Sede Apostolica, retinendi. — *Cf. n. 52, ubi de libertatibus ecclesiæ Gallicanæ.*

151. **III. Jus canonicum particulare irritari potest a Summo Pontifice, cujus auctoritate innititur.**

a) Illud sequitur ex dictis de revocatione privilegiorum et de consuetudinis abrogatione. — *Cf. n. 106 et 118.*

b) Attamen, quod attinet ad *leges Concordato firmatas,* disputant Auctores utrum revocari possint a Summo Pontifice, absque civilis Principis consensu. — *Cf. n. 155 et seq.*

ARTICULUS II.

DE CONCORDATIS.

Agendum est : de fine, — objecto, — et effectibus Concordatorum.

§ I. DE FINE ET OBJECTO CONCORDATORUM.

Concordata sunt : « Pactiones inter Ecclesiam et Statum, quibus Ecclesia de exercitio suorum jurium aliquid remittit favore Status, eique nonnulla concedit, ut, ab eo protecta, Deo suo secura possit servire libertate ». — *De Angelis (Prælect. jur. can., lib. 1, Append. De concordatis), cujus vestigiis insistimus in hac salebrosa quæstione.* — Unde :

152. **I. Finis Concordatorum** est *pax servanda, vel restituenda,* per *concordiam* inter Ecclesiam et Statum civilem.

« Incidunt (enim) quandoque tempora cum alius quoque concordiæ modus *ad tranquillam libertatem valet,* nimirum si qui Principes rerum publicarum et Pontifex Romanus de re aliqua separata in idem placitum consenserint. Quibus

Ecclesia temporibus materna pietatis eximia documenta præbet, cum facilitatis indulgentiæque tantum adhibere soleat quantum maxime potest. » — *Encycl. Immortale Dei, Leonis XIII, 1 nov. 1885, § Itaque inter.*

153. **II. Eorum objectum est :** *ex parte Ecclesiæ,* concessio aliqua et remissio exercitii suorum jurium ; *ex parte autem Status,* solemnis promissio protectionis, ad quam præstandam jure naturali et divino tenebatur quidem, sed post Concordatum vi quoque *pacti* servare debet.

a) Quamvis enim in jure cautum sit quousque se extendant limites utriusque potestatis, tamen, vel malitia hominum, vel rerum circumstantiæ et locorum necessitates, nonnunquam postulant *declarationes* ea de re *mutuo consensu* dari, et fieri aliquas *concessiones* quibus, *summa potestate remanente integra,* illius tamen *usus* restringatur.

b) Hinc, in Concordatis Ecclesia *concedit de suo,* ex. gr., Principem præsentare Episcopos ; vel *remittit jus suum :* ex. gr., renuntiat immunitati locali.

E contra, Princeps nihil concedit quod esset *indebitum,* etiamsi promittat pecuniam ex publico ærario ecclesiis et ministris aut institutionibus ecclesiasticis. Etenim id solet fieri tantum post direptiones bonorum ecclesiasticorum, ideoque est vera *restitutio.* Etsi fieret ante direptionem, esset tantum *modus subveniendi Ecclesiæ ;* nam populus christianus tenetur occurrere expensis Ecclesiæ eo modo quo Ecclesia determinavit ; igitur, si Princeps subministrat ex ærario, substantialiter non facit favorem. — *Cavagnis, Instit. jur. pub., lib. 1, n. 634.— Cf. n. 1345, ubi de jure Ecclesiæ quoad bona temporalia.*

c) Unde, *ratione materiæ,* stricte loquendo, Concordata dici fortasse nequeunt *pacta synallagmatica,* nec coæquari in totum pactis internationalibus, in quibus utraque pars de proprio dat, et de alieno suscipit ; nam in Concordatis *Ecclesia aliena non appetit, sed propria largitur (Epist. Pii IX ad D. de Bonald),* quia ex parte sæcularis potestatis non habetur nisi eadem obligatio *naturalis* aucta vi *pacti.*

154. **III. Personæ contrahentes.** — Ineuntur Concordata inter *supremum Moderatorem* societatis *christianæ*, nempe Romanum Pontificem, et *supremos Rectores* societatum *civilium*.

Nihil ergo refert ad valorem Concordatorum, utrum retinuerit nec ne Summus Pontifex suum *civilem principatum*; licet enim per summam injuriam desierit esse Princeps temporalis, non tamen desiit esse summus Rector totius reipublicæ christianæ.

§ II. De effectibus Concordatorum.

« Laica potestas auctoritatem non habet rescindendi, declarandi ac faciendi irritas solemnes conventiones, vulgo Concordata, super usu jurium ad ecclesiasticam immunitatem pertinentium cum Sede Apostolica initas, sine ejus consensu. » — *Syll. err. 43.*

Utrum vero Concordata accenseri debeant inter *privilegia* speciali obligatione Principis laici confirmata, quæ proinde hunc solummodo obligent, non vero concedentem; an potius haberi ut *vera pacta utramque partem contrahentem obligantia*, valde controvertitur.

155. **I. Alii enim dicunt :**

a) Contractum proprie dictum absque *simoniæ crimine* iniri non posse *de rebus spiritualibus*, quæ sunt materia ordinaria Concordatorum.

b) Societatem civilem esse Ecclesiæ subordinatam; atqui, *inter societates quarum una est alteri subordinata, non potest esse verum pactum* quod utramque potestatem obliget; ergo, inter Pontificem et Principem christianum qui Ecclesiæ subditus est, quemadmodum inter superiorem et inferiorem, inter patrem et filium, *concessiones, largitiones ac gratiæ* quidem dari possunt, nulla vero *pacta* existere.

c) Pontifices Romanos *potestatis spiritualis esse tantum depositarios*, et hoc depositum teneri *integrum* suis successoribus transmittere; atqui, si ex Concordatis Sancta Sedes

contraheret obligationem, cum dispendia semper sua sint, potestas spiritualis *in dies semper imminueretur*.

156. **II. Alii vero existimant hæc pacta importare mutuam utriusque partis contrahentis obligationem.** — Quod constare videtur :

a) *Ex ipso tenore Concordatorum.* — Nam, ex. gr.,

1° In Concordato inter Leonem X et Franciscum I regem Galliæ, decernitur fore irritum et inane quidquid super ejus articulis a quoquam, quavis auctoritate, *etiam per ipsum Pontificem et ejus successores,* scienter aut ignoranter contigerit attentari. — *Tit. 17.*

2° In Concordato quod inivit Pius VII cum Maximiliano Bavariæ rege, anno 1817, « *utraque contrahentium pars* spondet se suosque successores, omnia de quibus in his articulis utrinque conventum est *sancte servaturos.* »

3° Notanda præsertim et perpendenda est pagina Concordati initi inter Benedictum XIV et Ferdinandum VI Hispaniarum regem, anno 1753 : « La Santità Sua *in fede di Sommo Pontefece,* e Sua Maestà in parola di Re cattolico, promettono mutuamente per se medesimi, *ed in nome dei loro successori, la fermezza inalterabile e perpetua sussistenza* di tutti e ciascheduno degli articoli precedenti, volendo e dichiarando che *nè la S. Sede,* nè i Re cattolici abbiano rispettivamente da pretendere più di quello, che viene compreso ed espresso nei predetti capitoli, e che si abbia a tenere *per irrito e di nessun valore ed effetto* quanto si facesse in qualsivoglia tempo contro tutti od alcuno degli stessi articoli. »

b) *Ex modo loquendi Summorum Pontificum,* sive in *bullis* quibus solemniter ea pacta confirmantur, sive in *allocutionibus consistorialibus* et *epistolis* quibus sæpe de eorum violatione conqueruntur. — Exempla sint :

1° Bulla Julii III « *Decet,* » 14 jan. 1554, ubi verba faciens de Concordatis Germaniæ, hæc habet : « Nos attendentes Concordata prædicta *vim pacti inter partes habere,* et quæ ex pacto constant, *absque partium consensu* abrogari non consuevisse nec debere.... »

2° Constitutio Pii VII « *Ecclesia Christi*, » in qua confirmavit Concordatum initum cum Napoleone I, tunc consule Galliarum, an. 1801. — Postquam enim approbaverit concessiones, conventiones, articulos et pacta conventa, addit Pontifex : « Omnia in eis contenta ac promissa, sincere et inviolabiliter, *ex Nostra ejusque Sedis parte adimpletum et servatum iri*, tam Nostro quam Nostrorum successorum nomine, promittimus ac spondemus. »

3° Allocutio consistorialis quam habuit Pius IX, die 1 nov. 1850, de negotiis ecclesiasticis regni Subalpini : « Prospicitis, inquit, cujusmodi futura esset sacrarum rerum conditio, si *neque sua sit fides pactis inter Sanctam hanc Sedem et civilem potestatem rite conventis*. Nec porro ignoratis, non solum religionis, sed etiam civilis ordinis, ac publicæ privatæque rei omnino interesse, ut ecclesiasticæ eædem conventiones *sanctæ atque intemeratæ habeantur:* quandoquidem, earum vi ac jure contempto et labefactato, *aliorum quoque publicorum privatorumque pactorum ratio concideret.* »

4° Unde Leo XIII : « Cum pactis conventis inter sacram civilemque potestatem publice aliquid constitutum est, tunc profecto quod *justitiæ* interest, interest idem rei publicæ *concordiam manere integram.* » — *Encyc. Nobilissima Gallorum, 8 febr. 1884.*

Et idem Pontifex, in sua celebri epistola ad Episcopos et fideles catholicos Galliæ, *16 febr. 1892*, Concordatum appellat « un pacte solennel et *bilatéral*, toujours fidèlement observé de la part du Saint-Siège. »

c) *Ex variis declarationibus Curiæ Romanæ* cum, instantes pro Concordatorum observantia, Ministri Summi Pontificis exposuerunt talium pactorum naturam.

Cf., ex. gr., litt. cardinalis Antonelli ad Delegatum Sardiniæ, 26 jun. 1850, ubi affirmat non posse *alterutram* partem contrahentem *absque alterius consensu* solemnem conventionem immutare.

Et in alia ejusdem cardinalis epistola pro iisdem negotiis, 19 jul. 1850, iterum *mutua utriusque partis obligatio* expressis verbis asseritur, et *sub hoc respectu* Concordata æquiparantur *pactis internationalibus*.

d) *Ex ipso Concordatorum fine.*

Concordata enim instituta sunt ut Ecclesia libera sit ab æmulatione Status civilis, ut dissidia componantur, et pax amico fœdere solidetur. Atqui *Sancta Sedes finem intentum non attingeret,* nec Principes sæculares cum illa pacisci vellent, nisi agnosceretur hæc reciprocitas obligationis ad servandum in praxi modum agendi de quo mutuo consensu conventum est.

157. **III. Nec deest argumentis adversariorum responsio.** — Etenim :

a) *Nulla simoniaca labes* apparet in eo quod Ecclesia aliquid remittat de exercitio suorum jurium, intuitu protectionis quam, jure naturali et divino jam debitam, solemni tamen promissione firmat civilis potestas.

b) Inter societates quarum una est alteri subordinata non potest quidem esse *verum pactum in detrimentum societatis superioris*, et nisi ipsa *plena voluntate consentiat.* Sed Ecclesia, tuendæ pacis causa, *utilem judicat hanc solemnem et ultroneam promissionem*, qua posita et acceptata, nascitur vera obligatio, nisi ponamus Summum Pontificem omnibus velle illudere.

Unde, licet dicamus Concordata ratione *objecti et qualitatis contrahentium* habere rationem privilegii, ratione *formæ et intentionis contrahentium* sunt tamen veri contractus bilaterales.

c) *Potestas Summi Pontificis non imminuitur* ex obligatione suscepta in Concordatis ; nam ibi non agitur de minoratione jurium potestatis ecclesiasticæ, sed *de exercitio jurium* quod, attentis circumstantiis, restringitur. — Videlicet, Summus Pontifex, justis de causis, nempe ut servetur pax et tranquillitas quæ maxime est necessaria, sibi interdicit *usu aliquorum mediorum*, sine quo nihilominus administratio, seu bonum regimen spirituale, subsistere valet ; dispendium proinde est in *non necessariis.*

Cæterum si hæc pacta, successu temporis, *in detrimentum Ecclesiæ cedant*, eo ipso, *mutata materia, eorum obligatio deficit.* — Concordata enim erecta sunt in ordine

ad bonum societatis ecclesiasticæ ; et Summus Pontifex non potest excludere hanc conditionem : *nisi aliud exigat gravis Ecclesiæ necessitas.*

Unde, si disciplina per Concordatum constituta, mutatis rerum circumstantiis, damnum Ecclesiæ inferat, Summus Pontifex pactum *denuntiare* poterit Gubernio civili, ut *mutuo consensu* res componatur. Quod si *renuat* Gubernium civile, *Sancta Sedes pactionem irritam declarabit,* providebitque ex plenitudine potestatis necessitatibus Ecclesiæ. — *Cf. Cavagnis, Instit. jur. pub., lib. 1, num. 636 et seq.*

ARTICULUS III.

DE JURE PARTICULARI VIGENTE IN GALLIA.

Ex iis quæ hucusque disputata sunt recta notio colligitur hujus juris particularis quod apud nos in Gallia, *præter* vel *contra* jus commune vigere potest. — *Cf. n. 149 et seq.*

Ut præcipua istius juris monumenta recenseamus, simulque veras secernamus a respuendis immunitatibus, agendum est : de receptione concilii Tridentini in Gallia; — de Concordato Leonis X cum Francisco I; — de Concordato anni 1801 cum Napoleone I, — ejusque effectu quoad veteres Galliæ consuetudines ; — et demum de Articulis organicis.

§ I. DE RECEPTIONE CONCILII TRIDENTINI IN GALLIA.

158. **I. Parvi refert utrum Concilium Tridentinum fuerit nec ne receptum et publicatum a Regibus et curiis sæcularibus.**

Nam, post concilii Tridentini confirmationem a Pio IV, *rim legis universalis habebant illius decreta;* siquidem obligatio legis ecclesiasticæ non pendet ab acceptatione fidelium vel pastorum, aut a placito Gubernii civilis. — *Cf. n. 54 et seq.*

« Reçus ou non, enregistrés ou non par les Parlements, *ait cardinalis Gousset,* les décrets et règlements d'un concile œcuménique n'en sont pas moins obligatoires; ils ne cessent pas d'être *lois de l'Église* parce que la puissance temporelle refuse d'en faire des *lois de l'État.* — Le secours que l'Église sollicite du pouvoir politique pour l'exécution

de ses lois est certainement *utile*, très utile à la religion ; mais *ce n'est point de cet appui*, quelque puissant qu'il soit, que les saints canons tirent leur autorité. » — *Exposition des principes du droit canonique, chap. 26, q. 1.*

159. **II. Solemnis acceptatio concilii Tridentini facta est a Clero Gallicano in comitiis generalibus anni 1615.**

Episcopi, vim Concilii probe agnoscentes, quippe qui schismatici esse nolebant, sæpe et instanter, præsertim in comitiis generalibus Cleri Gallicani, istius synodi *receptionem a Rege et publicationem expostulaverant.*

Illis vero *frustra reclamantibus*, prodiit sequens declaratio in comitiis generalibus anni 1615 : « Les cardinaux, archevêques, évêques, prélats et autres ecclésiastiques soussignés, représentant le clergé général de France, assemblés au couvent des Augustins à Paris, après avoir mûrement délibéré sur la publication du concile de Trente, ont unanimement reconnu et déclaré *qu'ils sont obligés par leur devoir et conscience à recevoir, comme de fait ils reçoivent ledit concile*, et promettent de l'observer, autant qu'ils peuvent, par leur fonction et autorité spirituelle et pastorale...., ce que tous les prélats et autres ecclésiastiques soussignés ont promis et juré. » — *Procès-verbaux des assemblées du clergé, tom. 2, pag. 242.*

160. **III. Optabant quidem ut sartæ tectæ remanerent libertates ecclesiæ Gallicanæ;** verum hæc reservatio non *absoluta*, sed *subordinata* erat approbationi Summi Pontificis.

In iisdem enim comitiis, *alia declaratio* subscripta est : « Lesdits ecclésiastiques de Votre royaume.... supplient très humblement Votre Majesté qu'il lui plaise.... ordonner que le concile universel et œcuménique de Trente sera reçu et publié en Votre royaume, et les constitutions d'icelui gardées et observées, *sans préjudice toutefois des droits de Votre Majesté, libertés de l'Eglise gallicane*, privilèges et exemptions des chapitres, monastères et communautés, pour lesquels privilèges, libertés et exemptions, *Sa Sainteté*

sera suppliée à ce qu'elles soient réservées. » — *Procès-verb., ibid.*

« Comme les prétendues libertés de l'église Gallicane n'étaient pas mieux définies en 1615 qu'elles ne l'ont été depuis, les conciles provinciaux ayant cessé de se tenir régulièrement, la plupart des évêques de France *conservèrent certains usages abrogés par le concile de Trente et en introduisirent plusieurs autres*, en se conformant plutôt aux ordonnances de nos Rois et aux arrêts des parlements qu'aux décrets du Concile et du Siège Apostolique. Pour s'en convaincre, il suffit de jeter un coup d'œil, le concile de Trente en main, sur les canonistes français des deux derniers siècles. » — *Card. Gousset, loc. cit.; — Cf. Bouix, Du concile provincial, part. 4, chap. 20.*

§ II. DE CONCORDATO INTER LEONEM X ET FRANCISCUM I.

161. I. **Pragmaticam sanctionem** ediderat *Carolus VII in conventu Bituricensi, anno 1438*, convocatis Episcopis, Abbatibus et deputatis Capitulorum et Universitatum, adstantibusque multis Regni proceribus.

a) *Præcipui articuli* spectabant ad jus electionis restituendum Ecclesiæ, ad tollendas reservationes, annatas, exspectativas, etc. — *Schismaticam vero labem concilii Basileensis* redolebat, cujus plurima decreta admiserat, ex. gr. doctrinam circa auctoritatem conciliorum generalium, quorum potestati « quilibet cujuscumque dignitatis etiam papalis obedire tenetur ».

b) Unde, solemniter *damnata est* a Leone X, constitutione *Pastor æternus*, in concilio Lateranensi (1516) promulgata. — *Cf. card. Gousset, op. cit., chap. 30.*

162. **II. Huic suffectum est Concordatum quod eodem anno Summus Pontifex inivit Bononiæ cum Francisco I.**

a) In hoc Concordato plures quidem servabantur dispositiones Pragmaticæ sanctionis; sed *id præcipue proprium habebat* quod tollerentur fere omnes electiones, Regi vero

concederetur potestas *nominandi seu præsentandi ad ecclesias cathedrales et abbatiales*, infra sex menses a die vacationis computandos, « unum gravem magistrum seu licentiatum in theologia, aut in utroque seu altero jurium doctorem aut licentiatum in Universitate famosa, et cum rigore examinis, et in vigesimo septimo ætatis suæ anno ad minus constitutum, et alias idoneum ».

b) *Ratio hujus dispositionis erat* quod « ex *electionibus* quæ in ecclesiis cathedralibus ac metropolitanis ac monasteriis dicti regni a multis annis citra fiebant, *grandia animarum pericula* provenirent; cum pleræque per abusum sæcularis potestatis, nonnullæ vero præcedentibus illicitis et simoniacis pactionibus, aliæ particulari amore et sanguinis affectione, et non sine perjurii reatu fierent ». — *Tit. 2 hujus concordati.*

§ III. De Concordato anni 1801.

163. **I. Celebris inita est conventio inter Summum Pontificem Pium VII et Gubernium Gallicanum,** quæ, cum exhibeat jus hodie vigens in Gallia, hic integra referenda est, cum præcipuis documentis quæ spectant ad confirmationem et exsecutionem Concordati :

« Sanctitas Sua, Summus Pontifex Pius VII, atque primus Consul Gallicæ Reipublicæ, *in suos respective plenipotentiarios nominarunt,*

» *Sanctitas Sua :* Eminentissimum Dominum *Herculem Consalvi,* S. R. E. Cardinalem-diaconum S. Agathæ ad Suburram, suum a secretis Status; *Josephum Spina,* Archiepiscopum Corinthi, S. S. prælatum domesticum, ac Pontificio solio assistentem; et patrem *Caselli,* theologum consultorem S. S., pariter munitos facultatibus in bona et debita forma;

» *Primus Consul :* cives *Josephum Bonaparte,* consiliarium Status; ac *Bernier,* doctorem in S. Theologia, parochum S. Laudi Andegavensis, plenis facultatibus munitos;

» Qui, post sibi mutuo tradita respective plenipotentiæ instrumenta, *de iis quæ sequuntur convenerunt :*

» Gubernium Reipublicæ recognoscit religionem catholicam, Apostolicam, Romanam, eam esse religionem quam longe maxima pars civium Gallicanæ Reipublicæ profitetur.

» Summus Pontifex pari modo recognoscit eamdem religionem maximam utilitatem, maximumque decus percepisse, et hoc quoque tempore præstolari ex catholico cultu in Gallia constituto, necnon ex peculiari ejus professione quam faciunt Reipublicæ Consules.

» Hæc cum ita sint, atque utrinque recognita, ad religionis bonum internæque tranquillitatis conservationem, ea quæ sequuntur inter ipsos conventa sunt :

» *Art. I.* — Religio catholica, Apostolica, Romana, *libere in Gallia exercebitur*. Cultus publicus erit, habita tamen ratione ordinationum quoad politiam, quas Gubernium pro publica tranquillitate necessarias existimabit.

» *Art. II.* — Ab Apostolica Sede, collatis cum Gallico Gubernio consiliis, *novis finibus Galliarum diœceses* circumscribentur.

» *Art. III.* — Summus Pontifex titularibus Gallicarum ecclesiarum Episcopis significabit, se ab iis, pro bono pacis et unitatis, omnia sacrificia firma fiducia exspectare, *eo non excepto quod ipsis sunt episcopales sedes resignent.*

» Hac hortatione præmissa, si huic sacrificio, quod Ecclesiæ bonum exigit, renuere ipsi vellent (fieri id autem posse Summus Pontifex suo non repudiat animo), gubernationibus Gallicarum ecclesiarum *novæ circumscriptionis de novis titularibus providebitur,* eo qui sequitur modo :

» *Art. IV.* — Consul primus Gallicanæ Reipublicæ, intra tres menses qui promulgationem constitutionis Apostolicæ consequentur, Archiepiscopos et Episcopos *novæ circumscriptionis diœcesibus* præficiendos nominabit. Summus Pontifex *institutionem canonicam dabit* juxta formas relate ad Gallias ante Reginiinis commutationem statutas.

» *Art. V.* — Item Consul primus *ad episcopales sedes, quæ in posterum vacaverint*, novos Antistites nominabit; iisque, ut in articulo præcedenti constitutum est, Apostolica Sedes canonicam dabit institutionem.

» *Art. VI.* — Episcopi, antequam munus suum gerendum

suscipiant, coram primo Consule, *juramentum fidelitatis emittent*, quod erat in more ante regiminis commutationem, sequentibus verbis expressum :

» *Ego juro et promitto, ad sancta Dei Evangelia, obedientiam et fidelitatem Gubernio per Constitutionem Gallicanæ Reipublicæ statuto. Item, promitto me nullam communicationem habiturum, nulli consilio interfuturum, nullam suspectam unionem neque intra neque extra conservaturum, quæ tranquillitati publicæ noceat ; et si, tam in diœcesi mea quam alibi, noverim aliquid in Status damnum tractari, Gubernio manifestabo.*

» *Art. VII.* — Ecclesiastici *secundi ordinis* idem juramentum emittent coram Auctoritatibus civilibus a Gallicano Gubernio designatis.

» *Art. VIII.* — Post divina officia, *in omnibus catholicis Galliæ templis*, sic orabitur :

Domine, salvam fac Rempublicam ;
Domine, salvos fac Consules.

» *Art. IX.* — Episcopi, in sua quisque diœcesi, *novas parœcias circumscribent ;* quæ circumscriptio suum non sortietur effectum, nisi postquam *Gubernii consensus* accesserit.

» *Art. X.* — Iidem Episcopi *ad parœcias nominabunt :* nec personas seligent, nisi *Gubernio acceptas.*

» *Art. XI.* — Poterunt iidem Episcopi habere *unum Capitulum* in cathedrali ecclesia, atque *unum Seminarium* in sua quisque diœcesi, *sine dotationis obligatione* ex parte Gubernii.

» *Art. XII.* — Omnia *templa* metropolitana, cathedralia, parochialia, atque alia quæ *non alienata* sunt, cultui necessaria, *Episcoporum dispositioni* tradentur.

» *Art. XIII.* — Sanctitas Sua, pro pacis bono felicique religionis restitutione, declarat eos *qui bona Ecclesiæ alienata acquisiverunt*, molestiam nullam habituros, neque a se, neque a Romanis Pontificibus successoribus suis ; ac consequenter *proprietas eorumdem bonorum*, redditus et jura iis inhærentia, immutabilia penes ipsos erunt atque ab ipsis causam habentes,

» *Art. XIV.* — Gubernium Gallicanæ Reipublicæ in se recipit, *tum Episcoporum, tum Parochorum*, quorum diœceses atque parochias nova circumscriptio complectetur, *sustentationem*, quæ cujusque statum deceat.

» *Art. XV.* — Idem Gubernium curabit ut catholicis in Gallia liberum sit, si libuerit, *ecclesiis consulere novis fundationibus.*

» *Art. XVI.* — Sanctitas Sua recognoscit in primo Consule Gallicanæ Reipublicæ, *eadem jura ac privilegia* quibus apud Sanctam Sedem fruebatur *antiquum Regimen.*

» *Art. XVII.* — Utrinque conventum est quod, *in casu quo aliquis ex successoribus hodierni primi Consulis catholicam religionem non profiteretur*, super juribus et privilegiis in superiori articulo commemoratis, nec non super nominatione ad archiepiscopatus et episcopatus, respectu ipsius, nova conventio fiet.

» *Ratificationum autem traditio* Parisiis fiet quadraginta dierum spatio.

» Datum Parisiis, die 15 mensis julii 1801.

Hercules, cardinalis Consalvi (L. S.). J. Bonaparte (L. S.).
J., archiep. Corinthi (L. S.). *Cretet (L. S.).*
F. Carolus Caselli (L. S.). *Bernier (L. S.).* »

Bulla « *Ecclesia Christi* », *18 kalendas septembris 1801*, Pius VII *confirmavit Concordatum*, quod a Gubernio quoque Gallicano publicatum est die 8 apr. an. 1802 (18 germ. an x).

164. **II. Summus Pontifex expostulavit ab omnibus Episcopis Galliarum, sedium quas tenebant spontaneam resignationem,** *ut nova fieret circumscriptio diœceseon*, juxta Concordati artic. 2 et 3. — *Litter.* « *Tam multa* », *15 aug. 1801.*

Sperabat quidem Pontifex præsules prompto libentique animo monitis suis obsecuturos esse, quibus ad Ecclesiæ bonum constituendum tanta animi contentione urgere cogebatur eorum virtutem.

Monebat vero: « illis renuentibus, ne unitati conservandæ catholicæ religionis, Ecclesiæ tranquillitati restituendæ,

obstacula ulla opponerentur ex parte Sedis Apostolicæ, *ad ea necessario veniendum esse*, quibus et omnia impedimenta tolli, et id tantum boni consequi omnino religio posset ». — *Cf. Bull. rom. contin., tom. 11, num. 74, § 6.*

165. **III. Revera, non obstantibus quorumdam Episcoporum reclamationibus, die 29 nov. 1801 data est bulla « Qui Christi Domini »,** qua Pius VII *suppressit omnes ecclesias, tam archiepiscopales quam episcopales*, in dominio Reipublicæ Gallicanæ existentes, atque *in earum locum* decem ecclesias metropolitanas et quinquaginta episcopales erexit.

a) « Quoniam nunc, *aiebat Pontifex*, magna cum animi nostri ægritudine in eo sumus, ut, ex una parte, etsi liberæ dimissiones multorum Episcoporum ad Nos venerint, multorum tamen aut nondum allatæ sint, aut eæ litteræ allatæ quæ rationes quærunt quibus differri hoc sacrificium possit; ex alia vero, cum maximum periculum sit ne, si tanta res longius differatur, spoliata diutius suis pastoribus Gallia, non solum religionis restitutio differatur, sed omnia, quod maxime timendum est, in deterius convertantur, atque spes omnes Nostræ ad nihilum recidant; *postulat Apostolici ministerii Nostri ratio*, ut Nos, in tanto rei christianæ discrimine, cæteris rationibus omnibus quamvis gravibus, unitatis ac religionis causa, quæ omnium potissima est judicanda, postpositis, *ad ea deveniamus quæ ad opus tam laudabile tamque Ecclesiæ salutare conficiendum omnino necessaria sunt.*

b) » Nos itaque, audito consilio plurium Venerabilium Nostrorum Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium, *derogamus expresse cuicumque assensui legitimorum Archiepiscoporum, Episcoporum, et Capitulorum respectivarum ecclesiarum, ac aliorum quorumlibet Ordinariorum*; et perpetuo interdicimus iisdem quodcumque exercitium cujusvis ecclesiasticæ jurisdictionis, nullius roboris declarantes quidquid quispiam eorum sit attentaturus; ita ut eæ ecclesiæ, et respective earum diœceses, sive integræ sive ex parte, juxta novam peragendam circumscriptionem, et *ha-*

beri debeant et sint revera prorsus liberæ, ut de iis Nos constituere, ac disponere ea forma possimus quæ infra a Nobis judicabitur.

c) » Habentes igitur prorsus pro expressis et integre insertis omnia et singula quæ præsentibus litteris necessario exprimenda et inserenda forent, *supprimimus, annullamus, et perpetuo exstinguimus* titulum, denominationem, totumque statum præsentem infrascriptarum *ecclesiarum* archiepiscopalium et episcopalium, una cum respectivis earum *capitulis, juribus, privilegiis et prærogativis cujuscumque generis :* nimirum....; ita ut (deleto etiam omni jure metropolitico cujuscumque metropolitanæ ubicumque existentis) omnes supradicti Archiepiscopatus et Episcopatus cum Abbatiis, etiamsi eæ vere essent *nullius* cum separato territorio et jurisdictione, haberi debeant in posterum tanquam non amplius in primo ipsorum statu existentes, quia, aut *omnimode exstincti*, aut *in novam formam redigendi.*

d) » Volentes nunc *necessariam constitutionem ecclesiastici regiminis catholicorum subditorum Reipublicæ Gallicanæ* exsequi, prout etiam Nobis primus Consul ejusdem Gallicanæ Reipublicæ se desiderare significavit, Apostolicis hisce Nostris litteris *de novo constituimus et erigimus* decem ecclesias metropolitanas, itemque quinquaginta ecclesias episcopales pro totidem Archiepiscopis et Episcopis : nimirum.... » — *Bull. rom. continuat., tom. 11, num. 92, § 4, 5, 6, 8.*

Post Concordatum anni 1817, quod inivit Pius VII cum Ludovico XVIII, *triginta novæ sedes* erectæ sunt. — *Cf. bullam Paternæ pietatis, 10 oct. 1822.* — Hæc conventio nullum alium effectum sortita est; siquidem, ob graves difficultates ex parte comitiorum Regni, *in cæteris articulis non fuit exsecutioni mandata, imo nec promulgata.*

166. **IV. Ad procurandam Concordati exsecutionem, Pius VII deputaverat cardinalem Caprara in Legatum a latere** ad primum Galliarum Consulem, cum potestate alios etiam subdelegandi. — *Litter.* « *Dextera Al-*

tissimi », *24 aug. 1801*, et « *Cum pro tua religione* », *4 sept. 1801*.

Hanc cardinalis Caprara *missionem*, amplissimasque *facultates* ipsi concessas *confirmat Pontifex* eadem sua constitutione *Qui Christi Domini :*

« Mandamus dilecto filio Nostro Joanni Baptistæ S. R. E. presbytero Cardinali Caprara, ad carissimum in Christo filium Nostrum Napoleonem Bonaparte, primum Galliarum Reipublicæ Consulem, Gallicanamque nationem, Nostro et Apostolicæ Sedis de latere legato : ut is, juxta has Nostras prædictarum ecclesiarum tam archiepiscopalium quam episcopalium erectiones procedens, ad eas constituendas cum congrua unicuique Archiepiscopo et Episcopo præstanda assignatione, decernat : tum *sanctos titulares Patronos* sub quorum invocatione in unaquaque ecclesia metropolitana ac cathedrali templum majus erit appellandum : tum *dignitates et canonicos cujuscumque Capituli*, juxta præscriptionem sacrorum conciliorum efformandi : tum *singularum diœcesium circuitum novosque fines*, clare atque distincte omnia explicans, atque constituens singulis decretis quæ ab eo emitti debebunt in actis omnibus conficiendis quæ ad singulas quas diximus ecclesias, tam decem archiepiscopales quam quinquaginta episcopales, peculiariter pertinebunt.

» Ad quod præstandum, *amplissimas* ei quasque facultates *etiam subdelegandas* impertimur necessarias atque opportunas : ad probanda *statuta respectivorum Capitulorum :* ad concedendum *iisdem choralia insignia* quæ iis convenire arbitrabitur : *ad veteres parœcias* sive supprimendas, sive arctioribus limitibus circumscribendas, sive latioribus amplificandas, *et ad novas novis finibus erigendas :* itemque *ad omnes controversias dijudicandas*, quæ suboriri unquam possent in exequendis iis quæ per has Nostras litteras Apostolicas declarata sunt, ac generatim ad ea omnia efficienda quæ per Nos ipsos effici possent, ut per erectionem prædictarum Ecclesiarum archiepiscopalium et episcopalium, itemque *per erectionem, ut primum commode fieri poterit, Seminariorum*, ac per constitutionem

necessariarum *Paræciarum cum assignatione congruæ cuilibet parocho,* spiritualibus necessitatibus omnium illorum catholicorum quam citius atque opportunius provideatur. » — *Ibid.*, § 9.

167. **V. Cardinalis Caprara, decreto suo « Cum sanctissimus », 9 april. 1802, ad obtemperandum mandatis Summi Pontificis :**

a) *Metropolitanarum et cathedralium ecclesiarum titulos, novarumque Gallicanarum diœcesium limites assignavit.* — Singularum diœcesium novæ circumscriptionis territorium complectebatur « *unam aut plures ex provinciis sive regionibus Gallicanis* ».

« Optabat quidem Sanctitas Sua ut archiepiscopalis seu episcopalis cathedræ honor conservaretur *pluribus aliis ecclesiis,* quæ, cum propter antiquitatem originis, quam a primis christianæ religionis exordiis repetunt, venerabiles, tum propter earum prærogativas suarumque Antistitum gloriam celeberrimæ, optimeque de catholica religione sunt meritæ.

» Quoniam vero temporum difficultates et circumstantiæ locorum id minime passæ sunt, maxime expediens videtur, ait idem cardinalis Caprara, ut *aliquarum saltem ex illustrioribus,* quod catholicorum desideriis respondet, *memoria retineatur,* quæ novis Antistitibus ipsa per se ad omnem virtutem præbeat incitamenta.

» Propterea Nos, de præfata Apostolica auctoritate Nobis tributa, aliquibus ecclesiis noviter erectis, intra quarum diœcesium fines antiquæ supradictarum insignium ecclesiarum, quæ, ut præfertur, suppressæ et extinctæ sunt, diœceses vel earum pars aliqua consistit, *denominationem, et titulum earumdem antiquarum ecclesiarum adjungimus, et applicamus,* juxta hanc Nostram quam hic addimus enumerationem....

» Archiepiscopis ergo et Episcopis canonice instituendis, quorum ecclesiarum nomina in superiori elencho descripta sunt, Apostolica Nobis delegata auctoritate mandamus, et respective potestatem facimus : *ut eorum quilibet titulo*

ecclesiæ ad quam promoti fuerint, alios quoque suppressarum ecclesiarum titulos adjungant, quod Nos in supradicto elencho adnotavimus : ita tamen ut ex hac titulorum unione et applicatione, *propter ecclesiarum quarumdam insignium memoriam et honorem unice facta,* nullo unquam tempore deduci possit : aut easdem ecclesias adhuc superesse nec realiter fuisse suppressas, aut Antistitibus, quibus suarum ecclesiarum titulo eorumdem titulorum adjungendorum potestatem fecimus, ullam aliam, præter eam quam singulis hujus decreti nostri tenore expresse tribuimus, jurisdictionem adscriptam fuisse. » — *Bullar. cont., tom. 11, num. 94, § 18 et seq.*

b) *Concessit Archiepiscopis et Episcopis Galliarum primo futuris :* ut, postea quam canonice instituti, ecclesiarum suarum regimen actu consecuti essent, *Capitulum* in metropolitanis et cathedralibus respective ecclesiis suis erigere ipsi possent, *juxta formam a sacris canonibus conciliisque præscriptam* et ab Ecclesia hucusque servatam, cum eo dignitatum et canonicorum numero quem ad earumdem metropolitanarum et cathedralium ecclesiarum utilitatem et honorem, attentis rerum circumstantiis, expedire judicarent. — *Sunt verba ejusdem decreti, § 21.*

c) *Novæ circumscriptioni parœciarum consuluit.*

« Nos, de præfata auctoritate Apostolica...., *omnes et singulas parochiales ecclesias,* quæ in territoriis diœcesium novæ circumscriptionis continentur, et in quibus animarum cura per quemcumque presbyterum exercetur, qui Parochi, Rectoris, Vicarii perpetui, aut alio quocumque titulo et appellatione gaudet, cum suis titulis, animarum cura, et jurisdictione quacumque, *nunc pro tunc suppressas perpetuo fore declaramus ;* ita ut, cum singulis ecclesiis in unaquaque diœcesi in parochiales erectis, singuli parochi seu rectores novorum Antistitum auctoritate præfecti fuerint, *omnis antiquorum parochorum jurisdictio in territorio novis parœciis assignato cessare prorsus debeat,* neque ullus, præter novos parochos seu rectores a novis Antistitibus institutos, illarum ecclesiarum, aut in eo

territorio, parochus, rector, aut alio quolibet titulo et appellatione gaudens censeri et haberi, deque animarum in eo territorio contentarum curam exercere amplius possit. » — *Ibid.*, § *25, 27.*

d) *Erectionem Seminariorum Episcopis commendavit.* « Seminarium quoque, ut in supra memorata conventione similiter firmatum est, ad erudiendam in pietate, litteris, omnique ecclesiastica disciplina, juventutem quæ clericalis militiæ est viam ingressura, quibus poterunt modis ac temporalibus adjumentis *ad sacrorum canonum et conciliorum sanctiones*, Archiepiscopi et Episcopi omnes ecclesiis novæ circumscriptionis præficiendi, *quam citissime fieri poterit, curent instituendum ;* eique sic erecto et instituto eas leges præscribant, tum quod ad scientiarum studia, tum quod ad omnem pietatis et disciplinæ rationem, quæ magis accommodatæ suarum ecclesiarum utilitatibus temporumque circumstantiis, ipsis in Domino videbuntur. » — *Ibid.*, § *28.*

168. **VI. Aliud decretum edidit cardinalis Caprara, die 9 april. 1802, quo dies festi, præter Dominicos in Galliis observandi, ad quatuor reducuntur,** suntque *Nativitas Domini, Ascensio, Assumptio B. M. V.*, et *Festum Sanctorum omnium.*

a) « Notum siquidem Sanctitati Suæ in primis erat : in tanta regionum latitudine quæ Gallicanæ Reipublicæ territorium constituunt, *non unam hac in re eamdemque consuetudinem viguisse*, sed alios in aliis diœcesibus festos dies custoditos fuisse.

» Animadvertebat præterea : populis, qui ejusdem Reipublicæ Gubernio subjacent, *magnam esse, post tantos bellorum eventus, earum rerum reparandarum necessitatem quæ ad commercium pertinent ac vitæ usus ;* quibus quidem reparandis, propter interdictum diebus festis manuum laborem, eorumdemque dierum numerum, non ita facilis via pateret.

» Denique et illud non sine magno animi dolore expendebat : *non eadem ubique pietate, hisce in regionibus, festos*

hucusque dies observatos fuisse; ut propterea, ob neglectam pluribus in locis festorum dierum religionem, non parvum in bonos piosque fideles scandalum dimanaret.

b) » His ergo omnibus perpensis et mature libratis, factum est ut e re tum christiana tum publica futurum judicaverit, si *status quidam festorum dierum numerus (isque quo contractior fieri posset) in toto Reipublicæ territorio retinendus constitueretur*, ut et omnes qui iisdem legibus continentur, æqualitate firmata, eamdem disciplinam tenerent; et eorum dierum imminutione, cum levari multorum necessitas, tum facilior eorum qui reliqui fierent observatio redderetur.

» Quare, cum ad hæc primi etiam Reipublicæ Consulis desideria et postulata accesserint, Nobis uti ejusdem Sanctitatis Suæ a latere legato injunxit, ut de Apostolicæ potestatis plenitudine, festorum dierum qui iidem dominici non sint numerum, *ad eos tantum in universo Galliarum Reipublicæ territorio contractum esse* declararemus, quos ad calcem Indulti hujus enumerabimus; ita ut posthac in reliquis festis diebus, omnes ejusdem incolæ, non solum a præcepto audiendi *missam* vacandique ab *operibus servilibus*, sed a *jejunii* etiam obligatione, in diebus qui festa hujusmodi proxime præcedunt, prorsus absoluti censeantur et sint.

» Eam tamen legem adjectam esse voluit : ut in festis diebus, vigiliisque eos præcedentibus, quæ suppressæ decernuntur, *in omnibus ecclesiis nihil de consueto divinorum officiorum sacrarumque cæremoniarum ordine ac ritu innovetur;* sed omnia ea prorsus ratione peragantur qua hactenus consueverunt, *exceptis tamen* festis Epiphaniæ Domini, Sanctissimi Corporis Christi, SS. Apostolorum Petri et Pauli, et sanctorum Patronorum cujuslibet diœcesis et parœciæ, quæ *in Dominica proxime occurrente* in omnibus ecclesiis celebrabuntur.

c) » *Ad honorem autem SS. Apostolorum et Martyrum,* Sanctitas Sua præcipit : ut, tum in publica, tum in privata horarum canonicarum recitatione, omnes qui ad illas tenen-

tur, in solemnitate SS. Apostolorum Petri et Pauli, *sanctorum omnium Apostolorum ;* in festivitate vero S. Stephani protomartyris, *omnium sanctorum Martyrum commemorationem faciant ;* quod idem in missis omnibus iisdem diebus celebrandis agendum erit.

» Eadem pariter Sanctitas Sua mandat : ut *anniversarium dedicationis templorum* quæ in ejusdem Gallicanæ Reipublicæ territorio erecta sunt, in Dominica quæ octavam festivitatis Omnium Sanctorum proxime sequetur, in cunctis Gallicanis ecclesiis celebretur. » — *Bullar. contin., tom. 11, num. 123, § 2 et seq.*

§ IV. De veteribus Gallie consuetudinibus, utrum abrogate fuerint nec ne per bullam « Qui Christi Domini. »

Omnes fatentur Pium VII abrogasse omnia jura et privilegia, sive ab indultis, sive a consuetudinibus orta, quæ cum nova dioeceseon et provinciarum circumscriptione conciliari non poterant; quod manifeste sequitur ex citata bulla. — *Cf. n. 165.*

Controvertitur vero utrum sublatæ sint omnes cujusvis generis consuetudines, ita ut, prisco jure Gallicano penitus everso, propria nunc ecclesiis Galliæ jura nonnisi præfata Apostolica constitutione et posterioribus actis et consuetudinibus fundari censeantur.

169. **I. Alii affirmant,** ipsius Pii VII verbis innitentes, qui « suppressit et exstinxit titulum, denominationem, totumque statum præsentem ecclesiarum Galliæ, una cum respectivis earum juribus, privilegiis et prærogativis cujuscumque generis...., non obstantibus earumdem.... statutis et consuetudinibus etiam immemorabilibus, privilegiis quoque, indultis, concessionibus, etc.... »

Unde *sic arguunt :* Exstinctis omnibus Galliarum ecclesiis, debuit hoc ipso simul desinere et exstingui priscum jus Gallicanum, quod non erat nisi jus istis ecclesiis proprium. *Jura enim particularia seu privilegia alicujus ecclesiæ illi inhærent qualenus per talem titulum canonicum*

exsistenti; unde, semel destructa ecclesia aliqua quoad titulum suum canonicum, nulla remanet in ipsius territorio jus huic ecclesiæ proprium; et, quando nova constituitur, eodem modo erigitur ac si erigeretur in regione in qua nunquam ullus episcopatus exstitisset. — *Bouix, De principiis, pag. 90;* — *Gousset, Exp. des princ. du dr. can., ch. 26, q. 3.*

170. **II. Alii vero negant,** eo quod dari non debeat constitutioni *Qui Christi Domini* sensus qui non includitur necessario in textu ejusdem constitutionis; *correctio enim jurium est odiosa.*

Atqui sensus obvius bullæ verificatur, si ea omnia suppressa dicantur *quæ ad veterem statum hierarchiæ, et ad diœceseon nec non et parochiarum circumscriptionem referebantur;* siquidem constitutio illa data est ad removendum obstacula quibus hac in parte retardari poterat exsecutio Concordati.

Nullatenus vero necesse est ut abrogatæ simul censeantur *leges et consuetudines locales quæ conciliari possunt cum nova circumscriptione,* et de quibus nulla habetur mentio in bulla Pii VII. — Quinimo, illud nulla ratione præsumendum est; cum enim essent plebs christiana, Clerus sæcularis, Regulares, cur omnes destituti fuissent disciplina quam mores diuturni firmaverant? — *Icard, Prælect., n. 21.*

« Quis unquam, *ait laudatus Auctor,* hactenus cogitaverit nostras ecclesias ita destitui traditionibus temporum præteritorum ac si nunquam fuissent, veluti insulæ e medio alveo subito enatæ? — Quis dixerit nullas fuisse leges locales nec consuetudines, edicta statim nova formatione sedium episcopalium? — Ergone valida fuissent, v. gr., matrimonia clandestina inita in nostris diœcesibus paulo post Concordatum, antequam decretum Tridentinum *de Clandestinitate* de novo promulgatum fuerit, aut usu per certum tempus receptum in parochiis? — Numquid peccabant etiam materialiter contra legem abstinentiæ omnes incolæ plurium diœceseon, qui carnibus vescebantur singulis sabbatis a die Nativitatis Domini ad festum Purificationis, juxta

veterem usum suæ ecclesiæ? — Numquid suppressa sunt omnia monasteria cum privilegiis quibus Regulares fruebantur in Gallia? — Idem de cæteris quam pluribus seu statutis localibus, seu consuetudinibus, quæ tum ad plebem fidelium, tum ad clerum sæcularem, tum ad religiosos spectabant. » — *Icard, loc. cit.; — Cf. Craisson, Element. juris can., n. 118.*

§ V. DE ARTICULIS ORGANICIS.

171. **I. Simul cum Concordato, et inconsulto Summo Pontifice, Napoleo edidit 77 articulos sub titulo :** « *Articles organiques de la Convention du 26 messidor an IX, et loi du 18 germinal an X.* »

Multa occurrunt in istis Articulis quæ disciplinæ canonicæ prorsus *contraria* sunt, quæ *juribus Ecclesiæ* adversantur, ejusque *libertatem* offendunt solemniter tamen assertam in primo Concordati articulo.

Licet ad jus canonicum minime pertineant, juvat eos hic referre quoniam de his multum hodie disputatur.

TITRE Ier. — Du régime de l'Église catholique dans ses rapports généraux avec les droits et la police de l'État.

ART. 1. Aucune bulle, bref, rescrit, décret, mandat, provision, signature servant de provision, ni autres expéditions de la cour de Rome, même ne concernant que les particuliers, ne pourront être reçus, publiés, imprimés, ni autrement mis à exécution, sans l'autorisation du gouvernement.

2. Aucun individu se disant nonce, légat, vicaire ou commissaire apostolique, ou se prévalant de toute autre dénomination, ne pourra, sans la même autorisation, exercer sur le sol français, ni ailleurs, aucune fonction relative aux affaires de l'Église gallicane.

3. Les décrets des synodes étrangers, même ceux des conciles généraux, ne pourront être publiés en France, avant que le gouvernement en ait examiné la forme, leur conformité avec les lois, droits et franchises de la République française, et tout ce qui, dans leur publication, pourrait altérer ou intéresser la tranquillité publique.

4. Aucun concile national ou métropolitain, aucun synode diocé-

sain, aucune assemblée délibérante n'aura lieu sans la permission expresse du gouvernement.

5. Toutes les fonctions ecclésiastiques seront gratuites, sauf les oblations qui seraient autorisées et fixées par les règlements.

6. Il y aura recours au conseil d'État, dans tous les cas d'abus de la part des supérieurs et autres personnes ecclésiastiques.

Les cas d'abus sont : l'usurpation ou l'excès de pouvoir, la contravention aux lois et règlements de la République, l'infraction des règles consacrées par les canons reçus en France, l'attentat aux libertés, franchises et coutumes de l'Église gallicane, et toute entreprise ou tout procédé qui, dans l'exercice du culte, peut compromettre l'honneur des citoyens, troubler arbitrairement leur conscience, dégénérer contre eux en oppression, ou en injure, ou en scandale public.

7. Il y aura pareillement recours au conseil d'État, s'il est porté atteinte à l'exercice public du culte, et à la liberté que les lois et les règlements garantissent à ses ministres.

8. Le recours compétera à toute personne intéressée. A défaut de plainte particulière, il sera exercé d'office par les préfets.

Le fonctionnaire public, l'ecclésiastique ou la personne qui voudra exercer recours, adressera un mémoire détaillé et signé au conseiller d'État chargé de toutes les affaires concernant les cultes, lequel sera tenu de prendre, dans le plus court délai, tous les renseignements convenables ; et, sur son rapport, l'affaire sera suivie et définitivement terminée dans la forme administrative, ou renvoyée, selon l'exigence des cas, aux autorités compétentes.

TITRE II. — **Des Ministres.**

Section I. — *Des dispositions générales.*

9. Le culte catholique sera exercé sous la direction des archevêques et évêques dans leurs diocèses, et sous celle des curés dans leurs paroisses.

10. Tout privilège, portant exemption ou attribution de la juridiction épiscopale, est aboli.

11. Les archevêques et évêques pourront, avec l'autorisation du gouvernement, établir dans leurs diocèses des chapitres cathédraux et des séminaires. Tous autres établissements ecclésiastiques sont supprimés.

12. Il sera libre aux archevêques et évêques d'ajouter à leur nom le titre de *Citoyen* ou celui de *Monsieur*. Toutes autres qualifications sont interdites.

Section II. — *Des Archevêques ou Métropolitains.*

13. Les archevêques consacreront et installeront leurs suffragants. En cas d'empêchement ou de refus de leur part, ils seront

suppléés par le plus ancien évêque de l'arrondissement métropolitain.

14. Ils veilleront au maintien de la foi et de la discipline dans les diocèses dépendant de leur métropole.

15. Ils connaîtront des réclamations et des plaintes portées contre la conduite et les décisions des évêques suffragants.

SECTION III. — *Des Evêques, des vicaires généraux et des séminaires.*

16. On ne pourra être nommé évêque avant l'âge de trente ans, et si l'on n'est originaire français.

17. Avant l'expédition de l'arrêté de nomination, celui ou ceux qui seront proposés seront tenus de rapporter une attestation de bonnes vie et mœurs, expédiée par l'évêque dans le diocèse duquel ils auront exercé les fonctions du ministère ecclésiastique ; et ils seront examinés sur leur doctrine par un évêque et deux prêtres, qui seront commis par le premier consul, lesquels adresseront le résultat de leur examen au conseiller d'État chargé de toutes les affaires concernant les cultes.

18. Le prêtre nommé par le premier consul fera les diligences pour rapporter l'institution du pape.

Il ne pourra exercer aucune fonction avant que la bulle portant son institution ait reçu l'attache du gouvernement, et qu'il ait prêté en personne le serment prescrit par la convention passée entre le gouvernement français et le Saint-Siège.

Ce serment sera prêté au premier consul ; il en sera dressé procès-verbal par le secrétaire d'État.

19. Les évêques nommeront et institueront les curés : néanmoins, ils ne manifesteront leur nomination, et ils ne donneront l'institution canonique qu'après que cette nomination aura été agréée par le premier consul.

20. Ils seront tenus de résider dans leurs diocèses ; ils ne pourront en sortir qu'avec la permission du premier consul.

21. Chaque évêque pourra nommer deux vicaires généraux, et chaque archevêque pourra en nommer trois : ils les choisiront parmi les prêtres ayant les qualités requises pour être évêques.

22. Ils visiteront annuellement et en personne une partie de leur diocèse, et, dans l'espace de cinq ans, le diocèse entier. En cas d'empêchement légitime, la visite sera faite par un vicaire général.

23. Les évêques seront chargés de l'organisation de leurs séminaires, et les règlements de cette organisation seront soumis à l'approbation du premier consul.

24. Ceux qui seront choisis pour l'enseignement dans les séminaires souscriront la déclaration faite par le clergé de France en 1682, et publiée par l'édit de la même année : ils se soumettront à y enseigner la doctrine qui y est contenue, et les évêques adresse-

ront une expédition en forme de cette soumission au conseiller d'État chargé de toutes les affaires concernant les cultes.

25. Les évêques enverront, toutes les années, à ce conseiller d'État, le nom des personnes qui étudieront dans les séminaires, et qui se destineront à l'état ecclésiastique.

26. Ils ne pourront ordonner aucun ecclésiastique, s'il ne justifie d'une propriété produisant au moins un revenu annuel de 300 fr., s'il n'a atteint l'âge de vingt-cinq ans, et s'il ne réunit les qualités requises par les canons reçus en France.

Les évêques ne feront aucune ordination avant que le nombre des personnes à ordonner ait été soumis au gouvernement, et par lui agréé.

Section IV. — *Des Curés.*

27. Les curés ne pourront entrer en fonctions qu'après avoir prêté, entre les mains du préfet, le serment prescrit par la convention passée entre le gouvernement et le Saint-Siège. Il sera dressé procès-verbal de cette prestation, par le secrétaire général de la préfecture, et copie collationnée leur en sera délivrée.

28. Ils seront mis en possession par le curé ou le prêtre que l'évêque désignera.

29. Ils seront tenus de résider dans leur paroisse.

30. Les curés seront immédiatement soumis aux évêques dans l'exercice de leurs fonctions.

31. Les vicaires et desservants exerceront leur ministère sous la surveillance et la direction des curés.

Ils seront approuvés par l'évêque et révocables par lui.

32. Aucun étranger ne pourra être employé dans les fonctions du ministère ecclésiastique, sans la permission du gouvernement.

33. Toute fonction est interdite à tout ecclésiastique, même français, qui n'appartient à aucun diocèse.

34. Un prêtre ne pourra quitter son diocèse pour aller desservir dans un autre, sans la permission de son évêque.

Section V. — *Des chapitres cathédraux et du gouvernement des diocèses pendant la vacance du siège.*

35. Les archevêques et évêques qui voudront user de la faculté qui leur est donnée d'établir des chapitres, ne pourront le faire sans avoir rapporté l'autorisation du gouvernement, tant pour l'établissement lui-même que pour le nombre et le choix des ecclésiastiques destinés à les former.

36. Pendant la vacance des sièges, il sera pourvu par le métropolitain, et, à son défaut, par le plus ancien des évêques suffragants, au gouvernement des diocèses. Les vicaires généraux de ces diocèses continueront leurs fonctions, même après la mort de l'évêque, jusqu'à son remplacement.

37. Les métropolitains, les chapitres cathédraux, seront tenus, sans délai, de donner avis au gouvernement de la vacance des sièges et des mesures qui auront été prises pour le gouvernement des diocèses vacants.

38. Les vicaires généraux qui gouverneront pendant la vacance, ainsi que les métropolitains ou capitulaires, ne se permettront aucune innovation dans les usages et coutumes des diocèses.

TITRE. III. — **Du Culte.**

39. Il n'y aura qu'une liturgie et un catéchisme pour toutes les églises de France.

40. Aucun curé ne pourra ordonner des prières publiques extraordinaires dans sa paroisse, sans la permission spéciale de l'évêque.

41. Aucune fête, à l'exception du dimanche, ne pourra être établie sans la permission du gouvernement.

42. Les ecclésiastiques useront, dans les cérémonies religieuses, des habits et ornements convenables à leur titre : ils ne pourront dans aucun cas ni sous aucun prétexte prendre la couleur et les marques distinctives réservées aux évêques.

43. Tous les ecclésiastiques seront habillés à la française et en noir. Les évêques pourront joindre à ce costume la croix pectorale et les bas violets.

44. Les chapelles domestiques, les oratoires particuliers, ne pourront être établis sans une permission expresse du gouvernement, accordée sur la demande de l'évêque.

45. Aucune cérémonie religieuse n'aura lieu hors des édifices consacrés au culte catholique, dans les villes où il y a des temples destinés à différents cultes.

46. Le même temple ne pourra être consacré qu'à un même culte.

47. Il y aura dans les cathédrales et paroisses une place distinguée pour les individus catholiques qui remplissent les autorités civiles et militaires.

48. L'évêque se concertera avec le préfet pour régler la manière d'appeler les fidèles au service divin par le son des cloches. On ne pourra les sonner pour toute autre cause, sans la permission de la police locale.

49. Lorsque le gouvernement ordonnera des prières publiques, les évêques se concerteront avec le commandement militaire du lieu, pour le jour, l'heure et le mode d'exécution de ces ordonnances.

50. Les prédications solennelles appelées *sermons*, et celles connues sous le nom de *stations* de l'avent et du carême, ne seront faites que par des prêtres qui en auront obtenu une autorisation spéciale de l'évêque.

51. Les curés, aux prônes des messes paroissiales, prieront et feront prier pour la prospérité de la République française et pour les consuls.

52. Ils ne se permettront, dans leurs instructions, aucune inculpation directe ou indirecte, soit contre les personnes, soit contre les autres cultes autorisés dans l'État.

53. Ils ne feront au prône aucune publication étrangère à l'exercice du culte, si ce n'est celles qui seront ordonnées par le gouvernement.

54. Ils ne donneront la bénédiction nuptiale qu'à ceux qui justifieront, en bonne et due forme, avoir contracté mariage devant l'officier civil.

55. Les registres tenus par les ministres du culte, n'étant et ne pouvant être relatifs qu'à l'administration des sacrements, ne pourront, dans aucun cas, suppléer les registres ordonnés par la loi pour constater l'état civil des Français.

56. Dans tous les actes ecclésiastiques et religieux, on sera obligé de se servir du calendrier d'équinoxe établi par les lois de la République; on désignera les jours par les noms qu'ils avaient dans le calendrier des solstices.

57. Le repos des fonctionnaires publics sera fixé au dimanche.

TITRE IV. — De la circonscription des Archevêchés, des Évêchés et des paroisses; des édifices destinés au culte, et du traitement des ministres.

Section I. — *De la circonscription des Archevêchés et des Évêchés.*

58. Il y aura en France dix archevêchés ou métropoles, et cinquante évêchés.

59. La circonscription des métropoles et des diocèses sera faite conformément au tableau ci-joint.

Section II. — *De la circonscription des paroisses.*

60. Il y aura au moins une paroisse par justice de paix.

Il sera en outre établi autant de succursales que le besoin pourra l'exiger.

61. Chaque évêque, de concert avec le préfet, réglera le nombre et l'étendue de ces succursales. Les plans arrêtés seront soumis au gouvernement et ne pourront être mis à exécution sans son autorisation.

62. Aucune partie du territoire français ne pourra être érigée en cures, ou en succursales, sans l'autorisation expresse du gouvernement.

63. Les prêtres desservant les succursales sont nommés par les évêques.

SECTION III. — *Du traitement des Ministres.*

64. Le traitement des archevêques sera de 15,000 fr.

65. Le traitement des évêques sera de 10,000 fr.

66. Les curés seront distribués en deux classes.

Le traitement des curés de la première classe sera porté à 1,500 fr.; celui des curés de seconde classe à 1,000 fr.

67. Les pensions dont ils jouissent en exécution des lois de l'Assemblée constituante seront précomptées sur leur traitement.

Les conseils généraux des grandes communes pourront, sur leurs biens ruraux ou sur leurs octrois, leur accorder une augmentation de traitement, si les circonstances l'exigent.

68. Les vicaires et desservants seront choisis parmi les ecclésiastiques pensionnés en exécution des lois de l'Assemblée constituante. Le montant de ces pensions et le produit des oblations formeront leur traitement.

69 Les évêques rédigeront les projets de règlements relatifs aux oblations que les ministres du culte sont autorisés à recevoir pour l'administration des sacrements. Les projets de règlements, rédigés par les évêques, ne pourront être publiés, ni autrement mis à exécution, qu'après avoir été approuvés par le gouvernement.

70. Tout ecclésiastique, pensionnaire de l'État, sera privé de sa pension, s'il refuse, sans cause légitime, les fonctions qui pourront lui être confiées.

71. Les conseils généraux de département sont autorisés à procurer aux archevêques et aux évêques un logement convenable.

72. Les presbytères et les jardins attenants, non aliénés, seront rendus aux curés et aux desservants des succursales. A défaut de ces presbytères, les conseils généraux des communes sont autorisés à leur procurer un logement et un jardin.

73. Les fondations, qui ont pour objet l'entretien des ministres et l'exercice du culte, ne pourront consister qu'en rentes constituées sur l'État; elles seront acceptées par l'évêque diocésain, et ne pourront être exécutées qu'avec l'autorisation du gouvernement.

74 Les immeubles, autres que les édifices destinés au logement et jardins attenants, ne pourront être affectés à des titres ecclésiastiques, ni possédés par les ministres du culte à raison de leurs fonctions.

SECTION IV. — *Des édifices destinés au culte.*

75. Les édifices anciennement destinés au culte catholique, actuellement dans les mains de la nation à raison d'un édifice par cure et par succursale, seront mis à la disposition des évêques par arrêté du préfet du département. Une expédition de ces arrêtés

sera adressée au conseiller d'État chargé de toutes les affaires concernant les cultes.

76. Il sera établi des fabriques pour veiller à l'entretien et à la conservation des temples, à l'administration des aumônes.

77. Dans les paroisses où il n'y aura point d'édifice disponible pour le culte, l'évêque se concertera avec le préfet pour la désignation d'un édifice convenable.

172. **II. Contra prædictos articulos sæpe reclamavit Sancta Sedes ; et ex istis repetitis declarationibus, Legis organicæ naturam et valorem colligimus.**

a) *Pius VII, in allocutione consistoriali, die 24 maii 1802, aiebat :* « Animadvertimus una cum præfata conventione Nostra nonnullos articulos, *ignotos nobis*, promulgatos esse ; quos, vestigiis Prædecessorum Nostrorum inhærentes, haud possumus non expetere ut opportunas et necessarias modificationes ac mutationes accipiant.... » — *Bull. rom. contin., tom. 11, num. 131.*

b) Hæc protestatio *transmissa est* per notam diplomaticam *cardinalis Consalvi,* directam ad D. Cacault, Napoleonis legatum.

« Par ordre du Saint-Père, le soussigné ne doit pas vous laisser ignorer que plusieurs concomitances qui ont suivi la publication faite en France du Concordat du 15 juillet 1801, et de la bulle qui le contient, ont affecté la sensibilité de Sa Sainteté et l'ont mise dans un embarras difficile, relativement même à la publication qu'on doit faire ici du Concordat.

» Le soussigné entend parler, et toujours par ordre de Sa Sainteté, des Articles organiques qui, *inconnus à Sa Sainteté, ont été publiés avec les 17 articles du Concordat, comme s'ils en faisaient partie.* Ces articles organiques sont présentés comme la forme et la condition du rétablissement de la religion catholique en France ; cependant plusieurs de ces articles s'étant trouvés aux yeux du Saint-Père en opposition avec les règles de l'Église, Sa Sainteté ne peut pas, à cause de son ministère, ne pas désirer qu'ils reçoivent les *modifications convenables* et les *changements*

nécessaires. » — *Cf. Mémoires du Cardinal Consalvi, passim.*

c) *Cardinalis Caprara eamdem reclamationem transmisit per epistolam ad D. de Talleyrand, 18 aug. 1803.* « Monseigneur, je suis chargé de réclamer contre cette partie de la loi du 18 germinal que l'on a désignée sous le nom d'Articles organiques....

» La qualification qu'on donne à ces articles paraîtrait d'abord supposer qu'ils ne sont que la suite naturelle et l'explication du Concordat religieux; cependant il est de fait qu'ils n'ont point été concertés avec le Saint-Siège, qu'ils ont une extension plus grande que le Concordat, et *établissent en France un Code ecclésiastique sans le secours du Saint-Siège.* Comment Sa Sainteté pourrait-elle l'admettre, n'ayant pas même été invitée à l'examiner?

» Ce code a pour objet la doctrine, les mœurs, la discipline du clergé, les droits et les devoirs des Évêques, ceux des ministres inférieurs, leurs relations avec le Saint-Siège, et le mode d'exercice de leur juridiction. Or, *tout cela tient aux droits imprescriptibles de l'Église....* Sa Sainteté n'a donc pu voir qu'avec une extrême douleur qu'en négligeant de suivre ces principes, *la puissance civile* ait voulu régler, décider, transformer en loi, des articles qui intéressent essentiellement *les mœurs, la discipline, les droits, l'instruction et la juridiction ecclésiastique....*

» Que sera-ce si nous envisageons *chacun de ces articles en particulier?* — Le premier veut, etc. »; et in specie denuntiabat Cardinalis Caprara quosdam articulos quæ cum juribus Ecclesiæ stare non possunt.

d) In bulla « *Quum memoranda,* » 10 jun. 1809, iterum significabat Pius VII Articulos sibi ignotos statim improbasse; « iis siquidem articulis, aiebat, non solum *exercitium catholicæ religionis*, et penitus *libertas* in maximis potissimisque rebus readimitur, quæ *in ipso Conventionis exordio* ut ipsius *basis et fundamentum* verbis asserta, pacta, promissa solemniter fuerat; verum eorum quibusdam *ipsa etiam haud procul impetitur Evangelii doctrina.*»

173. **III. Quædam dispositiones istius legis Organicæ immutatæ sunt decreto diei 28 febr. 1810.**

Napoléon...., vu le rapport qui nous a été fait sur les plaintes relatives aux lois organiques du Concordat, par le conseil des évêques réunis d'après nos ordres dans notre bonne ville de Paris; désirant donner une preuve de notre satisfaction aux évêques et aux églises de notre empire, et ne rien laisser dans les lois dites organiques qui puisse être contraire au bien du clergé, nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1. Les brefs de la Pénitencerie, pour le for intérieur seulement, pourront être exécutés sans autorisation.

Art. 2. La disposition de l'article 26 des lois organiques, portant que les évêques ne pourront ordonner aucun ecclésiastique s'il ne justifie d'une propriété produisant au moins un revenu annuel de 300 francs, est rapportée.

Art. 3. La disposition du même article 26 des lois organiques, portant que les évêques ne pourront ordonner aucun ecclésiastique, s'il n'a atteint l'âge de vingt-cinq ans, est également rapportée.

Art. 4. En conséquence, les évêques pourront ordonner tout ecclésiastique âgé de vingt-deux ans accomplis; mais aucun ecclésiastique ayant plus de vingt-deux ans et moins de vingt-cinq ne pourra être admis dans les ordres sacrés qu'après avoir justifié du consentement de ses parents, ainsi que cela est prescrit par les lois civiles pour le mariage des fils âgés de moins de vingt-cinq ans accomplis.

Art. 5. La disposition de l'article 36 des lois organiques, portant que les vicaires généraux des diocèses vacants continueront leurs fonctions, même après la mort de l'évêque, jusqu'à remplacement, est rapportée.

Art. 6. En conséquence, pendant les vacances des sièges, il sera pourvu, conformément aux lois canoniques, au gouvernement des diocèses. Les chapitres présenteront à notre ministre des cultes les vicaires généraux qu'ils auront élus, pour leurs nominations être reconnues par nous.

Sed hujusmodi immutatio *prorsus erat insufficiens;* ideoque *in Concordato anni 1817, quod non fuit exsecutioni mandatum*, hæc sub numero 3º statuebantur : « Articuli Organici nuncupati, qui inscia Sanctitate Sua conditi, ac sine ullo Ejus assensu, die 8 aprilis anni 1802, una cum supradicto Concordato diei 15 julii anni 1801 promulgati fuerunt, abrogantur in iis quæ adversantur doctrinæ et legibus Ecclesiæ. »

174. **IV. Concludendum est igitur : Articulos or-**

ganicos non pertinere ad Concordatum, neque esse ejus appendicem, vel interpretationem authenticam, cum deficiat *consensus Romani Pontificis.*

Possunt tamen *vim legis civilis habere* in his quæ nullo modo adversantur juribus Ecclesiæ. — Cæterum, nonnulli *in desuetudinem* abierunt.

TRACTATUS II.

DE JURISDICTIONE ECCLESIASTICA IN GENERE.

Agendum est : de natura et divisione jurisdictionis ecclesiasticæ; — de jurisdictione ordinaria; — et de jurisdictione delegata.

CAPUT I.

DE NATURA ET DIVISIONE JURISDICTIONIS ECCLESIASTICÆ.

ARTICULUS I.

DE NATURA JURISDICTIONIS ECCLESIASTICÆ.

175. **I. Jurisdictio ecclesiastica est** : Potestas gregem Christi pascendi seu regendi, tum quoad *intellectum* per doctrinam rectæ fidei, quæ præcepti ritu credenda proponitur, tum quoad *voluntatem* per verum proprieque dictum imperium, quo in tota mediorum œconomia fideles dirigantur, ita ut ipsa quoque sacramentorum dispensatio ad ejusmodi potestatis officium pertineat. — *Cf. Eph.*, IV, *11*.

Unde hæc jurisdictio complectitur : potestatem *docendi*, cum fides sit fundamentum societatis christianæ ; potestatem dispensandi fidelibus *bona spiritualia*, sacramenta, aliaque auxilia salutis; potestatem ferendi *leges*, et in eis dispensandi, instituendi *ministros*, eosve removendi; administrandi *res temporales* quæ ad Ecclesiam pertinent; *judicandi* causas, tum reales tum personales ; atque contumaces *coercendi*. — *Cf. n. 41.*

176. **II. Potestas jurisdictionis distinguitur a potestate ordinis :**

a) *Ratione objecti.* — Potestas enim ordinis est illa quæ tribuit facultatem *sacrificium* offerendi, *sacramenta* ministrandi et *sacras functiones* peragendi, vel in illis peragendis *ministrandi;* dum potestas jurisdictionis tota est *in regendis et gubernandis subditis.*

b) *Ratione subjecti.* — Nam, licet jurisdictio regulariter resideat in personis quibus collata est potestas ordinis huic jurisdictioni respondens, *ambæ tamen ita separari possunt,* ut potestas ordinis episcopalis, v. gr., stare possit absque jurisdictione, ut in Episcopo deposito vel renuntiante ; et, vicissim, jurisdictio episcopalis, absque episcopali charactere, ut in Episcopo canonice instituto qui, nondum consecratus, plenam tamen suæ diœcesis administrationem habet.

Unde concilium Tridentinum, *sess. 23, can. 7,* utrumque requirit in Episcopis, ordinationem scilicet et legitimam missionem.

c) *Ratione modi quo confertur.* — Una enim tribuitur per *sacram ordinationem,* seu ritus sacros jure divino aut ecclesiastico inductos. Altera vero confertur per *missionem,* qua subditi assignantur. — *Cf. S. Th., 2. 2., q. 39, art. 3.*

d) *Ratione modi quo exsistit.* — Potestas enim ordinis est *æqualis* in iis qui eumdem ordinem habent, et *inamissibilis.* « Talis potestas, secundum suam essentiam, remanet in homine qui per consecrationem eam est adeptus, quamdiu vivit, sive in schisma, sive in hæresim labatur. » — *S. Th., loc. cit.* — *Cf. Trid., sess. 23, cap. 4, De ordine.*

Potestas autem jurisdictionis *diversos gradus habet,* cum pendeat ab imperio in subditos, atque hoc imperium, in omnibus ejusdem etiam ordinis, non sit æquale ; — *restringi potest,* sive quoad materiam, sivi quoad loca, sive quoad personas ; — imo *amitti* ex sola Superioris voluntate, qui commissam jurisdictionem retrahere potest, ita ut, defi-

cientibus subditis in quos exerceatur, actus non modo illiciti sint, sed et omnino invalidi.

177. **III. Adest nihilominus inter ordinem et jurisdictionem mutua et intima relatio.**

Jurisdictio refertur ad ordinem, et vicissim *ordo ad jurisdictionem;* quia ea est œconomia divinæ Providentiæ ut, per quos in fide erudiuntur fideles, ac disciplina christiana informantur, per eosdem dona supernaturalia pro sui sanctificatione suscipere possint.

a) Jurisdictio igitur refertur ad ordinem, eo sensu quod resideat regulariter *in personis sacra ordinatione initiatis, veluti in suo proprio subjecto.*

Re quidem vera, omnes habent ordinem gradui suæ jurisdictionis seu ministerii respondentem, aut illum quantocius recipere debent. Si quandoque res aliter disponitur, fit *per accidens,* et est exceptio regulæ communi.

b) Vicissim, ordo refertur ad jurisdictionem, *quatenus dat aptitudinem ad illam,* et simul confert gratiam divinam ad obeundum sancte ac fructuose ministerium in Ecclesia commissum. — *Icard., Prælect., n. 281.*

ARTICULUS II.

DE DIVISIONE JURISDICTIONIS ECCLESIASTICÆ.

Jurisdictio ecclesiastica dividitur,

178. **I. Ratione fori :** in jurisdictionem *fori interni,* et jurisdictionem *fori externi.*

a) *Jurisdictio interna,* seu *fori interni,* est illa quæ primario et directe refertur ad *privatam* uniuscujusque fidelis utilitatem.

Subdividi potest : in jurisdictionem fori interni *pœnitentialis,* quæ exerceri nequit nisi intra ipsum Tribunal sacramenti Pœnitentiæ; et in jurisdictionem fori interni *extra-pœnitentialis,* quæ extra prædictum Tribunal exercetur.

b) *Jurisdictio externa,* seu *fori externi,* primario et directe respicit *publicam* corporis fidelium utilitatem.

Exempli gratia : facultas *prædicandi* Evangelium, *absolvendi* a peccatis, vel a censuris, quod spectat ad vinculum quo fideles spiritu cum Christo conjunguntur, est fori *interni*. — Sed facultas *concedendi potestatem prædicandi, absolvendi* sive a peccatis sive a censuris, ad forum *externum* pertinet, quia hæc in bonum communitatis directe refertur.

Jurisdictio fori externi, si respiciat personas, earumque super juribus aliquid decernat, sive earum actiones dirigat, vocatur *proprie dicta jurisdictio;* at, si rerum distributionem, aut munera explenda respiciat, potius *administratio* dicitur.

c) Ex præfata distinctione :

1° Manifestum est aliquos existere posse *qui habeant jurisdictionem in foro interno, quin habeant in foro externo*, quales sunt Parochi; et alios e converso qui eadem polleant in foro externo, non autem in foro interno, quales sunt Vicarii generales Episcoporum, vix clericali tonsura initiati.

2° Intelligitur quid sit *aliquem absolvere, dispensare in foro interno*, vel *in utroque foro*. — Nimirum, absolutio vel dispensatio data in foro interno tantum, non valet nisi in ordine ad conscientiam ejus cui data est; nec in foro externo Superior ecclesiasticus tenetur eam acceptare. — Secus vero quando pro utroque foro gratia conceditur.

3° Sequitur recte intelligendum esse vulgare adagium : *Ecclesia de internis non judicat*. — Videlicet, Ecclesia non judicat de internis in judicio *publico*, seu in foro suo *externo*, bene vero in foro suo *interno*. — *Cf. n. 60.*

179. **II. Ratione objecti :** in *voluntariam* et *contentiosam*.

a) *Jurisdictio voluntaria*, seu *extrajudicialis*, versatur circa ea de quibus Superior pro prudenti arbitrio disponit, quin fieri possit *appellatio* canonica proprie dicta; et in istius juris exercitio, non alias regulas sequi tenetur quam æquitatis et sapientis regiminis.

Hujusmodi est jurisdictio *gratiosa*, qua Superior largitur favores, indulgentias, privilegia, facultates quarum con-

cessio pendet ab illius placito; item jurisdictio *legislativa et administrativa*, qua leges condit, ministros instituit; jurisdictio etiam *correctiva*, qua subditos emendat per modum paternæ correctionis ad illorum utilitatem, potius quam per modum pœnæ in vindictam delicti.

b) *Jurisdictio contentiosa*, seu *judicialis*, versatur circa ea quæ in disceptationem veniunt et judicari debent, servatis regulis jure præscriptis, etiam quando *summarie* tractantur, ut sunt, v. gr., causæ matrimoniales et beneficiales, pœnæ graviores, quæ nimirum excedunt limites correctionis paternæ et providæ administrationis.

180. **III. Ratione extensionis**: in *universalem* et *particularem*.

a) *Jurisdictio universalis* illa est quæ *nullo arctatur limite*, nec quoad personas, nec quoad loca, nec quoad materias potestati Ecclesiæ subjectas.

Illam habuerunt Apostoli; sed, ipsis vita functis, a nemine unquam exerceri potuit, nisi vel a Pontifice Maximo, vel a Conciliis œcumenicis.

Universalis jurisdictio *quoad loca et personas*, sed non quoad materias, competit pluribus Congregationibus Romanis: v. gr., S. Congr. Concilii, S. C. Rituum, etc.

b) *Jurisdictio particularis* est ea quæ restringitur: *vel ad certas personas*, qualis est jurisdictio Prælatorum Regularium in suos monachos; *vel ad certum locum*, qualis est jurisdictio cujusque parochi in sua parochia, Episcopi in sua diœcesi, Metropolitani in sua metropoli, Patriarchæ in suo patriarchatu; *vel ad certas materias*, qualis est omnis jurisdictio concessa cum reservatione quorumdam casuum.

1° Quando jurisdictio particularis determinata est ad *certas personas*, non ad certa loca, exerceri potest *ubique locorum*. — Hinc, Prælatus Regularium jurisdictionem suam in monachos sibi subditos potest ubique exercere, modo non turbet jurisdictionem Episcopi in cujus diœcesi versatur.

2° Quando jurisdictio ad *certum locum* restringitur, Or-

dinarius potest quidem jurisdictionem *voluntariam* extra territorium in proprios subditos exercere. — Jurisdictio autem *contentiosa*, cum requirat processum judicialem, in alieno territorio explicari nequit absque expresso vel tacito consensu Ordinarii loci, nec non ipsarum partium, « quum extra territorium jus dicenti non pareatur impune ». — *Cap. Ut animarum, 2, De constitut., in 6°. — Cf. num. 1551, ubi de auctore pœnarum.*

181. **IV. Ratione tituli** : in *ordinariam* et *delegatam.*

a) *Jurisdictio ordinaria* dicitur ea quæ alicui jure proprio, seu ratione officii aut dignitatis suæ, ex lege vel consuetudine competit.

Hujusmodi est jurisdictio fori interni quæ *Parochis,* fori etiam externi quæ *Episcopis* et quæ *Capitulis, sede vacante,* jure communi tribuitur ; item quæ, pro modo privilegiorum, *Abbatibus,* cæterisque Prælatis Episcopo inferioribus, singulari jure conceditur.

b) Vox *Ordinarius,* simpliciter prolata, designat personam ecclesiasticam cui competit jurisdictio *in utroque foro.* — Ideo Ordinarii sunt : Romanus Pontifex, Episcopi, Vicarii generales Episcoporum, Vicarii capitulares, Abbates et alii Superiores qui tali jurisdictione potiuntur in suas communitates.

Qui externa jurisdictione pollent quam *principaliter,* non autem *titulo vicariali* exerceant, dicuntur *Prælati,* ut sunt Episcopi, Abbates, etc., non autem Vicarii generales Episcoporum.

Parochi habent quidem auctoritatem ordinariam in suos fideles, sed in foro dumtaxat interno ; ideoque, nec Ordinarii, nec Prælati dicuntur.

c) *Jurisdictio delegata* est illa quam quis non habet jure proprio, sed solum ex commissione alterius, cujus vice fungitur. — *Cf. n. 235 et seq.*

182. **V. Ratione originis** : jurisdictio ecclesiastica, non solum ex titulo *expresso,* sed ex titulo quoque *præ-*

sumpto vindicari potest, nempe ex possessione centum annorum, vel immemorabili.

Centenaria quippe possessio tribuit titulum quem forenses dicunt *meliorem de mundo ;* et habet *præsumptionem juris et de jure (cf. n. 1474)*, quia nulla in contrarium admittitur probatio. — *Cf. Act. S. Sedis, vol. 15, pag. 163 et seq.*

CAPUT II.

DE JURISDICTIONE ORDINARIA.

Videlicet : de adeptione, — restrictione, — amissione jurisdictionis ordinariæ ; — et de qualitatibus requisitis in ejusdem subjecto.

ARTICULUS I.

DE ADEPTIONE JURISDICTIONIS ORDINARIÆ.

« Si quis, ait *concilium Tridentinum*, dixerit eos qui nec ab ecclesiastica et canonica potestate rite ordinati, nec missi sunt, sed aliunde veniunt, legitimos esse verbi et sacramentorum ministros, anathema sit. » — *Sess. 23, can. 7.*

Et idem concilium decrevit : « eos qui tantummodo a populo, aut a sæculari potestate ac magistratu vocati et instituti, ad hæc ministeria exercenda ascendunt, et qui ea propria temeritate sibi sumunt, omnes, non Ecclesiæ ministros, sed fures et latrones per ostium ingressos (*Joan.*, x, *1, 2*) habendos esse ». — *Sess. cit., cap. 4.*

Unde *omnino necessaria est Institutio canonica*, seu *Titulus*, ad obeundum officia ecclesiastica.

Verum institutio : *vel libera* esse potest, nempe cum Superior, pro suo arbitrio, eligere valet quem ipse idoneum reperit : *vel necessaria*, quando tenetur, ex dispositione juris communis, aut vi Concordatorum, officium conferre iis qui fuerint a Capitulis electi, aut præsentati a Patronis, modo idonei reperiantur.

Ideo agendum nobis est : de electione ; — de postulatione ; — de præsentatione et jure patronatus ; — de ipsa institutione, seu collatione officii ; — et demum de titulis falsis.

§ I. De electione.

Electio est : Personæ idoneæ ad prælaturam ecclesiæ vacantem, vel ad aliquod officium ecclesiasticum, per vota legitimorum electorum canonica vocatio, a Superiore confirmanda. — *Colligitur ex variis cap. De elect.*

183. **I. Ad electionem vocandi sunt :** omnes qui jus habent eligendi, sive præsentes sive absentes sint, dummodo in longinquis regionibus non versentur. — *Cap. Quum inter universas, 18, De elect.*

Si unus tantum contemneretur, iste posset obtinere irritationem electionis, etiam post confirmationem : cum « explorati sit juris, quod electioni plus contemptus unius quam contradictio multorum obsistat ». — *Cap. 34 et 36, De elect.*

Si vero vocalis contemptus non contradicat, electio valide subsistit. — *Cap. 28 ejusd. tit.*

a) *Absens* potest constituere *procuratorem*, modo « sit in eo loco de quo debeat advocari, justoque impedimento detentus, venire non possit ». — *Cap. 42, De elect.*

Iste procurator debet esse *unus de collegio;* sed collegium electorum, licet non teneatur, potest tamen extraneum admittere, iisdem qualitatibus præditum quæ a jure in electoribus requiruntur. — *Cap. 42 et 46 ejusd. tit., in 6°.*

b) Absens, « licet nullus de collegio velit esse procurator ejusdem, nec ipse, nolente Capitulo, extraneum valeat deputare, non poterit aliquatenus *per litteras* exprimere votum suum », quia electio est *actus collegii,* et ideo electores debent esse collegialiter congregati. — *Cap. 46, De elect., in 6°.*

c) Vocatis vocandis, *electio perficitur a præsentibus,* licet unus tantum elector sit præsens : non quod unus sit Capitulum, sed quia, cum alii censeantur suo juri renuntiare, jura totius Capituli in illo uno *devolutive* resident.

184. **II. Eligere non possunt :**

a) *Laici,* secluso privilegio Apostolico. — Laici enim, cum jurisdictionis ecclesiasticæ sint incapaces, nemini conferre possunt jus obtinendi sacrum aliquod officium. — *Cap. 51 et 56, De elect.*, ubi consuetudo contraria vocatur *corruptela.*

b) *Nec illi qui ad collegium electorum non pertinent,* nisi ipsis faveat præscriptio quadraginta annorum cum titulo *(cf. cap. 1, De præscript., in 6°)*, vel concessio Romani Pontificis, aut demum lex specialis in fundatione Capituli.

c) Etiamsi sint de numero electorum, eligere non pos-

sunt *impuberes*, eo quod « discretione careant » ; ob eamdemque rationem *amentes* et *furiosi*, quamdiu durat amentia. — *Cap. 32, De elect., in 6°.*

d) *In pœnam vero delicti*, voce activa privantur excommunicati vitandi *(cap. 39, De elect.)*, suspensi ab officio *(cap. 8, De consuet.)*, personaliter interdicti, vel interdictum locale violantes *(cap. 16 ejusd. tit.)*.

185. **III. Tempus ad perficiendam electionem,** quod pro variis electionibus adsignatum est, decurrit a die quo habita est notitia vacationis, « justo tamen impedimento cessante ». — *Cap. 41, De elect.*

Quod si electio, ob quamlibet causam, fuerit nulla, electores rursus idem integrum tempus habent ad celebrandam novam electionem.

a) Ante ecclesiæ vacationem, non possunt electores incipere tractatum de electione successoris, omniaque acta sunt ipso jure nulla. — *Cap. 1, De conces. eccl. et præbend. non vac. ; — et cap. 36, De elect.*

b) Si vero *ex negligentia* differatur electio ultra tempus a jure statutum, electores privantur pro ea vice facultate eligendi, quæ devolvitur ad Superiorem cujus erat electionem confirmare. — *Cap. 41, De elect.*

186. **IV. Forma electionis triplex esse potest :** nempe per *scrutinium*, per *compromissum*, vel per *quasi-inspirationem*. — *Cf. Cap. Quia propter, 42, De elect.*, ubi tamen sermo non est nisi de « *viduatis ecclesiis* », ideoque de electionibus Prælatorum.

a) *Quasi-inspiratio* locum habet, quando omnes electores, absque prævio tractatu, et absque ulla hæsitatione, in personam eligendam conveniunt : quæ concordia, cum in humanis sit extraordinaria, ideo quasi inspirata dicitur.

b) Forma *Compromissi* servatur, cum omnes et singuli electores eligendi potestatem aliquibus viris idoneis committunt, qui vice omnium eligant. — *Cap. Quia propter.*

Compromissarii non debent limites sui mandati excedere

(*cap. 32. De elect.*). — Compromittentes vero tenentur electum recipere, dummodo sit idoneus (*cap. 8 ejusd. tit.*).

c) In forma *Scrutinii*, quæ frequentius adhiberi solet; « præsentibus omnibus qui *debent*, et *volunt*, et *possunt* commode interesse, assumuntur *tres de collegio* fide digni, qui *secreto* et singillatim vota cunctorum diligenter exquirant, et *in scriptis* redacta mox *publicent* in communi, nullo prorsus appellationis obstaculo interjecto, ut is, collatione habita, eligatur, in quem omnes, vel *major et sanior pars* Capituli consentit ». — *Cap. Quia propter.*

187. **V. Electio debet esse libera**; « cessat enim electio, dum libertas adimitur eligendi » (*cap. 3, De elect., in 6º*). — *Cf. cap. 14, ejusdem tituli*; — *et constit. Apostolicæ Sedis, tit. 1, num. 6 et 7.*

a) Unde, electio facta « per sæcularis potestatis abusum » nulla est ipso jure. — *Cap. 43, De elect.*

b) Pariter nulla est electio, si Superior ecclesiasticus personam eligendam electoribus indicaverit. — *Cap. 3, De elect., in 6º.*

c) Si Prælatus proposuerit duas vel tres personas, *ex quibus una necessario eligatur*; disputant Auctores utrum talis electio sit nulla ipso jure, vel solum rescindibilis ad petitionem electorum.

188. **VI. De electionis intimatione, acceptatione, et confirmatione.**

a) Electione celebrata, « electores electionem ipsam, quam citius commode poterunt, electo præsentare, ac petere ipsius *consensum* procurent.

b) » Electus vero illum adhibere *infra mensem* a tempore præsentationis hujusmodi teneatur. — Quem si electus ipse ultra præsentare distulerit, jure, si quod ei ex sua electione fuerit acquisitum, ex tunc se noverit eo ipso *privatum*, nisi forsan ea sit electæ personæ conditio, ut electioni de se celebratæ, absque Superioris sui licentia, ex prohibitione, seu quavis provisione Sedis Apostolicæ, consentire non possit.

» Quo in casu, idem electus, seu electores ipsius, *consentiendi licentiam* ab ejus Superiore, cum ea celeritate quam Superioris ipsius præsentia vel absentia permiserit, petere studeant et habere ; alioquin si, lapso tempore pro ejusdem Superioris præsentia vel absentia, ut præmittitur, moderando, hujusmodi licentiam eos nequaquam obtinere contingat, electores ex tunc ad electionem aliam procedendi liberam habeant facultatem. » — *Cap. Quam sit ecclesiis, De elect., in 6°.*

c) « Cæterum, quivis electus, *infra tres menses* post consensum electioni de se celebratæ præstitum, *confirmationem electionis* ipsius petere non omittat. Quod si, justo impedimento cessante, infra hujusmodi trimestre tempus omiserit, electio eadem eo ipso viribus vacuetur. » — *Cap. cit., De elect., in 6°.*

189. **VII. Effectus electionis.** — Electus, si nullo canonico impedimento detineatur, obtinet *jus ad rem*, id est ad prælaturam, vel officium ecclesiasticum, ita ut electio debeat a Superiore confirmari.

Sane illusoria esset potestas eligendi quæ conceditur a jure, si Superior posset, pro suo arbitrio, electionem non confirmare.

§ II. De postulatione.

Si forte contigerit ut qui Ecclesiæ utilissimus fore videtur, propter *defectum* aliquem aut canonicum *impedimentum* eligi nequeat, tunc electoribus extraordinarium præsidium datur, nimirum *Postulatio*, per quam ejusdem impedimenti remissio apud Superiorem impetratur.

190. **I. Est ergo Postulatio :** Concors capituli vel collegii petitio ad Superiorem directa, ut ad prælaturam ecclesiasticam, beneficium, vel officium, admittere velit personam quæ, propter impedimentum canonicum, eligi nequit. — *Desumitur ex cap. 20 et 23, De elect.*

a) Postulatio : alia est *solemnis* et proprie dicta, cujus est tradita definitio : alia *simplex* et improprie dicta, quæ

non supponit defectum in postulato, sed tantum necessitatem obtinendi Superioris licentiam, ut electioni de se factæ consentire possit, quod, ex. gr., accidit in Regularibus. — *Cap. 27 et 36, De elect., in 6°.*

b) Postulatio fit *ad eum Superiorem* ad quem alias spectat confirmatio electionis, dummodo habeat potestatem super impedimento dispensandi; nam admissio postulationis vim *confirmationis* habet.

191. **II. Effectus Postulationis.** — *Nullum jus acquiritur postulato.* — Unde :

a) *Superior ecclesiasticus* non tenetur admittere postulationem, seu petitam dispensationem concedere, ut patet, et expresse traditur *in cap. 3, De postulatione.*

b) *Postulantes* possunt, dum postulatio Superiori præsentata non est, sententiam mutare, et ad alterius postulationem aut electionem transire. — *Cap. 4, ejusd. tit.*

Semel vero facta Superiori præsentatione, postulationem *variare non possunt,* sive ab illa recedere. — *Cap. cit.*

§ III. De præsentatione et jure patronatus.

192. **I. Præsentatio est :** Designatio alicujus idoneæ personæ, facta per patronum Superiori cui competit jus instituendi, ut ei de officio vacante provideat.

Ex gratitudine enim Ecclesiæ erga eos qui se liberales exhibuissent in exstruendis vel dotandis ecclesiis, concessum ipsis est jus nominandi, vel præsentandi ad ecclesiam vel beneficium vacans, clericum a Superiore instituendum.

193. **II. Jus patronatus acquiritur triplici modo,** nempe : ex *fundatione*, seu ex concessione fundi pro ecclesia ædificanda ; ex illius *constructione ;* vel ex illius *dotatione.* — Ut fert celebris versus Glossæ, *in can. 23, causæ 16, quæst. 7 :*

« *Patronum faciunt dos, ædificatio, fundus.* »

Alius quidem modus lucrandi jus patronatus invectus erat, nempe *privilegium,* quod ante concilium Tridentinum

passim concedebatur ab Ordinariis locorum. — Hæc autem facultas sublata est *sess. 25, cap. 9, De ref.*

194. **III. Præter titulos originarios, tituli quoque derivati vel translatitii** distinguuntur a canonistis, nempe : *hæreditas, donatio, permutatio* et *venditio.*

Nam jus patronatus ut perpetuum habebatur, scilicet respiciens non solum fundatorem aut institutorem beneficii, sed et reliquos ab ipso successive habentes causam.

Quod attinet ad titulum *emptionis,* « cum inconveniens sit vendi jus patronatus quod est spirituali adnexum » *(cap. 16, De jure patr.),* probe tenendum est illud *directe* acquiri non posse venditione et emptione, sed tantum *indirecte*, nempe per acquisitionem rei cui inseparabiliter adnexum est, dummodo, ratione illius, pretium non augeatur. — *Cf. Trid., loc. cit.*

195. **IV. Jus patronatus acquirere possunt :** omnes quotquot sunt fideles in Ecclesia, clerici et laici, viri et feminæ, imo et personæ morales, ut Monasteria et Capitula, etc.

a) Non omnes tamen qui capaces sunt acquirendi jus patronatus, illud *per seipsos* exercere valent. — Nam, v. gr., *impuberes*, ante septennium, non possunt præsentare, sed eorum nomine præsentant tutores ; ita pariter *feminæ* per maritum exercent jus patronatus quod bonis dotalibus est inhærens. — *De Angelis, in tit. De jure patron., n. 6.*

b) *In Gallia*, jura *veterum* patronorum suppressa sunt vi constitutionis Apostolicæ qua status præsens ecclesiarum instauratus est, anno 1801. — Verum nihil obstat quominus *nova jura* acquirantur, positis ponendis.

Quid *leges nostræ civiles* concedant fundatoribus et benefactoribus ecclesiarum aut capellarum parochialium, dicemus *ubi de administratione temporali parochiæ, ad præscriptum juris civilis, n. 997.*

c) Juri patronatus affinis est facultas Principi civili concessa, *nominandi,* seu *præsentandi ad sedes episcopa-*

les, quæ jure concordatorio inducta est in quibusdam ditionibus catholicis, ut in Gallia, ex Concordato anni 1801, *art. 4 et 5*.

196. **V. Effectus præsentationis.**

a) Præsentatus a Patrono, si habeat qualitates requisitas tum ex jure communi, tum ex lege fundationis, *jus habet* ut in officio instituatur. — *Cf. n. 189.*

b) Verum, si præsentati idonei non fuerint, possunt repelli ab Episcopo. — *Trid., sess. 25, cap. 9, De ref.*

Et, si ad inferiores institutio pertineat, *ab Episcopo tamen examinandi sunt*, alioquin institutio ab inferioribus facta irrita est et inanis. — *Trid., loc. cit.*

§ IV. De institutione canonica.

197. **I. Electione vel præsentatione jus in re non confertur,** id est ipsum officium cum jurisdictione ecclesiastica *(cap. 9, De elect.)*, quia « beneficium ecclesiasticum non potest sine canonica institutione possideri » *(reg. 1 jur., in 6°)*; et consuetudo non petendi electionis confirmationem reprobatur ut corruptela *(cap. 7, De consuet.)*.

Ideo damnata est in allocut. *Nunquam fore*, 15 dec. 1856, propositio : « Laica potestas habet per se jus præsentandi Episcopos, et potest ab illis exigere ut ineant diœcesium procurationem, antequam ipsi canonicam a Sancta Sede institutionem, et Apostolicas litteras accipiant. » — *Syll., num. 50.*

a) Hinc, generali constitutione, *Gregorius X*, in concilio Lugdunensi II, sancivit : « ut nullus de cætero, administrationem dignitatis ad quam electus est, *priusquam celebrata de ipso electio confirmetur*, sub œconomatus vel procurationis nomine, aut alio de novo quæsito colore, in spiritualibus vel temporalibus, per se vel per alium, pro parte vel in totum, gerere vel recipere, aut illis se immiscere præsumat » *(cap. Avaritiæ, 5, De elect., in 6°)*. — *Cf. extravag. Injunctæ, De elect., inter communes.*

b) Et *Pius IX* declaravit : « ea quæ a Gregorio X de

electis a Capitulis constituta sunt, comprehendere etiam *nominatos et præsentatos a supremis publicarum rerum Moderatoribus,* sive Imperatores sint, sive Reges, sive Duces, vel Præsides, quomodocumque nominentur, qui, ex S. Sedis concessione seu privilegio, jure gaudent nominandi et præsentandi ad sedes episcopales in suis respectivis ditionibus vacantes. » — *Constitutio Romanus Pontifex, 28 aug. 1873. — Cf. bullam In supremo, Clementis XI, 24 aug. 1709; — et breve Pii VII ad card. Maury.*

c) Ubi vero *Dignitates et Canonici cathedralium ecclesiarum vacantium,* ac illi qui, deficientibus Capitulis, Vicarios deputant, aut vacantes ecclesias legitime administrant, concedere et transferre in nominatum et præsentatum ad eamdem ecclesiam, ejus curam, regimen et administrationem, sub quovis titulo, nomine, quæsito colore ausi fuerint, præter *nullitatem* prædictæ concessionis et translationis, præfati Canonici et Dignitates *excommunicationis majoris*, nec non *privationis* fructuum ecclesiasticorum quorumcumque, aliorumque reddituum ecclesiasticorum per eos respective obtentorum, *eo ipso incurrendis pœnis* innodantur, ipsarumque pœnarum absolutio seu relaxatio Summo Pontifici *specialiter* reservatur. -- *Cit. constit. Romanus Pontifex, Pii IX, 28 aug. 1873.*

d) « *In easdemque pœnas* pariter reservatas ipso facto incurrunt : *nominati et præsentati ad vacantes ecclesias*, qui earum curam, regimen et administrationem suscipere audent, ex concessione et translatione a Dignitatibus et Canonicis, aliisque de quibus supra, in eos peractam; nec non ii qui præmissis paruerint, vel auxilium, consilium aut favorem præstiterint, cujusque status, conditionis, præeminentiæ et dignitatis fuerint. » — *Constit. cit.*

Præterea, *nominati et præsentati,* jure quod eis per nominationem et præsentationem forte quæsitum fuerit, *eo ipso privati* existunt.

Quod si aliqui ex prædictis *episcopali charactere* sint insigniti, in pœnam *suspensionis* ab exercitio pontificalium, et *interdicti* ab ingressu ecclesiæ, *ipso facto*, abs-

que ulla declaratione, incidunt, S. Sedi pariter reservatam. — *Ibid.*

198. **II. Attamen, si electus vel nominatus jam habeat actualem administrationem,** ut, v. gr., Vicarius Capitularis nominatus ad sedem episcopalem ejusdem ecclesiæ, *controvertitur* utrum titulo antea quæsito valeat administrare.

a) Cum vero jura omnia non loquantur nisi de titulo *noviter quæsito,* et de arcenda *fraude* contra legem, illi vero de quibus agitur non sese *ingerant,* cum antea jam obtinuerint viis canonicis jus regendi ecclesiam, « magis fundata in jure sententia est », ait *de Angelis,* eos posse adeptam administrationem continuare. — *In tit. De elect., 13.*

b) Insuper communiter admittitur neminem privandum fore, sine certa legis sanctione, jure canonice *adepto;* atqui, ex hypothesi, Vicarii Capitulares *jus adepti sunt regendi diœcesim,* et nullibi leges canonicæ statuunt illos eo jure, sua scilicet jurisdictione, privatos esse statim ac nominati fuerint ad episcopalem sedem. — *Icard, Prælect., n. 151.*

199. **III. Canonica institutio, seu ipsa collatio officii, aut confirmatio, fieri potest ab homine vel a jure.**

a) Institutio *fit ab homine :* quando Superior, *actu speciali* et *de præsenti,* clericum promovet ad officium ecclesiasticum.

b) Institutio *fit a jure :* quando *lege scripta* vel *consuetudine* sancitum est electum posse immediate exercere officium ad quod vocatur, quin debeat ad Superiorem recurrere. — Cum enim lex hujusmodi nihil aliud sit quam consensus Superioris, *per actum præteritum ac stabilem datus,* rite celebrata electione, jura necessaria ad officium eo ipso conferuntur.

Hoc modo instituitur, v. gr., *Vicarius Capitularis;* unde ejus electio non est electio proprie dicta, quia non confirmatur a Superiore, sed potius *deputatio.* — *Conc. Trid., sess. 24, cap. 16, De ref.*

Item *Summus Pontifex*, cum a nemine confirmetur, nec confirmari possit, ipso jure divino obtinet primatum honoris et jurisdictionis in universam Ecclesiam.

200. **IV. Ad probationem institutionis, dantur provisiones, seu litteræ patentes.** — Hisce litteris *omnino indigent omnes qui instituuntur a Summo Pontifice.*

a) Sancitum est enim ut « Episcopi et alii Prælati superiores, nec non Abbates, Priores...., qui apud Sedem Apostolicam promoventur, aut confirmationis, consecrationis, vel benedictionis munus recipiunt, ad commissas eis ecclesias et monasteria, absque dictæ Sedis litteris hujusmodi eorum promotionem, confirmationem, consecrationem seu benedictionem continentibus, accedere, vel bonorum ecclesiasticorum administrationem accipere non præsumant, nullique eos absque dictarum litterarum ostensione recipiant, aut eis pareant vel intendant. — Quod si forsan contra præsumptum fuerit, quod.... medio tempore actum fuerit, irritum habeatur ». — *Extravag. Injunctæ, 1, De elect., inter comm.* — *Cf. constit. Romanus Pontifex, Pii IX, 28 aug. 1873.*

b) Et « *suspensionem reservatam S. Pontifici ipso facto incurrunt* a suorum beneficiorum perceptione, ad beneplacitum S. Sedis : *Capitula* et *Conventus ecclesiarum et monasteriorum*, aliique omnes qui ad illarum seu illorum regimen et administrationem recipiunt Episcopos aliosve Prælatos, de prædictis ecclesiis seu monasteriis apud eamdem Sedem quovis modo provisos, antequam ipsi exhibuerint litteras Apostolicas de sua promotione ». — *Constit. Apostolicæ Sedis, Pii IX, tit. 5, num. 1.*

201. **V. Investituræ** nomine intelligebatur : Usus media ætate invectus, quo Principes sæculares electis ad beneficia majora, nempe episcopatus et abbatias, tradebant *baculum pastorale* et *annulum.*

a) Poterant equidem *Prælatos investire feudis et bonis temporalibus*, quæ, ex sua vel suorum prædecessorum largitate, dignitatibus ecclesiasticis erant adnexa.

Cum vero *baculus et annulus* sint *insignia jurisdictionis*

spiritualis Pastorum, timendum erat ne, conferendo jura mere temporalia, ipsi viderentur officia etiam ecclesiastica conferre; unde, a Summis Pontificibus, non quidem ipsa investitura damnata est, sed *modus* quo fiebat, traditione scilicet baculi et annuli pastoralis.

b) Damnatus quoque est *abusus cui locum dederat hæc traditio* : quia, sub prætextu Investituræ, opprimebatur libertas electionum, et simoniacis pactionibus sæpe fœdata erat adeptio dignitatum ecclesiasticarum.

« Germani Imperatores, *ait Bossuet,* abutebantur Investituris, ut ecclesias venderent, æternæque servituti Christi Sponsam addicerent. » — *Def. declar. Gallic., l. 3, c. 12.*

c) Querela ergo agitata erat *de re omnium gravissima,* nempe de ipsa Ecclesiæ libertate.

« Certes, ait *J. de Maistre,* ce n'était pas une vaine querelle que celle des Investitures; le pouvoir temporel menaçait ouvertement d'éteindre la suprématie ecclésiastique; l'esprit féodal qui dominait alors allait faire de l'Église, en Allemagne et en Italie, un grand fief relevant de l'Empereur. — Le Saint-Siège seul put s'opposer au torrent.... Les Papes ne disputaient point aux empereurs l'investiture par le sceptre, mais seulement l'investiture par la crosse et l'anneau. Ce n'était rien, dira-t-on? Au contraire, c'était tout. Et comment se serait-on si fort échauffé de part et d'autre, si la question n'avait pas été importante ? — *Du Pape, liv. 2, chap. 7.*

d) *Conventio demum obsignata est* inter Henricum V, Germaniæ Imperatorem, et Callixtum II, *in concilio Lateranensi I, an. 1123.*

Imperator « dimittebat Deo et Sanctis ejus Apostolis Petro et Paulo, et Sanctæ catholicæ Ecclesiæ, omnem investituram per annulum et baculum, et concedebat in omnibus ecclesiis fieri electionem et liberam consecrationem. »

Summus Pontifex vicissim concessit ut « electiones fierent in præsentia Imperatoris, et ut electus regalia per sceptrum acciperet ».

202. **VI. Jus Regaliæ** in eo erat quod Rex, in Gallia,

vacante sede episcopali, administraret bona temporalia ejusdem sedis, et omnia beneficia ecclesiastica, ad Episcopi collationem pertinentia, conferret, exceptis solis parœciis.

a) *Accedente consensu Ecclesiæ, legitimum evadere poterat exercitium istius juris.* — Unde, concilium Lugdun. II universis quidem interdixit, quantacumque dignitate præfulgerent, ne de novo regalia usurpare conarentur; verum regalia non abstulit iis qui « ab ipsarum ecclesiarum cæterorumque locorum *fundatione*, vel *ex antiqua consuetudine*, jura sibi hujusmodi vindicabant», modo ab illorum abusu prudenter abstinerent. — *Conc. Lugdun. II, can. 12.*

b) *Sed abusus eo devenerat* ut beneficia, etiam quibus adnectebatur jurisdictio, conferrentur a Principe absque ullo examine prævio de idoneitate promovendorum. — Præterea hoc jus Regaliæ, ut coronæ proprium, et inalienabile, ad omnes Regni ecclesias extensum est per edictum anni 1673.

c) Equidem, *Prælati omnia componere voluerunt in Comitiis anni 1682*, eo modo : ut beneficia jurisdictionem adnexam habentia jam non possent a Rege conferri, cætera vero pleno jure conferret in cunctis Regni ecclesiis; et postulaverunt ab Innocentio XI ut eam concessionem confirmaret.

d) Verum *Pontifex ægre tulit hanc Comitiorum conniventiam*, Prælatos objurgavit et eorum acta rescidit, « cum præsertim per abusum Regaliæ, non solum everti disciplinam Ecclesiæ res ipsa doceat, sed etiam fidei ipsius integritatem in discrimen vocari facile intelligatur ex ipsis regiorum decretorum verbis, quæ jus conferendi beneficia Regi vindicant, non tanquam profluens ex aliqua Ecclesiæ concessione, sed tanquam *ingenitum*, *cœvum* regiæ coronæ ». — *Respons. Innoc. XI ad clerum Gallic.*

§ V. De titulis falsis.

203. **I. Falsus titulus est ille** in quo, vel deest ipsa collatio; vel adest quidem actus collationis, sed ex parte

Superioris ex se incompetentis; vel adest quidem actus collationis, et ex parte Superioris competentis, sed simul cum aliquo vitio, quo impeditur tituli reipsa existentis efficacia.

Unde *triplex* est *falsus titulus*, scilicet : putativus, invalidus, coloratus.

a) *Putativus*, seu *fictus titulus* est ille qui reipsa a *nullo Superiore* fuit concessus, sed tamen adesse putatur a communitate cujus interest.

Id contingere potest variis modis ; v. g., si quis se fraudulenter dicat missum a Superiore, dum reipsa ipsi nulla concessio facta fuerit; vel si exhibeat titulum, non ipsi, sed alteri personæ concessum; vel si quis utatur titulo ipsi quidem concesso, sed pro alio loco, vel pro certo tempore jam elapso.

b) *Invalidus*, seu *nullus simpliciter titulus* est ille qui revera concessus fuit, *sed a Superiore per se, seu ex ipso jure incompetente*, quatenus ad hoc omni potestate destituto, ita ut deficiat ipsa radix seu fundamentum collationis, *ob vitium fundamentale*, seu ob defectum auctoritatis in concedente, ab ipso jure ortum.

Exempli gratia, Capitulum, sede vacante, non potest officium inamovibile alicui valide conferre; nec Archiepiscopus valide deputare Vicarium Capitularem, sede suffraganea vacante, aut conferre officia in diœcesibus suffraganeorum, nisi in casibus a jure canonico determinatis : et ideo in his et aliis similibus casibus, si aliter fiat, titulus est invalidus, seu simpliciter nullus, *ratione incompetentiæ ex parte concedentis*, ab ipso jure statutæ.

c) *Coloratus titulus* est ille qui revera concessus est, et quidem a Superiore per se, seu ipso jure, ad hoc competente, sed qui, *ob vitium aliquod accidentale* seu ex facto proveniens, et tamen *occultum*, factus est inefficax, ita ut suum effectum sortiri non possit. — Hoc autem vitium accidentale potest esse :

1° *In concedente*, si nempe, eo tempore quo officium confert, sit spoliatus sua auctoritate, per judicium canonicum

quod ignoratur, vel per mortem adhuc ignoratam illius quem repræsentat, v. g. Episcopi respectu Vicarii generalis aliquod officium conferentis.

2° *In recipiente,* sive aliquod vitium præcesserit, ex. gr. aliqua censura aut irregularitas occulta, sive ipsemet titulo suo sit spoliatus, et id simul ignoretur a communitate.

3° *In actu collationis,* ut si intercesserit vis aut simonia, ratione cujus actus sit irritus.

204. **II. Ecclesia supplet jurisdictionem, posito titulo colorato cum errore vere communi ac probabili, modo non obstet impedimentum jure divino.**

a) Omnes canonistæ testantur admissam fuisse in jure ecclesiastico legem romanam *Barbarius, ff. De officio Prætoris :* « Si quis a legitimo Superiore auctoritatem acceperit, quam, ob *occultum impedimentum*, v. gr. servi conditionem, exercere non poterat, valent nihilominus omnia ab eo edicta, *quamdiu latuit* illud accidentale vitium : tum quia hoc humanius est, tum quia potuit Populus Romanus etiam servo decernere hanc potestatem. » — *Cf. cap. Infamis, caus. 3, q. 7.*

Ergo, posito titulo colorato cum errore communi, *Ecclesia ipsa supplet jurisdictionem,* ne fideles, ex inculpato errore, grave detrimentum patiantur quod sequeretur ex nullitate absolutionum, matrimoniorum, collationis beneficiorum, etc.

Neque ullatenus timendum est ne disciplica canonica enervetur, neve auctoritas contemnatur, cum titulus fuerit collatus, et defectus sit occultus.

b) Hæc autem *ad forum externum* æque ac *ad forum internum* spectant, et de jurisdictione *delegata* non secus ac de *ordinaria* intelliguntur ; eadem quippe in utroque casu militat ratio, et ita communius interpretantur canonistæ.

Non minora certe imminerent pericula, imo, sub quodam respectu, majora, si in iis quæ ad forum conscientiæ attinent, judex putativus careret jurisdictione.

c) Diximus : *posito errore vere communi* circa vitium tituli. — Etenim jus canonicum utilitati communi vult pro-

videre ; porro, *error vel ignorantia paucorum parvi refert ad bonum publicum,* nec censetur ratio sufficiens cur recedatur a regulis generalibus, et suppleatur defectus tituli ; ergo esse debet error *communis* in loco ubi judex putativus jurisdictionem exercet.

Non obstat si *alibi* impedimentum forte cognoscatur, nec etiam si *olim* notum fuerit in loco ubi nunc judex ille degit, modo communitas sit penitus immemor hujus impedimenti. — *Icard, Prælect., num. 284.*

d) Diximus : *errore vere probabili,* ita ut non sufficiat mediocris attentio ad deprehendendum tituli vitium ; nam ignorantia crassa et supina hic æquivalet scientiæ. — *Cap. Ut animarum, 2, De constit., in 6°.*

e) Diximus : *modo non obstet impedimentum jure divino.* Secus enim vitium tale non est *cui Ecclesia mederi possit ;* nam manifestum est eam non posse impedimentum juris naturalis vel divini tollere.

Hinc, si judex careat *usu rationis,* vel parochus *non sacerdos* sacramentaliter absolvat, gesta eorum irrita sunt et nulla absque remedio.

205. **III. Quæritur utrum, si adsit titulus invalidus cum errore communi et probabili de ejus validitate, Ecclesia suppleat jurisdictionem.**

a) Si titulus sit *procul dubio invalidus :*

1° *Alii negant,* eo quod « ignorantia facti, non juris, excuset » *(reg. 13 juris, in 6°),* et dicunt Ecclesiam non posse fovere contemptum suarum legum. — Confirmant ex *cap. Dudum, 54, De elect.*

2° *Alii* vero tenent præfata valere quidem si agatur de *privato errore,* quia non pertinet ad bonam gubernationem ut particularibus factis provideatur : quod fieri non posset sine aliis majoribus incommodis.

At providere *communi* et publico errori seu ignorantiæ *valde conveniens est,* siquidem ex communi errore circa titulum invalidum, grave malum pro communitate consequeretur ; ideoque dicunt Ecclesiam huic malo providere supplendo jurisdictionem.

b) Si de tituli validitate tantum *dubitetur*, stante *errore communi* de ejus validitate, communiter sentiunt Auctores Ecclesiam supplere jurisdictionem. Ignorantia enim juris incerti non est proprie *ignorantia juris*. — *Cf. cap. 2, dist. 4; — et cap. Quoniam, 13, De rescriptis.*

206. **IV. Quæritur utrum, quando titulus est solummodo putativus, cum errore communi et probabili, Ecclesia suppleat jurisdictionem.**

a) *Alii affirmant* etiam in hoc casu Ecclesiam supplere jurisdictionem, ob ruinam fidelium spiritualem, quæ ex jurisdictionis denegatione sequeretur non minor ac quoties adest titulus coloratus.

b) *Alii* vero *negant* : quia *obstat publicus ordo* quominus, in societate bene ordinata, quis valide ullum ministerium impleat, absque aliqua saltem colorata deputatione.

Præterea *textus juris* de supplenda jurisdictione, supponere videntur titulum saltem coloratum, uti lex *Barbarius*, de qua supra.

Tandem, *ex decisione S. C. Conc., 11 dec. 1683*, apud Benedictum XIV, « *invalida* est absolutio collata cum titulo *putativo*, sed non sunt inquietandi illi qui bona fide confessi sunt; attamen, si ipsi confessi hoc resciverint, vel de invaliditate confessionis dubitaverint, iidem tenentur reiterare confessionem ». — *Instit. 84, n. 22.*

207. **V. Non obstante speculativa controversia de tituli invalidi aut putativi efficacia :** *in praxi*, cum hujusmodi titulis, posito errore communi vere probabili de eorum vitio, *moraliter certum est valide tamen procedi.*

Nam cum istis titulis, et errore communi vere probabili circa eorum vitium, *jurisdictio est vere probabilis*, speculative loquendo, juxta omnes. — Atqui, ex una parte, *Superiores et ministri*, in foro sive interno sive externo, non dubitant suo munere fungi quoties, juxta probabilem opinionem, jurisdictionem se habere existimant; et, ex altera parte, *Ecclesia* nec hujusmodi universalem et constantem praxim ignorat, nec contra eam reclamat, cum profecto reclamare possit ac debeat ad multarum animarum præca-

vendum dispendium, nisi eamdem tacite approbet, *jurisdictionem certam supplendo.* — Ergo indubitanter, pro illa adeo universali et constanti praxi, Ecclesia supplet jurisdictionem. — *Ita communiter.* — *Cf. Suarez, De pœnitent., disp. 26, sect. 6.*

208. **VI. Quæritur utrum licitum sit uti titulo colorato, aut invalido, aut mere putativo,** cum errore vere communi ac probabili, semoto vitio ex jure divino aut naturali.

Quæstio expendi potest vel respectu *Superioris* qui non ignorat defectum tituli quo potitur, vel respectu *privati* qui noverit ejusdem tituli defectum. — Porro :

a) *Superior* qui privatim noscit se titulo tantum colorato, aut invalido, aut putativo gaudere,

1º *Valide et licite* eo uti potest in casu *necessitatis* aut *specialis utilitatis*, aut ex *causa rationabili*, qualis est, ex. gr., in foro pœnitentiali, si pœnitens indigeat auxilio sive consilio confessarii qui aliquo ex illis titulis pollet ; vel si complex peccati pœnitentis sit notus apud confessarium vero titulo munitum ; vel si periculum adsit ne pœnitens integre non confiteatur apud alium confessarium ; vel si urgeat præceptum confessionis aut singularis indulgentia lucranda ; vel quia diu quis non poterit confiteri, etc. — *Cf. S. Ligorium, lib. 6, num. 571 et 573.*

2º *Extra casum rationabilis causæ*, idem Superior : *valide*, sed *illicite*, utitur falso titulo ;

Valide quidem, eo quod Ecclesia, ob bonum animarum, suppleat jurisdictionem, ex modo dictis.

Illicite autem, quia Ecclesia, etsi suppleat jurisdictionem ad præcavendum subditorum dispendium, non tamen præsumitur, justa deficiente causa, velle *meræ libertati Superiorum* connivere. — *S. Lig., loc. cit.*

Ergo, extra casum rationabilis causæ, *omnino abstinendum* est, et quamprimum ad Superiorem recurrendum, ut tituli defectus reparetur.

b) *Privatus* autem, qui non ignorat defectum veri tituli in Superiore,

1º *Valide* nihilominus uti potest illius ministerio, quia, posito errore communi vere probabili, et non obstante paucorum scientia, Ecclesia jurisdictionem supplet.

2º Sed etiam idem privatus *licite* uti potest ejusdem Superioris ministerio in casu *necessitatis* aut *utilitatis specialis*, seu *causæ rationabilis*, v. g. quando commode alium adire nequit.

3º At, *si facilis sit recursus ad alium Superiorem* qui vero titulo pollet, aut *si desit aliqua rationabilis causa*, abstinendum est ab illius Superioris officio; alioquin peccaret ille privatus, atque, in foro pœnitentiali, invalida foret absolutio, defectu dispositionis in pœnitente. — *Bonal, Institut. canonic., tract. 2, num. 32.*

ARTICULUS II.

De requisitis in subjecto jurisdictionis ecclesiastic.e.

209. **I. Requiruntur in promovendis ad officia ecclesiastica :**

a) *Status clericalis*, « quum laicis, quamvis religiosis, disponendi de rebus Ecclesiæ nulla sit attributa potestas, quos obsequendi manet necessitas, non auctoritas imperandi ». — *Cap. 12, De rebus Ecclesiæ non alienandis.*

Ideo statutum est *in cap. 2, De judiciis :* « ut laici ecclesiastica negotia tractare non præsumant ». — *Cf. cap. 2, De institutionibus.*

Neque *femina* capax est jurisdictionis, saltem de jure ecclesiastico. — *Cf. cap. 10, De pœnit. et remiss.*

b) Et quidem *ille gradus hierarchiæ ordinis* quem expostulat dignitas aut officium obtinendum, ita ut promovendus eo ordine, vel actu sit initiatus, vel infra annum initiari valeat.—*Cap. 14 et 34, De elect., in 6º;—Cf. Trid., sess. 7, cap. 10, et sess. 25, cap. 12, De ref.*

Promovendus ad Episcopatum debet esse saltem subdiaconus. — *Cf. n. 543.*

c) *Ætas* quoque sacris canonibus præscripta pro diver-

sitate officiorum, « cum in cunctis sacris ordinibus et ministeriis ecclesiasticis, sint ætatis maturitas, gravitas morum, et litterarum scientia inquirenda ». — *Cap. 7, De electione.* — *Cf. cap. Dudum, 22, ejusd. tit.*

Pro omnibus officiis quibus *cura animarum*, sive externi, sive interni fori, adnexa est, requiritur vigesimus quintus ætatis annus incœptus. — *Cap. 7, De elect.*; — *cap. 14, ejusd. tit., in 6°*; — *et Trid., sess. 24, cap. 12, De ref.*

d) *Morum honestas.* — *Cit. cap. Cum in cunctis, 7, De elect.*; — *Cf. cap. 4, De ætate et qualitate præficiendorum.* Unde prorsus excluduntur criminosi, infames, excommunicati, suspensi, interdicti et irregulares. — *Cf. Tract. De clericis, ubi de irregularitatibus ; et Tract. De pœnis, ubi de censuris.*

e) Et *scientia quam munus exigit vel ordo adnexus*, quia « carens litteris, sacris non potest esse aptus officiis » (*can. 1, dist. 36*). — *Cf. Trid., sess. 22, cap. 2, De ref., et sess. 24, cap. 1 et 12, De ref.*

Imo, pro nonnullis dignitatibus requiritur *doctoratus vel licentia* in sacra Theologia aut in jure canonico, vel publicum alicujus Academiæ testimonium. — *Cf. Trid., l. c.*

« Quanquam desideranda sit *eminens* scientia in pastore, in eo tamen *competens* toleranda » est (*cap. Nisi, 10, De renuntiat.*). — Porro, scientia illa dicitur *eminens*, qua quis potest statim difficultates, quæ pro diverso muneris gradu occurrunt, solvere. Scientia vero *competens, vel sufficiens*, ea est qua in facilibus et ordinariis recte respondere potest, et in difficilibus dubitare et consulere.

f) Præter illas quæ jure communi in promovendis requiruntur, *exigi quandoque possunt et aliæ qualitates* ex privilegio, statuto, vel lege fundationis beneficii ; v. gr., ordo major in beneficio simplici, vel gradus academicus, etc. Quando autem « ex beneficiorum quorumcumque erectione seu fundatione, aut aliis constitutionibus, qualitates aliquæ requiruntur...., in beneficiorum collatione, seu in quacumque alia dispositione, eis non derogetur...., ut eorum qualitatibus vel ordinibus nihil in ulla provisione detraha-

tur, et aliter facta provisio surreptitia censeatur ». — *Trid., sess. 25, cap. 5, De ref.*

210. **II. Neque sufficit assumere simpliciter dignum, sed dignior est eligendus.**

a) *Concilium Tridentinum* « omnes et singulos qui ad promotionem præficiendorum quodcumque jus, quacumque ratione, a Sede Apostolica habent, aut alioquin operam suam præstant...., hortatur et monet ut in primis meminerint nihil se ad Dei gloriam et populorum salutem utilius posse facere, quam si bonos pastores Ecclesiæ gubernandæ idoneos promoveri studeant, eosque, *alienis peccatis communicantes, mortaliter peccare*, nisi quos digniores et Ecclesiæ magis utiles ipsi judicaverint, non quidem precibus vel humano affectu aut ambientium suggestionibus, sed eorum exigentibus meritis, præfici diligenter curaverint ». — *Sess. 24, cap. 1, De ref.*; — *Cf. constit. Immortalis memoriæ, Leonis XIII, 11 kalend. oct. 1878.*

b) Et *Innocentius XI sequentem propositionem damnavit* : « Cum dicit concilium Tridentinum eos peccare...., etc., concilium : vel primo, per hoc *digniores* videtur non aliud significare nisi dignitatem eligendorum, sumpto comparativo pro positivo ; vel secundo, locutione minus propria, ponit digniores, ut excludat indignos, non vero dignos ; vel tandem loquitur, tertio, quando fit concursus. » — *Prop. 47 inter damnatas.*

c) Disputatur tamen utrum sit peccatum mortale *beneficia simplicia dignis conferre, omissis dignioribus* : quia neque concilium Tridentinum, neque dicta propositio damnata agit de beneficiis simplicibus, sed solum de *curatis* ; simulque periculum tanti mali inde non imminet, neque ex iis adeo pendet bonum Ecclesiæ sicut in curatis ; ac proinde facilius potest excusari elector qui semel aut iterum digniorem omittit, dummodo alter sit vere *dignus*, et hoc *communiter non fiat*, ne alioquin successive graviter lædatur Ecclesia, si semper digniores omittantur. — *Cf. Reiffenstuel, De elect., n. 247.*

d) *Major dignitas* non præcise *mensuranda est* ex ma-

jori doctrina, vel majori vitæ probitate, aut generis nobilitate, sed *conjunctim ex omnibus animæ et corporis dotibus*, ipsaque aptitudine ad regendum, adeo ut, *omnibus insimul consideratis*, ecclesiæ sive prælaturæ cui præficitur, cæteris utilior fore credatur. — *Reiff., loc. cit., n. 236.*

Unde *S. Thomas, 2. 2, q. 185, a. 3,* de electione Episcopi hæc habet : « Ille qui debet aliquem eligere in Episcopum, vel de eo providere, non tenetur assumere meliorem simpliciter, quod est secundum charitatem, sed *meliorem quoad regimen ecclesiæ*, qui scilicet possit ecclesiam et instruere et defendere, et pacifice gubernare. »

e) *Electio digni, prætermisso digniore, est nihilominus valida,* neque rescindi potest. — Desumitur ex *cap. Cum nobis, 19, et cap. Cum dilectus, 32, De elect.*, ubi talis electio minus digni, omissis dignioribus, refertur, et stantibus aliis confirmanda censetur.

Accedit ratio, quia si electio impugnari posset ex eo dumtaxat quod non fuerit electus melior, « omnis electio posset habere calumniam » (*S. Th., 2. 2, q. 63, a. 2, ad 3*), et lata porta aperiretur innumeris litibus.

211. **III. Clericus non obstante impedimento canonico promotus,**

a) *Neque officium exercere* potest, neque *fructus beneficii suos facere;* et proinde tenetur, non solum ad dimittendum beneficium, vel officium, sed etiam ad restituendum quæcumque accepit ratione officii de quo fuit male provisus.

Id solum permittitur : ut qui *bona fide* officium implevit, ad nihil teneatur ratione fructuum quos consumpsit. — *Ita communiter.*

b) Et si, ad medendum indignitati propriæ, post collationem et possessionem inchoatam, obtinuerit *dispensationem* ab irregularitate, vel *absolutionem* a censuris..., etc., nihilominus *indiget nova institutione canonica*, novaque provisione ad beneficium retinendum, *juxta reg. 18 juris, in 6° :* « Non firmatur tractu temporis quod ab initio non subsistit ».

1° *Ipsi tamen favere potest triennalis possessio*, juxta regulam 36ᵃᵐ Cancellariæ : « Si quis quæcumque beneficia, absque simoniaco ingressu, aut Apostolica, aut Ordinaria collatione, aut electione, per triennium pacifice possederit, si se non intruserit, super hujusmodi beneficiis molestari nequeat. »

2° *Hæc regula valet etiam pro foro conscientiæ*, modo possessionem triennalem præcesserit titulus *coloratus*, et possessor fuerit *bonæ fidei;* nam, ut fert alia *regula 2ª juris, in 6°* : «Possessor malæ fidei ullo tempore non præscribit. »

Non habilitat vero incapacem, auferendo irregularitatem, vel censuram, ut animadvertit *Riganti;* sed, purgato defectu, fingitur provisum habilem fuisse a tempore provisionis, et regula habet vim litterarum *Perinde valere*, quibus provisio confirmatur, modo provisus capax devenerit eo tempore quo favorem regulæ invocat.

ARTICULUS III.

DE RESTRICTIONE JURISDICTIONIS ORDINARIÆ.

Jurisdictio ordinaria restringi potest *triplici modo*, nempe *exemptione, reservatione* et *appellatione.*

212. **I. Exemptio** est : Privilegium quo certa persona, vel communitas, aut locus, jurisdictioni inferioris Ordinarii subtrahitur, ut *immediate* pendeat a superiori Prælato.

Validitatem exemptionum nemo negare potest qui gradus diversos jurisdictionis agnoscit in Ecclesia, quorum inferiores a superioribus dependeant. — Earum vero *utilitatem* in tractatu *De Regularibus* expendemus, *n. 1205 et seq.*

213. **II. Reservatio** est : Actus quo jurisdictioni ordinariæ permanenter subducitur aliqua materia, quam Superior sibimetipsi, vel alteri *privative* attribuit.

a) Reservationes admittendæ sunt *tanquam consectaria* divinæ constitutionis Ecclesiæ. — *Cf. n. 42 et seq.*

« Merito, *ait conc. Tridentinum*, Pontifices Maximi, pro suprema potestate sibi in Ecclesia universa tradita, causas aliquas criminum graviores suo potuerunt peculiari judicio reservare. Neque dubitandum est, quando omnia quæ a Deo sunt ordinata sunt, quin hoc idem Episcopis omnibus in sua cuique diœcesi, in ædificationem tamen, non in destructionem, liceat, pro illis in subditos tradita supra reliquos inferiores sacerdotes auctoritate. » — *Sess. 14, cap. 7.*

b) Reservationes cadunt in jurisdictionem sive *fori interni*, sive *fori externi*.

Jurisdictio fori interni restringitur per reservationem certorum peccatorum, a quibus absolvere potest, aut solus Superior, aut is quem ipse deputaverit.

Jurisdictio fori externi, sive voluntaria sit, sive contentiosa, limitatur per eas leges quibus reservantur negotia magni momenti, aut quædam causæ majores, v. gr. causæ criminales Episcoporum, etc.

214. **III. Appellatio** est : Provocatio a judice inferiore ad judicem superiorem, ratione gravaminis illati, vel inferendi. — *Cf. n. 1520 et seq.*

a) Appellatio *duplex* est, *judicialis* una, et *extrajudicialis* altera, prout appellatur a gravamine in judicio vel extra judicium illato.

Verum appellatio extrajudicialis non est proprie dicta appellatio, sed potius provocatio ad causam. — *Cf. cap. Cum sit Romana, 5, De appellat.*

b) *Effectus appellationis* vel mere *devolutivus* est, vel etiam *suspensivus*.

1° *Quælibet appellatio*, rite facta, producit *effectum devolutivum ;* scilicet integra causa remittitur ad judicem ad quem appellatur, ut is, cognita justitia appellationis, possit causam principalem cum suis accessoriis examinare, et, si opus fuerit, novam sententiam ferre.

2° *Appellatio judicialis* habet etiam *regulariter*, seu quoties non excipitur, *effectum suspensivum ;* nempe ligat jurisdictionem judicis a quo, ita ut ad exsecutionem sententiæ a se latæ procedere non possit : dum, e contra,

appellatio a gravamine extrajudiciali non est regulariter suspensiva, sed devolutiva tantum. — *Cf. n. 1530 et seq.*

215. **IV. De appellatione ab abusu.**

a) *Appellatio ab abusu (appel comme d'abus)* nuncupatur recursus ad magistratum sæcularem, sub prætextu excessus, sive abusus in exercitio potestatis ecclesiasticæ.

« Il y aura recours au Conseil d'État, *ait Lex organica*, dans les cas d'abus de la part des supérieurs ecclésiastiques.

» *Les cas d'abus sont* : l'usurpation ou excès de pouvoir, la contravention aux lois et règlements de la République, l'infraction des règles consacrées par les canons reçus en France, l'attentat aux libertés, franchises et coutumes de l'Église gallicane, et toute entreprise ou tout procédé qui, dans l'exercice du culte, peut compromettre l'honneur des citoyens, troubler arbitrairement leur conscience, dégénérer contre eux en oppression, ou en injure, ou en scandale public. » — *Art. 6, inter organicos.*

b) Cum vero « Ecclesia imperio civili non possit haberi inferior, aut eidem esse ullo modo obnoxia » *(encycl. Immortale Dei, 1 nov. 1885)*, et proinde nulla Principi temporali sit concessa jurisdictio in res et personas ecclesiasticas, neque ad eum pertineat definire limites potestatis ecclesiasticæ *(cf. n. 19 et seq.)*, merito *contra præcitatum articulum reclamavit cardinalis Caprara :*

« Un des cas d'abus est l'usurpation ou l'excès de pouvoir. Mais, en matière de juridiction spirituelle, l'Église en est seule le juge ; il n'appartient qu'à elle de déclarer en quoi on a excédé ou abusé des pouvoirs qu'elle seule peut conférer.

» Un second cas d'abus est la contravention aux lois et règlements de la République ; mais si ces lois, si ces règlements sont en opposition avec la doctrine chrétienne, faudra-t-il que le prêtre les observe de préférence à la loi de Jésus-Christ ?

» On range encore dans la classe des abus l'infraction aux règles consacrées en France par les saints canons ; mais ces

règles ont dû émaner de l'Église ; c'est donc à elle seule de prononcer sur leur infraction ; car elle seule en connaît l'esprit et les dispositions.

» On dit enfin qu'il y a lieu à l'appel comme d'abus contre toute entreprise qui tend à compromettre.... Mais si un divorcé, si un hérétique connu en public se présente pour recevoir les sacrements, et qu'on les lui refuse, il prétendra qu'on lui a fait injure, il criera au scandale, il portera sa plainte, on l'admettra d'après la loi ; et pourtant le prêtre n'aura fait que son devoir.... » — *Epist. card. Caprara ad D. de Talleyrand.*

c) Ideo quoque *damnata est in Syllabo* propositio : « Civili potestati.... competit.... jus appellationis quam nuncupant *ab abusu* ». — *Prop. 41.*

Et pœna *excommunicationis speciali modo Romano Pontifici reservatæ* plectuntur : « Impedientes directe vel indirecte exercitium jurisdictionis ecclesiasticæ, sive interni, sive externi fori, et ad hoc recurrentes ad forum sæculare, ejusque mandata procurantes, edentes, aut auxilium, consilium vel favorem præstantes ». — *Constitut. Apostolicæ Sedis, tit. 1, num. 6.*

In *eamdem pœnam* incurrunt « Cogentes, sive directe sive indirecte, judices laicos ad trahendum ad suum tribubal personas ecclesiasticas præter canonicas dispositiones ». — *Ibid., num. 7. — Cf. n. 1647 et 1648.*

ARTICULUS IV.

DE AMISSIONE JURISDICTIONIS ORDINARIÆ.

Amittitur jurisdictio ordinaria : *renuntiatione*, *translatione*, vel *privatione.*

§ I. De renuntiatione.

216. **I. Renuntiatio est :** Libera cessio officii vel beneficii ecclesiastici, justis de causis facta coram legitimo Superiore eam acceptante. — Quandoque *dimissio*, vel *resignatio* appellatur.

a) *Dividitur* renuntiatio : in *expressam* et *tacitam*.

1° *Expressa* est, cum quis disertis verbis proprium beneficium in manibus Superioris remittit.

2° *Tacita* consequitur ex aliquo facto, quod *ex præsumptione juris* renuntiationem importat : v. gr., si quis recipiat beneficium incompatibile cum priore *(cap. De multa, 28, De præbendis)* ; si religionem solemniter profiteatur *(cap. Beneficium, 4, De Regularibus, in 6°)* ; si clericus in minoribus constitutus contrahat matrimonium *(cap. 1 et 3, De clericis conjugatis)*, etc. — *Cf. cap. 7 et 14, De renunt.*

b) *Expressa renuntiatio* duplex est : alia pura, seu *simplex* et absoluta ; alia autem *conditionalis*, adjecta nempe conditione in gratiam ipsius resignantis, vel in favorem tertiæ personæ.

217. **II. Regulariter loquendo, renuntiare potest,** justa de causa, *quilibet clericus* habens officium vel beneficium ecclesiasticum.

a) Hæc enim generalis facultas ipso jure conceditur *(cap. Nisi cum primum, 10, De renunt., cum similibus)* ; et quidem tum ob *commodum ecclesiarum*, quarum bono regimini utile aut etiam quandoque necesse est fieri resignationem, tum ob *propriam salutem resignantis*, qui vel religionem ingredi cupit, vel resignando periculum animæ aut corporis evitare desiderat.

b) Unde, non solum *clerici inferiores*, sed et *Episcopi*, et *Cardinales*, imo et *Summus Pontifex* valide renuntiare possunt, quod confirmatur exemplo S. Cœlestini Papæ, qui « cum in Pontificatus sublimitate collocatus, variis distentus curis, assuetis incumbere meditationibus vix posse cognosceret, oneri pariter et honori voluntarie cessit ». — *Breviar. Rom., lect. pro die 19 maii.*

218. **III. Quandoque resignatio prohibetur, ita ut sit invalida.**

a) « Nullus sacro ordini mancipatus, nisi religionem ingressurus, valeat ullo modo beneficium aut officium ecclesiasticum resignare, nisi aliunde ei sit quo in vita possit

commode sustentari. » — *Constit. Quanta Ecclesiæ, Pii V.*

Item, clericus nequit resignare *beneficium illud ad cujus titulum sacris ordinibus initiatus est,* « nisi facta mentione quod ad illius beneficii titulum sit promotus; neque ea resignatio admittatur, nisi constito quod aliunde vivere commode possit, et aliter facta resignatio nulla sit ». — *Trid., sess. 21, cap. 2, De ref.*

Ratio ibidem assignatur : ne scilicet ei « qui divino ministerio adscripti sunt, *cum ordinis dedecore* mendicare, aut sordidum aliquem quæstum exercere » cogantur.

b) Ad consulendum *libertati professionis retigiosæ,* idem concilium sancivit ut nulla renuntiatio a novitiis facta valeat, « nisi, cum licentia Episcopi sive ejus Vicarii, fiat *intra duos menses proximos ante professionem,* ac non alias intelligatur effectum suum sortiri nisi *secuta professione;* aliter vero facta, etiamsi cum hujus favoris expressa renuntiatione, etiam jurata, sit irrita et nullius effectus ». — *Trid., sess. 25, cap. 16, De Reg.*

Utrum vero renuntiatio facta *ante novitiatus ingressum,* sed ejusdem ingressus intuitu, valeat, si postea novitius egrediatur, non consentiunt Auctores. — *Cf. dissert. hac de re editam apud Acta S. Sedis, vol. 12, append. 9.*

c) *Beneficium litigiosum* nequit, lite pendente, resignari in favorem tertiæ personæ, ne præjudicium fiat collitiganti. — *Arg. cap. 1, De alienat. jud.; et cap. 2, Ut lite pendente nihil innovetur, in 6°.*

219. **IV. Ad renuntiationem requiritur justa et legitima causa;** alioquin Superior eam admittere non tenetur, neque debet.

Nam, si quisque pro suo arbitratu posset quodlibet beneficium relinquere, *talis libertas in maximum detrimentum Ecclesiæ cederet,* aufugientibus per renuntiationem pastoribus, si viderent lupum venientem seu tribulationem instantem.

a) *Episcopus* « quando potest præesse pariter et prodesse, non debet cedendi licentiam postulare, aut etiam obtinere ». — *Cap. 18, De Regular.*

Imo, non admittitur in jure renuntiatio Episcopi *ingrediendæ religionis causa*. « Perfectio enim episcopalis status, *ait S. Thomas*, in hoc consistit, quod aliquis ex divina dilectione se obligat ad hoc quod saluti proximorum insistat; et ideo tamdiu obligatur ad hoc quod curam pastoralem retineat, quamdiu potest subditis sibi commissis proficere ad salutem, quam quidem negligere non debet, neque propter divinæ contemplationis quietem. » — *S. Th. 2. 2, q. 185, art. 4. — Cf. cap. 10, De renunt., circa finem.*

Porro, *causæ propter quas Episcopus prævesse pariter et prodesse non potest*, expressæ habentur in cap. 10, De renunt., cujus summarium his versiculis exhibetur :

Debilis, ignarus, male conscius, irregularis,
Quem mala plebs odit, dans scandala, cedere possunt.

1° *Debilitas corporis*, « quæ vel ex infirmitate, vel ex senectute procedit; nec tamen omnis, sed illa solummodo per quam impotens redditur ad exsequendum officium pastorale ». — *Cap. 10, De renunt., § 3.*

2° *Defectus scientiæ*, « quia, cum ipsa circa spiritualium administrationem sit potissimum necessaria, et circa curam temporalium opportuna, Præsul, qui commissam sibi debet ecclesiam regere in utrisque, salubriter ei renuntiat, si scientiam in qua ipsam regat ignorat ». — *Cap. cit., § 4.*

3° *Conscientia criminis*, « non cujuslibet, sed duntaxat illius propter quod ipsius officii exsecutio, post peractam etiam pœnitentiam, impeditur....; quum, si omnes quos arguit conscientia cujuslibet culpæ cederent, pauci, vel nulli forsitan, in illo ministerio remanerent ». — *Ibid., § 2.*

4° *Irregularitas personæ*. « Non tamen propter quamlibet irregularitatem, debet ei qui regulariter ministravit cedendi licentia indulgeri...., quia...., si culpa latet et causa, cum eo qui laudabiliter suum implevit officium, injuncta sibi pœnitentia competenti, potest non minus utiliter quam misericorditer dispensari. » — *Ibid., § 6.*

5° *Malitia plebis*, « quando plebs adeo duræ cervicis existit, et in rebellione sua ita pertinax invenitur, ut proficere nequeat apud ipsam, sed, propter ejus duritiam, quo magis

proficere satagit, eo magis justo judicio deficere permittatur ». — *Ibid.*, § 5.

6° Tandem *grave scandalum* evitandum quod aliter sedari non potest, ne Episcopus « plus temporalem honorem quam æternam videatur affectare salutem, memor illius quod dicit Apostolus : *Si esca scandalizaverit fratrem meum, non manducabo carnem in æternum* (*I Cor.*, VIII, 13). Sed inter scandalum et scandalum est subtiliter distinguendum ». — *Innoc. III, in cit. cap. 10, De renunt.*, § 6.

b) Causæ illæ quæ sufficiunt ad resignandum Episcopatum, sufficiunt pariter ad renuntiandum *inferioribus dignitatibus et beneficiis curatis*, quia longe difficilius admittitur renuntiatio Episcopi quam inferioris beneficiarii, propter vinculum spiritualis conjugii quo suæ ecclesiæ adstringitur.

In specie autem, prout declaravit Pius V *in constit. Quanta Ecclesiæ* : « Episcopi et alii facultatem habentes, eorum duntaxat resignationes recipere et admittere possint, qui aut senio confecti, aut valetudinarii, aut corpore impediti vel vitiati, aut crimini obnoxii, censurisque ecclesiasticis irretiti, *nequeant*, aut *non debeant* ecclesiæ vel beneficio inservire; seu *qui unum alias aut plura beneficia* obtinuerint, vel quos *ad aliud* contigerit promoveri; *Religionem* quoque ingressuri, vel *matrimonium* contracturi, si statim postea id reipsa exsequantur; denique, cum quis ex aliis casibus acciderit qui *constit. fel. record. Innoc. III* de dimittendis cathedralibus ecclesiis edita continentur: qui etiam *ob capitales inimicitias* nequeunt vel non audent in loco beneficii residere securi ».

220. **V. Resignatio acceptanda est a Superiore.**

a) *Necessitas hujus acceptationis derivat* ex eo quod in beneficiis reperiatur etiam notio oneris et officii, ad quod quis assumitur *auctoritate Superioris*; et expresse traditur *in capite 4, De renuntiat.*

Nec induci potest per consuetudinem ut quis propria auctoritate beneficium relinquat; consuetudo enim hæc esset potius corruptela juris. — *Cap. 2, De consuetudine.*

b) Hæc tamen regula *in quibusdam fallit*. Nam :

1° *Summus Pontifex*, qui in terris Superiorem non habet, libere resignare potest. — *Cap. 1, De renunt., in 6°.*

2° *Electi, nominati et præsentati*, ante suam confirmationem non indigent consensu Superioris ad renuntiandum; ipsis enim nondum quæsitum est *jus in re*, id est, beneficium adhuc non possident. — *Cf. glossam in cap. Si electio, 26, De elect., in 6°.*

3° *Ad ingrediendam Religionem*, Episcopi quidem, nisi indulgeat Summus Pontifex, nequeunt ecclesiam sponsam suam deserere *(cf. n. 1112). Inferiores vero beneficiarii* possunt libere ad Religionem ab Ecclesia approbatam transire, licet non obtenta Ordinarii sui licentia. — *Cf. n. 1111.*

Et non indigent nisi *litteris testimonialibus*, quas Ordinarii locorum non possunt denegare. — *Ex decret. Romani Pontifices, Pii IX, 25 jan. 1848.* — *Cf. n. 1119.*

221. **VI. Superior ecclesiasticus cujus auctoritate fit renuntiatio,** est regulariter ille qui potest beneficium conferre et ab eo clericum deponere.

a) Unde, facienda est manibus *Summi Pontificis* pro dignitatibus episcopalibus et beneficiis reservatis; pro beneficiis vero minoribus et non reservatis, in manibus *Episcopi*, vel *Vicarii generalis de Episcopi licentia speciali;* non tamen in manibus *Vicarii Capitularis* sede vacante, saltem si agitur de beneficiis *perpetuis* quæ ad liberam Episcopi collationem pertineant. — *Cf. n. 827.*

b) Reservantur tamen acceptationi Summi Pontificis *resignationes conditionales*, ut sunt :

1° Resignatio *cum reservatione pensionis ;* exstat enim titulus 12 libri III Decretalium : « Ut beneficia ecclesiastica sine diminutione conferantur ». — *Cf. n. 1410.*

2° Resignatio *cum reservatione regressus, ingressus*, vel *accessus*, prohibita a Trid., *sess. 25, cap. 7, De ref.*

3° Resignatio *in favorem tertiæ personæ*, quæ, ex stylo Curiæ Romanæ, nonnisi coram S. Pontifice fieri potest, ad arcendum periculum hæreditariæ successionis in beneficiis.

Sola *permutatio*, quæ est *mutua resignatio in favorem*, admitti potest ab Episcopo, si fiat absque ulla reservatione, posito tamen electorum aut patronorum consensu, si beneficia sint electiva aut patronata. — *Cap. unic., De rerum permut., in 6°.* — In Gallia consensus Gubernii obtinendus esset, si parochi sint inamovibiles. — *Concord., artic. 10.*

222. **VII. Quid vero si renuntiationem Superior acceptare noluerit?** — Poteritne beneficium aut officium dimitti, *invito Superiore?*

a) Si sermo sit de *episcopatibus*, ad validitatem renuntiationis omnino requiritur consensus S. Pontificis, propter vinculum spiritualis conjugii quo Episcopi suis ecclesiis uniuntur. — *Cf. n. 228.*

b) Si beneficia sint *parochialia*, aut servitium personale requirant, necessarius omnino est consensus legitimi Superioris. Attamen, *si Episcopus irrationabiliter consensum deneget*, clericus potest recurrere ad S. Congr. Episc. et Regul., quæ vel illum cogit ad consensum præstandum, vel potius supplet illius consensum.

Nec licet parochis etiam *amovibilibus*, muneri suo renuntiare et ad propria redire, antequam Ordinarius renuntiationem acceptaverit. — *Cf. n. 609.*

c) Tandem, si sermo sit de *aliis beneficiis simplicibus*, quæ residentiam et servitium personale non requirunt, beneficiatus debet quidem renuntiationem sui beneficii legitimo Superiori exhibere, sed, si Superior eam non acceptet, beneficiatus potest, *ipso etiam invito*, dimittere beneficium.

Horum enim beneficiorum collatio fit principaliter *ad utilitatem eorum quibus conferuntur;* porro, unusquisque potest juri propter se introducto renuntiare. — *Cf. Fagnan., in cap. 4, De renunt., num. 24.*

223. **VIII. Resignatio debet esse ultronea et libera,** ut ponitur in ipsa ejus definitione.

a) Ipso jure *nulla* est resignatio quæ fuit *fraude et dolo*

obtenta, aut *vi* extorta, cum deficiat consensus resignantis. — *Cf. clem. 2, De pœnis.*

b) Valet quidem, ut tenent communiter Doctores, resignatio facta *ex metu quantumvis gravi injuste incusso*, eo quod sit simpliciter voluntaria: sed *rescindibilis* est, et ad querelam partis a judice irritanda. — *Cf. tit. De his quæ vi metusve causa fiunt.*

Attamen, si renuntiatio fuerit *juramento firmata*, propter venerationem juramenti impeditur querela, ut statutum est *cap. 8, De jurejurando*, ubi notatur Ecclesiam Romanam consuevisse *a tali juramento absolvere*, « ad coercendam iniquitatem eorum qui ecclesiasticos viros ad præstandum illud compulerant ».

c) Quod si metus fuerit *juste incussus*, et resignatio facta, ex. gr., ad vitandas pœnas canonicas, nullitate infecta haberi nequit, eo quod admissa sit ad majora mala vitanda. — *Cf. decis. S. C. C., 24 apr. 1880 (Acta S. Sedis, vol. 13, pag. 507).*

224. **IX. Renuntiationis forma.** — Renuntiatio expressa fieri potest vel *viva voce*, vel per *epistolam*, vel *per se*, vel per *procuratorem* qui mandatum speciale habeat. — *Clement. unic., De renuntiatione.*

Si procurator, limites hujus mandati non excedens, renuntiationem beneficii emittat, hæc *valet*, nec a beneficiato potest impugnari.

Attamen beneficiatus potest mandatum semel concessum *re integra* revocare, id est, antequam procurator renuntiationem emittat eamque Superior acceptet.

225. **X. Effectus admissæ resignationis.**

a) Primarius effectus est ut, acceptata per Superiorem renuntiatione, censeatur *beneficium vacare*. — Ideo renuntians amittit titulum beneficii et omne jus quod habebat.

b) Hinc *solvitur ab omnibus obligationibus beneficio adnexis*: et non se immiscere potest in beneficii administratione, nec fructus percipere, nec officium exercere.

c) Et, si nolit recedere a beneficio resignato, potest ad id compelli. — *Cap. 12, De renunt.*

Imo, nec renuntianti datur pœnitentiæ locus, qua possit ad beneficium regredi. — *Cap. 3 ejusd. tit.*

d) Si quis licentiam resignandi petierit et obtinuerit, cogi potest ad resignandum, ne visus sit illusisse Superiori. — *Cap. 12, De renuntiatione.*

§ II. De translatione.

226. **I. Translatio est :** Personæ ecclesiasticæ de uno officio ad aliud officium, seu de una ecclesia ad aliam ecclesiam canonica mutatio, justis ex causis.

Unde *duo importat :* nempe cessationem simul et adeptionem jurisdictionis, quia involvit duplicem terminum, *a quo* et *ad quem.*

227. **II. Translatio fieri nequit absque auctoritate Superioris,** quippe qui debet *resignationem admittere* prioris officii et *novam institutionem* conferre.

Cæterum, nemo non videt cujusmodi confusio oriretur quæ stare non potest cum societate bene ordinata, si cuique liberum esset officium suum derelinquere ad aliud assumendum propria auctoritate.

228. **III. Episcopi,** propter vinculum spiritualis conjugii quo suis ecclesiis uniuntur (*cf. cap. Inter corporalia, 2, De translat. Episc.*), transferri nequeunt absque dispensatione Romani Pontificis, cui translationes Episcoporum reservatæ sunt. — *Cf. tit. De translat., passim ; — Cf. n. 546.*

In Gallia, consensus quoque Gubernii civilis est obtinendus. — *Concordati art. 5.*

229. **IV. Causæ legitimæ translationis Episcoporum** expressæ habentur in *can. 34 causæ 7, qu. 1 :* « Mutationes Episcoporum scitote communi utilitate atque necessitate fieri licere.... ; alia etenim est causa utilitatis et necessitatis, alia avaritiæ et præsumptionis aut propriæ voluntatis. » — *Cf. can. Scias frater, ibid.*

a) *Utilitatis* causa fit translatio si, v. gr., ex ea major fructus universali vel particulari ecclesiæ sit obventurus,

vel si hujusmodi translationem suadeat bonum pacis et concordiæ, aut meritorum prærogativa, etc.

b) *Necessitatis* causa fieri potest si, ob persecutionem hostilem, odium civium, aeris inclementiam, vel alia simili de causa, Episcopus in propria ecclesia tuto commorari non potest. — *Reiffenst., De translat., n. 11.*

230. **V. Posita legitima causa translationis, potestne S. Pontifex invitum Episcopum transferre ?**

a) Si bonum publicum Ecclesiæ id postulet, Romanus Pontifex potest *obligare Episcopum* ut suam sedem relinquat et aliam gubernandam assumat ecclesiam.

b) Quod si obstiterit pertinaciter Episcopus, *obstinatio* reputabitur *causa sufficiens* ut ei subtrahatur episcopatus in sua ecclesia, et solvatur vinculum spirituale cum ipsa. — *Cf. Tract. De Episc., n. 693 et seq.*

c) Sed *omnino invitus* non potest ad aliam ecclesiam assumi, ita ut novum conjugium spirituale cum eadem contrahat. — *Glossa in can. Episcopus, c. 7, q. 1 ; — Santi, in tit. De translat., n. 8.*

231. **VI. Ordo servandus in translatione.**

a) *Regulariter* translatio fieri debet *a minori* ecclesia *ad majorem*, non autem ad parem, et multo minus ad minorem. — *Cap. 1 et 4, De translat.*

Et *ratio est*, ne videatur quis inferiorem sedem concupiscere vel avaritiæ intuitu, quia fructus majores sperantur in minori, vel ob desidiam ad fugiendum laborem majoris ecclesiæ.

b) *Extraordinarie* autem fit, cum, legitima concurrente ratione, et præsertim necessitate, quis *ad æqualem*, vel *minorem* sedem transfertur. — *Cf. cap. 9, De renuntiatione.*

VII. De translatione Parochorum agemus ubi de *eorum amovibilitate, n. 1009 et seq.*

§ III. De privatione.

Privatio est: Actus Superioris ecclesiastici quo clericus suo officio destituitur.

Potest *extrajudicialiter* fieri, vel *servata judicii forma*, vel *ipso jure* induci.

232. **I. Extrajudicialiter fit revocatio illius qui officium habet ad nutum concedentis amovibile.** — *Cf. Tract. De rebus eccles., n. 1390.*

Attamen ille qui se gravatum præter æquitatem arbitratur, ut, v. gr., si ex odio vel malitia quisque amotus fuerit, aut remotio cedat in infamiam revocati, vel ipsi damnum inferat ab amissione beneficii diversum, Superiorem adire potest, non quidem appellatione proprie dicta, sed *simplici recursu.* — *Cf. Tract. De paroco, n. 1018.*

233. **II. Servandus est ordo judicii canonici ad privandum officiis inamovibilibus,** id est in perpetuum collatis.

a) Pœna hujusmodi infligi nequit, nisi propter culpam gravem, prævisam in jure et rite probatam. — *Can. 38, causæ 16, q. 7;* — *Cf. cap. 7, De restitut. spoliatorum;* — *et Tract. De judiciis, n. 1710 et seq.*

Equidem concilium Tridentinum, *sess. 14, cap. 1, De ref.*, facultatem concessit Episcopis procedendi contra titulares, etiam inamovibiles, *ex informata conscientia,* seu extrajudicialiter : sed pro *suspensione* tantum quæ privat officii exercitio, nullatenus vero pro destitutione qua tollitur ipsum officium seu titulus. — *Cf. n. 1519.*

b) Attamen Summus Pontifex, ob plenitudinem suæ potestatis, titulares quoslibet, etiam Episcopos, ob solam rationem boni publici, suis officiis privare potest absque ulla judicii forma. — *Cf. n. 693 et seq.*

234. **III. Ipso jure inducitur privatio propter quædam graviora crimina,** quibus admissis, clericus

officio suo destituitur absque ulla sententia judicis *condemnatoria*. — *Cf. n. 1709 et seq.*

Nisi tamen delictum sit adeo notorium ut nulla ratione denegari possit, remanet juridice probandum, et requiritur proinde sententia judicis *declaratoria*, qua nempe definiat tale delictum fuisse patratum quod ipso jure privationem importat. — *Cf. n. 1546 et 1711.*

CAPUT III.

DE JURISDICTIONE DELEGATA.

Delegare in genere : idem est ac alium in locum suum substituere, seu vices suas eidem committere. — Unde, delegatus existit ille qui, non munere proprio, sed ex commissione vel *ipsius juris*, vel *alterius hominis*, immediate vel mediate facta, jurisdictionem exercet. — *Cf. Schmalzgr., De off. jud. deleg., num. 1.*

Subdelegatio dicitur : actus ipsius delegati quo potestatem sibi mandatam alteri committit, et est proinde *mediata* delegatio.

Delegatio datur : vel *ad universalitatem causarum*, saltem in aliquo genere, vel *ad certas particulares causas.*

Et fieri potest : vel ratione *dignitatis* quam aliquis obtinet, vel ratione *specialis industriæ* ob quam eligitur persona.

Agendum est : de adeptione, — usu, — et amissione jurisdictionis delegatæ.

ARTICULUS I.

DE ADEPTIONE JURISDICTIONIS DELEGATÆ.

235. **I. Delegatio fit vel a jure, vel ab homine.**

a) *Delegati a jure* sunt illi qui jurisdictionem habent ex commissione juris communis.

Exempla hujus delegationis passim habentur in concilio Tridentino, ubi plura committuntur Episcopis tanquam Sedis Apostolicæ delegatis.

1° Hujus clausulæ « *tanquam Sedis Apostolicæ delegatus* » effectus est quod, in casu, *appellatio* non fiat ab Episcopo ad Metropolitanum, prout alias fieri posset, sed solummodo ad Summum Pontificem, tanquam a delegato ad delegantem. — *Glossa in cap. Licet, 12, De off. jud. ordin.*

2° Interdum prædictæ clausulæ additur particula « *etiam* » ; v. gr., Episcopis conceditur ut procedere valeant *etiam tanquam delegati Sedis Apostolicæ*. — Et tunc Episcopus *duplicem* habet potestatem, unam scilicet *ordinariam*, et alteram *delegatam* qua uti potest ad magis removendum obstaculum appellationis.

In dubio censetur voluisse uti potestate delegata, quæ

tutior est et magis honorifica. — *Cap. Sane quia nos, 11, De offic. jud. deleg.*

b) *Delegati ab homine* ideo sic dicuntur, quia delegationem suam immediate habent ab homine, seu judice, vel magistratu jurisdictionem ordinariam habente.

236. **II. Possunt delegare** : *Omnes qui potestatem ordinariam habent*, nisi agatur de negotio quod, vel ex juris dispositione, vel ex voluntate Principis, a judice ordinario debeat expleri.

Nam, ut fert regula 68ª juris, in 6º : « *Potest quis per alium quod potest facere per se ipsum* ». — Consonat alia regula 72ª juris, in 6º : « *Qui facit per alium, est perinde ac si faciat per se ipsum.* »

Verum judex ordinarius non potest *totam suam jurisdictionem*, inconsulto Principe, delegare. Nam non amplius videretur delegare potestatem suam, sed potius se exuere officio suo, et novum magistratum constituere, quod judices inferiores facere nequeunt absque Superioris auctoritate.

237. **III. Subdelegare possunt** :

a) *Delegati Summi Pontificis*, propter eminentiam personæ delegantis. — *Cap. 43, ult., De offic. jud. deleg.*

Excipitur si a Principe electa sit industria personæ delegatæ, quod præsumitur fieri :

1º Quando causa ipsi commissa est ardua et ita gravis, ut a delegato melius quam ab aliis expediri possit. — *Cap. 3. De offic. jud. deleg.*

2º Si in rescripto habeantur verba : *per teipsum*, vel *personaliter exsequaris*, etc.

3º Si *nudum ministerium*, seu *mera executio* a Principe sit commissa ; nam in hac plus operatur industria, seu experientia, peritia et auctoritas personæ. — *Cap. 43, ibid.*

Ideo, dum committitur Ordinario loci mandatum ad dispensandum ab aliquo impedimento matrimonii inter certas personas, cognita veritate precum, delegatus Pontificis poterit alterum subdelegare, ut *de veritate rerum expositarum cognoscat* ; quibus tamen cognitis, ipse delegatus, et

non alius, exsequitur litteras Apostolicas dispensationis. — *Cf. n. 420, ubi de exsecutione Rescriptorum.*

b) *Delegatus etiam inferioris Ordinarii*, modo :

1º Delegatus sit ad *universalitatem causarum*, quia tunc unam aut alteram potest subdelegare, cum censeatur quasi-Ordinarius, ut tenent communiter.

2º Vel *expressam habuerit a delegante facultatem ;* tunc enim causa censetur subcommissa jure et nomine delegantis.

238. **IV. Possunt delegari** : omnes qui capaces sunt jurisdictionis ecclesiasticæ, quique ad eam exercendam idonei sunt. — *Cap. 2, De judic.; — cap. 41, De off. deleg.*

a) Ordinarius causam ad se spectantem delegare potest *non subdito*, qui tamen *invitus cogi nequit* ad acceptandam delegationem, cum « extra territorium jus dicenti non pareatur impune ». — *Cap. 2, De constit., in 6º.*

Subditus vero delegantis compelli potest ad acceptandam delegationem, ne alioquin inutilis videatur esse jurisdictio ac potestas delegandi competens judici ordinario sive delegato Principis.

Attamen, Summi Pontificis delegatus « debet sollicite providere ut, si personis superioribus, exigente necessitate, negotium duxerit delegandum, in coactionibus inferendis dignitati deferat et personæ ». — *Cap. Pastoralis, 28, De officio judicis delegati.*

b) *Delegandus a Summo Pontifice* debet esse constitutus in aliqua dignitate ecclesiastica, vel obtinere personatum aut canonicatum in ecclesia cathedrali. — Quod ideo sancitum est, ut Sedes Apostolica præsumptam saltem habeat scientiam de idoneitate subjecti. — *Cap. Statutum, 11, De rescriptis, in 6º. — Cf. n. 602, ubi de judicibus in synodo diœcesana designandis.*

Hæc qualitas dignitatis quæ in judice delegato necessaria est, ab aliquibus uti necessaria habita est etiam in *subdelegato*. — At invaluit sententia contraria ; nam qualitas dignitatis in delegato S. Sedis requiritur præsertim quia, cum S. Pontifex regulariter non cognoscat omnes clericos singu-

larum diœcesium, hinc ad officium delegati designat eas personas quas ex scientia et aliis qualitatibus præsumptis idoneas reputat; delegatus vero, qui subdelegatum agnoscit, *procedit ex scientia certa*, hinc potest etiam personam non qualificatam, dummodo idonea sit, subdelegare. — *Santi, De officio judic. deleg., num. 14.*

1° Hæc lex Bonifacii VIII et concilii Tridentini ita intelligenda est, ut semper salva sit auctoritas Sanctæ Sedis *ex certa scientia* delegandi etiam *alias personas*, præter illas quæ in eadem lege designantur.

2° Cæterum, animadvertendum est hodiernis temporibus causas S. Sedi delatas regulariter omnes a Sacris Congregationibus definiri, ideoque *jurisdictionem proprie dictam rarissime committi*, et solummodo meri ministerii fieri deputationem, litteras vero Apostolicas et rescripta *pro executione* committi Ordinariis locorum. — *Cf. n. 420.*

239. **V. Plures delegari possunt, vel in solidum, vel ita ut collegialiter agant.**

a) *Si fuerint in solidum deputati*, « uno eorum negotium inchoante commissum, alii nequibunt se ulterius intromittere de eodem, nisi vel infirmitate, vel alia justa causa illum contingeret impediri, aut si nollet, vel malitiose in eo procedere recusaret ». — *Cap. Quum plures, 8, De officio jud. deleg., in 6°.*

b) Quando vero statutum est a delegante ut delegati *collegialiter procedant*, tunc omnes simul idem negotium debent pertractare; et « uno delegatorum vel arbitrorum rebus humanis exempto, eorum officium exspiravit, nisi aliud in delegatione aut compromisso fuisset expressum ». — *Cap. 42, De off. jud. deleg.*

c) *Si species delegationis non certo innotescat*, an in solidum aut collegialiter facta sit, tunc,

1° Si delegatio fit *meri ministerii*, retinendum est eam factam esse *in solidum*; nam hæc negotia melius per unum expediuntur, et delegatio plurium facta censetur ut facilius copia haberi possit exsecutoris gratiæ a delegante concessæ. — *Cf. de Angelis, De off. jud. deleg., n. 7.*

2° Si rescriptum sit *justitiæ* ad lites terminandas, in dubio tenendum est delegationem plurium factam esse ut *collegialiter* agant; « illa quippe fuit antiqua Sedis Apostolicæ provisio, ut hujusmodi causarum recognitiones duobus quam uni, tribus quam duobus libentius delegaret; cum, sicut canones testantur, integrum sit judicium quod plurimorum sententiis confirmatur ». — *Cap. 21, De officio judicis delegati.*

ARTICULUS II.

DE OFFICIO ET POTESTATE DELEGATI.

240. **I. Necessitas habendi mandatum delegationis.**

a) Delegatus judex nullo modo sese immiscere debet in negotio vel causa, *antequam mandatum delegationis receperit*, etiamsi aliunde sciat se constitutum esse judicem delegatum.

b) Et, si sermo sit de delegatione *Summi Pontificis*, requiritur ut litteræ delegationis eidem delegato fuerint oblatæ. — *Cap. 12, De appellat.*

Unde liquet dispensationes datas vi rescripti Apostolici nondum delegato præsentati, esse omnino nullius valoris, quantumvis de expedito rescripto et de facta sibi delegatione notitiam quoque certam habuerit. — *De Angelis, in tit. De officio jud. deleg., num. 5. — Cf. n. 417.*

241. **II. Delegatus commissionem suam probare debet.** — Nam delegatio est quid *facti;* factum autem regulariter non præsumitur, sed probandum est.

a) Imo, delegatio Summi Pontificis aliter probari nequit, nisi per *litterarum præsentationem;* « asserenti namque cum mandatis Principis se venisse credendum non est, nisi hoc scriptis probaverit ». — *Extravag. Injunct., De electione.*

b) Debet quoque delegatus eo modo mandatum suum exsequi, quo sufficienter indicetur rem peragi *auctoritate*

delegata, ne videatur agere nomine jureque proprio, dum vices supplet Superioris, potestate ab eo accepta.

242. **III. Formam mandati ejusque limites diligenter observare tenetur,** quia nullam habet potestatem nisi quatenus a delegante concessam; unde nullius roboris est quidquid ultra tenorem rescripti gestum fuerit. — *Cap. Cum dilect., 22, De rescriptis, et cap. 37, De off. jud. deleg.* — *Cf. n. 419, ubi de executione Rescriptorum.*

a) Hinc, si forma *specialis* procedendi fuerit imposita, eam sequatur oportet; si vero solummodo fuerit demandata jurisdictio, formam *juris communis* judex delegatus servabit.

b) In rescriptis *gratiæ*, delegatus tenetur ea omnia præventive adimplere quæ præscripta sunt, *antequam ad actum finalem concessionis gratiæ procedat*, prout est dispensare, absolvere, etc. Quod si aliter agat, ejus actus dispensationis est invalidus.

Verba formæ solent in rescriptis per totidem *ablativa absoluta proponi*. — At omniane et singula, quæ in tenore rescriptorum proposita sunt, haberi debent ut pars formæ *substantialis*, adeo ut, si negligantur, etiam singillatim, inducant *invaliditatem* actus dispensationis? Huic quæstioni respondet Pyrrhus Corradus, *Praxis dispens., l. 7, c. 7:*

Vel dicta clausula aut conditio *de jure communi* requirebatur, aut de novo a Pontifice in rescripto inserta est, *præter dispositiones juris communis.*

1° Si illa clausula *nova* est, et de jure communi non apponebatur, tunc constituit *novam formam rescripti*, non negligendam sub pœna irritationis actus.

2° At, si clausula prædicta *jam de jure communi exigebatur*, verius dicendum est non importare formam substantialem aut conditionem, quia quoties in rescripto exprimitur forma juris communis, eo modo quo jure inest, non est intentio Papæ dispensantis inducere novam formam et conditionem, sed est *admonitio quædam* ut servetur forma juris communis; unde, ea prætermissa, non irritatur actus qui alias validus esset.

Id exemplificant Auctores casu quo in rescripto dispensationis posita fuisset clausula : ut matrimonium celebraretur *factis proclamationibus,* quæ tamen a concilio Tridentino præscriptæ sunt, sed non sub formula *irritante ;* unde, etiam si omissæ essent in dicto matrimonio, nihilominus hoc fuisset validum, quamvis in rescripto præceptæ fuissent.

243. **IV. Judex delegatus habet eam potestatem qua efficaciter causam sibi commissam cognoscat, et ad effectum perducat.**

a) Unde, non solum habet simplicem jurisdictionem, sed etiam *mixtum imperium,* id est, jurisdictionem cum congrua pœnarum coercitione.

b) Debet autem necessarias probationes, et rationabiles *exceptiones* admittere, atque legitimæ *appellationi* deferre. — *Cap. Ex parte, 13. De off. jud. deleg.*

244. **V. Appellatio fit a sententia delegati ad ipsum delegantem, vel ejus in officio successorem.**

a) Si delegatus *totam* suam jurisdictionem in alium transtulerit, non a subdelegato ad delegatum, sed ad primum delegantem datur appellatio. — *Cap. Super, 27, De offic. jud. deleg.*

b) Si vero *non in totum* subdelegaverit, aliquid de jurisdictione sibi reservans, a subdelegato appellabitur ad delegatum. — *Cap. Si delegatus, 7, De off. jud. deleg. in 6°.*

ARTICULUS III.

DE AMISSIONE JURISDICTIONIS DELEGATÆ.

Cessat potestas delegata :

245. **I. Morte ipsius delegati,** nisi delegatio fuerit facta *ratione dignitatis.*

a) Nam si, v. gr., non expresso nomine personæ, delegatus sit Episcopus Corisopitensis vel ejus Officialis, jurisdictio *transit ad successores* in eadem dignitate, etiamsi

res sit adhuc integra, quia dignitas non moritur neque variatur per mutationem personæ. — *Cap. Si gratiose, 5, De rescriptis, in 6º ; — et cap. 14, De off. jud. deleg.*

b) Si, pensatis omnibus, *dubium* remaneat utrum jurisdictio sit *personalis* vel *realis,* censenda est intuitu personæ concessa, et proinde non transiens ad successorem ; nam jurisdictio delegata, quia derogat ordinariæ, veluti huic præjudiciabilis, merito censetur *odiosa,* ideoque stricte interpretanda. — *Reiff., De off. jud. deleg., n. 52 et 128.*

246. **II. Morte delegantis, vel amissione ejus potestatis,**

a) Si delegata sit jurisdictio *contentiosa*, et res sit adhuc integra. — *Cap. Licet, 30, De off. jud. deleg.*

Facta autem citatione, res desinit esse integra, ut Doctores tenent communiter, *ex cap. Gratum, 20, ejusd. tit.*

b) Si vero jurisdictio delegata sit *voluntaria*, distinguendum est inter *gratiam factam* et *gratiam faciendam.*

1º Delegationes quæ alicui conceduntur *in ipsius favorem,* etsi ulterius cedant in commodum aliorum, ut, v. gr. facultas absolvendi, dispensandi, etc., sunt *gratiæ factæ*, quæ proinde *non exspirant* morte concedentis, etiam re integra, cum « deceat concessum a principe beneficium esse mansurum ». — *Reg. 16 juris, in 6º.* — *Cf. cap. 36, De præbendis, in 6º.*

Unde, ex. gr., *facultates vicariorum parochialium* non cessant quando cessat jurisdictio delegantis ; neque *mortuo Episcopo* exspirant speciales facultates absolvendi, dispensandi, quas ipse *parochis* vel *vicariis* absque limitatione concesserit, vel ad determinatum tempus quod nondum elapsum est.

2º Delegationes seu commissiones factæ ad conferendum favorem *alicui determinatæ personæ*, sunt quoque *gratiæ factæ* si delegatus sit exsecutor *necessarius,* jussus scilicet exsequi gratiam, cognita precum veritate, cum petenti jus sit quæsitum. — *Cf. cap. 9, De offic. jud. deleg., in 6º.*

3º Sunt autem *gratiæ faciendæ,* et proinde exspirant morte concedentis, re adhuc integra, hujusmodi commis-

siones in favorem determinatæ personæ, si delegatus sit exsecutor *voluntarius*, cujus scilicet arbitrio relictum sit gratiam elargiri vel non, prout expedire judicaverit. — *Cf. cit. cap. 36, De præbendis, in 6°; — et n. 428, ubi de effectu et duratione Rescriptorum.*

247. **III. Revocatione a delegante facta et delegato legitime intimata.**

a) Cum enim judex ordinarius in concessione jurisdictionis utatur *jure suo*, ac quasi *re propria*, poterit, pro arbitrio suo, jurisdictionem suam, tam *contentiosam* quam *voluntariam*, tam in foro *interno* quam *externo* concessam, revocare.

Idque, etiamsi res amplius *integra* non sit, sed judicium jam cœptum a delegato; et non tantum *valide*, sed etiam *licite* si justa est causa revocationis.

b) Hoc ipsum quoque locum habet in *delegato Principis* subdelegante *non in totum*.

Verum si vices suas *in totum* alteri commiserit, nequit amplius subdelegatam jurisdictionem revocare, nisi tamen res sit adhuc *integra*: quo casu jurisdictio, qua subdelegatus non est usus, « non censetur in eum efficaciter transisse ». — *Cap. 6, De offic. jud. deleg., in 6°.*

c) Revocatio non censetur vim atque effectum sortiri donec fuerit *legitime intimata*. — *Cap. 24, De rescriptis.*

Ratio est : quia « omnis res, per quascumque causas nascitur, per easdem dissolvitur » *(reg. 1 juris)*; atqui, jurisdictio non *acquiritur* delegato vel subdelegato, nisi post debitam ejus intimationem, seu præsentationem litterarum delegationis; ergo nec *aufertur*, nisi legitima revocationis intimatione.

248. **IV. Lapsu temporis præfixi,** « nisi dies præfixus de communi consensu partium prorogetur ». — *Cap. 4, De off. jud. deleg.* — *Cf. n. 1457.*

a) Delegatio facta usque *ad beneplacitum delegantis* exspirat per ipsius mortem, cum eo ipso beneplacitum ejus exstinguatur. — *Cf. n. 428.*

b) Secus dicendum est, si delegatio facta sit usque *ad beneplacitum dignitatis*, v. gr., Sedis Apostolicæ, quia non deficit sedes, cessante officio sedentis. — *Cap. 5, De rescriptis, in 6°.*

249. **V. Finito negotio quod commissum fuerat.** « Ex quo (enim) judex delegatus, per se vel per alium, sententiam exsecutioni mandavit, ejus auctoritas et jurisdictio cessat, quia semel est suo officio functus. » — *Cap. In litteris, 9, De officio judicis deleg.*

a) Id valet etiamsi suo officio *bene* vel *male* fuerit perfunctus; imo, etiamsi *nulliter et invalide* judicaverit.

Nec obstat sententiam latam fortasse esse injustam; nam judex appellationis emendabit errorem.

b) Hoc aptatur quoque *simplici exsecutori*, qui nempe *nudum ministerium* habet. Hinc, si invalida fuit exsecutio, aliæ sunt exposcendæ litteræ delegationis, et obtinendæ facultates a mandante.

c) Idem pariter admittitur si delegatus, inspectis litteris, *decretum tulerit de earum nullitate* ob vitium quo laborant. — Hinc non potest deinde, mutato consilio, negotii sibi commissi expeditionem aggredi, sed novum requiritur mandatum. Per decretum enim delegatus functus est munere suo. — *Cf. cap. 38, De offic. jud. deleg.*

Contrarium tantummodo verificatur in *rescriptis S. Pœnitentiariæ pro foro conscientiæ*: quæ, si fuerint directa confessario oratoris, et hic aut distulerit exsequi, aut judicaverit se exsequi non posse, orator alium adire valebit ad habendam dispensationem, aut *idem confessarius*, mutata sententia, poterit cum oratore dispensare. — *De Angelis, in tit. De officio jud. deleg., num. 8.*

250. **VI. Recusatione delegati legitime proposita,** si fuerit pronuntiata sententia de justitia recusationis. — *Cap. 5, De off. jud. deleg., in 6°.*

a) *Causa recusationis* judicis delegati, regulariter per arbitros, a partibus eligendos, tractari ac definiri debet. — *Cap. Suspicionis, 39, De off. jud. deleg.*

b) Quando autem recusatur delegatus vel officialis Episcopi, causa recusationis coram Episcopo est probanda. — *Cap. 4, De officio jud. deleg., in 6°.*

251. **Quæritur utrum, mortuo subdelegante, exspiret potestas subdelegata.**

a) Si delegata sit jurisdictio *contentiosa*, vel delegatio sit *gratia facienda*,

1° Tunc, si delegatus potestatem subdelegandi *jure proprio* et *ex lege*, adeoque veluti *ordinariam* habeat, ut est delegatus Principis, vel delegatus ad universalitatem causarum, *exspirat* jurisdictio subdelegati *si ea nondum uti cœperit ;* quia in casu, non primus delegans, sed ipse delegatus censetur subdelegare ; cum ergo ab ipso, velut radice ac fundamento, procedat et pendeat jurisdictio subdelegata, sequitur, mortuo delegato, sive eo qui subdelegavit, *re adhuc integra*, exspirare jurisdictionem subdelegatam.

2° Secus est, si delegatus *non suo nomine*, sed auctoritate et potestate *sibi specialiter concessa a primo delegante* subdeleget ; tunc enim,

Hoc primo delegante mortuo, exstinguitur quidem jurisdictio subdelegati, si causa integra seu nondum cœpta sit.

Eodem autem superstite, non exstinguitur *sive delegatus virat, sive mortuus sit :* quia, hoc casu, primus delegans ordinarius censetur subdelegare, adeoque esse prima radix ac fundamentum potestatis subdelegatæ, cujus nomine et auctoritate fit subdelegatio seu substitutio. — *Pirhing, in tit. De offic. jud. deleg., num. 184.*

b) Verum si delegata sit jurisdictio *voluntaria*, et sit *gratia facta*, non exspirat per mortem concedentis.

Unde, si Episcopus alicui clerico subdelegaverit facultates absolvendi, dispensandi, etc., quas ipse per indultum generale *a Sede Apostolica impetravit*, videntur hujusmodi communicationes seu subdelegationes facultatum, *etiam cognita morte Episcopi*, usque ad præfixum terminum *perdurare*.

TRACTATUS III.

DE CLERICIS.

Distinctionem *laicorum* et *clericorum* ex *jure divino* repetendam esse, nec non duplicem *Ordinis* et *Jurisdictionis* hierarchiam, diximus ubi de vera Ecclesiæ constitutione, *n. 40 et seq.*

De *privilegiis* clericorum, et speciatim de privilegio *fori* et *canonis*, alibi dicemus.

Hic agendum est : de institutione clericorum in seminariis episcopalibus; — de eorum Ordinatione; — de impedimentis ad ordines suscipiendos, seu de irregularitatibus ; — et demum, de vita et honestate clericorum.

CAPUT I.

DE INSTITUTIONE CLERICORUM IN SEMINARIIS EPISCOPALIBUS.

Vindicatis juribus Ecclesiæ quoad proprias clericorum scholas, — agemus de seminariorum erectione et administratione temporali; — de admissione et institutione alumnorum ; — de administratione seminarii in spiritualibus; — et de ordinationibus potestatis civilis quæ ad ecclesiastica seminaria spectant.

ARTICULUS I.

DE JURIBUS ECCLESIÆ QUOAD INSTITUTIONEM CLERICORUM.

252. **I. De jure seminaria erigendi.**

a) Ecclesia *jus*, et quidem *divinum*, habet ad ea quæ sibi necessaria sunt ut finem suum assequatur, et in adhibendis hisce mediis *nullatenus pendet* ab alia quacumque potestate (*cf. n. 19 et seq.*). — Atqui, Ecclesiæ nihil magis necessarium est quam ut « optimorum sacerdotum sobo-

lescat copia, qui virtutum omnium ornatu fulgentes, ac sana solidaque pollentes doctrina, valeant proprii ministerii muneribus pie sciteque perfungi, christianam plebem sedulo erudire, animarum saluti accurate consulere, errantes ad veritatis et justitiæ semitam reducere, ac Dei et Sanctæ Ecclesiæ causam strenue scienterque defendere » (*Litt. Pii IX, Cum Romani, 27 jun. 1853*). — Ergo Ecclesia, *absque Gubernii civilis assensu*, personas quas aptas judicat ad sacra munera exercenda eligere potest, et in propriis seminariis instituere, ut sibi de idoneis ministris provideat.

b) « Ex his facile intelligitur cur a vetustissimis Ecclesiæ temporibus *Romani Pontifices et catholici Episcopi omnem curam gesserint*, ut candidatis sacri ordinis contubernia constituerent, in quibus eos, aut per se ipsi, aut probatis adhibitis magistris, quod interdum e sacerdotibus Cathedralis Ecclesiæ legebant, ad litteras, ad severiores doctrinas, et præcipue ad mores sua vocatione dignos excolerent.

» Nec alia profecto fuit caussa cur *Apostolica Sedes*, cum inter Romanos Pontifices et supremos rerum publicarum Moderatores *pactionum fœdera* pro variis temporum rationibus inita sunt, diligenter in iis cautum consultumque sacris Seminariis voluit, et Episcoporum jus in iis regendis, alia quavis potestate exclusa, sartum tectumque esse curavit. » — *Encycl. Jam pridem, Leonis XIII, 6 jan. 1886.*

c) Ex dictis sequitur quoque *immunitatem a militia* juste ab Ecclesia vindicari posse pro clericis. — Ideoque damnata est propositio : « Absque ulla naturalis juris et æquitatis violatione, potest abrogari *personalis immunitas qua clerici ab onere subeundæ exercendæque militiæ eximuntur;* hanc vero abrogationem postulat civilis progressus, maxime in societate ad formam liberioris regiminis constituta. » — *Syll., err. 32.*

« Sit igitur *integrum*, sit *liberum jus et potestas Episcopis* in Seminariorum palæstra mansuetæ Christi militiæ fingendæ conferre operam; sit integrum *sacerdotes judicio*

suo deligere, alios aliis ministeriis præficiendos, ac nulli impedimento obnoxios pastorali suo munere tranquille perfungi. » — *Leo XIII, epist. cit.*

253. **II. De jure exclusivo clericos edocendi.**

a) Profecto, ad ecclesiasticam jurisdictionis potestatem unice pertinet, *proprio ac nativo jure,* dirigere *theologicarum* rerum doctrinam. — *Cf. Syll., prop. 33.*

« Ac sane, si ab iis quibus dictum est : *docete omnes gentes,* religionis doctrinam homines debent excipere, *quanto validiori jure* ad Episcopos cura pertinet, ea quam potiorem duxerint ratione, eorumque docentium ope quos maxime probaverint, sanæ doctrinæ pabula tradendi *iis qui pro suo ministerio sal terræ futuri sunt,* et pro Christo apud homines legatione functuri ? » — *Encycl. cit.,* § *Cum porro.*

b) Sed in his etiam quæ ad sacram doctrinam *mediate* tantum spectant, methodus studiorum in seminariis clericorum adhibenda *civili auctoritati nullatenus subjicitur,* prout independens Ecclesiæ regimen expostulat. — *Syll., prop. 46.*

« Cum sacerdotalis ordo, *ait Leo XIII,* aliis post alios succedentibus, nunquam sui dispar sæculorum cursu renovetur; cumque opus sit, ut qui in hunc ordinem vocati sunt, sinceritate doctrinæ et innocentia vitæ, quantum fieri potest, eorum vestigiis insistant quos Christus primos fidei satores elegit : nemini dubium esse potest, *non aliis quam Episcopis* jus munusque esse *docendi et instituendi juvenes* quos Deus singulari beneficio ex hominibus assumit, ut sint ministri sui ac dispensatores mysteriorum suorum.

» Passurine unquam essent qui rei publicæ præsunt, ut *qui juvenes rudimenta militiæ* ad ducendos ordines et bellica munera administranda in militaribus institutis accipiunt, *ab aliis potius quam a peritis bellicæ artis* scientiam armorum ediscerent, atque ab aliis magis quam ab idoneis militiæ magistris disciplinam castrorum, usum rerum et martios spiritus haurirent! » — *Encycl. Jam pridem, Leonis XIII.* — *Cf. n. 568.*

Proprium igitur officium Episcoporum est *magistros* deputare, *libros* eligere, *rationemque studiorum* et *vitæ disciplinam* in præfatis scholis determinare.

ARTICULUS II.

DE SEMINARIORUM ERECTIONE ET ADMINISTRATIONE TEMPORALI.

254. **I. De antiquitate seminariorum.**

a) *Ubi primum* turbulentis priorum sæculorum temporibus successit tranquillitas, Ecclesia scholas institui curavit, in quibus sub Episcopi oculis instituerentur et perpolirentur juniores clerici qui ad majores ordines crescerent.

b) *Posterioribus sæculis* passim erectæ sunt in *monasteriis*, præter scholas *interiores* seu *claustrales* pro monachis, aliæ *exteriores* et *canonicæ* pro clericis sæcularibus; et paulatim neglecta sunt episcopalia clericorum seminaria, quia satius visum est Episcopis ut monachorum aut Universitatum scholas frequentarent.

c) Sed quum postea, in *Universitatibus*, litterarum fervore et scholarum pompa pene oppressa languesceret pietas, regulares vero Congregationes subalienatæ essent ab illa strictissima cum Episcopis conjunctione qua olim ab ipsis totæ pendebant, idcirco *de antiquis seminariis restituendis* cogitatum est. — *Bened. XIV, De syn., lib. 5, cap. 11.*

255. **II. Concilium Tridentinum**, considerans quod « adolescentium ætas, nisi recte instituatur, prona sit ad mundi voluptates sequendas; et, *nisi a teneris annis ad pietatem et religionem informetur*, antequam vitiorum habitus totos homines possideat, nunquam perfecte, ac sine maximo ac singulari propemodum Dei omnipotentis auxilio, in disciplina ecclesiastica perseveret », statuit :

a) « Ut *singulæ cathedrales, metropolitanæ atque his majores ecclesiæ*, pro modo facultatum et diœcesis amplitudine, certum puerorum ipsius civitatis et diœcesis, vel ejus provinciæ, si ibi non reperiantur, numerum, *in collegio* ad

hoc prope ipsas ecclesias, vel in alio loco convenienti ab Episcopo eligendo, alere ac religiose educare et ecclesiasticis disciplinis instituere teneantur.

b) » Si vero in aliqua provincia *ecclesiæ tanta paupertate laborent*, ut collegium in aliquibus erigi non possit : synodus provincialis, vel Metropolitanus cum duobus antiquioribus suffraganeis, *in ecclesia metropolitana vel alia provinciæ ecclesia commodiori*, unum aut plura collegia, prout opportunum judicabit, ex fructibus duarum vel plurium ecclesiarum, in quibus singulis collegium commode institui non potest, erigenda curabit, ubi pueri illarum ecclesiarum educentur.

c) » In ecclesiis autem amplas diœceses habentibus, possit Episcopus *unum vel plura* in diœcesi, prout sibi opportunum videbitur, habere seminaria, quæ tamen ab illo uno quod in civitate erectum et constitutum fuerit, in omnibus *dependeant*. » — *Trid., sess. 23, cap. 18, De ref.*

Unde, *divisio seminarii in duas* partes, quarum una *majus*, altera *minus seminarium* nuncupatur, legi Tridentinæ contraria non est, modo in seminario *admittantur illi tantum* « quorum indoles et voluntas spem afferat eos ecclesiasticis ministeriis perpetuo inservituros » *(Trid., loc. cit.)*. Voluit enim Concilium, ut qui angelicis ministerii sacri functionibus aliquando addicendi sunt, *jam a teneris annis ab iis segregentur* qui ea quæ mundi sunt cogitant, ne et ipsi ad sæcularia periculose alliciantur.

256. **III. Maxima utilitas hujus disciplinæ.**

a) Narrat cardinalis *Pallavicinus* multos ex Patribus Tridentinis, dimisso concilio, ita pronuntiasse mentem suam ut, quando etiam nullus alius utilitatis fructus ex concilii celebratione perceptus fuisset quam unus hic est de seminariis clericorum ubique terrarum instituendis, tantum profecto inde *emolumentum* exstitisset quantum tot laboribus ac incommodis ibidem toleratis satis digne respondere plane dicendum foret. — *Hist. conc. Trid., lib. 21, cap. 8, n. 3.*

b) Unde, seminariorum erectionem et conservationem in Ecclesia Dei summe fructuosam, *Romani Pontifices strenue semper promoverunt.* — Cf. litteras Clementis VIII, *Ea semper*, 23 jun. 1592; — constitutionem Benedicti XIII, *Creditæ nobis*, 7 id. maii 1725; — litteras Apostolicas Benedicti XIV, *Ubi primum*, an. 1740; — litteras Pii IX, *Cum Romani*, 27 jun. 1853, etc.

« Cum compertum exploratumque vobis sit, quantopere ad rei tum sacræ tum publicæ prosperitatem conducat recta præsertim clericorum institutio, *aiebat Pius IX ad Episcopos Galliæ*, ne intermittatis concordibus animis in tanti momenti negotium curas cogitationesque vestras conferre. » — *Encycl. Inter multiplices, 21 mart. 1853.*

Et *Leo XIII ad Episcopos Italiæ* : « *Præcipue, curæ cogitationesque vestræ*, Venerabiles Fratres, in eo invigilare debent *ut ministros Dei idoneos rite instituatis.* Quod si Episcoporum est plurimum operæ et studii in fingenda probe omni juventute ponere, longe plus ipsos elaborare in *clericis* verum est, qui in Ecclesiæ spem adolescunt et participes adjutoresque munerum sanctissimorum sunt aliquando futuri. » — *Encycl. Etsi nos, 15 feb. 1882. — Cf. alias ejusdem Pontificis litteras encycl. ad Episcopos Hungariæ, Lusitaniæ, Borussiæ, Bavariæ, etc.*

c) *Ipsa S. Congregatio Concilii,* sicubi seminarii defectum deprehendit, pro constanti disciplina Episcoporum sollicitudinem excitavit et accendit, ut nullum lapidem non moveant, nihil inausum relinquant, quo tantum in ecclesiam suam bonum importandum provideant. — *Cf. Lucidi, De visitat. sacr. liminum, cap. 1, num. 122.*

d) Potest et debet *Archiepiscopus* suffraganeum qui statuta Tridentini circa seminarium non servat, *corripere* et ad ea servanda cogere.

Nam, « si cathedralium et aliarum majorum ecclesiarum Prælati in hac seminarii erectione ejusque conservatione negligentes fuerint, ac suam portionem solvere detrectaverint, *Episcopum* Archiepiscopus, *Archiepiscopum* et Superiores synodus provincialis acriter corripere eosque ad

omnia supradicta cogere debeat, et, ut *quamprimum* hoc sanctum et pium opus, ubicumque fieri poterit, promoveatur, studiose curabit ». — *Sess. 23, cap. 18.*

e) Episcopus constitutionem edere potest, qua præscribitur *nemini sacros ordines esse conferendos* qui plures annos, vel saltem definitum aliquod temporis spatium *in seminario non transegerit*, ex quo fit ut *idonei* tantummodo in clerum adsciscantur, qui vocationis suæ indicia minime dubia præbuerint. « Melius est enim Domini sacerdotium paucos habere ministros qui possint digne opus Dei exercere, quam multos inutiles qui onus grave ordinatori adducant. » — *Can. 4, dist. 23.* — *Cf. Ben. XIV, De syn., lib. 11, cap. 2.*

257. **IV. Taxa seminarii.** — Concilium Tridentinum, cum seminaria ubique excitari jussit, *modum expeditum et efficacem* suppeditavit, quo tantum opus ab omnibus inchoari ac perfici posset.

a) Quia enim ad collegii fabricam instituendam, ad mercedem præceptoribus et ministris solvendam, ad alendam juventutem, et ad alios sumptus certi redditus necessarii sunt, voluit sancta synodus ut Episcopi, *cum consilio duorum de Capitulo*, quorum alter ab Episcopo, alter ab ipso Capitulo eligatur, itemque *duorum de clero civitatis*, quorum quidem alterius electio similiter ad Episcopum, alterius vero ad clerum pertineat, *ex fructibus integris mensæ episcopalis et Capituli, et quorumcumque beneficiorum, etiam regularium*, portionem aliquam detrahant, huic collegio applicandam ; et ad hanc portionem solvendam possessores per censuras ecclesiasticas ac alia juris remedia compellantur, etiam vocato ad hoc, si videbitur, auxilio brachii sæcularis. — *Trid., ibid.* ; — *Cf. const. Ben. XIII, Creditæ nobis, 7 id. maii 1725.*

b) Voluit etiam Concilium seminario erecto *beneficia aliquot simplicia uniri posse*, cujuscumque qualitatis et dignitatis fuerint, quando redditus annui ad hujus expensas non sufficiunt. — *Trid., ibid.* ; — *Cf. Bened. XIV, De synodo diœces., lib. 9, cap. 7.*

Verum in Gallia beneficia simplicia, sive affecta, sive non affecta, vix amplius exsistunt.

c) Quandoque S. C. indulget ut seminariorum paupertati consulatur per *missarum reductionem*.

1° Item Episcopis quandoque *indulsit*, ut cum omnibus suarum diœcesium parochis super obligatione applicandi missam pro populo *diebus festis suppressis* dispensare valerent, ad effectum (accedente eorumdem parochorum consensu) deponendi et *erogandi in favorem seminarii diœcesani* eleemosynas ex missis, enuntiatis diebus celebrandis, obventuras.

2° Quibusdam etiam Episcopis potestatem fecit dispensandi parochos qui *duas parœcias* administrant, super obligatione applicandi *utramque missam pro populo*, ea tamen lege, ut priorem missam pro populo utriusque parœciæ applicent. — *Cf. Tract. De parocho, n. 883 et 887.*

3° Permisit quoque ut sacerdotes qui ex necessitate *binas missas diebus dominicis festisque de præcepto celebrant*, secundam missam celebrare valeant, eleemosyna secundæ missæ favore seminarii accepta. — *Cf. n. 879.*

d) « *Rationes autem reddituum* hujus seminarii Episcopus annis singulis accipiat, præsentibus duobus a Capitulo et totidem a clero civitatis deputatis. » — *Trid., loc. cit.*

Per hujusmodi verba a quibusdam intelligitur *alia species* deputatorum a priori distincta. Verum praxis S. C. C. *unicam* pro administratione *temporali* commissionem admittit.

258. **V. Nulla datur appellatio ad effectum suspensivum** ab erectione seminarii, a taxatione quarumcumque dignitatum et officiorum, et generatim a mandatis et provisionibus quæ quoquo modo respiciunt curam, directionem et administrationem seminarii. — *Trid., loc. cit.*; — *Const. Bened. XIV, Ad militantis Ecclesiæ, § 34.*

ARTICULUS III.

DE ADMISSIONE ET INSTITUTIONE ALUMNORUM.

259. **I. De admissione alumnorum in seminario.**

a) In seminario recipiantur « qui ad minimum *duodecim annos* et ex *legitimo matrimonio* nati sint, ac *legere et scribere* competenter noverint, et quorum *indoles et voluntas* spem afferat eos ecclesiasticis ministeriis perpetuo inservituros ». — *Trid., sess. 23, cap. 18, De ref.*

b) « *Pauperum autem filios* præcipue eligi vult (sancta Synodus); nec tamen *ditiorum* excludit, modo *suo sumptu* alantur, et studium præ se ferant Deo et Ecclesiæ inserviendi ». — *Trid., loc. cit.*

c) Nunquam tamen certam exegit scientiam, quæ haberi non posset, illos in vocatione mansuros, multoque minus pro expensarum *restitutione*, si adolescentes e statu ecclesiastico se deinde subtraxerint, cautionem postulavit. — *S. C. C., in Ferrarien., 16 dec. 1820.*

Huic sententiæ adstipulatur *pene universalis consuetudo omnium diœceseon*, quæ ut plurimum nullam ab hisce ecclesiastici tyrocinii desertoribus exigunt restitutionem. — Aliter vero sentiendum esset, si adsit *dispositio synodalis* aut *legitima consuetudo*, vel denique *ex lege fundationis* cautum sit ut expensæ restituantur. — *Cf. Lucidi, op. cit., cap. 6, num. 22 et seq.*

260. **II. De ratione studiorum et pietatis operibus.**

a) « Hos pueros Episcopus *in tot classes*, quot ei videbitur, divisos juxta eorum numerum, ætatem, ac in disciplina ecclesiastica progressum, partim, cum ei opportunum videbitur, *ecclesiarum ministerio* addicet, partim *in collegio erudiendos retinebit;* aliosque in locum eductorum sufficiet, ita ut hoc collegium Dei ministrorum perpetuum *seminarium* sit. » — *Trid., loc. cit.*

b) « Ut vero in eadem disciplina ecclesiastica commodius instituantur, *tonsura statim atque habitu clericali*

semper utentur ; grammatices, cantus, computi ecclesiastici, aliarumque bonarum artium disciplinam discent ; Sacram Scripturam, libros ecclesiasticos, homilias sanctorum, atque sacramentorum tradendorum, maxime quæ ad confessiones audiendas videbuntur opportuna, et rituum ac cæremoniarum formas *ediscent.*

c) « Curet Episcopus ut *singulis diebus* Missæ sacrificio intersint, ac saltem *singulis mensibus* confiteantur peccata ; et juxta confessoris judicium sumant corpus Domini nostri Jesu Christi ; cathedrali et aliis loci ecclesiis *diebus festis* inserviant. » — *Trid., ibid.*

261. **III. « Omnino in instituendis clericis sunt duæ res necessariæ, doctrina ad cultum mentis, virtus ad perfectionem animi »** *(Leonis XIII encycl. ad Episcopos Hungariæ, 22 aug. 1886).* — « Etenim tantum lucere vanum ; tantum ardere parum ; ardere et lucere perfectum » *(S. Bernard., serm. in nativ. S. Joannis).* — *Cf. Instit. semin. S. Carol. Borromæi.*

« Caussæ profecto graves, et omnium ætatum communes, decora virtutum multa et magna in sacerdotibus postulant ; verumtamen *nostra hæc ætas* plura quoque et majora admodum flagitat.

a) » Revera *fidei catholicæ defensio*, in qua laborare maxime sacerdotum debet industria, et quæ est tantopere his temporibus necessaria, doctrinam desiderat, non vulgarem neque mediocrem, sed *exquisitam et variam*, quæ non modo *sacras* sed etiam *philosophicas* disciplinas complectatur, et physicorum sit atque historicorum tractatione locuples. — Eripiendus est enim *error* hominum multiplex, singula christianæ sapientiæ fundamenta convellentium ; luctandumque persæpe cum *adversariis* apparatissimis, in disputando pertinacibus, qui subsidia sibi ex omnium scientiarum genere astute conquirunt. » — *Encyclica Etsi nos, Leonis XIII, 15 febr. 1882.*

b) « Similiter, cum *hodie* magna sit et ad plures diffusa *corruptela morum*, singularem prorsus oportet in sacerdotibus esse *virtutis constantiæque præstantiam.* Fugere

quippe consuetudinem hominum minime possunt; imo, applicare se propius ad multitudinem ipsis officii sui muneribus jubentur; idque in mediis civitatibus, ubi nulla jam fere libido est quin permissam habeant et solutam licentiam.

» Ex quo intelligitur *virtutem* in clero tantum habere virium hoc tempore debere, ut possit se ipsa tueri firmiter, et omnia cum blandimenta cupiditatum vincere, tum exemplorum pericula sospes superare.

c) » Præterea, conditas in Ecclesiæ perniciem leges consecuta passim *clericorum paucitas* est : ita plane ut eos qui in sacros ordines Dei munere leguntur, *duplicare operam suam* necesse sit, et excellenti sedulitate, studio, devotione, *exiguam copiam compensare.*

» Quod quidem utiliter facere non possunt, nisi animum gerant tenacem, abstinentem, incorruptum, caritate flagrantem, in laboribus pro salute hominum sempiterna suscipiendis promptum semper atque alacrem. Atqui, *ad hujusmodi munera est adhibenda præparatio diuturna et diligens :* non enim tantis rebus facile et celeriter assuescitur. Atqui illi sane in sacerdotio integre sancteque versabuntur, qui sese in hoc genere *ab adolescentia* excoluerint, et tantum disciplina profecerint, ut ad eas virtutes quæ commemoratæ sunt *non tam instituti quam nati videantur.* » — *Encycl. cit. — Cf. enc. Pii IX, Inter multiplices.*

262. **IV. Germanam dicendi scribendique elegantiam et eloquentiam** adolescentes clerici addiscere possunt, sive ex sapientissimis *Sanctorum Patrum* operibus, sive ex clarissimis *ethnicis* scriptoribus ab omni labe purgatis. — *Encycl. Inter multiplices, Pii IX, ad Episcopos Galliæ, 21 mart. 1853; — Cf. epist. S. Officii, 15 feb. 1867.*

« Nequaquam posset clerus in muneribus officiisque suis *cum ea, qua par est, dignitate atque utilitate versari,* si quæ ingenii laudes tantopere expetuntur a cæteris, eas ipse neglexerit.

a) » Quod primo loco illuc pertinet *ut suum clerus teneat decus :* est enim litterarum laus multo nobilissima : quam qui adepti sint, magnum aliquod existimantur adepti;

qui careant, præcipua quadam apud homines commendatione carent. » — *Epist. Leonis XIII, Plane quidem, de studiis litter. in Sem. Rom., 20 maii 1885.*

b) « Deinde vero, quoniam ita sumus natura facti, ut ex iis rebus quæ *sensibus* percipiuntur ad eas assurgamus quæ sunt supra sensus, nihil est fere ad *juvandam intelligentiam* majus, quam *scribendi virtus et urbanitas*. Nativo quippe et eleganti genere dicendi mire invitantur homines ad audiendum, ad legendum : itaque fit ut *animos et facilius pervadat et vehementius teneat verborum sententiarumque luminibus illustrata veritas*. Quod habet quamdam cum cultu Dei externo similitudinem : in quo scilicet magna illa inest utilitas, quod ex rerum corporearum splendore ad numen ipsum mens et cogitatio perducitur.

» Quarum rerum utilitate perspecta, Ecclesia catholica, quemadmodum cetera quæ honesta sunt, quæ pulcra, quæ laudabilia, ita etiam *humanarum litterarum studia* tanti semper facere consuevit, quanti debuit, in eisque *provehendis* curarum suarum partem non mediocrem perpetuo collocavit. » — *Leonis XIII epist. cit.*

263. **V.** Alumni Ecclesiæ, « ut erunt humanitatis artibus informati et politi, præstantissima sacræ theologiæ studia ne attingant, priusquam **diligentem adhibuerint præparationem in studio philosophiæ**.

a) » Philosophiam eam intelligimus, intimam solidamque, altissimarum indagatricem caussarum, patronam optimam veritatis ; cujus virtute neque ipsi fluctuent neve abripiantur *omni vento doctrinæ in nequitia hominum, in astutia ad circumventionem erroris (Ephes.*, IV, *14)*, et queant etiam doctrinis ceteris adjumenta veritatis subministrare, captionibus præstigiisque opinionum discussis et refutatis. » — *Epist. encycl. Officio sanctissimo, Leonis XIII, ad Episcopos Bavariæ, 22 dec. 1887.*

b) « Hujus rei gratia, *pergit idem Pontifex*, ut *opera Magni Aquinatis* essent in manibus et assidue apteque exponerentur jampridem monuimus, idemque sæpius incul-

cavimus verbisque gravissimis; et gestit animus optimos inde fructus esse a clero perceptos, perquam optimos uberrimosque spe certa expectamus.

» Scilicet *disciplina Doctoris Angelici* mire facta est *ad conformandas mentes*, mire usum parit commentandi, philosophandi, disserendi presse invicteque : nam res singulas dilucide monstrat aliam ex alia continua serie pendentes, omnes inter se connexas et cohærentes, omnes ad capita pertinentes suprema ; tum in contemplationem erigit Dei, qui rerum omnium et caussa effectrix est, et vis, et summum exemplar, ad quem demum omnis philosophia et homo quantus est, debent referri.

» Sic vere per Thomam *scientia rerum divinarum et humanarum, caussarumque quibus hæ res continentur*, quum præclarissime illustrata, tum firmissime munita est : cujus conflictione disciplinæ, *veteres sectæ* errorum penitus corruerunt, itemque *novæ*, nomine potius et specie quam re illis dispares, simul emisere caput, et ejusdem ictibus dejectæ interciderunt; quod jam non unus ostendit de scriptoribus nostris.

» *Ejus igitur in schola* adolescat et exerceatur clerus ad philosophiam, ad theologiam : existet enimvero ductus et ad sacra prælia valens quam qui maxime. » — *Leonis XIII epist. cit. — Cf. enc. Æterni Patris, 4 aug. 1879.*

264. **VI** « Ad eas humanitatis artes quibus adolescens ætas informari solet, **adjungendæ sunt disciplinæ sacræ et canonicæ,** cauto ut earum doctrina sana sit, usquequaque incorrupta, cum Ecclesiæ documentis penitus consentiens, hisque maxime temporibus vi et ubertate præstans, ut *potens sit exhortari.... et eos qui contradicunt arguere.* » — *Encyc. Leonis XIII ad Episcopos Hungariæ. — Cf. encyc. Pii IX, Inter multiplices.*

ARTICULUS IV.

DE ADMINISTRATIONE SEMINARIORUM IN SPIRITUALIBUS.

265. **I. Deputatio duorum Canonicorum.**

a) Omnia ad *spirituale seminarii regimen* necessaria et opportuna « Episcopi singuli *cum consilio duorum Canonicorum* seniorum et graviorum, quos ipsi elegerint, prout Spiritus Sanctus suggesserit, constituent; eaque ut semper observentur, sæpius visitando operam dabunt;.... omniaque impedimenta auferentes, quæcumque ad conservandum et augendum tam pium et sanctum institutum pertinere videbuntur, diligenter curabunt. » — *Trident., sess. 23, cap. 18.*

b) Unde Episcopus, in conficiendis seminarii constitutionibus, in electione magistrorum eorumque remotione, in delectu librorum, et generatim in omnibus quæ ad rationem studiorum et ad disciplinam spectant, *horum Canonicorum consilium* adhibere debet, licet *illud sequi non teneatur;* nec hi duo Canonici quidquam juris habent in directione seminarii absque Episcopo vel ejus Vicario; quod etiam dicendum est de aliis deputatis pro administratione temporali. — *Ita pluries decisum est a S. C. Concilii.*

266. **II. Seminarii Moderatores.**

a) « Efficite, *ait Leo XIII ad Episcopos Hungariæ*, ut litteris disciplinisque tradendis *lecti viri præficiantur*, in quibus *doctrinæ sanitas cum innocentia morum* conjuncta sit, ut in re tanti momenti eis confidere jure optimo possitis. Rectores disciplinæ, magistros pietatis eligite *prudentia, consilio, rerum usu* præ ceteris commendatos : communisque vitæ ratio, auctoritate vestra, sic temperetur, ut non modo nihil unquam alumni offendant pietati contrarium, sed abundent adjumentis omnibus, quibus alitur pietas; aptisque exercitationibus incitentur ad sacerdotalium virtutum quotidianos progressus. » — *Cf. encycl. ad Episcopos Lusitaniæ, Pergrata nobis, 14 sept. 1886.*

b) Magistrorum munus in seminariis non est perpetuum, sed *amovibile ad nutum*. — Amotio autem non est decernenda sine rationabili causa. — *S. C. C., in Oppiden., 15 mart. 1828; — in Spoletana, 22 jun. 1844.*

c) Admonet *Lucidi* munus *rectoris* cum *confessarii* munere non esse cumulandum. Nam,

1° *Ex parte alumnorum*, valde timendum esset ne, cum animæ suæ periculo, ei sui cordis maculas sordesque detegere reformident, cui imperium ac potestas est sese exterius improperandi ac pœnis coercendi.

2° *Ex parte vero rectoris*, periculum adest ne notitiis in confessione acquisitis uti velit, aut videatur uti, in exercendis extrinsecus sui ministerii partibus, quæ res odium contra sanctissimum Pœnitentiæ sacramentum in animis adolescentium creare potest. — *Lucidi, op. cit., c. 6, n. 30.*

267. **III. Non licet Episcopis seminariorum regimen, inconsulta Sede Apostolica, regularibus Ordinibus aliisque Institutis gerendum tradere.**

a) Nam religiosæ familiæ plerumque non solent alicujus seminarii regimen accipere, nisi sub ea conditione quod ad *generalem Ordinis Superiorem* pertinebit rectorem magistrosque seminarii eligere et deputare, qui et ipsi valebunt *absque præfatis Canonicorum deputationibus* seminarium administrare; quodque nonnisi ex causa poterit *ab Episcopo, aut successoribus*, regimen seminarii ab ipsorum Congregatione *auferri* ut denuo sæcularibus vel aliis Regularibus regendum committatur. — Hujusmodi autem concessio *derogat decreto concilii Tridentini*; tollit nimirum jura successorum Episcopi, et amovet commissiones deputatorum. Ergo fieri nequit absque beneplacito Apostolico.

Unde, semper *inspiciendum est quid a S. Sede præscriptum decretumque sit*. Cæterum, S. Sedes ita facultatem hujusmodi impertitur, ut seminaria sub patrocinio, protectione et subjectione Episcopi maneant.

b) *Presbyteris S. Sulpitii*, S. C. Episc. et Reg. facultatem indulsit acceptandi ab Ordinariis directionem seminariorum, quin *in singulis casibus* recursus ad S. Sedem

habeatur; nec non seminaria eorum directioni concredita administrandi, tam in spiritualibus quam in temporalibus, *sine deputatorum interventu* qui, juxta concilium Tridentinum, disciplinæ et administrationi bonorum invigilare deberent : ita tamen ut in omnibus, tam Superior generalis quam socii, *dependeant a respectivo Ordinario,* et *rationem reddituum* in fine cujuslibet anni reddere teneantur, præsentibus duobus de Capitulo, totidemque de clero civitatis. — Quod indultum *ad decennium* conceditur; eoque elapso, iterum ad S. Sedem recurrendum est.

Decreta fere similia S. C. edidit pro Maristis, Eudistis, Oratorianis, et aliis Congregationibus. — *Cf. Analect. jur. Pontif., an. 1867, col. 509 et 634.*

ARTICULUS V.

DE ORDINATIONIBUS POTESTATIS CIVILIS QUÆ SPECTANT AD ECCLESIASTICA SEMINARIA.

Lege civili in Gallia plura de erectione et regimine Seminariorum decreta sunt, *quorum nonnulla juribus Ecclesiæ adversantur.* — Præcipua tantum adnotabimus; cæterum aliqua in desuetudinem abierunt.

268. **I. Établissement et direction des séminaires.**

a) « Les évêques pourront avoir un séminaire pour leur diocèse, sans que le gouvernement s'oblige à le doter. » — *Concordat de 1801, art. 11.*

Aliqua tamen dotatio ad mentem ipsius Concordati concessa erat (*Décret du 30 septembre 1807 portant établissement de bourses et demi-bourses dans les séminaires diocésains; Cf. Ordonnances des 5 juin 1816; 8 mai 1826; 6 juillet 1831*), quæ nuper ab infensissimis Ecclesiæ legislatoribus ablata est. — *Loi de finances du 9 août 1885.*

b) « Les évêques seront chargés de l'organisation de leurs séminaires, et les règlements de cette organisation se-

ront soumis à l'approbation du premier Consul. » — *Articles organiques du 8 avril 1802, art. 23.*

c) « Les évêques enverront, toutes les années, au conseiller d'État chargé des affaires concernant le culte, les noms des personnes qui étudieront dans les séminaires et qui se destineront à l'état ecclésiastique. » — *Ibid., art. 25.*

d) « Les évêques ne feront aucune ordination avant que le nombre des personnes à ordonner ait été soumis au gouvernement et par lui agréé. » — *Art. org. 26.*

e) « L'instruction dans les séminaires dépend des archevêques et évêques, chacun dans son diocèse. Ils en nomment et révoquent les directeurs et professeurs. Ils sont seulement tenus de se conformer aux règlements par nous approuvés. » — *Décret du 17 mars 1808, art. 3.*

269. **II. Des écoles secondaires ecclésiastiques ou Petits séminaires.**

a) « Les écoles secondaires ecclésiastiques actuellement existantes sont maintenues, sous la seule condition de rester soumises à la surveillance de l'État. Il ne pourra en être établi de nouvelles sans l'autorisation du gouvernement. » — *Loi du 15 mars 1850, art. 70.*

b) « Les traités qui devront avoir pour effet de concéder aux évêques diocésains des bâtiments et des subventions pour l'établissement d'écoles libres seront passés entre les communes, les départements ou l'État et les évêques, non en leur dite qualité, mais en leur nom personnel, agissant comme fondateurs et bienfaiteurs de l'établissement projeté, intéressés comme tels à sa prospérité et à sa conservation, procédant à ce titre à la désignation du personnel, et notamment du directeur de l'établissement, lequel toutefois demeurera seul responsable vis-à-vis des autorités préposées à la surveillance de l'enseignement libre, et devra remplir les conditions prescrites par la loi. » — *Décret du 23 mars 1851, art. 1.*

c) « Les ministres des différents cultes reconnus peuvent donner l'instruction secondaire à quatre jeunes gens au plus,

destinés aux écoles ecclésiastiques, sans être soumis aux prescriptions de la loi de 1850, à la condition d'en faire la déclaration à l'inspecteur d'Académie. Le conseil départemental veille à ce que ce nombre ne soit pas dépassé. » — *Loi du 15 mars 1850, art. 66.*

270. **III. Des biens des séminaires.**

a) « Il sera formé, pour l'administration des biens du séminaire de chaque diocèse, un bureau composé de l'*un des vicaires généraux*, qui présidera en l'absence de l'évêque, du *directeur* et de l'*économe* du séminaire, et d'un quatrième membre, remplissant les fonctions de *trésorier*, qui sera nommé par le ministre des cultes, sur l'avis de l'évêque et du préfet. Il n'y aura aucune rétribution attachée aux fonctions de trésorier. » — *Décret du 6 novembre 1813, art. 62.*

« Le secrétaire de l'archevêché ou évêché sera en même temps secrétaire de ce bureau. » — *Ibid., art. 63.*

« Le bureau d'administration du séminaire principal aura en même temps l'administration des autres écoles ecclésiastiques du diocèse. » — *Ibid., art. 64.*

b) « Il y aura aussi, pour le dépôt des titres, papiers et renseignements, des comptes, des registres, des sommiers, des inventaires, conformément à l'article 54 du règlement des fabriques, *une caisse ou armoire à trois clefs*, qui seront entre les mains des trois membres du bureau. » — *Ibid., art. 65.*

c) « L'*économe* sera chargé de toutes les dépenses; celles qui seront *extraordinaires ou imprévues* devront être autorisées par l'archevêque ou évêque, après avoir pris l'avis du bureau. Cette autorisation sera annexée au compte. » — *Ibid., art. 71.*

« Il sera toujours pourvu aux besoins du *séminaire principal*, de préférence aux *autres écoles ecclésiastiques*, à moins qu'il n'y ait, soit par l'institution de ces écoles secondaires, soit par des dons ou legs postérieurs, des revenus qui leur auraient été *spécialement* affectés. » — *Ibid., art. 72.*

d) « La commission administrative du séminaire *transmettra au préfet,* au commencement de chaque semestre, les bordereaux de versement par les économes, et les mandats des sommes payées. Le préfet en donnera décharge et en adressera les duplicata au ministre des cultes avec ses observations. » — *Ibid., art. 78.*

e) « *Le trésorier et l'économe de chaque séminaire* rendront, au mois de janvier, *leur compte en recette et en dépense,* sans être tenus de nommer les élèves qui auraient eu part aux deniers affectés aux aumônes; l'approbation donnée par l'évêque à ces sortes de dépenses leur tiendra lieu de pièces justificatives. » — *Ibid., art. 79.*

« Les comptes seront *visés par l'évêque,* qui les transmettra au *ministre des cultes;* et, si aucun motif ne s'oppose à l'approbation, le ministre les renverra à l'évêque, qui les arrêtera définitivement et en donnera décharge. » — *Ibid., art. 80.*

f) « Tout notaire devant lequel il aura été passé un acte contenant *donation entre-vifs* ou *disposition testamentaire* au profit d'un séminaire ou d'une école secondaire ecclésiastique, sera tenu d'en instruire l'évêque, qui devra envoyer les pièces, avec son avis, au ministre des cultes, afin que, s'il y a lieu, l'autorisation pour l'acceptation soit donnée en la forme accoutumée. » — *Ibid., art. 67.* — *Cf. Tract. De parocho, ubi de administr. temp., n. 990 et seq.*

CAPUT II.

DE ORDINANDIS CLERICIS.

Agemus de requisitis ad *validam*, nec non ad *licitam* Ordinationem, nempe : de legitimo sacræ Ordinationis ministro ; — de litteris dimissoriis, et litteris testimonialibus ; — de qualitatibus ordinandorum ; — de titulo Ordinationis ; — de examine ordinandorum ; — de tempore et loco Ordinationis, — ac de interstitiis inter ordines servandis.

ARTICULUS I.

DE LEGITIMO SACRÆ ORDINATIONIS MINISTRO.

271. **I. Minister ordinarius sacræ Ordinationis, ut valide conferatur, est omnis et solus Episcopus.** — Proprium enim est officii episcopalis ut ministros ordinent, quam potestatem non habent cum presbyteris communem. — *Cf. Trid., sess. 23, cap. 4, et can. 7, De Ordine.*

a) Episcopi etiam hæretici aut schismatici, degradati, aut quocumque scelere inquinati, vel censura irretiti, valide ordines administrant, modo *debita materia et forma utantur cum debita intentione ;* quia character episcopalis, seu potestas in Ordinatione semel accepta, *nec deleri* potest, *nec amitti.* — *Cf. n. 176.*

b) Eorum vero Ordinationes sunt *sacrilegæ ;* et « *suspensionem ab ordine suscepto ipso jure incurrunt* qui eumdem ordinem recipere præsumpserunt ab excommunicato, vel suspenso, vel interdicto nominatim denuntiatis ». — *Constit. Apostolicæ Sedis, tit. 5, num. 6.*

Ibidem declaratur « eum qui *bona fide* a quopiam eorum est ordinatus, exercitium non habere ordinis sic suscepti, donec dispensetur ».

272. **II. Ex delegatione Summi Pontificis, simplices quoque presbyteri possunt primam tonsuram et ordines minores conferre.** — *Cf. Trid., sess. 23, cap. 10, De ref. ; — Cf. n. 443 et 534.*

a) De ordine *subdiaconatus* certum est antiquitus illum fuisse inter *ordines minores* computatum, etiam in Ecclesia Latina.

Cum vero subdiaconis indicta fuerit lex continentiæ, cumque deinde, in concilio Lateranensi IV, fuerit decretum ut subdiaconi *eligi* possent in Episcopos, dum antea subdiaconi *postulari* debuissent, tum subdiaconatus cœpit *inter majores ordines* recenseri.

Ex hoc inferunt Doctores, ante ætatem Innocentii III, vel etiam Urbani II, potuisse Abbates conferre ordinem subdiaconatus. — *Santi, De temporib. ordin., num. 22.*

b) Quoad *presbyteratum*, receptum semper est ut nonnisi ab Episcopo conferretur.

Quoad *diaconatum* etiam, cum sit ordo qui ad sacram hierarchiam *divina ordinatione* institutam pertinet, communis sententia docet ejus collationem *delegari non posse presbytero;* ac proinde nec Abbati qui presbyter sit et benedictionem ab Episcopo receperit.

c) *Ante concilium Tridentinum*, privilegia concessa *Abbatibus* aliisque Prælatis inferioribus erant satis extensa; sed ab eodem concilio *cohibita sunt, sess. 23, cap. 10, De ref.*, ita ut « Abbatibus, ac aliis quibuscumque quantumvis exemptis, non liceat in posterum cuiquam qui *regularis subditus sibi non sit*, tonsuram vel minores ordines conferre ».

Sub nomine autem subditorum regularium venire tantum *professos trium votorum solemnium*, non autem oblatos et novitios, arguitur ex decisione *S. C. C., 14 maii 1689.* — Et revera, *subjectio* importat obligationem obediendi ex una parte, et ex altera jus imperandi; quæ nonnisi *ex professione* oriuntur.

d) Utrum Abbates qui suis subditis regularibus possunt ex Tridentino ordines minores et tonsuram conferre, si ordinent personas in suis privilegiis minime comprehensas, hæc collatio sit tantum *illicita*, vel etiam *invalida*, disputant Auctores. — *Cf. de Angelis, in tit. De tempor. ordin., num. 2; — Santi, ibid., num. 26.*

273. **III. Ut Ordinatio non modo valida, sed et licita quoque habeatur, « unusquisque a proprio Episcopo ordinetur ».** — *Trid., sess. 23, cap. 8, De ref.*

Quod merito statutum est, tum ut *dissensiones* eviten-tur, quæ suboriri possent inter Episcopos si unus alterius subditos, eodem ignorante ac sæpius invito, ordinare præ-sumeret (*can. 1, dist. 71*); tum ut obvietur malitiis homi-num, atque *indigni et ignorantes ad sacros ordines* non *promoveantur*, qui alioquin clericales ordines, quos a pro-priis Episcopis forsan sibi jam denegatos dolent, aut ex certis impedimentis canonicis sibi denegandos fore merito verentur, ab extraneis Episcopis, nullam de ipsorum defec-tibus notitiam habentibus, in animarum suarum perniciem et ecclesiastici ordinis dedecus recipere præsumerent. — *Reiffenstuel, De temp. ord., num 77.*

Proprius Episcopus quoad ordines recipiendos, ille est cui ordinandus subditus est ratione *originis, domicilii, beneficii,* vel *triennalis familiaritatis.*

a) Subditus *ratione originis* ille est qui naturaliter or-tus est in ea diœcesi in qua ad ordines promoveri deside-rat, *dummodo tamen ibi natus non fuerit ex accidenti*, occasione nimirum itineris, officii, legationis, mercaturæ vel cujusvis alterius temporalis moræ ejus parentum in illo loco, quo casu nullatenus hujusmodi fortuita nativitas, sed vera tantum et naturalis patris origo erit attendenda.

At si pater in alieno loco ubi ejus filius natus est, tam-diu et eo animo permanserit, ut inibi vere *domicilium* de jure contraxerit, tunc, non origo patris, sed domicilium per patrem legitime contractum, pro ordinatione ejusdem filii attendi debet. — *Constit. Speculatores, Innoc. XII, § 10.*

1° Si de filiis *illegitimis* sermo sit, et super defectu nata-lium dispensationem obtinuerint, non amplius paternæ, sed *maternæ originis locus attendendus est*, etiamsi de certo patre constet, quia illegitimi conditionem matris sequuntur.

2° *Expositi*, quorum scilicet parentes et locus originis ignorantur, obtenta dispensatione, ordinari possunt ab Epis-copo loci in quo expositi sunt. — *S. C. C., 15 febr. 1704.*

3° *Neophyti* demum, si pariter ordinari valeant, origina-

rii sunt loci in quo sacro Baptismate regenerati sunt. — *Const. Cupientes, Pauli III, 21 mart. 1542.*

b) Subditus *ratione domicilii* ad effectum suscipiendi ordines, secundum constitutionem Innoc. XII is dumtaxat censetur, qui licet alibi natus fuerit, domicilium tamen adeo stabiliter constituerit in alio loco, ut, vel per decennium saltem in eo habitando, vel majorem rerum ac bonorum suorum partem cum instructis ædibus in locum hujusmodi transferendo, ibique insuper per aliquod considerabile tempus commorando, satis superque *suum perpetuo ibidem permanendi animum demonstraverit*, et nihilominus ulterius utroque casu se vere et realiter animum hujusmodi habere *jurejurando* affirmet. — *Const. Speculatores, § 12.*

Unde, cum animus permanendi esse nequeat in iis qui dumtaxat *studiorum aut negotiorum causa* alicubi morantur, nullum ibi domicilium acquirunt ad recipiendos ordines ab Episcopo illius loci.

c) Episcopus proprius *ratione beneficii* est Episcopus illius diœcesis in qua clericus jam habet et pacifice possidet beneficium, quod, detractis oneribus, per se et sine adjectione patrimonii sufficiat ad congruam vitæ sustentationem. — *Const. Speculatores, § 8.*

Idem est si beneficium sit simplex vel duplex, residentiale vel non ; et, si unum beneficium sit insufficiens, potest suppleri per aliud beneficium compatibile, in eadem tamen diœcesi, *quod deducitur ex citata constitutione.*

d) Denique, Episcopus fit proprius *ratione familiaritatis*, respectu illius quem per integrum et completum *triennium* in suo actuali servitio secum retinuerit, ac suis sumptibus aluerit.

Huic vero *beneficium quod sufficiat ad honestam vitæ sustentationem* statim, id est, saltem infra terminum unius mensis a die factæ ordinationis, ab ordinante conferendum est, quacumque fraude cessante. — *Trid., sess. 23, cap. 9, De ref.*

Hoc privilegio gaudent tantum Episcopi clerum habentes et populum christianum, non vero Episcopi *Titulares*, qui-

bus hujusmodi facultas expresse sublata est a concilio Tridentino, *sess. 14, cap. 2, De ref.*

e) *In Gallia*, de facto attenditur solum Episcopus originis; at reprehendendus non foret Episcopus domicilii, aut beneficii, aut familiaritatis, clerico manus imponens qui ex aliena diœcesi originem ducit.

274. **IV. Si quis habeat plures Episcopos proprios**, alium nempe ratione originis, alium ratione domicilii, etc., *a quolibet horum Episcoporum* ordinari potest. Imo, licet *variare* in ordinibus recipiendis, ita ut unus ab Episcopo originis, alius ab Episcopo domicilii, etc., recipiatur, dummodo in fraudem non fiat. — *Arg. ex const. Innoc. XII, et ex declarat. S. C. C., 23 jan. 1666.*

ARTICULUS II.

DE LITTERIS DIMISSORIIS ET LITTERIS TESTIMONIALIBUS.

275. **I. De litteris dimissorialibus**. — Quamvis Episcopus per seipsum subditis suis ordines conferre debeat, tamen, si *legitima causa* verificetur, potest *dimittere subditum suum* ut ab alio Episcopo ordinetur; Episcopus enim qui jus habet conferendi ordines, potest eodem jure dare litteras dimissoriales, quibus acceptis, alienus Episcopus proprium repræsentat. — *Trid., sess. 23, cap. 3;* — *et sess. 7, cap. 11, De ref.*

a) Litteræ dimissoriæ, præter *delegationem* conferendi ordines, continere debent etiam *testimonium* de legitimis natalibus, ætate, doctrina, moribus, aliisque ordinandi dotibus.

Si quis enim *ab Episcopo non proprio* promoveri petat, « nullatenus, *ait conc. Trid.*, id ei, etiam cujusvis generalis aut specialis rescripti vel privilegii prætextu, etiam statutis temporibus, permittatur, nisi ejus probitas ac mores *Ordinarii sui testimonio commendentur*. Si secus fiat, *ordinans* a collatione ordinum per annum, et *ordinatus* a susceptorum ordinum exsecutione, quamdiu proprio Epis-

copo videbitur expedire, sit suspensus. »— *Trid., sess. 23, cap. 8. — Cf. sess. 14, cap. 2, De ref.*

Formulam hujusmodi litterarum ex *Monacello* transcriptam reperies apud *Lucidi, De visit. sacr. liminum, vol. 3, docum. 16.*

b) Litteræ dimissoriales *non exspirant morte concedentis.* — Licet enim videantur imitari formam mandati, tamen revera relate ad clericum continent *gratiam jam factam*, quæ firma manet etiam mortuo concedente.

Sed sicut ab Episcopo qui eas dedit, ita et ab ejus successore, *re adhuc integra, revocari possunt.*

c) Ordinantes *alienum subditum* absque ejus Episcopi litteris dimissorialibus, ipso facto incurrunt *suspensionem* per annum ab ordinum administratione. — *Const. Apostolicæ Sedis, tit. 5, num. 3.*

276. **II. Quis possit concedere litteras dimissoriales?** — Licet Ordinatio sit actus ordinis episcopalis, tamen jus ordinandi ac concedendi dimissoriales litteras *induit naturam jurisdictionis;* oritur enim ex potestate accepta in fideles promovendos ad sacros ordines.

a) Hinc, jus concedendi litteras dimissoriales transit in *Capitulum* et in ejus *Vicarium.* Hoc jure tamen uti non potest *infra annum a die vacationis*, nisi quoad clericos qui, occasione beneficii ecclesiastici recepti sive recipiendi, *arctati* sunt ad suscipiendos ordines. — *Trid., sess. 7, cap. 10; — et sess. 23, cap. 10, De ref. — Cf. n. 828.*

b) *Vicarius* vero *generalis Episcopi* non potest litteras dimissoriales concedere, nisi in mandato expresse facultatem receperit, vel « nisi Episcopus in remotis agat ». — *Cap. 3, De tempor. ord., in 6°.*

c) Neque *Abbates* quantumvis exempti, etiam regulares, nec *Collegia quæcumque* ullo modo possunt concedere litteras dimissoriales *clericis sæcularibus* eorum jurisdictioni subjectis; sed clerici hujusmodi ordinari ab Episcopo debent intra cujus diœcesis fines abbatia, vel prioratus, vel collegium existunt. — *Trid., sess. 23, cap. 10, De ref.*

Verum Superiores regulares possunt litteras dimissoriales concedere *suis subditis regularibus* ad sacros etiam ordines suscipiendos. — *Cf. n. 1219.*

277. **III. Litteræ dimissoriales dirigi possunt ad quemcumque Episcopum** gratiam et communionem cum Sede Apostolica habentem, etiam *nulla designata persona.*

a) Exceptio est quoad *clericos sæculares exteros ultra quatuor menses in Urbe commorantes,* qui, si fuerint ordinati ab alio quam ab ipso suo Ordinario absque licentia cardinalis Urbis Vicarii, suspensionem ab ordinibus sic susceptis ad beneplacitum S. Sedis ipso jure incurrunt; Episcopi vero ordinantes ab usu pontificalium per annum. — *Constit. Apostolicæ Sedis, tit. 5, num. 7.*

b) Sic pariter clerici *pertinentes ad aliquem e sex Episcopatibus suburbicariis,* si ordinentur extra suam diœcesim, dimissorialibus sui Ordinarii, ad alium directis quam ad cardinalem Urbis Vicarium, tam ipsi quam Episcopi ordinantes prædictas pœnas incurrunt. — *Constit. Apostolicæ Sedis, ibid.*

c) *Ultramontani,* nempe omnes ex quibusvis locis extra Italiam oriundi, nequeunt ordinari ab Episcopis Italiæ, nisi dimissoriales suorum Ordinariorum litteras a *Sanctæ Sedis Nuntiis* in illis partibus commorantibus *recognitas et subscriptas* habeant, et eorumdem Nuntiorum subscriptiones *a cardinali Urbis Vicario* similiter examinatæ, recognitæ, et approbatæ fuerint. — *Constit. Urbani VIII, Secretis, 11 dec. 1624; — constit. Speculatores, Innoc. XII.*

Putat *de Angelis* hunc casum comprehendi in constitutione *Apostolicæ Sedis,* inter suspensiones R. Pontifici reservatas, *tit. 5, num. 3.*

278. **IV. Litteræ testimoniales vel commendatitiæ** nullam licentiam aut facultatem proprie continent, sed *de vita, moribus, qualitatibus ordinandi, et de ordinibus susceptis* authenticam fidem faciunt. — Formulam hujusmodi litterarum habes apud *Lucidi, op. cit., vol. 3, n. 17.*

a) Si quis velit ordinari *ab Episcopo proprio ratione domicilii*, afferre debet litteras testimoniales *Ordinarii suæ originis*, si a propriæ originis loco in ea ætate discesserit qua potuerit alicui canonico impedimento obnoxius effici. — *Constit. Speculatores*, § *6*.

b) Clericus qui legitime jam a proprio Episcopo ad clericalem tonsuram, seu etiam ad minores ordines, promotus fuit, non potest ab alio Episcopo, *ratione ac titulo cujuscumque beneficii* in illius diœcesi obtenti, ad ulteriores ordines promoveri, nisi ante eorumdem susceptionem, testimoniales litteras *proprii Episcopi tam originis quam domicilii* super suis natalibus, ætate, moribus et vita sibi concedi obtinuerit, easque Episcopo ordinanti in actis curiæ conservandas exhibuerit. — *Constit. Speculatores*, § *3*.

c) Si quis tanto temporis spatio *in eo loco in quo ex accidenti natus est moram traxerit*, ut potuerit ibidem canonico impedimento irretiri, tunc etiam ab Ordinario ejus loci litteras testimoniales ut supra obtinere, illasque Episcopo ordinanti, per eum in collatorum ordinum testimonium similiter recensendas, præsentare teneatur. — *Const. Speculatores*, § *5*.

d) Nullus Episcopus alienæ diœcesis *subditum familiarem suum* ad aliquos sacros seu minores ordines, vel etiam primam tonsuram, promovere seu ordinare præsumat, absque ejus proprii, originis scilicet, seu domicilii Prælati testimonialibus litteris, ut supra. — *Ibid.*, § *7*.

e) Denique, suspensionem per annum ab ordinum administratione ipso jure incurrunt : ordinantes etiam subditum proprium, qui *alibi tanto tempore moratus sit* ut canonicum impedimentum contrahere ibi potuerit, absque Ordinarii ejus loci litteris testimonialibus. — *Constit. Apostolicæ Sedis, tit. 3, num. 5*.

Tempus commorationis necessarium ut testimoniales litteræ requirantur, ex communi sententia assignatur *semestre*, eo quod aptari possit regula quæ viget de litteris testimonialibus pro matrimonio contrahendo ab illis exhibendis qui commorati fuerint tantum temporis in variis locis, ut

documentum liberi status existimetur necessarium. — *Avanzini, in constit. Apostolicæ Sedis.*

ARTICULUS III.

DE QUALITATIBUS ORDINANDORUM.

279. **I. Ad validam ordinum receptionem,** præter debitam materiam et formam ac intentionem ex parte ministri, requiritur ex parte ordinandi :

a) Ut sit *baptizatus,* cum baptismus sit fundamentum et janua omnium sacramentorum Novæ Legis.

Ideo « si quis presbyter ordinatus deprehenderit se non esse baptizatum, baptizetur, et iterum ordinetur ». — *Cap. 1, De presbytero non baptizato.*

b) In adultis præterea requiritur *intentio saltem habitualis* recipiendi ordines. — *Cap. 3, De baptismo.*

1° Unde, *invalida* esset ordinatio illius qui *animo prorsus reluctante* ordines recipere cogeretur.

2° Si quis vero *ex metu,* licet gravi et injuste incusso sed voluntarium non tollente, ordines recipiat, *valide* quidem ordinatus est, *obligationes autem ordini adnexas* non contraxit, nisi spontanea ratificatio sequatur ordinis susceptionem, ut tenent communiter Doctores. — Sunt enim istæ obligationes adnexæ ordinibus majoribus *ex præcepto Ecclesiæ ;* Ecclesia autem non censetur illas imponere illi qui sub metu ordines suscepit. — *Cf. Sanchez, De matrim., lib. 7, disput. 29, num. 5.*

Attamen S. C. Concilii, quum hujusmodi causæ proponuntur, declarare non solet ordinatum obligationibus non adstringi, sed potius locum esse adeundi Pontificem pro *dispensatione.* — *Cf. resp. in Lusitan., 13 aug. 1870.*

3° Quod si *infantibus* ordines collati sunt, rationis usum non habentibus, dicendum est cum Benedicto XIV, *const. Eo quamvis, 4 maii 1755,* hanc infantium ordinationem concordi theologorum et canonistarum suffragio *validam* censeri, licet *illicitam.* — Et ratio deducitur ex natura sa-

cramenti Ordinis, quod vi ipsius collationis imprimit characterem, dummodo *positivum* obstaculum ex parte subjecti non apponatur.

Subjungit autem Pontifex per hanc ordinum collationem non subjici promotos *obligationi servandæ castitatis, nec aliis oneribus ab Ecclesia impositis,* cum electio status a libera cujusque pendeat voluntate, et Altissimo nostra, non autem aliena vota reddere teneamur ; eos proinde qui in infantili ætate ordines sacros susceperunt, cum ad sufficientem discretionis ætatem pervenerint, *esse interrogandos* juxta præscriptionem concilii Toletani II, relatam in *can. De iis, dist. 28,* utrum obligationes ordinibus adnexas suscipere velint, nec ne. — Si negent, *remanent soluti a quocumque vinculo,* ita ut matrimonium inire valeant et ad preces et officium recitandum non teneantur ; ecclesiasticis tamen muneribus vacare non debent.

280. **II. Ad licitam Ordinationem,** præter vocationem divinam, statum gratiæ, morum innocentiam, immunitatem a censuris et irregularitatibus, requiritur ut ordinandus habeat canonicam *ætatem*, ut sit *confirmatus*, et habeat *scientiam* requisitam *titulumque* legitimum. — *Cf. n. 300 et seq., ubi de irregularitatibus.*

a) *Ætas* requisita,

1° Ad *primam tonsuram* et *minores ordines* non reperitur in jure definita ; sed constitutum est a concilio Tridentino, *sess. 23, cap. 4, De ref.*, ut « prima tonsura non initientur qui *sacramentum Confirmationis* non susceperint, et *fidei rudimenta* edocti non fuerint ; quique *legere* et *scribere* nesciant ; et de quibus probabilis conjectura non sit, eos, non sæcularis judicii fugiendi fraude, sed ut Deo fidelem cultum præstent, hoc vitæ genus elegisse ». — Ex quo inferunt Doctores usum rationis satis evolutæ ut status clericalis dignitas et obligationes sufficienter percipiantur, ac proinde *saltem septennium* requiri.

Item, ex concilio Tridentino, *sess. 23, cap. 6, De ref.*, deducitur *minores ordines* ante decimum quartum ætatis annum conferri posse.

2° Ad *subdiaconatus* ordinem nullus « ante vigesimum secundum; ad *diaconatus* ante vigesimum tertium; ad *presbyteratus* ante vigesimum quintum ætatis suæ annum promoveatur ». — *Trid., sess. 23, cap. 12, De ref.*

Cum vero Concilium non dicat hos annos debere esse *completos*, invocatur principium : « In favorabilibus, dum lex non obstat, annus incœptus habetur prò completo ». Unde sufficit annus hujusmodi *inchoatus*, etsi tantum per medium diem aut unicam horam.

3° *Dispensat in ætate solus R. Pontifex;* et hanc dispensationem elargitur vel per rescripta singularia in forma Brevis, vel concedendo Episcopis facultates. — Sed advertendum est hanc dispensationem nec communiter peti, nec dari nisi pro solo presbyteratu.

b) Quod attinet ad *debitam scientiam*,

1° Requirit concilium Tridentinum ad *primam tonsuram*, ut initiandus sit fidei rudimenta edoctus, et sciat legere et scribere. — *Sess. 23, cap. 4, De ref.*

2° « *Minores ordines*, iis qui saltem linguam latinam intelligunt.... conferantur. » — *Trid., ibid., cap. 11.*

3° Ad *subdiaconatum* et *diaconatum*, postulat idem concilium, ut ordinandi sint « litteris et iis quæ ad ordinem exercendum pertinent, instructi ». — *Ibid., cap. 13.*

4° Et tandem, ad *sacerdotium* promovendi : idonei esse debent « ad populum docendum ea quæ scire omnibus necessarium est ad salutem, ac ad administranda sacramenta ». — *Ibid., cap. 14.*

5° In *Religiosis*, qui non ordinantur ad curam animarum, sed ad adsistendum choro, ad ministrandum altari atque ad celebrandas missas, non requiritur tanta scientia quanta in clericis sæcularibus.

Si tamen aliquis sæcularium ordinari cupiat in eum dumtaxat finem, ut pro sua devotione missam celebret, nec tunc quoad ipsum requiritur eadem scienta quæ in aliis necessaria est. — *Reiffenst., De qualit. ordin., n. 67.*

ARTICULUS IV.

DE TITULO ORDINATIONIS.

Titulus ordinationis est cautio qua providetur clerico de sufficienti ac perpetua sustentatione, « cum non deceat eos qui divino ministerio adscripti sunt, cum ordinis dedecore mendicare, aut sordidum aliquem quæstum exercere ». — *Trid., sess. 21, cap. 2.*

281. **I. Olim, unicus erat clericis sæcularibus ordinationis titulus,** illeque perpetuus, nempe *adscriptio ad servitium alicujus ecclesiæ,* ex cujus bonis necessaria suppeditarentur ad honestam sustentationem. — *Cf. conc. Chalced., can. 6.* — Unde, titulus olim dicebatur ipsa ecclesia in qua clerici *intitulati* vel *incardinati* erant.

Divisis postea bonis ecclesiarum, institutisque beneficiis, unusquisque ordinabatur ad officium determinatum, simulque jus acquirebat ad bonum temporale huic adnexum. — *Cf. Phillips, Du droit ecclés., § 57.*

282. **II. Progressu temporis,** despecta lege ecclesiastica quoad initiationem ad ordines, plurimi clerici ordinati sunt absque titulo beneficii, qui *absoluti, vagi,* vel *acephali* dicebantur; quique deinde, ad providendum suæ sustentationi, artibus alienis a conditione clericali operam dabant, in dedecus status ecclesiastici.

a) Unde, in concilio Lateranensi III, statutum est ut « Episcopus, si aliquem sine certo titulo, de quo necessaria vitæ percipiat, in diaconum vel presbyterum ordinaverit, *tamdiu ei necessaria subministret,* donec in aliqua ecclesia ei convenientia stipendia militiæ clericalis adsignet, nisi talis forte ordinatus *de sua vel paterna hæreditate* subsidium vitæ possit habere ». — *Cap. 4, De præbendis.*

Quam præscriptionem Innocentius III ad subdiaconos extendit. — *Cap. 16 ejusd. tituli.*

b) Sed, ex eo tempore, titulus ordinationis non fuit requisitus nisi ad majores ordines. — Imo, ex falsa interpre-

tatione citati capitis *Episcopus*, paulatim inductum est ut *patrimonium*, dummodo sufficiens foret, pro titulo sacræ ordinationis haberetur. — *Phillips, loc. cit.*

283. **III. Hodie viget dispositio concilii Tridentini**, cujus statuta, *sess. 21, cap. 2, De ref.*, hæc sunt :

a) « Ne quis deinceps clericus sæcularis, quamvis alias sit idoneus moribus, scientia et ætate, ad sacros ordines promoveatur, nisi prius legitime constet eum *beneficium ecclesiasticum*, quod sibi ad victum honeste sufficiat, pacifice possidere. — Id vero beneficium *resignare* non possit, nisi facta mentione quod ad illius beneficii titulum sit promotus; neque ea resignatio admittatur, nisi constito quod aliunde commode vivere possit : et aliter facta resignatio nulla sit.

b) » *Patrimonium* vero vel *pensionem* obtinentes ordinari non possint, nisi illi quos Episcopus judicaverit assumendos *pro necessitate vel commoditate ecclesiarum ;* — eo quoque prius perspecto, patrimonium illud vel pensionem vere ab eis obtineri, taliaque esse quæ eis ad vitam sustentandam satis sint; — atque illa deinceps sine licentia Episcopi *alienari*, aut *exstingui*, vel *remitti* nullatenus possint, donec beneficium ecclesiasticum sufficiens sint adepti, vel aliunde habeant unde vivere possint. »

Ex his colligitur cum S. C. Concilii *(in Brugen., 24 aug. 1850, etc.)*, *beneficium ecclesiasticum* esse pro clericis sæcularibus titulum ordinationis *verum et præcipuum; patrimonium* vero, vel *pensionem*, ex causa *dispensationis* dumtaxat admitti, quum ex titulo patrimonii vel pensionis nemo unquam ordinari debeat, neque ad solatium parentibus offerendum, aut pietatem excitandam, nisi vel necessitas vel utilitas ecclesiæ insuper accedat.

284. **IV. Pro clericis regularibus, servatus est antiquus titulus professionis religiosæ, seu paupertatis, ut dicitur,** vi cujus clerici ordinati, vel ex redditibus bonorum, si quæ ipsamet Religio possideat, vel ex piis fidelium largitionibus, omnia communia habent quibus ad vitam alendam indigent.

a) At vero hic titulus non suffragatur nisi illis qui in

Religione approbata a S. Sede *professionem solemnem* emiserunt, ut statuit Pius V, *constit. Romanus Pontifex, 14 oct. 1568.*

Ideoque *professi votorum simplicium,* ante emissionem votorum solemnium triennio expleto, promoveri nequeunt titulo paupertatis. — *S. C. super statu Regul., 20 jan. 1860.*

b) Hinc « suspensionem per annum a collatione ordinum ipso jure incurrit qui, *excepto casu legitimi privilegii,* ordinem sacrum contulerit *absque titulo beneficii vel patrimonii* clerico in aliqua Congregatione viventi in qua solemnis professio non emittitur, vel etiam Religioso nondum professo ». — *Constit. Apostolicæ Sedis, tit. 5, n. 4.*

Privilegium hujusmodi habent, v. gr., Religiosi Societatis Jesu, qui ordinari possunt licet tantum vota simplicia emiserint. — *Constit. Greg. XIII, Ascendente Domino, 25 mart. an. 1584.*

285. **V. Quem vocant titulum mensæ communis** eos clericos attingit qui, Religiosorum more in communi vitæ disciplina degentes, *aut nulla nuncupant vota, aut simplicia tantum,* proindeque e domo religiosa exire aut dimitti, atque ad sæculum redire permittuntur. — Neque enim ad eos pertinet titulus paupertatis, ut ex constitutione *Romanus Pontifex* Pii V deducitur.

a) Verum ex hisce clericis ii dumtaxat communis mensæ titulo promoveri ad sacros ordines possunt, quorum Congregationes aut Instituta *peculiari ad id privilegio* ab Apostolica Sede aucta fuerint.

b) In hujus favoris concessione, *conditio adjici solet :* quod, si pia Congregatione relicta, quacumque ex causa, in sæculum redierint, ab ordinum exercitio suspensi maneant, donec eis de patrimonio aut redditu ecclesiastico ad congruam sustentationem sufficienter provisum sit. — *Cf. n. 1238, — et Giraldi, p. 2, sect. 54.*

286. **VI. Titulus quoque Missionis** adhiberi consuevit, ex speciali S. Sedis privilegio, cum alius legitimus titulus haud suppetit, pro iis qui majoribus ordinibus ini-

tiari cupiunt ut *apostolicarum missionum servitio* sese devoveant.

Illi qui titulo missionis ordinantur, tenentur prius, juxta formulam quæ habetur in instructione S. C. de Propaganda Fide, 27 apr. 1871, *juramentum emittere* quo spondeant : missioni cui destinati sunt, vel destinabuntur, se fore perpetuam operam daturos, nec ullam Religionem, societatem aut congregationem regularem, sine speciali Sedis Apostolicæ, aut S. C. de Propaganda Fide licentia, ingressuros. — *Cit. instruct. legitur in Enchir. Bucceroni, pag. 145.*

287. **VII. Titulus servitii ecclesiæ,** qui *olim ordinarius erat,* prout supra notatum est, et postea evasit *extraordinarius,* iis quandoque conceditur qui, cum beneficio ecclesiastico vel pensione careant, aut patrimonialia aliaque bona non possideant, ea lege ordinantur ut alicui ecclesiæ sint mancipati, *ex cujus servitio et eleemosynis a piis Christi fidelibus elargiendis sustentari possint,* et ab eadem ecclesia nullo unquam tempore amoveri, vel ipsi recedere queant, nisi aliter eis provisum fuerit. — *Cit. instr. S. C. de Prop.— Cf. S. C. C. in Chiapen., 21 jun. 1872.*

In Statibus fœderatis *Americæ,* hoc titulo ordines conferuntur. Verum id solummodo per *privilegium* conceditur, et clerici ante subdiaconatum *juramentum* emittere debent quo promittant se suæ diœcesi vel missioni perpetuo inservituros. Hoc tamen juramentum, secundum votum concilii plenarii Baltimorensis III, ita moderatum est, ut liceat, *intra eamdem provinciam ecclesiasticam,* ex una diœcesi in aliam transire, de consensu utriusque Ordinarii.

288. **VIII. Amisso titulo,** Ordinarii tenentur compellere ordinatos ad *alterius tituli subrogationem,* prout sacris canonibus consultum est. — *S. C. de Prop., 1 sept. an. 1856.*

« Pariter, *sacerdotes regulares* qui vota solemnia nuncuparunt, atque ex Apostolica indulgentia in sæculo vivere permittuntur, vel qui ediderunt vota simplicia et e suis Congregationibus seu Institutis *egressi sunt,* ne cum proprii gradus dedecore emendicare cogantur, *ad sibi de cano-*

nico titulo providendum obligentur. » — *Cit. instruct. S. Cong. de Propag., 27 apr. 1871.*

289. **IX. Si absque Apostolica dispensatione ordinatio sine titulo conferatur,** Episcopus vel ejus successor, donec ordinato beneficium contulerit, tenetur *ipsi in necessariis providere*, nisi de sua vel paterna hæreditate habeat unde vivere possit. — *Cap. 4 et 16, De præbendis ; — Trident., sess. 21, cap. 2, De ref.*

Et « *suspensionem* per triennium a collatione ordinum *ipso jure* incurrunt aliquem ordinantes absque titulo beneficii, aut patrimonii, *cum pacto* ut ordinatus non petat ab ipsis alimenta ». — *Const. Apostolicæ Sedis, num. 2 inter suspens. R. P. reserv. — Cf. cap. 45, De simonia.*

290. **X. Una Sancta Sedes dispensare potest ut clericus sine titulo ordinetur,** quippe qui *jure communi* præscribitur.

a) Et quidem hodie, propter bonorum ecclesiasticorum usurpationes peractas a Guberniis civilibus, *gravis et urgens occurrit necessitas* clericos ordinandi nullum titulum ordinationis habentes ; hinc pluries rogata est S. C. C. ut Tridentinæ sanctionis observantiam remitteret.

Multa sunt, ait *Lucidi*, hujusmodi dispensationum exempla. Illud tamen Apostolica Sedes præsertim per S. C. C. retinuit, ut hujusmodi indulta nunquam *ad tempus indeterminatum et indefinitum* elargiretur. Modo enim certum casuum numerum determinavit, modo vero ad certum personarum cœtum aut genus in specialibus circumstantiis constitutum coercuit, modo vero rescripsit ut in casibus peculiaribus ad S. C. C. confugium haberetur. — *Lucidi, De visit. sac. liminum, cap. 3, num. 426.*

b) Hæc una ex quæstionibus fuisset *pertractandis in concilio Vaticano* ad normam generalem habendam nostris temporibus accommodatam, ait *de Angelis*, nisi luctuosa tempora ejusdem concilii suspensionem imperassent, quod tamen, reddita Ecclesiæ pace, auctoritate S. Pontificis iterum reassumi et terminari fideles omnes votis suis accelerare satagunt. — *De Angelis, in tit. De tempor. ordin., n. 8.*

ARTICULUS V.

DE EXAMINE ORDINANDORUM.

Examen seu scrutinium *triplex* Ordinationi præmittitur.

291. **I. Primum est de quo loquitur concilium Tridentinum,** *sess. 23, cap. 5, De ref.*

a) Statuit enim s. synodus, ut qui ad *minores ordines* promovendi sunt, « bonum a parocho, et a magistro scholæ in qua educantur, testimonium habeant ».

b) Qui vero ad *ordines majores* assumendi sunt, « per mensem ante ordinationem Episcopum adire debent, qui parocho, aut alteri cui magis expedire videbitur, committat ut, nominibus ac desiderio eorum qui volunt promoveri *publice in ecclesia propositis*, de ipsorum ordinandorum natalibus, ætate, moribus et vita, a fide dignis diligenter inquirat; et *litteras testimoniales*, ipsam inquisitionem factam continentes, ad ipsum Episcopum quam primum transmittat ».

Exinde orta est regula *de publicationibus promovendorum* in propria parochiali ecclesia faciendis.

292. **II. Secundum scrutinium fit ab Episcopo,** qui, sacerdotibus et aliis prudentibus viris, peritis divinæ legis, ac in ecclesiasticis sanctionibus exercitatis, sibi adscitis, ordinandorum genus, personam, ætatem, institutionem, mores, doctrinam et fidem diligenter investigare debet et examinare. — *Trid., sess. 23, cap. 7, De ref.*

Prædicto concilii Tridentini decreto plane satisfaciunt, *quoad doctrinæ probationem*, examina quibus in medio et in fine cujusque anni subjiciuntur clerici *in nostris Galliarum seminariis*, quin alia immediate ante ordinationem instituantur.

a) Si, justas ob causas, Episcopi per seipsos ordines non conferant, « subditos suos non aliter quam *jam probatos et examinatos* ad alium Episcopum ordinandos dimittant ». — *Trid., sess. 23, cap. 3, De ref.*

Attamen Episcopus ordinans non tenetur attestationi proprii Episcopi deferre ; sed eosdem, si velit, *novo etiam examini* subjicere potest. — *S. C. C., 17 jan. 1693.*

Cæterum potest Episcopus proprius, tum dare litteras dimissorias et ordinandos *subjicere suo examini*, si ita videbitur, et si ordinandi absentes sint, examinis causa ad se vocare ; tum, si commodum id noverit, examen eorum *committere Ordinario loci* in quo illi degunt et ordinandi sunt, *ut declaravit S. C. C., an. 1587.*

b) *Regulares* quoque non sine diligenti Episcopi examine ordinandi sunt *(Trid., sess. 23, cap. 12, De ref.)*, nisi ex speciali privilegio, post concilium Tridentinum concesso, eximantur ; quod privilegium habent clerici Societatis Jesu cum aliis Religionibus incommunicabile, *ex const. Greg. XIII, Pium et utile, 22 sept. 1582.*

Regularis *ab Episcopo diœcesano in examine reprobatus*, non potest a suis Superioribus mitti ad alios Episcopos pro ordinibus suscipiendis, sed debet recurrere per viam appellationis ad legitimum Superiorem. — *Quod probat Monacelli, pluribus allegatis decisionibus. S. C. Concilii.*

c) « Clerici sæculares exteri ultra quatuor menses *in Urbe commorantes*, ordinati ab alio quam ab ipso suo Ordinario, absque licentia cardinalis Urbis Vicarii, vel *absque prævio examine eorum eodem peracto*, vel etiam a proprio Ordinario postea quam in prædicto examine rejecti fuerint...., *suspensionem ab ordinibus sic susceptis* ad beneplacitum S. Sedis ipso jure incurrunt ; Episcopi vero ordinantes, ab usu pontificalium per annum. » — *Constit. Apostolicæ Sedis, tit. 5, num. 7.*

293. **III. Tertium scrutinium partem constituit sacræ Liturgiæ** in ordinatione *diaconorum* et *presbyterorum*.

a) Archidiaconus enim Episcopum alloquens, ait : « *Postulat Sancta Mater Ecclesia, etc.* », et Episcopo sciscitanti utrum Archidiaconus eos dignos agnoscat, hic testificatur ipsos dignos esse, quantum humana fragilitas nosse sinit. Postea Episcopus populum rogat, ut si quis aliquid

habeat contra ordinandos, cum fiducia exeat et dicat. — *Cf. cap. unic., De scrutinio in ordine faciendo.*

b) Hic ritus *hodie mere cæremonialis* est, ad servandam antiquæ disciplinæ memoriam, cum aliunde jam ordinandi vitam et mores Episcopus exploraverit. — Unde Archidiaconus, licet fortasse ordinandum non cognoscat, tuta conscientia respondere potest illum esse dignum, quia Episcopus post scrutinium ipsum dignum habuit. — *Cf. Bened. XIV, De synod. diœc., lib. 5, cap. 3.*

294. **IV. Potest Episcopus arcere ab ascensu ad sacros ordines ex informata conscientia.**

a) *Juxta veterem sacrorum canonum disciplinam,* clerici sæculares non poterant repelli a susceptione ordinum, nisi ex causa manifesta et probata in foro externo. — *Cap. 4, De temporibus ordinationum.*

b) Sed *concilium Tridentinum* ampliavit dispositionem *cap. 5 ejusdem tituli,* quæ spectat ad *Regulares,* eam *clericis sæcularibus* applicando ; et « cum honestius ac tutius sit subjecto, debitam præpositis obedientiam impendendo, in inferiori ministerio deservire, quam cum præpositorum scandalo graduum altiorum appetere dignitatem », voluit hæc sancta synodus ut « ei cui ascensus ad sacros ordines a suo Prælato, *ex quacumque causa, etiam ob occultum crimen, quomodolibet, etiam extrajudicialiter,* fuerit interdictus...., nulla contra ipsius Prælati voluntatem concessa licentia de se promoveri faciendo.... suffragetur ». — *Trid., sess. 14, cap. 1, De ref.*

c) Unde Episcopus, *ex informata conscientia,* ut dicitur, ordines vel litteras dimissorias recusans, nullo jure adstringitur ad manifestandam causam suæ denegationis ; et ab ejusmodi judicio *nulla datur appellatio,* sed *recursus extrajudicialis dumtaxat ad Sedem Apostolicam,* quæ, quoties Ordinarius recusaverit aliquem ordinare, committere solet Metropolitano aut viciniori Episcopo, ut ab eodem Ordinario prius requirat causam recusationis, quo legitimam non allegante, licet illi eumdem recusatum ordinare. — *Cf. declar. S. C. C., 21 apr. 1668 ; — Cf. n. 1514 et seq.*

ARTICULUS VI.

DE TEMPORE ET LOCO ORDINATIONIS, AC DE INTERSTITIIS INTER ORDINES SERVANDIS.

295. **I. Quoad statutos ordinationum dies :**

a) *Prima tonsura* conferri potest quocumque die, hora et loco. — *Pontif. Roman., 1 part., tit. 3, § 1.*

b) *Minores ordines* dari possunt extra missarum solemnia, diebus dominicis et festivis duplicibus, ubicumque, sed in mane tantum. — *Pontif. Roman., ibid., tit. 4, § 1, et tit. 2, § 14 ; — Cf. cap. 3, De tempor. ordin.*

1° Dicti dies sunt dies festivi a *populo colendi et servandi*. Quod expresse declaravit *S. C. C., apud. Fagnan., in cap. De eo, 3, De tempor. ordin., n. 24.*

Et S. C. Rituum, *16 mart. 1833*, statuit minores ordines conferri posse in festis de præcepto, vel in festis duplicibus *quæ erant de præcepto ante reductionem.*

2° Ad mentem *cap. 3, De tempor. ordin.*, præfatis diebus, *non generalis* habenda est, sed privata et specialis paucorum Ordinatio. — *Cf. Fagnan., loc. cit., n. 33.*

3° Supposita consuetudine immemoriali, toleratur ut minores ordines conferantur post prandium *feria sexta* ante diem sabbati Quatuor Temporum.—*S. C. C., 13 apr. 1720.*

c) *Majores ordines* nonnisi in sabbatis Quatuor Temporum, aut sabbato sancto, vel sabbato ante diem Dominicam Passionis, ab ullo Episcopo, præter Romanum Pontificem, licite conferuntur. — *Cap. 3, De tempor. ord., — et can. ult., dist. 75 ; — Trid., sess. 23, cap. 8, De ref.*

Et merito hisce temporibus, quæ specialius orationi et jejunio consecrata esse noscuntur, generales Ordinationes fieri præcipiuntur, ut communibus votis Sancta Mater Ecclesia, inter alia cœlestia dona, dignos quoque ministros altaris a Deo obtinere mereatur. — *Reiffenstuel, De tempor. ordin., n. 33.*

d) Summus Pontifex facultatem ordinandi *extra tem-*

pora a jure statuta concedit, eam veniam *singulis* indulgens, datis litteris per Secretariam Brevium, vel facultates concedendo *Nuntiis et Legatis S. Sedis*, aut *Ordinariis locorum*; vel privilegia pariter concedendo *Religionibus*, ut sui alumni valeant extra tempora ordinari. — *De Angelis, in tit. De tempor. ord., num. 6.*

Habentes indultum Apostolicum ad recipiendos sacros ordines extra tempora, nequeunt tamen ordinari nisi diebus festivis de præcepto (*S. C. C., 15 jan. 1689*), ex quibus excludendi non sunt dies festivi qui ex Apostolica dispensatione non observantur in Gallia.—*S. C. C., 16 mart. 1833.*

296. **II. Quod attinet ad locum Ordinationis,**

a) Licet Ordinatio sit actus *voluntariæ* jurisdictionis, quæ regulariter in subditos proprios exerceri potest etiam extra proprium territorium, tamen, ex speciali dispensatione concilii Tridentini :

1° « Nulli Episcopo liceat, cujusvis privilegii prætextu, *pontificalia in alterius diœcesi exercere*, nisi de Ordinarii loci expressa licentia, et in personas eidem Ordinario subjectas tantum. *Si secus factum fuerit*, Episcopus ab exercitio pontificalium, et sic ordinati ab exsecutione ordinum sint *ipso jure suspensi.* » — *Trid., sess. 6, cap. 5, De ref.*

Inde inferunt Doctores ordines conferendos esse *in propria diœcesi Episcopi ordinantis*, ita ut, in aliena diœcesi, neque propriis subditis Episcopus possit ordines conferre absque licentia Ordinarii loci, qui et ipse sit proprius ordinandi Episcopus.

2° « Facultates de promovendo a quocumque (*nempe litteræ dimissoriales generales*) non suffragentur nisi habentibus legitimam causam, ob quam a propriis Episcopis ordinari non possint, in litteris exprimendam; et tunc non ordinentur, nisi *ab Episcopo in sua diœcesi residente*, aut pro eo pontificalia exercente. » — *Trid., sess. 7, cap. 11, De ref.*

b) « Ordinationes *in ecclesia cathedrali*, vocatis præsentibusque ad id ecclesiæ Canonicis, publice celebrentur; si autem in alio diœcesis loco, præsente clero loci, *dignior*,

quantum fieri poterit, ecclesia semper adeatur. » — *Trid., sess. 23, cap. 8, De ref.*

Id tamen intelligendum est *de ordinationibus generalibus*. Ex mitiori enim interpretatione apud omnes recepta, non prohibetur Episcopus quin, justa suadente causa, possit aliquos privatim in episcopali sacello majoribus ordinibus initiare. — *Constit. Ad audientiam, Ben. XIV, § 18.*

297. **III. Nomine interstitiorum** designatur illud temporis spatium quod, ex canonicis sanctionibus, intercedere debet inter unius et alterius ordinis collationem.

a) *Rationes hujus legis* a concilio Tridentino indicantur, nempe ut ordinandi « eo accuratius quantum sit hujus disciplinæ pondus possint edoceri, ac in unoquoque munere, juxta præscriptum Episcopi, se exerceant...., atque ita de gradu ad gradum ascendant ; ut in eis cum ætate vitæ meritum et doctrina major accrescat, quod et bonorum morum exemplum, et assiduum in ecclesia ministerium, et crebrior quam antea corporis Christi communio maxime comprobabunt. » — *Trident., sess. 23, cap. 11, De ref.*

b) Disciplinam interstitiorum, *successu temporum aliquatenus temperatam*, idem concilium sic determinavit :

1° « *Minores ordines* per temporum interstitia, nisi aliud *Episcopo* expedire magis videbitur, conferantur. » — *Ibid.*

Qua in re quæcumque rationabilis causa sufficit ; nec reprobari potest consuetudo, ubi vigeat, duos aut *quatuor etiam minores ordines eadem die* conferendi. Romæ autem praxis est ut ordines minores non plures quam duo eadem die conferantur. — *Santi, De tempor. ord., num. 17.*

2° Ordinandi in *subdiaconos* « nonnisi post annum a susceptione postremi gradus minorum ordinum ad sacros ordines promoveantur, nisi *necessitas*, aut Ecclesiæ *utilitas*, judicio Episcopi, aliud exposcat. » — *Trid., loc. cit.*

3° « Promoti ad sacrum *subdiaconatus* ordinem, si per annum saltem in eo non sint versati, ad altiorem gradum, *nisi aliud Episcopo videatur*, ascendere non permittantur. » — *Trid., sess. 23, cap. 13, De ref.*

4° Ad *presbyteratus* ordinem assumendi non sunt nisi

« qui in diaconatu ad minus annum integrum, nisi ob Ecclesiæ *utilitatem ac necessitatem* aliud Episcopo videretur, ministraverint. » — *Trid., ejusd. sess. cap. 14, De ref.*

Ut annus *integer* dicatur, sufficit lapsa esse Quatuor Tempora quæ juxta varietatem festorum mobilium occurrunt. — *S. C. C., 3 feb. 1595.*

c) Licet Episcopis detur *facultas dispensandi* in interstitiorum observantia, tamen absolute vetitum est ut *duo sacri ordines eadem die*, etiam Regularibus, conferantur. — *Trid., ejusd. sess. cap. 13, De ref.*

Quod vero attinet ad collationem *ordinum minorum et subdiaconatus una eademque die*, licet S. Congreg. Concilii consuetudinem localem respexerit, in aliis tamen locis ubi talis consuetudo non viguit, illud semper reprehendit. — *Cf. Fagnan., in cap. 3, De temporib. ordin., n. 41.*

298. **IV. Ordines gradatim conferendi sunt,** et Ordinationes *per saltum*, id est, uno prætermisso ordine, prohibentur a jure. — *Cf. tit. De clerico per saltum promoto;* — *Trid., sess. 23, cap. 14, De ref.*

a) Attamen ordinatio hujusmodi *valida* est, licet illicita, quia, ut ait *S. Thomas*, « potestates sunt distinctæ, et una, quantum est de sui ratione, non requirit aliam in eodem subjecto. » — Excipitur tantum *episcopatus*, cujus collatio, ex communi sententia, omisso presbyteratu, non consistit. — *Cf. constit. Bened. XIV, In postremo, an. 1756.*

b) Clericus ordinatus per saltum eo ipso *suspensus* est ab ordine suscepto; ideoque fieret *irregularis* si in ordine per saltum suscepto ministraret. — *Cf. can. Sollicitudo, dist. 52.*

Verum *Episcopus* cum promotis per saltum, si non ministraverint, ex legitima causa potest *dispensare*, ut postpositos ordines recipiant, susceptos exinde exerceant, ac tandem ad superiores promoveri possint. — *Trident., sess. 23, cap. 14, De ref.*

299. **V. Promovendus exercitia spiritualia sacræ ordinationi præmittere non omittat.** — *Cf. Benedict. XIV, Instit. eccl. 104.*

a) Nam, licet Romanorum Pontificum Alexandri VII, Innocentii XI et aliorum præscriptiones non respiciant nisi *diœceses Italiæ et insularum adjacentium*, tamen S. C. Concilii, in suis responsionibus *ad cunctos catholici orbis Episcopos*, pro suo instituto, nunquam eosdem omittit hortari, ut neminem ad sacros ordines admittant qui spiritualia exercitia antea non peregerit.

Hisce S. Congregationis hortamentis factum est ut ubique salubre hoc opus invectum fuerit, ac pro lege undequaque observetur. — *Lucidi, De visit. sacr. lim., cap. 3, num. 430.*

b) *Clerici pertinentes ad aliquem e sex episcopatibus suburbicariis*, si ordinentur non præmissis exercitiis spiritualibus per decem dies in domo Urbana sacerdotum *a Missione* nuncupatorum, suspensionem ab ordinibus sic susceptis ad beneplacitum S. Sedis ipso jure incurrunt; *Episcopi vero ordinantes* ab usu pontificalium per annum. — *Constit. Apostolicæ Sedis, tit. 5, num. 7.*

CAPUT III.

DE IRREGULARITATIBUS.

Agendum est : de irregularitatibus in genere ; — de irregularitatibus ex defectu ; — de irregularitatibus ex delicto ; — et de cessatione irregularitatum.

ARTICULUS I.

DE IRREGULARITATIBUS IN GENERE.

300. **I. Irregularitas est** : Impedimentum canonicum quod prohibet ne quis ordines *suscipiat*, vel in ordinibus jam susceptis *ministret*.

a) Ecclesia enim, cum velit clericorum ministerium esse *utile* ac *honorabile*, nonnullas personas exclusit quarum ministerium in alterutro vel in utroque deficeret, easque constituit esse *irregulares*.

Irregularitas igitur, cum sit ratio providendi decori status clericalis, ut nempe ad hunc statum nonnisi idonei promoveantur, primario *rationem impedimenti* habet, et nonnisi secundario ipsa irregularitas quæ dicitur *ex delicto* pœna est qua quædam graviora delicta puniuntur.

b) Irregularitates *non constituuntur nisi a jure;* ideoque nemo irregularitate ligatur nisi in casibus a jure expressis, ut eruitur ex *cap. 18, De sent. excomm., in 6°*.

Unde, constitui non possunt nisi a *S. Pontifice*, vel a *concilio generali,* non vero a Prælatis Papa inferioribus.

c) Irregularitas *indirecte* removet a *beneficiis recipiendis* quibus adnexum est officium quo irregulari defungi non licet.

Certum est autem irregularem non privari beneficio *antea obtento*. Pro diversa tamen irregularitate, ex delicto præsertim, beneficio suo *privandus est,* atque ipse renuntiare debet, nisi dispensationem petat et obtineat.

d) Irregularis accedens ad ordines *excommunicationem* incurrit vi mandati episcopalis initio Ordinationis promulgandi. — *Cf. Pontific. Rom., De ordinibus conferendis.*

301. **II. Multiplex distinguitur irregularitas.**

a) *Ratione causæ* ex qua procedit, irregularitas alia est *ex delicto*, alia *ex defectu*, prout a jure imponitur propter aliquem defectum quo quis inhabilis est ad exercitium sacri ministerii, vel propter indecentiam propria culpa contractam. — *Cf. cap. Accedens, 14, De purgatione canonica.*

b) *Ratione temporis*, alia est *perpetua*, alia *temporaria*. — Irregularitas *ex delicto* est perpetua, et aliter cessare non potest quam per dispensationem; — irregularitas *ex defectu* est sæpe temporaria et veluti transitoria, quando nimirum oritur ex impedimento quod lapsu temporis removeri potest, puta ex defectu ætatis, scientiæ, etc.

c) *Ratione effectuum*, alia est irregularitas *totalis* et alia *partialis*, prout totaliter ab omni ordine et officio excludit, vel ab aliquo tantum ordine, aut aliqua sacri ministerii functione.

302. **III. Irregularitas ex defectu contrahitur ipso facto** ab iis qui defectu a jure præfinito laborant, sive *noverint* sive *ignoraverint* legem quæ illam inducit.

a) Probabilius tamen est ab ea excusare tum *dubium juris*, si graves Auctores non conveniant utrum in illis circumstantiis irregularitas incurratur, quia stante hoc dubio non videtur irregularitas satis in jure expressa; tum *dubium facti*, si non constet aliquem in eo casu reperiri in quo irregularitas contrahitur, quia nemo dicendus est inhabilis nisi demonstretur.

b) At in praxi, melius erit si *dispensatio petatur ad cautelam*, præsertim quia in his casibus *Episcopus* dispensare potest. — *Cf. n. 585.*

Imo, in casu *homicidii patrati*, si dubium sit utrum *clericus* actione sua illius causa fuerit, irregularitas incurritur ex speciali juris canonici dispositione in odium hujus facinoris. — *Cap. 12 et 16, De homicidio.*

303. **IV. Irregularitas ex delicto supponit** *peccatum mortale, externum* et *consummatum*, et, ex probabili sententia, *scientiam legis ecclesiasticæ prohibentis*, imo, *scientiam irregularitatis* prohibitioni adnexæ.

Et ratio est quia irregularitas *ex delicto*, licet principaliter statuta sit in favorem status clericalis, et non sit *primario* pœna, participat aliquatenus tamen naturam pœnarum; et cum pœna irregularitatis sit *extraordinaria*, non censetur Ecclesia velle eam infligere illi qui eam ignorabat. —*Cf. S. Lig., lib. 7, num. 350 et seq.*; — *Cf. n. 1553 et seq.*

ARTICULUS II.

DE IRREGULARITATIBUS EX DEFECTU.

Defectus qui irregularitatem inducunt sunt defectus animi, corporis, natalium, ætatis, libertatis, sacramenti, lenitatis et famæ.
Exprimuntur his versiculis :

Natales, animus, libertas, corpus et ætas,
Non bigamus, lenis, nec mala fama notet.

§ I. De irregularitate ex defectu animi.

Defectu *animi* irregulares sunt qui carent *ratione, scientia*, aut *fide confirmata*.

304. **I. Ex defectu rationis,** irregulares sunt :

a) *Amentes*, etiam postquam sanitatem recuperaverint, ut constat ex *can. 2, dist. 33*, qui, licet non genuinus, usu tamen Ecclesiæ receptus est.

Hæc irregularitas est quoad ordines *suscipiendos*, non autem quoad *exercitium* ordinum *susceptorum*, licet Episcopus prohibere possit exercitium ordinum donec sanitas probata fuerit. — *Cf. cit. can. 2.*

b) *Energumeni*, de quibus ea repetenda sunt quæ de amentibus diximus. — *Cf. can. 2, 3 et 4, dist. 33.*

c) *Epileptici*, id est qui morbo caduco laborant. — *Can. 1 et 2, causæ 7, q. 2.*

Si quis non frequenter cadat, non debet prohiberi ne in *susceptis* ordinibus ministret. — *Ibid., can. 1.*

Et aliquando a Sede Apostolica *dispensatio* concessa est ut epileptici ad sacros ordines *promoveri* possent (*Cf. resol. S. C. C., 26 jan. 1878, 29 jan. 1881*). — Sed forsitan præcipua ratio concedendi in citatis casibus erat quia aggressiones nocturno tantum tempore manifestabantur.

305. **II. Ex defectu scientiæ** irregulares sunt *illitterati.* — *Can. 1 et seq., dist. 36.*

Qua autem scientia pro variis ordinibus quisque præstare debeat, jure canonico determinatur. — *Cf. Trid., sess. 23, cap. 4, 11, 13 et 14, De ref.;* — *Cf. n. 280.*

306. **III. Ex defectu fidei** irregulares sunt :

a) *Neophyti*, seu recens ad fidem conversi. — *Can. 2 conc. Nicæni.* — *Cf. Epist. I ad Tim.*, III, *6.*

Quantum vero temporis ipsius sit probationi remittendum, arbitrio Episcopi relinquitur. Sed *praxis* est ut neophyti, licet non recens ad fidem conversi, ad ordines et primam tonsuram non promoveantur nisi obtenta *dispensatione* a Sede Apostolica. — *Cf. de Angelis, in tit. De filiis presbyt., num. 2.*

b) *Qui nondum sacramentum Confirmationis susceperunt.* Habemus enim decretum concilii Tridentini, *sess. 23, cap 4, De ref. :* « Prima tonsura non initientur qui sacramentum Confirmationis non susceperint »; et hoc decreto statui irregularitatem declaravit S. C. Concilii, *teste Fagnano in cap. Cum contingat, De ætate et qualit. præfic.*

c) *Filii hæreticorum*, et quidem per paternam lineam usque ad secundum, et per maternam usque ad primum gradum. — *Cap. 2 et 15, De hæreticis, in 6°.* — *Cf. n. 334.*

Attamen, si pater hæresim *abjuraverit*, cessat filiorum irregularitas; neque, ex probabiliori sententia, filii nati *ante lapsum* in hæresim sunt irregulares.

Filii autem *Judæorum* aliorumque *infidelium* non sunt irregulares. — *Cf. Ben. XIV, De syn., lib. 12, cap. 1.*

§ II. De irregularitate ex defectu natalium.

307. **I. Ex defectu natalium, irregulares sunt filii illegitimi,** videlicet *extra validas ac legitimas nuptias* procreati.

Et quidem, alii dicuntur filii *naturales*, nati scilicet ex parentibus qui tempore conceptionis aut nativitatis habiles erant ad matrimonium contrahendum; alii vero *spurii*, qui a parentibus ad matrimonium inter se contrahendum incapacibus ortum habent, ut incestuosi, adulterini, ex sacrilegio nati.

a) *In veteri disciplina* nemo, qui dignus esset, ob natalium defectum ab ordinibus et beneficiis ecclesiasticis arcebatur : quod multis veterum Patrum testimoniis ostendit Gratianus, *dist. 56.*

b) At, *sæculo præsertim undecimo,* cum clerici, vitio incontinentiæ contaminati, meretrices et concubinas alerent, et filii ex nefando concubitu nati beneficia paterna, mortuis parentibus, obtinerent sive occuparent, et Duces etiam et Comites, ut ait *Christianus Lupus* « suos passim ex ancillis bastardos violenter intruderent in sacras dignitates, atque ita servili simul et adulterino sanguine fœdarent ecclesias », primo quidem *filii presbyterorum*, dein *quilibet ex vetito concubitu nati*, irregulares pronuntiati sunt, « ut paternæ incontinentiæ memoria a locis Deo consecratis longissime arceatur » (*Trid., sess. 25, cap. 15, De ref.). — Soglia, Instit. juris privati, lib. 1,* § *57.*

c) Nil refert, an illegitimitas *occulta* sit, aut *publica*, siquidem irregularitas ex defectu, si infamiam excipias, a *facto* ipso, non ab ejus publica notitia dependet.

308. **II. Sed illegitimi habendi non sunt :**

a) Illi, quorum favore militat principium : « *Pater is est quem nuptiæ demonstrant.* »

b) Neque filii ex justis nuptiis *ante sacerdotium* geniti, qui proinde ab ordinibus et beneficiis non repelluntur; tantummodo, ad suspicionem hæreditariæ successionis aver-

tendam, nequeunt *beneficia consequi quæ pater obtinuit*, nisi media persona intercesserit.

c) Neque illegitimi putantur *infidelium* filii, licet nuptiæ in gradibus ab Ecclesia prohibitis initæ sint, modo in ratione *naturalis* et *civilis contractus* valeant. — *Cap. ultimo, Qui filii sint legitimi.*

d) Neque demum illegitimis accensendi sunt qui ex matrimonio, *ob dirimens impedimentum invalido*, geniti sunt, si tamen uterque, aut alteruter conjugum, impedimentum *invincibiliter ignoraverit;* idque locum obtinet etiamsi impedimentum postea compertum sit. — *Cap. 2 et 14, eod. titulo.*

At, si parentes, aut *clandestinas* nuptias, vel matrimonium *civile* tantum inierint, aut *denuntiationes* omiserint, non censentur bona fide contraxisse ; unde filiis nocent, qui illegitimi et irregulares traducuntur. — *Soglia, loc. cit.*

309. **III. Dubitatur an infantes expositi habendi sint tanquam illegitimi, dum non constat de eorum parentibus.**

a) Alii tenent legitimitatem esse probandam, eo quod in facto consistat, scilicet pendeat a justis nuptiis, et *expositos illegitimos dicendos esse*, eo quod in dubio præsumendum sit quod frequentius contingit.

b) Alii vero dicunt in dubio *delictum non esse præsumendum*, et onus probandi incumbere neganti defectum natalium. — *Cap. 5 et 15, Qui filii sint legitimi.*

Cæterum, non raro contingit ut expositio etiam *ex aliis causis*, v. gr. ob paupertatem, fiat.

c) Quum solutio hujus quæstionis de legitimitate in suspenso, Doctoribus hinc inde disputantibus, maneat, *irregularitas dubia est;* ideoque applicandum est principium in præcedenti Articulo traditum, *n. 302.*

Attamen, ad præcavendum varia incommoda, tutius erit *dispensationem* petere *ad cautelam.*

310. **IV. Irregularitas ex defectu natalium orta tribus modis abstergitur :**

a) *Religiosa professione* ad suscipiendos ordines, non

vero ad obtinendum dignitates et prælaturas. — *Cap. 1, De filiis presbyterorum.*

Quod profecto intelligitur de professione religiosa *solemni*, et, per specialem exceptionem, de votis *simplicibus* editis *in Societate Jesu*, ex bulla Gregor. XIII, *Ascendente Domino*, quia, post hæc vota edita, quoad omnes effectus considerantur ut veri *Religiosi*, et ideo natalium defectus non obstat quominus ordinari possint.

b) *Legitimatione*, sive per Romani Pontificis *rescriptum;* sive per subsequens *matrimonium*, modo, tempore saltem nativitatis, parentes potuerunt valide contrahere. — *Cf. n. 307 et 420.*

Legitimatio per subsequens matrimonium sufficit ad omnes dignitates, *Cardinalatu* excepto.

c) Demum *dispensatione*, quam pro *minoribus ordinibus* et *simplicibus beneficiis* Episcopus, et Prælatus inferior nullius diœceseos, recte tribuit; ad ordines vero *majores*, et ad beneficia quibus *animarum cura* immineat, dispensatione S. Pontificis opus est.

1° Hæc dispensatio est *strictæ interpretationis*, ut monet *caput 1, De filiis presbyt., in 6°*, et tanto difficilior est quanto illegitimorum origo est turpior.

2° Unde, caute providendum est ut quis ab initio dispensationem obtineat ad *omnes ordines* et *beneficia*. — Nam dispensatus a Papa ad ordines etiam sacros, non ideo dispensatur ad beneficia *curata;* neque dispensatus ad beneficia curata ideo potest ad *dignitates ecclesiasticas* promoveri.

§ III. De irregularitate ex defectu corporis.

311. Non omnes defectus corporis irregularitatem pariunt, sed illi tantum qui, aut sacro muneri obeundo *impares* faciunt, aut eam corporis deformitatem afferunt ut *horrorem* aut *risum* moveant.

Utramque hujus irregularitatis causam complexus est Eugenius III, *cap. Presbyterum, De cler. ægrot.*, ubi presbytero, cui media palma cum duobus digitis abscissa fuerat,

celebrare non permittitur, quia « nec *secure* propter *debilitatem*, nec *sine scandalo* propter *deformitatem membri* » hoc fieri potest.

312. **I. Propter corporis debilitatem, aut membrorum jacturam,** *irregulares sunt* :

a) Ex defectu *visus :* cæcus; vel multum cæcutiens, adeo ut in Missali legere nequeat.

Qui *dextero oculo* caret non censetur irregularis, nisi cum magna deformitate oculus erutus sit. Qui *sinistro oculo* caret a multis dicitur irregularis; sed, si oculo dextero sine magna deformitate Missale legere potest, probabiliter irregularis censeri non debet. — *S. Lig., lib. 6, n. 404.* — *Cf. resolut. S. C. C., 27 jan. 1872.*

b) Ex defectu *auditus :* plene surdus; at, si surditas post sacerdotium supervenerit, celebratio sine dispensatione permittitur. — *Surdaster* autem non est irregularis. — *S. Lig., lib. 7, n. 405.*

c) Ex defectu *loquelæ :* mutus; vel balbutiens adeo ut verba integra proferre non possit, aut risum et contemptum moveat.

d) Ex defectu *pedum :* qui sine baculo ad altare sistere nequit; vel qui habet pedem ligneum. Attamen, si defectus arte ita tegi possit ut non multum animadvertatur, celebratio permitti potest.

e) Ex defectu *manuum :* non tantum ille qui manu caret, sed etiam qui caret solo *pollice*, aut *indice*, vel qui eorum usum impeditum habet; item qui tribus posterioribus digitis caret.

f) Propter *magnam deformitatem :* qui ex mutilatione aliave causa in facie valde fœdati sunt; qui lepra vel simili morbo ita laborant ut exterius ille defectus appareat; insigniter claudicantes; perridicule gibbosi aut pusilli, etc. — *Cf. S. Lig., lib. 7, n. 404 et seq.*

313. **II. Si ambiguum sit** num corporis defectus, aut sacris ministeriis *impedimento* sit, aut *gravem deformitatem* et *offensionem* pariat, judicium ab Episcopo ferendum

est, facto experimento coram ss. cæremoniarum Magistro.

Dispensatio autem, si corporis vitium omnino certum est, ad Romanum Pontificem pertinet.

Aliquando, in dubio, petitur dispensatio *ad cautelam*.

314. **III. Ea est praxis S. C. C. in hujusmodi casibus in quibus irregularitatis dispensatio petitur,** ut, præter accuratam defectuum descriptionem quibus irregularitas gignitur, exigere soleat etiam *experimentum* oratoris super cæremoniis faciendum *ex commissione Ordinarii* coram ss. cæremoniarum Magistro.

a) In hujusmodi experimento faciendo, attendi debet ad *cæremonias* quas orator irregularis peragere rite non valeat, et maxime ad populi *admirationem* et *scandalum* quod excitari posset, vel ad periculum in sacris peragendis.

b) Facto super hisce experimento, Sacra Congregatio exigit ut certior fiat etiam de vera *necessitate* vel *utilitate ecclesiæ*.

c) Qua necessitate vel utilitate exsistente, si nihil habeatur nimis grave quod obstet, S. C. pro dispensatione respondere solet iis qui jam ad sacros ordines sunt *promoti*, et plerumque rem dimittit *prudenti judicio* et conscientiæ Episcopi.

At difficilior est dispensationis elargitio in iisdem adjunctis pro iis qui ad sacros ordines sunt *promovendi*. Ratio est, quia « turpius ejicitur quam non admittitur hospes » *(cap. 25, De jurejur.)*; et afflicto afflictio non est addenda, ut habet *cap. 5, De cler. ægr. — Cf. Act. S. Sedis, v. 1, p. 90.*

§ IV. De irregularitate ex defectu libertatis.

Defectu *libertatis*, irregulares sunt generatim qui, sua conditione, officiis alienis ita occupantur, ut non possint se ministerio clericali devovere, præsertim *servi* proprie dicti, *conjugati*, et *ratiociniis reddendis obligati*.

315. **I. Servum seu mancipium non posse ad ordines promoveri, invito domino,** sed prius manumittendum esse, regula generalis erat, ne *vilesceret* ministerium

ecclesiasticum, neve *jura* acquisita læderentur. — *Cf. tit. De servis non ordinandis.*

Sed non est cur in exponenda hac veteri disciplina hodie immoremur.

316. **II. Conjugati, nisi uxores consentiant et castitatem voveant,** ad ordines non sunt admittendi. — *Cap. Nullus, 4, De temp. ordinat., in 6°; — Cap. Conjugatus, 5, De conversione conjugatorum.*

a) *Uxor* hanc licentiam concedens, si juvenis sit, debet *ingredi Religionem;* si vero in hac ætate sit in qua suspicionem incontinentiæ fugiat, poterit, nisi vir in Episcopum assumatur, in sæculo remanere cum *votis simplicibus.* — *Cf. Ben. XIV, De syn., lib. 13, cap. 12, n. 16.*

b) Hæc tamen vota simplicia hanc vim habent ut, *mortuo viro,* non sinant ab uxore *aliud matrimonium,* nequidem *valide,* celebrari, cum sint impedimentum dirimens, ex *can. Seriatim, 14, dist. 32, apud Ben. XIV, loc. cit.*

317. **III. Irregulares item sunt, ex defectu libertatis, illi qui ratiociniis reddendis obligantur.**

a) *Obligati ad ratiocinia* vocantur in jure : reddendis rationibus obstricti ob rei, sive *publicæ,* sive *privatæ,* administrationem gestam, veluti Syndici, Thesaurarii, Tutores et Curatores, et id genus alii.

Itaque hujusmodi administratores, ante rationes redditas et solidatas, ordinari vetantur, tum ne conditio *creditorum* ob privilegia clericalia deterior fiat, tum etiam ne *clericus,* cum probro et dedecore Ecclesiæ, de fraude aut dolo postuletur. — *Cap. unic., De oblig. ad ratioc.*

b) Quod si administratores, sponsore dato, rem creditoris *tutam* fecerint, non amplius irregulares videntur, quia, *cessante fine legis,* ipsam legem cessare compertum est.

c) At vero si, nullo sponsore dato, nec redditis solidatisque rationibus, ad ordines promoveantur, idque *dolose* factum sit, ab Episcopo *puniri* poterunt, non tamen deponi, nec usu ordinis interdici.

Interim vero creditoribus faciendum est satis, etiam ces-

sione bonorum; et, *si Episcopus sciens ordinaverit*, nec bona ordinati solvendo satis sint, tenetur Episcopus quod deest *supplere*, quatenus creditoribus nocuit, ordinato facultatem adimens lucrandi negotiandique, aliaque sæcularia negotia exercendi.

d) *Non omnes* tamen qui obligantur ad ratiocinia sunt irregulares, siquidem ab hac lege excluduntur: qui *ecclesiæ* vel *causæ cujuslibet piæ* bona administrant; — item *defensores miserabilium personarum*; cum enim iis opem suam denegare nequaquam debeat Ecclesia, profecto absonum quodammodo videretur si illos qui hujusmodi opem impendunt ab ordinibus removeret. — Idem est affirmandum de iis qui *legitimam agnatorum tutelam* susceperunt. — *Soglia, Inst. juris priv.*, § *64*.

§ V. De irregularitate ex defectu ætatis.

Cf. Caput II, ubi de requisitis ad licitam Ordinationem, n. 280.

§ VI. De irregularitate ex defectu sacramenti, seu ex bigamia.

Ratio hujus irregularitatis est: sive *macula*, vel saltem *suspicio incontinentiæ* quam præferunt secundæ nuptiæ; sive defectus significationis *sacramenti*, eo quod bigami non exhibent sacramentum conjunctionis Christi, qui cum unica et virgine Ecclesia copulatus est.

318. **I. Triplex distinguitur bigamia,** nempe *vera*, *interpretativa* et *similitudinaria*.

a) *Bigamia vera* est, quando quis cum duabus successive validum contraxit matrimonium, et cum utraque consummavit.

Hæc irregularitas a pluribus canonibus declarata, v. g. *cap. 5, De bigam. non ordinandis*, innititur Apostolica traditione, juxta illud S. Pauli, *I Tim.*, III, *2* : « Oportet Episcopum irreprehensibilem esse, unius uxoris virum »; et infra : « Diaconi sint unius uxoris viri ».

b) *Bigamia interpretativa*, quæ *fictione juris* innititur, tunc obtinet quando quis reapse cum duabus non contraxit, sed interpretatione juris censetur contraxisse.

Bigamus nempe interpretativus dicitur si quis duxerit *viduam*, aut mulierem ab alio *corruptam ;* vel cognoverit propriam uxorem *adulterio* coinquinatam ; demum si duo matrimonia contraxerit, *validum* unum, alterum *invalidum.—Can. Maritum, dist. 33 ;—can. Si cujus, dist. 34 ; — cap. 4, De bigamis non ordinandis.*

c) *Bigamia similitudinaria* inducta est in similitudinem iterati conjugii, et locum habet cum aliquis, vel obligatus *solemni voto castitatis*, vel constitutus in aliquo *ordine majori*, attentat et consummat matrimonium. — *Cap. 32, causæ 27, q. 1 ; — cap. 1 et 2, Qui clerici vel voventes.*

319. **II. Notandum est ad rectam interpretationem canonum :**

a) Bigamiam, sive realem sive interpretativam, locum non habere *extra matrimonium ;* ideo, qui cum duabus vel cum pluribus peccavit extra matrimonium, non est irregularis.

b) Nihil referre ad bigamiam *interpretativam* utrum ille qui viduam aut corruptam duxit, *cognoverit* aut ignoraverit mulierem fuisse ab alio cognitam, quia ea irregularitas non est ex delicto, sed *ex defectu.*

c) Requiri in qualibet bigamia *consummationem matrimonii*, ut quis sit irregularis. Unde, non esset bigamia interpretativa si quis duxerit viduam a priori marito intactam. — *Cap. 5, De bigamis non ordinandis.*

320. **III. Dispensatio ab irregularitate ex defectu sacramenti**, si agitur de bigamia tantum *similitudinaria*, concedi potest ab Episcopo. — *Cap. 4, De clericis conjugatis.*

Sin autem agitur de bigamia *vera* aut *interpretativa*, solus Romanus Pontifex, etiam ad ordines minores, dispensat. — *Cap. 2, De bigamis non ordinandis ; — Trid., sess. 23, cap. 17, De ref.*

§ VII. De irregularitate ex defectu lenitatis.

Irregulares sunt, *ex defectu lenitatis*, qui morti aut mutilationi causam, *licet justam et legitimam,* præbuerunt. Mite est enim ingenium Ecclesiæ, nec permittit *immites* esse ministros incruentæ et cœlestis victimæ, quæ tantum abest ut sibi injurias illatas ulta sit, ut potius pro suis persecutoribus vitam fuderit. — *Soglia, op. cit., § 63.*

321. **I. Quod ad milites attinet,**

a) Communis Doctorum sententia est : eos qui militant *in bello injusto* omnes contrahere irregularitatem ex delicto, si aliqui in bello occidantur, vel mutilentur, quia omnes in bello injusto militantes integrant *unam causam moralem* cui imputantur homicidia. — *Cf. n. 335 et seq.*

b) *In bello justo offensivo* non fiunt irregulares nisi qui *per se ipsos* occiderint vel mutilaverint.

c) *In bello justo defensivo*, irregulares non sunt ii etiam qui propria manu occiderint, propterea quod eorum qui in justo bello pugnant deterior esse conditio non debeat quam eorum qui extra bellum, *necessitate compulsi,* occidunt ne occidantur; eoque magis quod, pro patria et religione certantes, pro sua quoque incolumitate pugnare censendi sunt. — *Cap. Pervenit, 2, De immunit. ecclesiarum; — Cf. Ben. XIV, Instit. 101, n. 9.*

322. **II. Ex sua cooperatione in judicio, licet non injusto,** *irregulares sunt :*

a) *Judices* qui sententiam *mortis* aut *mutilationis* pronuntiant, eorumque *Assessores* qui suffragium aut consilium conferunt, si tamen sententia *ad effectum* perducta sit.

1° Dubitatur an *Judex instructionis,* qui nullam sententiam profert nullumque consilium confert, sed tantum pronuntiat de causæ progressione, et rem ad quos spectat remittit, irregularitatem incurrat.

2° Item quæritur utrum cives, ut aiunt, jurati (*membres du jury*), qui ex legis præscripto delegatum munus habent

de delicto pronuntiandi, nullamque sententiam proferunt, habendi sint irregulares, dum *factum* constare aiunt cui mortis pœna adnexa *de jure* est.

Alii *negativam* sententiam defendunt, eo quod jurati, nec sententiam mortis proferunt, nec in eam directe influunt, quinimo habendi sunt ut *testes necessarii,* quia ab ipsa lege ad ferendum testimonium de facto obligantur; et sane, is non videtur esse Ecclesiæ sensus ut qui id impleat a quo sine detrimento abstinere non possit, ab altaris ministerio arceatur. — *Cf. Icard, Prælect., num. 816.*

Alii *affirmativam* tuentur sententiam : quia, de facto decernentes a quo dependet legis pœnalis applicatio, in ipsam pœnam mortis *concurrere proxime* videntur; nec testes necessarii dici possunt, sed veri *judices* sunt.

b) *Accusatores, delatores, scribæ, notarii* et *advocati,* qui contra reum postulant et *criminis vindictam* petunt. — Secus autem est si satisfactionem, aut emendationem *damni* passi dumtaxat exposcunt, protestando expresse quod vindictam sanguinis non intendunt. — *Cap. 2, De homicid., in 6°.*

De *testibus* autem nihil exploratum habemus in jure canonico. Verumtamen Doctores inter *voluntarios* et *necessarios* testes distinguunt; et *necessarios* quidem, seu ad testimonium ferendum a publicis judicibus coactos, nulla irregularitate irretiri docent, dum id faciunt a quo sine peccato vel gravi detrimento abstinere nequeant, præsertim vero si protestentur expresse se vindictam, seu pœnam sanguinis non intendere, ad formam *cap. Prælatis, De homicid., in 6°.* — At, *voluntarios* testes nemo ab irregularitate exemptos putat, etiamsi id protestentur; nam protestatio contra factum non valet, ut vulgo dicitur.

c) *Carnifices, lictores,* et quotquot ad cruentam executionem operam conferunt. — *Soglia, loc. cit.*

323. **III. E contra vero, irregulares non habentur :**

a) Clerici qui *Principi suadent* ut quorumdam criminum reos morte aut mutilatione plectat; nec *Princeps qui*

legem tulerit, eo quod hujusmodi leges, non hominis determinati occisionem aut mutilationem spectent, sed quietam et rectam reipublicæ administrationem. — *Gloss. in cap. 10, De excess. Prælat.*

b) Episcopi, Prælati, et reliqui clerici qui, *jurisdictionem temporalem* obtinentes, causas sanguinis suis ballivis, seu aliis judicibus committunt, etiamsi ballivus seu judex ad pœnam sanguinis processerit. — *Cap. fin., Ne clerici vel monachi, in 6°.*

c) Judex ecclesiasticus qui clericum, obstinato animo criminibus adhærentem, *jam depositum et degradatum curiæ sæculari tradit*, si tamen in actu traditionis *protestatio* intercesserit ne pœna capitis damnetur; qua protestatione seu intercessione irregularitatem evadit, quamvis certo animadvertat clericum pœna mortis afficiendum. — *Cap. 27, De verb. signif., in 6°.*

d) Clerici qui, gravi damno vel injuria affecti, reos apud magistratum denuntiant, *actione tamen civili* qua damni et injuriarum reparationem postulent, et expressa *protestatione* quod vindictam et pœnam sanguinis non intendant, « ne detur plerisque materia trucidandi eosdem, et ipsorum bona libere deprædandi ». — *Cap. 2, De homicid., in 6°.* — *Soglia, ibid.*

§ VIII. De irregularitate ex defectu bonæ famæ.

Nota est regula 67ª juris, in 6° : « *Infamibus non pateant portæ dignitatum.* »

Infamia *duplex* distinguitur : infamia *juris*, et infamia *facti.*

324. **I. Infamia facti** est sinistra opinio, inducta apud viros honestos et prudentes, propter pravas alicujus actiones, de quibus tamen non est lata sententia infamans.

Occulta crimina nullam auctoribus suis infamiam inurunt, cum nemo ex occulto crimine diffametur. Si quis igitur hominem clanculum interfecerit, non quidem *ex defectu famæ*, sed *ex delicto* irregularis habendus erit.

325. **II. Infamia juris** inducitur vi ipsius legis :

a) Quando aliquis notatur *reus criminis infamantis.* Porro, *crimina* quibus *de jure* adnexa est infamia sunt : homicidium, perjurium factum in judicio, hæresis, simonia, sodomia, crimen læsæ majestatis, adulterium, proditio, rapina, lenocinium, invasio Cardinalium vel Episcoporum, raptus mulierum, seu ad illum cooperatio, duellum, etiamsi quis patronus tantum fuerit seu testis (*Trid., sess. 14, cap. 19, De ref.*), paratio armorum contra parentes, etc.

Quod ad *duellum* attinet, S. C. C. declaravit irregularitatem contrahi a duellantibus eorumque patrinis, etiamsi duellum ea ratione committatur quæ his temporibus inter *Germaniæ* Universitatum alumnos fieri solet. — *In Wratislavien., 9 aug. 1890.*

b) Vel quando plectitur *pœna* quam leges declarant *infamantem.*

Dispositionis *legis civilis* ratio quoque habenda est ; quandoquidem Ecclesia sapienter statuit reputandos fore infames, in suo foro, qui infamia notantur *in societate civili.* Nec decet ad statum et officia ordinis clericalis admittere quos auctoritas civilis reputat indignos sæcularibus officiis. — *Cap. 2 et 17, caus. 6, q. 1.* — *Cf. art. 6, 7, 42 Codicis pœnalis, in Gallia.*

c) Vel *artem* exercet cui a jure nota turpitudinis inusta est, ut erat olim conditio mimorum et comœdorum. — *Cf. Ferraris, v. Infamia.*

ARTICULUS III.

DE IRREGULARITATIBUS EX DELICTO.

Irregularitas ex delicto oritur : ex mala Baptismi susceptione et ex ejus iteratione; — ex mala susceptione — et pravo ordinum usu; — ex crimine hæresis; — ex homicidio vel mutilatione. — Hæc versiculo sequenti exhibentur :

Fonte reus, sacris, censura, crimine, leto.

§ I. De irregularitate ex mala susceptione et iteratione baptismi.

326. **I. Qui, citra casum necessitatis, baptismum in adulta ætate susceperunt ab hæreticis,** sunt irregulares, quia fautores hæresis, ac de fide suspectos se ostendunt. — *Cap. Placuit, 3, causæ 1, q. 4.* — *Cf. cap. Ventum est, 18, caus. 1, quæst. 1.*

Nec requiri videtur ut hæreticus ille a quo baptismus susceptus est, juridice fuerit *denuntiatus :* quia ejusmodi baptismi susceptio continet hæresis favorem; porro, ipsi *fautores* hæreticorum irregulares sunt. — *Cf. n. 333.*

327. **II. Qui sinunt se rebaptizari; item qui ipsi rebaptizant,** aut *ministrant* presbytero rebaptizanti, lege vetustissima removentur a sacris ordinibus. — *Can. Confirmandum, 65, dist. 50.*

a) Probabilius tamen irregularitatem non incurrit qui *occulte* rebaptizat. — *Cf. cap. 2, De apostatis.*

Nec probabiliter ille qui *sub conditione* rebaptizat, licet culpabiliter, id est sine justa causa. — *Cf. Bened. XIV, Instit. 84, num. 13.*

Idem dicendum est de rebaptizante vel rebaptizato *ex metu*, sine intentione. — *Cf. S. Lig., lib. 7, n. 356.*

b) Hæc irregularitas prohibet a sola ordinum susceptione, atque ideo, verius, a susceptorum exercitio non prohibet. — *D'Annibale, Summula, tom. 1, n. 410.*

§ II. DE IRREGULARITATE EX MALA SUSCEPTIONE ORDINUM.

Irregulares sunt *ob malam susceptionem ordinum :*

328. **I. Furtive ordinati,** qui nempe ab Episcopo proprio non probati, nec admissi, *per dolum, inscio Episcopo,* ordinandis sese immiscent, et ordinantur. — *Cap. 1 et 2, De eo qui furtive ord. suscepit.*

a) Qui vero fraude utuntur ad dissimulandum defectus personales, vel etiam qui, compositis ex industria litteris dimissorialibus, Episcopum decipiunt, non censentur ordines *furtive* accipere, licet graviter peccent.

b) Ex quorumdam sententia, furtive ordinati, non irregularitatem, sed *suspensionem* incurrebant, quæ hodie non viget, utpote in constitutione *Apostolicæ Sedis* non comprehensa. — *Cf. d'Annibale, Summula, tom. 1, n. 412.*

329. **II. Ordinati ab Episcopo excommunicato, aut ab eo qui dignitati suæ renuntiavit.** — *Cf. n. 687.*

a) *Dispensatio* tamen concedi potest ab Episcopo proprio, si clerici *ignoranter* ita fuerint ordinati. — *Cap. Ab excommunicatis, 4, causæ 9, q. 1 ; — cap. 1 et 2, De ordinatis ab Episcopo qui renuntiavit episcopatui.*

b) Imo, plures dicunt ordinatum ab Episcopo qui dignitati suæ renuntiavit, non incurrere *irregularitatem* proprie dictam, eo quod in citato capite, non irregularitas, sed *suspensio* demonstretur, quæ hodie non viget. — *Cf. d'Annibale, loc. cit.*

330. **III. Promoti ad ordines sacros, durante matrimonio nondum etiam consummato, extra casus a jure probatos.** — *Cf. cap. Antiquæ, De voto, extravag. Joannis XXII.* — *Cf. n. 316.*

Isti, « nec *matrimonio soluto* in sic suscepto ordine ministrare, nec ad superiores ordines provehi, nec ad aliquod beneficium vel officium ecclesiasticum valeant promoveri ». — *Extrav. cit.*

Nonnulli hanc etiam irregularitatem extrudunt. — *Cf. d'Annibale, loc. cit.*

§ III. De irregularitate ex pravo ordinum usu.

Ob illicitum ordinum *exercitium* :

331. **I. Irregulares fiunt clerici qui temere et solemniter exercent ordinem sacrum quem non habent.** — *Cap. Si quis, 1, De clerico non ordinato ministrante.*

a) Lex probabiliter non afficit nisi *clericos*, et quidem *temere* ministrantes in ordine non suscepto. — Unde, si quis *bona fide* ministraverit, non contrahit irregularitatem.

b) Statutum est de exercitio *ordinis sacri*. — Igitur, ut quis contrahat irregularitatem, necesse est ut exerceat actum proprium ordinis sacri, et *eo modo* quo, vi ordinis et juxta disciplinam canonicam, nonnisi ab ordinatis licite exerceri potest.

Unde, irregularitatem incurrunt :

1° *Sacerdos* qui *pontificalia* exercere præsumit, sacras nimirum functiones et benedictiones exclusive reservatas Episcopo, et quas solus R. Pontifex delegare potest simplici presbytero, v. gr. consecrationes ecclesiarum, consecrationes calicum, etc.

Sed sacerdos qui defectu jurisdictionis invalide *absolvit*, non incurrit tamen irregularitatem excipiendo confessiones, quia exercet actum ordinis *quem habet*.

2° *Diaconus* qui *confessiones sacramentales* audire præsumit, qui *populo solemniter benedicit;* qui *Viaticum* sine commissione sacerdotis, extra casum necessitatis, ministrat; imo, juxta communiorem sententiam, qui *Baptismum solemnem* confert sine delegatione; et nihil refert quod urgeat necessitas, cum liceat urgente necessitate baptizare absque solemnitate.

Alii tamen negant irregularitatem incurri a diacono *solemniter* Baptismum ministrante, eo quod in casu habeatur usurpatio non *ordinis*, sed *jurisdictionis*. — *Cf. Le Canoniste contemporain, an. 1890, pag. 532 et seq.*

3º Item *subdiaconus* qui solemniter defert pyxidem in qua *sacra Eucharistia* continetur, aut qui *Evangelium* cantat intra missarum solemnia more diaconorum.

4º Item *acolythus* qui *subdiaconi officio fungitur* in missa solemni, paratus manipulo. — Toleratur tamen ut, in casu necessitatis, defectus subdiaconi in missis solemnibus suppleatur, eidem substituendo *clericum*, absque manipulo. — *Cf., ex. gr., S. C. R., 22 jul. 1848.*

332. **II. Irregularitatem incurrit qui, ligatus aliqua censura, exercet ordinem sacrum,** citra casum necessitatis si sit *vitandus*, et absque fidelium petitione si sit *toleratus*. — *Cf. n. 1597 et 1600.*

Item fit irregularis qui celebrat in *loco interdicto*.

a) Probatur, quoad excommunicationem, ex *capite Si quis, 7, causæ 11, q. 3.*

b) Probatur, quoad suspensionem, ex *cap. Cum æterni, De sententia et re judicata, in 6º.*

Et contrahitur irregularitas per violationem suspensionis latæ ex informata conscientia. — *S. C. Propag., 20 oct. 1884, ad 11.* — *Cf. n. 1519.*

Item, ex communiori sententia, per violationem suspensionis pœnalis. — *Cf. n. 1622.*

c) Probatur, quoad interdictum, ex *cap. Is cui, 20, De sent. exc., in 6º*, ubi declaratur eum cui interdicitur ingressus ecclesiæ irregularem effici, si contra censuram se ingerat in divinis sicut prius.

d) Idem de celebrante in loco interdicto statuunt jura alias citata. — *Cf. n. 1636.*

Non tamen incurrit irregularitatem qui in *ecclesia polluta* aut *coram excommunicato* rem sacram confecerit, cum non sit expressum in jure.

Nec is qui *violat irregularitatem* ordinem exercendo, novam irregularitatem aut aliquam censuram incurrit.

Neque exercendo actus *jurisdictionis* aliquis fit irregularis.

§ IV. De irregularitate propter hæresim.

333. **I. Hæretici sunt jure communi irregulares,** etiam post suam conversionem. — *Cap. 18, caus. 1, q. 1.*

a) Verumtamen disputant Auctores utrum hæc irregularitas profluat ex *delicto hæresis*, an ex infamia, id est ex *defectu famæ*, ideoque utrum ob hæresim *occultam* irregularitas incurratur.

b) Non modo hæretici irregulares sunt, verum etiam illi qui cum hæreticis aliquo pacto conjuncti sunt, ut eorum *fautores*, *defensores*, imo et eorum *filii* ad secundum gradum lineæ paternæ, et ad primum gradum lineæ maternæ, nisi parentes hæresim abjuraverint. — *Cf. n. 306.*

334. **II. Contraria consuetudo** *in quibusdam regionibus* inducta erat, ex. gr. in Gallia et in Germania, sive quoad ipsos hæreticos ad fidem catholicam *conversos*, sive quoad *filios* hæreticorum qui in hæresi persistebant vel mortui erant.

Verum, ex decreto Sacræ Congregationis S. Officii, *14 dec. 1890*, in præfatis etiam regionibus irregularitas *obtinere* dicenda est; ideoque isti *dispensatione* indigent ut ad tonsuram et ordines promoveantur.

§ V. De irregularitate ex homicidio vel mutilatione.

335. **I. Irregularitas incurritur ex homicidio voluntario et graviter culpabili, etiam occulto,** sive *directe*, sive *indirecte* volito, ex actione, sive *physica*, sive *morali*, patrato. — *Cap. 4, dist. 50; — cap. Significasti, 18, De homicidio; — Trid., sess. 14, cap. 7, De ref.*

a) Unde, irregulares sunt quoque *mandantes*, et *consilium dantes*, effectu secuto; item *cooperatores* ut homicidium celerius, audacius aut securius fiat, ideoque omnes præliantes in bello injusto, si ibi aliquis pereat; omnes accusatores, judices et testes injusti; item qui ministrant arma aut pecunias ad homicidium.

b) Item, irregularitatem incurrunt procurantes *abortum*, et qui ad tale facinus committendum opem, consilium vel favorem præstant. — *Cf. n. 1677.*

336. **II. Irregulares non sunt qui hominem occidunt dando operam rei licitæ,** *adhibita sufficienti diligentia* ne accidat homicidium. — *Cap. Joannes, 23, De homicidio.*

a) Ideo irregulares non sunt illi qui committunt homicidium *casuale*, nisi interveniat *negligentia graviter culpabilis;* — nec ii qui infirmo bona fide aliquid cibi vel potus nocivi præbent, vel si illum moventes aut volventes causa sint cur decedat; — nec *medici* et *chirurgi*, etiamsi ex potione aut incisione æger aliquis pereat, nisi *eorum culpa vel imperitia* mori infirmum contigerit.

b) Verum, ex communi sententia, *clericus* etiam qui de cætero peritus est, nec gravem commisit incuriam, irregularis evadit si cum *incisione* vel *adustione* medeatur, et reipsa ægroti mors vel mutilatio secuta sit; licet *alii* dicant probabiliter etiam in clerico requiri ut contra medendi artem peccaverit. — *Cf. n. 365.*

337. **III. Probabilius non incurrit irregularitatem qui, dans operam rei illicitæ, aliquem casu occidit,** nisi res illicita esset ac omittenda *ob ipsum periculum homicidii.*

Ratio est, quia tale homicidium non est voluntarium, neque *directe*, cum non sit intentum, neque *indirecte* in sua causa, cum talis actio non sit per se periculosa modo sufficiens diligentia adhibeatur. — *S. Lig., lib. 7, n. 386.*

338. **IV. Qui mortem aliter vitare non valens, suum invasorem occidit, non fit irregularis.** — *Clement. unic., De homicidio.*

a) Imo, ex communiori et probabiliori sententia, occidens alterum ob defensionem *libertatis, honoris, pudicitiæ* vel *bonorum temporalium*, non fit irregularis. — *Cf. S. Lig., lib. 7, num. 388 et seq.*

b) At vero, si *fuga* aut *clamore*, aut *alia ratione*, vitari mors potuit, homicida habendus est qui invasorem occiderit. « Quamvis enim, ait *Innocentius III*, vim vi repellere omnia jura et omnes leges permittant, tamen id fieri debet cum moderamine inculpatæ tutelæ, non ad sumendam vindictam, sed ad injuriam propulsandam. » — *Cap. 18, De homicidio; — cap. 35, De sent. excomm.*

Dubitatum fuit a nonnullis utrum citata clementina revocata fuerit Tridentini verbis, *sess. 14, cap. 7, De ref.*

Sed hæc verba, vel de eo possunt intelligi qui, *non servato moderamine inculpatæ tutelæ*, suum occidit aggressorem; vel possunt intelligi de *dispensatione* quæ *in foro exteriori* debeat obtineri, cum scilicet dubium exsurgat an invasus intra moderatæ defensionis limites se continuerit, et aliunde acriter incusetur. *Ad majorem enim cautelam* atque omnem scandali propriique scrupuli occasionem tollendam, ab ordinibus et beneficiis erit arcendus, donec res ab Ordinario loci fuerit discussa. — *Vecch., l. 5, § 40.*

339. **V. Incurritur quoque irregularitas ob alicujus membri mutilationem injustam,** et quidem ab ipsis *mandantibus, consulentibus* et *cooperantibus.*

a) Communior et probabilior sententia tenet : *membra* dici ad sensum canonum partes corporis quæ *proprium officium* habent ab aliis distinctum, ut linguam, oculos, aures, nares, pedes, manus, etc.

Non tamen *membrum* dicitur solus digitus vel digiti articulus, auricula, et similia.

b) Porro, ad inducendam irregularitatem requiritur : vel *integra abscissio*, vel *gravis diminutio* alicujus membri, etsi hæc mutilatio, nec usum ordinis impediat, nec gravem deformitatem afferat. — *Cap. 3 et 5, De corpore vitiatis ordinandis vel non.*

Controvertitur tamen utrum fiat irregularis ille qui aliquod membrum ita *debilitat* ut ineptum sit ad proprium officium, illud vero non *abscindit;* ex. gr., qui excæcavit hominem solo *visu* privando, non autem *oculum extrahendo. — Cf. S. Lig., lib. 7, n. 380 et seq.*

c) Nihil refert utrum quis in *proprium* vel in *alienum* corpus mutilationem patraverit. Imo, irregularis est qui *sibi* solam membri partem, v. gr., unum digitum abscindit. — *Cf. c. 6, dist. 55; et c. 4, De corp. vitiatis.*

ARTICULUS IV.

DE CESSATIONE IRREGULARITATUM.

340. **I. Irregularitates triplici modo, pro varia earum natura, cessare possunt,** scilicet *cessatione causæ, professione religiosa,* vel *dispensatione.*

a) *Cessatione causæ* tolluntur nonnullæ irregularitates ex defectu, v. gr. irregularitates *ex defectu ætatis* et *scientiæ;* irregularitates *ex defectu bonæ famæ,* si adfuerit solummodo infamia facti, aut si infamia juridica retractetur rehabilitatione injuste condemnati; irregularitas *ex defectu natalium*, si proles legitimetur per subsequens matrimonium. — *Cf. n. 304 et seq., ubi de irregular. in specie.*

b) *Professione religiosa* tollitur irregularitas *ex defectu natalium. — Cf. n. 310.*

c) *Dispensatione* tolli possunt omnes irregularitates quæ impedimentum juris naturalis non important.

1° Et quidem *S. Pontifex* super omnibus dispensat; — *Episcopi* autem nonnisi in casibus jure præfinitis.

2° Dispensatio nulla indiget certa *forma verborum;* imo dari potest *re* quoque et *facto*, ut si Episcopus irregularem ex delicto occulto ordinaverit *sciens* et *volens*, vel ei dimissorias concesserit.

341. **II. Episcopi possunt dispensare :**

a) Super irregularitatibus *ex defectu natalium* ad effectum suscipiendi tonsuram, ordines minores, et beneficium simplex. — *Cap. Is qui, De filiis presbyter., in 6°.*

b) Super irregularitate *ex bigamia similitudinaria,* cum illo qui, post peractam pœnitentiam, laudabiliter vixit, — *Cap. 4, De clericis conjugatis,*

c) « In irregularitatibus omnibus *ex delicto occulto provenientibus*, excepta ea quæ oritur ex homicidio voluntario, et exceptis aliis deductis ad forum contentiosum ». — *Trid., sess. 24, cap. 6, De ref.*

1° Facultas concessa Episcopis, eo ipso competit *Capitulo ecclesiæ cathedralis, sede vacante,* non vero *Vicario generali* Episcopi absque speciali deputatione, ut ex citato Concilii decreto notavimus, ubi de absolutione a censuris ex delicto occulto provenientibus.

2° Excipitur irregularitas « *ex homicidio voluntario* »; quæ verba concilii Tridentini Canonistæ ita ponderant et interpretantur, ut exceptio referatur solum ad casum homicidii *directe* voluntarii. — *Cf. S. Lig., lib. 7, n. 393-395.*

Idem dicendum putant de *mutilatione occulta ;* licet enim mutilatio quandoque æquiparetur homicidio, non est tamen homicidium, et verba concilii, utpote favorabilia, *lato sensu* interpretari licet.

342. **III. Si Sanctam Sedem quis adeat pro obtinenda dispensatione**, libellum supplicem porriget, sive ad *Pœnitentiariam*, sive ad *Datariam*, prout irregularitas est *occulta* vel *publica*. — *S. Congregatio Concilii* in quibusdam dispensat, v. gr. in irregularitatibus ex defectu corporis. *Secretaria* quoque *brevium* concedit dispensationes super defectu ætatis.

a) Si quis *pluribus irregularitatibus* diversæ speciei sit adstrictus, eas omnes exprimere debet; sed, si plures irregularitates contractæ sunt ob delictum ejusdem generis *sæpius iteratum*, sufficit ad obtinendam dispensationem si dicat pluries in illas incidisse. — *S. Lig., lib. 7, n. 353.*

b) *Dataria* rescriptum dispensationis dirigit ad *Episcopum,* vel ad *Episcopi Officialem,* a quo exsecutioni mandetur. — *Pœnitentiaria* rem demandat communiter *confessario* ab oratore ex approbatis eligendo. — *Cf. Tract. De Curia Rom., n. 493 et seq.; — et ubi de Rescriptis, n. 411 et seq.*

CAPUT IV.

DE VITA ET HONESTATE CLERICORUM.

« Nihil est quod alios magis ad pietatem et Dei cultum assidue instruat, quam *eorum vita et exemplum qui se divino ministerio dedicarunt :* cum enim a rebus sæculi in altiorem sublati locum conspiciantur, in eos, tanquam in speculum, reliqui oculos conjiciunt, ex iisque sumunt quod imitentur.

» Quapropter, sic decet omnino clericos in sortem Domini vocatos, vitam moresque suos omnes componere, ut, *habitu, gestu, incessu, sermone aliisque omnibus rebus*, nihil nisi grave, moderatum ac religione plenum præ se ferant, levia etiam delicta, quæ in ipsis maxima essent, effugiant, ut eorum actiones cunctis afferant venerationem. » — *Trid., sess. 22, cap. 1, De ref.*

Decreta Episcoporum circa clericorum correctionem non admittunt *appellationem in suspensivo;* nam statuit sancta synodus Tridentina, « ut quæ alias a Summis Pontificibus et a sacris conciliis de clericorum vita, honestate, cultu doctrinaque retinenda, ac simul de luxu, comessationibus, choreis, aleis, lusibus, ac quibuscumque criminibus, nec non sæcularibus negotiis fugiendis, copiose ac salubriter sancita fuerunt, eadem in posterum iisdem pœnis, vel majoribus, arbitrio Ordinarii imponendis, observentur; nec *appellatio* executionem hanc, quæ ad morum correctionem pertinet, suspendat ». — *Trid , sess 22, cap. 1, De ref. — Cf. sess. 14, De ref., in proœmio.*

Agendum est : de obligationibus clericorum, tum *positivis*, tum *negativis :* nempe de his quæ clericis communiter *præcepta*, vel *prohibita* sunt.

ARTICULUS I.

DE VITÆ SANCTITATE.

« Vitæ sanctitas, qua dempta, inflat scientia, non ædificat, complectitur, non solum *probos honestosque mores*, sed eum quoque *virtutum sacerdotalium chorum* unde illa existit, quæ efficit sacerdotes bonos, similitudo Jesu Christi summi et æterni sacerdotis. » — *Encycl. Quod multum, ad Episc. Hungariæ, 22 aug. 1886.*

343. **I. Quanta debeat esse clericorum interna sanctitas, arguit ipsa natura status clericalis.**

a) Clerici enim semper *ad res sacras*, nempe ad sacra-

menta fidelibus conferenda, ad laudes divinas nomine Ecclesiæ persolvendas, ad christianum populum ea quæ ad salutem æternam pertinent edocendum, nec non ad sacrosanctum Missæ sacrificium celebrandum *proxime*, vel saltem *remote*, applicantur. — *Cf. Levit.*, XXI, *6*; — *Isai.*, LII, *12*; — *Epist. S. Pauli ad Tit., ad Timoth.*

b) « *Lux doctrinæ* a clero in Christiani populi ordines diffundenda, vix dici potest quam magnam habeat utilitatem si quasi e candelabro *virtutis* effulserit.

» In præceptis enim quæ sunt ad corrigendos hominum mores, *plus fere possunt quam dicta, facta magistrorum;* nec quisquam negotio tam facili habiturus est ei fidem, cujus a dictis præceptisque discrepent facta.

» In *Jesum Christum* Dominum oculos intendamus et mentes : qui, ut *veritas* est, perdocuit nos quæ credere deberemus; ut *vita* est et *via*, semetipsum proposuit nobis *exemplar absolutissimum*, quo modo ageremus honeste vitam, et bonum ultimum studiose appeteremus.

» Ipsemet discipulos suos ita de se voluit institutos et perfectos. Sic luceat *lux vestra*, hoc est *doctrina*, coram hominibus, ut videant *opera vestra bona*, non secus atque doctrinæ argumenta, et glorificent Patrem vestrum qui in cœlis est *(Matth.*, v, *16)*, doctrinam in unum et bonitatem Evangelii complexus quod ipsis ad propagandum committebat. » — *Encycl. Officio sanctissimo, ad Episcopos Bavariæ, 22 dec. 1887.* — *Cf. Encycl. ad Episc. Hungariæ*, § *Deinde vero.*

344. **II. Media ad spiritualem profectum et fovendam pietatem a clericis adhibenda,** sunt : *singulis diebus*, præter horarum canonicarum recitationem et religiosam sacrosancti sacrificii celebrationem, oratio mentalis, diligens conscientiæ discussio, librorumque asceticorum lectio ; *singulis hebdomadis*, vel saltem bis in mense, sacramentalis confessio; et, *succedentibus annis*, spiritualia exercitia.

a) Lex qua *Episcopus presbyteros suæ diœcesis jubet sacris interesse exercitiis,* neque ordinariæ potestatis fines

excedit, neque juri communi adversatur, sed potius eidem apprime consonat. — *Cf. resol. S. C. C., 20 sept. 1878.*

b) Compertum est enim *Romanos Pontifices in suis constitutionibus* præscribere sacra hæc exercitia, quæ ad ecclesiastici ordinis dignitatem et sanctimoniam retinendam maxime conducunt. — *Cf. Encycl. Pii IX, 9 nov. 1846.*

« Eorum redintegrandis animi viribus, quas continenter vigere infirmitas humana non patitur, *aiebat Leo XIII ad Episcopos Hungariæ*, nihil propemodum videtur aptius quam ut secedant identidem ad statas animi meditationes, Deo sibique unice per id tempus vacaturi. » — *Encycl. Quod multum, 22 aug. 1886*, § *Eorum vero.* — *Cf. litteras ejusdem Pontif., 18 dec. 1889.*

345. **III. Aliud virtutis subsidium est studium litterarum.**

Studiis ecclesiasticis procul dubio *primæ debentur partes*. Et caveant sacerdotes a pessima horum illusione qui, hac scientia plus minusve competenti quam in juvenilibus annis hauserunt, contenti, studiis ecclesiasticis præterea vacare supervacaneum ducunt.

Labia sacerdotis custodiunt scientiam ; quapropter, assidua auctorum probatorum qui de rebus *theologicis* tractant lectione, sed et eorum qui de rebus *spiritualibus* et de mysticis animarum viis mature et pie scripserunt attenta meditatione, nec non interdum iterato *rubricarum* et librorum cæremonialium studio, eorum quæ scierint summam augeant, quæ ignoraverint discant, et faciles memoriæ lapsus reparent. — *Statut. diœces. Pictav., tit. 1, sect. 1, cap. 1.*

ARTICULUS II.

DE HABITU CLERICORUM ET TONSURA.

346. **I. Quamvis utraque lex, sive vestis clericalis, sive tonsuræ, antiquissima sit,**

a) *Primis tamen Ecclesiæ sæculis minime exstitit ;* neque enim par fuit ut ea tempestate clerici rasum gestarent

summum caput, vel uterentur habitu a laicis distincto, ne persecutionibus maxime sævientibus in christianos, tyrannorum odio ipsi se proderent et objicerent.

b) At, cessatis jampridem his causis, clerici, sæculo sexto, ut multorum opinio est, *monachos æmulati, ab iis acceperunt capitis tonsuram,* quæ humilitatis et modestiæ tacita esset significatio; eodemque sæculo, uti cœperunt *habitu a laicis distincto,* nempe Romanorum toga, quæ vestis erat usque ad talos extensa; laici autem brevioris habitus formam a Barbaris illatam adoptarunt. — *Soglia, Instit. jur. priv., § 70.*

347. **II.** « Etsi habitus non faciat monachum, **oportet tamen clericos vestes proprio congruentes ordini semper deferre,** ut, per decentiam habitus extrinseci, morum honestatem intrinsecam ostendant. » — *Trident., sess. 14, cap. 6, De ref.*

Ideo, *a tempore concilii Tridentini,* provincialia concilia fere omnia clericos adegerunt ad gestandam vestem talarem, et quidem *nigri coloris,* ad quem non erant antea certa lege adstricti. — *Bened. XIV, De syn., lib. 11, cap. 8.*

348. **III. Forma habitus clericalis** non omnino determinata est jure communi.

a) Sed *ad Episcopum pertinet ipsam adsignare;* voluit enim concilium Tridentinum ut clerici deferant honestum habitum clericalem, illorum ordini et dignitati congruentem, et « *juxta ipsius Episcopi ordinationem et mandatum* ». — *Sess. 14, cap. 6.*

b) Nequit tamen Episcopus formam vestis clericalis decentem *consuetudine generaliter receptam,* pro libitu seu *absque rationabili causa,* immutare.

349. **IV. Peccant graviter clerici in sacris constituti, vel beneficiati, non deferentes habitum clericalem,** nisi adsit justa ratio, vel excuset materiæ levitas vel temporis exiguitas.

a) *Iter vero agentibus* habitus permittitur contractior, sed nigri coloris, et in quo decus et honestas ordinis cleri-

calis eluceant. — *Cf. instr. S. C. de Prop. Fide, 7 sept. 1869, Vicariis Apostol. Indiæ.*

Imo, potest habitus clericalis *totaliter relinqui* ex gravi causa, v. gr. si immineat persecutio, vel si per loca hæreticorum, infidelium, impiorum hominum, sit transeundum, etc.

b) Tenent communiter Doctores facilius mortaliter peccari non deferendo *habitum* quam *tonsuram;* ideoque clerici, etiam in sacris constituti, saltem graviter non peccant, nisi omittant deferre tonsuram per tempus notabile, quale non est tempus unius vel alterius mensis; imo, controvertitur utrum sit grave tonsuram *per annum integrum* non deferre. — *Cf. S. Lig., lib. 6, n. 825 et seq.*

350. **V. Pœnæ in contrafacientes.**

a) Clerici *in sacris majoribus ordinibus constituti,* vel clerici minores *qualecumque beneficium ecclesiasticum possidentes,* si notabili tempore, et legitimo impedimento cessante, publice deserant vestes clericales, et, moniti ab Episcopo, contumaces persistant, coerceri possunt per *suspensionem* ab ordine, officio et beneficio. — Imo, si semel correpti, denuo in hoc deliquerint, etiam per *privationem* officiorum et beneficiorum. — *Trid., sess. 14, cap. 6, De reformatione.*

Statuit insuper Benedictus XIII, *constit. Catholicæ Ecclesiæ, 2 maii 1725,* clericos hujusmodi, etiam ante admonitionem, citationem et sententiam, *fructus non facere suos,* sed, sub pœna peccati lethalis, teneri ad eos restituendos, ac fabricæ ecclesiæ applicandos, sublata etiam facultate Majori Pœnitentiario eosdem fructus condonandi clericis; quam tamen facultatem *in casibus occultis* eidem Majori Pœnitentiario concessit Benedictus XIV, *constit. Pastor bonus, 13 apr. 1744.*

b) *Clerici minores beneficio carentes,* quamvis non teneantur habitum clericalem deferre, tamen si dimittant habitum clericalem, et legem concilii Tridentini non observent, *ipso jure* privilegium fori et *omnia privilegia clericalia* amittunt. — *Trid., sess. 23, cap. 6, De ref.* — *Cf. decret. S. C. Immunit. eccles., 20 nov. 1860.*

Quod si clericus, qui sponte sua reliquit habitum ecclesiasticum et tonsuram, voluerit utrumque iterum sumere, id poterit sine expressa venia Episcopi, et *privilegia clericalia iterum assequitur,* nisi ejus consilium *ex fraude* procedat, id est, præsertim, nisi id efficiat ad declinandum judicium in foro laico. — *Cf. Bened. XIV, De synodo diœces., lib. 12, cap. 3.*

351. **VI. Decentia habitus importat ut « clericus neque comam neque barbam nutriat ».** — *Cf. cap. 4, 5 et 7, De vita et honestate cleric.*

Isti tamen canones sic explicantur ut clerici non debeant barbam et comam nutrire *more profano;* ideoque non interdicenda est quæcumque barbæ et comæ cura, prout juxta diversas consuetudines locorum fieri solet.

ARTICULUS III.

DE RECITATIONE DIVINI OFFICII.

Obligantur ad horas canonicas quotidie recitandas, *clerici omnes in sacris constituti,* licet suspensi sint et excommunicati; nec non clerici omnes *beneficiati,* qui habent jus in re et plenum beneficii dominium.

Quæstiones autem historicas, doctrinales et practicas, quæ ad officium publicum referuntur, remittimus ad lectiones Sacræ Liturgiæ et Theologiæ moralis. — *Cf. n. 1407.*

ARTICULUS IV.

DE OBLIGATIONE CŒLIBATUS.

A tempore saltem concilii *in Trullo* seu *Quini-Sexti,* an. 692, *concessum est Græcis presbyteris et diaconis* uti suis uxoribus ductis ante ordinationem, et constitutum ut non alii ad episcopatum promoverentur, nisi qui cœlibes vixissent, aut se continentiam perpetuo servaturos sponderent.

Verum *in Ecclesia Latina,* omnes clerici majoribus ordinibus initiati tenentur *perpetuam continentiam* servare,

adeo ut, nec post susceptum ordinem matrimonium *valide contrahere*, nec matrimonio ante ordinationem contracto *uti licite* possint. — *Trid., sess. 24, can. 9.*

Et clerici in sacris constituti matrimonium contrahere præsumentes, *ipso facto* incurrunt excommunicationem Episcopo reservatam. — *Cf. n. 1676.*

De *dispensatione* quam ad matrimonium contrahendum subdiaconis et diaconis *Episcopus*, ex delegata potestate, in quibusdam adjunctis concedere potest, *cf. n. 584.*

352. **I. Hanc continentiæ clericalis disciplinam suadebant :**

a) *Exemplum Christi et Apostolorum.* « Christus virgo, virgo Maria, utriusque sexus virginitatem dedicaverunt. Apostoli, vel virgines, vel post nuptias continentes.... assumpti in Apostolatum, reliquerunt officium conjugale. » — *S. Hieronym., contra Jovinianum.*

b) *Bonum Ecclesiæ.* — Maximi enim refert ad ædificationem fidelium et ad sacri ministerii exercitium, ut clerici præbeant cunctis fidelibus *exemplum* abnegationis voluptatum carnis, quo efficacius praxim consiliorum evangelicorum commendent; utque *toti* sint impensi in sollicitudinem sui ministerii, ad procurandam salutem animarum; nam « *qui cum uxore est*, ait S. Paulus, *cogitat quæ mundi sunt, et divisus est* ». — *I Cor.*, VII, *33.*

353. **II. Obligationem fundari simul in lege ecclesiastica et in voto,** communis est sententia Canonistarum.

a) *Tolerantia* qua usa est Ecclesia respectu clericorum Ecclesiæ Orientalis, probat, neque *jure naturali*, neque *jure divino*, continentiam sacris ordinibus esse adnexam.

b) *De lege canonica* res certissima est. — Quod *ad votum* attinet, Bonifacius VIII innuit illud *implicite saltem* intercedere in susceptione sacrorum ordinum, dum *in cap. Quod votum, De voto, in 6°*, declarandum duxit « illud solum votum debere dici solemne, quod solemnizatum fuerit per *susceptionem ordinis sacri*, aut per *professionem*, expres-

Cardinales, duo cujuslibet Cardinalis familiares qui vulgo *Conclavistæ* nuncupantur, et alii officiales vel ministri pro servitio Cardinalium in communi.

Clauso Conclavi, nullus ad eos aditus patet ; nullum eis licet nuntium audire, et nullas litteras dare aut etiam accipere.

377. **VI. Vocem activam habent in electione Romani Pontificis :** *Cardinales omnes, etiam nuper creati et publicati*, licet nondum insignia cardinalatus acceperint. — *Constit. Greg. XV, Decet Rom. Pontif.*

Imo, eligere possunt Cardinales excommunicati, suspensi aût interdicti, « ut eo magis vitentur dissensiones et schismata, quo minor eligentibus aderit dissidendi facultas ». — *Clement. Ne Romani, 2, De elect.*

a) *Cardinales ad diaconatum nondum ordinati*, non habent quidem vocem activam, ex constitutionibus Pii IV, Greg. XV et Urbani VIII. Solent vero Summi Pontifices *huic dispositioni derogare*, quando Cardinales nondum diaconos creant. — *Ferraris, loc. cit., n. 39.*

b) *Sede vacante tempore concilii generalis*, electio Summi Pontificis nihilominus ad Cardinales exclusive, non vero ad concilium spectaret.

Voluitque Pius IX ut, « statim ab accepto certo nuntio de morte Pontificis, *suspensum ipso jure intelligatur (concilium)*, et tamdiu dilatum donec novus Pontifex canonice electus illud reassumi et continuari jusserit ». — *Constit. Cum Romanis Pont., pridie nonas dec. 1869.*

378. **VII. Congruum est ut ex Cardinalibus Pontifex assumatur,** « cum in cœtu S. R. E. Cardinalium non desint qui Summi Pontificis dignitatem et officium recte administrare possint ». — *Bened. XIV, apud Vecchiotti, Instit. can., lib. 2, § 96.*

a) *Eligi* tamen potest aliquis *non Cardinalis* (*arg. ex cap. Licet, 6, De elect.*) ; imo etiam *laicus :* quod colligitur ex ipso Cæremoniali Romanæ Ecclesiæ, ubi datur forma ordinandi eum qui ex laicis fuerit assumptus.

Neque electio invalida erit si *uxoratus* in Pontificem eligatur. — *Cf. Sanchez, De matrim., l. 7, d. 38, n. 12.*

b) *Femina* eligi nequit, « quia, licet Beatissima Virgo Maria dignior et excellentior fuerit Apostolis universis, non tamen illi, sed istis Dominus claves regni cœlorum commisit ». — *Cap. Nova, 10, De pœnitent. et remiss.*

Unde, merito rejicitur tota *Joannæ Papissæ* fabula. — *Cf. Ferraris, loc. cit., addition. casinens.*

c) Nulla certa *ætas* reperitur constituta pro Papatu. — Auctores vero non absque ratione animadvertunt *congruere omnino* ut eligendus in Summum Pontificem sit *maturæ ætatis,* nempe ut habeat saltem 30 annos, eo quod talis ætas sit pro Episcopis requisita.

379. **VIII. Triplex modus electionis** esse potest, secundum dispositiones capitis *Quia propter, 42, De elect.*, nempe per scrutinium, compromissum, vel quasi-inspirationem. — *Cf. n. 186.*

a) Solet autem fieri per *scrutinium*, quod *bis in die* peragendum est, donec sequatur electio.

Quilibet Cardinalis propriam schedulam palam defert ad altare et in calicem mittit, postquam juraverit in hanc formam: « Testor Jesum Christum, qui me judicaturus est, me eligere quem, secundum Deum, judico eligi debere, et quod idem in *Accessu* præstabo. » — *Const. Æterni Patris, Greg. XV, an. 1621.*

b) *Accessus* locum habet quando, publicato scrutinio, duæ partes suffragiorum in unum non convenerunt. — Tunc Cardinales qui, mutato consilio, alium volunt eligere, possunt *uni ex nominatis accedere* per schedulas secretas, ut perficiatur numerus votorum necessarius. — *Ibid.*

380. **IX. Effectus electionis.** — Electione peracta, si Electus consensum dederit, eo ipso, *quin indigeat ulla confirmatione,* constituitur *Vicarius Christi* et jure divino *Primatum* obtinet, nempe plenam et supremam potestatem jurisdictionis in universam Ecclesiam.

a) Solent electi Pontifices aliud *nomen* sibi imponere.

— Ratio hujus mutationis varia assignatur; sed verior est *ad ostendendam novam regenerationem*. — Sicut ingressuris religionem, cujus professio quasi alter baptismus novitium regenerat, ita Summis Pontificibus nomen novum imponitur ut *novis hominibus*, seu potius *vicediis*, non sine mysterio veteris hominis exuendi, Christumque prorsus induendi, juxta illud Samuelis ad Saül, *I Reg.*, x : « Ecce unxit te Dominus super hæreditatem suam in Principem...., et mutaberis in virum alium. » — *Card. Pallavicini, Petra et alii, apud Ferraris, loc. cit., n. 67.*

b) Electus statim induitur *insignia Summi Pontificatus ;* et, sedens in cathedra, recipit salutationes Cardinalium.

Tunc Cardinalis primus ex ordine diaconorum, e consueto loco, peractam electionem solemniter populo denuntiat his verbis : « *Annuntio vobis gaudium magnum : habemus Papam Eminentissimum et Reverendissimum Dominum...., qui sibi elegit nomen ut N.... in posterum vocetur* ».

381. **X. Consecratio Papæ** in Episcopum, si episcopali charactere aut aliis ordinibus non fuerit insignitus, fit a *Cardinali Decano*, qui est Episcopus Ostiensis, et ideo pallio archiepiscopali decoratus est. — Verum consecratio, non ea quæ sunt jurisdictionis, sed *Ordinis* tantum potestatem confert.

Coronatio est actus cæremonialis, ad solemnitatem usurpatus. — Fit per antiquiorem diaconum Cardinalem.

In die coronationis Papæ, ut memor sit conditionis humanæ, ante illum, in summitate arundinis, stupa comburitur; et ab uno Cæremoniarum magistro interim sic inclamatur : « *Pater Sancte, sic transit gloria mundi* ».

ARTICULUS II.

DE JURISDICTIONE SUMMI PONTIFICIS.

Agendum est : de Primatu Romani Pontificis ; — nec non de juribus et prærogativis quæ ab eodem primatu, tanquam a radice, derivantur.

§ I. De primatu romani pontificis.

382. I. De institutione Primatus in Beato Petro.

« Docemus ac declaramus, *aiunt Patres concilii Vaticani*, juxta Evangelii testimonia, primatum jurisdictionis in universam Dei Ecclesiam *immediate* et *directe* beato Petro Apostolo *promissum* atque *collatum* a Christo Domino fuisse.

a) » Unum enim Simonem, cui jam pridem dixerat : *Tu vocaberis Cephas (Joan.*, I, *42)*, postquam ille suam edidit confessionem, inquiens : *Tu es Christus Filius Dei vivi*, solemnibus his verbis allocutus est Dominus : *Beatus es, Simon Bar Jona, quia caro et sanguis non revelavit tibi, sed Pater meus qui in cœlis est ; et ego dico tibi, quia tu es Petrus, et super hanc petram ædificabo Ecclesiam meam, et portæ inferi non prævalebunt adversus eam ; et tibi dabo claves regni cœlorum ; et quodcumque ligaveris super terram, erit ligatum et in cœlis ; et quodcumque solveris super terram, erit solutum et in cœlis.* — *Matth.*, XVI, *16-19*.

» Atque uni Simoni Petro contulit Jesus, post suam resurrectionem, summi pastoris et rectoris jurisdictionem in totum suum ovile, dicens : *Pasce agnos meos, pasce oves meas.* — *Joan.*, XXI, *15-17*.

b) » Huic tam manifestæ Sacrarum Scripturarum doctrinæ, ut ab Ecclesia catholica semper intellecta est, aperte opponuntur *pravæ eorum sententiæ* qui, constitutam a Christo Domino in sua Ecclesia regiminis formam pervertentes, *negant solum Petrum præ cæteris Apostolis*, sive

serviunt », scilicet ex professo et habitualiter aleis dant operam.

Et, *spectata hodierna consuetudine*, ab omni peccato communiter immunis censetur clericus qui parce, moderate, recreationis causa, privatim et sine scandalo ludit aleis chartisque, utcumque exitus a fortuna pendeat. — *S. Lig., lib. 3, num. 899.*

b) Caveant tamen clerici ne in ludendo, ad excessus, levitatem, et animi dissipationem, nec non ad cupiditatis vel passionis affectum abripiantur.

Expedit in primis ut a ludendo *cum sæcularibus* generatim abstineant, nisi hi viri sint prudentiæ et gravitatis non communis.

A *temporis* quoque *jactura*, et quam maxime a *fidelium scandalo* cavere debent. — *Gury, tom. 2, n. 102.*

361. **IV. Quoad adsistentiam choreis et spectaculis**, habemus decretum concilii Laodicensis : « Non oportet ministros altaris spectaculis aliquibus quæ, aut in nuptiis, aut in scenis exhibentur, interesse. » — *Cap. 37, dist. 5, De consecratione.*

Idem vetat *cap. Clerici, 15, De vita et honestate cleric.* : « Clerici.... mimis, joculatoribus et histrionibus non intendant. » — *Cf. Trid., sess. 22, cap. 1, De ref.*

Porro hæc clericis vetita sunt, tum propter *scandalum*, tum propter *proprium peccandi periculum*, præsertim contra castitatem. — *Cf. Ben. XIV, De syn., lib. 11, cap. 10.*

362. **V.** Gravitas morum et probitas vitæ exigit quoque ut « **a crapula et ebrietate omnes clerici abstineant** ». — *Cap. 14, De vita et honest. cleric.*

a) Lex ecclesiastica utrumque vitium vehementer abhorrens, contra clericos transgressores, si moniti non abstineant, statuit *pœnam suspensionis* ab officio, vel etiam beneficio, per Superiorem infligendam. — *Cap. cit.*

b) Præterea statutum est ut clerici *tabernas non ingrediantur* ad edendum aut bibendum, nisi longioris itineris et necessitatis causa. — *Cap. 4, dist. 44 ; — cap. 15, De vita et honest. cleric.*

c) Convivia *nuptiarum* vel *natalitiorum* jure communi non vetantur clericis. Verum in statutis plurium diœcesium ea prohibentur.

ARTICULUS VII.

DE ARTIBUS PROHIBITIS.

363. **I.** Clericis prohibitum est **viles et sordidas artes exercere, vel minus honestas** quæ eorum statum dedecent, veluti in scena ludere, cauponam agere, etc. — *Clement. 1, De vita et honest. cleric.*

364. **II.** Cum clerici mites esse debeant, et a sanguine abhorrere, ipsis vetitum est **in bello arma tractare et militiam agere.** — *Can. Aliquantos et seq., dist. 51.* — *Cf. n. 321 et seq., ubi de irreg. ex defectu lenitatis.*

365. **III** Clericis item prohibitum est **exercitium medicinæ et chirurgiæ,** cum *incisione* aut *adustione*; adeo ut clerici *in sacris* constituti, si hanc artem tali modo exerceant ut mors aut mutilatio sequatur, fiant *irregulares.* — *Cap. 19, De homicid.* — *Cf. n. 335.*

a) Si tamen peritus desit, et *casus urgeat,* poterit clericus, sine peccato et sine irregularitatis periculo, incisionem vel adustionem peragere. — *S. Lig., lib. 7, n. 384.*

b) Neque, ex probabili sententia, clericis prohibitum est, saltem *jure communi*, exercitium artis medicæ *absque incisione vel adustione.*

Nihilominus, Episcopis jus competit interdicendi clericis *quodvis medicæ artis exercitium.*

ARTICULUS VIII.

DE NEGOTIORUM SÆCULARIUM GESTIONE.

Est titulus 50 libri III Decretalium : « *Ne clerici vel monachi sæcularibus negotiis se immisceant* ». — Hæc rubrica tituli refert præceptum Apostoli : « *Nemo militans*

Deo implicat se negotiis sæcularibus » *(II Tim.*, II, *4)*. — Itaque,

366. **I. Munus advocati seu procuratoris, coram judice laico, in negotiis sæcularibus,** obire non possunt clerici in sacris ordinibus constituti, vel beneficiati, « nisi *propriam causam*, aut *suæ ecclesiæ* fuerint prosecuti, aut *pro miserabilibus forte personis*, quæ proprias causas administrare non possunt ». — *Cap. 1, De postulando.*

367. **II. Nec licet iisdem clericis officium agere tutoris, curatoris, procuratoris,** administrationis bonorum, nec quodvis ministerium publicum ex quo obligentur ad *reddendas rationes* de justitia aut de bonis administratis. — *Cf. cap. 4, Ne clerici.*

a) Si vero res sit de tutela vel cura gerenda pupillorum, vel minorum quibuscum clerici *jure cognationis conjuncti sunt*, eam suscipere permittuntur.

b) Porro, administrationem bonorum alienorum suscipere lucri causa, ad decentius statum suum vel familiæ conservandum, *peccato mortali* clerico non vertitur, nisi propria ministeria negligat. — *S. Lig., lib. 4, n. 838.*

368. **III. Quod ad majora officia in legationibus et publico regimine spectat,** nihil obstat quominus præstantes viri *in superioribus consiliis, in comitiis politicis ac administrativis* sedeant, nisi aliis rationibus specialibus impediantur, suamque proferant sententiam quam plurimum in bonum Ecclesiæ ac Status conferre judicaverint. — *Vecchiotti, Instit. can., lib. 2, § 109.*

ARTICULUS IX.

DE NEGOTIATIONE.

369. **I. Omnibus clericis prohibita est** negotiatio lucri causa, sive per se, sive per interpositam personam, nisi urgeat necessitas. — *Cf. constit. Apostolicæ servitutis, Bened. XIV, 25 feb. 1741.*

Ratio est, quod clerici per negotiationem, cum status sui dedecore, implicentur sæcularibus curis, avocentur a rebus divinis, exponantur periculo adhibendi fraudes, avaritiæ suspicionem incurrant, etc.

a) Dicitur : *nisi urgeat necessitas.*

1° Porro, non admittitur excusatio *indigentiæ propriæ* clerici, quia « unicuique clerico canonicus ordinationis titulus, vel saltem congruum sufficiens patrimonium esse debet, quo se sustentet, iisque forsan deficientibus, debet ipse honestioribus artibus suæque professioni conformibus, propriis necessitatibus consulere ». — *Constit. Cum primum, Clementis XIII, 17 sept. 1759.*

2° Quod spectat ad indigentiam « *aut parentum, aut sororum, aliarumque personarum quibus ex naturalis officii debito opem ferre teneatur* », idem Pontifex declarat : « ejusmodi excusationem eidem clerico minime suffragari...., nisi doceat se antea præfatas necessitates Apostolicæ Sedi, si intra Italiam et insulas adjacentes existat, si vero in remotioribus regionibus versetur, saltem Ordinario loci exposuisse, earumque intuitu *opportunam dispensationem* et facultatem prædictas personas industria sua juvandi, vel ab eadem Apostolica Sede, vel respective ab Ordinario impetrasse ».

b) Dicitur : *causa lucri ;* — nam, si clericus ad fidelium utilitatem objecta quædam minoris momenti, puta cruces, coronas, libros emerit, ut *eodem pretio* revendat, non argui debet commercii vetiti. — Attamen multo magis expedit ut hæc viro laico committantur.

Toleranda vero nullatenus est agendi ratio clerici, qui verum negotium exercet sub prætextu lucra inde reportata impendendi *in pauperum sublevamen,* vel alias *pias causas.* Ratio est quod ille clericus vere negotietur, et a suo commercio directe percipiat lucrum, de quo pro arbitrio disponere valet. — *De Brabandère, Juris canonici compend., num. 552.*

c) Dicitur : *per se, vel per interpositam personam.* — Et recte quidem, monente Benedicto XIV, « quoniam, juxta

regulam 72 juris, in 6° : *Qui facit per alium, est perinde ac si faciat per seipsum.* — Nec verum est clericos, per interpositam personam cambiis alteriusve generis negotiationi vacantes, a curis liberari quibus negotiatores implicantur; scimus quippe, experientia edocente, eos continuo anxios et sollicitos esse de lucro, quod ex data alteri pecunia sint reportaturi, plenosque timoris, ne a socio decipiantur. » — *De syn., lib. 10, cap. 6, n. 4.*

d) Qui vero aliquod negotium clericis illicitum, licet ab eis minime institutum, sed a laica persona inchoatum, sive *hæreditario jure*, aut *quocumque alio titulo*, sive singulariter, sive communiter obtinent, illud *dimittere* tenentur, et interea laico administrandum committere, impetrata licentia S. Congregationis Concilii, si intra Italiam morentur, Ordinarii vero loci, si extra illam. — *Cf. Bened. XIV, cit. constit. Apostolicæ servitutis.*

370. **II. Negotiatio generatim dicitur** : omnis commutatio mercis, operis, pecuniæ, seu alterius cujuslibet rei pretio æstimabilis, causa lucri.

Ex variis modis quibus fit negotiatio, *tres præcipuos* indicare sufficiat, ad quos alii facile reducuntur. — Nimirum : vel merces emuntur ut deinceps vendantur carius, *sub eadem forma*, quod gallice vocatur *trafic, vente en gros ou en détail;* — vel emuntur ut, *mutata forma in aliam* per fabricationem, vendantur cum lucro; — vel demum fit *cambium*, aut alia operatio cum pecuniis ad lucrandum.

a) *Negotiatio primæ speciei*, quæ est negotiatio *proprie dicta*, clericis severe prohibetur.

Possunt tamen e rebus ad propriam et familiæ sustentationem emptis, ea quæ supersunt etiam carius quam emerint vendere, modo justi pretii non prætergrediantur limites. — *Ben. XIV, loc. cit., n. 2.*

b) *Negotiatio secundæ speciei*, seu negotiatio *minus proprie talis*, est aliquando illicita, aliquando licita, pro ratione modi quo exercetur.

1° Interdicitur negotiatio qua res emptæ, aut ex alieno

fundo comparatæ, immutantur *labore mercenarii conductitii*, ut in alia forma vendantur, lucri causa.

Prohibitum igitur est clericis ne, *lucri studio, aliena prædia conducant*, et quasi villicos se constituant; vel ne uvas emant, ut vinum ex eis per famulos ad id conductos exprimant et postea vendant. Talis operatio in communi hominum existimatione veram constituit negotiationem.

2° Verum quædam sunt species negotiationis, improprie talis, clericis minime interdictæ.

Istarum præcipua est, qua quis, manuum suarum labore, vel honesto artificio, victum sibi suisque comparare studet. Hanc approbavit *S. Paulus*, de seipso dicens : « Ipsi scitis quoniam ad ea quæ mihi opus erant, et his qui mecum sunt, ministraverunt manus istæ. » — *Act.*, XX, *34*.

Possunt igitur clerici, ex marmore, vel ligno, statuam aut tabulam *arte sua* conficere, *commoditatis causa* hortulum locare, et fructus inde provenientes vendere. — Hæc non reputatur negotiatio in sensu canonum.

Altera impropriæ negotiationis species, clericis permissæ, est vendere res *ex propriis prædiis* collectas, suæque sustentationi superfluas. — *Cf. Ben. XIV, loc. cit.*

c) Negotiatio quæ fit per *cambium activum* est clericis prohibita. — *Constit. Clementis XIII, Cum primum.*

1° Cambium est permutatio pecuniæ pro pecunia. — Triplex distingui potest : nempe *manuale*, quo permutatur, *causa lucri*, pecunia cum alia pecunia præsente, aurum, v. g., cum argento, moneta unius regionis cum moneta alterius; *locale*, quo pecunia præsens permutatur cum pecunia in alio loco percipienda, aut vicissim; *temporaneum* (*à terme*), quo permutatur pecunia præsens cum pecunia post certum tempus solvenda, licet non semper in alio loco. — *Ben. XIV, loc. cit., cap. 5, n. 7.*

2° Prohibitum quoque est emere in foro argentario titulos (vulgo *actions, obligations*), cum intentione eos ibidem carius divendendi, quod gallice dicitur *jouer à la bourse.*

3° Nec magis licet clericis mutuam recipere pecuniam cum obligatione quotannis fructum fixum (*intérêt*) sol-

vendi, eamdemque collocare apud mercatorem, vel campsorem, vel cum ea emere actiones aut obligationes, ut, *ex illa pecuniæ negotiatione*, majores quotannis fructus percipere valeant.

4° Ast possunt clerici, non secus ac laici, acquirere census, credita, obligationes cum fructu fixo, modo in hunc finem non emant ut majori pretio divendant, ut fit in negotiatione censuum. — *De Brabandère, op. cit., n. 554.*

371. **III.** Quæritur vero an clericis interdictum sit pecuniam *societatibus cujusvis generis tradere*, ut, **receptis actionibus vel obligationibus,** quæ in commercio versantur, fixum aliquod lucrum, aut etiam indeterminatum ac incertum et anceps, pro vario commercii progressu et exitu emolumentum repetant.

a) Licet clericis in societatibus, tum commercialibus, tum industrialibus, *obligationes* emere, quæ societatem jam constitutam supponunt; siquidem, in hoc casu, pecunia *incertæ aleæ periculo non exponitur;* et qui hujusmodi obligationem acquirit, societati illam emittenti simpliciter *mutuo præstat summam pecuniariam,* ad fructum *determinatum* quotannis percipiendum : hæc autem pecuniæ mutuatio non magis clericis quam laicis est prohibita.

b) Quod spectat ad *actiones* proprie dictas,

1° *Alii* contendunt clericos, non secus ac laicos, *actiones societatum quascumque emere licite posse,* easque eodem jure vendere et permutare, cum sibi opportunum duxerint : quia nullum commercium reapse peragunt, nec agere intendunt, sed sibi solum proponunt pecuniam modo licito sibique commodo collocare. — Nec timendum est eos cura temporalium rerum nimis detineri, quum a negotiorum gestione, hac de re, per legem prorsus excludantur. — *Ita Bouix, Revue des sc. ecclés., nov. 1860.*

2° *Alii,* facta distinctione inter societates quas dicunt *commerciales (banques, sociétés de crédit, etc.),* et societates *industriales (chemins de fer, mines, etc.),* affirmant illarum actiones a clericis emi non posse, bene vero harum actiones sibi comparare posse, aientes industrialem negotia-

tionem clericis absolute non interdici. — *Craisson, Rev. des sc. eccl., tom. 13, p. 460; — Icard, n. 356.*

3° *Alii* tandem dicunt : *prohibitum esse* clericis assumere actiones *in qualibet societate* quæ exercet *commercium* vel *industriam clericis prohibitam.*

Ratio est, quia actionarius est vere *societatis membrum;* et operationes sive commerciales, sive industriales, fiunt *ipsius nomine,* ita ut ipse dicendus sit exercere commercium vel industriam *per interpositas personas.* — Atqui, ut supra vidimus, non magis licet clericis negotiari per alios et sub alieno nomine, quam per semetipsos. — *Cf. de Brabandère, op. cit., n. 554.*

In hujus sententiæ confirmationem adducunt *decisionem S. C. Ep. et Reg., 30 jan. 1846,* ubi dicitur non licere clericis in sacris ordinibus constitutis, vel beneficium ecclesiasticum obtinentibus, actiones cujusdam commendatariæ societatis acquirere.

Adducuntur insuper *indulta Sedis Apostolicæ,* quibus Episcopis facultates necessariæ et opportunæ communicatæ sunt ad *dispensandum* in hac lege ecclesiastica. — *Cf., ex. gr., resp. S. Officii, 1 apr. 1857; — indultum S. C. Concilii, 6 jul. 1885.*

Attamen, ex declaratione S. C. S. O. quæ legitur apud Zitelli, *non sunt inquietandi* qui nomina seu actiones viarum ferrearum similiumque societatum aut arcarum publicæ utilitati inservientium *de sua pecunia* adquirunt, dummodo parati sint stare mandatis Apostolicis, et certo sciant eas societates nullum habere propositum *finem illicitum* vel quomodolibet *suspectum,* et dummodo nullam in eis societatibus *administrationis* partem suscipiant, neque actionum earumdem societatum *negotiationem* exerceant. — *Zitelli, Apparatus juris eccles., pag. 197.*

TRACTATUS IV.

DE ROMANO PONTIFICE ET CURIA ROMANA.

Agendum est : de ipso Summo Pontifice; — de Litteris Apostolicis; — de Cardinalibus, — et Congregationibus Romanis ; — de ministris et adjutoribus Romani Pontificis extra Curiam.

CAPUT I.

DE IPSO SUMMO PONTIFICE.

Videlicet : de electione Summi Pontificis ; — de ejusdem jurisdictione, — et principatu temporali.

ARTICULUS I.

DE ELECTIONE ROMANI PONTIFICIS.

372. **I. Modus eligendi Romanum Pontificem jure divino determinatus non exsistit.**

a) Etenim, neque in *Scripturis*, neque in *Traditione*, ullam de hac re Dominicam institutionem reperimus; neque, si a Christo Domino constituta fuisset eligendi Summi Pontificis forma, varia variis temporibus, sed *eadem* semper fuisset.

b) *Ad auctoritatem igitur Ecclesiasticam pertinet* modum istius electionis præscribere, et secundum temporum vicissitudines variare; eaque potestas *Romano Pontifici* competit, cui divinitus regimen universalis Ecclesiæ commissum est.

373. **II. Quæritur utrum liceat Romano Pontifici successorem sibi eligere, vel coadjutorem cum futura successione.**

a) Sunt *tres* Theologorum ac Canonistarum *sententiæ.*

1º Nonnulli id *absolute affirmant;* imo, aiunt, si hic foret modus ordinarius providendi summo Pontificatui, multa vitarentur incommoda, quia Romana Sedes nunquam vacaret, et schismata, ambitiones, contentiones, etc., hoc ipso cessarent.

2º Alii putant R. Pontificem id posse *in casu tantum necessitatis aut magnæ utilitatis* Ecclesiæ; si nempe, vacante Sede Apostolica, schismata aut turbæ prævideantur; sed non posse id constituere tanquam modum ordinarium provisionis. — *Cf. Suarez, De fide, disp. 10, sect. 4.*

3º Alii tandem dicunt: R. Pontificem *nullo in casu* posse successorem sibi eligere; et, si forte illum eligat, electionem esse nullam. — *Ita communiter.*

b) Hæc sententia absolute negativa:

1º Probatur ex eo quod *Romani Pontifices*, in tot sæculorum spatio, *nunquam sibi successorem constituerint*, licet gravissimæ et extraordinariæ Ecclesiæ vicissitudines id maxime suaderent, et licet periculosissima tempora intercesserint, quibus opportunissimum fuisset futurum Pontificem designari ante obitum Pontificis regnantis, ad viam schismati præcludendam.

2º Firmatur quoque *declarationibus Romanorum Pontificum.*

Ferunt, v. gr., *Bonifacium II*, in concilio Romæ habito, chirographum combussisse quo Vigilium diaconum successorem sibi designaverat.

Et *Pius IV* « declaravit et decrevit quod Romanus Pontifex non posset sibi eligere successorem, nec assumere coadjutorem cum futura successione, etiam de consensu omnium et singulorum Cardinalium ». — *Act. consist. ann. 1561, apud Raynaldum.*

374. **III. Historia antiquarum electionum.**

a) A *primordiis Ecclesiæ,* Summi Pontificis electio erat apud *presbyteros et diaconos Urbis Romæ,* quos ipse S. Petrus tanquam senatores Romanæ Ecclesiæ instituit, et

Romani Pontificis consiliarios, coadjutores, et electores esse voluit. Clero adjungebatur *populus Romanus*, qui suo consensu electionem corroboraret. — *Cf. cap. Factus, 5, causæ 7, quæst. 1.*

b) *Progressu temporis*, ad sedandum contentiones et tumultus, *Imperatores* suas manus huic electioni interponere cœperunt, non quidem auctoritate *electiva*, sed solum *opitulativa et exsecutiva*, quatenus nempe in publicæ pacis officium electionem promovebant, et jam factam sua auctoritate defendebant, ut ita præcaverentur factiones et schismata. — *Ferraris, v. Papa, art. 1, n. 15.*

c) Verum, quia prona est sæcularis potestas ad opprimendam Ecclesiæ libertatem, paulatim res eo devenerunt ut *non alii eligerentur Pontifices nisi qui Imperatoribus accepti essent.*

Et quidem, clerus Romanus, ad quem pertinebat electio, urgente temporum calamitate, ad vitanda dissidia et schismata, potuit aliquando electionem ita perficere ut non evaderet *absoluta*, nisi *accedente talis Regis aut Imperatoris assensu;* qui enim potestatem habent aliquem eligendi, possunt etiam eum non eligere nisi sub tali *conditione*, qua verificata, electio absoluta evadat. — *Bouix, De Curia Rom., pag. 127. — Cf. cap. 1, dist. 23, § 4.*

375. **IV. Electio reservatur Cardinalibus.**

a) *Nicolaus II*, ut prudenter occurreret variis seditionibus et tumultuosis impressionibus cleri et populi, statuit, in concilio Later., an. 1059, et postea in concilio Romano, quod solum *cardinales Episcopi* « *præduces* » *forent* in promovenda Summi Pontificis electione, *reliquis vero Cardinalibus*, clero populoque Romano, remaneret dumtaxat electioni ab ipsis factæ *consentire. — Cap. In nomine Domini, 1, dist. 23; — et cap. 9, dist. 79.*

b) *Alexander III*, in concilio Lateranensi an. 1178, statuit ut ille demum canonice electus censeretur, in quem *duæ ex tribus partibus omnium Cardinalium* consensissent; et sic, excluso cleri et populi et Imperatoris consensu, tota Pontificis electio ad solum Cardinalium collegium

redacta est, quod ad hodiernam usque diem servatum est. — *Cap. Licet, 6, De electione.*

c) Excommunicationem *latæ sententiæ* Romano Pontifici *speciali modo reservatam* incurrunt omnes et singuli nomen dantes « societati catholicæ Italicæ pro recuperatione jurium spectantium ad populum christianum, et specialiter ad populum Romanum in electione Summi Pontificis ». — *S. Pœnit., 4 aug. 1876.*

376. **V. Disciplina Conclavis.** — Insuper, ne diuturnæ vacationis incommodis Romana Ecclesia premeretur, neque Cardinales possent ambientium studiis corrumpi, *Gregorius X*, in concilio Lugdunensi an. 1274 *(cap. Ubi periculum, 3, De elect., in 6°)*, disciplinam *Conclavis* instituit, quæ pluribus subsequentium Pontificum decretis explicata est et perfecta, præsertim vero constitutionibus Clementis V *(clement. 2, De elect.)*; Pii IV, *In eligendis*, 1562; Gregorii XV, *Æterni Patris*, 1621; et alia ejusdem Gregorii XV, *Decet Romanum Pontificem*, 1622, ubi accurate describitur Cæremoniale observandum.

Lectorem remittimus ad memoratas constitutiones, ex quibus aliqua tantum magis notabilia hic referre juvat.

a) Mortuo Pontifice, Cardinales absentes monendi sunt, ac *per decem dies exspectandi*. Interim celebrantur exsequiæ defuncti Pontificis.

b) Exsequiis defuncti Pontificis completis, Cardinales in Basilica S. Petri, vel alibi, pro temporis et loci opportunitate, conveniunt; et, celebrata prius missa de Spiritu Sancto, *processionaliter Conclave ingrediuntur.*

Ibi leguntur et jurantur per Cardinales *constitutiones* de Romani Pontificis electione; et, post *sermonem* habitum per Decanum, quo eos convenientibus verbis ad electionis negotium rite peragendum hortatur, ad *cellas* sorte inter eos distributas divertunt.

Electione nondum consummata, Cardinales in Conclave *admittuntur*, quocumque tempore Civitatem advenerint.

c) Conclave, ad formam rigorosæ clausuræ undique redactum, *clauditur per custodes;* in eoque remanent, præter

sam vel tacitam, factam alicui de Religionibus per Sedem Apostolicam approbatis ».

Utrum vero qui in *infantili ætate*, aut ex *metu* gravi et injuste incusso, ordines receperunt, ad cœlibatum teneantur, diximus *n. 279.*

ARTICULUS V.

DE VITANDA COHABITATIONE CUM MULIERIBUS.

354. **I.** Clerici, non solum incontinentiæ labem, **sed etiam ipsam speciem et suspicionem hujus vitii** a se removere, et caute vivere debent.

Ideo Innocentius III mulierculas non permisit *cum clericis habitare,* « nisi forte de illis personis exsistant, in quibus *naturale fœdus* nihil permittit sævi criminis suspicari ». — *Cap. 9, De cohabitat. cleric. et mulierum.*

a) Ex citata decretali Innocentii III, Doctores communiter tenent clerico licitum esse, regulariter loquendo, habitare cum feminis sibi *in primo et secundo consanguinitatis gradu conjunctis*, nempe cum matre, avia, amita, matertera, sorore, fratris aut sororis filia.

Affines vero generatim non excipiuntur nisi *in proximo gradu*, v. gr., noverca, vel uxor fratris defuncti.

Cæterum *prudentiæ Episcoporum dimittitur* ut regulas generales statuat in diœcesi sua servandas.

b) Quando clericus licite habitat cum prædictis sibi conjunctis, etiam ipsi licet habitare cum *earumdem ancillis et pedisequis;* permittendo enim cohabitationem cum prioribus, canones etiam cum posterioribus eamdem permittere debent, cum priores posterioribus indigeant.

c) Hæc omnia intelligenda sunt cum hac limitatione : *quod non sit periculum, vel scandalum.* — « Inhibendum enim est ut nullus sacerdos feminas de quibus suspicio esse potest retineat; sed neque illas quas canones concedunt, matrem, amitam et sororem. » — *Cap. Inhibendum, 1, De cohabit. cleric. et mulier.*

355. **II. Non prohibentur tamen clerici etiam extraneas feminas sibi in ancillas assumere,** modo sint *provectioris ætatis et honestæ famæ.*

Est enim communis interpretatio decretalis Innoc. III, quod renovaverit disciplinam a *concilio Nicæno* statutam; porro, a concilio Nicæno permissum est clericis ut possint secum habere « *idoneas personas quæ fugiant suspiciones* ».

Ad evitandum vero suspicionem cum extraneis, Auctores tradunt mulierem saltem *quadraginta annorum* ætate esse debere et probatæ vitæ. — Standum est *statutis diœcesanis* et *consuetudini receptæ.*

356. **III. Tenentur clerici vitare frequens colloquium cum monialibus,** nisi rationabilis et manifesta causa accedat. — *Cap. 8, De vita et honest. cleric.*

Unde, clerici præsumentes sine manifesta et rationabili causa frequentare monasteria monialium, arcentur ab Episcopo; et, si non destiterint, officio ecclesiastico privandi esse dicuntur. — *Cit. cap. 8.*

Excipiuntur tamen consanguinei in primo et secundo gradu. — *Cf. n. 1174.*

357. **IV. Concubinarii clerici sunt vocati,** non modo qui turpiter cum aliqua femina viverent, sed et qui *suspectæ mulieris* cohabitationem servarent, aut qui cum suspecta muliere consuetudinem et familiaritatem haberent. — *Cap. 2 et 3, De cohabit. clericorum; — Trid., sess. 25, cap. 14, De ref.*

Cognitio eorum omnium quæ ad concubinatum clericorum spectant, *Episcopis reservatur,* qui sine strepitu et figura judicii procedere possunt. Nec *ulla appellatio aut exemptio* sententiæ exsecutionem impedire aut suspendere potest. — *Trid., sess. 21, cap. 6, De ref.*

a) Clerici *beneficia ecclesiastica non habentes,* « juxta delicti et contumaciæ perseverantiam et qualitatem, ab ipso Episcopo, carceris pœna, suspensione ab ordine, ac inhabilitate ad beneficia obtinenda, aliisque modis, juxta sacros canones, puniantur ». — *Trid., sess. 25, cap. 14.*

b) Clerici *habentes beneficium non curatum,*

1° Si *post primam monitionem* a suspecta consuetudine non se abstineant, « tertia parte *fructuum,* obventionum ac proventuum beneficiorum suorum quorumcumque, *ipso facto* sint privati, quæ fabricæ ecclesiæ, aut alteri pio loco, arbitrio Episcopi applicetur ».

2° Sin vero *secunda monitio inanis sit,* « non tantum fructus omnes, ac proventus suorum beneficiorum, et pensiones eo ipso amittant, qui prædictis locis applicentur; sed *etiam a beneficiorum ipsorum administratione*, quoad Ordinarius, etiam ut Sedis Apostolicæ delegatus, arbitrabitur, suspendantur ». — *Trid., loc. cit.*

3° Et, si ita suspensi, nihilominus mulieres suspectas non expellant, aut *cum iis etiam versentur,* « tunc beneficiis, portionibus ac officiis et pensionibus quibuscumque ecclesiasticis *perpetuo priventur;* atque *inhabiles ac indigni* quibuscumque honoribus, dignitatibus, beneficiis ac officiis in posterum reddantur, donec, post manifestam vitæ emendationem, ab eorum Superioribus cum iis, ex causa, visum fuerit dispensandum ».

4° Tandem, « si postquam eas semel dimiserint, *intermissum consortium repetere*, aut alias hujusmodi scandalosas mulieres sibi adjungere ausi fuerint, præter prædictas pœnas, *excommunicationis* gladio plectantur ». — *Trid., sess. 25, cap. 14, De ref.*

c) Contra clericos *beneficium curatum habentes* concilium Tridentinum ita procedi mandat, ut isti parochi, postquam præmoniti fuerint, coerceantur et castigentur; et, si adhuc *incorrigibiles* in sua nequitia perseverent, Episcopi eos beneficiis, juxta sacrorum canonum constitutiones, exemptione et appellatione quacumque remota, *privandi* facultatem habeant. — *Trid., sess. 21, cap. 6, De ref.*

d) Si *Episcopi*, « quod absit, ab hujusmodi crimine non abstinuerint, et, a *synodo provinciali admoniti,* se non emendaverint, ipso facto sint *suspensi;* et, si perseverent, etiam *ad sanctissimum Romanum Pontificem* ab eadem synodo deferantur, qui, pro qualitate culpæ, etiam per pri-

vationem, si opus erit, in eos animadvertat ». — *Trid., sess. 25, cap. 14, De ref.*

ARTICULUS VI.

DE OBLECTAMENTIS CLERICO INTERDICTIS.

358. **I. Clerici a venatione abstinere debent.** — *Cap. 2, De cleric. venat.* — *Trid., sess. 24, cap. 12, De ref.*

a) *Duplex autem distinguitur venatio*, altera *clamorosa*, quæ fit cum magno tumultu et strepitu armorum et canum, ad occidendas majores feras ; altera *quieta*, quæ nempe fit laqueis, retibus, aut etiam armis sine strepitu, ad capiendas volucres, minoresve feras, ut lepores, vulpes, etc.

b) Communis sententia est, tum ex sensu Tridentini, loc. cit., ubi *illicitas* dumtaxat prohibet venationes, tum ex diuturna consuetudine, *clamorosam tantum venationem*, non quietam, clericis prohiberi.

Imo, venatio clamorosa non est *grave peccatum* nisi sit frequens, aut fiat cum scandalo aut magnis expensis. — *S. Lig., lib. 4, n. 606.*

c) Cæterum, videtur non posse nimiæ severitatis argui Episcopi edictum quo *venatio quælibet*, etiam sub pœna, prohibeatur. — *Cf. S. C. C., in Casert., 16 dec. 1854.*

359. **II. Arma gestare** pariter clericis esse interdictum, constat *ex cap. 2, De vita et honest. cleric.*, nisi id fiat *ad propriam securitatem*, in periculoso itinere, vel ex alia gravi ratione.

360. **III. Quoad ludos,** clericis prohibentur aleæ et taxilli, et in genere ludi quorum eventus *magis a fortuna* quam ab industria pendent. — *Cap. 15, De vita et honest. clericorum.*

Delinquentes pœna excommunicationis ferendæ sententiæ plectuntur, *canone Episcopus, dist. 35.*

a) Verum citatus canon loquitur de clericis qui ebrietati et alcis deserviunt, id est, ut explicat Glossa, « *valde*

seorsum singulis, sive omnibus simul, vero proprioque jurisdictionis primatu fuisse a Christo instructum; aut qui affirmant eumdem primatum, *non immediate directeque ipsi beato Petro*, sed Ecclesiæ, et per hanc illi, ut ipsius Ecclesiæ ministro, delatum fuisse.

c) » Si quis igitur dixerit beatum Petrum Apostolum non esse a Christo Domino constitutum *Apostolorum omnium principem*, et *totius Ecclesiæ militantis visibile caput;* vel eumdem *honoris tantum*, non autem *veræ propriæque jurisdictionis primatum* ab eodem Domino nostro Jesu Christo directe et immediate accepisse : anathema sit. » — *Const. Pastor Æternus, conc. Vatic., sess. 4, cap. 1.*

383. **II. De perpetuitate Primatus beati Petri in Romanis Pontificibus.**

« Quod autem in beato Apostolo Petro, princeps pastorum, et pastor magnus ovium, Dominus Christus Jesus in perpetuam salutem ac perenne bonum Ecclesiæ instituit, id, eodem auctore, in Ecclesia, quæ fundata super petram, ad finem sæculorum usque firma stabit, *jugiter durare necesse est.*

a) » Nulli sane dubium, imo sæculis omnibus notum est, quod sanctus beatissimusque Petrus, Apostolorum princeps et caput, fideique columna et Ecclesiæ catholicæ fundamentum, a Domino nostro Jesu Christo, Salvatore humani generis ac Redemptore, claves regni accepit ; qui ad hoc usque tempus, et semper *in suis successoribus, Episcopis Sanctæ Romanæ Sedis*, ab ipso fundatæ, ejusque consecratæ sanguine, *vivit, et præsidet, et judicium exercet. — Cf. Ephesini conc. act. 3.*

» Unde, *quicumque in hac Cathedra Petro succedit*, is, secundum Christi ipsius institutionem, *primatum Petri* in universam Ecclesiam obtinet.

b) » Manet ergo dispositio veritatis, et beatus Petrus, in accepta fortitudine petræ perseverans, *suscepta Ecclesiæ gubernacula non reliquit. — S. Leo M., serm. 3, cap. 3.*

» Hac de causa, *ad Romanam Ecclesiam, propter poten-*

tiorem principalitatem, necesse semper fuit omnem convenire ecclesiam, hoc est, eos qui sunt undique fideles, ut in ea Sede, e qua venerandæ communionis jura in omnes dimanant, *tanquam membra in capite consociata*, in unam corporis compagem coalescerent. — *S. Irenæus, adv. hæreses, lib. 3, c. 3, — et ep. conc. Aquilei., an. 381.*

c) » Si quis ergo dixerit : non esse *ex ipsius Christi Domini institutione,* seu jure divino, ut beatus Petrus in primatu super universam Ecclesiam *habeat perpetuos successores;* aut *Romanum Pontificem* non esse beati Petri in eodem primatu successorem : anathema sit ». — *Conc. Vatic., sess. 4, cap. 2.*

384. **III. De vi ac ratione Primatus Romani Pontificis.**

a) « Quapropter, apertis innixi Sacrarum Litterarum testimoniis, et inhærentes, tum Prædecessorum Nostrorum Romanorum Pontificum, tum Conciliorum generalium disertis perspicuisque decretis, innovamus œcumenici *Concilii Florentini* definitionem, qua credendum ab omnibus Christi fidelibus est : Sanctam Apostolicam Sedem et Romanum Pontificem *in universum orbem tenere primatum*, et ipsum Pontificem Romanum *successorem esse beati Petri* principis Apostolorum, et *verum Christi Vicarium, totiusque Ecclesiæ caput,* et *omnium christianorum Patrem ac Doctorem* existere ; et ipsi in beato Petro pascendi, regendi ac gubernandi *universalem Ecclesiam*, a Domino nostro Jesu Christo plenam potestatem traditam esse ; quemadmodum etiam in gestis œcumenicorum conciliorum et in sacris canonibus continetur.

b) » Docemus proinde ac declaramus, Ecclesiam Romanam, disponente Domino, super omnes alias *ordinariæ* potestatis obtinere principatum, et hanc Romani Pontificis jurisdictionis potestatem, quæ vere episcopalis est, *immediatam* esse : erga quam cujuscumque ritus et dignitatis pastores atque fideles, tam *seorsum singuli* quam *simul omnes*, officio hierarchicæ subordinationis veræque obedientiæ obstringuntur, non solum in rebus quæ ad *fidem*

et *mores*, sed etiam in iis quæ ad *disciplinam* et *regimen Ecclesiæ* per totum orbem diffusæ pertinent; ita ut, custodita cum Romano Pontifice tam communionis quam ejusdem fidei professionis unitate, Ecclesia Christi sit unus grex sub uno summo Pastore. Hæc est catholicæ veritatis doctrina, a qua deviare, salva fide atque salute, nemo potest...

c) » Porro, ex suprema illa Romani Pontificis potestate gubernandi universam Ecclesiam, jus eidem esse consequitur, in hujus sui muneris exercitio, *libere communicandi cum pastoribus et gregibus totius Ecclesiæ*, ut iidem ab ipso in via salutis doceri ac regi possint...

d) » Et quoniam, divino Apostolici primatus jure, Romanus Pontifex universæ Ecclesiæ præest, docemus etiam et declaramus, eum esse *judicem supremum fidelium (Pii VI breve Super soliditate, 28 nov. 1786)*, et in omnibus causis ad examen ecclesiasticum spectantibus, ad ipsius posse judicium recurri *(conc. œcumen. Lugd. II)*; Sedis vero Apostolicæ, cujus auctoritate major non est, judicium a nemine fore retractandum, neque cuipiam de ejus licere judicare judicio *(ep. Nicolai I ad Michaelem Imp.)*. Quare a recto veritatis tramite aberrant, qui affirmant, licere ab judiciis Romanorum Pontificum *ad œcumenicum concilium*, tanquam ad auctoritatem Romano Pontifice superiorem, *appellare*.

e) » Si quis itaque dixerit: Romanum Pontificem habere tantummodo officium inspectionis vel directionis, non autem plenam et supremam potestatem jurisdictionis in universam Ecclesiam, non solum in rebus quæ ad fidem et mores, sed etiam quæ ad disciplinam et regimen Ecclesiæ per totum orbem diffusæ pertinent; aut eum habere tantum potiores partes, non vero *totam plenitudinem hujus supremæ potestatis*; aut hanc ejus potestatem non esse *ordinariam et immediatam*, sive in omnes et singulas ecclesias, sive in omnes et singulos pastores et fideles: anathema sit. » — *Conc. Vatic., constit. Pastor Æternus, cap. 3.*

§ II. DE JURIBUS ET PRÆROGATIVIS QUÆ SEQUUNTUR EX PRIMATU.

385. **I. Summus Pontifex est, jure divino, totius catholicæ unitatis centrum.**

Ad hunc quippe finem institutus est a Christo Domino Romani Pontificis primatus, ut in Ecclesia *unitas servaretur fidei et regiminis :* « Fuit illa omnium Patrum ratio et sententia consentiens, hoc visibile caput ad unitatem Ecclesiæ constituendam et conservandam necessarium fuisse ». — *Catech. Rom., p. 1, art. 9, § 15.*

386. **II. Supremam habet potestatem magisterii,** ita ut dogma divinitus revelatum sit : « Romanum Pontificem, cum *ex Cathedra* loquitur, id est cum, omnium Christianorum Pastoris et Doctoris munere fungens, pro suprema sua Apostolica auctoritate, doctrinam de fide vel moribus ab universa Ecclesia tenendam definit, per assistentiam divinam, ipsi in beato Petro promissam, *ea infallibilitate pollere* qua divinus Redemptor Ecclesiam suam in definienda doctrina de fide vel moribus instructam esse voluit ; ideoque ejusmodi Romani Pontificis definitiones *ex sese, non autem ex consensu Ecclesiæ, irreformabiles esse.* » — *Conc. Vatic., sess. 4, cap. 4.*

387. **III. Jus habet ferendi leges quæ universam Ecclesiam obligent, independenter ab acceptatione sive fidelium, sive pastorum.**

a) Primatus enim jurisdictionis in aliqua societate, est prima seu suprema potestas eam societatem *regendi*, in ordine ad proprium ipsius finem, et proinde omnes *obligandi* ad servanda quæcumque necessaria sunt ad hunc finem obtinendum. — *Cf. n. 18 et 54.*

b) Unde, cum sit universalis Ecclesiæ Monarcha et supremus Legislator, *abrogare* etiam potest leges quaslibet ecclesiasticas et consuetudines locales, vel eisdem *derogare*. — Regula enim generalis est : legis vinculum relaxari posse auctoritate eorum qui aut *legem condiderunt*, aut *parem* cum iis potestatem habent. — *Cf. n. 92 et seq.*

388. **IV. Ergo Summus Pontifex est supra canones a suis prædecessoribus conditos,** imo supra canones editos in *concilio generali,* cum intensive, seu quoad vim obligandi, auctoritas Romani Pontificis non sit minor auctoritate concilii generalis.

« Concedimus, aiebat ipse *Bossuet,* in jure ecclesiastico Papam nihil non posse cum necessitas id postulaverit. » — *Defens. cleri Gallic., lib. 9, cap. 20.*

Igitur perperam affirmatum est a *Gallicanis,* ac deinceps a *Jansenianis :* Romani Pontificis potestatem auctoritate veterum canonum, quos antiquitas consecravit, imo et particularium ecclesiarum consuetudinibus, restringi et coarctari. — *Cf. n. 52.*

a) Attamen notandum est hic non agi de canonibus qui *auctoritati divinæ innituntur* ita ut, licet non sint directe a Deo constituti, sint tamen cum iis quæ a Deo sunt constituta essentialiter conjuncti. — Hi enim canones, quatenus tales sunt, scilicet in sua saltem substantia, certo *immutari non possunt* per Romanum Pontificem, derogatione proprie dicta. — *Cf. n. 92.*

b) Quoad canones qui *innituntur auctoritati humanæ,* pariter manifestum est : eosdem a Romano Pontifice, quicumque ii sint, *valide immutari et abrogari posse.*

Verum, ut id *honeste fiat,* quædam regulæ servandæ sunt, præsertim : ut mutatio fiat rationabili de causa, et gravioris damni nullus sit metus prudens. — *Cf. Tarquini, Instit. juris pub., lib. 2, n. 15.*

c) *Duplex* igitur distinguitur potestas in Romano Pontifice, prout *juri existenti sese accommodat,* vel recedens a decretis suorum prædecessorum, *de jure extraordinario procedit* et plenitudine suæ potestatis utitur.

389. **V. Ipsi competit potestas judiciaria, quæ in omnes causas extenditur, tum personales, tum reales.**

« Cuncta per mundum novit Ecclesia : quoniam quorumlibet sententiis ligata Pontificum Sedes beati Petri Apostoli fas habeat resolvendi, utpote quod *de omni Ecclesia* jus

habeat judicandi, neque cuiquam de ejus liceat judicare judicio; siquidem ad illam de qualibet mundi parte canones appellari voluerunt, ab illa autem nemo sit *appellare* permissus. » — *Epist. Nicolai I, cit. in conc. Vatic., sess. 4, cap. 3.* — *Cf. conc. Sardicens., can. 4 et 7.*

a) Est revera « ejusmodi *appellationum jus* adeo necessario *connexum* cum Romani Pontificis in universam Ecclesiam *jurisdictionis primatu*, ut nemo possit illud in controversiam adducere, nisi et hunc velit perfracte inficiari; etenim cum, primatus prærogativa, Romanus Pontifex sit *supremus in Ecclesia judex*, cuique datur per appellationem ipsius implorare tuitionem; ab inferioris quippe sententia Superioris tribunal adire omnibus concessum esse, ipsa naturalis æquitas dictat et persuadet. » — *Benedict. XIV, De syn., lib. 4, cap. 5.* — *Cf. litteras Pii IX ad. R. P. D. Darboy, Archiep. Parisien., 26 oct. 1865 (Act. Sanctæ Sedis, vol. 11, p. 210).*

b) Hinc possumus concludere : *novum aliquod jus* non fuisse institutum per *canones Sardicenses*, ut voluerunt Petrus de Marca, Febronius, Pistorienses, et alii. — Cæterum, multa sunt appellationum exempla Sardicensi concilio antiquiora, in causis, non tantum presbyterorum, sed etiam Episcoporum. — *Cf. Devoti, lib. 3, tit. 15, § 28.*

390. **VI. Et potestas coercitiva.** — Sunt quippe Romani Pontifices, non modo *sacrorum canonum custodes*, sed etiam *vindices;* nam legislativa potestas, ne inanis sit, necessario adnexam habet potestatem pœnas decernendi. — *Cf. n. 18 et 1548.*

391. **VII. Romanus Pontifex potestatem habet indirectam in temporalia Principum.**

Ab omnibus olim admissa est auctoritas Romani Pontificis in moderando et resolvendo pacto sociali inter Principem et populum Christianum, quæ vulgo audit *potestas deponendi Principes et liberandi subditos a præstanda fidelitate.* — Et revera, Romani Pontifices hoc jure, licet rarissime, usi sunt.

a) Factum hoc evenisse per *usurpationem* clamitant Hæretici.

Sed omnes doctiores, ex ipsorum quoque agmine, contra hanc sententiam insurgunt, cum universus orbis christianus tunc temporis hanc legislationem agnoverit. — *Ad minimum* ergo, hoc erat ex *jure publico* illius temporis.

b) *Alii* volunt *supremam* esse et *a Deo solo dependentem* Regum auctoritatem, ita ut nullam penitus, etiam *indirectam*, in eorum temporalia potestatem habeant Romanus Pontifex et Ecclesia.

c) *Alii* admittunt hoc jus Romanorum Pontificum, sed unice ex *concessione*, seu *conventione populorum* medio ævo recepta, qua transivit in *jus publicum* : quo hodie mutato, potestas illa amplius non subsistit.

d) *Opinio alia* pariter habet suos asseclas, quæ tenet Romanum Pontificem posse jure divino auferre potestatem civilem a Regibus societatum christianarum, *nulla limitatione facta*, et auctoritatem civilem in societatibus christianis a Deo in Principes *per Pontificem* defluere.

e) Inter hæc extrema, quorum primum plus æquo deprimit, et alterum plus æquo extollit hoc jus Ecclesiæ, *mediam sententiam veram esse defendimus* : Romanum Pontificem et Ecclesiam habere jus seu potestatem *indirectam* in temporalibus Principum quoad societates christianas, sed exercendam tantum *in aliquibus circumstantiis*, quæ hodie non verificantur. — *De Angelis, in tit. De constitutionibus, num. 7.*

1° Dicimus porro hanc esse *potestatem indirectam*, quia Christus, relicta Cæsaribus auctoritate imperandi in civilibus, Ecclesiæ et Petro non dedit *directe* gerenda nisi negotia religionis.

Unde non est verum, in societatibus etiam christianis, potestatem defluere in Principes a Deo *per Romanum Pontificem* : hoc esset facere Romanum Pontificem etiam Monarcham supremum civilis societatis christianæ, quod ne ipsi quidem Romani Pontifices unquam præsumpserunt. — *Cf. n. 21 et 22.*

2° Utimur autem ad thesim defendendam primo argumento *Bellarmini :*

Subordinatio finium importat subordinationem facultatum, ut habet Aristoteles *(lib. 1 Ethic., cap. 1);* subordinatio autem facultatum, seu auctoritatum, importat potestatem *judicii*, seu decreti. — In casu ergo, in quo incorrigibilis sit Rector civilis, ne finis ultimus societatis ecclesiasticæ frustretur, potest ille ab auctoritate ecclesiastica removeri. — *Bellarm., De Rom. Pontif., lib. 5, cap. 7.*

3° Cui accedit et aliud argumentum fundatum super principio hodie admisso ab omnibus juris publici prudentibus :

Potestas civilis, etiam suprema, circa hoc : *an populum sibi commissum dirigat nunc ad ultimum finem societatis,* est judicabilis ab auctoritate in hoc mundo existente; est enim *defectibilis*, et in persona non est electio divina. — Judicabitur autem in societate non christiana a *populo*, in republica vero christiana a *Pontifice*, propter recognitam subordinationem finis societatis fini Ecclesiæ. — *De Angelis, ibid. — Cf. bullam Unam Sanctam, Bonifacii VIII; — et Tract. De principiis, n. 23.*

4° *Hodie tamen* hæc Ecclesiæ auctoritas exerceri non potest, cum populi ab incredulis excitati, *nec recognoscant, nec acquiescant huic Ecclesiæ decisioni;* et proinde hæc judicia non haberent effectum.

Quinimo, cum societates hodie sint mixtæ religionis, occasione talium judiciorum *bella*, non modo civilia, sed et religiosa, enasci facile possent. — *De Angelis, loc. cit. — Cf. Cavagnis, Instit. jur. pub., lib. 2, n. 140 et seq.*

392. **VIII. Romano Pontifici reservandæ sunt ac referendæ omnes causæ majores.**

Unde Innocentius I, in epistola ad Victricium Rothomagensem : « Si majores causæ in medium fuerint devolutæ, ad Apostolicam Sedem, sicut synodus statuit et vetus consuetudo exigit, referantur. »

Et ipsi Episcopi Galliæ in sua epistola ad Innocentium X, an. 1653 : « Majores causas, aiebant, ad Sedem

Apostolicam referri, solemnis Ecclesiæ mos est, quem fides Petri nunquam deficiens perpetuo retineri pro jure suo postulat. »

a) *Hujusmodi sunt :* quæstiones quæ ad fidem, ad morum sanctitatem, ad disciplinæ integritatem, ad libertatem ecclesiarum multum conferunt, vel spectant ad rectam administrationem et statum Ecclesiæ universalis, ad sedes episcopales, ad promotionem, translationem, renuntiationem Episcoporum, eorumque judicium in causis majoribus, etc.

b) Hinc declaratum est a Pio IX : nullam immutationem fieri posse pro Gallia in iis quæ *cum generali Ecclesiæ disciplina* conjuncta sunt, præterquam a *Romano Pontifice,* « cum nemo alius generalem super omnes Gallicæ ditionis episcopales ac metropolitanas ecclesias auctoritatem habeat ». — *Breve ad Nunt. Paris., 12 mart. 1848.*

Unde, videtur Episcopos S. Sedem consulere et ejus expostulare sententiam debere, quando, ex legibus aut decretis latis vel ferendis a potestate civili, graviores oriuntur difficultates, quarum solutio majora præjudicia causare potest.

393. **IX. Potestatem habet sibi reservandi, in foro etiam conscientiæ, graviorum criminum absolutionem.**

a) Potestas enim jurisdictionis, sine qua sacerdos nec licite nec valide absolvit, est potestas in subditos, et *ad eos tantum pertinet qui subditos habent;* ideoque *a Summo Pontifice* et ab Episcopis jurisdictio ad absolvendum necessaria in sacerdotes inferiores *descendit,* ita tamen ut auctoritati superiori semper obnoxia maneat, sive subordinata, et proinde *coarctari,* atque etiam auferri possit.

b) Porro, magnopere ad Christiani populi disciplinam pertinere visum est, « ut atrociora quædam et graviora crimina, non a quibusvis, sed a summis dumtaxat sacerdotibus absolverentur. Unde *merito Pontifices Maximi,* pro suprema potestate sibi in Ecclesia universa tradita, causas aliquas criminum graviores suo potuerunt peculiari judicio reservare ». — *Trid., sess. 14, De pœnit., cap. 7, et can. 2.*

394. **X. Ad Romanum Pontificem pertinet Episcopos confirmare, vel deponere; novas diœceses constituere,** et antiquas *restringere,* aut etiam *supprimere;* et consequenter ipsi competit potestas certos homines, ac etiam communitates et territoria *eximendi* ab Ordinariorum jurisdictione; itemque potestas sibi *reservandi* quorumdam officiorum et beneficiorum collationem. — *Cf. n. 164 et seq.; 536 et seq.; 1205 et seq.*

a) Unde, in bulla *Auctorem fidei*, Pii VI, *sub num. 7* damnatur ut « inducens in schisma et subversionem hierarchici regiminis, et erronea », *doctrina synodi Pistoriensis* « in eo quod hortatur Episcopum ad prosequendum gnaviter perfectiorem Ecclesiasticæ disciplinæ constitutionem, idque contra omnes contrarias consuetudines, *exemptiones*, *reservationes*, quæ adversantur bono ordini diœcesis, majori Dei gloriæ, et majori ædificationi fidelium. » — *Cf. art. 8 ejusdem bullæ; — et breve Pii VI, Super soliditate.*

b) Hinc valet in aliqua diœcesi *Administratorem* constituere seu *Vicarium Apostolicum*, qui ibi episcopalem jurisdictionem exerceat; item, in provinciis et regnis *Legatos* vel *Nuntios* habere, quibus speciales Ipse demandaverit facultates. — *Cf. n. 504 et seq.*

395. **XI. Ipsius est convocare Concilium generale;** huic concilio *præsidere*, sive per se, sive per suos Legatos; ejusque decreta *confirmare*. — *Cf. n. 666 et seq.*

396. **XII. Divini officii formam et cæteras sacræ Liturgiæ partes ordinandi** plenam et summam potestatem habet; et proinde dies festos de præcepto constituere potest, eorumve numerum reducere. — *Cf. n. 168 et 642.*

397. **XIII. Jus habet damnandi libros** qui pravam doctrinam continent, aut bonos mores offendunt, eorumque *lectionem prohibendi.*

Ratione enim muneris sui, omnino debet ea omnia removere quæ societati fidelium detrimentum afferunt, et, *pastor bonus*, *gregem suum a venenosis pascuis arcere.*

Porro, nemo non videt quantum Ecclesiæ noceant libri

qui a rectis credendi vivendique regulis abducunt, mores corrumpunt, dissidia et seditiones adversus legitimas potestates concitant, omnia denique divina et humana jura miscere, perturbare et convellere student. — *Cf. n. 456 et seq., ubi de S. Congregatione Indicis.*

398. **XIV. Ordinum regularium approbatio** ad ipsum quoque spectat. — *Cf. Tract. De Regularibus, ubi De approb. Ordinum relig., n. 1097 et seq.*

399. **XV. Suprema illi competit bonorum ecclesiasticorum administratio,** ita ut solus eorum restitutionem *condonare* possit; ipsique reservatæ sint *alienationes* alicujus momenti. — *Cf. Concord. art. 13.* — *Cf. n. 970 et 1354.*

400. **XVI. Tandem, quod attinet ad jura honorifica Summi Pontificis :**

a) Pluribus condecoratur *titulis* ad maximam Ejus dignitatem et jurisdictionem significandam.

Vocatur enim *Papa*, id est Pater patrum, *Pontifex Maximus, Vicarius Christi, Episcopus Episcoporum, Ordinarius Ordinariorum.*

Appellatur etiam *Sanctissimus :* « Quis enim sanctum dubitet esse, quem apex tantæ dignitatis attollit? In quo, si desint bona acquisita per meritum, sufficiunt quæ a loci prædecessore præstantur : aut enim claros ad hæc fastigia erigit, aut qui eriguntur illustrat. » — *Cap. Non nos, 2, dist. 40.*

Quanto vero major et excelsior est omnibus, tanto humiliorem se reputat, et seipsum appellat *Servum servorum Dei*, memor illius Domini præcepti : « Qui major est vestrum, fiat sicut minor, et qui præcessor est, sicut ministrator ». — *Luc.*, xxii, 26. — *Cf. Philipp.*, ii, 7.

b) *Insignia* ejus præcipua sunt :

1° *Tiara* tribus circumdata coronis, quibus *triplex* magistri, legislatoris et judicis monarchica ipsius potestas exprimitur.

2° *Pallium*, quo « solus Romanus Pontifex in Missarum

solemniis *semper* utitur et *ubique*, quoniam assumptus est in plenitudinem Ecclesiasticæ potestatis, quæ per pallium significatur.

» *Alii* autem eo nec semper, nec ubique, sed *in Ecclesia sua* in qua jurisdictionem ecclesiasticam acceperunt, *certis debent uti diebus*, quoniam vocati sunt *in partem sollicitudinis*, non in plenitudinem potestatis. » — *Cap. 4, De auctorit. et usu pallii. — Cf. n. 529.*

3° *Crux*, quam ante se deferri jubet, quocumque terrarum se conferat.

Baculo vero pastorali non utitur *(cap. unic., De sacra unctione, § 9)*, quia baculum curvum *limitatam* et ab alio *participatam* potestatem significat. — *Cf. S. Th., Supplem., q. 40, art. 7, ad 8.*

ARTICULUS III.

DE PRINCIPATU TEMPORALI ROMANI PONTIFICIS.

401. **I. Nihil obstat quominus persona ecclesiastica officium Principis sæcularis exerceat,** ita ut potestas civilis et potestas spiritualis in eodem subjecto consistant.

a) Neque enim *jure divino* positivo id prohibitum est; neque *utriusque jurisdictionis natura* quidquam continet quod huic compositioni adversetur.

Summus igitur Pontifex, et *spiritualem* jurisdictionem in *universalem* Ecclesiam, et *temporalem* potestatem in *aliquas provincias* habere potest.

b) Unde, merito *damnata est* in Syllabo *propositio 27* : « Sacri Ecclesiæ ministri, Romanusque Pontifex, ab omni rerum temporalium cura ac dominio sunt omnino excludendi »; — *et altera sub num. 75* : « De temporalis regni cum spirituali compatibilitate, disputant inter se christianæ et catholicæ Ecclesiæ filii. »

402. **II. Civilis principatus Sanctæ Sedis convenientia et maxima utilitas, imo et relativa necessi-**

tas, attento præsenti rerum ordine, luculenter appareret : tum ex ipsa rerum natura, tum ex repetitis Ecclesiæ declarationibus.

a) « Cum Catholica Ecclesia, a Christo Domino fundata et instituta ad sempiternam hominum salutem curandam, perfectæ societatis formam, vi divinæ suæ institutionis, obtinuerit, *ea proinde libertate pollere debet* ut, in sacro suo ministerio obeundo, *nulli civili potestati subjaceat.*

» Et quoniam, ad libere, ut par erat, agendum, iis indigebat præsidiis quæ temporum conditioni ac necessitati congruerent, idcirco *singulari prorsus divinæ Providentiæ consilio factum est* ut, cum Romanum corruerit Imperium et in plura fuerit regna divisum, Romanus Pontifex, quem Christus totius Ecclesiæ caput centrumque constituit, civilem assequeretur principatum.

» Quo sane a Deo ipso sapientissime consultum est, ut, *in tanta temporalium Principum multitudine ac varietate*, Summus Pontifex illa frueretur politica libertate quæ tantopere necessaria est ad spiritualem suam potestatem, auctoritatem et jurisdictionem, *toto orbe absque ullo impedimento exercendam.*

» Atque ita plane decebat, ne catholico orbi ulla oriretur occasio dubitandi : *impulsu fortasse civilium potestatum, vel partium studio*, duci quandoque posse, in universali procuratione gerenda, Sedem illam ad quam, propter potentiorem principalitatem, necesse est omnem Ecclesiam convenire. » — *Litt. Pii IX, Cum catholica, 26 mart. 1860. — Cf. allocut. consist. diei 20 jun. 1859; — epist. enc. Qui nuper, 18 jun. 1859; Nullis certe, 19 jan. 1860; Respicientes, 1 nov. 1870; — enc. Immortale Dei, Leonis XIII, § Hanc vero; — litteras ejusd. Pontific. ad Em. card. Rampolla, 16 kal. jul. 1887.*

Conferantur et aliæ allocutiones consistoriales : *Quibus quantisque*, 20 apr. 1829; *Si semper antea*, 20 maii 1850; *Novos*, 28 sept. 1860; *Jamdudum*, 18 mart. 1861; *Maxima quidem*, 9 jun. 1862, etc...., in quibus « proposita et asserta est doctrina quam Catholici omnes firmissime retinere debent de civili Romani Pontificis principatu ». — *Syllab. § 9.*

b) Hinc *Episcopi*, in declaratione Summo Pontifici oblata, *die 9 jun. 1862*, civilem Sanctæ Sedis principatum ceu « *quiddam necessarium, ac providente Deo manifeste institutum* », agnoscebant; nec declarare dubitabant « in præsenti rerum humanarum statu, ipsum hunc principatum civilem pro bono ac libero Ecclesiæ animarumque regimine *omnino requiri* ».

« Oportebat sane totius Ecclesiæ caput, Romanum Pontificem, *nulli Principi esse subjectum*, imo *nullius hospitem*, sed in proprio dominio ac regno sedentem, suimet juris esse, et in nobili, tranquilla et alma libertate, catholicam fidem tueri et propagare, totamque regere ac gubernare christianam rempublicam. » — *Declarat. cit.*

c) « Dieu, *ait Bossuet*, qui voulait que cette Église, la mère commune de tous les royaumes, dans la suite ne fût dépendante d'aucun royaume dans le temporel, et que le Siège où tous les fidèles devaient garder l'unité, à la fin fût mis au-dessus des partialités que les jalousies d'État pourraient causer, jeta les fondements de ce grand dessein.....

» L'Église, indépendante dans son chef de toutes les puissances temporelles, se voit en état d'exercer plus librement pour le bien commun, et sous la commune protection des rois chrétiens, cette puissance céleste de régir les âmes, et, tenant en main la balance droite,.... au milieu de tant d'empires, souvent ennemis, elle entretient l'unité dans tout le corps, tantôt par d'inflexibles décrets, et tantôt par de sages tempéraments. » — *Serm. sur l'Unité de l'Église.*

d) Neque prætermittere volumus *præclarum ipsius Napoleonis I testimonium :*

« L'autorité du Pape serait-elle aussi forte s'il restait dans un pays qui ne lui appartînt pas, et en présence du pouvoir de l'État ? Le Pape n'est pas à Paris, et c'est un bien. Nous vénérons son autorité spirituelle précisément parce qu'il n'est ni à Madrid, ni à Vienne. A Vienne et à Madrid on dit la même chose; c'est un bien pour tous qu'il ne réside ni auprès de nous, ni auprès de nos rivaux, mais dans l'antique Rome, loin des mains des Empereurs Alle-

mands, loin de celles des rois de France et des rois d'Espagne, tenant la balance égale parmi les souverains catholiques, s'inclinant un peu vers le plus fort, mais se relevant au-dessus de lui quand celui-ci devient oppresseur. C'est là l'œuvre des siècles, et ils l'ont bien faite. C'est l'*institution la plus sage et la plus avantageuse* qu'on puisse imaginer dans le gouvernement des âmes. »

e) Nedum igitur asseramus « abrogationem civilis imperii quo Apostolica Sedes potitur, ad Ecclesiæ libertatem felicitatemque vel maxime conducere » *(Syll., n. 76 ; cf. alloc. consist. 20 april. 1849)*, « necessarium e contra palam edicimus, cum Pio IX, Sanctæ huic Sedi civilem principatum, ut, in bonum religionis, sacram potestatem sine ullo impedimento exercere possit. » — *Enc. Qui nuper, 18 jun. 1859.*

« In quo quidem principatu, præter legitimas causas titulosque egregios et varios, inest similitudo et forma quædam sacra sibi propria, nec cum ulla republica communis, propterea quod *securam et stabilem continet Apostolicæ Sedis in exercendo augusto maximoque munere libertatem.* — Nemo est enim quin sciat id semper Pontificibus usuvenisse, ut, *amisso imperio civili, in diminutionem incurrerent libertatis :* quod rursus vel in Nobismetipsis nunc idem perspici potest, sub casus alieni arbitrii varios incertosque subjectis. » — *Allocutio consistor. Leonis XIII, 24 mart. 1884.*

403. **III. Non vacat hic referre originem historicam, progressus et vicissitudines istius principatus civilis** quem « cœlesti quadam rerum dispensatione, ac vetusta per tot continentia sæcula possessione, ac justissimo quovis alio optimoque jure comparatum, et communi omnium populorum et Principum, vel acatholicorum, consensione, uti sacrum inviolatumque Beati Petri patrimonium semper habitum ac defensum » *(alloc. consist., 20 jun. 1859)*, hisce luctuosis temporibus infestissimi Ecclesiæ hostes invaserunt. — *Cf. Gosselin, Pouvoir du Pape au Moyen Age ; — Dissert. critique sur la domin. de Charle-*

magne (Rev. des sc. eccl., 1861, t. II, p. 424) ; — Origine du pouv. temp., par le card. Orsi (Analect., 1882, p. 94) ; — Cavagnis, op. cit., lib. 4, n. 414 et seq.

404. **IV. Officium Apostolici muneris est, solemni etiam juramento firmatum** *(cf. const. Admonet nos, Pii V)*, « jura et possessiones Romanæ Ecclesiæ *omnino integras inviolatasque tueri ;* et Sanctæ Sedis libertatem, quæ cum universæ Ecclesiæ utilitate est plane conjuncta, asserere et vindicare ; ac proinde *Ipsius principatum defendere,* quo, ad liberam rei sacræ in toto terrarum orbe procurationem exercendam, divina Providentia Romanos Pontifices donavit, *illumque integrum et inviolatum* suis successoribus transmittere. » — *Alloc. consist. Pii IX, 20 jun. 1859.*

a) Hinc idem *Pius IX :* « Parati sumus, ait, illustria Prædecessorum Nostrorum vestigia persequi, exempla æmulari, et aspera quæque et acerba perpeti, ac vel ipsam animam ponere, antequam Dei Ecclesiæ ac justitiæ causam ullo modo deseramus. » — *Epist. encycl. diei 19 jan. 1860.*

b) Pariter *Leo XIII* Apostolicæ Sedis jura tueri omnique contentione vindicare studuit, prout Ejus muneris officiique ratio postulabat, et sæpe improbavit damnavitque quodcumque est cum Sedis Apostolicæ injuria actum ; atque testatus est omnia Ejus jura ex integro et in perpetuum salva velle. — *Cf. plures ejusd. Pontif. Allocutiones ; — et præsertim litteras ad Em. Card. Rampolla, 16 kal. jul. 1887.*

c) Ipsi *Episcopi* « collatis videant sententiis atque opera efficiant ut *fidelium* studia in eam justissimam causam erecta constent, caleantque ad exitum feliciter maturandum ». — *Encycl. In ipso, Leonis XIII ad Episc. Imperii Austriaci, 3 mart. 1891.*

405. **V. Per occupationem Pontificiæ ditionis, « grave admittitur sacrilegium,** quo una simul aliena jura contra naturalem divinamque legem usurpantur, omnis justitiæ ratio subvertitur, et cujusque civilis principatus ac

totius humanæ societatis fundamenta penitus evertuntur ». — *Litter. Cum catholica, Pii IX, 26 mart. 1860.*

« Facile (enim) intelligitur quemadmodum ejusdem Romanæ Ecclesiæ principatus, licet suapte natura temporalem rem sapiat, *spiritualem tamen induat indolem*, vi sacræ quam habet *destinationis*, et arctissimi illius *vinculi* quo cum maximis rei christianæ rationibus conjungitur. » — *Litter. cit. Pii IX.*

« Nos satis scimus, *ait Bossuet*, Romanis Pontificibus et sacerdotali ordini, Regum concessione ac legitima possessione, bona quæsita, jura, imperia, ita haberi et possideri uti quæ inter homines optimo jure habentur ac possidentur ; imo ea omnia, ut *dicata Deo*, *sacrosancta esse debere*, nec *sine sacrilegio* invadi, rapi, et ad sæcularia revocari posse. » — *Def. Declarat. lib. 1, sect. 1, cap. 16.*

406. **VI. Excommunicationi latæ sententiæ speciali modo Romano Pontifici reservatæ subjacent** : « Invadentes, destruentes, detinentes, per se vel per alios, civitates, terras, loca aut jura ad Ecclesiam Romanam pertinentia ; vel usurpantes, perturbantes, retinentes supremam jurisdictionem in eis ; nec non ad singula prædicta auxilium, consilium, favorem præbentes ». — *Constit. Apostolicæ Sedis, tit. 1, n. 12.*

a) Quæsitum est a S. Pœnitentiaria *utrum retineri et suscipi possint officia sub intruso Gubernio*, et S. Congregatio respondit *posse tolerari*, « dummodo non agatur de officiis quæ *directe* et *proxime* influunt in spolium, vel in ejusdem spolii manutentionem, et exerceri possint absque periculo læsionis legum divinarum et ecclesiasticarum ». — *Instruct. S. Pœnitent., 10 dec. 1860, ad n. 13.*

b) Sed qui munus aliquod publicum gerunt, *juramentum præstare non possunt* quo usurpatori obedientia, ut aiunt, *activa* spondeatur ; et, si juramentum emittere omnino necesse sit, tolerari tantum potest « juramentum obedientiæ mere *passivæ* in iis omnibus quæ legibus divinis et ecclesiasticis non adversantur, juxta formam a Pio VII approbatam ». — *Ibidem, num. 14.*

c) Porro, in spolii manutentionem *ex officio directe et proxime influunt*, qui primum seu supremum magistratum gerunt in quavis provincia, aut civitate, aut terra, aut oppido. — *Instructio Pii VII, 22 maii et 10 jun. 1809.*

d) Conferantur alia plura de cooperatione licita vel illicita in responsionibus Sacræ Pœnitentiariæ, 10 dec. 1860, et 1 dec. 1866. — *Acta Sanctæ Sedis, tom. 1, pag. 557 et seq.; tom. 2, pag. 675 et seq.; et tom. 3, pag. 565.*

Speciatim de *concursu* ad *electiones politicas*, habetur Epistola S. Officii ad Episcopos Italiæ, 30 jul. 1886, quæ legitur apud Bucceroni, *Comment. in constit. Apostolicæ Sedis, num. 70.*

407. **VII. Ipso facto excommunicationem incurrunt Romano Pontifici reservatam :** « Omnes qui excommunicatione multantur in constitutionibus S. Pii, *Admonet nos*, quarto kalendas aprilis 1567; Innocentii IX, *Quæ ab hac Sede*, pridie nonas nov. 1591; Clementis VIII, *Ad Romani Pontificis curam*, 26 jun. 1592, et Alexandri VII, *Inter cæteras*, nono kalendas nov. 1660, alienationem et infeudationem civitatum et locorum S. R. E. respicientibus. » — *Const. Apostolicæ Sedis, tit. 2, n. 13.*

Multantur autem in citatis constitutionibus : quæcumque personæ, tam ecclesiasticæ quam sæculares, cujusvis dignitatis et ordinis, *tractantes, consulentes*, aut alias *verba facientes*, licet sub prætextu necessitatis aut evidentis utilitatis, de *infeudationibus* aut *alienationibus* civitatum, locorum, etc., quæ Apostolicæ Sedi, in temporalibus, sive *immediate* sive *mediate* subjiciuntur.

CAPUT II.

DE LITTERIS APOSTOLICIS.

Agendum est : de Litteris Apostolicis, pro earum varietate secundum materiam et formam, — speciatim vero de Rescriptis.

ARTICULUS I.

DE VARIIS APOSTOLICARUM LITTERARUM SPECIEBUS.

408. **I. Attenta litterarum Apostolicarum materia :**

a) Aliæ sunt *ordinationes communes*, quæ totam societatem attingunt, vel partem ipsius, et permanenter aliquid statuunt ; ideoque proprie *Constitutiones* appellantur, nam constitutio idem sonat ac *commune statutum*.

b) Aliæ vero sunt *ordinationes particulares*, quæ privatas tantum personas respiciunt, et dicuntur *Rescripta*, quibus scilicet Romani Pontifices respondent aut supplicantibus pro aliqua gratia, aut referentibus de particulari aliquo negotio, aut dispositionem aliquam pro re transitoria postulantibus.

c) *Decreta* vocantur constitutiones illæ quæ nullius ad instantiam, seu motu proprio, editæ sunt a Romano Pontifice ; unde et *motus proprii* quandoque dicuntur.

d) *Decretales* vero epistolæ ita nuncupantur, quia sunt Pontificiæ constitutiones quæ prodierunt ex aliorum relatione, consultatione aut postulatione.

Sæpe tamen unica denominatio Decretorum vel Decretalium usurpatur pro *quibuslibet legibus Pontificiis ;* imo, et pro tota aliqua legum ecclesiasticarum collectione ; dicunt enim : *Decretum Gratiani, Decretales Gregorii IX*, etc.

e) *Encyclicæ* dicuntur quoque Pontificiæ constitutiones, sive doctrinales sint sive disciplinares, quatenus diriguntur ad Episcopos totius orbis, vel alicujus regionis.

409. **II. Ratione formæ, distinguuntur in Bullas et Brevia.**

a) *Bullæ* sunt litteræ papales quæ *expediuntur per Cancellariam* sub *plumbo*, seu sigillo plumbeo pendente ex chordulis sericis vel cannabeis; unde litteræ bullatæ, vel simpliciter Bullæ nuncupantur, *ex nomine sigilli* quod ad ipsas litteras transivit.

Sigillum istud exhibet, ex una parte, imagines SS. Apostolorum Petri et Pauli, et, ex alia parte, nomen Pontificis regnantis.

1° Scribebantur in membrana rudi et subobscura, *cum antiquo charactere theutonico,* cujus invaluerat usus a tempore quo Curia Romana commorabatur Avenione in Galliis.

Verum Leo XIII, motu proprio, diei 29 dec. 1878, *hujusmodi characteris usum penitus sustulit* et abolitum declaravit, « cum experientia compertum fuerit charactere theutonico, vulgo *bollatico*, utpote ab usu communi remoto, litterarum Apostolicarum lectioni difficultatem ingerere, et earumdem remorari expeditionem quousque authenticum exemplar, *transumptum* nuncupatum, signatum fuerit ».

2° Imo, quia pariter constabat *plumbeum numisma,* faciliori hujusmodi litterarum transmissioni haud leviter obesse, super quibus elatæ quandoque fuerant querelæ, idem Pontifex plumbea numismata, una cum adjectis chordulis, præcepit « *servanda esse tantum* in Apostolicis litteris collationum, erectionum et dismembrationum beneficiorum *majorum*, nec non et in aliis Sanctæ Sedis *solemnibus* actis ».

In reliquis vero litteris, et præsertim in illis quæ beneficia minora ac dispensationes super impedimentis matrimonialibus respiciunt, eadem abolita fore statuit, ac mandavit iis substitui *impressionem rubri coloris sigilli noviter confecti,* imagines ipsorum Apostolorum Petri et Pauli referentis, inscriptione nominis regnantis Summi Pontificis circumducta. — *Leo XIII, constit. cit.*

b) *Brevia*, quorum forma minus solemnis est, pro levioribus negotiis dari solent.

1° Describuntur in membranis subtilibus et candidis, communi charactere latino, et obsignantur cum sigillo quod dicitur *annulus Piscatoris* et exhibet imaginem Sancti Petri piscationem agentis. — Iste annulus, post obitum Pontificis, statim frangitur a Cardinali Camerario.

2° Subscribuntur, non per Pontificem, sed manu Secretarii Brevium, et *expediuntur per Secretariam Apostolicam.*

3° In Brevibus inscribitur, sub forma tituli, nomen Pontificis regnantis, ex. gr. : « *Leo Papa XIII* ». Bullæ vero incipiunt his verbis : « *Leo Episcopus, servus servorum Dei* », non in medio et sub forma tituli, sed a capite versiculi positis.

410. **III. Litteræ Apostolicæ, quavis forma dentur, eamdem auctoritatem habent,** modo de illarum *authenticitate* constet.

a) Unde pœnis falsariorum tenentur, non modo illi qui *Bullas* R. Pontificis, sed etiam qui *Brevia* Apostolica corrumpunt, ut patet ex constit. *Apostolicæ Sedis.*

Ibi enim *excommunicationi latæ sententiæ speciali modo Romano Pontifici reservatæ* Pius IX subjacere voluit : « Omnes *falsarios* litterarum Apostolicarum, etiam in forma *Brevis,* ac supplicationum gratiam vel justitiam concernentium, per Romanum Pontificem, vel S. R. E. vice-Cancellarios, seu Gerentes vices eorum, aut de mandato ejusdem Romani Pontificis signatarum; — nec non *falso publicantes* litteras Apostolicas, etiam in forma *Brevis;* — et etiam *falso signantes* supplicationes hujusmodi sub nomine Romani Pontificis, seu vice-Cancellarii, aut Gerentis vices prædictorum. » — *Constit. cit., tit. 1, n. 9.*

b) Eamdem excommunicationem incurrunt : « *Recurrentes ad laicam potestatem* ad impediendas litteras vel acta quælibet a Sede Apostolica, vel ab ejusdem Legatis aut delegatis quibuscumque profecta; — eorumque promulgationem vel executionem *directe vel indirecte prohibentes;* — aut eorum causa, sive ipsas partes, sive alios *lædentes vel perterrefacientes.* » — *Ibid., num. 8.*

Porro, per *acta a S. Sede profecta* designantur, non tantum acta quæ immediate a S. Pontifice proficiscuntur, sed ea etiam quæ a SS. RR. Congregationibus proveniunt. — *S. C. S. O., 16 jan. 1892.*

c) Et « *litteris Apostolicis falsis scienter utentes*, vel crimini ea in re *cooperantes* », excommunicationem Ordinario reservatam incurrunt. — *Constit. Apostolicæ Sedis, tit. 3, num. 3.*

ARTICULUS II.

DE RESCRIPTIS.

Agendum est : de natura et divisione Rescriptorum ; — de requisitis ad eorum valorem ; — de eorum præsentatione et executione, — interpretatione, — effectu et duratione.

§ I. DE NATURA ET DIVISIONE RESCRIPTORUM.

411. **I. Rescriptum**, ut ipsum nomen innuit, idem est ac *responsum Summi Pontificis in scriptis datum*, ad alicujus relationem, supplicationem, vel consultationem. — Ideoque differt ab *oraculo vivæ vocis*, quod est declaratio vel concessio facta a S. Pontifice, sed viva voce tantum.

Rescripta induere possunt *formam extrinsecam Bullæ aut Brevis.*

Quandoque vocantur *Diplomata*, eo quod membranæ quibus inscribuntur in duas plicas contrahi soleant.

a) Fideles, non solum *jus habent communicandi cum Romano Pontifice* et rescripta ab eo obtinendi, sed insuper hoc jus ipsis competit *independenter* a civili potestate. — *Cf. n. 19 et seq. ; — et conc. Vatic., constit. Pastor Æternus, cap. 3.*

b) Hinc merito Pius IX, in allocutione consistoriali *Nunquam fore*, 15 decemb. 1856, damnavit hanc propositionem : « Gratiæ a Romano Pontifice concessæ, existimari debent tanquam irritæ, nisi per Gubernium fuerint impetratæ. » — *Cf. Syllab., num. 29.*

Et in allocut. *Maxima quidem*, 9 junii 1862, damnavit aliam propositionem : « Civilis auctoritas potest impedire quominus sacrorum Antistites, et fideles populi, cum Romano Pontifice libere ac mutuo communicent. » — *Cf. Syll. err. 49; — constit. Apostolicæ Sedis, tit. 1, num. 8; — et art. 1 inter organicos.*

412. **II. Rescripta dividuntur :**

a) In rescripta *gratiæ* et rescripta *justitiæ*.

1° *Rescripta gratiæ* sunt quibus, ex liberalitate Principis, aliquid conceditur contra vel præter jus commune, ut sunt dispensationes, privilegia, concessiones beneficiorum, etc.

2° *Rescripta vero justitiæ* referuntur ad lites ; et pertinent ad justitiæ administrationem in decisione causarum inter partes. — Et talia rescripta passim in toto Corpore juris canonici occurrunt.

b) Rescriptum gratiæ dari potest in *forma gratiosa*, in forma *commissaria*, vel in forma *mixta*.

1° *Rescriptum est in forma gratiosa :* quando gratia conceditur, vel absque alterius ministerio, vel assignato executore *necessario*, qui nullam habet potestatem rescriptum non exsequendi.

2° *In forma commissaria :* quando Romanus Pontifex per se gratiam non concedit; sed exsecutori facultates necessarias et opportunas præbet, ut ille, *pro suo arbitrio*, gratiam conferat, prout in Domino expedire judicaverit.

3° *In forma mixta :* quando Romanus Pontifex annuit quidem precibus oratoris, sed sub adjectis conditionibus ab aliquo, v. gr. ab Ordinario, cognoscendis et probandis.

413. **III. Rescriptorum forma intrinseca.** — Rescriptum, cum ad instantiam concedatur, petitioni respondet.

a) *Petitio* autem *triplici parte* constat : prima, quæ dicitur *narrativa*, facti cum suis adjunctis expositionem exhibet; secunda, quæ *postulativa* est, substantiam instantiæ exprimit; tertia rationum momenta evolvit quæ Princi-

pis animum movere possunt, et dicitur pars *persuasiva* seu *impulsiva*.

b) Rescriptum igitur pariter constat prima parte *narrativa*, qua breviter species facti resumitur; secunda parte *dispositiva*, quæ decisionem continet et voluntatem rescribentis declarat; tertia parte *doctrinali*, seu exornativa, qua Pontifex exponit rationes juridicas suæ decisionis, commoda vel incommoda postulationis, etc.

Horum exempla in Decretalibus RR. PP. passim in Corpore juris canonici non desunt.

§ II. De requisitis ad valorem rescripti.

Ut rescriptum validum sit, alia requiruntur ex parte *precum*, alia ex parte *responsionis*, alia tandem ex parte *ipsius impetrantis*.

414. **I. De requisitis ex parte precum.** — Rescripta Pontificia semper exprimunt vel subaudiunt clausulam : « Si preces veritate nitantur » *(cap. Ex parte, 2, De rescriptis)*. Unde, expositio facti *obreptione* vel *subreptione* vitiari non debet, nempe allegatione falsi, aut reticentia veri quod de jure, aut ex praxi et stylo Curiæ exprimi debet. — *Cf. cap. Super litteris, 20, De rescriptis.*

a) Subreptio vel obreptio *dolosa* quodlibet rescriptum *invalidat*. — « Qui fraude vel malitia falsitatem exprimunt, aut supprimunt veritatem, in suæ perversitatis pœnam nullum ex iis litteris commodum consequantur. » — Sunt verba *cap. Super litteris, 20, De rescriptis*, quæ, licet ab Innocent. III non proferantur nisi de rescriptis justitiæ, ab omnibus tamen Doctoribus extenduntur ad rescripta etiam gratiæ; nemo enim ex propria malitia commodum reportare debet; et, « quia fraus et dolus alicui patrocinari non debent *(cap. 15 et 16 ejusd. tit.)*, ideo æquum est ut « mendax precator penitus careat impetratis » *(cap. 20 ejusd. tit.)*. — *Ita communiter.*

Non desunt tamen qui teneant obreptionem vel subreptionem *etiam dolosam* non vitiare rescriptum, si afficiat cau-

sam *mere impulsivam*, et non contingat in causa finali. — *Cf. Sanchez, De matrim., lib. 8, d. 21, n. 74 et 79.*

b) Subreptio vel obreptio *ex ignorantia aut simplicitate*, eatenus vitiat rescriptum quatenus fuit causa principalis seu motiva concessionis. — *Cap. 20, De rescriptis.*

1° Unde, non vitiatur gratia quam quis, expressa per ignorantiam vel simplicitatem falsitate, aut suppressa veritate, impetravit, si eam Pontifex, cognita rei veritate, *nihilominus concessurus fuisset*, quia falsitas est in causa mere impulsiva.

2° Deficiente vero causa finali, *ipsius Principis voluntas deficit*, ex qua rescriptorum vis omnino pendet.

Ea quæ constituunt causam motivam, vel solum modo causam impulsivam exhibent, præcipue determinantur ex stylo Curiæ. — Attamen, nisi clare constet causam fuisse motivam, *præsumitur causa solum impulsiva ;* nam standum est semper pro valore actus Legislatoris, quoties contrarium non probatur. — *Santi, in tit. De rescriptis, num. 11.*

3° *Si plures sint causæ finales, quarum aliqua falsa sit*, distinguendum est: si causæ allatæ non sufficiebant singulæ, irritum est rescriptum ; si aliqua per se adæquata est ac remanet, validum erit. — *Cf. cap. Dudum, 14, et cap. 8, De rescriptis, in 6°.*

c) In iis quæ *jure, stylo Curiæ, vel consuetudine, ad validitatem exprimenda sunt*, error, sive bona sive mala fide commissus, gratiam reddit invalidam, etiamsi constet Superiorem alias similiter eam fuisse concessurum.

Agitur enim quasi de forma requisita ad valorem actus, qua non observata, iste corruit.

Quænam in instantia exprimi debeant, ne dispensatio in impedimentis *matrimonii* desuper concessa viribus careat, rite exponit *Instructio S. C. de Prop. Fide 9 maii 1877.* — Hæc autem sunt :

1° *Nomen et cognomen oratorum*, utrumque distincte ac nitide, ac sine ulla litterarum abbreviatione scribendum.

At in instantia ad *S. Pœnitentiariam*, pro dispensatione in foro interno, horum loco ponitur *N.*, vel *Titius*, etc.

2º *Diœcesis originis vel domicilii*, cujus Ordinarius testimoniales litteras dedit, vel preces transmisit ad S. Sedem. — *Cf. n. 420.*

3º *Species etiam infima impedimenti :* an sit *consanguinitas* vel *affinitas*, orta ex copula licita vel illicita ; *publica honestas* originem ducens ex sponsalibus vel matrimonio rato ; in impedimento *criminis*, utrum provenerit ex conjugicidio cum promissione matrimonii, aut ex conjugicidio cum adulterio, vel ex solo adulterio cum promissione matrimonii ; in *cognatione spirituali*, utrum sit inter levantem et levatum, vel inter levantem et levati parentem.

4º *Gradus* consanguinitatis vel affinitatis aut honestatis ex matrimonio rato, et an sit *simplex* vel *mixtus*, non tantum remotior sed etiam *propinquior ;* uti et linea an sit *recta* aut *transversa ;* item, an oratores sint conjuncti ex *duplici vinculo* consanguinitatis, tam ex parte patris quam ex parte matris.

Si, loco *propinquioris*, scriptus fuit gradus *remotior*, ex. gr. gradus tertius loco secundi, dispensatio certe nulla est.

Neque etiam valeret, cum simus in odiosis, dispensatio concessa in *secundo* gradu, si oratores in *tertio* vel *quarto* gradu constituti sint. Hæc regula recognita est in tribunali S. Pœnitentiariæ. — *Cf. Santi, lib. 4, append., num. 2.*

5º *Numerus impedimentorum*, ex. gr. si adsit duplex aut multiplex consanguinitas vel affinitas, vel si præter cognationem adsit etiam affinitas, aut aliud quodcumque impedimentum, sive dirimens sive impediens.

6º *Variæ circumstantiæ*, scilicet an matrimonium sit *contrahendum* vel *contractum ;* si jam contractum, aperiri debet an *bona fide*, saltem ex parte unius, vel cum scientia impedimenti ; item an præmissis *denuntiationibus* et juxta formam Tridentini ; vel an spe *facilius* dispensationem obtinendi ; demum an sit *consummatum*, si mala fide saltem unius partis, seu cum scientia impedimenti.

Non amplius necesse est declarare *copulam incestuosam* habitam inter sponsos ante dispensationis exsecutionem,

sive ante sive post ipsius impetrationem, sive intentione facilius dispensationem obtinendi, sive etiam seclusa tali intentione. — *S. Offic., 25 jun. 1885.*

d) Nullitas ex obreptione vel subreptione incurritur *ipso jure* pro rescriptis gratiæ.

Rescripta vero justitiæ nonnisi *ope exceptionis* irritantur. — *Cf. tit. De rescriptis, passim.*

e) Si rescripta *plures partes habeant* quæ diversa negotia respiciunt, et vitium subreptionis vel obreptionis *unum tantum negotium* infecerit,

1° Tunc, *seclusa fraude*, valent ea quæ non connectuntur cum parte vitiata, juxta regulam 37 juris, in 6°: « *Utile non debet per inutile vitiari* ».

2° Verum, si obreptio vel subreptio sit *ex dolo*, etiam aliæ partes nullæ sunt in perversitatis pœnam; probabilius tamen post judicis sententiam tantum. — *Cf. Sanchez, loc. cit., num. 74 et 78.*

f) Clausula « *motu proprio* » tollit vitium subreptionis vel obreptionis.

1° Hæc enim importat Pontificem in rescribendo non processisse ex iis quæ in supplicatione exposita sunt, sed quasi nullius ad instantiam, ex aliis causis sibi notis.

2° Attamen motus proprius non sanat vitium obreptionis aut subreptionis quando fit *cum expressione causæ falsæ*, quia, cum R. Pontifex exprimit causam suæ concessionis, eo ipso intentio ejus cognoscitur quod nolit concedere gratiam, si causa a se expressa non sit vera.

3° Nec sanat *inhabilitatem personæ;* nec operatur in *præjudicium tertii.*

g) Quando rescriptum datur in forma *commissaria*, sufficit ut causæ adductæ in petitione veræ sint tempore *exsecutionis*, licet falsæ fuerint tempore *petitionis*, quia gratia, non a S. Pontifice, sed ab exsecutore, quamvis Pontificis nomine, datur. — *Ita communiter.*

h) Si, postquam expeditum fuit concessionis mandatum, *subreptionis* seu *obreptionis* vitio infectum mansisse deprehendatur, necesse est ut oratores iterum a S. Sede gra-

tiam impetrent, quæ impertitur *sanando* nullitates prioris concessionis, ut ista adhuc valeat et tuto exsecutioni demandari possit, æque ac si valida fuisset tempore quo impetrata fuit.

1º Quare, super nova explicatione expediuntur litteræ in forma *Perinde valere*, per quas committitur delegato, ut, negotium reassumens, litterasque prius impetratas adhuc *valere* decernens, servata alias earum forma, dispenset, et alia efficiat, *perinde* ac si in illis dictum fuisset, ex. gr., ipsos oratores non simplici tertio sed duplici tertio consanguinitatis gradu esse conjunctos.

2º Porro, nova supplicatio *ita exarari debet*, ut primum exponatur tenor prioris concessionis, vel summatim referatur; deinde detegantur nullitatis vitia; et in fine, humiliter exoretur ut Pontifex priorem gratiam, nullitatis vitio, quod exprimi debet, laborantem, revalidare dignetur. — *Giovine, apud Gasparri, Tract. De matrim., n. 362.*

415. **II. Ex parte responsionis,** omnes illæ *solemnitates* requiruntur quæ necessariæ sunt ad probandam authenticitatem rescripti.

a) Requiritur ut servata sit *forma extrinseca* rescripti. Cancellaria enim Apostolica *invariabilem formam* adhibet in expediendis rescriptis, licet hæc pro diversis negotiis diversa sit. — Ideo, defectus unus aut alter in forma extrinseca, facit rescriptum *dubiæ* auctoritatis, vel *suspectum*.

b) *Solemnitates intrinsecæ* respiciunt sic dictum *stylum Curiæ*, cujus tenor idem semper est; et proinde, si aliquod rescriptum ab eo recedat, dubiæ auctoritatis est.

c) *Abrasio* et *correctio* in loco substantiali rescriptum reddit suspectum *(cap. 7, De relig. domibus)*, nisi constet rasuram vel cancellationem factam esse in Curia. — *Cf. Fagnanum, in cap. Ex consc., 9, De crim. falsi.*

d) Suspectum etiam est rescriptum in quo irrepserit *error manifestus et gravis in latinitate*. Quum enim hujusmodi rescripta per manus multorum officialium transeant, non est verisimile illos errorem non emendasse. — *Cap. 11, De rescriptis.*

Error vero levis, v. gr. defectus unius litteræ vel syllabæ, non vitiat rescripta, cum de facili possit etiam plurium oculos subterfugere. — *Cap. 11, De fide instrument.*

e) Genuinitas concessionis pariter dubia est, si quid mandetur *omnino insolitum*, nimis durum, alienum a recta ratione, aut contra publicam utilitatem. — *Cf. cap. Ad hæc, 10, De rescriptis.*

f) Rescripta *contra jus commune* muniri solent *clausula derogatoria.*

1° Imo, rescripta Pontificia non derogant *decretis conciliorum generalium* sine expressa eorum mentione *(cap. Ex parte, 3, De capellis monachorum),* ne scilicet quod alias summa cum deliberatione et maturitate sancitum est, subvertatur litteris quæ forte per occupationem Pontificis, vel opportunitatem petentium extortæ sunt. — *Cf. Fagn., in cap. Nonnulli, 28, De rescriptis, n. 32.*

2° Verum *decreta concilii Tridentini* specialem derogationem non postulant, cum ipsum concilium perspicue declaraverit quæcumque « in hoc sacro concilio statuta sunt ita decreta fuisse, ut in his salva semper auctoritas Sedis Apostolicæ et sit, et esse intelligatur ». — *Sess. 25, cap. 21, De ref.*

416. **III. Ex parte ipsius impetrantis,** requiritur *immunitas ab excommunicatione :* nam « ipso jure rescriptum.... non valet si ab excommunicato, super alio quam excommunicationis vel appellationis articulo, fuerit impetratum ». — *Cap. 1, De rescriptis, in 6°.*

a) Unde, *ad cautelam,* in rescriptis et bullis Papalibus, absolutio a censuris in forma gratiosa concedi solet, ad effectum *tantum* illius rescripti vel bullæ consequendum.

Hæc tamen absolutio, ex regula 65 Cancellariæ, *non suffragatur* « non parentibus rei judicatæ », aliis etiam qui propter quædam crimina ibidem recensita « excommunicati a jure vel ab homine, per quatuor menses scienter excommunicationis sententiam hujusmodi sustinuerint ; et generaliter, quibuscumque aliis qui censuris aliquibus, etiam

alias quam ut præfertur, quomodolibet ligati, in illis per annum continuum insorduerint ». — *Cit. reg.*

b) Clausula « *ex certa scientia* » sanat defectus occultos impetrantis, quasi cogniti fuissent.

§ III. De præsentatione et exsecutione rescriptorum.

417. **I. De præsentatione rescriptorum.**

a) Persona jure habilis quæ, omnibus servatis solemnitatibus, obtinuit rescriptum, illud *præsentare* debet *judici* delegato vel *executori*, nisi forte nulla indigeat exsecutione, ut rescriptum justitiæ quo jus obscurum declaratur, vel rescriptum in forma gratiosa quando nullus est adsignatus exsecutor. — *Cap. 12, De appellat.*

Unde, *nullum* esset matrimonium quod oratores contraherent, licet dispensationis litteras *jam haberent in suis manibus*, et exsecutor, deputatus ad dispensandum, ad id dedisset licentiam ; sed requiritur ut eæ litteræ prius dicto exsecutori præsententur. — *Cf. n. 240.*

b) Si *tempus præsentationis* in rescripto *præfigatur*, sub pœna nullitatis infra illud tempus præsentari debet.

c) Si *nihil dicatur* de tempore præsentationis :

1° Rescripta *gratiæ* possunt quocumque tempore præsentari ab impetrante. — *Cap. 12, De rescriptis, in 6°.*

2° Rescripta vero *justitiæ* debent præsentari infra annum ab habita copia judicis delegati ; alioquin valeret secundum rescriptum ab adversario impetratum, licet de primo mentionem non faciat. — *Cap. 23, De rescriptis.*

d) Utrum *exhiberi* debeant *Ordinariis locorum* rescripta in forma *gratiosa*, dignoscitur ex tenore rescripti. — *Cf. n. 104.*

418. **II. De tempore in rescriptis considerando.**

Attenditur *tempus datæ*, quo scilicet litteræ Apostolicæ sunt expeditæ in Curia Romana ; vel *tempus præsentationis*, seu, ut dicitur, *præsentatæ*.

a) Quod attinet ad rescripta *gratiæ*,

1° Rescripta in forma *commissaria* ac *mixta*, a tempore *exsecutionis* vigorem obtinent, et solum *jus ad rem* eventuale et resolubile habent.

2° Rescripta vero *gratiosa* a die *datæ* vim habent, et *jus in re* quodammodo acquisitum important.

Unde, ex. gr., si Episcopus indultum obtinuerit quod *datum* est die 15, et ab eodem *receptum* est die 17 januarii, duabus illis diebus intermediis eodem *valide* utitur, etsi *illicite*, ignorans concessionem. — *Cf. n. 104.*

b) Quoad rescripta *justitiæ*,

1° Tempus *datæ* attenditur, ut sciatur an legitime sint impetrata, et an debeant alteri *præferri*, juxta *regulam 5 juris, in 6°* : « Qui prior est tempore, potior est jure ».

2° Tempus autem *præsentationis* attenditur quoad jurisdictionem judici advenientem. — *Cap. 12, De appell.* — *Cf. n. 240.*

419. **III. Forma in rescriptis præscripta est necessario observanda**, adeo quidem ut, ea quoad aliquid substantiale non observata, actus ipso jure sit irritus. — *Cap. 22, De rescriptis.*

Ratio est, quia commissarius vel judex delegatus nullam habet potestatem, nisi *quatenus commissa est* a delegante. Ergo, si ipse agat contra formam mandati sive rescripti, hujusque limites a delegante positos excedat, nihil agit, cum *limitatam* dumtaxat acceperit potestatem, videlicet *juxta formam sibi præscriptam*, et sub tacita conditione : *si eam observaverit.*

a) Quando aliquid dicatur in rescriptis positum esse seu præscriptum *pro forma substantiali*, diximus, *ubi De officio et potestate delegati, n. 242.*

Clausulas autem in rescriptis *Datariæ* et *S. Pœnitentiariæ* apponi solitas, inferius descriptas invenies, *n. 497.*

b) In rescriptis quæ a Dataria et Cancellaria Apostolica super dispensationibus matrimonialibus expediuntur, clausula hujusmodi apponi solet : « *Discretioni tuæ per præ-*

sentes committimus et mandamus, quatenus de præmissis te diligenter informes, et, si vera sunt exposita, super quo conscientiam tuam oneramus, cum eisdem exponentibus dispenses. »

1° Ad hanc inquisitionem peragendam, Ordinarius plerumque delegat *parochum* qui instantiam redegit, quique, si opus est, interrogat ipsos oratores, eorumque parentes, aliasque personas fide dignas, et documenta quæ ad rem faciunt examinat.

2° Hæc nova verificatio causarum dispensationis, vi litterarum Apostolicarum instituenda, *non requiritur ad validitatem exsecutionis,* ut patet : tum ex tenore præfatæ clausulæ, quæ jussu Leonis XIII, 28 aug. 1885, in hujusmodi rescriptis inseritur, tum ex responsione S. Pœnitent., 27 apr. 1886. — *Cf. N. Rev. théol., tom. 20, pag. 34 et seq.*

3° Attamen « cognitio causæ, quæ, prout in litteris Apostolicis exprimitur, præmittenda necessario est ante illarum exsecutionem, ejusmodi esse debet, ut judex delegatus quoad veritatem expositorum *conscientiæ suæ* satisfactum esse sentiat ». — *S. Pœnit., 1 jul. 1859.*

420. **IV. De exsecutoribus rescriptorum.**

a) Quis possit exsequi *rescripta justitiæ* quibus datur judex delegatus, seu quis possit delegari a Romano Pontifice, diximus *ubi de adept. jurisd. deleg., n. 238.*

b) Quod attinet ad *rescripta gratiæ,* Sacræ Congregationes Romanæ deputare solent certos ac determinatos *exsecutores,* habita præsertim ratione officii.

Sacra Pœnitentiaria suas dispensationes pro foro conscientiæ committere solet *confessario impetrantis.*

c) Si rescripti exsecutio pro foro externo, commissa sit *Ordinario loci,* illud exsequi poterit tum *Episcopus,* tum *Vicarius Capitularis,* cum ii omnes nomine *Ordinariorum* veniant.

Si autem rescripti exsecutio commissa fuerit *Episcopo,* neque Vicarius generalis, neque Vicarius capitularis, sede vacante, potestatem habet illud exsequendi.

Item, nequit Episcopus exsequi dispensationes in peculia-

ribus casibus suo *Officiali* commissas. — *Cf., ex. gr., resp. S. Pœnitentiariæ, 6 mart. 1835 ; — Cf. n. 237.*

Verum, de mandato Leonis XIII, *S. Congr. S. Officii, die 20 feb. 1888,* sancivit :

1° « Dispensationes matrimoniales omnes in posterum committendas esse : vel *oratorum Ordinario,* vel *Ordinario loci.*

2° » *Appellatione Ordinarii venire :* Episcopos, Administratores seu Vicarios Apostolicos, Prælatos seu Præfectos habentes jurisdictionem cum territorio separato, eorumque Officiales seu Vicarios in spiritualibus generales, et, sede vacante, Vicarium Capitularem vel legitimum Administratorem.

3° » *Vicarium Capitularem, seu Administratorem,* eas quoque dispensationes Apostolicas exequi posse quæ remissæ fuerint Episcopo aut Vicario ejus generali vel Officiali *nondum executioni mandatas,* sive hi illas exequi cœperint, sive non.

» Et vicissim, *sede deinde provisa,* posse Episcopum, vel ejus Vicarium in spiritualibus generalem, seu Officialem, exequi dispensationes quæ Vicario Capitulari exequendæ remissæ fuerant, seu hic illas exequi cœperit, seu minus.

4° » Dispensationes matrimoniales Ordinario oratorum commissas, *exequendas esse ab illo Ordinario qui litteras testimoniales dedit, vel preces transmisit ad S. Sedem Apostolicam,* sive sit Ordinarius originis sive domicilii, sive utriusque sponsi sive alterutrius eorum ; etiamsi sponsi, quo tempore executioni danda erit dispensatio, relicto illius diœcesis domicilio, in aliam diœcesim discesserint non amplius reversuri, monito tamen, si id expedire judicaverit, Ordinario loci in quo matrimonium contrahitur.

5° » Ordinario prædicto fas esse, si ita quoque expedire judicaverit, *ad dispensationis executionem delegare alium Ordinarium,* eum præsertim in cujus diœcesi sponsi actu degunt. »

d) Postquam litteræ Apostolicæ exsecutori exhibitæ fuerint, ipse in primis eas *recognoscit ;* si enim falsæ aut dubiæ appareant, a fulminatione abstinere debet ; deinde

inquirit an *vera* sint exposita ; ac tandem ad *fulminationem* devenire poterit, omnes clausulas sedulo servans.

e) Decretum finale quo dispensatio conceditur debet esse *in scriptis* confectum ; secus, non solum illicita, sed fortasse *invalida* quoque esset dispensatio.

In hoc scripto Ordinarius commemorat *mandatum* sibi ab Apostolica Sede factum, verificationem et implementum *clausularum*, injungit ea quæ *injungenda* sunt, et tandem *dispensat expressis verbis* auctoritate Apostolica, et prolem susceptam, si qua sit, *legitimam* declarat ; proles enim non legitimatur per subsequens matrimonium, cum inter oratores matrimonium ob impedimentum consistere nequiverit, ideoque legitimari debet per rescriptum Superioris. — *Cf. Gasparri, De matrim., n. 397.*

f) Dispensatio suas vires exerit, et removet impedimentum, quando Ordinarius *subscribit* decretum, accedente oratorum *acceptatione*.

Sed petitio dispensationis ab ipsis partibus facta, vel a tertia persona de eorum mandato aut tacito consensu, *implicitam* continet acceptationem : ideoque, in hoc casu, dispensatio statim valet a momento quo Ordinarius decretum subscribit, etsi partes præsentes non sint, ita ut matrimonium *postea* initum *valeat*, licet partes fulminationem *ignoraverint*, quæ tamen in hoc a gravi peccato non excusantur ; *antea* vero initum sit *nullum*, etsi partes putaverint dispensationem fulminatam fuisse. — *Gasparri, op. cit, num. 398.*

g) Exsecutores dispensationum Apostolicarum aliquid *muneris* aut *præmii* exigere, vel oblatum recipere non possunt. — *Cf. n. 661.*

Si agatur de litteris matrimonialibus *pro foro conscientiæ tantum*, neque Cancellarius, seu Notarius episcopalis, *pro suo labore* aliquid potest accipere. Proinde confessarius Ordinario, et orator confessario expensas tantum reficere debet. At, post fulminatam dispensationem, aliquid *sponte oblatum* acceptare, de rigore juris non prohibetur. — *Giovine apud Gasparri, n. 403.*

h) Quomodo exstinguatur mandatum exsecutoris diximus *ubi de amissione jurisdictionis delegatæ, n. 245 et seq.*

§ IV. De interpretatione rescriptorum.

421. **I. Sola pars dispositiva jus facit,** et in dubio interpretanda est juxta allegata in contextu et exposita in supplicatione, et ita ut aliquid operetur. — *Cf. cap. 25, De verborum significatione.*

Verba autem rescripti intelligenda sunt secundum propriam significationem *usu communi* receptam et *stylo Curiæ ;* et, quando non constat de contraria voluntate rescribentis, explicari debent secundum *jus commune,* quum omnis recessus a jure communi censeatur odiosus. — *Cf. n. 449, ubi de modo respond. SS. Congreg.*

422. **II. Rescripta gratiæ in genere sunt latæ interpretationis,** cum « beneficia Principum sint interpretanda largissime ». — *Cap. 16, De verborum significatione. — Cf. reg. 15 juris, in 6°.*

a) Sunt tamen strictæ interpretationis, si vergant *in præjudicium tertii ;* vel sint rescripta *beneficialia,* nam « litteræ super obtinendis beneficiis debent, cum sint ambitiosæ, restringi ». — *Cap. 3, De præbendis, in 6°.*

b) Strictam etiam habent interpretationem rescripta *contra jus commune,* ut sunt dispensationes et privilegia contra jus ; nam quæ a jure communi exorbitant reputantur odiosa, et « nequaquam sunt ad consequentiam trahenda ». — *Reg. 28 juris, in 6°.*

In his ergo non datur argumentum *a simili,* nec *a majori ad minus,* juxta *regulam 78 juris, in 6° :* « In argumentum trahi nequeunt quæ propter necessitatem aliquando sunt concessa », et *regulam 74, ibid. :* « Quod alicui gratiose conceditur, trahi non debet ab aliis in exemplum ».

c) Imo, « per quamcumque signaturam, in quavis gratia, nullatenus *dispensatio* veniat, nisi specialiter exprimatur, vel dicta gratia totaliter effectum hujusmodi dispen-

sationis concernat, vel alias nihil conferat aut operetur. » — *Reg. 51 Cancellariæ.*

423. **III. Rescripta justitiæ sunt strictæ interpretationis.**

Nam per rescriptum justitiæ, *vel adsignatur judex delegatus*, et tunc detrahitur jurisdictioni judicis ordinarii, simulque præbetur ansa ac materia litigandi ; *vel definitur aliqua controversia*, et tunc rescriptum est in præjudicium tertii. Unde merito reputantur *odiosa*.

424. **IV. Clausula « salvo jure alterius »**, si non exprimitur, *semper est subintelligenda*, ita ut rescriptum non valeat contra jus alteri quæsitum, nisi expressa mentio hujus derogationis habeatur in rescripto. — *Cap. 8, De rescriptis ; — cap. 19, De privilegiis.*

Huc spectat *regula 18 Cancellariæ de non tollendo jus quæsitum :* « Ne, per varias quæ pro commissionibus seu mandatis et declarationibus habendis plerumque fiunt suggestiones, justitia postponatur, idem Dominus Noster decrevit et declaravit suæ intentionis fore, quod deinceps per quamcumque signaturam, seu concessionem, aut gratiam, vel litteras Apostolicas pro commissionibus, seu mandatis, aut declarationibus hujusmodi, etiam proprio motu, et ex certa scientia, ac etiam ante motam litem, a Sanctitate Sua emanaverint, vel de ejus mandato faciendas, *nulli jus sibi quæsitum quomodolibet tollatur.* »

425. **V. Cum plura rescripta impetrata sint super eodem negotio,** quæ simul exitum habere nequeunt :

a) *Speciale* rescriptum prævalet generali, etiamsi illud posterius sit, et nullam prioris mentionem faciat. — *Cap. 1, 6 et 14, De rescriptis.*

Et in hoc habemus consentientem regulam 34 juris, in 6° : « *Generi per speciem derogatur.* »

b) Si utrumque sit æque generale vel speciale, *prius impetratum* prævalet posteriori, nisi derogatio exprimatur in secundo ; alterum enim censetur subreptitium. — *Cap. 3, De rescriptis ; — et cap. 12, De officio et pot. jud. deleg.* —

Unde regula 54 juris, in 6° : « *Qui prior est tempore, potior est jure.* »

Rescriptum tamen *justitiæ* nullum non esset nisi ope *exceptionis :* imo, anno elapso, convalesceret ex negligentia prioris impetrantis. — *Cap. 9 et 23, De rescriptis.*

§ V. De effectu et duratione rescriptorum.

426. **I. Rescripta per se jus particulare dicunt,** pro eo scilicet negotio, et erga eas personas pro quibus data sunt.

Per accidens tamen jus generale facere possunt, nempe si promulgentur a Principe ad modum *legis;* vel inserantur in *collectione authentica legum,* ut evenit, v. gr., in compilatione Decretalium Gregorii IX ; vel tandem *jus commune ita interpretentur* ut amplius dubitandi locus non supersit.

427. **II. Exspirant rescripta : lapsu temporis præfixi,** ut si gratia concessa sit ad triennium vel quinquennium, quo transacto, evidens est rescriptum totam vim amittere. — *Cf. n. 248.*

a) In rescriptis justitiæ, terminus ad finiendam causam, *si in rescripto præfinitus non sit,* judicis delegati arbitrio definiri poterit. — *Cap. 24, De offic. jud. deleg.*

b) *Si vero dies præfinita sit,* delegatus intra eam diem munere suo fungi debet, ne jurisdictio sibi commissa evanescat.

Sed, quia terminus in commodum partium constituitur, ideo potest ipsarum consensu prorogari. — *Cap. 4, De officio judicis delegati. — Cf. n. 1457.*

428. **III. Morte concedentis,** si sint *rescripta justitiæ* et res sit adhuc *integra.*

a) Re integra, exspirant quoque *rescripta gratiæ,* si gratia sit tantum *facienda,* nempe quando rescriptum est in forma *commissaria,* seu exsecutor est *voluntarius.*

Secus vero dicendum est de rescriptis in forma *gratiosa* vel *mixta,* quia gratia jam *facta est* et jus tertio quæsitum. — *Cf. n. 246.*

b) Rescriptum cum clausula « *Usque ad beneplacitum nostrum* » cessat morte concedentis, cum eo ipso beneplacitum ejus exstinguatur. — *Cap. 5, De rescriptis, in 6°.*

Non vero si adjecta sit clausula « *Usque ad beneplacitum Sanctæ Sedis* », quia « sedes ipsa non moritur » (*cit. cap.*), neque si dicatur : « *Donec revocavero* », quia mors non est actus revocationis.

c) *Ne plura rescripta ob mortem concedentis pereant*, et impetrantes, cum magno eorum incommodo, cogantur rursus petere et obtinere rescriptum, cautum est per regulas Cancellariæ, quas novus Pontifex statim post suam electionem confirmat. — *Cf. n. 147.*

Regula enim 12 sic habet : « Idem prædictus D. N. omnes et singulas a prædecessore suo Romano Pontifice, infra annum ante diem ejus obitus concessas gratiæ vel justitiæ litteras, temporibus debitis earum exsecutoribus vel judicibus non præsentatas, omnino revalidavit, et in statum pristinum, in quo videlicet antea fuerant, vel pro quibus erant obtentæ, quoad hoc plenarie restituit.... »

429. **IV. Morte exsecutoris,**

a) Si exsequendi potestas, vel jurisdictio commissa sit *ratione personæ*, nempe si industria et fides personæ electa sit, quod *ex tenore ipsius rescripti* dignoscendum est. — *Cf. n. 237.*

b) Si vero commissio facta sit *ratione dignitatis*, tunc morte exsecutoris rescriptum non cessat, sed potestas illud exsequendi transit ad successorem, cum dignitas non intereat. — *Cf. n. 245 et 420.*

430. **V. Revocatione concedentis,** quæ expressa esse potest vel tacita :

a) *Expressa*, quando disertis verbis Romanus Pontifex gratiam concessam annullat, si, v. gr., evaserit bono publico damnosa, ut exemplum habetur in *cap. ult. De rescriptis, in 6°.*

b) *Tacita*, quando concessum est aliud rescriptum contrarium quod, juxta superius dicta, priori sit præferendum. — *Cf. n. 425.*

431. **VI. Renuntiatione,** si rescriptum contineat favorem *solius impetrantis,* cum unusquisque possit favori propter se introducto renuntiare.

a) Quando rescriptum, vel privilegium, continet favorem *duorum vel plurium,* tunc quilibet potest eidem renuntiare, quatenus continet favorem suum et *non lædit* favorem alterius.

b) Si autem renuntiando *simul læderetur favor tertio concessus,* non potest impetrans renuntiare, ne jus tertio quæsitum lædatur.

CAPUT III.

DE CARDINALIBUS.

Videlicet : de eorum nomine et origine, — numero et creatione, — officio et dignitate, — privilegiis et insignibus.

ARTICULUS I.

DE NOMINE ET ORIGINE CARDINALIUM.

432. I. Nomen Cardinalium antiquissimum est.

a) Quivis enim Episcopus, aut presbyter, aut diaconus, qui certæ alicujus ecclesiæ proprius et ordinarius minister esset, *Cardinalis* dicebatur ; quia eidem ecclesiæ suæ tanquam *cardo* affixus foret, atque ideo ecclesia circa eum, *veluti valva circa cardinem*, volveretur. — Quare, apud ecclesiasticos Scriptores, sæpissime verbum occurrit *cardinandi* seu *incardinandi*, hoc est, certæ ecclesiæ perpetuo addicendi.

b) Quod sane vocabulum *opportune usurpabatur*, ut proprii et quasi *fixi* et immobiles ecclesiarum ministri seu pastores, ab iis probe distinguerentur qui, veluti *subsidiarii* et adventitii, vel ad determinatum tempus, vel ob peculiarem causam, alicui ecclesiæ addicebantur.

Hoc itaque sensu, *in omnibus passim ecclesiis*, præter Episcopum Cardinalem, id est proprium et ordinarium, erant presbyteri et diaconi Cardinales, qui ecclesiis et titulis presbyterorum aut diaconorum præficiebantur. — *Soglia, Instit. jur. pub., part. 2, § 41.*

433. II. Cardinales Episcopi, presbyteri, diaconi.

a) *Ad Romanam Ecclesiam quod attinet*, in ea erant tituli, sive ecclesiæ, in quibus sacri conventus fiebant, et sacramenta administrabantur : unde *Cardinales presbyteri*. — Erant et diaconiæ in Urbis regionibus, hospitales nempe domus cum adhærentibus sacellis et oratoriis, diaconis id-

circo commissæ : unde *Cardinales diaconi*, qui etiam *regionarii vocabantur*.

b) Nullus autem exstabat *Cardinalis Episcopus*, cum unus Romanus Pontifex, tanquam proprius Episcopus, Romanam Ecclesiam administraret.

Verum in hanc ecclesiam cooptati postea sunt *septem vicinarum civitatum Episcopi*, ex quo cœpit Cardinalium dignitas illustrior fieri. — Id factum est undecimo fortasse sæculo, quamvis non desint Scriptores, inter quos *Thomassinus*, qui antiquius tempus assignant.

Hi fuerunt : Episcopus Ostiensis, Portuensis, Albanensis, Prænestinus, Sabinensis, Tusculanus et S. Rufinæ, seu Sylvæ Candidæ, qui et Episcopi *suburbicarii* vocantur. — Hodie *sex* tantum reliqui sunt, postquam ecclesia S. Rufinæ, seu Sylvæ Candidæ, episcopatui Portuensi a Callixto II unita fuit. — *Soglia, loc. cit.*

434. **III. Nomen Cardinalium successivis temporibus exclusive reservatum fuit Cardinalibus ecclesiæ Romanæ**, qui *senatum* Pontificis efformabant. Quanquam enim Romanæ et aliarum ecclesiarum Cardinales fuerint nomine et origine pares, attamen *Romani Cardinales omnium nobilissimi semper habiti sunt* : ideo quod præcipua pars essent presbyterii Pontificis seu cleri Romani, ad quem electiones Summorum Pontificum præcipue pertinebant; eosdemque Pontifices in maximis Ecclesiæ negotiis opera et consilio juvabant; quinimo, Romanæ et universalis Ecclesiæ bona atque jura, vacante Sede, tuebantur. — *Soglia, ibid.* — *Cf. Bouix, De Cur. Rom., p. 1.*

ARTICULUS II.

DE NUMERO ET CREATIONE CARDINALIUM.

435. **I. Cardinalium numerus in ecclesia Romana** incertus *olim* fuit et vagus.

a) *Ineunte sæculo XII*, septem Cardinales Episcopi, viginti octo presbyteri, et octodecim diaconi fuisse videntur.

Sed is numerus adeo *imminui* cœpit, ut electioni Nicolai III octo tantum Cardinales interfuerint.

Rursus autem in dies *adauctus est* eorum numerus, præcipue occasione schismatis Avenionensis, cum duo, et interdum tres de Pontificatu contendentes, suos quisque Cardinales creabat, qui ejus partibus adhærerent.

b) *Sixtus V* decrevit ne Cardinales in posterum plures essent quam *septuaginta*, « sequi cupiens mandatum Domini factum ad Moysen de congregandis septuaginta viris de senibus Israel, quos nosset senes populi esse atque magistros, ut secum onus populi sustentarent, et non ipse solus gravaretur ». — *Constit. Postquam, 3 dec. 1586.*

Et, alia constitutione *Religiosa sanctorum*, 13 april. 1587, eisdem Cardinalibus *sex* episcopatus suburbicarios supra memoratos, *quinquaginta* titulos presbyterales, et *quatuordecim* diaconias assignavit. — *Soglia, loc. cit.*

c) Ante Sixti IV tempora, qui Cardinalis diaconus creatus fuerat, presbyteralem titulum obtinere nequibat, nisi cum presbyter ordinaretur; sed Pontifex, an. 1480, cœpit indiscriminatim *presbyterorum titulos diaconis* committere, et *diaconorum presbyteris*; et postea res eo pervenit ut etiam simplicibus clericis diaconorum tituli commendarentur. — *Ferraris, v. Cardin., art. 1, num. 77.*

Hodie etiam tituli *presbyterales* dantur *ipsis Episcopis* Cardinalibus qui ideo dicuntur *Cardinales-Presbyteri*, v. gr., S. Marcelli, aut S. Agnetis.

d) Cardinales unum corpus efformant, quod dicitur *Sacrum Collegium*; et habet suum caput seu *Decanum*, Cardinalem item *Camerarium* (Camerlingue) pro bonorum ad S. Collegium pertinentium administratione, nec non *Secretarium* et alios *Officiales* pro gerendis et expediendis S. Collegii negotiis.

Decanus, quando hæc dignitas vacat, fit antiquior Cardinalis ex ordine Episcoporum, atque simul obtinet titulum ecclesiæ *Ostiensis*.

436. **II. Cardinales a solo Pontifice Romano creantur**, et assumuntur « *ex omnibus christianitatis nationibus*,

quantum commode fieri potest » *(Trid., sess. 24, cap. 1, De ref.)*, « ut in regimine universalis Ecclesiæ.... Romano Pontifici assistere valeant, ac de omnibus christianorum regnorum provinciarumque moribus, rebus et negotiis, prompte et fideliter, certa ab eis notitia, pro rerum emergentium opportunitate, habeatur ». — *Const. Postquam, Sixti V.* — *Cf. allocut. Pii IX, 17 dec. 1855.*

Quibusdam *Principibus* privilegium concessum est unum vel plures nominandi, seu præsentandi, ad hanc amplissimam dignitatem.

a) Summus Pontifex *interrogare solet Cardinales* in Consistorio, quid ipsis videatur de promovendis; et Cardinalibus approbantibus, statim decretum promotionis edicitur; sed hæc interrogatio, et assensus relativus, *meram cæremoniam* constituunt.

b) *Si promotus in Urbe commoretur*, stata die ad Aulam Apostolicam accedit, et a Summo Pontifice *rubro birreto* decoratur.

Tum *publicum* indicitur pro certa die *Consistorium*, in quo, expletis quibusdam cæremoniis solemnibus, Romanus Pontifex Cardinali promoto imponit *galerum rubrum;* ipsi quoque *os claudit*, id est, prohibet ne interim loquatur et suffragium in negotiis collegialiter tractandis cum aliis Cardinalibus emittat.

Deinde vero, *in alio Consistorio secreto*, Summus Pontifex novis Cardinalibus *os aperit, annulum cardinalitium* tradit, eisque singillatim proprium *titulum*, nec non aliquas ex Romanis *Congregationibus* adsignat, in quibus ceu judices sedeant.

c) *Si promotus absit*, ad eum mittitur per Legatum specialem, qui dici solet *Ablegatus, birretum rubrum*, in cujus receptione jurare debet se infra annum ad Apostolica limina accessurum. — *Constit. Postquam, Sixti V.*

Cardinales *præsentati a Principe civili*, seu Cardinales *coronæ*, ut aiunt, per manum Principis recipiunt birretum, pileolum autem per ipsum Ablegatum.

437. **III. Dotes requisitas in Cardinalibus**, quas

concilium Tridentinum commemorat, *sess. 24, cap. 1, De ref.*, diligenter recensuit Sixtus V, *cit. constit. Postquam.*

a) Ex hac constitutione promoveri non debent *illegitimi*, etiam per subsequens matrimonium vel alias legitimati et quomodolibet habilitati; nec qui in *minoribus ordinibus* constitutus, *per annum* saltem habitum et tonsuram clericalem non gestavit; nec qui primo aut secundo tantum *consanguinitatis gradu* alicui Cardinali conjuncti sunt, quamdiu ille vixerit.

b) « Cæterum, ut non solum honore, sed etiam *re ipsa cardines* sint super quibus ostia universalis Ecclesiæ tuto nitantur, divinaque et humana ministeria sibi commissa utilius exsequi possint », *statuit idem Pontifex*, « ut lectissimi et præcellentes viri in ipsum Collegium adscribantur, et quorum vitæ probitas, morum candor, præstans doctrina et eruditio, eximia pietas, et erga salutem animarum ardens studium et zelus, in dandis consiliis sincera fides et integritas, in rebus gerendis singularis prudentia, constantia et auctoritas, et aliæ qualitates a jure requisitæ, tam ipsi Pontifici quam universo Collegio cognitæ et probatæ sint. » — *Cit. constit.*, § *14*.

438. **IV. Cardinales reservati in pectore.**

a) Aliquando Summus Pontifex aliquem Cardinalem creat in Consistorio, sed *nomen ejus non exprimit*, et, ut aiunt, nomen illud *in pectore* reservat, publicaturus in alio Consistorio.

Hunc morem sequi solent Romani Pontifices, quoties aliquis dignus quidem est dignitate cardinalatus, sed rationes prudentiæ, et præsertim officii quod persona promovenda actu retinet, suadent publicationem differendam esse.

b) Porro, *hujus creationis effectus est :* ut publicatio quæ in posteriori Consistorio perficitur, retrotrahatur ad diem in qua creatio contigit, et persona sedem et locum occupet ante alios Cardinales qui deinde creati et publicati fuerunt.

c) Verum *publicatio nominis novi Cardinalis in Con-*

sistorio absolute necessaria est ut persona jura et privilegia dignitatis adipiscatur.

Hinc, licet innotescat personæ promotio, tamen, si S. Pontifex demoriatur quin nomen ejus in Consistorio publicaverit, persona illa *non admittitur in Conclavi*, et novus Pontifex non tenetur creationem factam ratam habere et nomen in Consistorio publicare, *nisi Summus Pontifex expresse statuerit* eos post mortem suam fore declarandos, ut voluit Pius IX, in consistorio diei 15 mart. 1875.

ARTICULUS III.

DE OFFICIO ET DIGNITATE CARDINALIUM.

439. **I. Sede plena**, *senatum Summi Pontificis* constituunt, Eumque adjuvant in regimine Ecclesiæ universalis, maxime in *Consistorio*, in *Congregationibus Romanis*, in *Legationibus*, etc. « Horum enim consilio, apud sanctissimum Romanum Pontificem, universalis Ecclesiæ administratio nititur ». — *Trid., sess. 25, cap. 1, De ref.*

Unde merito *Sixtus V, cit. const.*, eos appellat « quasi *oculos* et *aures*, et *nobilissimas* sacri Capitis partes ».

440. **II. Consistorium** vocatur: *consessus Cardinalium* qui habetur præside Romano Pontifice.

Tribus modis celebrari solet: unde et distinctio Consistorii ordinarii seu *secreti*, solemnis seu *publici*, et *semipublici;* quod ultimum ita nuncupatur, quod formam tum publico, tum secreto Consistorio propriam, ex parte referat.

a) *In Consistorio publico* non tractari solent negotia, sed potius cæremonialia quædam peragi: veluti Regum et Principum atque ab eisdem missorum oratorum receptio: galeri traditio Cardinalibus noviter creatis, et alia hujusmodi.

In eo tamen, iis intervallis quibus Papa ipsa cæremoniali functione non detinetur, interveniunt aliqui Advocati consistoriales, qui virtutes et merita alicujus servi Dei enarrant, canonizationem postulantes, beatificationemve,

aut cultus publici concessionem. — *Card. de Luca, apud Bouix, De Cur. Rom., part. 2, cap. 1, § 2.*

b) *Semi-publicum* Consistorium celebratur pro causis canonizationum, atque in eo ejusmodi canonizationes præparantur.

Ei autem interesse et votum dare permittuntur Episcopi et Archiepiscopi, quotquot in Curia reperiuntur, ita ut imaginem quamdam referat et figuram generalis concilii, ac veluti universalis Ecclesiæ repræsentationem. — *Ibid.*

c) Frequentior cæteris est *ordinarii seu secreti Consistorii* forma. — In ejusmodi quidem Consistorio, solebat antiquitus Pontifex *per seipsum* dirimere causas omnes de quibus nunc cognoscunt et pronuntiant variæ Cardinalium Congregationes aliaque tribunalia. Hinc, fere quotidie primitus habebatur hoc Consistorium. — *Crescente autem negotiorum numero,* cœperunt quibusdam tribunalibus et Officialibus multa committi, retentis certis causarum speciebus in Consistorio dirimendis.

Juxta hodiernam consuetudinem, rarius illud habetur, ad Papæ placitum ; pro frequentiori autem praxi, bis in mense.

1º *In consueta Palatii aula magna* singuli Cardinales cum solemni comitatu ad illud accedunt, adeo ut in hac functione, magis quam in aliis, Romanæ Curiæ majestas elucere videatur.

Postquam vero Cardinales in convenienti numero, statuta hora, in aula congregati sunt, Papa ad suam consuetam sedem accedit, ibique, januis adhuc apertis, adeo ut omnibus nobilibus et qualificatis viris ac Prælatis aditus pateat, singulis Cardinalibus petentibus privatam auricularem audientiam præstat super propriis, vel Principum, aut amicorum vel familiarium precibus ac instantiis, aliisque negotiis.

Dicta audientia pro Papæ beneplacito expleta, omnes ab aula ejiciuntur, solis Cardinalibus cum Papa remanentibus. — *Card. de Luca, ibid.*

2º *Negotia consistorialia sunt :* promotiones Cardina-

lium ; promotiones ad cathedrales, metropolitanas, et alias superiores ecclesias ; Episcoporum translationes; diœceseon creationes, uniones, dismembrationes; concessiones pallii, et generatim negotia ecclesiastica *magni momenti* quæ cum Regibus aut Principibus componenda veniunt, nisi tamen absque Consistorio ea expedire magis opportunum duxerit Summus Pontifex.

Solent etiam Summi Pontifices in secreto Consistorio *Sacrum Collegium alloqui,* sive de generali totius Ecclesiæ statu, sive de exorta in alicujus regionis ecclesias procella, sive de irrepentibus erroneis ac periculosis doctrinis, morumve corruptelis; simul exprimendo quid ipsi probent, quidque rejiciant, doleant et condemnent.

Quæ allocutiones eo consilio fiunt, ut postea juris publici factæ, et perlata per totum mundum eorum notitia, certiores fiant Episcopi, clerus ac populi, de perversorum moliminibus, de latente sub novis doctrinis errore ac periculo, ac de via tandem quam, inter contemporaneas commotiones ac rerum circumstantias, sequi tuto possint aut etiam debeant. — *Bouix, loc. cit., § 3.*

3º Ut vero causæ cum ea quam rerum gravitas exposcit maturitate discutiantur, sicque præparata deferantur ad Consistorium in quo definitio seu decretum detur, *Congregatio* quæ dicitur *consistorialis* instituta est a Sixto V, *constitutione Immensa, 22 jan. 1588.*

441. **III. Sede vacante,** ad ipsos pertinet, ut jam diximus, *Summi Pontificis electio,* et huic accelerandæ provisioni sic vacare debent, « quod se nequaquam de alio negotio intromittant, nisi forsan necessitas adeo urgens incideret...., vel nisi aliquod tam grande et tam evidens periculum immineret, quod omnibus et singulis Cardinalibus præsentibus concorditer videretur illi celeriter occurrendum ». — *Cap. Ubi peric., 3, De elect., in 6º.*

a) Ad Cardinales vero *non transit jurisdictio Summi Pontificis,* prout transiret jurisdictio ordinaria, sede episcopali vacante, in inferiora collegia.

Unde, nec regiminis ecclesiastici formam immutare, nec

constitutiones seu leges universales condere, neque canones relaxare ullo pacto valent; sed ea omnia futuro Pontifici reservantur. — *Cf. clement. Romani, De electione;* — *et constitut. Pii IV, In eligendis.*

b) Jurisdictio Sacrarum Congregationum, cum sit *ordinaria*, utpote a lege collata (*cf. constit. Immensa, Sixti V*), non exspirat per obitum Romani Pontificis; attamen Sede vacante, *Cardinalibus in Conclavi manentibus*, debet conquiescere et dormitare quoad illa negotia et causas quæ in Congregatione expediuntur per subscriptionem Cardinalis Præfecti seu habentis sigillum, nisi justa causa aliter postulet. — *Cf. Ferraris, v. Cardinales, art. 5, n. 45.*

442. **IV. Cardinalium dignitas amplissima est,** ob primatum Romani Pontificis cujus *consiliarii* sunt et *adjutores.*

Unde, *Cardinales cujuscumque ordinis*, Episcopis, Archiepiscopis et Patriarchis ipsis *dignitate præstant.* « Quis non videat, *ait Eugenius IV*, cardinalatus dignitatem archiepiscopali esse majorem dignitate, cum illa *privatæ* unius patriæ præsit utilitati, ista *publicæ* totius populi christiani.... In hujusmodi prælationibus, officium ac dignitas sive jurisdictio præponderat ordini; atque jure cautum est, ut clericus alios quoscumque ordine superiores, etiam Episcopos antecedat, propter illius jurisdictionem quam exercet, et personam quam repræsentat. » — *Constit. Non mediocri, an. 1440.*

ARTICULUS IV.

DE PRIVILEGIIS ET INSIGNIBUS CARDINALIUM.

443. **I. Ratione tantæ dignitatis, nonnulla privilegia Cardinalibus concessa fuere,** quorum præcipua recensentur apud *Ferraris, v. Cardinales, art. 4.*

a) Illud præsertim notandum est : quod Cardinales, etiam non Episcopi, *in conciliis generalibus* habeant jus præsentiæ et suffragii decisivi, etiam ante Episcopos, Archiepiscopos, Primates et Patriarchas, ut factum est in ultimo concilio Vaticano absque ullius reclamatione.

b) *Cardinali asserenti* aliquid actum in præsentia Papæ, vel dicenti sibi vivæ vocis oraculo a Papa mandatum fuisse, credi debet; item asserenti se esse Legatum creditur circa ordinariam potestatem, etiamsi litteras suæ legationis non exhibeat.

c) Presbyteris Cardinalibus, in suis titulis, licet episcopali charactere careant, *insignia pontificalia* tribuuntur; et, sive Cardinalibus presbyteris, sive diaconis Cardinalibus, concessum est ut *more Episcoporum populum solemniter benedicant.*

d) Jura pontificalia *in ecclesiis tituli cardinalitii* adeo ad Cardinalem titularem pertinent, ut nemo alius hæc jura exercere possit in iisdem ecclesiis, absque Cardinalis titularis licentia.

Illud *confirmatur* ex decisione quinque Cardinalium quibus *de mandato Leonis XIII, 25 jan. 1879,* propositum est dubium : « Utrum, in ecclesiis tituli cardinalitii, jus consecrandi altaria spectet Eminentissimis Cardinalibus earumdem titularibus, vel potius Eminentissimo Cardinali Urbis Vicario »; cunctis enim suffragiis responsum est : « *Affirmative ad primam partem, Negative ad secundam* », et S. Pontifex, audita relatione, resolutionem confirmavit, et super ea solemne decretum confici et publicari mandavit.

e) *Minores ordines,* licet sint mere presbyteri, conferre possunt suis subditis et familiaribus, in propriis titulis.

f) Gaudent privilegio Episcopis concesso *(cap. 4, De sent. exc., in 6°),* ut generali statuto vel sententia *interdicti* aut *suspensionis* non includantur, nisi eorum *specialis* et expressa mentio fiat. — *Cf. n. 1574.*

g) Cardinales Episcopi *suburbicarii,* in suis ecclesiis cathedralibus et propriis diœcesibus, quas in titulum obtinent, *plena jurisdictione episcopali* gaudent.

1° *Olim Cardinales omnes* habebant in suis titulis jurisdictionem *quasi-episcopalem,* ita ut unaquæque ecclesia cum suo populo, territorium quasi separatum constitueret. — *Cap. 11, De majorit. et obed.; — Constit. Sixti V, Religiosa, idib. apr. 1587.*

2° Verum ex constitutione Innocentii XII, *Romanus Pontifex,* 17 sept. 1692, antiqua jurisdictio Cardinalium in clerum et populum, in propriis titulis disparuit, et *in Cardinalem Urbis Vicarium translata est,* ita ut ipsis reservata sit tantummodo potestas in iis quæ *servitium chori* concernunt, et quidem circa disciplinam et morum correctionem.

h) Privilegium habent *altaris portatilis;* etc. — *Cf. Tract. de Episcopo, n. 659.*

444. **II. Ad commendandam Cardinalium amplissimam dignitatem, accessere quoque tituli et signa externa.**

a) Urbanus VIII, decreto consistor., 10 jun. 1630, edixit ut Cardinales *Eminentissimi* vocarentur.

b) Innocentius IV, anno 1244, Legatis suis Cardinalibus *galerum rubrum* et *purpureas vestes* concessit, quod privilegium omnibus Cardinalibus, tum a Benedicto VIII, tum a concilio Lugdunensi I, commune factum est.

Paulus II, an. 1464, galero addidit *pileum* seu *birretum coccineum,* quo in sacris functionibus caput tegerent; eisque insuper rubrum pannum quo equitantes sternerent equos, deferendi potestatem fecit.

Cumque hæc sæcularibus Cardinalibus tantum concessa fuissent, Greg. XIV, anno 1591, *Cardinalibus etiam Regularibus,* proprii ordinis vestem gestantibus, rubrum pileum permisit. — *Vecchiotti, lib. 2, § 39.*

Et « *merito,* ait S. Antoninus, *purpura* his quasi regibus data est, cujus color in galero eximiæ caritatis est symbolum cujus igne ita ardere debent, ut semper pro defensione et bono Ecclesiæ sanguinem fundere sint parati. »

c) Innocentius X, anno 1645, decrevit ut in Cardinalium sigillis imprimantur *familiaria insignia,* scutumque rubro galero circumornetur cum suis lemniscis.

Idem Pontifex confirmavit decretum quo unusquisque Cardinalium, quacumque sive generis sive dignitatis prærogativa præfulgeat, *solo Cardinalis nomine* jubetur esse contentus, nec aliis nuncupari titulis permittitur quam *Eminentissimi* ac *Reverendissimi.*

CAPUT IV.

DE CONGREGATIONIBUS ET TRIBUNALIBUS ROMANIS.

Videlicet : de munere et potestate Cardinalium in Sacris Congregationibus ; — specialim vero de singularum institutione et officio.

ARTICULUS I.

DE MUNERE ET POTESTATE CARDINALIUM IN SACRIS CONGREGATIONIBUS.

445. **I. Per institutionem Sacrarum Congregationum,** factum est ut *forma concreta et juridica determinaretur*, qua Cardinales operam suam ordinate et ex officio exhiberent, in subsidium Romani Pontificis, in regimine Ecclesiæ universalis ; atque *faciliori* simul et *magis celeri* negotiorum ecclesiasticorum expeditioni consultum est.

Hinc *Sixtus V*, qui fuit præcipuus Sacrarum Congregationum institutor : « Romanus Pontifex, *ait*, quem Christus Dominus.... Ecclesiæ caput constituit, omniumque ecclesiarum curam gerere voluit, multos tam immensi oneris adjutores advocat atque adsciscit, et præsertim S. R. E. Cardinales...., qui primi laborum et consiliorum socii sunt et participes, *ut, partita inter eos.... ingenti curarum negotiorumque mole*, Ipse tantæ potestatis clavum tenens, divina gratia adjutrice, non succumbat. » — *Constit. Immensa æterni Dei, 11 kal. feb., an. 1588.*

a) Singulis igitur Congregationibus *peculiare genus negotiorum* adsignatum est, ut patet ex bulla institutionis et ex ipso titulo cujusque Congregationis.

Sed, exceptis negotiis primariis et charactericis unius vel alterius Congregationis, processu temporis factum est ut *minora præsertim negotia* ab una vel ab alia Congregatione indiscriminatim tractarentur.

Hinc, non raro locus datur *præventioni* : illa scilicet Con-

gregatio negotium pertractat et ad exitum ducit, cui prius preces admotæ sunt. — *Santi, Prælect. juris can., in tit. De off. jud. ord., n. 55.*

b) Imo, Innocentius XII, *constit. Ut occurratur, 4 jun. 1692*, decrevit memorialia rejecta ab una Congregatione non esse ab alia excipienda; quod si ab hac secunda Congregatione ad quam confugitur gratia impetretur, Innocentius eamdem gratiam *nullam* fore edixit.

Quare, in more positum est ut, statim ac aliqua Congregatio dignoscit preces fuisse jam in eodem negotio alteri Congregationi oblatas, rescriptum proferat : « *Recurrendum ad priorem Congregationem* jam præventam ». — *Santi, loc. cit., n. 56.*

c) Sacræ Congregationes : aliæ erectæ sunt pro causis *fidei*, aliæ pro rebus *disciplinæ*, aliæ demun pro rebus *liturgicis*, et quæ pertinent ad venerationem Sanctorum et *Indulgentiarum* congruam dispensationem. — Insuper, instituta sunt varia *Tribunalia*, seu *Officia*, pro concessione gratiarum, et expeditione rescriptorum papalium.

De præcipuis tantum agemus, quæ referuntur ad regimen Ecclesiæ universalis.

446. **II. Sacræ Congregationes procedunt auctoritate et nomine Summi Pontificis.**

a) Unde unaquæque, in propria negotiorum provincia, *tribunal supremum constituit*, cui omnes Christi fideles parere debent, cujuscumque sint dignitatis.

b) Hinc etiam, quascumque *appellationes* recipere possunt; ab earum vero judicio ad aliud tribunal appellari nequit.

c) Conceditur tamen beneficium novæ audientiæ, nisi fuerit in decisione apposita clausula « *Et amplius* », quæ significat : *Et amplius causa non proponatur.*

Hæc autem clausula non impedit quominus, præsertim ex novis emergentibus rationibus, ipse Romanus Pontifex, per remedium ad instar *restitutionis in integrum*, causam iterum examinari jubeat ; quod tamen non facile contingere solet.

447. **III. In Sacris Congregationibus non solent expediri negotia, inaudito Ordinario proprio oratoris,** vel Superiore generali aut saltem provinciali illius Ordinis regularis, cujus vel personam religiosam vel jura, negotium expediendum respicit.

a) Quare, *stylus Curiæ Romanæ est :* ut super recursu vel precibus acceptis, informatio et votum Ordinarii vel Superioris regularis respective exquirantur.

Et quidem, si negotium tertias personas attingat, in mandato informationis adjungitur clausula : « *Auditis interesse habentibus* ».

b) Capta autem decisione, *rescriptum remittitur Ordinario,* vel respective *Superiori regulari,* ut illud exsecutioni mandent.

Porro, forma horum rescriptorum talis esse solet ut exsecutori *nudum ministerium* committatur, adeoque exsecutor, cognita veritate precum, juxta clausulam « *Si preces veritate nitantur* », vel aliam similem quæ solet adjici, exsecutionis decretum edere teneatur, observatis conditionibus in rescripto designatis. Unde, exsecutor delegatus in casu non potest exsecutionis officium *alteri committere,* nisi in ipso rescripto facultas subdelegandi concessa fuerit. — *Santi, loc. cit., num. 57. — Cf. n. 237.*

448. **IV. Modus recurrendi ad SS. Congregationes.**

a) Non solent Congregationes Romanæ, si excipias tribunal *S. Pœnitentiariæ,* admittere recursus qui fiunt per missionem epistolarum; neque, ex regula ordinaria, admittunt petitiones per telegraphum *(cf. declarat. Secretar. Status, 10 dec. 1891).* — Sed supplex libellus in unaquaque earum Secretaria præsentari debet *de manu ad manum,* per Agentem, vel alium quemdam, qui deinde rescriptum vel responsionem requisiturus sit.

b) Supplicatio ad Papam dirigi debet sub his verbis : « *Beatissime Pater* ». — Mox, sed in linea infra posita, inscribuntur nomen, qualitates, diœcesis et patria supplicantis ; — deinde, nulla determinata forma necessario adhi-

benda, sed stylo nitido et convenienti, simpliciter exponitur petitionis objectum.

Cura autem hujusmodi supplicationes conficiendi committi potest solitis *Agentibus,* qui stylum et formas in eis observandas dignoscunt. — *Cf. n. 95 et 414.*

449. **V. Modus respondendi Sacrarum Congregationum.**

a) Proprium est Congregationum Romanarum, ut sententiam pure et simpliciter dicant, respondendo ad dubia proposita : *Affirmative,* vel *Negative.*

b) Aliquando additur « *Ad mentem* » : quæ verba significant explicandam esse in casu, vel forsan ex æquitate moderandam sententiam quæ ex stricto jure debebat sic dari ; idque *secundum mentem S. Congregationis*, quæ, si debeat remanere secreta, innotescet soli Secretario et aliis quorum interest; secus hoc modo manifestatur : « *Mens est, etc....* »

c) *Nunquam vero rationes decisionis exprimunt;* repræsentant enim Supremum Legislatorem, Romanum Pontificem, qui, dum legem jubet, non tenetur suæ voluntatis rationem manifestare.

Qua in re animadvertunt Auctores : certum non esse Cardinales *in sententia ferenda moveri ab illis argumentis* quæ, sive in *foliis* a Secretario exhibitis, sive in allegationibus *Advocatorum* adducuntur, adeo ut argumenta illa rationem decidendi constituant. Nam Cardinales, accuratum studium et examen decisioni quæstionis præmittentes, utique possunt ab aliis rationibus, præterquam ab argumentis a Secretario vel ab Advocatis propositis, ad sententiam proferendam induci. — *Santi, loc. cit., n. 63.*

d) Nonnulla verba occurrunt in responsionibus SS. CC. rite intelligenda ; v. gr. : « *Dilata* », id est, differtur responsio ; — « *Reponatur* », id est, nulla data responsione, petitio reponitur in archivio S. Congregationis ; — « *Facto verbo cum Sanctissimo* », nempe quando res ad S. Pontificem delata est ; — « *In decretis, In decisis* », il est, standum est priori sententiæ ; — « *Providebitur in casibus particu-*

laribus », il est, negatur responsio generalis, proponantur ideo casus determinati.

Verba « *Et amplius* » indicant rem satis superque discussam non posse amplius proponi. — Et, cum preces non admittuntur, vel petitio minus congrua est, supplex libellus dimitti solet clausula « *Lectum* », quæ indicat postulatum lectum quidem seu relatum fuisse, sed nulla esse responsione dignum. — *Cf. n. 497.*

ARTICULUS II.

DE CONGREGATIONE SANCTI OFFICII.

450. **I. Institutio hujus Sacræ Congregationis.**

a) *Tribunal inquisitionis* primum erectum est ab Innocentio III, occasione hæresis Albigensium, ex consilio S. Dominici.

Gregorius IX *officium inquisitionis* Fratribus Ordinis Prædicatorum commisit; hoc autem officium deinde etiam Fratribus Minoribus Conventualibus S. Francisci ab Innocentio IV commissum fuit.

Quare factum est ut, ex mandato Sedis Apostolicæ, in pluribus diœcesibus, sensim sine sensu, *peculiaria inquisitionis tribunalia* constituerentur.

Per hoc vero S. Sedis mandatum, *haud imminutum* fuit jus inquirendi in hæreticos quod *Episcopis* competit; imo, positive confirmatum illud fuisse deprehendimus *ex cap. Per hoc, De hæretic., in 6°*, et *ex clement. 1, eod. tit.* — Unde, Episcopi habiti sunt, et hodie, etiam post institutam Congregationem S. Officii, reputantur *Inquisitores nati* contra hæreticam pravitatem in propriis diœcesibus. — *Card. de Luca, De relat. Rom. Cur., disc. 14.*

b) Sæculo XVI, exorta hæresi Lutherana, Paulus III, Sacram *Universalis Inquisitionis* Congregationem instituit, constitutione sua *Licet*, an. 1542.

Hanc confirmavit et perfecit Sixtus V, *constit. Immensa, 11 kal. feb. 1588*, eamque voluit inter alias Congregationes principem locum tenere.

Congregatio hujusmodi appellari solet *Sanctum Officium*, quia inquirere hæreticos, eorum conversionem curare, vel contumaciam criminosam pœnis plectere, nec non regiones ab hæresi purgare, merito reputatum et dictum fuit sanctum officium. — *Santi, De off. jud. ord., num. 64.*

451. **II. Ejus competentia.** — *Congregatio S. Officii potestatem habet* « inquirendi, citandi, procedendi, sententiandi et definiendi in omnibus causis, tam hæresim manifestam quam schismata, apostasiam a fide, magiam, sortilegia, sacramentorum abusus, et quæcumque alia quæ etiam præsumptam hæresim sapere videntur concernentibus, non solum in Urbe et Statu temporali S. Sedi subdito, sed etiam in universo terrarum orbe, super omnes Patriarchas, Archiepiscopos et alios inferiores ac Inquisitores, quocumque privilegio illi suffulti sint ». — *Constit. Sixti V, Immensa.*

a) Unde, S. C. Inquisitionis inquirit et condemnat fideles *hæresis* vel *alterius ex descriptis criminibus reos*, nec non eorum scripta errore infecta proscribit.

b) Hinc pariter, materia *sollicitationis* in sacramentali confessione, nec non matrimoniorum inter catholicas et hæreticas vel schismaticas personas, quæ *mixta* dicuntur, sive quoad dispensationem, sive quoad quæstiones circa eadem enodandas, ad S. Officium exclusive pertinet.

c) Præterea, huic Congregationi solet Summus Pontifex examen committere alicujus gravis negotii fidem non attingentis, quoties *qualitas negotii, vel personarum ad quas refertur*, non admittit ut in aliis tribunalibus negotium pertractetur.

d) Tandem, Sacra Congregatio Supremæ et Universalis Inquisitionis *qualificat propositiones generales* ejus examini subjectas, ex. gr., tanquam offensivas piarum aurium, erroneas, vel suspectas de hæresi aut hæresi proximas, aut hæreticas ; nec non absolute respondet *quæstionibus doctrinalibus* materiam fidei et morum respicientibus. — *Santi, loc. cit., num. 70.*

452. **III. Constat hæc Sacra Congregatio :**

a) « *Ex pluribus S. R. E. Cardinalibus*, quorum alii sacræ theologiæ, alii canonici juris doctrina, alii ecclesiasticarum rerum peritia, munerumque Romanæ Curiæ exercitatione, prudentiæ demum ac probitatis laude conspicui habentur. — *Bened. XIV, constit. Sollicita, an. 1753, § 3.*

b) *Præfecturam* hujus Congregationis Summus Pontifex sibi reservat. Cardinalis antiquior in Congregatione officium Secretarii implere solet.

c) Cardinalibus adjunguntur plures *Consultores*, qui ex sæculari et regulari clero eliguntur, peritissimi in scientiis sacris, et in negotiorum ecclesiasticorum tractatione versati, inter quos fixum locum occupant duo Patres Dominicani, videlicet *Magister generalis totius Ordinis*, et *Magister Sacri Palatii*, item unus ex Ordine Minorum Conventualium, cui competit singulariter nuncupatio *Consultoris Sancti Officii. — Cardin. de Luca, loc. cit.*

d) Eidem Congregationi adlaborant plures *Officiales*.

1° Primus inter omnes est *Assessor*, qui inter Prælatos sæculares eligi solet. — Præest conventui Consultorum, relationes exhibet Cardinalibus et ipsi Romano Pontifici, curam etiam et regimen habet in Secretaria S. Congregationis, et quotidianam negotiorum expeditionem moderatur.

2° Secundus Officialis est *Commissarius*, qui ex ordine Prædicatorum assumitur, sacræ theologiæ magister, quique socium habet ex eodem Ordine, et præsertim processuum conficiendorum munere fungitur.

3° Tertius est *Fiscalis*, qui sedet inter Consultores in eorum conventu, quique legis observantiam propugnat, et instructiones conficit quibus curiæ episcopales in actis processuum exarandis dirigantur.

4° Adest etiam *Advocatus reorum* et *Notarius* cum aliis sibi adjunctis. — *Santi, loc. cit., n. 69.*

453. **IV. Modus procedendi.** — *Triplicis speciei conventus* habentur in ea Congregatione, videlicet Consultorum absque Cardinalibus, Cardinalium absque Summo Pontifice, et Cardinalium coram Summo Pontifice.

a) *Congressus seu congregatio Consultorum* habetur regulariter singulis hebdomadis, feria secunda, in Palatio Sancti Officii quod a Sancto Pio V prope Vaticanas ædes exstructum est.

In ea conveniunt Consultores, cum Assessore et aliis Officialibus. — Ibi leguntur processus, ac etiam Episcoporum et localium Inquisitorum litteræ vel relationes, aliaque examinantur negotia pro majori instructione Assessoris qui ea relaturus est in proxima congregatione Cardinalium.

b) *Congregatio Cardinalium absque Summo Pontifice,* feria quarta haberi solet, et quidem olim in conventu Dominicanorum *supra Minervam* nuncupato, nunc autem in *Palatio Vaticano.*

Congregatis Cardinalibus, accedit solus *Assessor ;* et, stando, negotia occurrentia refert, ac processus missasque litteras et relationes prælegit. — Quibus auditis et a Cardinalibus ponderatis, admittuntur *Consultores*, qui interea in aula vicina exspectabant, eorumque sententia expetitur.

Tunc, re mature discussa, *Cardinales* definitive pronuntiant. — *Card. de Luca, loc. cit.*

Hoc sæpe modo concluditur negotium : et eorum quæ decreta sunt fit eodem die per Assessorem *relatio ad Summum Pontificem,* proditque decretum.

c) Tandem, pro negotiorum gravitate, tertius aliquando habetur *conventus, feria quinta, præsidente Romano Pontifice.*

Ipsi compendiose referuntur quæ in præparatoriis congregationibus discussa sunt, quandoque introducuntur Consultores ad novam causæ explanationem, et *ipse Summus Pontifex*, ponderatis Cardinalium suffragiis, suum judicium profert.

454. **V. Responsa doctrinalia hujus Sacræ Congregationis,**

a) *Magnam quidem habent auctoritatem,* et proinde sine magna temeritate nequit eis contradici ; procedunt enim a personis omnino competentibus, sive spectemus

earum doctrinam, sive magnam in iis agendis quæstionibus dexteritatem et experientiam.

Addi quoque debet quod tales quæstiones aguntur cum omni maturitate consilii, et responsiones eduntur post liberam et longam plurium personarum discussionem. — *De Angelis, in tit. De officio jud. ordin., n. 10.*

b) *An vero sint infallibilia,* ita ut qui secus sentiat, et falsum proferre, et hæretice sapere convinci debeat: id pendet a parte quam S. Pontifex in his judiciis habuit.

1º *Infallibilitas* est donum a Christo concessum Romano Pontifici, B. Petri successori, quod hic *aliis communicare non valet.* Partem quidem suæ auctoritatis alteri delegare potest; sed, aut primatum cedere, aut magisterium infallibile participare cuiquam nequit.

Ex quo sequitur quod, ut talia responsa S. Congregationis haberentur irreformabilia, necesse esset demonstrare ea esse *actus papales.* — Atqui, id difficile omnino est, imo pluries impossibile; nam Pontifex, cui hæc acta et resolutiones referuntur, nihil aliud facit nisi permittere ut evulgentur, aut simpliciter ea probare. Porro, simplex permissio ut ea acta vulgentur, vel etiam simplex approbatio, ea relinquit inter acta Congregationis *nec ea efficit actus papales;* proindeque infallibilitas eis non competit.

2º Ista plerumque fiunt. — Sed *aliquando Pontifex* occasionem sumit, pro gravitate quæstionis, negotium ad se advocandi et *Bullam* vel *Breve* conficiendi, ut majoris auctoritatis pondus accipiat statuta definitio vel responsio; et tunc non est mirum si hæc responsa, data per organum S. Congregationis Inquisitionis, *evadant responsa papalia,* edita a Romano Pontifice *nomine suo,* et sint decisiones vere irreformabiles.

Confitendum tamen est id raro fieri, et tantum pro gravitate quæstionis. — *De Angelis, loc. cit.*

455. **VI. De exprobrata tribunalibus Inquisitionis injustitia et crudelitate.**

a) Nulla merito objici potest injustitia aut crudelitas, eo quod adhibita olim fuerit *tortura.*

1º Solent Scriptores acatholici, dum Inquisitionis institutionem describunt, incautis lectoribus persuasionem ingerere: *proprium quid fuisse* ejusmodi tribunalibus torturæ usum. — Id porro *mendacium* est.

Omnibus siquidem, tum sæcularibus, tum ecclesiasticis judicibus *communis procedendi lex erat*, ut, criminales causas expediendo, certis in casibus a jure determinatis, torturam adhiberent. Id tunc in omnium populorum moribus et legibus positum; nec aliter recte administrari posse justitiam existimabatur. Cui universali persuasioni sese accommodare, Ecclesiæ etiam prudens et licitum visum est.

Unde, si torturæ usus injustus fuerit, non deberet injustitia hæc *Inquisitionis dumtaxat tribunalibus* exprobrari, nec probi Scriptoris est proprium alicui institutioni fingere defectum qui communis exstitit. — *Bouix, De judiciis, tom. 2, pag. 389 et seq.*

2º Item fingunt dicti Scriptores potuisse Inquisitores *pro libitu*, et nulla præstatuta norma, torturam adhibere; quod pariter falsum est.

Generalis siquidem regula quoad utrumque forum erat, ut adhiberi tortura non posset ad obtinendam rei confessionem, *nisi jam obtenta contra ipsum semi-plena probatione*, per testem, v. gr., omni exceptione majorem.

3º Jamdudum *sublatum esse ex generali consuetudine* torturæ usum, non minus quoad omnia ecclesiastica tribunalia quam quoad sæcularia, omnino certum est.

Imo, vitiosum in se fuisse et *merito rejectum hunc administrandæ justitiæ modum*, inficias non imus. At vero, posita generali, prout erat, populorum persuasione de necessitate adhibendæ in causis criminalibus torturæ, vituperari nequit Ecclesia quod sese huic persuasioni accommodaverit. — *Bouix, loc. cit.*

b) Nec injustitiæ insimulari debet Inquisitio, ob *mortis*, atque etiam *ignis pœnam* hæreticis inflictam.

1º Pœna mortis in hæreticos, non ab Ecclesia primum et cum Inquisitionis delegatæ institutione, sed longe antea et *a sæculari potestate* inducta fuit. — *Cf. Bouix, ibid.*

2º Imperatoris *Frederici* sanctiones contra hæreticos,

Sedis Apostolicæ auctoritate firmatæ fuerunt, et in generalem praxim transierunt. — Constat ex variis bullis Innocentii IV, Clementis IV, Nicolai IV. — *Cf. Bouix, loc. cit.*

3° *Justam esse pœnam ignis in hæreticos,* communis fuit Doctorum catholicorum sententia, inspectis tum gravitate delicti in se, tum ingentibus malis quæ ipsorum occasione oriri possunt.

4° Fuit etiam sententia apud Doctores catholicos *communiter recepta,* adesse in Ecclesia potestatem ignis pœnam in hæreticos decernendi. — *Cf. n. 1550.*

5° Inquisitionis tribunalia *pœnam mortis in hæreticos non pronuntiabant ;* sed, emissa contra eos sententia declaratoria hæreseos, sæculari potestati plectendos eos relinquebant. — *Cf. Cavagnis, Instit. jur. pub., lib. 1, num. 313 et seq.*

ARTICULUS III.

DE SACRA CONGREGATIONE INDICIS.

Sacra Congregatio *Indicis* sic nuncupatur ab *Indice,* seu *catalogo* librorum prohibitorum, quia ejus munus est indicem hunc per novorum, qui in dies eduntur, pravorum librorum prohibitiones, continuare semper et perficere.

456. **I. Institutio hujus Sacræ Congregationis.**

a) Indicem seu catalogum conscribere damnatorum librorum non cogitarunt Romani Pontifices, nisi sæculo XVI; et *primus* fuit Paulus IV, qui, *an. 1557 et 1558,* opus commisit Congregationi S. Universalis Inquisitionis.

b) Illud deinde a Pio IV delatum fuit *concilio Tridentino* adhuc convocato ; quod et *Indicem* et *decem Regulas* perfecit.

Cum autem Sancta Synodus præcepisset, ut quidquid de hac re præstitum erat, Sanctissimo Romano Pontifici exhiberetur, ut ejus judicio atque auctoritate terminaretur et evulgaretur *(sess. 25, decret. de Indice librorum),* Pius IV, constit. *Dominici gregis,* 24 mart. 1564, Indicem et Regulas propositas prævia approbatione vulgavit.

c) Verum Pius V specialem *Congregationem Indicis* erexit, in subsidium S. Congregationis Sancti Officii, ad examinandum et prohibendum libros quorum lectione, vel sana fides, vel christiani mores labefactari possunt.

Hanc « subsequentes Pontifices Gregorius XIII, Sixtus V et Clemens VIII *confirmarunt;* variisque privilegiis et facultatibus auxerunt ». — *Bened. XIV, constitut. Sollicita, 9 jul. 1753.*

457. **II. Regulis Indicis,** jussu concilii Tridentini editis, accesserunt *variæ observationes et instructiones,* auctoritate Clementis VIII, Alexandri VII et Benedicti XIV adjectæ. — *Cf. lib. Indicis.*

a) Prohibentur *libri hæresiarcharum,* cujuscumque argumenti exsistant; et *aliorum hæreticorum* libri qui de religione *ex professo* tractant; qui vero de religione non tractant, permittuntur, quando a Theologis catholicis, jussu Episcoporum et Inquisitorum, examinati et probati sunt. — *Ex regula secunda.*

b) *Versiones* scriptorum ecclesiasticorum *editæ a damnatis Auctoribus* permittuntur, modo nihil contra sanam doctrinam contineant. — *Reg. 3.*

1° Librorum *Veteris Testamenti versiones,* viris tantum doctis et piis, judicio Episcopi, concedi possunt; modo hujusmodi versionibus tanquam elucidationibus Vulgatæ editionis, ad intelligendam Sacram Scripturam, non autem *tanquam sacro textu utantur;* modo insuper, si quæ adnotationes versionibus adnexæ sint, expurgentur prius a Facultate theologica alicujus Universitatis catholicæ, aut Inquisitione generali, loca suspecta.

2° *Versiones* vero *Novi Testamenti* ab hæreticis factæ, vel Auctoribus de hæresi suspectis, nemini conceduntur, quia utilitatis parum, periculi vero plurimum, lectoribus ex earum lectione manare solet. — *Reg. 3.*

c) *Sacræ Scripturæ versiones in lingua vulgari* non sunt permittendæ, nisi fuerint ab Apostolica Sede approbatæ, aut editæ cum adnotationibus desumptis ex sanctis Ecclesiæ Patribus vel ex doctis catholicisque viris. —

Reg. 4, cum decreto S. Congreg. Ind., 13 junii 1757 ; et monito ejusdem S. Congr., 7 jan. 1836.

d) Libri qui *res lascivas seu obscenas ex professo* tractant, narrant aut docent, omnino prohibentur.

Antiqui vero ab ethnicis conscripti, propter sermonis elegantiam et proprietatem, permittuntur ; nulla tamen ratione pueris prælegendi erunt. — *Reg. 7.*

e) Libri in quibus continentur *sortilegia*, veneficia, auguria, auspicia, incantationes magicæ, prorsus rejiciuntur.

Permittuntur autem judicia, et naturales observationes, quæ navigationis, agriculturæ, sive medicæ artis juvandæ gratia, conscripta sunt. — *Reg. 9.*

f) Libri certa lingua initio editi et prohibiti, eodem modo prohibiti censendi sunt, in quamcumque linguam postea vertantur. — *Instructio Clem. VIII, De prohibitione librorum, § 6 ; — et monitum S. C. Ind., 4 mart. 1828.*

g) Innovatur, per Regulam 10, decretum concilii Lateranensis V, *sess. 10, de impressione librorum :* Prohibetur nempe ne quis imprimat librum, et publice edat, absque *approbatione Episcopi aut Inquisitoris* ejus civitatis vel diœcesis in qua impressio fiet, in scriptis data et in fronte libri apposita.

1° Equidem, Ecclesia jus habet removendi quæcumque *rectæ* doctrinæ *obstant*, aut propagationi *falsæ* doctrinæ *favent;* unde potest a fidelibus exigere ut *præventivæ* censuræ libros subjiciant, quia facilius malo occurritur præveniendo quam compescendo.

2° Et curare debent Episcopi et Inquisitores, « quorum muneris est facultatem libros imprimendi concedere, ut eis examinandis *spectatæ pietatis et doctrinæ viros* adhibeant, de quorum fide et integritate sibi polliceri queant nihil eos gratiæ daturos, nihil odio, sed, omni humano affectu posthabito, Dei dumtaxat gloriam spectaturos et fidelis populi utilitatem.

» Talium autem virorum approbatio, una cum licentia Episcopi et Inquisitoris, ante initium operis imprimatur. » — *Instructio Clementis VIII, De impress. librorum, § 5.*

h) « Ad extremum vero *omnibus fidelibus præcipitur* ne quis audeat, contra harum regularum præscriptum, aut hujus Indicis prohibitionem, *libros aliquos legere aut habere.*

» Quod si quis libros hæreticorum, vel cujusvis Auctoris scripta ob hæresim vel ob falsi dogmatis suspicionem damnata atque prohibita legerit, sive habuerit, statim in excommunicationis sententiam incurrat.

» Qui vero libros alio nomine interdictos legerit aut habuerit, præter peccati mortalis reatum quo afficitur, judicio Episcoporum severe puniatur. » — *Reg. 10.*

i) « Cum non omnes libri, qui vi constitutionum Apostolicarum aut decretorum Congregationum S. Officii et Indicis prohibiti sunt, singillatim describi in Indice, propter eorum ingentem numerum, possint, necessarium visum est hujusmodi libros *ad certa quædam capita revocare*, ac per materias de quibus agunt, eorum veluti indicem conficere, ut, si quod circa librum aliquem in Indice non descriptum, aut in regulis ejusdem Indicis non comprehensum, exoritur dubium, intelligi possit utrum inter prohibitos sit computandus. » — *Decreta de libris prohibitis, nec in Indice nominatim expressis.*

In his decretis *recensentur* : 1° libri ab Hæreticis scripti vel editi, aut ad eos sive ad Infideles pertinentes, prohibiti ; — 2° libri certorum argumentorum prohibiti ; — 3° imagines et indulgentiæ prohibitæ ; — 4° quædam ad ritus sacros pertinentia, quæ prohibita sunt.

458. **III. S. Congregatio Indicis complectitur :**

a) *Plures Cardinales* ipsi a S. Pontifice adscriptos. — Ex iis unus ejusdem Congregationis *Præfectus* exsistit.

b) *Assistens* perpetuus est *Magister Sacri Palatii.* — *Secretarius* autem, a prima Congregationis institutione usque in præsentem diem, ex ordine Fratrum Prædicatorum a S. Pontifice pro tempore eligi consuevit.

c) Sunt præterea ex utroque clero sæculari et regulari ejusdem Congregationis *Consultores* et *Relatores* selecti, homines nempe maturo judicio, incorrupto affectu, ab omni

partium studio et personarum acceptione alieni, quorum alii sacræ theologiæ, alii utriusque juris periti, alii sacra et profana eruditione præstantes, idonei sunt, pro varietate librorum qui ad Congregationem deferuntur, ad ferendum de unoquoque judicium. — *Bened. XIV, constit. Sollicita, 9 jul. 1753, § 6 et 13.*

459. **IV. Methodum in examine et proscriptione librorum** a Sacra Congregatione Indicis servandam definivit Benedictus XIV, *eadem constit. Sollicita.*

a) *Secretarii munus et officium est* recipiendi librorum denuntiationes. Si liber censura et nota dignus videatur, unus aliquis relator scripto refert animadversiones suas, adnotatis paginis quibus singula ab ipso reprehensa continentur.

b) Antequam ejus censura ad Cardinalium Congregationem feratur, habetur *privata Consultorum congregatio.* In *generali* demum congregatione, Cardinales *definitive* pronuntiant; et, facta diligenti omnium actorum relatione, Secretarius assensum Pontificis exquirit.

c) Quoties agitur de libro Auctoris catholici qui sit integræ famæ et clari nominis, præ oculis habetur recepta consuetudo prohibendi librum adjecta clausula: « *Donec corrigatur* », si locum habere possit, nec grave quidpiam obstet quominus in casu de quo agitur adhiberi valeat.

Hac autem conditione proscriptioni adjecta, non statim editur decretum, sed, *suspensa illius publicatione*, res antea cum Auctore, vel quovis altero pro eo agente et rogante communicatur, atque ei quid delendum, mutandum, corrigendumve fuerit indicatur.

Si Auctor ejusve procurator Congregationis jussa fecerit, hoc est, novam instituerit libri editionem cum opportunis castigationibus, *tunc supprimitur proscriptionis decretum*, nisi forte prioris editionis exemplaria *magno numero* distracta fuerint; tunc enim decretum publicandum erit, ut omnes intelligant primæ editionis exemplaria dumtaxat interdicta fore, secundæ vero jam emendatæ permissa.

d) Hæc in favorem Auctorum catholicorum statuta sunt;

sed quandoque, e contra, *in odium illorum Auctorum* qui totis viribus fidem et mores corrumpere nituntur, Ecclesia insimul damnat *omnes illorum libros ;* idque in hunc præcipue finem : ne fideles, unius vel alterius innoxii operis eleganti sermone illecti, ad alia eorumdem Auctorum prava opera perlegenda deveniant.

e) Utravis forma judicium pronuntietur, *Sacra Congregatio non indicat motiva censuræ,* an sint errores contra fidem, opiniones falsæ contra disciplinam, commendationes ritus superstitiosi, quæstiones intempestivæ, dicteria in præjudicium famæ et existimationis aliorum, aliave istiusmodi ; hæc enim singula *sufficiunt* ut liber condemnetur.

Attamen, licet ex solo tenore judicii concludi non possit ob quam causam sit damnatus, hoc plerumque *ex circumstantiis innotescit ;* et aliunde sufficienter per illud fideles admonentur librum esse, sub aliquo respectu, reprehensione dignum.

f) Libri ad Sacram Congregationem delati et ab eadem *dimissi,* seu non prohibiti, non ideo censeri debent immunes ab omni errore contra fidem et mores ; et possunt tum philosophice, tum theologice citra temeritatis notam impugnari. — *Indicis, 28 dec. 1881.*

Et formula « *Dimittatur* » hoc tantum significat : opus quod dimittitur, non prohiberi. — *S. C. Ind., 28 jun. 1880.*

460. **V. Auctoritas regularum et decretorum hujus S. Congregationis.**

a) Prohibitiones librorum a Sacris Congregationibus Universalis Inquisitionis et Indicis, factæ absque confirmatione speciali Summi Pontificis, *non sunt infallibiles,* cum ipsis non accedat auctoritas Supremi Pastoris, cui exclusive propria est infallibilitatis prærogativa.

b) Verum Regulæ Indicis et Decreta S. Congregationis, *vim obligandi habent omnes ubivis locorum exsistentes.* — Nam :

1° Pius IV Regulas Indicis approbavit, et ab omnibus servari voluit. — *Constit. Dominici gregis, an. 1564.*

2° Benedictus XIV decrevit easdem regulas *ab omnibus*

inviolabiliter servandas esse, « non obstantibus usibus, stylis et consuetudinibus, etiam immemorabilibus, cæterisque in contrarium facientibus quibuscumque ». — *Const. Quæ ad catholicæ, an. 1757.*

3° Leo XII mandavit in memoriam revocanda esse universis Episcopis « ea quæ in regulis Indicis atque in observationibus et.... decretis, Summorum Pontificum Clementis VIII, Alexandri VII, et Benedicti XIV auctoritate, Indici librorum prohibitorum.... præposita sunt ». — *Mand. Leonis XII, 26 mart. 1825.*

4° Gregorius XVI declaravit : « standum esse generalibus regulis et decretis quæ Indici librorum prohibitorum præposita habentur ; atque adeo, non ab iis tantum libris cavendum esse qui *nominatim* in eumdem Indicem relati sunt, sed ab aliis etiam de quibus in memoratis *generalibus præscriptionibus* agitur ». — *Litt. encycl., 8 mart. 1844.*

5° Tandem, in editione libri Indicis quæ data est Romæ an. 1877, *jussu Pii IX et cura Secretarii S. Congregationis*, hæc valde notanda inseruntur ad mentem S. Sedis : « Tum regulæ Indicis S. Synodi Tridentinæ jussu editæ, tum reliqua subsequentia additamenta, firma et in suo robore permanent, iis tantum exceptis quæ articulis constitutionis *Apostolicæ Sedis* minime congruunt. » — *Cf. Icard, Prælect., n. 102.*

461. **VI. Attamen, sunt quædam leges Indicis quæ hodie, saltem in quibusdam regionibus, obligare non videntur.**

a) Temperata est disciplina concilii Lateranensis, per regulam 10 Indicis innovata, circa *impressionem* librorum *cujuscumque argumenti.*

Attenta enim *impossibilitate morali* hanc regulam servandi, indulgetur, ex tolerantia Ecclesiæ, ut scripta de rebus mere profanis edantur absque examine episcopali, et necessitas prævіæ approbationis reducatur ad libros in quibus *religionis* aut *morum honestatis* interest. — *Cf. decreta conciliorum prov., ab anno 1849.*

b) Idem dicendum est de *diariis* quæ, ob temporum

necessitates, absoluta eorum scriptura, statim typis mandari debent. — *Cf. Bouix, De curia Rom., pag. 571 et seq.*

c) Consuetudo videtur etiam invaluisse legendi libros ab *hæreticis* conscriptos, sed in quibus non sunt errores manifesti; itemque consuetudo legendi quosdam libros in *Decretis generalibus* de libris prohibitis comprehensos, nec in Indice nominatim expressos.

462. **VII. Limitatæ quoque sunt censuræ latæ sententiæ,** ita ut hodie pœnæ *ipso facto incurrendæ* non subsistant nisi:

a) *Excommunicatio speciali modo reservata S. Pontifici,* cui subduntur « omnes et singuli *scienter* legentes, sine auctoritate Sedis Apostolicæ, libros Apostatarum et Hæreticorum hæresim *propugnantes*, nec non libros cujusvis Auctoris per Apostolicas litteras *nominatim prohibitos;* eosdemque libros imprimentes, detinentes et quomodolibet defendentes ». — *Cf. n. 1643.*

Quoniam vero Sacræ Congregationis decreta optime a *litteris Apostolicis* distinguuntur, hinc hodie sola prohibitio per decretum S. Congregationis Indicis non secum fert censuram excommunicationis.

b) *Excommunicatio nemini reservata,* cui subjacent illi « qui libros *de rebus sacris tractantes* sine Ordinarii approbatione imprimunt, aut imprimi faciunt ». — *Conc. Trid., sess. 4, De editione et usu sacr. lib.; — constitut. Apostolicæ Sedis, tit. 4, n. 5.*

Ex decisione S. Officii, *22 dec. 1880*, hæc censura « restringenda est ad libros *Sacrarum Scripturarum*, nec non ad earum adnotationes et commentarios, minime vero extendenda ad libros quoscumque de rebus sacris in genere, id est ad religionem pertinentibus, tractantes ».

463. **VIII. Licentia legendi libros prohibitos** non potest, auctoritate saltem *ordinaria,* ab Episcopis concedi, sed solummodo *ab Apostolica Sede;* ab ea enim auctoritate dispensatio a lege vel præcepto petenda est, a qua lex ipsa vel præceptum dimanat.

Licentia autem hujusmodi a S. Sede per organum Con-

gregationis S. Officii, vel S. Congregationis Indicis, gratis concedi solet.

ARTICULUS IV.

DE SACRA CONGREGATIONE PROPAGANDÆ FIDEI.

464. **I. Sacra Congregatio de Propaganda Fide auctorem habet Gregorium XV**, qui, constitutione sua *Inscrutabili*, 22 junii 1622, nonnullorum S. R. E. Cardinalium peculiari sollicitudini commisit, ut *omnia et singula negotia ad fidem in universo mundo propagandam pertinentia* cognoscerent, tractarent, et per se ipsos deciderent, pro eorum prudentia, *gravioribus* tamen ad S. Pontificem relatis; ut *missionibus omnibus* ad prædicandum et docendum Evangelium et catholicam doctrinam superintenderent, ministros necessarios constituerent et mutarent.

465. **II. Unde, amplissima est dictæ S. Congregationis potestas** quoad materiarum et causarum speĉies; siquidem Gregorii XV constitutio hanc solam limitationem apponit: quod nequeant *graviora* statui aut expediri, nisi facta relatione ad Summum Pontificem, ac proinde nisi de ipsius assensu.

a) Igitur, causæ omnes ecclesiasticæ ad missionum regiones spectantes, *cujuscumque speciei sint*, hujus Sacræ Congregationis jurisdictioni obnoxiæ sunt.

b) Quod si agatur de negotio quod *materiam fidei* directe respicit, S. Congregatio illud ad S. Officium remittere solet. — Si vero negotium *conscientiæ forum* directe attingat, a S. Pœnitentiaria opportunum remedium vel solutionem quæstionis exposcit. — *Cf. Bouix, De Curia Romana, part. 2, cap. 8; — Santi, De off. jud. ord., n. 99.*

466. **III. Hæc jurisdictio extenditur ad regiones omnes in quibus more missionum, ut aiunt, res catholica geritur.** — *Cf. n. 508 et seq.*

a) Universus quippe orbis, quoad ecclesiastici regimi-

nis formam, bifariam dividitur : nimirum in regiones *hierarchiæ ordinariæ* et in regiones *missionum*.

1° *Priores* illæ sunt quæ canonice erectas episcopales sedes et diœceses habent, nec non *Episcopos ordinaria jurisdictione instructos ;* ita ut unusquisque Episcopus suam administret diœcesim, non tanquam Summi Pontificis vicarius aut delegatus, sed tanquam *Ordinarius*.

2° *Posteriores* illæ sunt quæ, cum careant dictis episcopalibus sedibus et diœcesibus, *per Summi Pontificis delegatos et vicarios* quoad rem catholicam administrantur. — Solent quidem ejusmodi *Vicarii Apostolici* episcopali charactere insigniri, et donari titulo alicujus ex iis antiquis ecclesiis seu episcopalibus sedibus quæ, prævalente infidelitate aut hæresi, jamdudum non exstant nisi nomine ; ex quo Episcopi *Titulares* nuncupantur, et vulgo dicebantur Episcopi *in partibus infidelium*, quam ultimam appellationem abrogavit S. C. de Propag. Fide, *27 feb. 1882. — Cf. num. 698.*

Cum ex sua ad hos titulos promotione nullibi jurisdictionem consequantur, inde ipsorum in vicariatibus suis jurisdictio *ex speciali S. Pontificis delegatione* dimanat. — Cæterum, etsi per delegationis modum, *amplissima* tamen iis jurisdictio concedi solet pro toto regionum tractu qui ipsis in vicariatum adsignatur.

b) Hoc posteriori modo provideri solet omnibus generatim regionibus in quibus infideles aut hæretici numero ac præpotentia catholicos longe superant.

Ejusmodi autem regionum fideles, cum omnibus suis missionariis, Præfectis ac Vicariis Apostolicis, *Sacræ Congregationi Propagandæ, tanquam Superiori suo subjiciuntur,* ut evincunt citata Gregorii XV verba. — Unde liquet quam late pateat dictæ Congregationis *territorialis* jurisdictio.

c) Eidem Congregationi commissa etiam est cura nonnullarum regionum in quibus *hierarchia ecclesiastica restituta est.*

Unde, ex. gr., ecclesiæ Angliæ, Hiberniæ, Statuum fœde-

ratorum Americæ, etc., licet fundatæ ibidem sint *sedes episcopales* fixæ cum suis titulis et propriis Episcopis, adhuc sub jurisdictione Sacræ hujus Congregationis perseverant.

Regula autem est, ut quoties hierarchia ecclesiastica in aliqua regione constituitur, ipsæ *litteræ Apostolicæ* quæ sedes episcopales erigunt, *decernant* simul utrum, nec ne, novæ sedes a jurisdictione S. C. de Propaganda Fide eximantur. — *Santi, loc. cit., num. 97.*

467. **IV. Specialis Congregatio pro negotiis Ecclesiarum rituum Orientalium.** — Ex litteris Apostolicis *Romani Pontifices*, Pii IX, 6 jan. 1862, omnia negotia quæ ad Congregationem de Propaganda Fide pertinent, sunt in *duas* plane distinctas classes divisa, nempe in negotia *ritus latini* et negotia *Orientalis ritus;* fuitque

a) *Nova Congregatio instituta* ad tractandum *omnia Orientalium negotia,* etiam *mixta,* quæ scilicet, sive rei sive personarum ratione, Latinos attingant, nisi eadem Congregatio negotia ipsa ad generalem Propagandæ Fidei Congregationem deferenda esse interdum existimaverit.

b) Hæc Congregatio, *cui præest* Cardinalis Præfectus Congregationis Propagandæ Fidei, constat ex sufficienti numero *Cardinalium ejusdem Congregationis,* et proprios habet *Consultores*, ac distinctum *Secretarium,* et Secretariam cum suis propriis *Officialibus.*

c) Hæc Congregatio retinet titulum *de Propaganda Fide*, cum hac tantum accessione : *pro negotiis ritus Orientalis,* et eodem sigillo quo Congregatio Fidei Propagandæ utitur.

d) In hac Congregatione exsistit *Cardinalis Ponens,* a Summo Pontifice stabili modo electus, qui munere fungitur sedulo dirigendi studia quæ necessaria sunt ad colligendos Ecclesiæ Orientalis canones, et ad examinandos, ubi opus fuerit, omnes orientales libros, cujusque generis sint, sive hujusmodi libri respiciant sacrorum Bibliorum versiones, sive catechesim, sive disciplinam.

e) *Negotia ita sunt inter Cardinales divisa*, ut unusquis-

que stabili modo penes se habeat negotia unius vel plurium Orientalium nationum, prout ei in divisione contigerit, quo omnes Orientales nationes suum semper habeant Cardinalem relatorem, qui Congregationem accuratissime certiorem faciat de iis negotiis in quæ ipse incumbit. — *Cf. citat. Constitutionem Pii IX.*

468. **V. Collegium Urbanum.** — *Urbanus VIII,* constitutione sua *Romanus Pontifex*, Romæ *Collegium erexit,* in quo adolescentes in locis missionum electi, catholicis doctrinis imbuerentur, et idonei fierent ad conversionem infidelium et hæreticorum facilius procurandam. — Collegium hujusmodi, a Pontifice auctore suo, nuncupatum fuit *Collegium Urbanum.*

Habet quoque eadem Sacra Congregatio de Propaganda Fide celebrem *officinam typographicam,* in qua prælo mandantur libri cujuscumque idiomatis pro missionum usu.

ARTICULUS V.

DE SACRA CONGREGATIONE CONCILII.

Inter Congregationes pro *disciplina* erectas, *principem locum* habet Sacra Congregatio Concilii.

Agemus : de institutione, objecto, subjecto, norma procedendi, — et de auctoritate decisionum hujus Sacræ Congregationis.

§ I. DE INSTITUTIONE, OBJECTO, SUBJECTO ET MODO PROCEDENDI SACRÆ CONGREGATIONIS CONCILII.

469. **I. Ejus institutio.** — Pius IV, *constit. Benedictus Deus, 6 kal. feb. 1564,* confirmavit concilii Tridentini acta, simulque prohibuit ullos commentarios, glossas, adnotationes, scholia, ullumve interpretationis genus super ipsius Concilii decretis quocumque modo edere, *Sedi Apostolicæ reservans* difficultates et controversias, si quæ ex eis decretis ortæ fuerint, declarandas et decidendas.

a) Idem Pontifex, constit. *Alias nonnullas, 2 aug. 1564,* Cardinalium Congregationem instituit, cujus officium erat procurandi dumtaxat decretorum Tridentinorum *obser-*

vationem, et, si quid dubii circa eorum *sensum* oriretur, ad Pontificem *referendi*.

b) Sixtus V vero, *in sæpe cit. constit. Immensa*, hanc Congregationem confirmavit, ipsique officium commisit *interpretandi* decreta concilii Tridentini quæ disciplinam respiciunt, *Pontifice tamen consulto*. Et inde factum est ut *Congregatio Cardinalium Concilii Tridentini Interpretum* appellaretur.

470. **II. Ejus competentia exclusiva ac cumulativa.**

a) Præter dictam facultatem *concilium Tridentinum interpretandi*, « si quando in his quæ de morum reformatione, disciplina ac moderatione, et ecclesiasticis judiciis aliisque hujusmodi statuta sunt, dubietas aut difficultas emerserint », habet quoque eadem Congregatio, ex Sixtina constitutione, officium *expendendi et recognoscendi decreta conciliorum provincialium*, ubivis terrarum celebrentur, *audiendi postulata Episcoporum* quo tempore limina Apostolorum visitant, eorumque *relationes recipiendi de statu suarum ecclesiarum*.

Habet et auctoritatem promovendi reformationem cleri et populi, in iis quæ pertinent ad divinum cultum propagandum, devotionem excitandam, et mores christiani populi ad præscriptum ejusdem Concilii componendos. — *Cf. cit. const. Immensa.*

b) Insuper, ob *dependentiam* quam plura negotia habent a concilio Tridentino, ea penes hujusmodi Congregationem geruntur.

Ideo agit de *residentia* Episcoporum et aliorum beneficiatorum ; — concedit facultatem *reducendi onera antiqua missarum* ob reddituum imminutionem ; — in ea tractantur *causæ matrimoniales*, præsertim quoad vinculi valorem et quoad dispensationem a vinculo matrimonii rati et non consummati.

Item videt et definit quæstiones respicientes *irregularitatem* clericorum, et Summo Pontifici proponit dispensationes, quoties rationes pro eis concedendis militant. — Sic pariter

cognoscit quæstiones *excardinationis* clericorum a propria, et *incardinationis* ad aliam diœcesim.

c) Præterea, licet quæstiones respicientes valorem professionis religiosæ ad S. Congregationem Episcoporum et Regularium ordinarie pertineant, tamen S. Cong. Conc. cognoscere potest de causa *restitutionis in integrum* contra lapsum quinquennii a Tridentino statuti ad reclamandum contra professionem religiosam invalide emissam. — *Santi, De officio judicis ordinarii, n. 91.*

471. **III. Membra hujus Sacræ Congregationis :**

a) Sunt *Cardinales* quos Pontifex elegit. — Ex his unus a Summo Pontifice *Præfectus* renuntiatur.

b) Adest Cardinali Præfecto Episcopus vel Archiepiscopus, cui officium *Secretarii* a Pontifice concreditur.

Ejus est negotia pro unaquaque congregatione proponere, et Papæ referre, decretaque S. Congregationis conscribere, quæ sine ejus et Præfecti subscriptione omni validitate destituuntur.

c) Secretarium adjuvant *Subsecretarius* et *Auditor*.

Ab Auditore plerumque concinnantur causarum expositiones quæ ponuntur *in folio* et nomine Secretarii Eminentissimis Patribus distribuuntur.

Has ipse vel ex defensionibus advocatorum haurit, vel super documentis quæ partes exhibuerint conscribit, augetque regulis juris, et ejusdem S. Congregationis, et quandoque etiam S. Rotæ Romanæ decisionibus ad rem facientibus. — *Cf. Acta S. Sedis, vol. 9, append. 2.*

d) Auditor est caput « *Studii* », scholæ scilicet in qua admittuntur presbyteri vel clerici qui, exactis juris utriusque studiis, ibi conveniunt ut in rerum canonicarum praxi exerceantur. — *Cf. Acta S. Sedis, loc. cit.*

Junioribus Galliæ presbyteris qui sacrorum canonum disciplinam, non tantum e limine salutare, sed et vere ingredi et practice simul ac theorice callere cupiunt, plurimum suadet *Bouix* ut procurent se in dicto Sacræ Congregationis studio admitti, atque in eo duobus aut tribus annis sese exerceant. — *De Curia Rom., part. 2, cap. 4, § 3.*

e) S. Pontifex Leo XIII, ut *Præsules Urbani* Sanctæ Sedi in Ecclesiæ universalis regimine operam suam impendere possent, simulque *proprium ingenium in re canonica excolere*, et peritiam, sive in ecclesiasticis negotiis pertractandis, sive in quæstionibus dirimendis, sibi comparare valerent, mandatum edidit, quo Sacris Congregationibus Episcoporum et Regularium, Concilii, et Propagandæ Fidei singillatim adjuncti fuerunt plures Prælati, quibus commissum fuit munus causas examinandi et discutiendi coram Cardinali Præfecto et Secretario respectivæ Congregationis, et suffragium consultativum emittendi, antequam causæ in generali Cardinalium conventu discutiendæ et definiendæ proponantur. — *Santi, De officio jud. ord., n. 145.*

472. **IV. Modus agendi Sacræ Congregationis Concilii.**

a) Si negotium vel dubium quod defertur, *de plano resolvi possit* absque ulla disquisitione vel contentione, Subsecretarius illud Præfecto et Secretario proponit, aut in plena congregatione exponit breviter, et statim responsio datur.

Pro hisce rebus multas habet facultates Secretarius. Quæ Pontifici referri solent, ei referuntur a Secretario, et exhibent in rescripto formulam « *Ex audientia Sanctissimi* », vel « *Facto verbo cum Sanctissimo* ».

b) Si gravius sit negotium, quod *paulo altiorem exquirat indaginem*, ita tamen ut breviori expositione et discussione satis enucleari posse videatur, ad plenam congregationem remittitur *per summaria precum*, nempe per brevem precum relationem quæ a Secretario in plenis comitiis fieri solet, omnibus juris et facti momentis sedulo expositis.

Re mature perpensa, decisionem Eminentissimi Patres pronuntiant per verbum *Affirmative* vel *Negative* ad singula dubia proposita.

Quandoque vero contingit ut causa quæ a Secretario *per summaria precum* expedire posse visa est, incœpta ejus discussione, gravior ab Eminentissimis Patribus existimetur.

Et tunc jubent eam poni *in folio*, et ad alia comitia discutiendam remittunt. — *Acta S. Sedis, ibid.*

c) *Causæ contentiosæ*, nec non *graviora et difficilia dubia*, non expediuntur *per summaria precum*, sed ponuntur *in folio* : id est, typis mandatur eorum expositio, et Eminentissimis Patribus distribuuntur folia quæ præcipua rationum momenta continent, exhibentque Congregationis relationes in similibus casibus nec non theologorum et canonistarum vota.

d) Causæ contentiosæ quæ ponuntur *in folio*, pertractantur : vel *œconomice*, vel *servato juris ordine*.

1° Quando utraque, vel alterutra pars, juris ordinem servari voluerit, legitimo procuratore constituto, declaratio fieri solet per verba « *Nihil transeat* »; et tunc observatur regula præscripta die 27 septembris 1847, quam ex italico sermone in latinum versam tradunt *Acta S. Sedis, loc. cit.*

2° Si vero, ad vitandas litis expensas, partes non postulant ut servato juris ordine procedatur, earum jura diligentius supplenda et explananda *ex officio suscipit Secretarius, sive ejus Auditor*, et ab ipso concinnatur expositio totius causæ, quæ typis impressa Eminentissimis Cardinalibus distribuitur.

Et Eminentissimi, habita deliberatione, ad dubia proposita *Affirmative* vel *Negative* respondent; quæ decisio per Secretarium notificatur partibus. — *Cf. Bouix, loc. cit.*

e) Si, vel elementa deficiant quibus aut *in folio* aut *per summaria precum* res proponi mereatur; vel talis sit quam silentio præterire prudentius videatur ut partes acquiescant, rescribi solet vel « *Lectum* », vel « *Reponatur* », vel « *Non expedire* ».

Quæ formulæ subjectam habent conditionem : « *In præsenti rerum statu* ». — Etenim non raro accidit ut rerum status mutetur, aut preces iterum instaurentur, et precibus documenta atque Ordinarii informatio accedant, omniaque talia sint, ut rei propositionem resolutionemque necessariam evincant. — *Acta S. Sedis, loc. cit.*

473. **V. Sacræ Congregationi Concilii, tanquam appendices, adjectæ sunt duæ sectiones seu particulares Congregationes.**

a) *Una* est pro excipiendis examinandisque *relationibus Episcoporum* super ecclesiarum suarum statu; quam instituit Bened. XIV, *constit. Decet, 23 nov. 1740.*

Cum enim soleant Episcopi in hujusmodi relationibus dubia ac difficultates proponere, pro quibus *opportunum responsum* expostulant; aliunde vero Sacra Congregatio Concilii, cui commissa fuerat dictas relationes expendendi cura, ob multiplicem negotiorum quæ in ea agitantur copiam, serius plerumque responderet, aliam Congregationem in prioris illius subsidium deputavit laudatus Pontifex, ac veluti *ejusdem Congregationis Concilii appendicem* constituit, quæ in hujusmodi relationibus examinandis, reddendisque opportunis responsis unice occuparetur. — *Cf. Benedict. XIV, De syn. diœc., lib. 13, cap. 6, n. 11.*

Hanc voluit *Benedictus XIV* ex competenti numero Præsulum Romanæ Curiæ compositam, eodem Cardinali in ipsius *Præfectum* deputato qui Congregationis Concilii Præfectus est, eodemque *Secretario* qui alteri est a secretis. — *Benedict. XIV, De syn., loc. cit.*

b) Instituit et Pius IX sectionem seu *particularem Congregationem pro recognoscendis conciliorum provincialium statutis,* quæ ex lege Sixtina subjici debent examini Sacræ Congregationis Concilii. — *Cf. n. 683.*

Utriusque Congregationis Cardinalis *Præfectus* idem est, nec non idem *Secretarius.* Habet autem suos peculiares *Consultores*, ex utroque clero sæculari et regulari electos.

474. **VI Thesaurus resolutionum S. C. Concilii.**

a) Resolutiones seu decreta Sacræ Congregationis Concilii quæ annum 1718 præcedunt, nunquam fuerunt typis mandata. Exstant manuscripta in longa serie voluminum, quæ *Libri decretorum* vocantur.

b) Ab anno 1718, cœperunt Sacræ Congregationis Concilii decisiones typis mandari, et huic collectioni, quæ *The-*

saurus resolutionum inscribitur, novum quotannis volumen accedit.

Thesauro resolutionum non inseruntur causæ quæ *per summaria precum* expediuntur, sed dumtaxat illæ quæ ponuntur *in folio*. Cæterum, ipsa summaria precum ab anno 1847 typis mandantur.

Nulla tamen collectio decisionum, *qua talis*, declarata fuit *authentica*.

§ II. De auctoritate decisionum s. c. concilii.

Decreta S. Congregationis Concilii, vel exhibent *declarationem juris*, vel *juris applicationem* alicui particulari facto.

475. **I. Quod attinet ad juris declarationem,** Sacra Congregatio Concilii, ex sua institutione, leges quidem ferre aut mutare non potest; sed ipsi tributa est facultas legitime *interpretandi decreta super reformatione morum* in concilio Tridentino edita. — Unde,

a) Declarationem edere non potest quæ sit *juris extensiva*, nempe aliquid decernere ultra legem Tridentinam. Hujusmodi enim decretum non obligaret absque approbatione speciali Romani Pontificis, facta promulgatione debita.

b) Ejus vero declarationes quæ *comprehensivam* dumtaxat exhibent decretorum concilii Tridentini interpretationem, pro *authenticis* habendæ sunt, et omnes *obligant*, modo fiant per actum publicum, cum S. Congregationis sigillo, atque Cardinalis Præfecti et Secretarii subscriptione, ut voluit Urbanus VIII, *decret. 2 aug. 1631.*

Neque necessaria est nova promulgatio ut vim legis habeant hujusmodi decisiones; nam, juxta communiorem sententiam, interpretatio quæ *jus novum non condit*, sed legem jam conditam et promulgatam explicat, novam solemnem promulgationem non requirit *(cf. n. 79)*. — Quod confirmatur *ex praxi ipsius Congregationis*, quæ solet suas decisiones mere interpretativas et non solemniter promulgatas

urgere, tanquam eodem robore pollentes ac decreta ipsius Summi Pontificis.

Frequentes vero non sunt resolutiones S. Cong. Concilii in forma generali et abstracta; imo, hodie, ordinaria ejus praxis est ut *quæstiones particulares* resolvat, et particularibus casibus jus constitutum applicet. — *Santi, loc. cit., num. 49. — Cf. Bouix, op. cit., part. 3, sect. 1.*

476. **II. Si resolutio S. Congregationis Concilii sit applicatio juris exsistentis ad casum particularem, inspectis omnibus facti circumstantiis,** obligat, procul dubio, *personas contra quas fertur*, et verum jus tribuit personis quibus favet. Haberi enim merito debet ut sententia a « suo judice lata ». — *Cap. 3, De consuet.*

Respectu autem personarum *quæ casum non proposuerunt*, licet in eadem conditione versentur :

a) Resolutiones hujusmodi *vim non habent, neque jus vere faciunt.* — Decisio enim in casu particulari, considerari potest ut sententia judicis, quæ ad personas extraneas haudquaquam extenditur, quia « regulariter aliis non nocet res inter alios judicata » *(cap. 25, De sententia et re judicata). — Ita inter recentiores De Angelis, De offic. jud. ord., num. 12; — Santi, ibid., n. 51; — Icard, n. 107, — et alii.*

b) At, *si circumstantiæ omnino similes verificentur*, judex ordinarius resolutione S. Congregationis uti merito potest ad similem quæstionem decidendam. — Resolutiones enim Sacrarum Congregationum plurimi æstimandæ sunt, ob auctoritatem ex qua dimanant, et ob maturitatem examinis quod eisdem præmitti solet.

c) Quinimo, si in casibus particularibus similibus aliqua Congregatio *constanter uniformem sententiam tulerit*, ex hujusmodi uniformi judicio merito *certa conficitur regula*, quæ jus traditionale constituit, cui contraire judices inferiores nefas est. — Hoc enim proprium est tribunalium supremorum : ut, dum casus particulares resolventes, leges in aliquo determinato sensu constanter interpretantur, forenses traditiones progignant quæ certas pro judiciis regulas defigere solent. — *Santi, loc. cit., num 53.*

d) *Ad prudenter utendum hisce Sacrarum Congregationum resolutionibus*, sedulo attendendum est ad omnes et singulas *facti* circumstantias, quia difficile est, ideoque non semper tutum, sententiam S. Congregationis ad casus similes transferre.

Non enim semper clare constat quænam ratio ad hanc potius quam ad illam sententiam S. Congregationem permoverit; et plures interdum eadem de re decisiones oppositæ, nimirum pro *adjunctorum diversitate*, prodierunt.

ARTICULUS VI.

DE S. CONGREGATIONE EPISCOPORUM ET REGULARIUM.

477. **I. Institutio hujus Sacræ Congregationis.**

a) *Duplex Congregatio*, una pro consultationibus Regularium, altera pro consultationibus Episcoporum, instituta erat a Sixto V, *constitutione Immensa.*

b) Cum vero eisdem Congregationibus commissum esset quoddam universale ac politicum regimen cleri sæcularis et regularis; cumque in hoc duplici regimine *uniformitas* et quædam utriusque cleri *conspiratio* concors et efficax ad bonum Ecclesiæ Christi procurandum necessaria videretur, hinc, anno 1601, *ex duabus una Sacra Congregatio conflata est* negotiis Episcoporum et Regularium præposita. — *Card. Bizarri, in prologo ad suam Collectaneam in usum Secretariæ S. C. Ep. et Reg., 1863, in qua recensentur decreta et selectæ resolutiones hujus S. Congregationis.*

478. **II. Ad ipsam spectant :**

a) Causæ generatim ac negotia quæ *Episcopos* et *rectam diœcesium administrationem* respiciunt. — Hujusmodi sunt, exempli gratia,

1° *Recursus* qui habentur ad Sedem Apostolicam contra Episcopos, sive ab ipsorum subditis, sive a Regularibus; item recursus contra Episcoporum Vicarios generales, aliosve Officiales.

2° *Modus providendi diœcesibus* quibus recte adminis-

trandis impares facti sunt Episcopi, sive ob adversam valetudinem, sive aliis de causis; item, modus providendi quando, sede episcopali vacante, oriuntur in eligendo Vicario Capitulari contentiones et discordiæ.

3º *Remotio Vicarii Capitularis et ipsorum Episcoporum ab officio*, audito prius Romano Pontifice. — Hujus rei exemplum, nostris temporibus, habuimus in remotione Episcopi Tornacensis in Belgio, quæ facta est per decretum S. Cong. Episcoporum et Regularium.

4º *Negotia alienationis bonorum ecclesiasticorum*, in quibus, juxta extravagantem « *Ambitiosæ* », *De rebus Ecclesiæ non alienandis*, beneplacitum Apostolicum requiritur.

b) Causæ etiam generatim ac negotia quæ *religiosas quascumque Familias respiciunt:*

Unde, v. gr., Regularium querelis respondet et controversias dirimit; promovet exsecutionem constitutionum Apostolicarum; decernit erectiones et suppressiones monasteriorum; permittit transitum de una Religione ad aliam; cognoscit causas apostatarum ab Ordine regulari, etc.

Ideo « habet ista Congregatio latas habenas agendi etiam de illis negotiis quæ aliarum Congregationum peculiaria sunt, et propterea ista videtur Congregatio *quodammodo universalis*, exceptis causis quæ directe fidei quæstiones concernunt, sive formalem interpretationem concilii Tridentini ». — *Card. de Luca, op. cit.*

Et idem cardinalis eam « *occupatissimam* » dicit, atque « in negotiorum multitudine omnium majorem ».

479. **III. Constat hæc Sacra Congregatio :**

a) Ex pluribus *Cardinalibus* a S. Pontifice electis, quorum unus Congregationi præficitur.

b) Habet etiam *Secretarium*, inter Prælatos Urbanos assumptum, nec non *Substitutum* et *Auditorem*, qui in privatis conventibus, singulis hebdomadis, cum Cardinali Præfecto adunati, directionem negotiorum disponunt, et *minora* ac ordinaria negotia virtute facultatum Apostolicarum expediunt; negotia vero *majora*, et præsertim quæstiones juris,

ad generalem congregationem Cardinalium remittunt. — *Santi, loc. cit., num. 85.*

c) Ex decreto Greg. XVI, an. 1834, *Consultores* quoque ipsi adsignati sunt, quorum est super dubiis seu quæstionibus de quibus rogantur sententiam suam exponere.

480. **IV. Quod attinet ad modum procedendi :**

a) Ex mente sui institutoris Sixti V, Sacra Congregatio Episcoporum et Regularium, exceptis quæstionibus contentiosis et causis criminalibus, reliqua negotia tractat *forma summaria et extrajudiciali.*

Habita videlicet informatione ab Ordinario loci, vel a Superiore regulari, quoties negotium ad personam religiosam aut monasterium pertinet, si factorum circumstantiæ sufficienter innotescant, resolutio datur, et vel *Episcopo* vel *Superiori regulari* per epistolam aut per *rescriptum* communicatur.

b) Pro singulis causis quæ in congregatione generali tractantur, destinatur unus ex Cardinalibus, qui videat et referat, et ideo dicitur *Ponens*, quia in conventu communi reliquis Cardinalibus quæstionem resolvendam proponit.

c) Quod si agatur *de causis contentiosis* quæ juris ordine servato agitantur, penes ipsum Cardinalem Ponentem peragitur *contestatio litis ;* id est, ab ipsis partibus ligitantibus, vel ab eorum procuratoribus, dubia concordantur circa quæ disputatio et decisio versari debet. — *Cf. decretum editum nonis sept. an. 1834.*

d) In causis criminalibus quæ a curiis episcopalibus ad eamdem Sacram Congregationem in gradu *appellationis* deferuntur, *Judex relator* de toto statu causæ ad Eminentissimos Patres refert, et *Procurator generalis fisci* stat pro curia episcopali, suasque conclusiones explanat.

Eminentissimi judicium proferunt, sententiam curiæ episcopalis aut confirmando, aut infirmando ; et prolata sententia, una cum omnibus actis causæ, ad curiam episcopalem remittitur, ut eam exsequatur. — *Cf. n. 1534, ubi de appellat, ad S. C. Episc. et Reg.*

481. **V. In subsidium Sacræ Congregationis Episcoporum et Regularium :**

a) Innocentius XII, *constit. Debitum pastoralis, 4 aug. 1698*, specialem Congregationem instituit *super disciplina Regularium*, cujus proprium munus est « Romano Pontifici ea jugiter suggerere ac proponere quæ, pro eorumdem Regularium ubicumque existentium fovenda seu reparanda disciplina, necessaria et opportuna fore in Domino judicaverit ».

Ejus facultates, præsertim quoad monasteria et domos Regularium intra fines Italiæ et insularum adjacentium, accurate determinatæ sunt a Pio VI, constitutione *Singulari Providentia*.

b) Pius IX, ut efficacius, pro temporum adjunctis, instaurandæ disciplinæ regulari provideret, per encyclicas litteras *Ubi primum*, 17 junii 1847, novam Congregationem instituit, quam « *De statu Regularium* » nuncupavit.

Dicta Congregatio jam *plura maximi momenti decreta* auctoritate S. Pontificis edidit : de receptione novitiorum ad habitum et professionem : de testimonialibus Ordinariorum litteris requirendis in receptione illorum qui ad habitum religiosum admitti postulant : item, decretum quo statuitur ut novitii ad simplicia tantum vota primum admittantur, ad solemnia autem nonnisi post tres annos ab emissione simplicium computandos, etc. — *Cf. Tract. De Regularibus, passim.*

482. **VI. De auctoritate decisionum S. C. Episcoporum et Regularium** idem dicendum est ac de auctoritate decisionum S. C. Concilii in juris exsistentis *applicatione* ad casus particulares. — *Cf. n. 476.*

ARTICULUS VII.

DE SACRA CONGREGATIONE RITUUM.

483. **I. Instituta est a Sixto V,** « ut *veteres ritus sacri ubivis locorum in omnibus Urbis et Orbis ecclesiis....*, in missis, divinis officiis, sacramentorum administratione,

cæterisque ad divinum cultum pertinentibus, a quibusvis personis diligenter observentur; cæremoniæ si exoleverint restituantur, si depravatæ fuerint reformentur.

» *Libros de sacris ritibus et cæremoniis*, imprimis *Pontificale*, *Rituale*, *Cæremoniale*, prout opus fuerit, reforment (Patres Eminentissimi) et emendent; officia divina de sanctis Patronis examinent et, Romano Pontifice prius consulto, concedant.

» Diligentem quoque curam adhibeant circa *Sanctorum* canonizationem *festorumque dierum* celebritatem, ut omnia rite et recte, et ex Patrum traditione, fiant.

» *Controversias de præcedentia*, in processionibus aut alibi, cæterasque in hujusmodi ritibus et cæremoniis incidentes difficultates cognoscant, summarie terminent et componant. » — *Cit. const. Immensa.*

484. **II. Unde duplex munus huic S. Congregationi commissum est:**

a) Unum videlicet in ordine *ad ritus sacros et ad jura adnexa.* — Igitur quæstiones et dubia circa præfatam materiam, vel *ex officio*, vel *ad petitionem propositam* resolvit; v. gr., determinat limites jurium inter parochos et confraternitates laicorum, nec non videt ac decernit quæstiones super novas erectiones Congregationum piarum et confraternitatum, etc.

b) Alterum circa causas *beatificationum* et *canonizationum* Servorum Dei. — Non tamen ad eam pertinet beatificationem aut canonizationem decernere; decretum illud fertur *a Summo Pontifice in Consistorio*, audita prius Cardinalium omnium et præsentium Romæ Episcoporum sententia.

485. **III. Hæc Congregatio componitur:**

a) Ex *Cardinali Præfecto*, pluribusque *aliis Cardinalibus* quos Romanus Pontifex designat.

b) Habet et Prælatum ad officium *Secretarii* exercendum, nec non et alium Prælatum qui *Promotor fidei* nuncupatur et *Assessoris* opera juvatur.

c) Præterea, plures constituti sunt *Consultores*, inter quos *ex officio* adnumerantur, unde et Officiales dicuntur: Sacrista Papæ, ex ordine Eremitarum Sancti Augustini; et Apostolici Palatii Magister, ex ordine Prædicatorum; nec non tres antiquiores S. Rotæ Auditores, et unus ex Protonotariis participantibus.

486. **IV. Duplicem habet procedendi modum,** prout *ordinario munere* fungitur circa ritus sacros, vel *extraordinario* super beatificatione aut canonizatione Sanctorum.

a) *Ad congregationem ordinariam:* causæ ponuntur *in folio*, et, aliquot diebus ante congregationem, distribuuntur impressa hujusmodi folii exemplaria Eminentissimis Patribus.

Coacta Congregatione in Palatio Apostolico, *Cardinalis Ponens*, seu *Relator* qui designatus est, causam exponit. Soli Cardinales suffragium ferunt; cæteri vero ad interrogata respondent.

Pronuntiata resolutione, *Secretarius* de ea ad Sanctissimum refert, quo annuente, fit decretum in forma authentica, et subscribitur a Cardinali Præfecto et Secretario, ac sigillo munitur. — *Bouix, op. cit., part. 2, cap. 5, § 2.*

b) *In altero munere*, quod spectat ad beatificationem et canonizationem servorum Dei, S. Congregatio maxima cum cautela et prævio rigido examine procedit.

1° *Processum conficit* qui dicitur *Apostolicus*, et testes examinat coram *judicibus delegatis* et *Notario*, qui in actis suis omnia refert. Adsistit præterea *Promotor fidei*, qui *fiscali* munere fungitur, et interrogatoria præparat, nec non advigilat ut processus rite fiat et compleatur.

2° Insuper, adhibetur *opera et consilium virorum peritorum*, qui, sub juramenti fide, referre debent utrum operationes quæ miraculis accensendæ a Postulatore proponuntur, supernaturales revera sint, nec a potentia naturæ, licet difficili et rara, repeti possint.

3° Postulator causæ, qui *actoris* personam gerit, emittere debet *juramentum calumniæ*, juxta regulas a jure canonico traditas. — *Cf. n. 1440.*

4° Tandem, aliis omissis, *Promotor fidei difficultates et argumenta contraria*, si quæ sint sive in jure sive in facto, ex officio proponere debet; quæ difficultates et argumenta nisi plene diluantur, cursus actorum suspenditur.

5° Completo processu, discutitur causa super dubiis propositis : prius a *Consultoribus coram Cardinale Ponente ;* deinde ab iisdem Consultoribus *in congregatione Cardinalium;* tertio tandem quæstio agitatur ab eadem congregatione Cardinalium *coram ipso Summo Pontifice,* qui ultimum judicium postea edendum sibi reservat.

Modus autem procedendi et normæ servandæ in hujusmodi tractandis et definiendis causis, traduntur a *Bened. XIV* in celebri opere « *De beatificatione Servorum Dei et de Beatorum canonizatione* ». — *Santi, loc. cit., num. 103 et seq.*

Et nuper, *die 20 jun. 1891,* prodiit decretum S. C. Rituum, a S. P. Leone XIII approbatum, quo *Advocatorum* et *Procuratorum* officia accurate definiuntur.

487. **V. De auctoritate decretorum et declarationum hujus S. Congregationis quæ objectum ejus ordinarium spectant**, idem dicendum est ac de resolutionibus *S. Congregationis Concilii.*

Nam, sicut hæc *auctoritate Apostolica* interpretatur decreta disciplinaria concilii Tridentini, ita prior leges quaslibet ad sacros ritus pertinentes declarat; imo, prædicta potestas ipsi collata est sine restrictione « *Papa prius consulto* », ut patet ex citata constitutione *Immensa*, et ex responsione S. Congr. Rituum, 23 maii 1846, expresse confirmata a Pio IX.

a) Ideoque tenemus declarationes ejus *generales*, modo sint mere *comprehensivæ*, omnes obligare, etiamsi non promulgentur, et occasione particularium casuum edantur. — *Cf. n. 475.*

b) Verum decreta, indulta et decisiones datæ *in casibus particularibus,* non ideo adoptandæ sunt in similibus casibus, quasi essent pro ubique decisæ. — *Sac. Cong. Rit., 8 apr. 1854.*

488. **VI. Nulla prævalere potest consuetudo contra leges et decreta quæ sacros ritus respiciunt,** nisi :

a) Hæc consuetudo sit *immemorabilis.* — Quod probatur ex constitutione *Apostolici ministerii,* Innocent. XIII, 23 maii 1723, et ex pluribus decisionibus S. C. Rituum.

b) Et non directe repugnet *Rubricis* Missalis, Breviarii, Cæremonialis Episcoporum, aut Ritualis Romani, vel etiam *decretis generalibus* S. C. Rituum. — Quod probatur ex constitutionibus RR. PP. quæ his libris præmittuntur, quæque consuetudines contrarias tanquam *abusus* reprobant ; et ex pluribus decisionibus S. C. Rituum. — *Cf. de Herd, Sacræ Liturgiæ praxis, tom. 1, n. 11.*

489. **VII. Collectio decretorum S. C. Rituum primum a Gardellini edita,** an. 1808, et recentibus decisionibus locupletata, *habenda est ut authentica* ex decreto *Pii VII,* qui voluit ut, « in judiciis et in quacumque dirimenda controversia, illorum tantummodo decretorum auctoritas valeat quæ *in hac editione* a se permissa et approbata, atque Secretarii S. Rituum Congregationis manu subscripta, continentur ».

a) Ergo, S. Rituum Congregationis decisiones, *hoc ipso quod in Gardellianæ collectionis decisionibus reperiuntur,* authenticitatis vim habent, et perinde valent ac si unaquæque Cardinalis Præfecti subscriptione et S. Congregationis sigillo munita produceretur.

b) Attamen, « decreta S. R. C. quæ, etsi non prostent in Gardelliana editione, *constet tamen esse authentica,* eamdem auctoritatem habent quam retinent illa quæ leguntur in dicta editione, dummodo hæc decreta extra Gardellianam posita, non sint opposita decretis posterioribus in eadem collectione contentis. » — *S. C. R., 10 dec. 1870.*

ARTICULUS VIII.

DE SACRA CONGREGATIONE INDULGENTIARUM ET RELIQUIARUM.

490. **I. Ejus institutio et competentia.**

Instituta est dicta Congregatio a Clemente IX, constitutione *In ipsis*, 6 jul. 1669, *cum facultate :*

a) « Omnem difficultatem ac dubietatem *in Sanctorum reliquiis aut indulgentiis* emergentem, quæ ad fidei dogma non pertineat (Romano Pontifice circa graviora difficilioraque consulto) expediendi ; ac, si qui abusus in eis irrepserint, illos, *judicii forma plane postposita*, corrigendi et emendandi ; causas vero judicialem formam requirentes ad proprios judices remittendi.

b) » *Falsas, apocryphas indiscretasque indulgentias* typis imprimi vetandi, impressas recognoscendi et examinandi ; ac, ubi Romano Pontifici retulerit, illius auctoritate rejiciendi.

c) » *Reliquias de novo inventas....* recognoscendi quoque et examinandi.

d) » Ac *in concedendis indulgentiis, Sanctorumque reliquiis donandis*, moderationem adhiberi, omniaque pie, sancte et incorrupte fieri curandi. » — *Cit. const. In ipsis.*

491. **II. Praxis hodierna in concessione indulgentiarum.**

a) Tractu temporis inductum est ut S. Pontifex indulgentias elargiretur, tam per organum *S. Congregationis Indulgentiarum*, quam *per Secretariam Brevium*.

b) Sed indulgentiarum *generales* concessiones quæ a Summo Pontifice obtinentur, nullæ sunt et irritæ, nisi impetrantes exemplar concessionis ad Secretariam hujus Congregationis detulerint. — *Ex decreto S. C. Indulg. et Reliq., 28 jan. 1756, quod, auctoritate Pii XII munitum, innovavit die 14 apr. 1856.*

492. **III. Collectiones decretorum.**

a) Indulgentiarum libros omnes, diaria, summaria, libellos, folia, etc., in quibus earum concessiones continentur, *vetitum est edere* absque licentia S. C. Indulg. — *Decret. de libr. prohib., § 3, n. 12.*

Quomodo sit intelligendus hic articulus Decretorum dicemus, ubi de potestate Episcopi quoad indulgentias, *num. 653.*

b) Exstat authentica collectio decretorum S. C. Indulg. et Reliq., cui titulus : « *Decreta authentica S. Congregationis Indulgentiis sacrisque Reliquiis præpositæ, edita jussu et auctoritate SS. D. N. Leonis XIII* ». — Summus enim Pontifex hanc *Ratisbonensem* editionem auctoritate sua Apostolica approbavit, *die 19 aug. 1882.*

ARTICULUS IX.

De sacra pœnitentiaria.

493. **I. Ejus institutio et competentia nativo jure.**

a) « Præter alia plura pro variis causarum generibus constituta Romanæ Curiæ tribunalia, *ait Bened. XIV*, voluerunt imprimis Romani Pontifices, jam inde a vetustissimis usque temporibus, exstare in ea, et nunquam defecturum perpetuo conservari, instar fontis patentis Domui David in ablutionem peccatoris, *Apostolicæ Pœnitentiariæ officium*, ad quod universi fideles ex omni christiani orbis regione, pro suis quisque spiritualibus morbis quantumlibet occultis, sive *per se*, sive *per arcanas litteras*, propriis etiam suppressis nominibus, tuto confugere possent, et convenientem medicinam secreta et gratuita curatione protinus consequerentur. » — *Benedictus XIV, constit. Pastor bonus, 13 april. 1744.*

b) Unde *S. Pœnitentiaria* est tribunal *ad hoc institutum :* ut absolutiones a peccatis et censuris Sedi Apostolicæ reservatis, nec non varias dispensationes, ex. gr. in occultis impedimentis matrimonii, votorum commutationes,

condonationes aliasque gratias ad forum *internum* pertinentes elargiri valeat, quæ nonnisi ab Apostolica Sede concedi possunt.

c) Sede Apostolica *vacante,* expedire valet quæcumque *ad forum conscientiæ* pertinent, ideoque absolvere ab iis quoque censuris a quibus alias, vivente Pontifice, non poterat : hac tamen lege quod, in hujusmodi censuris. ad tempus dumtaxat, et cum *reincidentia* in easdem, absolutio concedatur, ita ut qui fuerint absoluti, ad novum Pontificem, intra terminum definiendum, recurrere pro eadem causa teneantur.

Pro foro vero *externo,* eadem Sede vacante, ejus officium penitus conquiescit. — *Const. Pastor bonus, § 51 et seq.*

494. **II. Ex speciali concessione** dispensat etiam in publicis impedimentis matrimonii quando dispensatio *in forma pauperum* postulatur, seu in casibus *in quibus concurrat vera oratorum paupertas per authenticam Ordinarii attestationem comprobanda.* — Cum hac enim *clausula* Major Pœnitentiarius, per oraculum Pontificium, recipit potestatem has dispensationes concedendi.

a) Porro, *pauperes reputantur,* non solum illi qui labore manuum et industria vivunt, sed etiam illi qui extra Italiam non possident ultra 3,000 francorum. — *S. Off., 26 sept. 1754.*

De *statu fortunæ* oratorum testari debet, in instantia pro dispensatione, *Ordinarius domicilii,* qui statum illum plerumque desumit ex attestatione *parochi* qui, re sedulo perpensa, et interrogatis ipsis oratoribus aliisque personis fide dignis, saltem *approximative* Ordinario indicabit oratorum fortunam.

b) Cum in rescripto semper adhibeatur clausula « *Dummodo pauperes existant* », dubitatur utrum dispensatio sit valida quando oratores paupertatem falso allegarunt.

1° Porro, *alii* dicunt dispensationem esse in hoc casu *nullam,* quia dicta clausula afficit ipsam dispensationem. *Alii* censent et in hoc casu *valere,* quia restrictio afficit formam.

2º Stante hac controversia, matrimonium vi hujus dispensationis *initum* habendum est validum, quia actus præsumitur validus, donec contrarium non probetur. Sed si agitur de matrimonio *ineundo* nec tempus urget, rursus recurratur ad S. Datariam. — *Gasparri, De matrimonio, num. 319.*

3º Hanc salebrosam quæstionem ipsa S. Pœnit. dirimendam proposuit. S. C. C., quæ, die 26 apr. 1873, respondit *Dilata.*

Sed, cum simul quæsitum fuisset utrum validæ sint dispensationes ab Episcopis Siciliæ *vi indulti Apostolici* factæ iis qui *pauperes non sunt,* aut qui *falso paupertatem allegarunt,* cum indultum sit « in eorum tantum favorem qui vere pauperes sunt », hæc eadem S. Congregatio, die 26 apr. 1873, respondit *Negative.* — *Cf. Acta S. Sedis, vol. 7, pag. 290 et seq.*

Rursus interrogata eadem S. Cong., die 18 jun. 1873, edixit *nihil esse innovandum.* Unde, in puncto juris explicite resolvendo sese abstinuit. — *Cf. Santi, lib. 4, Append., n. 27 et seq.*

c) Quanquam illa extraordinaria potestas S. Pœnitentiariæ respiciat tantum pauperes, tamen possunt dari casus extraordinarii et urgentes, præsertim tempore vacationum Datariæ, in quibus Ordinarius opportunum existimet supplicari S. Pœnitentiariam, etiam pro oratoribus non pauperibus. — *Act. S. Sedis, tom. 2, p. 62.*

d) Si oratores *duplici impedimento* detineantur ne matrimonium contrahant, altero *publico, occulto* altero quod absque periculo infamiæ non possit manifestari, praxis inducta est ut prius exspostulent dispensationem in *publico* impedimento a *Dataria,* vel a *S. Pœnitentiaria* si pauperes sint, nihil dicentes in instantia de occulto impedimento; deinde, pro *occulto* recurrant ad *S. Pœnitentiariam,* reticitis nominibus, notantes in instantia et aliud impedimentum publicum fuisse a quo dispensatio obtenta fuit.

S. Pœnitentiaria *dispensat* in occulto, et simul, potestate qua pollet, *sanat* dispensationem in publico concessam

quæ fuerat nulla vitio subreptionis. — *Santi, loc. cit., n. 40 ; — Gasparri, op. cit., n. 327.*

495. **III. Officium Pœnitentiariæ constituunt :** Major Pœnitentiarius, Regens, Theologus, Datarius, Canonista, Corrector, Sigillator, Procuratores seu Secretarii tres, et Scriptores ordinarii tres. — *Ben. XIV, const. In Apostolicæ, § 2.*

a) *Major Pœnitentiarius* unus est ex S. R. E. Cardinalibus presbyteris, a Summo Pontifice per litteras electus.

Ejus facultates summa cura determinavit Benedictus XIV, *cit. const. Pastor bonus.* — Verum, eos qui Sacram Pœnitentiariam pro gratiarum concessione adire volunt, necesse non est prænoscere utrum Pœnitentiariæ *potestas* ad *hos casus* sese extendat, necne ; nam, quoad materias ad quas sese non extendit sua jurisdictio, potest semper Major Pœnitentiarius adire Summum Pontificem ; et, dum asserit aliquid a S. Pontifice *vivæ vocis oraculo* fuisse pronuntiatum, ipsi credi debet. — *Bened. XIV, cit. constit., § 5.*

b) *Regentis* munus est : petitiones causasque omnes ad Pœnitentiariæ officium deductas imprimis diligenter examinare : quæque perspicua sunt, et secundum communem in eodem officio cursum absque difficultate expediri consueverunt, earumdem expeditionem jubere : quæ vero dubia, vel obscura, vel aliqua difficultate involuta conspexerit, ad Majorem Pœnitentiarium referre, ut diligentius examinentur. — *Bened. XIV, const. cit., § 12.*

c) *Corrector :* ut expeditiones, apto et conveniente stylo conscriptæ, sanæ et integræ emittantur, earum schedulas, sive minutas, seu supplicationes a Procuratoribus confectas, diligenter recognoscit, examinat et corrigit etiam, quoad fieri poterit, antequam litteræ partibus tradendæ scribantur. — *Ibid., § 13.*

d) *Datarius :* in calce supplicationum, datam loci, diei, mensis et anni tam æræ christianæ quam Pontificatus adscribit. — *Ibid., § 14.*

e) *Theologus et Canonista consultores :* super petitionibus et casibus magis arduis et implexis judicium suum,

etiam in scriptis si hoc ab ipsis requiratur, post accuratum examen proferunt. — *Ibid.*, § *16.*

f) *Sigillator :* recognoscit an litteræ servatis servandis sint confectæ, ac eis sigillum apponit; ipsique concredita est Archivii et regestorum custodia. — *Ibid.*, § *17.*

496. **IV. Pro recursu ad Sacram Pœnitentiariam,** sufficit epistola ad Cardinalem Majorem Pœnitentiarium directa, quam *ipse etiam confessarius* scribere potest. — *Cf. n. 95 et 1580.*

a) Huic epistolæ, quæ *quocumque idiomate* exarari potest, apponitur hæc superscriptio : *Eminentissimo Cardinali Majori Pœnitentiario, Romam,* vel æquivalens in lingua vernacula.

Intus vero sint hæc prima verba : *Eminentissime et Reverendissime Domine.*

b) Ubi agitur de *casibus occultis,* non exprimitur nomen personæ pro qua recurritur, sed designatur persona per litteram *N.* hoc modo, v. gr. : « *N.... mulier emisit votum simplex castitatis ; manet in periculo castitatis nisi nubat; supplicat secum dispensari in voto, ad effectum contrahendi matrimonium.* »

« Quamvis praxis et prudentia doceant casus occultos ad forum conscientiæ pertinentes, Sacræ Pœnitentiariæ, *litteris obsignatis* ad Emum. Dnum. Cardinalem Pœnitentiarium Maiorem missis, ac *nominibus reticitis,* esse proponendos, tamen aliquis, sive ex confessariis, sive ex animarum pastoribus ab huiusmodi praxi declinans, casus ipsos, litteris apertis, ac per Procuratores etiam laicos, non solum exponere, sed et iisdem Procuratoribus illos narrare, ad hoc ut super ipsis supplices conficiant libellos Sacræ Pœnitentiariæ exhibendos, interdum non abhorret. Quod quidem quantum dedeceat, et quantum præseferat scandali, nemo est qui non videt. — Quare *Sacra Pœnitentiaria,* hanc omnino reprobandam agendi rationem e medio tollere cupiens, omnes et singulos confessarios et animarum pastores graviter monet, ut a prædicto recurrendi modo prorsus abstineant. Ceterum, si opera alicuius Procuratoris in alma Urbe uti

velint, litteras obsignatas prælaudato Cardinali Pœnitentiario Maiori tradendas, suppressis nominibus, ad ipsum Procuratorem transmittere quidem poterunt, ast memoratos casus Sacræ Pœnitentiariæ proponendos nunquam et nullimode narrare seu manifestare audeant. » — *Monitum S. Pœnitentiariæ. — Cf. Acta S. Sedis, vol. 7, pag. 208.*

c) Accurate autem, sub finem epistolæ, exprimatur *nomen illius ad quem dirigendum est responsum*, itemque accurate ponatur nomen loci, ut tuto responsum perveniat. Hinc solet epistola sic terminari : *Dignetur Eminentia Vestra rescribere ad....*

d) Debet clare exprimi casus cum circumstantiis necessariis, et gratia quæ postulatur ; sed præsertim procuret confessarius ut exprimatur *vera causa recursus*, ne *obreptione* aut *subreptione* vitietur rescriptum.

e) Confessarii possunt ad Sacram Pœnitentiariam recurrere etiam pro absolutionibus et dispensationibus *quas posset Episcopus concedere.*

Et quandoque, ob certas circumstantias et indicia extra forum conscientiæ habita, *posset Episcopus suspicari* quænam sit persona pro qua ab ipsum recurritur ; quo casu pœnitens, qui forsan a recursu ad Episcopum refugeret, recursum ad Sacram Pœnitentiariam ultro admittet. — *Bouix, De Curia Rom., p. 2, cap. 13, § 4.*

497. **V. Sacra Pœnitentiaria absolutiones, dispensationes, aliasve gratias concedere solet per formam commissionis.** — *Cf. n. 412 et 420.*

a) Plerumque committit *ipsi confessario* ab impetrante eligendo inter approbatos ab Ordinario, ut pro sua discretione concessionem exsequatur.

Quandoque exsecutio gratiæ, pro subjecta materia, committitur *Episcopo,* vel ejus *Vicario generali.*

b) Clausula « *Si ita est* » intelligitur de veritate causæ finalis ob quam conceditur gratia. Sufficit vero assertio pœnitentis, cui fides adhibenda est.

c) Clausula « *In foro conscientiæ tantum* » indicat con-

cessionem non valere quoad forum externum. — Ideoque, si forte impedimentum matrimonii *occultum*, a quo pœnitens dispensatur, evaderet *publicum*, adhuc ab *Apostolica Dataria* impetranda esset dispensatio pro foro *externo* ; secus ipsa proles reputaretur illegitima, licet in foro conscientiæ matrimonium valeret. — *Gasparri, op. cit., n. 390.*

Sed verba « *In utroque foro absolvas* » ita intelligenda sunt « ut requiratur una tantum absolutio in foro externo impertienda, quæ valeat etiam pro interno ». — *S. Pœnitent., 27 apr. 1886.*

d) Clausula « *Audita prius sacramentali confessione* », vel « *in actu sacramentalis confessionis tantum* », necessariam reddit præviam sacramentalem confessionem ipsi confessario exsecutori factam. Confessarius ergo primum absolvat de more pœnitentem, et postea commissionem exsequatur. — *Nulla specialis formula* determinatur qua necessario confessarius uti debeat.

1° Absolutio *sacrilege* suscepta non officit validitati dispensationis. — *Quod pluries a S. Pœnitentiaria decisum est.*

2° Si confessarius advertat pœnitentem, ex sua *indispositione*, a peccatis absolvi rite non posse, curare debet ut idem pœnitens *rite disponatur* ; vel, si disponi nequeat in præsenti, *differre* debet, una cum absolutione a peccatis, dispensationis concessionem, nisi forte *urgens aliqua necessitas* suadeat dispensationes accelerare.

Unde, quandoque confessarius *dispensationem* concedere potest etiamsi *absolutionem* a peccatis suspendendam esse censeat. — *S. Pœnit., 19 maii 1834.* — *Cf. n. 1590.*

e) Clausula « *Injuncta ei gravi pœnitentia* » intelligenda est juxta vires pœnitentis.

Et ipsa S. Pœnitentiaria, *die 8 apr. 1890*, declaravit « in præfinienda pœnitentiæ qualitate, gravitate, duratione, etc., quæ dispensantis aut delegati arbitrio juri conformi remittitur, neque *severitatis*, neque *humanitatis* fines esse excedendos, rationemque habendam conditionis, ætatis, infirmitatis, officii, sexus, etc., eorum quibus pœna irrogari injungitur »,

f) Clausula « *Præsentibus laceratis sub pœna excommunicationis latæ sententiæ* » intelligenda est moraliter, nempe saltem infra triduum post exsecutionem rescripti.

498. **VI. S. Pœnitentiaria gratuito concedit** matrimoniales dispensationes, sicuti quamlibet aliam gratiam, tum pro *interno*, tum pro *externo* foro : quod indicat verbum *gratis* rescripto appositum.

a) Attamen, concedens pauperibus dispensationes pro foro *externo*, imponit pro juribus *Datariæ Apostolicæ* taxas, quas deinde in capsam Datariæ, detractis expensis, deponit. — *Gasparri, op. cit., n. 324.*

1° Oratoribus *ex Gallis*, si pauperes sunt, nec aliquam summam sponte offerunt, dispensatio semper conceditur a S. Pœnitentiaria sine *ulla imposita taxa*, sed cum clausula « Erogata ab eis *aliqua eleemosyna*, judicio Ordinarii, juxta eorum vires, taxanda et applicanda ». — *Gasp., ibid.*

2° Porro, satis est ut eleemosyna definiatur ab Ordinario, et oratores *promittant* se illam erogaturos. Neque necessarium est ut eleemosyna fiat *ante dispensationis fulminationem* sub pœna nullitatis. — *S. Pœnitent., 11 nov. 1890.*

3° Imo, prudenti judicio et conscientiæ Ordinarii remittitur ut, ob *extremam paupertatem* oratorum, eorumve *malam voluntatem*, de eroganda eleemosyna omnino sileat. — *S. Pœnit., eadem die.*

b) Præterea, si per *Agentem* ecclesiasticum dispensatio sit petita, ipsi solvendæ sunt ab oratoribus *expensæ postales* et *congrua remuneratio.*

499. **VII. Abbrevationes in rescriptis S. Pœnitentiariæ adhiberi solitas,** quæ nonnullis confessariis difficultatem ingerere possunt, hic referimus cum integris respondentibus verbis :

Alr-aliter ; *als*-alias ; *aplica*-apostolica ; *appbatis*-approbatis ; *aucte*-auctoritate ; *cen*-censuris ; *circumpeoni*-circumspectioni ; *confeone*-confessione ; *conscie*-conscientiæ ; *discreoni*-discretioni ; *excoe*-excommunicatione ; *gnali*-generali ; *humoi*-hujusmodi ; *infraptum*-infrascriptum ; *irregulte*-irregularitate ; *igr*-igitur ; *ltima*-legitima ; *lræ*-litteræ ;

Ordio-Ordinario ; *Pp*-Papa ; *ptur*-præfertur ; *pntium*-præsentium ; *pbter*-presbyter ; *pœnia*-pœnitentia ; *poe*-posse ; *qtnus*-quatenus ; *saluri*-salutari ; *spealr*-specialiter ; etc. — *Bouix, De Curia Rom., loc. cit., § 6.*

ARTICULUS X.

DE CANCELLARIA APOSTOLICA, SECRETARIA BREVIUM, DATARIA ET ROTA.

500. **I. Cancellaria Apostolica** expediuntur *Pontificiæ Bullæ*, ideoque imprimis litteræ quæ actus consistoriales referunt, ut sunt collationes beneficiorum majorum, etc.

a) *Huic præest* Cardinalis qui, non *Cancellarii*, sed *Vice-Cancellarii* nomen assumit. — Quod videtur inductum esse ob Cardinalatus præstantiam ; nempe, quædam officia quæ a non Cardinalibus impleri solent, ipsis etiam Cardinalibus quandoque committuntur : Nuntius Apostolicus, v. gr., etsi ad cardinalatum promotus, quandoque pergit per aliquod tempus hoc Nuntii munus obire ; et tunc appellatur *Pro-Nuntius*, ad significandum nuntiaturam cum dignitate cardinalitia non quadrare.

b) *Mortuo Pontifice*, ipso facto suspenditur Cardinalis Vice-Cancellarii jurisdictio, et sigillum pontificium coram Cardinalibus, quando prima vice conveniunt, Sede vacante, rumpitur. — *Bouix, De Curia Rom., part. 2, cap. 14*

c) De *Regulis Cancellariæ* egimus in Tractatu De principiis, *ubi De jure novissimo, n. 145.*

501. **II. Secretaria Brevium** instituta est pro rescriptis et litteris Pontificiis quæ in forma *Brevis* sub annulo piscatoris expediuntur. — *Cf. n. 409.*

a) A Secretaria Brevium procedunt, præter concessiones indulgentiarum, omnes provisiones, gratiæ, absolutiones, dispensationes a Papa concessæ, *quæ directe a certis Congregationibus non expediuntur*, quando per Bullam expediri non debent.

b) *Dataria* expeditionem rescriptorum ad Cancellariam vel ad Secretariam Brevium, pro gratiæ natura, remittit. — *Cf. Stremler, Des Cong. Rom., sect. 3, chap. 4.*

502. **III. Datariæ** nomen derivatum est, ut nonnulli existimant, a *data*, id est diei, mensis et anni scriptione, quæ dispensationibus aliisque gratiis a Papa concessis apponitur; vel, ut aliis placet, a *dare*, quia per illam dari solent gratiæ Pontificiæ.

a) Et revera, a *Dataria* procedunt gratiæ quæ in foro *externo* concedi solent, ut sunt collationes beneficiorum quæ consistorialia non sunt, dispensationes ab impedimentis et irregularitatibus *publicis*, et alia quæ indicantur in constitutione *Gravissimum*, Benedicti XIV, *an. 1745.*

Dataria *Præsidem* habet, qui, si Cardinalis sit, non *Datarius*, sed *Pro-Datarius* vocatur; pluresque alios Officiales. — *Cf. Bouix, loc. cit., § 4.*

b) *Ut omnis inordinatio et confusio tolleretur*, quæ ex promiscuo recursu ad Datariam et Secretariam oriebatur, *Benedictus XIV*, citata constitutione, elenchum determinavit concessionum et gratiarum quarum expeditio primo *exclusive ad Secretariam Brevium*, secundo *tam ad ipsam Secretariam quam ad Datariam Apostolicam*, tertio demum ad *ipsam Datariam privative* tribuitur.

Hæc *sub pœna nullitatis* servari voluit; non vero pertimescendum est ne invalida sint rescripta, si forte orator ad Secretariam potius quam ad Datariam litteras suas direxerit; nam Officiales Curiæ Romanæ apprime sciunt ad quos spectet expetitas gratias concedere et expedire.

c) Instantia ad dispensationem obtinendam a Dataria Apostolica debet esse redacta *latino idiomate*, quacumque tandem formula, et inscribitur, non Cardinali Pro-Datario, sed *ipsi Pontifici*, ideoque incipit his verbis « *Beatissime Pater* ». — *Cf. n. 448.*

d) *Taxa* seu *componenda* pro certarum gratiarum concessionibus Datariæ solvitur, quam, detracto quod debetur Officialibus justo salario, in causas pias expendunt.

Hæc taxa, pro natura *dispensationis erogatæ*, et *pro*

redditibus oratorum, determinatur. Æqum est enim ut aliquatenus resarciatur vulnus legi inflictum. — *Cf. n. 96.*

e) Dispensationes S. Datariæ aliæ sunt in *forma communi,* aliæ in *forma pauperum.*

Dispensatio *in forma pauperum* dicitur illa quæ pauperibus, remissa componenda, concedi solet, habens clausulas speciales quæ proprie formam pauperum constituunt. — *Cf. n. 494.*

f) *Apostolica Sede vacante,* S. Dataria penitus conquiescit, cum Cardinalis *Pro-Datarii* officium per obitum Pontificis exspiret.

503. **IV. Rota Romana** eas causas judicat quæ, ad Sedem Apostolicam delatæ, *per specialem S. Pontificis commissionem* ipsi cognoscendæ et terminandæ committuntur.

Non solent autem ipsi committi causæ criminales, sed civiles tantum, vel spirituales quæ *privative* ad alia tribunalia non spectant.

a) Constat *judicibus numero duodecim* qui *Auditores* nuncupantur, desumpto nomine ab antiquo eorum officio audiendi dumtaxat causas, et referendi ad S. Pontificem qui sententiam ferebat.

Auditores sunt simul *capellani* et *subdiaconi S. Pontificis ;* et, quatenus tales, habent proprium officium in sacris functionibus explendum.

Habent officium *inamovibile,* et assumuntur ex variis nationibus. Gallia suum Auditorem habet, pro veteri more nominatum a Gubernio.

b) *Decisiones Rotæ* habent vim sententiarum supremi tribunalis, et sæpe a Canonistis allegantur. — Non tamen faciunt auctoritatem *necessariam* apud inferiores magistratus, quia nunquam huic tribunali concessum est dare interpretationem juris quæ vim ubique, more legis, obtineat.

c) *Ex speciali dispensatione Leonis XIII,* collegium Auditorum sub respectu veri tribunalis conservatum est, ita ut operam suam penes S. Rituum Congregationem exhibeat, quæstionesque *collegialiter cum voto deliberativo*

decidat circa valorem juridicum processuum qui in causis *beatificationis et canonizationis* servorum Dei conficiuntur.

Præterea eidem tribunali S. Rotæ concessum est ut, juris ordine servato, quæstiones in via contentiosa resolvat quæ super *præeminentia vel aliis juribus inter ecclesiasticas personas* exortæ, et eidem S. Rituum Congregationi competentes, ipsi tribunali expendendæ et definiendæ a Cardinali Congregationis Præfecto remittuntur. — *Santi, De offic. jud. ord., num. 146.*

CAPUT V.

DE ADJUTORIBUS ROMANI PONTIFICIS EXTRA CURIAM.

Nempe : de Legatis, — Vicariis, — Præfectis, — et Protonotariis Apostolicis ; — de Patriarchis, — Primatibus — et Metropolitanis.

ARTICULUS I.

DE LEGATIS ROMANI PONTIFICIS.

504. **I. « Agitur de graviori atque insigniori jure primatus** in Petro ejusque successoribus a Christo instituti ; quo præditus Romanus Pontifex, dum agnorum et ovium sibi concreditorum curam gerit universam, suo fungitur Apostolico munere per ecclesiasticos viros, sive *stabiles*, sive *ad tempus, veluti magis expedire censuerit, delegatos*, præcipiens eisdem ut ibi suas vices obeant, eamque jurisdictionem exerceant quam Is per se, si adesset, exerceret. » — *Pius VI in responsione ad Metropolitanos, super Nuntiaturis Apostolicis, 20 jan. 1789.*

a) Hinc *merito reclamavit cardinalis Caprara contra sequentem articulum Legis organicæ :* « Aucun individu se disant Nonce, Légat, Vicaire ou commissaire Apostolique, ou se prévalant de toute autre dénomination, ne pourra, sans l'autorisation du Gouvernement, exercer sur le sol français ni ailleurs aucune fonction relative aux affaires de l'Église gallicane. » — *Art. 2 inter organicos.*

b) Et *excommunicationi latæ sententiæ speciali modo Romano Pontifici reservatæ* Pius IX subjacere declaravit : « Omnes interficientes, mutilantes, percutientes, rapientes, carcerantes, detinentes vel hostiliter insequentes.... Sedis Apostolicæ Legatos vel Nuntios, aut eos a suis territoriis, terris, seu dominiis ejicientes, nec non ea mandantes, vel rata habentes, seu præstantes eis auxilium, consilium, vel favorem. » — *Cf. n. 1646.*

505. **II. Legati dividuntur in Legatos natos et Legatos missos.**

a) *Legati nati* illi erant quorum dignitati quam in Ecclesia obtinebant, munus legationis erat adnexum.

Hodie vero hujus officii non supersunt nisi jura quædam honorifica et tituli, quibus decorantur in Gallia Archiepiscopi Rhemensis, Lugdunensis, Biturícensis, et Burdigalensis.

b) *Legati missi :* alii sunt *Legati a latere*, alii Legati qui dicuntur *simpliciter missi.*

Legati a latere ita appellantur, quia assumuntur e numero Cardinalium qui Romano Pontifici adsistunt. — Mittuntur ad gravioris alicujus negotii tractationem, qua absoluta, recedunt.

c) *Legati missi,* vel deputantur ad expediendum aliquod particulare negotium, ita ut, eo completo, Legatus ad Urbem redeat, cessetque legatio; vel mittuntur in aliquam regionem cum jurisdictione stabili, et tunc *Nuntiorum* nomine vocari solent.

506. **III. Nuntii** successerunt *Apocrisariis* seu *Responsalibus*, quos olim Pontifices habebant apud Imperatores.

a) Solent mitti *ad supremos Principes civiles*, præsertim ut studeant conservare pacem et concordiam cum S. Sede, et generalia negotia principatus civilis cum Summo Pontifice pertractent.

Legati qui resident apud Aulas minores appellantur *Internuntii,* aut etiam *Delegati Apostolici.*

Nuntii *charactere episcopali decorantur*, et hodie etiam Internuntii.

b) Si contingat aliquem S. R. E. Cardinalium fungi munere Nuntii Apostolici, *Pro-Nuntius* appellatur; et hoc vocabulum non inferioritatem relative ad cæteros Nuntios, sed *superioritatem* denotat, ut paulo superius explicatum est, *ubi De Vice-Cancellario et Pro-Datario.*

507. **IV. Potestas Legatorum.**

a) Legati habent attributiones et facultates *determina-*

tas a Romano Pontifice, cujus instructionibus inhærere debent.

Eorum jurisdictio est *ad modum potestatis ordinariæ*, et proinde non exspirat morte Pontificis ; sunt enim Legati S. Sedis, quæ, mortuo Pontifice, non moritur. — *Cf. cap. 2, De off. Legati, in 6°.*

b) *Legatorum a latere auctoritas* præcipua est præ omnibus Legatis ; proinde, eis advenientibus in aliquam provinciam, silet aut suspenditur auctoritas aliorum Legatorum. — *Cap. 8, De officio Legati.*

Post egressum ab Urbe et usque ad reditum in eamdem, potest Legatus *a latere* exercere jurisdictionem *voluntariam* etiam in personas extraneas a sua provincia et legationi non subditas *(cap. 4 et 9, De officio Legati)*, et statim insignia legationis assumere, crucem erigere, populumque benedicere.

ARTICULUS II.

DE VICARIIS ET PRÆFECTIS APOSTOLICIS.

508. **I. Horum officiorum natura.**

a) *Vicarius Apostolicus* est ille qui deputatus est a Sede Apostolica ut pastorale regimen in aliqua regione, non suo, sed Romani Pontificis nomine exerceat.

Vicario Apostolico sæpe eædem, imo quandoque majores quam Episcopis conceduntur facultates; sed Episcopus *suo nomine* gregem pascit, et, licet Pontificiæ auctoritati subditus, non tamen est Papæ *vicarius*, dum Vicarius Apostolicus *nomine alterius*, nempe *Summi Pontificis*, administrat.

b) Vicarii Apostolici *alii consecrantur in Episcopos* ad titulum alicujus ecclesiæ in partibus infidelium sitæ, et appellantur *Episcopi Titulares (cf. n. 698 et seq.)*. — Alii vero *charactere episcopali carent*, et proprie dicuntur *Præfecti Apostolici.*

Non enim est necessarius episcopalis ordo, ut quis Vicarius Apostolicus esse possit ; sed additur consecratio episcopalis, quando utilis reputatur ad recte administrandam regionem quæ Vicario Apostolico committitur.

509. **II. Duplex Vicariorum Apostolicorum species distinguenda est.**

a) *Alii* nempe deputantur ad regiones quæ *more missionum* reguntur : scilicet in quibus non exstant canonice erectæ sedes episcopales seu diœceses, nec Ordinarii qui eas regiones tanquam proprii pastores regant. — *Cf. num. 466.*

b) Alii vero mittuntur ad loca in quibus exstat *ordinaria hierarchia ;* et ipsis committitur regenda diœcesis : vel *sede vacante,* si gravis aliqua causa id suadeat : vel *sede etiam non vacante,* quando Episcopus aliqua ratione impeditur quominus proprium gregem per seipsum pascere valeat. — *Cf. Bened. XIV, De syn., lib. 2, cap. 10, n. 10.*

Quoties, vivo Episcopo, Vicarius Apostolicus datus sit, is, *mortuo Episcopo, adhuc in eodem munere perseverat.* Quippe, ob reverentiam Supremæ Sedis, non dari in hoc casu locum electioni Vicarii Capitularis, Doctores consentiunt, fuitque non semel resolutum per S. C. Concilii.

510. **III. Item duplex distinguitur Præfectorum Apostolicorum species.**

a) Sunt enim qui, cum territorium proprium habeant, veri missionis Superiores sunt, seu loci *quasi Ordinarii ;* quorum *auctoritas,* quibus finibus contineatur, litteris Sacræ Congreg. Fidei Propag. est definitum.

b) Sunt alii, quorum præfectura territorio continetur alicui *Episcopo* subjecto : quo in casu, Episcopi ipsius congrua ratio haberi necesse fuit in facultatibus quæ eisdem Præfectis concedi solent, aut saltem in eorum exercitio. — *Zitelli, Apparat. jur. can., pag. 138.*

511. **IV. Vicarii Apostolici stricto jure nequeunt in omnibus uti honoribus et privilegiis** quibus frui datum est *Episcopis* in suo territorio, cum non sint Episcopi *titulares* vicariatus quem regunt.

a) Unde, nec *thronum* in ecclesia habere, nec *cappam magnam* deferre valent ; nec etiam iis jus est ut eorum nomina in *canone Missæ* memorentur.

b) Verumtamen, sicubi, vel ex *rescripto* vel ex *consuetudine*, mos inoleverit ut similibus a longo tempore fuerint usi, et timor sit admirationis in fidelibus si videant morem illum innovari, tunc S. Sedes hujusmodi observantiam tolerare consuevit. — *S. C. de Prop., 16 feb. 1867.*

512. **V. Defuncto Vicario Apostolico in regionibus quæ more missionum reguntur:**

a) Si non adsit Coadjutor cum futura successione, *Pro-Vicarius*, seu Vicarius generalis, tenetur assumere et obire *regimen* et gubernium Apostolici vicariatus usque ad captam ejusdem vicariatus Apostolici possessionem a novo Vicario, aut usque ad quamcumque aliam a Sancta Sede ineundam ordinationem. — *Const. Bened. XIV, Ex sublimi, 26 jan. 1753*, et *Quam ex sublimi, 8 aug. 1755.*

Ideo hisce Vicariis Apostolicis Benedictus XIV injunxit ut *Vicarium generalem* deputarent habilem atque idoneum. — *Cf. cit. constitutiones.*

b) Vicario generali hujusmodi, post obitum Vicarii Apostolici, tribuuntur *omnes facultates quæ Vicariis Capitularibus* cujusvis cathedralis ecclesiæ, sede vacante, competunt. — Habet præterea usum et exercitium *eorum facultatum quibus utebatur, dum viveret, defunctus Vicarius Apostolicus*, iis dumtaxat exceptis quæ requirunt ordinem et characterem episcopalem, vel non sine sacrorum olecrum usu exercentur. — *Ex citatis Ben. XIV constit.*

ARTICULUS III.

DE PROTONOTARIIS APOSTOLICIS.

513. **I. Protonotarii Apostolici originem ducunt** a S. Clemente I, qui, ad conscribendum *Acta Martyrum*, « viros adlegavit pietate, prudentia studioque religionis spectatos, *Notarios* primum, ac deinde honoris ac dignitatis causa *Protonotarios* nuncupatos ». — *Constit. Pii VII, Cum innumeri, idibus dec. 1818.*

« Pace demum Ecclesiæ feliciter data, *non inde tamen*

Protonotariorum munus sublatum est; sed.... demandatum iisdem est studiose describere quæ de fide ac disciplina decernebantur, eaque et cætera omnia rei sacræ monumenta apte periteque notare, atque una cum Actis Martyrum in scriniis Ecclesiæ recondita, ad posteritatis memoriam custodire. » — *Cit. Pii VII constit.*

514. **II. Triplex hodie distinguitur Protonotariorum species.**

a) *Alii* nempe sunt de *numero Participantium*, qui in Curia Romana officium obtinent cum dignitate, unde participant ejusdem officii emolumenta.

b) *Alii* sunt *ad instar Participantium*, qui a Summo Pontifice donati sunt privilegiis honorisque insignibus quibus Protonotariorum collegium potitur.

c) *Alii* tandem sunt titulares aut *honorarii*, peculiaribus quibusdam privilegiis instructi. — *Cf. cit. constit.*

515. **III. Privilegia Protonotariorum ad instar Participantium.**

a) Ut est humanæ naturæ infirmitas, sive ex prava eorum privilegiorum interpretatione quibus Romanorum Pontificum benignitate aucti fuerant, sive etiam ex immoderato honorum desiderio, non raro extra Urbem contigisse compertum erat plures ex memoratis Protonotariis, non sine gravi episcopalis dignitatis injuria, *indebitas sibi prærogativas*, præsertim in pontificalibus exercendis, usurpasse ; et de hujusmodi abusibus quam frequentissimæ expostulationes a non paucis Episcopis ad Sedem Apostolicam fuerant delatæ. — *Constit. Pii IX, mox citanda.*

b) Ideo Pius IX, *constit. Apostolicæ Sedis officium, 4 kal. sept. 1872*, certas edidit *regulas*, quibus privilegia declararentur Protonotariis Apostolicis *ad instar* vere proprieque spectantia, modumque præfinivit in usu eorumdem privilegiorum omnino servandum. — Ut præcipua recenseamus :

1° Protonotarii ad instar Participantium inter *Prælatos domesticos* accensentur.

2º *Habitum prælatitium violacei coloris* cum rochetto subtus palliolum adhibere possunt in publicis supplicationibus et aliis sacris functionibus; nunquam vero ipsis licet, præterquam in celebratione missæ pontificalis, *crucem pectoralem* et *annulum* deferre.

3º *Habitu privato incedentibus* fas ipsis est, retento usu collaris et caligarum violacei coloris, induere vestem talarem nigram fimbriis globulisque rosaceis ornatam, circumcingere illam ad lumbos parva fascia violacea, ac pileo nigro vittam seu chordulam sericam rubri coloris, auro tamen non intertextam, adjungere.

4º Induti habitu prælatitio, quoscumque clericos presbyteros et canonicos singillatim sumptos *præcedunt*, minime vero Vicarios generales vel capitulares, Canonicos collegialiter unitos et Abbates.

5º *Oratorii privati* indultum habent, ab Ordinario visitandi atque approbandi.

6º *Minime vero exempti sunt* a locorum Ordinariis eorumque jurisdictione; et proinde nunquam possunt, sine expresso illorum consensu, *pontificalia* exercere.

7º Impetrata Ordinarii venia, non idcirco ipsis fas est solemne sacrum *iisdem prorsus ritibus et pompa peragere qui episcopali tantum dignitati conveniunt;* plura siquidem ipsis sunt interdicta, ut septimum candelabrum, baculum pastorale, etc., prout declaratur in citata constitutione. — *Cf. Acta S. Sedis, tom. 7, p. 83 et seq.*

ARTICULUS IV.

DE PATRIARCHIS.

516. **I. Summus Pontifex quosdam Episcopos vocavit in partem sollicitudinis universalis Ecclesiæ.**

a) Licet *jure divino* Episcopi omnes pares sint ordine et potestate, uno excepto S. Pontifice qui, non ordine quidem, sed jurisdictione cæteris præstat, *jure tamen ecclesiastico* dantur diversi gradus jurisdictionis, ita ut alii aliis

subjiciantur, et sic varia exsurgat inter ipsos præcellentia et dignitas.

Quod *ideo inductum est* ut melius Ecclesiæ servaretur unitas, cum « essent in singulis provinciis Prælati quorum inter fratres prima haberetur sententia, et rursus quidam, in majoribus urbibus constituti, sollicitudinem susciperent ampliorem, per quos ad unam Sancti Petri Sedem universalis Ecclesia confluereet, et nihil unquam a suo capite dissideret ». — *Ep. S. Leonis ad Anast. Thessal.* — *Cf. constit. Pii IX, Reversurus, 4 id. jul. 1867.*

b) Hinc, gradus medium locum obtinentes inter Romanum Pontificem et Episcopos considerari possunt ceu *partialis communicatio potestatis supremæ in Ecclesia* facta a Prima Sede, quæ, vel expresse, vel tacite, approbando nempe privilegia nobiliorum sedium proposita a conciliis, aliquos Episcopos in partem sollicitudinis universalis Ecclesiæ vocavit.

Primum gradum obtinent *Patriarchæ*, secundum *Primates*, et tertium *Metropolitæ*, quibus simplices Episcopi subsunt. — *Cf. Phillips, Du droit eccles.*, § *67 et seq.*

517. **II. Origo Patriarchatus.**

a) Patriarcha *quoad nomen* idem sonat ac *princeps patrum*, et dicitur de Episcopo qui jurisdictionem habet supra Episcopos ac Archiepiscopos alicujus regionis, ac ipsos Primates præcedit honore.

b) *Tres* tantum sedes patriarchales *antiquitas* recognovit : nempe *Romanam*, *Alexandrinam*, et *Antiochenam*.

Origo dignitatis harum sedium *a primatu Beati Petri repetenda est*, qui « sublimavit sedem (*Romanam*) in qua etiam quiescere et præsentem vitam finire dignatus est. Ipse decoravit sedem (*Alexandrinam*) in quam discipulum Evangelistam misit. Ipse firmavit sedem (*Antiochenam*) in qua septem annis, quamvis alio discessurus, sedit ». — *Gregorii Magni epist. ad Eulogium Alexandrinum.*

518. **III. Patriarchæ recentiores.**

a) Dignitas patriarchalis, successu temporis, tributa

est etiam *Episcopo Hierosolymitano*, ob memoriam passionis et sepulturæ Dominicæ; et, in concilio Chalcedonensi, anno451, ecclesia Hierosolymitana, exempta a cujuscumque alterius ecclesiæ jurisdictione, habuit sub se tres provincias Palestinæ, et ultimum locum inter patriarchales ecclesias obtinuit.

b) *Episcopi Byzantini,* quando sedes Imperii Romani fuit Constantinopolim translata, ambitiose adlaboraverunt ut hæc sedes cunctis aliis anteferretur, et, post Romanam Sedem, præ omnibus dignitatis locum occuparet. Imo, plures facto et nomine se Patriarchas nominabant; nec defuit qui se *Patriarcham œcumenicum* diceret, quod speciatim Gregorius Magnus reprehendit.

Ecclesia Romana *nolebat ab antiqua canonum disciplina recedere.* Unde, canones concilii Constantinopolitani I, an. 381, et concilii Chalcedonensis, an. 451, non approbavit, quibus Episcopus Constantinopolitanus recognoscebatur primus inter Patriarchas, post Romanum Pontificem.

Demum Innocentius III, in concilio Lateranensi, an. 1215, prærogativam Ecclesiæ Constantinopolitanæ admisit. — *Cf. cap. 23, De privilegiis.*

c) Unde « Sancta Romana Ecclesia *quatuor sedes patriarchales* instituit, inter quas, post ipsam *Romanam Ecclesiam, Constantinopolitanam* primum, *Alexandrinam* secundum, *Antiochenam* tertium, *Hierosolymitanam* quartum locum obtinere voluit, ipsasque multis prærogativis et honoribus ac privilegiis decoravit. » — *Cap. 3, De elect., extravag. comm.*

519. **IV. Patriarchæ Titulares.** — Verum prædictarum sedium patriarchalium civitates, cum sint occupatæ ab infidelibus, vel a schismaticis detineantur, *ne earum memoria obliteretur,* Romanus Pontifex Patriarchas latinos creare solet, qui *titulum harum sedium* ac prærogativas honoris habent, absque ulla jurisdictione patriarchali.

Imo Pius IX, *constit. Nulla celebrior, 22 jul. 1847,* exercitium jurisdictionis latini Patriarchæ *Hierosolymis* restituit cum residendi obligatione; hæc tamen jurisdictio,

ex ipso tenore constitutionis, *limites juris metropolitici* non excedit.

520. **V. Patriarchæ minores.** — Præter quatuor prædictos Patriarchas, qui *majores* dicuntur, progressu temporis in Occidente alii a Romano Pontifice condecorati sunt hoc titulo, sed *Patriarchæ minores* appellari solent.

a) Antiquior hujus generis patriarchatus est *Aquileiensis*, a quo, divisione facta, post sæculum VI, originem duxit patriarchatus *Gradensis*. — Sæculo XV, titulus hujus secundi patriarchatus translatus fuit in Episcopum *Venetiarum*, quique usque nunc Patriarcha nuncupatur. — Anno autem 1751, suppressus fuit patriarchatus Aquileiensis.

Præterea, honoris causa, a Paulo III institutus est patriarchatus *Indiarum Occidentalium*, et hoc titulo decoratur major capellanus Regis Hispaniarum.

Tandem, a Clemente XI Archiepiscopus *Ulyssiponensis*, in Lusitania, titulum Patriarchæ assecutus est.

Isti nomen quidem et honores patriarchatus obtinuerunt; sed ipsorum jurisdictio non excessit jus metropoliticum aut primatiale. — *Santi, De offic. jud. ord., n. 8; — de Angelis, ibid., n. 15. — Cf. Phillips, Du droit ecclés. dans ses princip. gén., § 69 et seq.*

b) Insuper, exstant hodie *in Oriente* Patriarchæ catholici diversorum rituum, quibus eadem fere jura ac privilegia quibus Patriarchæ antiqui fruebantur, Apostolica Sedes recognovit.

Tales sunt Patriarcha Antiochenus *Melchitarum*, Patriarcha Antiochenus *Maronitarum*, Patriarcha Antiochenus *Syrorum*, Patriarcha Babylonensis *nationis Chaldæorum* in Mesopotamia, et Patriarcha Ciliciæ *Armenorum*. — *Cf. n. 542, ubi de elect. Episc. in eccles. orient.*

521. **VI. Patriarcharum jura et potestas.**

a) Potestatem *quam Metropolitæ habent in suffraganeos*, eamdem fere a sacris canonibus habent Patriarchæ in Metropolitas.

Præcipua eorum jura et privilegia sunt : ut post Summum

Pontificem et Cardinales sedeant ordine dignitatis; ut Metropolitis *pallium* concedant, posteaquam ipsi a Romano Pontifice illud acceperint; ut *crucem* præ se ferant per universum tractum sui Patriarchatus, nisi occurrat Summus Pontifex aut ejus Legatus *a latere*; ut a suis Metropolitis ad eos appelletur. — *Concil. Later. IV (cap. 23, De privilegiis).*

b) Patriarchæ ritus orientalis exercere nequeunt propriam jurisdictionem *extra eorumdem patriarchatus*; et consequenter, *sacerdotes* et *fideles* cujuslibet ritus orientalis, domicilium habentes extra respectivos patriarchatus, sive etiam intra limites eorumdem, sed non habentes parochos proprii ritus, subjiciuntur *Ordinario loci* in quo morantur, præcipue in diœcesibus latinis. — *S. C. de Prop. ad Archiep. Parisien., 12 maii 1890.*

ARTICULUS V.

DE PRIMATIBUS SEU EXARCHIS.

522. **I. Primatialis sedes illa est** cui in perpetuum adnexum est certum quoddam jus *supra omnes alicujus regionis Metropolitanos*, ita tamen ut, vel ipsa patriarchali sedi subjaceat, vel, si forte sit extra omnem patriarchatum, patriarchalis denominationis prærogativam non habeat.

Episcopi qui, in civitate principali alicujus regni vel nationis, ita constituti sunt ut cæteris sive Episcopis sive Metropolitis hujus regionis præessent, in Occidente *Primates*, et in Oriente *Exarchæ* dicti sunt.

a) *In Occidente* : plures exstiterunt Primates, ut *Carthaginiensis* in Africa, *Toletanus* in Hispania, *Cantuariensis* in Anglia, *Moguntinus* in Germania, *Lugdunensis*, *Bituricensis* in Gallia, etc.; nunquam vero exstitit primatialis sedes quæ nulli patriarchali subjiceretur, cum Romanus Pontifex totius Occidentis Patriarcha semper fuerit.

b) *In Oriente* : « præter *Alexandrinum* et *Antiochenum*, erant alii tres *Exarchi* diœceseon, scilicet *Ephesinus* Asianæ diœcesis, *Cæsarcensis* Ponticæ, et *Heracleensis*

Tracicæ præfecti; qui Metropolitanos sibi subditos plerumque ordinabant, et synodos indicebant; sed ipsi a nullo Patriarcha pendebant in administratione diœceseon, et pari jure fruebantur in suis diœcesibus quo Alexandrinus et Antiochenus, qui potiores erant tantum dignitate. » — *Petrus de Marca, apud Bouix, De Episc., p. 4, sect. 1, cap. 2.*

523. **II. Primatum jura.** — Primates, sicut et Patriarchæ, nihil juris habent præ cæteris Episcopis, nisi « quantum *sacri canones* concedunt, vel prisca illis *consuetudo* contulit ». — *Cap. 9, De offic. jud. ordin.*

Primatis prærogativa est ut ad ipsum *appellari* possit a sententiis Metropolitanorum. — *Cf. conc. Chalcedonense, can. 9 et 17.*

Ad Primatem quoque pertinet *nationali concilio præsidere;* sed ejusmodi concilium convocare nequit nisi interveniente Romani Pontificis auctoritate. — *Cf. n. 675.*

524. **III Exstincta est in Gallia quælibet jurisdictio primatialis** *per concordatum anni 1801;* nam a Pio VII suppressæ sunt atque exstinctæ omnes Galliarum ecclesiæ cum suis *juribus* atque *privilegiis* et *prærogativis* cujuscumque generis.

Unde, cum nulla sedes a tempore dicti concordati in primatialem erecta fuerit, omnes in nostris partibus provinciæ ecclesiasticæ sunt jure æquales, ac ab invicem independentes; et, si quibusdam, v. gr. Episcopo *Lugdunensi*, Episcopo *Carthaginiensi*, benignitas Apostolica indulserit præferre titulum Primatis, id *ad honorem* solum et commemorationem temporis acti concessum est.

ARTICULUS VI.

DE METROPOLITANIS SEU ARCHIEPISCOPIS.

525. **I. Natura et origo hujus dignitatis.**

a) Archiepiscopus *quoad nomen* idem sonat ac princeps Episcoporum, et *quoad rem* definiri potest : Episcopus sibi subditos habens Episcopos alicujus provinciæ ecclesiasticæ, quibus alii Episcopi non subjiciuntur.

b) Appellatur quoque *Metropolitanus*, eo quod sit præsul *Metropolis*, id est urbis matris aliarum vicinarum urbium. — Nam, quemadmodum in regimine civili præsides habentur qui totius provinciæ præfecturam gerunt, ita Ecclesia in quibusdam civitatibus Episcopos præfecit quibus aliarum civitatum Episcopi subderentur.

c) *Origo Metropolitarum* non immerito ad ipsa tempora Apostolica communiter refertur, argumento desumpto ex *Tito* et *Timotheo*, qui in Asia et in insula Cretensi mandatum acceperunt a S. Paulo cæteris provinciæ Episcopis invigilandi et præsidendi.

Jam in concilio Nicæno I jubebatur « antiquos mores circa Metropolitas observari ». — *Can. 4.*

Subsequentibus vero temporibus, iste gradus jurisdictionis explicatus est, magisque determinatus.

526. **II. Potestas Metropolitanorum in genere.**

a) Cum *jure divino* Episcopi omnes infra S. Pontificem auctoritate pares sint, et proinde Archiepiscopi potestas ex *delegatione* R. Pontificis sit repetenda, nihil potest Metropolitanus, extra suam diœcesim, nisi quod invenitur *in jure expressum*, aut a longa *consuetudine* inductum, aut tandem a R. Pontifice *specialiter* demandatum.

b) Unde, non mirum est jura Metropolitanorum *progressu temporis fuisse imminuta;* potestatem enim quam Romanus Pontifex concessit, potuit ipse tollere, vel ex parte revocare.

Nec defuerunt rationes hujus faciendæ limitationis; siquidem Archiepiscopi nonnullis juribus abusi erant, quæ prudenter ipsis subtracta sunt. — *Cf. Phillips, Du droit ecclés. dans ses principes gén., § 73.*

c) Jam vero, potestas Archiepiscopi considerari potest : vel in ordine ad *Episcopos suffraganeos*, vel in ordine ad *subditos suffraganeorum*.

527. **III. Potestas Archiepiscopi in ordine ad ipsos Episcopos suffraganeos.**

a) Archiepiscopus *invigilare* debet ne suffraganei suo

muneri desint, et, secundum dispositiones juris, aliquando *instare* pro adimplemento, aliquando eorum *negligentiam supplere*, vel *commonefacere* Romanum Pontificem. — *Cf. n. 256, 623, 818, etc.*

b) Ejus officium est « *Synodum in provincia sua* cogere, quo Episcopi omnes et alii qui de jure vel consuetudine interesse debent, convenire omnino teneantur ». — *Trident., sess. 24, cap. 2, De ref. — Cf. n. 677 et seq.*

c) Inspecto *jure antiquo*, Archiepiscopus erat judex ordinarius qui videbat *causas omnes* suorum suffraganeorum.

Hodie vero, causæ criminales *graviores* contra Episcopos ab ipso tantum Summo Pontifice cognoscendæ sunt et terminandæ. — *Minores* vero causæ criminales Episcoporum in concilio tantum provinciali cognoscuntur et terminantur, vel a deputandis per concilium provinciale. — *Trid., sess. 24, cap. 5, De ref.; — sess. 13, cap. 8, De ref.*

d) Neque ad Archiepiscopum pertinet *confirmare et consecrare suffraganeos*. Hæc enim jure hodierno reservata sunt Summo Pontifici. — *Cf. n. 541 et 548.*

e) An possit Archiepiscopus *censuris in suffraganeos suos animadvertere*, disputant Auctores. Sed et illi qui sententiam affirmantem amplectuntur, docent id non debere ab Archiepiscopis fieri nisi cum magna consideratione, et consulta S. Congregatione Concilii. — *Cf. Bouix, De Episcopo, tom. 1, p. 460 et seq.*

528. **IV. In subditos suffraganeorum,** Archiepiscopus nullam habet immediatam jurisdictionem, et nihil potest nisi in casibus *appellationis*, *devolutionis* aut *visitationis*.

a) *In casu appellationis*, nempe in secunda instantia, Metropolitanus est judex competens quoad omnes suorum suffraganeorum subditos. — *Cap. 1, De offic. Leg.; — cap. 9, De offic. jud. ord., etc.*

Si tamen suffraganeus cognoscat de causa *ex speciali delegatione* Summi Pontificis, appellatio fit a delegato ad Delegantem.

Non datur autem appellatio a sententiis *ex informata conscientia*, quibus nempe suffraganeus *extrajudicialiter* suspensionis pœnam pronuntiat, aut ascensum ad ordines recusat; tunc enim recursus tantum habetur ad Sedem Apostolicam. — *Cf. n. 1519, ad 11.*

b) *Devolutio* ad Metropolitanum locum habet :

1° Quando Capitulum cathedrale, infra octo dies post mortem Episcopi, *Vicarium Capitularem* non constituit, vel non idoneum deputavit. — *Cf. n. 818 et seq.*

2° Quando Episcopus infra tempus a jure statutum distulit *conferre beneficium*, aut illud scienter contulerit indigno. — *Cf. n. 855.*

c) *Visitare* diœceses suorum comprovincialium Metropolitani non possunt, nisi ipsi plene visitaverint propriam diœcesim, et causa visitationis cognita fuerit et probata in concilio provinciali.

In hac autem visitatione Archiepiscopus omnia explere potest quæ ipse suffraganeus in propria. — *Trid., sess. 24, cap. 4, De ref.; — et cap. 1, De censibus, in 6°.*

529. **V. Insignia dignitatis metropolitanæ sunt** *Crux* et *Pallium*.

a) *Crux* Archiepiscopis præfertur *per totam provinciam*, etiam in locis exemptis; et significat « nusquam eos procedere, nusquam progredi, nisi ad Christi crucem et imperium aut constabiliendum aut propagandum » (*Thomass., De veteri et nova Eccles. discipl., p. 1, lib. 2, cap. 8*). — *Clement. 2, De privilegiis.*

Metropolitanus potest quoque in tota provincia *celebrare pontificaliter*, populum *solemniter benedicere* et *indulgentias concedere*, modo non excedat statutum juris communis. — *Cf. n. 650.*

b) *Pallium*, quod defertur super vestes pontificales, est fascia quædam lata circiter tres digitos, ex *candida lana* contexta, et *nigris crucibus* decorata; formam habet circuli humeros constringentis, cum duabus lineis ab utraque parte pendentibus.

Die S. Agnetis virginis, in ejusdem templo in via Nomen-

tana, singulis annis duo candidi agni offerri ac benedici solent, cum in Missa imploratur *Agnus Dei*; deinceps Apostolicis subdiaconis traduntur, atque in aliquo sanctimonialium monasterio nutriuntur, donec suo tempore tondeantur. — Ex ea vero lana permixta reliquæ lanæ, pallia conficiuntur. — *Devoti, lib. 1, tit. 3, § 42.*

Pallium dicitur desumi *de corpore S. Petri.* — Revera mos est ut in vigilia SS. Apostolorum pallia deferantur ad confessionem S. Petri, atque, expleta benedictione quæ fit post Vesperas a S. Pontifice, vel illius vice a Cardinali pontificaliter celebrante, deponantur *asservanda* prope locum in quo custoditur corpus B. Petri.

c) *De origine pallii* disputatur apud eruditos.

1° Alii tenent : pallium nihil aliud ab initio fuisse quam *Imperiale indumentum*, quod Constantinus Magnus aliique Imperatores Romanis Pontificibus et Patriarchis *concesserunt*, ut Christi sacerdotium decorarent; et addunt : processu temporis factum esse ut veluti *sacrum ornamentum*, et plenitudinis officii Pontificalis symbolum haberetur.

2° Alii vero dicunt : pallium originem ducere *ab ipso pallio S. Petri*, quod in ejus successores translatum est, ut significaret *conservationem* potestatis primatialis Petri in successoribus suis. Eodem modo asservabatur Alexandriæ pallium S. Marci, et Hierosolymis pallium S. Jacobi.

Cum vero, tractu temporis, pallium B. Petri consumptum fuerit, *ne ipsa significatio simul evanesceret*, inductum est ut, loco integri pallii seu vestis longioris, *fasciolæ* assumerentur humeris et pectori circumducendæ.

Pallium ab ipso Summo Pontifice *missum est* quibusdam Episcopis, qui ideo censebantur *speciali potestate* præ aliis Episcopis gaudere.

d) Unde *pallium significat* potestatem supra-episcopalem, seu *participationem* aliquam potestatis *primatialis Petri* residentis in Romano Pontifice; et mittitur ad *Patriarchas, Primates* et *Metropolitanos*, quibus Romanus Pontifex partem suæ sollicitudinis in universam Ecclesiam

committit, in ordine ad aliquam provinciam, vel determinatam regionem. — *Cf. cap. 4, De auct. et usu pallii.*

Significat etiam *curam ovium Christi a pastore habendam.* « Pallium enim quod ex lana contextum, *ovis* illius, quam Dominus aberrantem quæsivit, inventamque humeris suis sustulit, pellem significat, ut Episcopus, qui Christum ipsum gerit, ipsius munere fungatur, atque etiam *ipso habitu* illud omnibus ostendat, se boni ac magni illius Pastoris *imitatorem* esse qui gregis infirmitates sibi ferendas proposuit. » — *Litt. Pii VI, 9 dec. 1783.*

e) Cum pallium sit signum conferens auctoritatem supra-episcopalem, electus in Metropolitanum *ante receptionem* pallii non debet appellari *Archiepiscopus (cap. 3, De auct. et usu pallii),* et tenetur abstinere ab omnibus actibus *propriis officii archiepiscopalis;* imo, « non licet Archiepiscopo sine pallio conficere chrisma, dedicare basilicas, ordinare clericos et Episcopos consecrare...., cum id non tanquam simplex Episcopus, sed tanquam Archiepiscopus facere videatur ». — *Cap. 28, De elect.*

f) *Pallium petendum est a S. Pontifice*, infra tres menses a die consecrationis, vel, si jam consecratus erat Archiepiscopus, a die confirmationis numerandos.

Petitio fit enixis precibus, sive, ut in more est, « *instanter, instantius, instantissime* », quia « prisca consuetudo obtinuit ut honor pallii.... nisi fortiter postulanti dari non debeat. » — *Cap. 1 et 2, dist. 100.*

Pallium petere potest Archiepiscopus, sive *per se*, sive *per procuratorem*, in Consistorio. — Illud recipit a primo Cardinali diacono, postquam fidelitatis et obedientiæ Summo Pontifici juramentum emiserit. — *Cf. Pontificale Romanum, tit. De pallio.*

g) Solus Romanus Pontifex, in Missarum solemniis, pallio *semper utitur et ubique;* cæteri vero, nonnisi *intra fines suæ jurisdictionis*, et statis *certisque diebus*, « quoniam vocati sunt in partem sollicitudinis, non in plenitudinem potestatis » (*cap. 4, De auctor. et usu pallii*). — *Cf. Pontificale Rom., loc. cit.*

h) Pallium conceditur *personæ*, intuitu jurisdictionis *in aliquam provinciam*. Hinc alteri commodari non potest; nec transit ad hæredes dignitatis, sed cum Archiepiscopo sepeliri debet. — *Cap. 2, De auctor. et usu pallii.*

Ideo etiam non datur Patriarchis et Archiepiscopis *Titularibus;* et Archiepiscopus, de una ad aliam sedem translatus, pallium secum non defert, sed *novum pallium* petere debet quo jurisdictio in novam provinciam conferatur.

i) *Ex privilegio S. Pontificis,* nonnulli, qui et re et nomine sunt simplices Episcopi, consueverunt pallio decorari; sed hujusmodi concessio, quæ aliquando est privilegium *personæ*, non sedis, aliquando privilegium *sedis,* non personæ, fit *in meram honoris significationem,* neque eximit Episcopum a jurisdictione Metropolitani, nec turbat ordinem præcedentiæ inter suffraganeos. — *Cf. Bened. XIV, De syn. diœc., lib. 13, cap. 15, n. 8 et 10.*

TRACTATUS V.

DE EPISCOPO ET SYNODIS EPISCOPORUM.

« Christianæ rei administratio, proxime et secundum Pontificem Romanum, ad Episcopos pertinet : qui scilicet, quamquam Pontificalis fastigium potestatis non attingunt, sunt tamen in ecclesiastica hierarchia veri principes ; cumque singulas ecclesias singuli administrent, sunt *quasi principales artifices.... in ædificio spirituali (S. Thom., Quodlib. 1, art. 14)*, atque habent munerum adjutores, ac ministros consiliorum, clericos. » — *Encycl. Sapientiæ christianæ, Leonis XIII, § Contra non pauci.*

De Episcoporum consiliariis et ministris agemus in sequenti Tractatu ; in præsenti autem : de natura Episcopatus ; — de institutione canonica Episcoporum ; — de eorum juribus et officiis quæ sequuntur, tum ex potestate ordinis, tum ex potestate jurisdictionis ; — de Synodis Episcoporum ; — de amissione et suspensione jurisdictionis episcopalis ; — et, tandem, de Episcopis Titularibus, de Coadjutoribus Episcoporum, de Episcopo Regulari, et de Prælatis habentibus jurisdictionem quasi-episcopalem.

CAPUT I.

DE NATURA EPISCOPATUS.

Exposita notione officii episcopalis, — distinctis articulis agemus : de potestate ordinis, — et de potestate jurisdictionis.

ARTICULUS I.

DE NOTIONE OFFICII EPISCOPALIS.

530. **I. Definitio nominis.**—Episcopus (ἐπίσκοπος) græca vox est, quæ latine *inspectorem* significat, et quæ munus designat antistitis, ut populo sibi commisso *præsit*, ejusque mores *speculetur*.

Unde S. Augustinus : « Altior in Ecclesia locus positus est Episcopis, ut veluti in speculo constituti superintendant et custodiant populum. » — *Quæst. 126.*

Et idem S. Augustinus : « Episcopatus, ait, nomen est *operis*, non honoris.... Episcopos enim latine *superintendentes* possumus dicere, ut intelligat non se esse Episcopum qui præesse dilexerit, non prodesse. » — *Can. Qui episcopatum, 11, caus. 8, quæst. 1.*

531. **II. Hierarchiam episcopalem divinitus institutam esse,** nemo catholicus negare potest.

« Si quis, *ait conc. Trid.*, dixerit in Ecclesia catholica non esse hierarchiam *divina ordinatione institutam*, quæ constat ex *Episcopis*, *presbyteris* et *ministris;* anathema sit. » — *Sess. 23, can. 6.*

Episcopi revera « in locum Apostolorum successerunt » (*Trid., sess. 23, cap. 4*); eosque « Spiritus Sanctus posuit regere Ecclesiam Dei » (*Act.*, xx, *28*).

Unde « *Ecclesiæ firmissimum dogma est* Episcopos esse superiores presbyteris, non solum ordinis potestate, sed etiam jurisdictionis » (*Bened. XIV, De syn. diœc., lib. 13, cap. 1, num. 2*). — *Cf. Trid., sess, 23, can. 7.*

532. **III. Ipsam vero naturam officii episcopalis** definire non potest, qui rite non intelligit *quo pacto Episcopi sint Apostolorum successores.*

Apostoli, *præter præclara quædam charismata* et singularia dona supernaturalia, veluti miraculorum, linguarum, prophetiæ, infallibilitatis et similia, quibus missionem suam comprobarent, amplissima etiam potestate a Christo donati fuerunt, quam quidem in potestatem *Apostolatus, Sacerdotii* et *Episcopatus* dividere possumus.

a) Ad *Apostolatum* pertinet amplissima potestas, *sine loci ullius limitatione* aut gentis exceptione, fidem ubique prædicandi, ecclesias fundandi, religionem propagandi, Episcopos constituendi, tum Episcopis a se constitutis, tum eorum subditis, regulas, præcepta legesque præscribendi, et cætera ejus generis agendi, *salvo tamen Petri primatu,* cui Apostoli ipsi in suæ potestatis usu subjiciebantur.

Hæc autem potestas Apostolatus *extraordinaria fuit;* et idcirco, fundatis ordinatisque ecclesiis, tanquam completo opere propter quod concessa fuerat, *cum Apostolis interiit.*

b) *Sacerdotii potestas*, quæ in conficiendo sacrificio et remittendis peccatis versatur, *presbyteros successores habuit;* nam « a Domino Salvatore nostro.... Apostolis eorumque successoribus in sacerdotio potestatem traditam consecrandi, offerendi et ministrandi corpus et sanguinem ejus, nec non peccata dimittendi et retinendi, sacræ Litteræ ostendunt, et catholicæ Ecclesiæ traditio semper docuit ». — *Trid., sess. 23, cap. 1.*

c) Denique, *Episcopatus* totam ordinis potestatem complectebatur, et simul facultatem peculiares ecclesias regendi ac gubernandi. — *In hanc potestatem* Episcopi succedunt. — *Soglia, Instit. jur. pub., part. 2, § 44, in proœmio.*

Ex quibus intelligitur ordinem episcopalem *in Apostolis divinitus esse institutum;* in Episcopos autem, quatenus Apostolis in episcopatu succedunt, *duplicem potestatem* descendere : tum sacri ministerii, tum spiritualis regiminis, quarum altera potestas *ordinis,* altera *jurisdictionis* appellatur.

ARTICULUS II.

DE POTESTATE ORDINIS.

Ex potestate ordinis, Episcopi : *omnia sacramenta* administrant; et *sacramentalia*, id est omnes illos S. Liturgiæ ritus qui instituti sunt ad modum sacramentorum, et licet non conferant ex *opere operato* gratiam quam significant, tamen et deprecationis ecclesiasticæ formam habent, et ad excitandas in fidelibus pias et religiosas dispositiones plurimum valent. — *Santi, De offic. jud. ord., n. 163.*

Hujus autem potestatis sunt *tres* veluti *partes :*

533. **I. Prima est earum rerum quæ divina institutione ad Episcopos pertinent,** nimirum *administratio Confirmationis,* et *Ordinum collatio.* — Quod definivit

synodus Tridentina : « Si quis dixerit Episcopos non habere potestatem confirmandi et ordinandi; vel eam quam habent illis esse cum presbyteris communem; anathema sit. » — *Sess. 23, can. 7. — Cf. ejusd. sess. cap. 3.*

In his unus Episcopus altero superior esse non potest, nec Summus Pontifex ullo vel simplici Episcopo major est. Omnes proinde absque ullo discrimine possunt *valide* ea sacramenta administrare quorum *ordinarii ministri sunt*, quamvis *licitum* potestatis usum non semper habeant, quia ab ecclesiastica auctoritate suspendi et adimi potest.

534. **II. Secunda est earum rerum quæ, S. Pontificis voluntate et delegatione, a presbytero tanquam extraordinario ministro fieri possunt,** tametsi Episcoporum propria sint institutione divina, uti sunt *administratio Confirmationis* et *minorum ordinum collatio.*

Hac quidem delegatione *jus divinum non immutatur*, sed potius *extraordinarius* Sacramenti minister ex rationabili et urgenti admodum causa constituitur, ejusque rei potestatem in Pontifice sitam esse *ex usu et traditione Ecclesiæ* comprobatur.

Unde consequens est earum rerum quæ divina institutione ad Episcopos pertinent duplex esse genus : unum earum quæ simplici presbytero *delegari possunt*, alterum earum quæ *non possunt.*

535. **III. Tertia denique est earum rerum quæ, ecclesiastica institutione, solis Episcopis commissa sunt,** ut, ex. gr., regum et sacrarum virginum consecratio, ecclesiarum et altarium dedicatio, benedictio Abbatum, et generatim omnis benedictio in qua *sacra unctio* adhibetur.

Hæc autem omnia, quanquam non divina sed ecclesiastica auctoritate instituta sint, quia tamen ex jure communi *ordini episcopali affixa sunt*, idcirco Episcopi nequeunt *absque speciali indulto* ea presbyteris demandare.

Usus autem horum et *validitas a potestate ecclesiastica dependet;* unde, potest S. Pontifex Episcopos privare, ex.

gr., facultate valide consecrandi templa et altaria, quod factum legimus *can. Ecclesias, 21 et seq., De consecr., dist. 7,* ubi templa aliasque res quæ ab Arianis aliisque hæreticis fuerant consecrata, iterum consecrari præcipitur. — *Vecchiotti, Inst. can., lib. 2, § 53.*

ARTICULUS III.

DE POTESTATE JURISDICTIONIS.

536. **I. Jurisdictio singulorum Episcoporum intra fines ecclesiæ ad quam legitime missi sunt coercetur**, cum Apostolis nonnisi in *peculiarium ecclesiarum* regimen succedant. — *Cf. n. 532.*

a) *Ab ipsis revera Ecclesiæ incunabulis*, receptum est ut singulis ecclesiis singuli Episcopi præficerentur, ita ut certas haberent regendas diœceses, neque potestatem ullam in alienis diœcesibus exercere possent.

Ipse Apostolus ad Titum : « Hujus rei gratia, inquit, reliqui te Cretæ, ut ea quæ desunt corrigas, et constituas *per civitates* presbyteros (nempe *Episcopos* ut patet ex contextu), sicut et ego disposui tibi. » — *Tit.*, I, *5.*

Idem Apostolus Episcopis Miletum advocatis nihil aliud inculcat nisi ut attendant particulari gregi ipsis commisso. — *Act.*, XX, *28.*

Sic etiam *Petrus* ad Episcopos ait : « Pascite qui *in vobis est* gregem Dei ». — *I Petr.*, V, *2.*

Unde, *S. Cyprianus* factum omnibus traditionis monumentis conspicuum his verbis testatur : « Singulis pastoribus portio gregis fuit adscripta, quam regat unusquisque et gubernet » (*ep. 55 ad Cornelium Papam*). — *Cf. Bouix, De Episcopo, tom. 1, pag. 49 et seq.*

b) *Nec ratio deerat istius distributionis ;* nam, in tanta Episcoporum multitudine, si unusquisque Episcopus potestatem haberet personis locisque non definitam, magna sane, eademque frequens admodum, *inter plures Episcopos oriretur confusio,* quæ conciliari non potest cum ulla recti

regiminis ratione, multoque minus cum eximia catholicæ Ecclesiæ *unitate*.

537. **II. Utrum jurisdictio quam in commissas sibi dicœceses habent singuli Episcopi, ipsis immediate a Deo conferatur,** an vero *immediate a S. Pontifice*, quæstio est inter catholicos *disputata*.

Alii enim tenent Episcoporum jurisdictionem conferri *immediate a Christo in ipsa eorum ordinatione;* sed jurisdictionem hanc manere *ligatam*, neque esse ad actum reducibilem, donec Summus Pontifex Episcopo territorium et subjectos adsignaverit, qua adsignatione posita, statim potest jurisdictio in episcopali consecratione accepta plene exerceri.

Alii vero concedunt quidem ita institutum a Christo fuisse episcopatum, ut voluerit varias Ecclesiæ partes ab Episcopis regi et gubernari. At simul contendunt jurisdictionem singulis Episcopis immediate conferri, *non a Christo et in ipsa consecratione, sed a Romano Pontifice* et per actum quo Romanus Pontifex eis regendas dicœceses committit.

Hæc secunda sententia inter Theologos longe *communior*, quam tamen concilium Tridentinum noluit definire, sequentibus argumentis *probatur :*

a) *Ex ipsius S. Scripturæ verbis.*

Petrum enim exhibet tanquam *fundamentum* Ecclesiæ. Porro, si Petrus est fundamentum, cæteri Episcopi non possunt esse nisi columnæ, quæ vim sustinendi ædificii totam habeant *immediate a fundamento.*

Romanus Pontifex in persona Petri constitutus est *supremus et universalis pastor*, ita ut respectu ipsius *oves* sint cæteri etiam Episcopi; et alias, a concilio Florentino et Vaticano definitum est hanc Romani Pontificis potestatem esse *plenam*. — Igitur, quidquid habent pastoralis potestatis singuli Episcopi, est illa Supremi Pastoris plena potestas, quatenus eam variis gradibus determinatam inferioribus pastoribus *communicat et exercendam committit;* secus enim dicendum foret hanc potestatem pascendi totum ovile, *inter plures* fuisse distributam.

b) *Ex traditione Patrum.*

S. Optatus Milevitanus : « Beatus Petrus, ait, et præferri omnibus Apostolis meruit, et regni cœlorum claves *communicandas cæteris* solus accepit. »

S. Gregorius Nyssenus : « Per Petrum Episcopis dedit clavem cœlestium bonorum. »

S. Leo Magnus : « Si quid commune cum eo cæteris voluit esse pastoribus, nunquam nisi *per ipsum* dedit quidquid aliis non negavit. »

Idem S. Leo : « Hujus muneris sacramentum ita Dominus ad omnium Apostolorum officium pertinere voluit, ut in Beatissimo Petro Apostolorum omnium summo principaliter collocaverit, et *ab ipso, quasi quodam capite,* dona sua velit in corpus omne manare. » — *Cf. Bouix, De Episc., part. 1, sect. 1, cap. 6.*

Hinc *S. Thomas :* « Petro soli promisit : Tibi dabo claves regni cœlorum, ut ostenderetur potestas clavium *per eum* ad alios derivanda, ad conservandam Ecclesiæ unitatem. » — *Contr. gentes, lib. 4, cap. 7.*

c) *Ex rationibus theologicis :*

1° Falsum est jurisdictionem immediate a Christo Episcopis conferri dum episcopalem consecrationem recipiunt. — Nam de essentia jurisdictionis est ut sit *in subditos determinatos,* quia relatio non potest esse sine termino; atqui, Episcopus vi solius consecrationis non acquirit jurisdictionem *in hanc* potius quam *illam* diœcesim; ergo *nullam* accipit jurisdictionem.

2° Cæterum, *ante consecrationem episcopalem* Episcopi plerumque jurisdictionem habent a S. Pontifice collatam, et non tantum ligatam, sed etiam *exercibilem.* — Certum est enim subdiacono vel presbytero, postquam fuerit confirmatus a R. Pontifice, seu in Consistorio promotus, *competere jurisdictionem episcopalem* in diœcesim ipsi assignatam, ita ut possit *ante susceptos superiores ordines* illius diœcesis possessionem capere atque eam administrare.

Et revera S. Pontifex, cum habeat principatum ordinariæ potestatis in universalem Ecclesiam, potest hoc ipso *Præla-*

tos constituere qui varias Ecclesiæ partes tanquam *Ordinarii* regant et administrent.

3° Certum est posse Episcoporum jurisdictionem variam esse, atque a Papa *mutari, restringi* et etiam *adimi ;* porro, « mirum omnino esset, ait *Bellarminus*, si divina Providentia, quæ suaviter cuncta disponit, noluisset per Eum jurisdictionem dari per quem augeri, minui, atque penitus tolli posse voluisset ». — *De Rom. Pont., lib. 4, cap. 24.*

4° Hinc *Suarezius :* « Non conveniens erat ut omnibus et singulis tota spiritualis jurisdictio sine ulla limitatione daretur ; et *cum varietate et limitatione non poterat immediate a Christo ipso concedi,* et idcirco convenientius fuit ut *Vicario suo* illam distributionem committeret. Præterquam quod ad majorem *unionem* et *subordinationem* membrorum cum capite, multo convenientius erat ut in hoc omnes inferiores Episcopi a Vicario Christi penderent. » — *Def. fid., lib. 4, cap. 9.*

538. **III. Episcopi non habent in administratione suæ diœcesis illimitatam aut nemini subordinatam potestatem.**

a) Cum enim S. Pontifex jure divino habeat sollicitudinem et curam omnium ecclesiarum, potestatemque *ordinariam et immediatam* in *omnes et singulas diœceses*, Episcoporum jurisdictionem *restringere potest*, tum sibi *reservando* graviores causas, nec non dispensationes et collationes beneficiorum, tum eorum diœceses *dismembrando*, tum personas et loca *eximendo* ab ipsorum jurisdictione. — *Cf. n. 394.*

b) Hinc, falsum est *id posse Episcopum in sua diœcesi quod potest S. Pontifex in universa Ecclesia ;* namque S. Pontifex habet plenam simul et supremam jurisdictionem, quæ soli Petro ejusque successoribus commissa est ; dum jurisdictio Episcopi, in propria etiam diœcesi, multiplici ex parte restringitur, sive quoad causas, sive quoad personas.

539. **IV. Episcopi sunt tamen ordinarii pastores ;** neque ex dictis inferas Episcopos, in regendis sibi commissis diœcesibus, non esse nisi *Romani Pontificis vicarios.*

Cum enim hierarchia episcopalis fuerit *divinitus instituta*, voluit eo ipso Christus, illudque ad divinam Ecclesiæ constitutionem pertinet, ut variæ Ecclesiæ partes Episcopis tanquam *ordinariis pastoribus* regendæ committantur, non autem tanquam Papæ delegatis aut vicariis; quod confirmatur ex tota Ecclesiæ *traditione* et praxi. — *Cf. Bouix, loc. cit., cap. 2.*

Unde, non posset S. Pontifex *omnes* simul totius orbis Christiani Episcopos deponere, et *diœceses regere per vicarios*, ita ut jam non sint in Ecclesia Episcopi qui, tanquam Ordinarii et proprio nomine, ecclesias regant.

a) *Forma* igitur *ordinaria* regiminis episcopalis in Ecclesia est : ut divisio seu *circumscriptio fiat diœcesium*, unicuique autem diœcesi constituatur Episcopus, qui *suo nomine suoque jure* ecclesiam illam regat et administret, non titulo precario, mera delegatione S. Pontificis. — Imo, hujus ecclesiæ ipse habetur ut *sponsus*, cujus spirituale conjugium est fortius vinculo carnali. — *Cap. 2, De translat. Episc.*

b) *Aliquando tamen*, justis de causis, R. Pontifex regionem vel diœcesim regendam Episcopo committere potest *ut delegato Sedis Apostolicæ.*

In missionum regionibus solet Apostolica Sedes, non ordinarios Episcopos constituere, sed Episcopos qui eos regant *tanquam ejusdem Sedis vicarii;* vel etiam simplices presbyteros iisdem regionibus præficit, qui ideo vocantur *Præfecti Apostolici. — Cf. n. 466.*

Hac posteriori forma regiminis episcopalis Ecclesia non utitur apud gentes « in quibus nulla sit peculiaris causa ut extraordinario illo Vicariorum Apostolicorum ministerio regantur ». — *Litter. Universalis Ecclesiæ, Pii IX, an. 1850, quibus hierarchiam episc. in Anglia restituit.*

CAPUT II.

DE INSTITUTIONE CANONICA EPISCOPORUM.

Cum nemo, nisi legitime missus seu canonice institutus, obire valeat munia ecclesiastica, Episcopi nonnisi a R. Pontifice *immediate* vel *mediate* constituendi sunt, qui solus jure proprio Episcopos eligere potest et confirmare. — *Cf. Tract. De jurisd. eccl., ubi De adeptione jurisd. ordinariæ; — Tract. de Rom. Pont., ubi De primatu; — Syll., err. 50.*

Aliquando autem Romani Pontifices hac potestate usi non sunt, ita ut *per alios* a se constitutos *electionem*, imo *confirmationem*, fieri posse censuerint, quod eorum moderationi et prudentiæ tribuendum est.

Unde, ut ad *varias* disciplinæ ecclesiasticæ formas, nec non ad *hodiernam* Episcopos constituendi normam tantisper attendamus, agendum nobis est : de electione, nominatione vel præsentatione Episcoporum; — de ipsa officii collatione, — et de consecratione episcopali.

ARTICULUS I.

DE ELECTIONE, NOMINATIONE SEU PRÆSENTATIONE EPISCOPORUM.

540. **I. Jure antiquo,** *plebs clero adunata* magnam partem habuit in electione Episcoporum.

a) Unde, S. Leo ad Rusticum Narbonensem scribebat : « Nulla ratio sinit ut inter Episcopos habeantur qui nec a *clericis* sunt electi, nec a *plebibus* expetiti, nec ab *Episcopis provincialibus* cum Metropolitano consecrati. » — *Cf. cap. In nomine Domini, 1, dist. 23.*

Et idem statuerat S. Cœlestinus in epistola ad Episcopos Galliæ : « *Nullus invitis detur Episcopus;* cleri, plebis et ordinis consensus et desiderium requiratur. » — *Can. 13, distinctionis 61.*

b) Populus tamen non concurrebat nisi *expetitione* et *voto*, et expetitum a se Episcopum non obtinebat nisi de assensu Episcoporum comprovincialium et Metropolitani.

Quapropter S. Leo hæc Episcopos admonebat : « *Docendus est populus, non sequendus;* nosque, si nesciunt, eos

quid liceat quidve non liceat commonere, non his consensum præbere debemus. »

Et concilium Nicænum : « Si quis *præter sententiam Metropolitani* fuerit factus Episcopus, hunc magna Synodus definit Episcopum esse non oportere. » — *Can. 6.*

c) Hæc electionis forma *utilis* quidem erat ut certius arcerentur indigni, et *facilius dignoscerentur idonei et vulgo probati.* « Episcopus, ait S. Cyprianus, deligatur plebe præsente, quæ singulorum vitam plenissime novit, et uniuscujusque actum de ejus conversatione prospexit. » — *Epistol. 68. — Cf. Tarquini, Instit. jur. pub., lib. 2, n. 17.*

541. **II. Subsequens disciplina.** — Cum vero, successu temporis, plebs inter se divisa et dissentiens in factiones plerumque erumperet, et inordinata confusio ex abusu potestatis sæcularis oriretur (*cf. can. 1, dist. 63*),

a) *Jure Decretalium* electio Episcoporum ad selectiores cleri, nempe ad *Canonicos Ecclesiæ vacantis*, delata est; eorum vero confirmatio, ad Metropolitanum. — *Cf. tit. De electione.*

Electio celebranda erat secundum dispositiones *capitis Quia propter, 42, De elect.;* et ne, defectu pastoris, dominicum gregem lupus rapax invaderet, statutum erat ut *ultra tres menses* cathedralis ecclesia non vacaret, infra quos, justo impedimento cessante, si electio celebrata non esset, potestas eligendi devolvebatur ad immediatum Superiorem. — *Cap. 41, De elect. — Cf. n. 183 et seq.*

b) Capitula autem non satis præcaverunt *factiones* et *simoniacas electiones;* et tot abusus obrepserant ex æmulatione et turbis eligentium et eligendorum, ut, jam ab initio sæculi XIV, *reservationes* favoris Sedis Apostolicæ factæ sint, dempto Capitulis jure eligendi.

Clemens V, an. 1305, sibi reservavit electionem cathedralium quæ apud Romanam Sedem vacavissent. — *Extravag. Etsi, 3, De præbendis, inter comm.*

Quod et præstiterunt Joannes XXII et Benedictus XII. — *Cap. 5 et 13, De præbend., extrav. comm.*

Demum, ab aliis successoribus Pontificibus reservatæ

sunt *omnes episcopales* et superiores Sedes, quocumque modo vacaturæ, sive in Curia, sive extra Curiam. — *Reg. 2 et 3 Cancellariæ Apostolicæ.*

c) Hæc regula *omnimodæ reservationis*, seu concessionis Episcopatuum per liberam dispositionem Sedis Apostolicæ, *non diu mansit.* — Exigentibus enim temporum circumstantiis, Apostolica Sedes, quieti reipublicæ Christianæ et bono fidelium semper intenta, satius duxit Apostolicis *indultis*, aut *Concordatis*, privilegium *nominandi* seu *præsentandi* Episcopos pluribus catholicis Regibus ac Guberniis tribuere.

Unde, historice etiam constat hoc jus præsentationis *ex concessione Ecclesiæ esse repetendum*, non vero Principum esse jus nativum, nec « laicam auctoritatem habere per se jus præsentandi Episcopos ». — *Syll., err. 50.* — *Cf. Imbard de la Tour, Les élections épiscopales dans les églises de France.*

542. **III. Praxis hodierna provisionis Episcopatuum** varia est pro diversis provinciis orbis christiani.

a) *In Ecclesia Occidentali*, quatuor modis providetur Episcopatibus vacantibus :

1° *Libera nominatione S. Pontificis* deputantur Episcopi in tota Italia post infractionem concordatorum, in Mexico, et in regionibus infidelium imperio subditis quæ per Vicarios Apostolicos reguntur.

Leo XIII constitutionem Benedicti XIV, *Ad Apostolicæ servitutis*, 17 octobr. 1740, in usum revocans, *peculiarem Congregationem* erexit, quæ S. Pontifici consilium et operam suam ad promotionem præficiendorum Italiæ diœcesibus sedulo præstare debet. — *Constit. Immortalis memoriæ, 11 kal. octobr. 1878.*

Hujus Congregationis, cui quinque Cardinales adscripti sunt, præcipuum munus est, sub secreti fide, per Metropolitas Italicæ regionis, aut seniorem uniuscujusque provinciæ Antistitem, *ab Episcopis exquirere nomina et merita præstantiorum utriusque cleri sacerdotum* qui, dotibus præditi a sacro jure præfinitis, ex communi eorum suffragio, in

quaque diœcesi et provincia, episcopali muneri gerendo pares existimentur.

Documentis rite acceptis, *eadem Congregatio expendit* et sedulo explorat quæ de indole, natura, conditionibus et dotibus eorum qui proponuntur relata fuerint; atque de eorum vita et moribus, si oporteat, diligentius inquirit.

Hoc autem diligenti examine habito, *Congregationis Consistorialis est* in peculiari conventu de cujusque idoneitâte et meritis *judicium ferre;* et, cum de Rectoribus vacantium sedium deligendis a S. Pontifice consulta fuerit, nomina illorum edet qui sibi maturo judicio probati fuerint, ut S. Pontifex, eorum rationem habens, *tutius* decernere possit quorum fidei et vigilantiæ vacuas sedes committat. — *Cit. Leonis XIII constit.*

2º *Commendatio plurium personarum* facta ab Episcopis provinciæ, vel a clero ecclesiæ viduatæ, habetur in Statibus Unitis Americæ, in Canadiensi regione, in Anglia, in Hibernia, etc.; atque inter commendatos Pontifex de consueto eligit Episcopum.

Dicitur autem hoc *simplex commendatio,* quia Apostolica Sedes, pro opportunitate, designare seu *eligere valet etiam alterum* inter commendatos non relatum.

3º *Præsentatio ex parte Principum*, locum habet quando Guberniis catholicis, ut Galliæ, Austriæ, Hispaniæ, etc., Apostolica Sedes per Concordata facultatem contulit novos Antistites *nominandi,* quibus Ipsa dabit institutionem canonicam, modo idonei reperiantur. — *Cf. Concordat. anni 1801, art. 5.*

Item, aliquando S. Sedes indulget alicui Principi civili, ut in suis statibus non promoveantur Episcopi, nisi *communicatis consiliis inter utramque potestatem ;* ut in Concordato cum Imperatore Russiarum, anni 1847, art. 12; in Concord. cum Republica Columbiæ, an. 1887, art. 15.

4º Demum, aliquando S. Sedes indulget *Capitulis ecclesiarum* ut servent modum *electionis proprie dictæ;* idque, vel *ex Concordatis,* ut Pius VII concessit Capitulis ecclesiarum Coloniensis, Trevirensis, Wratislaviensis, Paderbornensis et Monasteriensis in Germania; vel *ex antiquis pri-*

vilegiis, ut pro Capitulo Olomucensi aliisque, confirmatione semper S. Sedi reservata.

b) *In Ecclesia Orientali*, paucis abhinc annis, *Patriarcha* eligebatur ab Episcopis Patriarchatus, interveniente clero et populo; et ejus confirmatio a Romano Pontifice petebatur. — *Episcopi* autem eligebantur a Patriarcha, interveniente pariter clero et populo; et, institutione facta, hujus rei notitia mittebatur ad Romanum Pontificem cum edita fidei professione.

Hanc disciplinam *immutavit Pius IX* pro natione *Armenorum*, per constitutionem *Reversurus*, 12 jul. 1867, et statuit :

1° *In electione Patriarchæ*, solos Episcopos habere suffragium, excluso clero et populo.

2° *Ad electionem Episcoporum*, Patriarcham synodum indicere debere universorum Episcoporum Patriarchatus, qui, collatis consiliis, tres viros ecclesiasticos proponant R. Pontifici, ut ex illis digniorem et magis idoneum eligere, et vacanti ecclesiæ providere possit. — *Cf. Acta Sanctæ Sedis, vol. 3, p. 386.*

Hæc eadem disciplina, per constit. *Cum Ecclesiasticæ*, 31 aug. 1869, extensa est ad Patriarchatum *Chaldæorum*.

543. **IV. De qualitatibus eligendorum.** — « Cum in cunctis sacris ordinibus et in ecclesiasticis ministeriis sint ætatis maturitas, gravitas morum et scientia requirenda, multo fortius in Episcopo hæc oportet inquiri, qui ad curam aliorum positus, in seipso debet ostendere qualiter alios in domo Dei oporteat conversari. » — *Cap. 7, De electione.* — Unde :

a) « Nullus ad Episcopatum eligatur, nisi qui jam trigesimum annum *ætatis* exegerit. » — *Cap. 7, De elect.* — *Cf. Trid., sess. 22, cap. 2, De ref.* — Juri communi consonat art. 16 Legis organicæ.

b) « Et de *legitimo matrimonio* sit natus. » — *Cap. 7, De electione.* — *Cf. Trid., sess. 7, cap. 1, De ref.* — Imo, ex catholicis parentibus oriundus. — *Constit. Onus Apostolicæ, Greg. XIV, 15 maii 1591.*

Si quis illegitimus dispensationem obtinuerit ad recipiendos sacros ordines, non ideo poterit ad *Episcopatum* promoveri; sed nova indiget Apostolicæ Sedis dispensatione.

c) « Qui etiam *vita commendabilis* demonstretur. » — *Cit. cap. Cum in cunctis, De elect.* — *Cf. Epist. I ad Tim., cap.* III, *2-7*; — *ad Tit.*, I, *7-9.*

Unde, concilium Tridentinum confidit « omnino futurum ut ad ecclesiarum regimen, onus quippe angelicis humeris formidandum, *qui maxime digni fuerint*, quorumque prior vita ac omnis ætas, a puerilibus exordiis usque ad perfectiores annos, per disciplinæ stipendia ecclesiasticæ laudabiliter acta, testimonium præbeat, secundum venerabiles Patrum sanctiones assumantur ». — *Sess. 6, cap. 1, De ref.* — *Cf. cap. 2, dist. 61.*

d) Sitque « in *sacro ordine* antea saltem sex mensium spatio constitutus ». — *Trid., sess. 22, cap. 2, De ref.*

e) « *Scientia* vero ejusmodi polleat ut muneris sibi injungendi necessitati possit satisfacere. — Ideo, antea in Universitate studiorum magister, sive *doctor* aut *licentiatus* in sacra *theologia* vel *jure canonico*, merito sit promotus, aut publico alicujus Academiæ testimonio idoneus ad alios docendos ostendatur. Quod si *Regularis* fuerit, a Superioribus suæ Religionis similem fidem habeat. » — *Trid., loc. cit.* — *Cf. cit. Greg. XIV constit.*

ARTICULUS II.

DE IPSA COLLATIONE OFFICII EPISCOPALIS.

« Episcopalis jurisdictionis conferendæ potestas, ex *nova disciplina* a pluribus sæculis jam recepta, a conciliis generalibus et ab ipsis concordatis firmata, ne ad Metropolitanos quidem ullo modo potest attinere, utpote quæ, illuc reversa unde discesserat, unice residet penes Apostolicam Sedem, ita ut *hodie Romanus Pontifex*, ex muneris sui officio, Pastores *singulis ecclesiis* præficiat. » — *Brev. Charitas, Pii VI, 12 apr. 1791.*

544. **I. Necessitas Institutionis.** — Episcopi electi, nominati, vel præsentati ad Sedes Episcopales vacantes, sub nullo titulo, nomine, quæsitove colore, suscipere possunt earum curam, regimen et administrationem, antequam canonice instituti fuerint a R. Pontifice; imo, antequam litteras Pontificias de sua confirmatione jam acceperint et Capitulo exhibuerint. — *Cap. Avaritiæ, 5, De elect., in 6°; — extravag. Injunctæ, De elect., inter communes; — const. Apostolicæ Sedis, tit. 5, num. 1; — et constitut. Romanus Pontifex, Pii IX, 28 aug. 1873.* — *Cf. n. 197 et seq.*

545. **II. Confirmatio datur in Consistorio Cardinalium**, post præviam *causæ cognitionem*, quæ versatur super natalibus, ætate, morum honestate, scientia aliisque dotibus quæ in Episcopo desiderantur.

a) *Si Electus vel Nominatus extra Italiam commoretur*, inquisitio de ipsius qualitatibus, statuque ecclesiæ, ad formam constitutionis Greg. XIV, *Onus Apostolicæ*, et instructionis Urbani VIII an. 1627, instituitur a *Nuntio Apostolico*, aut ejus de quo inquisitio fit *Ordinario*, eoque deficiente, ab *Ordinariis vicinioribus*, nisi, justis de causis, R. Pontifex per speciale mandatum alicui alteri hoc munus commiserit. — *Cf. Trid., sess. 22, cap. 2, De ref.*

b) Processus hoc modo confectus *Romam mittitur* ad Sacram Congregationem Consistorialem. Totius examinis acta *Cardinali Relatori* seu *Proponenti* traduntur; atque, tum ab ipso, tum ab aliis tribus Cardinalibus serio expensa et subscriptione roborata, ab eodem Relatore in Consistorio referuntur, quod dicitur *præconizare*.

c) In altero Consistorio, judicium de promovendi idoneitate profertur, quod *propositionem* appellant; et tunc, habitis suffragiis Cardinalium, Summus Pontifex expetitam institutionem confert his verbis : « Auctoritate Dei Omnipotentis, SS. Apostolorum Petri et Pauli, ac Nostra, providemus ecclesiæ N.... de persona N...., ipsumque illi in Episcopum præficimus et pastorem, curam et administrationem ipsius eidem, in spiritualibus et temporalibus, plenarie committendo. »

d) *Bullæ* super hac promotione seu collatione expediuntur per Cancellariam ad *provisum*, ad *Metropolitanum*, et ad *clerum populumque* cui novus Pastor præficitur.

546. **III. Duplex est confirmationis effectus :**

a) Primus est nexus seu vinculum *conjugii spiritualis* inter Episcopum et ecclesiam. — *Cap. Licet, De translat. Episcopi.*

Unde, post obtentam confirmationem, non potest fieri renuntiatio nisi admittatur, cum prius auctoritate propria fieri posset; et, si ecclesia vacet, dicitur vacare *non per mortem antecessoris*, sed per renuntiationem confirmati.

b) Alter effectus in eo positus est, quod Episcopus *jus in re*, seu plenam administrationem et sacram jurisdictionem accipiat, iis exceptis quæ sunt *ordinis* seu consecrationis episcopalis, quæ tamen alteri Episcopo *delegare* potest, quia hujusmodi delegatio potestate jurisdictionis continetur.

Nequit tamen hanc jurisdictionem exercere antequam *exhibuerit* Capitulo *litteras Apostolicas* de sua promotione. — *Cf. n. 200.* — Possessionis autem assumptio fieri potest per *procuratorem*.

547. **IV. Promoti tenentur professionem fidei emittere** in prima synodo provinciali quæ post eorum promotionem celebratur.

a) « Quod si quis renuerit, Episcopi comprovinciales statim S. Pontificem admonere sub pœna divinæ indignationis tencantur; interimque ab ejusdem communione abstineant. » — *Trid., sess. 25, cap. 2, De ref.*

b) Professio fidei emittenda est *juxta formam a Pio IV præscriptam* constit. *Injunctum*, 1564, cui, jussu S. C. C., 20 jan. 1877, *aliqua verba addita sunt*, ut respiceretur ad decreta dogmatica in concilio Vaticano edita, præsertim de primatu et infallibili magisterio R. Pontificis. — *Cf. n. 865.*

ARTICULUS III.

DE EPISCOPALI CONSECRATIONE.

Confirmationem sequitur *Consecratio*, quam Episcopus suscipere debet *infra tres menses* ab impetrata confirmatione ; quibus elapsis, si consecratus non fuerit, perceptos fructus amittit, ecclesiam quoque ipso jure amissurus si ad tres alios menses consecrationem protraxerit. — *Conc. Trident, sess. 23, cap. 2, De ref.*

548. **I. Jus consecrandi Episcopos Summo Pontifici reservatum.**

a) *Jure Decretalium*, quando confirmatio suffraganeorum ad *Metropolitanum* pertinebat, ad hunc quoque spectabat eorumdem consecratio.

Ex quo autem Sedes Apostolica Episcopatuum provisiones sibi reservavit, simul *eidem Sedi Apostolicæ* reservata fuit consecrandi facultas. — *Cf. constit. Bened. XIV, In postremo, 20 oct. 1756.*

b) Unde, *in præsenti Ecclesiæ disciplina*, nullus Episcopus licite potest consecrari, nisi a *R. Pontifice*, aut *de ejus mandato speciali.* — Ideo consecrator ante omnia quærit : « *Habetis mandatum Apostolicum ?* »

549. **II. Mandatum autem Apostolicum,**

a) *Si consecrandus sit extra Urbem*, dirigitur consecrando, ut suscipiat consecrationem a quocumque, quem malit, catholico Antistite gratiam et communionem Sedis Apostolicæ habente. — *Cf. cit. constit. Bened. XIV, § 16.*

b) *Si vero in Urbe sit*, facultas ei datur eligendi consecratorem : vel unum ex Cardinalibus episcopali charactere insignitum, aut aliquem ex Patriarchis majoribus plerumque in Urbe residentibus ; et, si nemo ex istis acceptet, fit Episcopo consecrando facultas adeundi *quemcumque* Archiepiscopum vel Episcopum.

Casu autem quo Romæ simul adessent Metropolitanus et

Suffraganeus, consecratio nulli præterquam *Metropolitæ* delegatur. — *Bened. XIV, ead. constit.*

550. **III. Juramentum fidelitatis et obedientiæ Romano Pontifici præstandum.**

a) Ante suam consecrationem, tenetur novus Episcopus *Romano Pontifici fidelitatis et obedientiæ juramentum præstare,* quo simul se obligat ad tractandum honorifice et in suis necessitatibus adjuvandum Legatum Apostolicum, ad servanda decreta, ordinationes, reservationes et mandata Apostolica, ad visitandum temporibus jure præscriptis limina Apostolorum, etc.

b) Si consecratio fit vigore litterarum Apostolicarum, per quas etiam *juramenti per Electum præstandi receptio consecratori committitur,* legenda est formula quæ habetur in Pontificali Romano jussu Clementis VIII edito.

551. **IV. Juramentum fidelitatis Gubernio civili.**

a) In Gallia, juxta Concordatum anni 1801, Episcopi etiam coram *Principe civili juramentum fidelitatis* emittere debent, antequam munus suum gerendum suscipiant. — *Cf. art. 6 hujus Concordati.*

Eadem formula juramenti habetur in omnibus fere pactis inter S. Sedem et Principes laicos celebratis.

b) Cum concors Patrum ac Ecclesiæ doctrina sit illi debitam esse fidelitatem et subjectionem qui pro temporum vicissitudine gubernium moderatur, profecto sequitur, ait *Vecchiotti,* juramentum fidelitatis *sub Gubernio invasore actu imperante licitum prorsus esse ;* siquidem non præstatur eo fine ut legitimus Princeps exauctoretur, et iniquus invasor recognoscatur, sed ut societatis ruina impediatur et ordo publicus conservetur. — *Inst. can., lib. 2, § 106.*

552. **V. Ritus consecrationis.** — Consecratio peragitur *a tribus Episcopis,* quorum unus dicitur *Consecrator,* alii duo *adsistentes,* ex antiquissima praxi, et de necessitate præcepti. — *Cap. 7, De tempor. ordin.*

a) *Valida* tamen foret, et etiam aliquando licita, consecratio *ab uno* tantum Episcopo peracta, ut constat ex in-

dultis Gregorii Magni, Gregorii III, Innocentii X et Alexandri VII. — *Cf. Ben. XIV, De syn., lib. 13, c. 13, n. 10.*

b) Facienda est *die dominica* vel *natali Apostolorum*, manuum impositione, annuli et baculi traditione, unctione chrismatis, libri Evangeliorum supra caput consecrandi impositione, aliisque adhibitis ritibus quos *Pontificale Romanum, tit. De consecr. Episc.*, singillatim describit.

c) Optat concilium Tridentinum ut, si consecratio extra Curiam Romanam fiat, *in ecclesia ad quam promoti fuerint* Episcopi, aut in provincia, si commode fieri poterit, celebretur. — *Trid., sess. 23, cap. 2, De ref.*

553. **VI. Consecrationis effectus** est *character episcopalis*, vi cujus, præter divinam gratiam ad Episcopatus munia rite obeunda, consecratus accipit *omnem ordinis potestatem* et *plenitudinem sacerdotii;* deinde vero, spirituale matrimonium cum ecclesia cui præficitur « *ratum* in confirmatione, in consecratione intelligitur *consummatum* » *(cap. Licet, De translat. Episc.);* et vocatur absolute Episcopus, qui prius vocabatur Episcopus electus.

a) Nomen Episcoporum, saltem si sint locorum Ordinarii *(cf. n. 511)*, in canone Missæ recitatur.

b) Et dies tum *electionis* tum *consecrationis* quotannis recolitur.

Porro, dies electionis est ille in quo provisio ecclesiæ episcopalis a Summo Pontifice publicatur in Consistorio. — *S. C. R., 16 apr. 1886.*

CAPUT III.

DE JURIBUS ET OFFICIIS EPISCOPORUM EX POTESTATE ORDINIS.

Nempe : de juribus et officiis Episcoporum quoad sacramenta Ordinis et Confirmationis ; — nec non de potestate consecrandi et benedicendi.

ARTICULUS I.

DE POTESTATE ORDINANDI.

« *Summa hæc esse videtur Episcoporum gloria*, quod patres in populo christiano in sacramento Ordinationis generent. Singularis eorum hæc prærogativa, quod non tantum *filios* sicut presbyteri, verum etiam *patres* generare possint ! » — *S. Epiph., apud Lucidi, De visit. sacr. lim., cap. 2, num. 62.*

Porro, de legitimo sacræ Ordinationis *ministro*, nec non de requisitis ad *validam* et *licitam* Ordinationem egimus in Tractatu *De clericis, n. 271 et seq.*

ARTICULUS II.

DE POTESTATE CONFIRMANDI.

551. **I. Ordinarium ministrum sacramenti Confirmationis** esse *solum Episcopum*, definitum est a *concilio Constantiensi*, in damnatione errorum Wiclefi ; ab *Eugenio IV* in decreto instructionis ad Armenos ; atque a *concilio Tridentino, sess. 7, can. 3 :* « Si quis dixerit sanctæ Confirmationis ordinarium ministrum non esse solum Episcopum, sed quemvis simplicem presbyterum, anathema sit. »

a) *Simplices presbyteri* possunt, ex delegatione Summi Pontificis, sacramentum Confirmationis ministrare *cum chrismate quod consecravit Episcopus* ; quod probatur ex *delegatione* pluries facta a Romano Pontifice, præsertim

pro sacris missionibus. — *Cf. Bened. XIV, De syn., lib. 7, cap. 7. — Cf. Instructionem pro simplici sacerdote sacramentum Confirmationis, ex Sedis Apostolicæ delegatione, administrante, editam anno 1774 (Acta S. Sedis, vol. 7, pag. 306).*

Equidem, concilium Tridentinum definivit sanctæ Confirmationis *ordinarium* ministrum esse solum Episcopum. Sed sensus hujus canonis est: solum Episcopum habere potestatem *completam* et *expeditam* ad collationem hujus sacramenti; in charactere autem ordinis presbyteralis, inesse tantum capacitatem et habilitatem ad obtinendam delegationem. — *Cf. n. 534.*

b) Videtur etiam Sedes Apostolica *simplici sacerdoti* concedere posse, non tantum ut Confirmationem ministret, sed ut etiam *chrisma conficiat.*

Benedictus XIV animadvertit non aliter consuevisse a Summis Pontificibus simplices sacerdotes insigniri potestate administrandi sacramentum Confirmationis, nisi sub *expressa conditione adhibendi chrisma ab Episcopo consecratum.*

Posse tamen *et hanc alteram potestatem concedi,* valde probabile est; etenim si Summus Pontifex, suprema sua auctoritate, potest simplici sacerdoti munus demandare conficiendi sacramentum Confirmationis, de se cæteroquin ordini episcopali adnexum, eo magis poterit facultatem eidem elargiri præparandi ejusdem sacramenti *materiam.* — *Bened. XIV, loc cit., cap. 8, n. 1*

c) Utrum, exclusa Sedis Apostolicæ reservatione, *Episcopus* etiam possit deputare *simplicem sacerdotem* ad sacramentum Confirmationis administrandum, Doctores non conveniunt.

Apud omnes autem in confesso est: *irritam* nunc fore Confirmationem a simplici presbytero *latino*, ex sola Episcopi delegatione, collatam; quia Sedes Apostolica *id juris sibi unice reservavit,* tum expresse, tum tacite per consuetudinem, ut docet Bened. XIV, *ibid., num. 7.*

d) *In Ecclesia Græca,* valet Confirmatio a simplici presby-

tero collata, licet is nullam a Romano Pontifice expressam delegationem obtinuerit.

Antiqua enim consuetudine receptum est, ut Græcorum presbyteri baptizatos infantes statim sacro chrismate inungerent. Unde, *implicite* Sedes Apostolica presbyteros ad id muneris delegare censenda est. — *Cf. Bened. XIV, De syn. diœc., lib. 7, cap. 9.*

555. **II. De obligatione administrandi sacramentum Confirmationis.**

a) Episcopus *graviter peccaret*, Confirmationem omittendo *longo tempore*, v. gr., per octo vel decem annos, quia subditos *ingenti bono privaret.* — Hinc tenetur diœcesim suam circumire, saltem per loca præcipua, nisi excuset moralis impossibilitas. — *Ita communiter.*

b) Licet heroicum habeatur exemplum *Sancti Caroli*, tamen, cum Confirmatio non sit sacramentum omnino et absolute ad æternam salutem necessarium, difficile erit tueri Episcopum obstringi ad illud peste laborantibus administrandum, etiam *cum proximo vitæ suæ periculo*, eumque ab administratione cessantem, dum ægrotantes hoc spirituali præsidio foveri exposcunt, peccare. — *Bened. XIV, De syn., lib. 13, cap. 19, n. 6.*

c) Imo, probabiliter non peccat Episcopus si *quemlibet moribundum petentem* non confirmet, quia excusat incommoditas et praxis communis. — *S. Lig., lib. 6, num. 175; — Salmanticenses, et alii.*

556. **III. De loco et tempore administrationis.**

a) Episcopus, *in diœcesi non sua*, licite non potest confirmare sive alienos sive suos subditos, *absque consensu Episcopi diœcesani;* secus ipso jure incurrit *suspensionem* ab exercitio pontificalium. — *Trid., sess. 6, cap. 5, De ref.*

b) Neque potest in sua diœcesi *alienos subditos* confirmare, quod *per se* illicitum est. — Verum consensus aliorum Episcoporum præsumitur, ut *ex usu communi* receptum est.

c) Confirmatio potest probabiliter absque gravi peccato, *extra ecclesiam*, in aliquo decenti loco, ministrari.

Et consuetudo obtinuit ut *quocumque die* festivo aut feriali, *quocumque tempore* matutino aut vespertino, etiam *non jejunis*, conferatur. — *S. Lig., lib. 6, num. 174.*

557. **IV. De subjecto hujus sacramenti.**

a) *Omnibus quidem post Baptismum* sacramentum Confirmationis potest administrari ; sed *minus expedit* hoc fieri antequam pueri *rationis usum* habuerint.

« Neque enim Confirmatio *ad salutis necessitatem* instituta est, sed ut ejus virtute optime instructi et parati inveniremur, cum nobis pro Christi fide pugnandum esset : ad quod sane pugnæ genus, pueros qui adhuc usu rationis carent nemo aptos esse judicarit. » — *Catech. Rom., De sacr. Confirm., num. 15.*

Unde, *in Ecclesia Latina*, « consultissimis Pontificum decretis cautum est, ut renatis fonte Baptismatis conferretur sacramentum Confirmationis *in ea solum ætate* in qua fideles intelligerent : tantum inter se differre Baptismum et Confirmationem, quantum in naturali vita distat generatio ab incremento. » — *Benedict. XIV, constit. Eo quamvis, an. 1745.*

b) *Licite* tamen confirmantur pueri ante septennium, *justa accedente causa*, v. gr. si Episcopus debeat per longum tempus abesse a sua diœcesi, aut si puer in periculo mortis versetur. — *Cf. S. Th., 3 p., q. 73, a. 8, ad 4 ;* — *Benedict. XIV, De syn., lib. 7, cap. 10, n. 5 et seq.*

c) Etiam *perpetuo amentes* licite confirmari possunt, etsi per accidens nunquam sint spiritualiter pugnaturi. — *Suarez et alii communiter.*

d) « *Simultanea collatio Baptismi et Confirmationis* in pueris admittenda non est, nisi forte in mortis articulo, juxta praxim. » — *S. C. de Prop., 21 mart. 1851.*

558. **V. De adhibendis patrino et matrina.**

a) Quanquam de *necessitate* hujus sacramenti non sit ut in eo recipiendo Patrinus vel Matrina adhibeatur, id ta-

men *laudabilis Ecclesiæ consuetudo* suadet, *sacrique canones* præscribunt. — Quas præscriptiones in memoriam revocavit *S. Congregatio S. Officii,* instructione ad Episcopos transmissa, *die 12 jul. 1879.*

« Hoc enim sacramentum, *ait Sanctus Thomas,* exhibetur homini ad robur pugnæ spiritualis. Sicut autem aliquis de novo natus indiget instructore, in his quæ pertinent ad conservationem vitæ : ita *illi qui assumuntur ad pugnam, indigent eruditoribus* a quibus instruantur de his quæ pertinent ad modum certaminis. Et propter hoc etiam ille qui accipit hoc sacramentum, *ab alio tenetur,* quasi per alium in pugna spirituali erudiendus. » — *Loc. cit., q. 72, art. 10.*

b) « *Ab hoc vero munere excluduntur* : tum minores annis 14, tum qui sacramentum Confirmationis nondum receperunt. — Verum, quia contingere potest ut *in locis missionum* nullus adsit qui antea confirmatus fuerit, permittitur in hoc casu ut aliqui sine patrino confirmentur, qui postea patrini cæterorum esse possunt. » — *S. C. de Propag., 4 maii 1774.*

c) « Ad patrinos hujusmodi quod attinet, hæ insuper regulæ erunt observandæ :

1° » Ut non plures, sed *unus tantum,* sive vir, sive mulier, adhibeatur.

2° » Ut nec feminis mares, nec maribus feminæ, patrini officium præstent ; sed *suo quisque sexui* patrinus adhibeatur.

3° » Ut, nisi necessitas cogat, idem non sit, sed *diversus Confirmationis patrinus* a patrino Baptismi.

4° » Ut a patrini munere arceantur excommunicati, interdicti, publici peccatores, aut qui præceptum paschale omiserunt. » — *Cit. instr. S. C. de Prop.* — *Cf. Pontificale Romanum.*

d) Præterea, « *nullus præsentet nisi unum aut duos,* non plures, nisi aliter *necessitas* suadeat, arbitrio Episcopi. » — *Pontificale Rom.* — *S. C. C., in Fesul., 12 jul. 1823.*

e) Si Episcopus velit, non tantum *ministri,* sed etiam

patrini officium gerere, gerat officium patrini per *procuratorem. — S. C. R., 14 jun. 1873.*

ARTICULUS III.

DE POTESTATE CONSECRANDI ET BENEDICENDI.

559. Cum iis quæ dicta sunt in superiori Capite I, ubi *De potestate ordinis, n. 533 et seq.*, cf. Tractatum *De rebus ecclesiasticis*, passim.

CAPUT IV.

DE JURIBUS ET OFFICIIS EPISCOPORUM QUOAD DOCTRINAM.

Agendum est : de Episcopi potestate doctrinali, quatenus refertur ad prædicationem verbi Dei ; — ad defensionem catholicæ doctrinæ ; — ad christianam juventutis institutionem ; — et ad veritatem factorum præternaturalium, reliquiarum authenticitatem, usumque sacrarum imaginum.

ARTICULUS I.

DE JURIBUS ET OFFICIIS EPISCOPORUM QUOAD PRÆDICATIONEM.

560. **I. Episcopus, quatenus Doctor, officium habet plebem suam docendi** ; et « *præcepto divino* » tenetur oves suas verbi divini prædicatione pascere. — *Trid., sess. 23, cap. 1, De ref.* — *Cf. Matth.*, XXVIII, *19.*

« Quoniam enim fides est ad salutem necessaria, omnino prædicari verbum Christi consequitur oportere. Profecto, prædicandi, hoc est docendi, munus, jure divino penes magistros est quos Spiritus Sanctus posuit Episcopos regere Ecclesiam Dei (*Act.*, XX, *28).* » — *Encycl. Sapientiæ christianæ, Leonis XIII, 10 jan. 1890,* § *Hujusce partes.*

a) Hoc « prædicationis munus, quod Episcoporum præcipuum est », mandat sancta synodus Tridentina ut « in ecclesia sua ipsi *per se,* aut, si *legitime impediti* fuerint, per eos quos ad prædicationis munus assument ; in aliis autem ecclesiis *per parochos....,* saltem *omnibus dominicis et solemnibus diebus festis,* tempore autem jejuniorum, Quadragesimæ et Adventus Domini, *quotidie, vel saltem tribus in hebdomada diebus,* si ita oportere duxerint, Sacras Scripturas divinamque legem annuntient, et alias, quotiescumque id opportune fieri posse judicaverint ». — *Trid., sess. 24, cap. 4, De ref.* — *Cf. sess. 5, cap. 2, De reformatione.*

b) « Iidem etiam, saltem dominicis et aliis festivis die-

bus, *pueros* in singulis parochiis fidei rudimenta, et obedientiam erga Deum et parentes, diligenter, *ab iis ad quos spectabit, doceri curabunt;* et, si opus sit, etiam per censuras ecclesiasticas compellent, non obstantibus privilegiis et consuetudinibus. — « *Trid., sess. 24, cap. 4, De ref.* — *Cf. litteras encyc. Pii IX, Nostis, 8 dec. 1849.*

c) Et quoniam jus est Ecclesiæ *ea ratione* instruendi fideles doctrinamque inculcandi ut facile eamdem addiscant eaque imbuantur, hinc Episcopi jus habent exigendi ut fideles prædicationem ecclesiasticam frequentent, ut *efficaciter* in christiana doctrina instituantur, itemque jus habent eam sub forma *Missionum* proponendi. — *Cf. Cavagnis, Inst. jur. pub., lib. 4, n. 16.*

561. **II. Ad Episcopos pertinet concionatores designare ac mittere, qui in sua diœcesi divinum verbum annuntient.**

a) Idcirco, si excipiantur *parochi*, quibus ad animarum curam semel probatis jus et officium est plebem sibi commissam erudire, *nemini* permissum est *sine venia Episcopi* prædicare. — *Cf. n. 895 et seq.*

b) *Regulares* qui in *ecclesiis etiam sui Ordinis* prædicare voluerint, tenentur ab Episcopo diœcesano *benedictionem petere;* prædicare tamen possunt quamvis illam non obtinuerint. — Quod si Episcopus benedictionem nedum concesserit, sed etiam *contradixerit,* nec in prædictis quidem ecclesiis licet Regularibus prædicare. « Nullus (enim) sæcularis, sive Regularis, etiam in ecclesiis suorum Ordinum, contradicente Episcopo, prædicare præsumat. » — *Trid., sess. 24, cap. 4, De ref.* — *Cf. constit. Inscrutabili, Greg. XV;* — *constit. Superna, Clementis X.*

c) In ecclesiis quæ *suorum Ordinum non sunt*, Regulares, ultra licentiam suorum Superiorum, etiam *Episcopi licentiam* habere tenentur. — *Trid., sess. 5, cap. 2, De reformatione.*

Posset Episcopus, licentiam concessurus Regularibus in ecclesiis quæ suorum Ordinum non sunt prædicare volentibus, illos, etiamsi Episcopi antecessores per tempus imme-

morabile hanc licentiam absque examine concedere consueverint, *quoad doctrinam examinare*, si ita ipsius arbitrio, quod moderatum et discretum esse debet, visum fuerit. — *Cit. constitut. Clementis X.*

562. **III.** « **Si vero, quod absit, prædicator errores aut scandala disseminaverit in populum,** etiam si in monasterio *sui* vel *alterius Ordinis* prædicet, Episcopus ei prædicationem interdicat.

» Quod si *hæreses* prædicaverit, contra eum secundum juris dispositiones aut loci consuetudinem procedat, etiamsi prædicator ipse generali vel speciali privilegio *exemptum* se esse prætenderet. Quo casu Episcopus *auctoritate Apostolica*, et tanquam Sedis Apostolicæ delegatus, procedat. » — *Trid., sess. 5, cap. 2, De ref.*

ARTICULUS II.

DE JURIBUS ET OFFICIIS EPISCOPORUM QUOAD DEFENSIONEM CATHOLICÆ DOCTRINÆ.

Quoniam Episcopus constituitur in sua ecclesia *custos sanæ doctrinæ*, diligentissime curare debet ut depositum fidei morumque præcepta incorrupte atque integre serventur.

563. **I. Episcoporum igitur munus est « sanam orthodoxamque doctrinam, expulsis hæresibus, inducere »** *Trid., sess. 24, cap. 3, De ref.)*, et consequenter in hæreticos debitis pœnis animadvertere. — Ideo Episcopus dicitur et est *Inquisitor natus* in sua diœcesi. — *Cf. conc. Vatic., constit. Dei Filius, sub fin.*

Hanc potestatem habent Episcopi *in Regulares etiam exemptos*, quatenus Sedis Apostolicæ delegati. — *Cap. Ad abolendum, 9, De hæreticis.*

a) Episcopus tamen nequit *definire* quæstiones fidei, nec partes judicis sibi arrogare inter gravissimos inter se contendentes theologos : cum infallibile non sit ipsius judicium. — *Cf. Ben. XIV, De syn., lib. 7, cap. 11, n. 2.*

b) Et, si velit de controversis quæstionibus disserere, id quidem tanquam *doctor privatus* facere potest : et tunc tanti valebit ejus sententia quanti rationes ab eo adductæ ; sed nequit sibi potestatem vindicare eas episcopali auctoritate dirimendi. — *Cf. Bouix, De Episc., p. 5, c. 6.*

564. **II.** Ne doctrina catholica, in tanta errorum colluvie, falsis opinionibus erroribusque depravetur, et christiani mores labefactentur, « **per Episcopum fideles edoceantur quod pabuli genus sibi salutare, quod noxium ac mortiferum ducere debeant,** ne ulla in eo suscipiendo capiantur specie ac pervertantur illecebra ». — *Mandatum Leonis XII, 26 mart. 1825.*

a) Ad Episcopum pertinet procurare in sua diœcesi *observantiam Regularum Indicis,* earum violatores debitis pœnis plectendo. — Imo, potest eos etiam libros qui his Regulis permitti videntur prohibere, prout expedire judicaverit. — *Reg. 10 Indicis. — Cf. n. 457 et seq.*

b) « In singulis civitatibus ac diœcesibus, domus vel loci ubi ars impressoria exercetur, et bibliothecæ librorum venalium *sæpius visitentur* a personis ad id deputandis ab Episcopo sive ejus Vicario...., ut nihil eorum quæ prohibentur aut imprimatur, aut vendatur, aut habeatur. » — *Reg. 10 Indicis.*

565. **III. « Opinionum vel cavendis vel evellendis erroribus, late in vulgus disseminentur salubriter scripta** quæ cum rerum veritate congruant et ad virtutem conducant. » — *Encycl. Quod multum, Leonis XIII, ad Episcopos Hungariæ, 22 aug. 1886.*

Dum enim mortiferam pestilentium librorum et ephemeridum perniciem Episcopi a fidelibus amovere student, eodem tempore illos viros *omni benevolentia et favore prosequi debent* « qui, catholico spiritu animati, ac litteris et disciplinis exculti, *libros et ephemerides* conscribere typisque mandare curant, ut catholica propugnetur et propagetur doctrina, ut errorum depellatur caligo, et hominum mentes suavissima veritatis luce collustrentur ». — *Encyc. Inter multiplices, Pii IX, ad Episc. Galliæ.*

« Plurimum juverit, *aiebat Leo XIII ad Episcopos Lusitaniæ*, si cura ductuque vestro *diaria publicentur*, quæ malis venenis undecumque oblatis opportune medeantur, suscepto veritatis, virtutis, religionis patrocinio. » — *Enc. Pergrata Nobis. — Cf. epist. ad Episcopos imperii Austriaci, 3 mart. 1891, § Quod attinet.*

a) « Et, quod ad eos pertinet qui scribendi artem cum amore studioque rei catholicæ honestissimo sanctissimoque proposito conjungunt, si labores suos vere volunt esse fructuosos et usquequaque laudabiles, constanter meminerint *quid ab iis requiratur qui pro caussa optima dimicant.*

» Scilicet, in scribendo summa cum cura adhibeant necesse est *moderationem, prudentiam*, maxime eam quæ vel mater vel comes est virtutum reliquarum, *caritatem.* — Fraternæ vero caritati videtis quam sit contraria suspicandi levitas, criminandi temeritas. Ex quo intelligitur vitiose et injuste facturos qui favent uni parti politicæ, si crimen suspectæ fidei catholicæ aliis inferre non dubitent, hac una de caussa quod sunt ex altera parte, perinde ac catholicæ professionis laus cum his illisve partibus politicis necessitate copuletur. » — *Enc. Leonis XIII ad Episc. Lusitaniæ. — Cf. enc. Cum multa, 8 dec. 1882, § Denique magni; — enc. Etsi nos, 15 feb. 1882, § Deinde vero.*

b) « In primis vero, *sanctum* sit apud catholicos scriptores *Episcoporum nomen;* quibus, in excelso auctoritatis gradu collocatis, dignus officio ipsorum et munere habendus est honos.

» Neque licere sibi homines privati putent *in ea quæ sacri Pastores pro potestate decreverint, inquirere :* ex quo sane magna perturbatio ordinis consequeretur, et non ferenda confusio. Atque istam reverentiam quam prætermittere licet nemini, maxime in catholicis auctoribus ephemeridum luculentam esse, et velut expositam ad exemplum, necesse est. » — *Enc. Cognita Nobis, Leonis XIII, 25 jan. 1882. — Cf. epist. Leonis XIII ad Em. card. Guibert, Archiep. Parisiens., 17 jun. 1885 (Acta S. Sedis, vol. 18,*

pag. 3); — et enc. Sapientiæ christianæ, 10 jan. 1890, § Contra non pauci.

566. **IV.** « Nulla (Episcopis) prætermittenda earum rerum est quæ ad integritatem doctrinæ catholicæ in multitudine conservandam, disciplinamque evangelicam factis, vita, moribus retinendam, valere videantur. » — *Encyc. Quod multum, Leonis XIII.*

Porro, ut efficacius universos confirment ad exercenda constanter et fortiter officia quibus *actio vitæ christianæ* continetur, « curare ac providere opus est ut, numero, consensu, efficiendis rebus, **floreant lateque amplificentur societates quibus maxime propositum sit fidei christianæ virtutumque cæterarum retinere et incitare studia.**

a) » *Tales sunt* consociationes juvenum, opificum; quæque constitutæ sunt aut cœtibus catholicorum hominum in tempora certa agendis, aut inopiæ miserorum levandæ, et tuendæ dierum festorum religioni, et pueris ex infima plebe erudiendis; aliæque ex eodem genere complures. » — *Enc. Etsi Nos, Leonis XIII, 15 feb. 1882. — Cf. enc. ejusd. Pontificis, Quod multum, 22 aug. 1886.*

b) « Verum, cum sibi proposita sit rei catholicæ tutela et amplificatio, resque catholica in diœcesibus singulis ab Episcopo geratur, sponte consequitur *eas Episcopis subesse* et ipsorum auctoritati auspiciisque tribuere plurimum oportere. » — *Enc. Cum multa, § Ad ejus.*

567. **V.** « **Demum, necessaria contentio est assidua et vehemens adversus non honestas consociationes,** quarum est antevertenda contagio rationibus omnibus, iis nominatim quas Litteræ Nostræ encyclicæ alias indicavere. De qua re tanto a Vobis majorem curam adhiberi volumus, quanto plus istæ numero, opibus, potestate valent ejus generis societates. » — *Encycl. Quod multum. — Cf. encycl. Humanum genus, 20 apr. 1884; — et instruct. S. Officii, 10 maii 1884.*

ARTICULUS III.

DE JURIBUS ET OFFICIIS EPISCOPORUM QUOAD CHRISTIANAM JUVENTUTIS INSTITUTIONEM.

Episcopi, ex proprii ministerii officio, in christianam juventutis educationem procurandam totis viribus incumbere debent, ideoque invigilare ne quid fidei morumve disciplinæ adversum in scholis privatis vel publicis tradatur. — *Cf. alloc. consist. Pii IX, 5 sept. 1851.*

568. **I. Scholæ primario jure non ad Statum pertinent, neque ab Ecclesiæ auctoritate eximendæ sunt.**

a) *Probatur prima pars.* — Parentes sunt jure naturali liberorum suorum institutores; attributio enim scholarum Statui nititur falso et impio paganorum principio, *infantes* scilicet *ad Statum pertinere*, quod omni naturæ juri contradicit.

Porro, *scholæ* parentum insufficientiam aut incapacitatem supplent. Ergo magistri, non a *Statu*, sed ab ipsis *parentibus* mandatum habere debent. Scilicet, jus docendi non est munus *publicum*, sed est jus *privatorum* quod a Statu violari nequit, sed tantum *moderari*.

1º Posset quidem Status normas quasdam *præventivas* constituere quibus idoneitas docentium verificetur, cum id *bono publico* valde expediat; verum injusta foret exigentia frequentandi scholas publicas.

2º Imo, si scholæ publicæ habeantur *publico ærario* alitæ, et tamen non satisfaciant requisitis pro scholis catholicis, tunc verificari potest casus in quo Status civilis, ex justitia distributiva, teneatur ex eodem ærario publico *scholis catholicis subvenire* : nempe, si catholici sint in aliquo Statu agnoscendi tanquam pars Status prout catholici sunt. — *Cf. Cavagnis, Instit. jur. pub., lib. 4, n. 17 et seq.*

b) *Probatur altera pars.* — Ex dictis, schola insufficientiam patris supplet; ideoque *illius officia ex patris*

officiis determinanda sunt. — Atqui, pater generavit ens non simpliciter vivum, sed anima immortali præditum, Deo ut fini ultimo natum; *ad hunc ergo finem eum informare et præparare debet,* quod absque religione est prorsus impossibile. Ergo, et in scholarum institutione nunquam religionis doctrina omittenda est.

Religionis autem doctrinam *sola Ecclesia* a Christo accepit. Ipsa proinde jus habet designandi quæ sint pueris veritates religiosæ tradendæ; et quidem ab iis qui specialem suscipiunt litterariam et scientificam instructionem in *scholis superioribus*, diligentiorem quoque religiosam culturam requirendi. Ergo, Ecclesiæ directio et auctoritas a schola nunquam exulare debebit. — *Cf. Cavagnis, loc. cit., n. 64 et seq.*

Præterea, in *docendis* etiam litteris et scientiis, non unus potest error contra *fidem* et *mores* irrepere; nulla enim est disciplina quæ non habeat intimam aliquam *connexionem* cum veritatibus revelatis. Ergo, ut *efficaciter* Ecclesia fidem et mores suorum tueatur, jus habet invigilandi omnibus etiam scientiarum profanarum scholis. — *Cf. n. 23 et seq.*

c) Ideo *damnata est in Syllabo propositio 47 :* « Postulat optima civilis societatis ratio, ut populares scholæ, quæ patent omnibus cujusque e populo classis pueris, ac publica universim Instituta, quæ litteris severioribusque disciplinis tradendis et educationi juventutis curandæ sunt destinata, *eximantur ab omni Ecclesiæ auctoritate, moderatrice vi et ingerentia,* plenoque civilis ac politicæ auctoritatis arbitrio subjiciantur ad imperantium placita et ad communium ætatis opinionum amussim. » — *Cf. resol. S. C. C., 13 jul. 1888 (Acta S. S., vol. 21, pag. 674 et seq.).*

Item *damnata est alia propositio sub num. 45 :* « Totum scholarum publicarum regimen, in quibus juventus christianæ alicujus Reipublicæ instituitur, episcopalibus dumtaxat seminariis aliqua ratione exceptis, potest ac debet attribui *auctoritati civili,* et ita quidem attribui, ut *nullum alii cuicumque auctoritati* recognoscatur jus immiscendi se in disciplina scholarum, in regimine studiorum, in graduum collatione, in delectu aut approbatione magistrorum. »

d) Hinc patet quid sit sentiendum de celeberrima formula : *Institutio juventutis gratuita, obligatoria, laica.* — Quot verba tot errores :

1° Hæc institutio non debet esse *laica,* hoc sensu quod omnino eximenda sit ab Ecclesiæ auctoritate.

2° Non debet esse *obligatoria ;* saltem jus eam imponendi nullo modo ad Statum pertinet. Eam pater puero debet institutionem qua possit in terra honeste vivere et ad finem ultimum pervenire ; porro, ad hoc non est absolute necessarium ut sciat legere et scribere.

3° Imo, nec *gratuita* universim esse debet, cum patris sit infantem suum instituere, ideoque impensas ad hoc necessarias facere si possit — Cæterum omnes norunt cujusmodi impensis respondeat hæc asserta gratuitas.

569. **II. Scholæ elementares seu primariæ, « tam in urbibus frequentissimis quam in pagis exiguis, inter opera continentur quæ ad rem diœcesanam maxime pertinent ».** Et merito, nam « ex puerili institutione pendet, ut plurimum, qua quis ratione sit reliquæ ætatis spatium acturus ». — *Constit. Romanos Pontifices, Leonis XIII, 8 idus maii 1881.*

« In hisce potissimum scholis, omnes cujusque e populo classis pueri, vel a teneris annis, sanctissimæ nostræ religionis mysteriis ac præceptionibus sedulo sunt erudiendi, et ad pietatem morumque honestatem, et ad religionem civilemque vivendi rationem accurate formandi ; atque in iisdem scholis, *religiosa præsertim doctrina* ita *primarium* in institutione et educatione locum habere ac *dominari* debet, ut aliorum cognitiones quibus juventus ibi imbuitur, adventitiæ appareant. » — *Epist. Pii IX ad Archiep. Friburg., 14 jul. 1864, quæ refertur a Leone XIII in cit. constitutione.*

570. **III. Nostris quidem temporibus, pernitiosissima juventutis instituendæ ratio** infeliciter invecta est, ex se *periculi plena,* ac perquam *adversa rei catholicæ.*

Alumni enim, cum propria harum scholarum ratio exclu-

dat doctrinam religionis, neque fidei rudimenta addiscunt, neque Ecclesiæ instruuntur præceptis, atque adeo *carebunt cognitione homini quam maxime necessaria.*

Enimvero, in ejusmodi scholis juvenes educantur jam inde a *prima pueritia* ac propemodum a teneris unguiculis, qua ætate, ut constat, virtutis aut vitii semina tenaciter hærent. Ætas igitur tam flexibilis, si absque religione adolescat, sane ingens malum est. — *Instructio S. C. S. Officii de scholis publicis, ad Episc. in fœder. Statibus Americæ Septent., 30 jun. 1875.*

571. **IV.** « Ecclesia vero integritatis fidei custos et vindex, quæ, delata sibi a Deo conditore suo auctoritate, debet ad sapientiam christianam universas vocare gentes, itemque sedulo videre quibus excolatur præceptis institutisque juventus quæ in ipsius potestate sit, **semper scholas quas appellant mixtas vel neutras aperte damnavit.** » — *Encycl. Nobilissima, Leonis XIII, 8 febr. 1884, ad Episcopos Galliæ.*

a) « Interest enim quam maxime eas artes, quibus ætas puerilis ad humanitatem informari solet, cum institutione religiosa esse conjunctas. Alteras sejungere ab altera, idem est ac reipsa velle ut animi pueriles in officiis erga Deum *in neutram partem moveantur* : quæ disciplina fallax est, et præsertim in primis puerorum ætatulis pernitiosissima, quod revera *viam atheismi munit, religionis obsepit.* » — *Cit. encyc. Leonis XIII.*

b) Neque « catholicis viris probari potest ea juventutis instituendæ ratio, quæ sit *a catholica fide et ab Ecclesiæ potestate sejuncta*, quæque rerum dumtaxat naturalium ac terrenæ socialis vitæ fines tantummodo, vel saltem primario, spectet. » — *Syll. err. 48.*

c) « Certe quidem, ubi in quibuscumque locis regionibusque pernitiosissimum hujusmodi vel susciperetur, vel ad exitum perduceretur consilium expellendi a scholis Ecclesiæ auctoritatem, juventus misere exponeretur damno circa fidem : tunc Ecclesia, non solum deberet instantissimo studio omnia conari, *nullisque curis parcere* ut eadem juven-

tus necessariam christianam institutionem et educationem habeat, verum etiam cogeretur omnes fideles monere eisque declarare : ejusmodi scholas, Ecclesiæ catholicæ adversas, *haud posse in conscientia frequentari.* » — *Epistol. Pii IX ad Archiep. Friburg., 14 jul. 1864.*

572. **V. « Oportet igitur ut Præsules Amplissimi, quacumque possint ope atque opera,** commissum sibi gregem *arceant* ab omni contagione scholarum publicarum.

a) » Est autem ad hoc, omnium consensu, nil tam necessarium, quam ut catholici ubique locorum *proprias sibi scholas habeant, easque publicis scholis haud inferiores.* Scholis ergo catholicis, sive condendis ubi defuerint, sive amplificandis et perfectius instruendis parandisque, ut in institutione ac disciplina scholas publicas adæquent, omni cura prospiciendum est.

b) » Ac tam sancto exsequendo consilio tamque necessario, haud inutiliter adhibebuntur, si Episcopis ita visum fuerit, e *Congregationibus religiosis* sodales, sive viri, sive mulieres ; *sumptusque* tanto operi necessarii, ut eo libentius atque abundantius suppeditentur a fidelibus, opportuna oblata occasione, sive *pastoralibus litteris*, sive *concionibus*, sive *privatis colloquiis*, serio necesse est ut ipsi commonefiant sese officio suo graviter defuturos, nisi omni qua possunt cura impensaque scholis catholicis providerint. De quo potissimum monendi erunt quotquot inter catholicos cæteris præstant divitiis ac auctoritate apud populum, quique comitiis ferendis legibus sunt adscripti. » — *Citat. instructio S. Officii, 30 jun. 1875.*

c) » Profecto, *aiebat Leo XIII ad Episcopos Angliæ*, his temporibus ac moribus, cum ingenuæ puerorum ætatulæ tot pericula undique impendeant, tamque varia, vix quidquam cogitari potest opportunius quam ut institutio litteraria cum germana fidei, morumque doctrina conjungatur.

» Idcirco *scholas* ejusmodi quas appellant *liberas*, in Gallia, in Belgio, in America, in coloniis imperii Britan-

nici, privatorum opera et liberalitate constitutas, *probari* Nobis vehementer non semel diximus, easque quantum fieri potest *augeri* atque alumnorum copia *florere* cupimus.... In eis enim et per eas *conservatur* illa quam a Majoribus nostris accepimus maxima atque optima hæreditas, nimirum *fidei catholicæ incolumitas ;* prætereaque *parentum libertati consulitur ;* et, quod est in tanta præsertim sententiarum actionumque licentia maxime necessarium, *bona civium soboles* reipublicæ educitur : nemo enim melior quam qui fidem christianam opinione et moribus a pueritia complexus est. » — *Enc. Spectata fides, 27 nov. 1885. — Cf. encycl. Quod multum,* § *Nec minor; — encycl. Officio sanctissimo, ad Episcopos Bavariæ, 22 dec. 1887,* § *Ad hoc; — encycl. Nobilissima, ad Episcopos Galliæ, etc.*

d) » Quod non solum de scholis primordiorum, sed etiam *de litterarum majorumque disciplinarum* » idem Pontifex intelligi voluit. — *Cf. encycl. Quod multum, ad Episcopos Hungariæ, 22 aug. 1886.*

573. **VI. « Omnino parentes bonos curare oportet** ut sui cujusque liberi, cum primum sapere didicerunt, *præcepta religionis percipiant*, et ne quid occurrat in *scholis* quod *fidei morumve integritatem* offendat. Et, ut ista in instituenda sobole diligentia adhibeatur, *divina est naturalique lege constitutum*, neque parentes per ullam causam solvi ea lege possunt. » — *Encycl. Nobilissima Gallorum, Leonis XIII.*

a) » *Natura* enim *parentes habent jus* suos instituendi quos procrearint, hoc adjuncto officio ut *cum fine*, cujus gratia sobolem Dei beneficio susceperunt, ipsa educatio conveniat et doctrina puerilis.

» Igitur *parentibus est necessarium* eniti et contendere, ut omnem in hoc genere propulsent injuriam, omninoque pervincant ut *sua in potestate sit* educere liberos, uti par est, *more christiano*, maximeque *prohibere scholis iis* a quibus periculum est ne malum venenum imbibant impietatis. Cum de fingenda probe adolescentia agitur, nulla opera potest nec labor suscipi tantus, quin etiam sint susci-

pienda majora. » — *Encycl. Sapientiæ christianæ, Leonis XIII, 10 jan. 1890, § Locus admonet.*

b) Equidem, omnes admittunt *talia interdum verum esse adjuncta* ut parentes catholici prolem suam scholis publicis committere in conscientia possint.

« Id autem non poterunt nisi ad sic agendum *sufficientem causam* habeant ; ac talis causa sufficiens.... tunc plerumque aderit, quando vel nulla præsto est schola catholica, vel quæ suppetit parum est idonea erudiendis convenienter conditioni suæ congruenterque adolescentibus.

» Quæ autem ut scholæ publicæ *in conscientia adiri possint*, periculum perversionis, cum propria ipsarum ratione plus minusve nunquam non conjunctum, opportunis remediis cautionibusque *fieri debet ex proximo remotum ;* enimvero tale periculum, ut per se patet, omnino vitandum est *cum quocumque damno temporali,* etiam *vitæ.*

» Debet porro juventus, ut committi scholis publicis possit, necessariam christianam institutionem et educationem, saltem *extra scholæ tempus*, rite ac diligenter accipere. » — *Cit. instruct. S. C. S. Officii. — Cf. epist. Leonis XIII ad Em. card. Vicarium, 26 jun. 1878.*

c) « Hanc autem necessariam christianam institutionem et educationem liberis suis impertire *quotque parentes negligunt ;* aut qui frequentare eos sinunt tales scholas in quibus *animarum ruina evitari non potest ;* aut tandem qui, licet schola catholica in eodem loco idonea adsit aptequc instructa et parata, seu, quamvis facultatem habeant in alia regione prolem catholice educandi, nihilominus committunt eam scholis publicis *sine sufficienti causa ac sine necessariis cautionibus* quibus periculum perversionis *e proximo remotum fiat :* eos, si contumaces fuerint, *absolvi non posse* in sacramento Pœnitentiæ, ex doctrina morali catholica manifestum est. » — *Cit. instruct. S. Officii.*

d) « Eo magis rei fiunt enormissimi peccati patres et matres qui, vere crudeles in animas filiorum suorum, eosdem *mittunt ad scholas Protestantium ;* et etiam deterius, si illos *ire cogant.*

» Res evidens est, parentes hujusmodi esse in illorum crimine reprobandos et detestandos, et omnibus modis possibilibus eorum emendationem curandam esse, et *interdum tenendos esse longe a Sacramentis,* utpote incapaces et indigni, donec filios suos revocaverint ab ejusmodi scholis.

» *Filii quoque*, pro re in se considerata, certe tales adeundo scholas *gravis culpæ* rei fiunt. Ast, *in casu veræ coactionis,* confessor, ponderatis personæ atque facti circumstantiis, erga illos agat juxta regulas a probatis auctoribus pro casibus hujusmodi propositas. » — *Instr. card. Vicar. pro Parochis Romæ, 12 jul. 1878.*

ARTICULUS IV.

DE EPISCOPORUM AUCTORITATE DOCTRINALI QUOAD FACTA PRÆTERNATURALIA, RELIQUIAS ET SACRAS IMAGINES.

574. **I. Nulla sunt admittenda nova miracula, nisi « recognoscente et approbante Episcopo,** qui, simul atque de iis aliquid compertum habuerit, adhibitis in consilium Theologis et aliis piis viris, ea faciat quæ veritati et pietati consentanea judicaverit. » — *Trid., sess. 25, De invoc. Sanct.*

a) Si Episcopus examinet *miracula nondum beatificatorum,* debet, antequam ea divulget aut divulgari permittat, totum negotium ad S. Sedem transmittere, indeque responsum exspectare. — *Constitut. Sanctissimus, Urbani VIII.*

b) Sententiam ab Episcopo latam de veritate facti præternaturalis, fideles accipere debent *cum obsequio reverentiali,* licet omne prorsus dubium non excludatur. In rebus enim hujusmodi non requiritur infallibilitas, sed sufficit moralis certitudo ut prudens agendi ratio determinetur.

575. **II. Reliquiæ tam beati quam canonizati de novo inventæ, ab Episcopo recognosci et approbari possunt,** adhibitis quoque in consilium Theologis et aliis piis viris. — *Trid., loc. cit.* — *Cf. n. 1304 et seq.*

Quinimo, reliquiæ a Papa jam approbatæ, *etiam ab Episcopo loci* adhuc recognosci debent, non quidem ut eas denuo approbet, sed ut videat an revera Romæ approbatæ sint, an vero fraus aliqua subsit, antequam publicæ veneration exponantur. — *Const. Dominus, Sixti V.*

a) In genuinitate præsumptæ reliquiæ dijudicanda, quæ saltem publicam immemorabilemque venerationem non sibi vindicet, non acquiescendum est illi probationi quæ *probabilitatem*, et quidem gravem, de ejusdem præsumptæ reliquiæ genuinitate gignat, non tamen *moralem certitudinem*. — *Cf. resp. S. C. Ind. et Reliq., in Atrebaten., 31 jan. 1848 (Acta S. Sedis, tom. 2, pag. 102).*

b) Verum magna in veneratione habendæ sunt *vetustæ constantesque ecclesiarum traditiones* quæ authenticitatem suarum reliquiarum testantur.

Quare, non facile deneganda est, vel in dubium ponenda earumdem reliquiarum authenticitas, ob aliquas *difficultates* aliunde exortas, quæ dictis traditionibus videantur opponi. Longissima enim traditionis possessio et inducta præscriptio nonnisi per exceptionem peremptoriam eliditur. — *Cf. decis. S. C. Indulg. et Reliq., in Albien., 14 dec. 1857 (Acta S. Sedis, tom. 2, pag. 245 et seq.).*

576. **III. Reliquias alicujus defuncti nondum canonizati aut beatificati, nullus præter S. Pontificem approbare potest, in ordine ad cultum publicum.** — *Cap. 2, De reliquiis ac ven. Sanct.*

a) Ratio est, quia si Episcopus in ordine ad cultum publicum posset approbare reliquias nondum canonizati, vel beatificati, sequeretur quod *posset etiam beatificare;* sed beatificatio servorum Dei est *causa R. Pontifici reservata.*

b) Diximus : *in ordine ad cultum publicum;* quia simpliciter cognoscere et judicare quod hæ aut illæ reliquiæ sint hujus aut illius cum fama sanctitatis defuncti, nulla ratione nulloque jure prohibitum reperitur Episcopis.

577. **IV. Nemini licet ullo in loco, vel ecclesia, etiam quomodolibet exempta, ullam insolitam po-**

nere vel ponendam curare imaginem, nisi ab Episcopo approbata fuerit. — *Trid., sess. 25, De sac. imag.*

a) Et in eodem decreto mandatur Episcopis ut de Sanctorum intercessione, invocatione, reliquiarum honore et legitimo imaginum usu, *fideles diligenter instruant;* — ut si qui *abusus* irrepserint, eos prorsus tollant, sicque nullæ falsi dogmatis imagines et rudibus periculosi erroris occasionem præbentes, statuantur; — ut omnem *superstitionem* in Sanctorum invocatione, reliquiarum veneratione et imaginum sacro usu removeant; — omnem *turpem quæstum* eliminent, omnemque lasciviam vitari curent. — *Trid., loc. cit.* — *Cf. n. 1301 et seq.*

b) « Quod si aliquis *dubius aut difficilis abusus* sit exstirpandus, vel omnino aliqua de iis rebus *gravior quæstio incidat,* Episcopus, antequam controversiam dirimat, Metropolitani et comprovincialium Episcoporum in concilio provinciali sententiam exspectet; ita tamen ut nihil, *inconsulto sanctissimo Romano Pontifice,* novum aut in Ecclesia hactenus inusitatum decernatur. » — *Trid., loc. cit.*

CAPUT V.

DE EPISCOPORUM POTESTATE LEGISLATIVA.

Ad potestatem legislativam pertinet facultas dispensandi ; — ipsamque gemina comitatur judicandi puniendique potestas.

ARTICULUS I.

DE POTESTATE LEGES FERENDI.

578. **I. Episcopi jure divino potestatem habent leges ferendi,** cum positi sint a Spiritu Sancto regere Ecclesiam Dei, ipsisque divinitus collata sit potestas ligandi atque solvendi. — *Act.*, xx, *28 ; Matth.*, xviii, *18.*

Unde, nemo, *salva fide*, ait Benedictus XIV, potest juridictionem illis abjudicare suas oves legibus obstringendi, quibus obtemperare cogantur. — *De syn., lib. 13, cap. 4, num. 3.*

Ideo *Apostolus* populum fidelem monebat : « Obedite præpositis vestris et subjacete eis ; ipsi enim pervigilant, quasi rationem pro animabus vestris reddituri. » — *Heb.*, xiii, *17.*

a) *Exigit utique officium pastorale* ut Prælati, pro spirituali bono suarum ovium, possint constitutiones seu statuta condere.

Innumera quippe sunt mala quæ in hanc aut illam diœcesim irrepere queunt, quibus opportunis constitutionibus sit occurrendum ; cumque non eadem sit omnium locorum indoles, non iidem ubique hominum mores, non eædem in omni loco simul inolescant morum corruptelæ, *nequeunt omnes leges cuicumque loco et tempori congruere ;* sed quod unus diœcesis status hic et nunc decernendum suadet, alteri diœcesi, si ibidem statueretur, inopportunum, inutile et quandoque etiam noxium accideret. — *Ben. XIV, De syn., lib. 6, cap. 1.*

b) Hanc potestatem exercet Episcopus *in visitatione*

vel *extra* diœcesis visitationem, *solus* aut in *synodo diœcesana*, habito, quando jure requiritur, *consilio* vel *consensu Capituli*.

Eaque pollet Episcopus *confirmatus*, licet nondum consecratus; siquidem potestas condendi statuta non est potestas *ordinis*, sed *jurisdictionis*.

579. **II. Objectum statuti diœcesani esse potest** quidquid ad vitia coercenda, virtutem promovendam, depravatos populi mores reformandos, et ecclesiasticam disciplinam restituendam aut fovendam, Episcopus necessarium et utile judicaverit. — *Bened. XIV, De syn., lib. 6, cap 1, num. 7. — Cf. n. 58 et seq.*

a) Nequeunt tamen Episcopi pro suis diœcesibus quidpiam statuere *contra jus commune*. neque etiam contra decreta synodi provincialis; quia lex Superioris per inferiorem tolli non potest. — *Clement. Ne Romani, De electione.*

Ideoque damnata est a Pio VI *doctrina synodi Pistoriensis*, quæ supponebat Episcopo fas esse proprio suo judicio et arbitratu decernere ac statuere contra consuetudines, exemptiones, reservationes, sive quæ *in universa Ecclesia*, sive etiam *in unaquaque provincia* locum habent, sine venia et interventu superioris hierarchicæ potestatis, a qua inductæ sunt aut probatæ et vim legis obtinent. — *Const. Auctorem fidei, 28 aug. 1794, num. 7.*

Hoc vero non obstante, possunt leges Superioris, ut melius serventur, ab inferiore adjuvari per *pœnæ* adjectionem. — *Reiffenst., De constit., num. 76.*

b) Bonum publicum exigit ut *existimatio et auctoritas Episcopi*, quantum fieri potest, sarta tectaque servetur, et sustineatur.

Neque silentio prætermittendum est monitum Leonis XIII: « Ut summum, *in gravi aliqua conquerendi materia* (contra Episcopum) concessum est rem totam ad Pontificem Romanum deferre; id tamen *caute moderateque*, quemadmodum studium suadet communis boni, non clamitando aut objurgando, quibus modis dissidia verius offensiones-

que gignuntur, aut certe augentur. » — *Epist. ad Archiep. Turonens., 17 dec. 1888.*

580. **III. Episcopi constitutiones, nisi revocentur, in suo robore permanent,** quamvis Episcopus a quo editæ sunt *e vita decesserit,* aut se episcopatu *abdicaverit,* aut ad aliam sit *translatus* ecclesiam; perpetuitas enim est de essentia legis.

a) Et, cum leges ab Episcopis latæ, sive in synodo, sive extra synodum, vim omnem ab eodem Episcopo accipiant, cum veriori sententia tenemus *statuta extrasynodalia* eamdem habere naturam et perpetuitatem ac si promulgatæ essent in conventu cleri diœcesani.

b) Episcopales constitutiones nequaquam tamen perpetuæ dicuntur quasi sint *immutabiles,* cum interdum novæ emergentes rerum circumstantiæ illas abrogandas suadeant; atque ideo ab ipsomet legislatore, vel ejus successore, nec non et præscripta consuetudine revocari possint. — *Cf. n. 88 et seq.*

ARTICULUS II.

DE POTESTATE DISPENSANDI IN LEGIBUS.

Episcopus plenam habet potestatem dispensandi *in suis suorumque prædecessorum ordinationibus,* modo non fuerint approbatæ a Romano Pontifice *in forma specifica,* vel constitutio non abierit in contractum.

Hæc autem facultas non extenditur ad dispositiones *juris communis,* nisi Episcopus expressam vel tacitam habeat Romani Pontificis delegationem. — *Cf. n. 92.*

Hinc, Episcopi *ordinaria potestate* dispensare generatim non possunt super irregularitatibus, impedimentis matrimonium dirimentibus, votis solemnibus et votis reservatis, ætate ad Ordines requisita, aliisque legibus quæ a *concilio generali,* aut a *Summo Pontifice* pro tota Ecclesia constitutæ sunt.

Attamen Episcopi pro privatis personis, justisque de causis, leges Ecclesiæ relaxare possunt:

581. **I. Ex speciali juris concessione.**

a) Sic, ex. gr., Episcopi dispensant in *irregularitatibus* ex delicto *occulto* provenientibus, excepta ea quæ oritur ex homicidio voluntario, et exceptis aliis deductis ad forum contentiosum; dispensant etiam super *bigamia similitudinaria*, super *defectu natalium* ad minores ordines et beneficium simplex; dispensant in lege *interstitiorum;* item eximunt a lege *proclamationum* quæ ante matrimonium fieri debent, *etc.*

b) Præterea, Episcopi *relaxant vota simplicia*, si quinque excipias *reservata:* votum scilicet castitatis perpetuæ et perfectæ, votum ingrediendi Religionem in qua solemnia vota emittuntur, votum peregrinationis Hierosolymitanæ, votum peregrinationis Romanæ ad limina Apostolorum, et votum peregrinationis Compostellanæ ad S. Jacobum.

Item solvunt omnia *juramenta* in quibus ratio justitiæ non intervenit.

c) Et quandocumque in lege *impersonaliter* seu *indefinite* dicitur dispensari posse, Episcopus hanc facultatem habet; alias enim verba illa forent superflua, cum nemini dubium sit Summum Pontificem dispensare posse in omni jure ecclesiastico.

582. **II. Ex legitima consuetudine.**

a) Idcirco Episcopi dispensant in *jejuniis*, in *esu ciborum*, in *festorum observantia*, in *recitatione divini officii*, et in aliis casibus *frequenter occurrentibus*.

Revera, gubernatio inferiorum Prælatorum redderetur odiosa, si potestate sua quasi-ordinaria non valerent consulere necessitatibus quotidie propemodum occurrentibus.

b) Item dispensat Episcopus in *legibus concilii provincialis;* imo, in legibus latis a *S. Pontifice* pro illa particulari diœcesi, ut tenet *S. Alphonsus, lib. 1, num. 190.*

583. **III. Ex præsumpta et interpretativa Pontificis delegatione.**

a) Hinc, Episcopi dispensant in casu *urgentis necessitatis*, quando periculum est in mora, et absque animarum

detrimento non potest exspectari Sedis Apostolicæ dispensatio. — Officium enim pastorale Episcoporum hoc videtur exigere, ne alioquin oves ipsis concreditæ *auxiliis necessariis destituantur.*

b) Item Episcopi dispensare possunt in *impedimentis matrimonium dirimentibus* in quibus *potest* et *solet* R. Pontifex dispensare, quando matrimonium est *contractum*, et conjuges *bona fide* matrimonium *contraxerunt* ob facti vel juris ignorantiam, etiam crassam, non autem affectatam, modo impedimentum sit *occultum*, et separatio conjugum fieri nequeat sine scandalo et infamia, quando periculum incontinentiæ est si non separentur.

Hæc autem dispensatio non valet nisi pro *foro conscientiæ*, non autem pro foro externo. — Et, si impedimentum non sit ipsis pseudo-conjugibus *notum*, conjuges relinquantur in bona fide, et interim dispensatio a S. Sede petatur. — *Cf. Gasparri, Tract. de matrim., n. 406 et seq.*

c) Communis hodie doctrina est Episcopum posse auferre *occultum impedimentum dirimens* quod matrimonio *contrahendo* obsit, si tales urgeant circumstantiæ rerum ut, *neque dispensatio facile peti a S. Sede, neque matrimonium sine scandalo et infamia differri possit.*

In eo siquidem rerum eventu, si ad tot mala præcavenda non alius suppetat modus, præsumitur Summum Pontificem, ex suavi et provida Ecclesiæ gubernatione, dispensandi facultatem Episcopo delegare.

Sed petenda est dispensatio a S. Sede pro *foro externo*, si impedimentum deinde innotescat. — *Gasparri, op. cit., num. 409.*

584. **IV. Ex speciali delegatione.** — Interdum enim Pontifices quasdam dispensandi facultates Episcopis conferunt; quarum limites prætergredi nunquam licet. — *Cf. n. 235 et seq., ubi de jurisd. delegata; — et n. 411 et seq., ubi de Rescriptis.*

a) Ex. gr., S. Pontifex *Leo XIII* nuper indulsit Ordinariis locorum, ut « dispensare valeant, sive *per se*, sive per *ecclesiasticam personam sibi bene visam*, ægrotos in gra-

vissimo mortis periculo constitutos qui *in concubinatu* vixerunt, quando non suppetit tempus recurrendi ad S. Sedem, super *impedimentis quantumvis publicis* matrimonium jure ecclesiastico dirimentibus, excepto sacro presbyteratus ordine, et affinitate lineæ rectæ ex copula licita proveniente.

1° « Mens autem est ejusdem Sanctitatis Suæ, ut si quando, quod absit, necessitas ferat ut dispensandum sit cum iis qui sacro *subdiaconatus* aut *diaconatus* ordine sunt insigniti, vel *solemnem professionem religiosam* emiserint, atque post dispensationem et matrimonium rite celebratum convaluerint, in extraordinariis hujusmodi casibus, Ordinarii de impertita dispensatione *Supremam Sancti Officii Congregationem certiorem faciant,* et interim omni ope curent ut scandalum, si quod adsit, eo meliori modo quo fieri possit, removeatur. » — *S. C. Inquisit., 20 febr. 1888.*

2° Locus est dispensationi etiamsi impedimentum *indirecte tantum afficiat ægrotum*, ut quando puella soluta ægrotat, diacono bene valente qui cum ea civiliter conjunctus est aut alias in concubinatu vixit. — *S. Cong. Sancti Officii, 1 jun. 1891.*

3° Hanc facultatem Ordinarii possunt *subdelegare habitualiter parochis tantum*, sed pro casibus in quibus desit tempus ad ipsos Ordinarios recurrendi, et periculum sit in mora. — *S. C. Inquisit., 9 jan. 1889.*

Sub nomine autem *parochorum* in subdelegatione hujus facultatis comprehenduntur omnes qui *actu* curam animarum exercent, exclusis vice-parochis et capellanis.— *S. Congreg. S. Officii, 23 apr. 1890.*

b) Quando Episcopus *delegatam* facultatem accepit ut possit dispensare, *indultum dari solet* : ad tempus determinatum, vel pro determinato numero casuum ; vel ad tempus determinatum et simul pro determinato numero casuum ; vel ad tempus determinatum et simul pro determinato numero casuum in quolibet anno.

Caveat igitur indultarius ne suo indulto utatur *ultra præfixum tempus,* aut *determinatum numerum casuum,*

Dispensatio enim concessa elapso tempore, irrita foret, saltem si res esset adhuc integra. Itemque subdelegata potestas exspiraret si tempore indulti subdelegatus nihil agere cœpit.

Tempus in indulto præfixum decurrere incipit a die *receptionis* litterarum : nisi in ipsis dicatur tempus esse a die *datæ*, quod tamen non significat indultarium eodem indulto ante præsentationem et acceptationem uti posse. — *S. C. de Prop., 22 jan. 1759. — Cf. n. 417 et seq.*

c) Indultarius dispensationem concedens, ex. gr. in impedimento matrimonium dirimente, debet illas omnes *regulas* sequi *quas Romana Curia servat* ubi S. P. in eodem impedimento iisdemque impedimenti gradibus dispensat. — *S. Pœnit., 1 jun. 1858.* — Hinc,

1° Delegatus nequit dispensare nisi propter causam canonicam quæ in praxi S. Sedis *motiva* est, et non *impulsiva* tantum ; secus non solum *illicite*, sed et *invalide* dispensat. — *Cf. n. 94.*

2° Ad dispensationes *matrimoniales*, preces verbales, et melius scriptæ vernacula aut latina lingua, exhibeantur a *confessario* partis pro foro interno, a *parocho* pro foro externo ; et omnia exprimantur quæ sunt exposita, *n. 414.* — *Cf. n. 95.*

3° Dispensationes matrimoniales *in scriptis* concedendæ sunt, facta expressa mentione indulti Pontificii. — *S. C. de Prop., 12 jan. 1869.*

Attamen *oretenus* concessa valet, nisi in indulto habeatur clausula irritans. — *Ead. Congr., 24 apr. 1861.*

4° In hoc scripto dispensationis decreto, exprimi debent *clausulæ* quas indultum exprimendas præcipit, etsi earum omissio *validitati* dispensationis non noceat, nisi indultum clausulam irritantem contineat. — *S. Cong. Sancti Officii, 19 jun. 1875.*

d) *Limites indulti generalis* determinandi sunt ex praxi et mente S. Congregationis quæ illud concedit. — Porro,

1° Indultum dispensationis in quibusdam impedimentis

matrimonialibus *extendi nequit ab uno impedimento ad aliud*, licet minus grave; nec ab una ejusdem impedimenti specie ad aliam; nec a matrimonio contracto ad contrahendum, et vice versa.

2º Indultum generale dispensandi in uno *gradu* determinato consanguinitatis, ex. gr. tertio, non extenditur ad gradum *propinquiorem*, nempe secundum.

Pariter, indultum generale pro aliquo *gradu mixto* cum alio, non comprehendit eumdem gradum *mixtum cum propinquiori*.

E contrario, indultum generale absolute concessum dispensandi in aliquo gradu, comprehendit etiam eumdem *gradum multiplicem*, nisi indultum limites ponat. — *S. Pœnit., 20 apr. 1883.*

3º Indultum dispensandi in pluribus impedimentis, non comprehendit eadem impedimenta *simul unita*, nisi indultum hoc etiam expresse caveat. — *S. C. S. O., 18 maii 1869; 2 jul. 1884.*

4º Indultum *generale* dispensandi in aliquo impedimento, implicat potestatem *legitimandi prolem* jam susceptam, excepta adulterina. Sed mandatum ad dispensandum in *casu particulari* hanc facultatem non comprehendit, nisi expresse apposita fuerit in rescripto. — *Sacra Pœnitentiaria, 1 jul. 1859.*

Pariter, indultum generale dispensandi, secum fert potestatem *absolvendi a censuris* ad effectum dispensationis consequendum. — *Gasparri, op. cit., n. 429.*

5º Indultum generale pro *foro interno* non extenditur ad forum *externum*.

Unde, delegatus pro foro interno, dispensare nequit in eodem impedimento si publicum est. — Imo, si *post concessam dispensationem* in impedimento occulto, hoc *publicum eradat*, matrimonium quidem valet, sed dispensatio pro foro externo est obtinenda.

Indultum autem *absolute* datum, utrumque forum comprehendit. — *Gasparri, op. cit., n. 430.*

585. **V. In dubio utrum casus indigeat dispensatione.** Quod probatur, tum ex natura reservationis, quæ

est *odiosa* adeoque *restringenda ;* tum ex natura jurisdictionis episcopalis, cui *in rebus dubiis favendum est ;* tum denique ex utilitate fidelium, quibus onus Apostolicam Sedem adeundi imponendum non est, *nisi certis de causis.*

Imo, Probabilistæ docent *nequidem Episcopi dispensatione opus esse,* sive dubium sit negativum, sive sit positivum. Addunt consultius tamen esse tunc adire Prælatum, qui dispenset, vel declaret non esse necessariam dispensationem ; et excipiunt dispensationes *matrimoniales* in dubio facti. — *Cf. S. Lig., lib. 1, n. 192; et lib. 6, n. 902.*

ARTICULUS III.

DE POTESTATE EPISCOPORUM JUDICIARIA ET COERCITIVA.

Potestas legislativa aut nihil, aut parum *efficax* esset, absque potestate judiciaria et potestate coercitiva. — *Cf. n. 1417 et 1548.*

586. **I. Episcopus judex ordinarius est in sua diœcesi omnium causarum fori ecclesiastici,** tum realium tum personalium, quæ superioribus judicibus non sunt *reservatæ,* salvo tamen jure primatus S. Sedis, salvisque prærogativis Metropolitanorum *in casu appellationis.* — *Cap. 7, De offic. jud. ord., in 6°.*

Hæc potestas judiciaria exercetur, pro diversis adjunctis causarum et personarum : vel *servatis ordinariis solemnitatibus juris ;* vel aliquibus tantum adhibitis, ut in *summaria procedendi forma* in causis disciplinaribus et criminalibus clericorum ; vel tandem *ex informata conscientia,* non præmisso scilicet ordinario processu. — *Cf. n. 1477 et seq.*

587. **I. In pœnis autem infligendis, ea norma servanda est** quam Episcopis proposuit concilium Tridentinum, *sess. 13, cap. 1, De ref.*

a) Sancta synodus in primis eos admonet, « ut se *pastores,* non *percussores,* esse meminerint ; atque ita præesse sibi subditis oportere, ut non in eis dominentur, sed illos

tanquam *filios* et *fratres* diligant; elaborentque ut, hortando et monendo, ab illicitis deterreant, ne, ubi deliquerint, debitis eos pœnis coercere cogantur.

b) » Quos tamen, si quid per humanam fragilitatem peccare contigerit, illa Apostoli est ab eis servanda præceptio, ut illos *arguant, obsecrent, increpent in omni bonitate et patientia (II Tim.*, IV, 2); cum sæpe plus erga corrigendos agat benevolentia quam austeritas, plus exhortatio quam comminatio, plus charitas quam potestas.

c) » Sin autem ob delicti gravitatem virga opus fuerit, tunc *cum mansuetudine rigor, cum misericordia judicium, cum lenitate severitas* adhibenda est, ut sine asperitate disciplina populis salutaris ac necessaria conservetur, et qui correpti fuerint emendentur, aut, si resipiscere noluerint, cæteri, salubri in eos animadversionis exemplo, a vitiis deterreantur : cum sit diligentis et pii simul pastoris officium, morbis ovium *levia* primum adhibere fomenta; post, ubi morbi gravitas ita postulet, ad *acriora et graviora remedia* descendere; sin autem nec ea quidem proficiant, illis submovendis cæteras saltem oves a *contagionis* periculo liberare. » — *Cf. sess. 25, cap. 3, De ref.*; — *et enc. Quod multum, Leonis XIII, § Sed ultra.*

CAPUT VI.

DE SYNODO DIŒCESANA.

Agendum est : de ipsius natura, utilitate, convocatione, — celebratione — et de constitutionibus seu statutis synodalibus.

ARTICULUS I.

DE NATURA, UTILITATE ET CONVOCATIONE SYNODI DIŒCESANÆ.

588. **I. Definitio.** — Vox *synodus* sine ulla additione prolata, synodum diœcesanam plerumque designat.

Est autem *Synodus diœcesana* : Legitima congregatio ab Episcopo coacta ex presbyteris et clericis suæ diœcesis, aliisve qui ad eam accedere tenentur, in qua de his quæ curæ pastorali incumbunt agendum et deliberandum est. — *Cf. Bened. XIV, De syn. diœc., lib. 1, cap. 1, num. 4.*

589. **II. Hanc potissimum utilitatem** Episcopus ex synodo refert, quod, habita per parochos totius diœcesis notitia, cum pleniori cognitione et *maturiori consilio* leges suas condit, et simul *solemnius* promulgat.

« Cognoscitis vos, *aiebat Valerius Episcopus Veronensis in libello ad suum clerum*, multiplices animarum morbos; justas piorum hominum querelas auditis; vestra opera, vestris vigiliis, vestris itineribus, laboribus atque etiam periculis, mihi partem sollicitudinis adimitis, vel certe sublevatis. » — *Apud Bened. XIV, op. cit., lib. 1, cap. 2, num. 2.*

590. **III. Tempus celebrandæ synodi.**

a) Cum olim *bis in anno* celebrarentur synodi provinciales (*quod variis documentis probat Bened. XIV, loc. cit., cap. 6),* toties celebrari solebant synodi diœcesanæ, ut edita in illis decreta a singulis Episcopis in his promulgarentur.

Postea Innocentius III, in generali concilio Lateranensi, decrevit synodos provinciales ab Archiepiscopo, et diœce-

sanas ab Episcopo, *quolibet anno* esse cogendas. — *Cap. Sicut olim, 25, De accusationibus.*

b) Dein concilium Tridentinum, instante Rege Christianissimo, edixit ut concilia provincialia quolibet saltem triennio, et synodi diœcesanæ *quotannis* celebrentur. — *Trid., sess. 24, cap. 2, De ref.* — *Cf. Ben. XIV, op. cit., lib. 1, cap. 6, num. 4.*

591. **IV.** « **Quanquam non negemus potuisse Tridentinum decretum contraria consuetudine nonnihil emolliri et temperari,** ait Benedictus XIV, non idcirco tamen approbamus *effrenam istam licentiam* quam privati Doctores sibi usurpant illud pro libitu, etiam contra ejusdem verba, interpretandi et limitandi; neque illos excusamus Episcopos qui, cum nihil sit quod eos impediat, ex sola socordia et negligentia synodum facere prætermittunt; eosque magis redarguimus qui, cum plures annos diœcesim gubernaverint, ne de cogenda quidem synodo cogitarunt.

» Neque audiendi sunt qui, ad propriam obtegendam ignaviam, se *consulto ac prudenter abstinere dictitant a synodi coactione*, ne, novarum constitutionum in dies accessione, commissæ sibi diœcesis status perturbetur. Nam, in primis necesse non est ut *novæ constitutiones* in synodo edantur, sed quandoque expedit solam urgere exsecutionem illarum quæ jam sancitæ fuerunt.... Deinde, difficile videtur, hoc tempore quo ecclesiastica disciplina quotidie consenescit et labefactatur, aliquam inveniri diœcesim cui opus non sit ulla nova constitutione, qua saltem antiquæ leges corroborentur, et quæ morum corruptela pene obsoleverunt revirescant. » — *Ben. XIV, De syn. diœc., lib. 1, cap. 6, n. 5.*

Hæc rationum momenta, ait *Lucidi*, mirum quantum augescunt hoc tempore, quo tanta rei sacræ et civilis conversio facta est, morumque antiquorum in pejus commutatio. — *De visit. sacr. lim., cap. 2, num. 170.*

a) *Patres concilii provinciæ Turonensis*, habiti anno 1849 in civitate Rhedonensi, animadvertunt suos venerabiles antecessores notabilem quotannis partem cleri diœcesani

adscivisse, non tantum ut per seriem piorum exercitiorum spirituali cujusque bono consulerent, sed etiam ut de diœcesis universo statu facilius inquirerent, de corrigendis abusibus conferrent, monita darent et disciplinæ decreta promulgarent, atque in his conventibus, synodorum quidem ordinariam non servari solemnitatem, earum vero fructus abunde obtineri.

b) Ut *vero servetur disciplina canonica*, Synodus hæc duo statuit : 1° singulis annis, si pro tempore licuerit, habendos esse *conventus cleri diœcesani;* 2° ab Episcopo, quando celebrandam synodum judicaverit, faciendam esse convocationem canonicam. — *Decret. 7.*

Cæterum, Episcopi utrumque, si velint, *simul conjungere* possunt, nempe exercitia spiritualia cleri, et synodi celebrationem. — *Cf. Icard, Prælect., n. 179.*

592. **V. Synodum convocare potest** Episcopus nondum consecratus, modo exhibuerit litteras Apostolicas, quibus ostendat se legitima auctoritate talis ecclesiæ curæ et regimini fuisse præpositum. — *Cf. n. 578.*

Archiepiscopus tamen non potest synodum congregare ante receptionem pallii. — *Cf. n. 529.*

a) *Vicarius generalis* Episcopi nequit, absque speciali Episcopi mandato, synodum indicere et celebrare. — *Ita communiter. — Cf. declarat. S. C. C., 4 dec. 1655, apud Bened. XIV, op. cit., lib. 2, cap. 8, num. 3.*

b) *Vicarius Capitularis*, sede vacante, potest synodum congregare, modo elapsus sit annus a die ultimæ synodi habitæ ab Episcopo. — *Benedict. XIV, loc. cit., cap. 9, num. 5 et 6.*

c) Episcopus justo impedimento detentus potest synodum *celebrare per alium.* — Ita decisum fuisse a S. C. C. refert Fagnanus, *in cap. Sicut olim, De accusat., num. 10;* et arguitur ex *Trident.*, quod non expresse edixit synodum per Episcopum celebrari, sed jubet ut « synodi diœcesanæ quotannis celebrentur. »

d) *Abbates aliique Prælati Episcopis inferiores* non possunt synodum cogere, nisi habeant *territorium vere sepa-*

ratum, cum jurisdictione quasi-episcopali in clerum et populum, atque *beneplacitum Apostolicum* ad hoc plane concessum, cum *subsecuta consuetudine.* — *S. Cong. Concilii, 17 aug. 1626.*

593. **VI. Vocandi sunt ad synodum et accedere tenentur :**

a) *Abbates sæculares* intra diœcesim exsistentes. — *Cap. Quod super his, De majoritate et obedientia.*

Neque ullius *exemptionis* prætextu possunt se ab hac obligatione unquam solutos existimare; nam concilium Tridentinum, *loco cit.*, illos tantum exemptos liberat ab onere accedendi ad synodum, qui subduntur Capitulis generalibus, quod profecto de Abbatibus sæcularibus dici non potest. — *Bened. XIV, op. cit., lib. 3, cap. 1, num. 3.*

b) *Abbates regulares et Superiores conventuum*, licet exempti sint a jurisdictione Episcopi, nisi in eorum Religione exstet Capitulum generale, cui totius Congregationis conventus subjiciantur. — *Trid., sess. 24, cap. 2.*

Imo, « ratione parochialium aut aliarum ecclesiarum sæcularium, etiam adnexarum, debeant ii qui illarum curam gerunt, quicumque illi sint, synodo interesse ». — *Ibid.*

c) *Parochi omnes* et quicumque *curam animarum* gerunt in diœcesi, sive *sæculares*, sive *regulares*, sive beneficium curatum sit *perpetuum*, sive sit *manuale*, quia verba Tridentini non distinguunt. — *Trid., loc. cit.*

Imo, rectores qui sunt *nullius diœcesis*, tenentur accedere ad synodum diœcesanam illius Episcopi qui tanquam vicinior potest eos visitare. — *S. C. C., 12 febr. 1622, apud Ben. XIV, loc. cit., cap. 5.* — *Cf. n. 635.*

Sedes Apostolica, pro varietate circumstantiarum et adjunctorum, facultatem nonnunquam concessit Episcopis celebrandi synodum, *solis vocatis Decanis.* — Hujusmodi facultas, ex. gr., facta est Episcopo Leodiensi. — *Cf. encyc. Pii IX ad Episc. Austriacæ ditionis, 5 nov. 1855.*

Et nuper, S. C. C. Episcopo Baionnensi pro gratia ad decennium concessit, ut *intimatio fieret tantum :* 1° Canonicis et Capitulo cathedralis ecclesiæ; 2° Canonicis honora-

riis; 3° Archipresbyteris et Decanis; 4° Superiori et Professoribus seminarii diœcesani; 5° Superioribus collegiorum ecclesiasticorum; 6° in singulis decanatibus, Parocho a rectoribus decanatus designando, qui suo et confratrum nomine aderit. — *S. C. C., 16 febr. 1889.*

d) *Cæteri presbyteri et clerici inferiores*, quando in synodo agendum est de reformatione morum, sive de aliqua re concernente totum clerum, vel de intimandis decretis factis in synodo provinciali. Et tunc in ipsa synodi convocatione facienda est mentio quod de prædictis erit tractandum. — Debita tamen ecclesiis servitia non subtrahantur. — *S. C. Conc., 15 dec. 1529; 19 nov. 1729.*

Extra prædictos casus, isti non tenentur ad synodum accedere, « nisi *ex consuetudine* aliud observatum fuerit ». — *S. C. C., in Tullen., 17 mart. 1593.*

e) *Capitulum quoque ecclesiæ cathedralis*, ex communi sententia, saltem per aliquot e gremio Capituli deputatos.

Cæterum, si ut plerumque accidit, agendum foret in synodo de horis canonicis rite persolvendis, de cleri moribus reformandis, de restauranda ecclesiæ disciplina, cæterisque ipsos quoque Canonicos respicientibus, omnes consentiunt non licere Canonicis se a synodo excusare. — *Bened. XIV, op. cit., lib. 3, cap. 3 et 4.*

f) Tandem *Vicarii generales* et *Vicarii foranei*, vocante Episcopo. — *Cf. n. 798.*

594. **VII. Episcopus potest censuris ecclesiasticis animadvertere in nolentes accedere sine legitima excusatione, etiamsi exempti sint.** — *Cap. Quod super his, 9, De majoritate et obedientia.*

a) A synodo diœcesana excusandi sunt qui illam sine *gravi periculo* adire nequeunt, sive ejusmodi periculum ipsis immineat ab extrinseca causa, sive a causa intrinseca, puta ex adversa valetudine.

b) Multoque magis excusandi sunt *parochi* quos non *propria*, sed *suarum ovium necessitas* remoratur: etenim, non solum non reprehendendi, sed plurimum commendandi

sunt, si ideo dumtaxat ad synodum non accedant quia alium non habent sacerdotem quem sibi in animarum curam substituant; idque præsertim cum in parochia reperiuntur infirmi tam gravi morbo laborantes, ut prudenter timeatur ne sint cito decessuri. — *Bened. XIV, loc. cit., cap. 12.*

c) Non idcirco tamen quod quispiam legitimo detineatur impedimento, potest sua auctoritate se ab accedendi obligatione absolvere; sed *causam cur non accedit debet Episcopo significare*, a judicibus ad id deputatis, absoluta synodo, examinandam. — *Bened. XIV, ibid., num. 4.*

ARTICULUS II.

DE CELEBRATIONE SYNODI DIŒCESANÆ.

595. **I. Locus synodi celebrandæ.**

a) Etsi, solo jure spectato, liberum sit Episcopo synodum congregare in quolibet suæ diœcesis oppido, expedit tamen, cum nullum obstat impedimentum, ut illam cogat in *civitate episcopali*, quemadmodum declaravit *S. C. C. in Acernen., 17 maii 1636, apud Bened. XIV, De syn., lib. 1, cap. 5, num. 3.*

b) Synodus *in ecclesia* celebrari debet, ut colligitur ex *Pontificali Romano* et *Cæremoniali Episcoporum*. Sed, ut advertit Gavantus *in Praxi synodi diœcesanæ*, distinguendum est inter congregationes quæ synodo præmitti solent et sessiones ipsas synodales. De his enim tantum sermo est in *Pontificali*. — *Cf. n. 599.*

c) Inter ecclesias autem, si fieri possit, eligenda est *cathedralis*, quamvis, urgente aliqua rationabili causa, non prohibeatur Episcopus synodum facere in alia ecclesia. — *Bened. XIV, loc. cit., num. 6.*

Hodie in Gallia, ait Bouix, ad synodi celebrationem *ecclesia Seminarii* plerumque anteponitur, et merito; cum enim clerici qui episcopalem civitatem non incolunt et ad synodum vocantur, in Seminario soleant hospitio recipi,

ne eos per vias et plateas circumcursare necesse sit, in ipsa Seminarii ecclesia synodus celebratur. — *De Episc. part. 6, sect. 1, cap. 3.*

596. **II. Officiales et ministri** ab Episcopo deputantur, quos recenset Benedictus XIV, *op. cit., lib. 4.* — Præcipui sunt :

a) *Promotor*, cujus munus est urgere actiones synodales, seu insistere ut omnia quæ in synodo facienda sunt, celeriter et fructuose perficiantur.

b) *Secretarius* synodi, quem decet esse aliquem ex Canonicis ecclesiæ cathedralis ; isque alium quem maluerit sibi socium seu coadjutorem adsciscet.

c) *Notarius* synodi, qui solet esse Episcopi Cancellarius, et synodi conficit acta et instrumenta authentica.

d) *Magistri cæremoniarum*, quorum est procurare ut omnia quæ in synodo fiunt, debito ritu peragantur.

e) *Procurator cleri*, quem solet Episcopus constituere ad evitandas turbas et præcavendos tumultus, qui certe fierent, si singulis de clero venia daretur reclamandi adversus decreta quæ in synodo promulgantur.

Is ergo omnium nomine in synodo dicit quæ clero displicent, quæque ex iis quæ aut statuta aut statuenda sunt, difficiliora et aspera videantur, simulque modum suggerat quo illa emolliri clerus optaret. — Quæcumque petierit nomine cleri, petat *in scriptis* Secretario dandis.

f) Inter *Officiales synodi* enumerantur insuper judices querelarum et excusationum, confessarii, concionatores, ostiarii, etc. — *Cf. Bened. XIV, loc. cit.* ; — *et Gavant., Prax. synodi diœcesanæ.*

Verum *necessario constituendi* non videntur nisi Notarius, Secretarius, Promotor et Magister cæremoniarum.

597. **III. Ordinem sedendi in synodo** fuse describit Benedictus XIV, *De syn., lib. 3, cap. 10.*

Sed fatetur in hac præcedentiæ materia difficile esse certam regulam definire, cum potissimum inhærendum sit consuetudini quæ, pro locorum diversitate, diversa est.

Unde, *ad amputandas lites* et cujusque jura sarta tecta servanda, Episcopo suadet ut in synodi initio decretum promulget, quo declaretur ex ordine inibi sedendi nihil detractum iri juri habendi præstantiorem locum quod quispiam sibi competere credat.

De indumentis Episcopi aliorumque qui synodo intersunt; de apparatu ecclesiæ et collocandis sedibus, etc., *cf. Benedictum XIV, loc. cit., cap. 11; et Cæremoniale Episcoporum.*

598. **IV. Sessiones.** — In *Pontificali Romano* describuntur ritus et cæremoniæ synodi tribus diebus, hoc est *tribus sessionibus,* celebrandæ.

Non prohibetur tamen minori dierum numero diœcesanam synodum celebrari; ideo *Gavantus,* in suo opere cui titulus *Praxis synodi diœcesanæ,* ordinem synodi triplicem exhibet pro *trina,* pro *duplici* et pro *unica* sessione.

De processione, Missa, allocutionibus, sermonibus et acclamationibus, *cf. Pontificale Rom., Cæremoniale Episc., et Gavant., op. cit.*

599. **V. Congregationes.** — Licet in celebranda synodo *necessariæ non sint* ullæ congregationes a solemnibus sessionibus distinctæ, *utilissimum est* ut habeantur aliæ adunationes, tum *generales* seu totius synodi, tum *particulares* quæ et *Commissiones* vocantur et aliquibus dumtaxat constant synodi membris.

a) *Congregationibus particularibus* committitur ut unaquæque deliberet de aliqua quæstione, v. gr. num opportuna foret hæc vel illa episcopalis dispositio, sensumque suum aperiat.

b) *In congregationibus generalibus* exquirit Episcopus, si ita ipsi videbitur, sensum totius synodi; in iisdem præterea salutaria monita et hortationes ad clerum suum universum dirigit, statutorumve mox promulgandorum necessitatem aut utilitatem aperit. Hæc certe in dictis congregationibus majori cum fructu et facilius expediri possunt quam in solemnibus sessionibus. — *Bouix, De Episcopo, loc. cit., cap. 13.*

600. **VI. Fidei professio emittenda.** — Provisi de beneficiis ecclesiasticis, professionem fidei emittere debent « in ea synodo quæ primo quoque tempore celebrabitur », si alias in synodo diœcesana convenire tenentur. Secus « secundum formam sacrorum canonum puniantur ». — *Trid., sess. 25, cap. 2, De ref.*

a) *Formula professionis fidei* determinata est constitutione *Injunctum*, Pii IV, id. nov. 1564, et decreto S. C. C., 20 jan. 1877. — *Cf. n. 865.*

b) Legenda quoque sunt decreta concilii Tridentini de residentia. — *Trid., sess. 23, cap. 1.*

Et, si recens habitum fuerit concilium provinciale, promulgandæ sunt leges in eo editæ. — *Cf. n. 685.*

601. **VII. Examinatores synodales** ab Episcopo proponendi sunt et a synodo approbandi, ad minimum *sex*, ut examinent concurrentes ad obtinendas parœcias. — *Trid., sess. 24, cap. 18.*

a) « Sint hi examinatores magistri, seu doctores aut licentiati in theologia aut jure canonico, vel alii clerici regulares aut sæculares qui ad id videbuntur magis *idonei;* jurentque omnes ad sancta Dei Evangelia se, quacumque humana affectione postposita, fideliter munus exsecuturos. » — *Trid., loc. cit.*

b) Synodalium examinatorum *officium durat* usque ad novam synodum, quæ intra unius anni spatium ad Tridentini normam esset celebranda, et in qua aut iidem aut alii de novo deputandi forent.

Si plures, decurrente anno, moriantur, aut e diœcesi se subducant, et *sex saltem non remaneant*, tunc, ex decreto Clementis VIII, facultas data est Episcopis alios subrogandi, modo iis qualitatibus præstent quas Tridentinum requirit, a Capitulo approbentur, et simul cum superstitibus ex electis in synodo senarium numerum non excedant.

c) *Anno elapso*, si nova synodus non celebretur, exspirat officium examinatorum qui forte ab Episcopo in locum demortuorum vel absentium suffecti sunt. — *Cit. decret. Clem. VIII, apud Ben. XIV, De syn., lib. 4, cap. 7.*

Quoad alios non subrogatos, sed in ipsa synodo electos, quamdiu sex illorum superstites sunt, omnes perseverant in munere; horum autem senario numero deficiente, omnium officium exspirat, nec potest Episcopus in locum demortui quemquam sufficere, sed necesse est ut, vel novam synodum cogat, vel *facultatem petat a Sacra Congregatione Concilii* novos examinatores extra synodum deputandi. — *Bened. XIV, ibid.*

602. **VIII. Judices quoque synodales** designandi sunt quibus committantur causæ delegatæ a Sede Apostolica. — *Cf. n. 238.*

a) Etenim, ut Sancta Sedes magis secura foret *de idoneitate personarum quibus causas extra Urbem judicandas committit*, voluit concilium Tridentinum « in singulis conciliis provincialibus aut diœcesanis aliquot personas, quæ *qualitates habeant* juxta constitutionem Bonifacii VIII quæ incipit *Statutum*, et alioquin ad id aptas, designari, ut, præter Ordinarios locorum, iis etiam posthac causæ ecclesiasticæ ac spirituales et ad forum ecclesiasticum pertinentes in partibus delegandæ committantur ». — *Trid., sess. 25, cap. 10, De ref.*

b) Episcopus præfatos judices deputare potest, *quin synodus in ipsos consentiat*, quia non dixit Tridentinum eos designandos esse *a synodo*, sed *in synodo*. — Unde, Tridentini decreto satisfaciet Episcopus si synodi consilium exposcat, etsi ex causis sibi notis illud amplecti postea noluerit.

Quemadmodum, cum aliquem ex deputatis in synodo mori contingit, debet quidem Episcopus, priusquam alium in ejus locum substituat, exquirere Capituli consilium, sed non tenetur illud sequi, quia *non consensum*, sed *consilium* dumtaxat Capituli, Tridentinum exigit. — *Ben. XIV, op. cit., lib. 4, cap. 5, num. 5.*

c) Animadvertendum vero est *hodiernis temporibus* causas S. Sedi delatas regulariter a Congregationibus Romanis definiri, adeoque admodum *infrequentes esse casus delegationis causarum* extra Urbem; litteras vero Aposto-

licas et rescripta pro *exsecutione* committi Ordinariis locorum. — *Santi, De offic. et pot. jud. deleg., n. 17.*

ARTICULUS III.

DE CONSTITUTIONIBUS SEU STATUTIS SYNODALIBUS.

Si unice vocis *etymologiæ* insistendum esset, leges episcopales, sive in synodo, sive extra synodum latæ, *canones* vocari possent; sed, si communem vocis acceptionem attendimus, præfatas constitutiones *canones* appellare prohibemur. Usus quippe invaluit, ut canonum nomine solæ denominentur constitutiones quæ *universalem* obstringunt Ecclesiam. — *Bened. XIV, op. cit., lib. 1, cap. 3, num. 3.*

603. **I. Episcopus in synodo statuta edere non potest, nisi Capituli consilium exquisierit** : licet illud *sequi non teneatur*, præterquam in casibus a jure expressis. — *Cap. Cum olim, 7, De arbitr.* — *Cf. plures decisiones S. C. C. apud Ben. XIV, op. cit., lib. 13, cap. 1.*

a) *Cæterorum clericorum* qui synodo intersunt, nec *consensus*, nec etiam *consilium* requiritur, quia solus Episcopus legislator est in sua diœcesi.

Ideo damnata est a Pio VI, ut falsa et episcopalis auctoritatis læsiva, *doctrina synodi Pistoriensis*, quæ statuit « reformationem abusuum circa ecclesiasticam disciplinam in synodis diœcesanis *ab Episcopo et parochis æqualiter pendere* ac stabiliri debere, ac sine libertate decisionis indebitam fore subjectionem suggestionibus et jussionibus Episcoporum ». — *Constit. Auctorem fidei, n. 9.*

b) Attamen *in praxi haud omittunt* plerumque Episcopi circa edendas constitutiones totius synodi sensum exquirere. Id enim paterni regiminis mansuetudinem quamdam magis redolet, *multumque insuper utilitatis* afferre solet, tum quia ex totius cleri adunati sensu, quibusnam potissimum decretis ac remediis diœcesi occurrendum sit melius ipse perspiciet Episcopus, tum quia facilius et efficacius ad exsecutionem deducentur statuta quibus cleri universitas,

antequam edantur, assenserit. — *Bouix, De Episcopo, loc. cit., cap. 16. — Cf. Ben. XIV, loc. cit., num. 4*

In pluribus diœcesibus, usus invaluit ut clerus assensum suum constitutionibus synodalibus exhibeat per verbum *Placet*. Verum hæc formula non eumdem sensum habet in synodo diœcesana quam in conciliis, nec intelligi debet de suffragio *decisivo*, ut non semel S. C. Concilii declaravit. — *Cf. Bened. XIV, cap. cit.*

604. **II. A constitutionibus synodalibus non datur appellatio ad effectum suspensivum,** cum ejusmodi constitutiones, non unam aut alteram personam, sed *universam* respiciant diœcesim.

Accedit synodales constitutiones ad unum plerumque collineare scopum, *correctionis* scilicet et *reformationis morum*, in qua materia sacri canones non admittunt appellationem, nisi in devolutivo. — *Cf. n. 1532.*

Quod si aliquæ sanctiones irrationabiles, vel onerosæ, vel utcumque corrigendæ videantur, licet ad S. C. C. appellationem interponere, quæ, rationabili intercedente causa, admittitur *in devolutivo* tantum. — *Bened. XIV, op. cit., lib. 13, cap. 5, num. 12 et 13. — Cf. n. 579.*

605. **III. Non est necessarium ut constitutiones synodales, ante promulgationem, S. Congregationi Concilii recognoscendæ transmittantur,** ut transmittenda sunt decreta synodi provincialis.

Si vero actorum synodalium exemplar ait *Lucidi*, cum relatione status diœcesis remittunt, l u issime accipit Sacra Congregatio; casus enim intercider queunt quibus eadem acta consulere in expediendis illius diœcesis negotiis summopere prosit; verumtamen eos dumtaxat de hac diligentia in synodo coacta *laudare* satis habet. — *Lucidi, De visit. sacr. lim., cap. 2, num. 162.*

CAPUT VII.

DE POTESTATE ADMINISTRANDI.

Ad jurisdictionem episcopalem pertinet quoque potestas administrativa, quæ versatur circa *res* et *personas*, et in totam diœcesim exercenda est juxta canones generales, concordata particularia, imo leges civiles quas admittit Ecclesia; et « ubi jura silent, loco legis est Præsulis auctoritas, præsertim vero quod, ut Doctorum fert adagium, Episcopus *intentionem habet in jure fundatam* in rebus omnibus quæ ad diœcesim suam administrandam attinent ». *Constit. Romanos Pontifices, Leonis XIII, 8 idus maii 1881.*

Episcopus ergo *collator est omnium officiorum et beneficiorum* quæ non sunt Romano Pontifici reservata, vel ad alium collatorem ex particulari jure aut privilegio non spectant. — Ad ipsum pertinent *uniones et dismembrationes beneficiorum;* — rectæ administrationi *bonorum etiam temporalium* ad ecclesias et loca pia pertinentium invigilat; — *piarum voluntatum exsecutionem curat;* imo, ex *Trid., sess. 22, cap. 8, De ref.*, Episcopi, etiam tanquam delegati Sedis Apostolicæ, in casibus a jure concessis, omnium piarum dispositionum tam in ultima voluntate quam inter vivos sunt exsecutores.

De his suo loco; in præsenti autem capite agemus tantum de potestate Episcopi in suos clericos, — et in sacerdotes extraneos.

ARTICULUS I.

DE POTESTATE EPISCOPI IN PROPRIOS CLERICOS.

606. **I. Clerici, quatenus clerici, fiunt subditi Episcoporum per sacram Ordinationem,** « cum nullus debeat ordinari qui judicio sui Episcopi non sit *utilis* aut *necessarius* suis ecclesiis...., et illi ecclesiæ aut pio loco pro cujus necessitate aut utilitate assumitur, non *adscribatur*, ubi suis fungatur muneribus, nec incertis vagetur sedibus. Quod si locum inconsulto Episcopo deseruerit, ei sacrorum exercitium interdicatur. » — *Trident., sess. 23, cap. 16. — Cf. sess. 21, cap. 2.*

Hæc adscriptio clericorum, licet non semper fieri possit alicui peculiari ecclesiæ, ad strictam Tridentini præscriptionem, fit tamen *servitio diœcesis* pro cujus necessitate vel utilitate ordinati sunt, *ad mentem ejusdem Tridentini.*

607. **II. Subditi nequeunt, absque licentia et consensu Superioris, ab ejus auctoritate sese subducere.**

a) Unde, clerici qui *servitio alicujus particularis ecclesiæ sunt adscripti*, nequeunt e diœcesi discedere et in aliam migrare absque proprii Episcopi consensu. — Certa conclusio eruitur ex citato concilii Tridentini decreto. — Verba enim *inconsulto Episcopo* intelligi debent de *invito* Episcopo, ut constat ex omnium Doctorum interpretatione et pluribus S. C. C. decisionibus. — *Cf. Fagnan., in cap. Admonet nos, De renunt.*

b) Clericos etiam qui *alicui determinato ministerio nondum addicti sunt*, videtur Episcopus posse invitos retinere; nam illos hac lege ordinavit ut suæ ecclesiæ, diœcesi nimirum, deservirent.

Firmatur hæc conclusio *recentioribus S. C. Concilii decisionibus*, licet aliam fortasse sententiam olim tenuerit. Hodierna enim S. Congregationis mens est posse Episcopum clericos in alienam diœcesim migrantes censuris cogere, ut ad propriam diœcesim quantocius revertantur, licet nullius peculiaris ecclesiæ servitio adscripti sint, nullumque residentiale beneficium habeant. — *S. C. C., 5 sept. 1818; in Amerina, 14 dec. 1822; in Reatina, 26 jan. 1833, etc.* — *Bouix, De Episc., p. 5, cap. 24, § 4.*

608. **III. Episcopus vero non potest clericos invitos retinere, nisi adsit justa causa**, et eisdem *de congrua sustentatione* provideat, id est de officio quod sufficiat ad honestam sustentationem. — *Cf., præter cit. responsiones S. C. C., decis. ejusd. S. C. 14 aug. 1880.*

Neque assensum denegare potest clericis volentibus religionem ingredi, etiamsi beneficium curatum habeant. — *Cf. n. 1111.*

a) Facultas transeundi ad aliam diœcesim datur per litteras dimissorias speciales, quibus clericus absolvitur a potestate sui Episcopi, et quæ ideo dicuntur litteræ *excardinationis* (vulgo *Exeat*).

b) Ne autem clericus « ovis quasi perdita aut errans

inveniatur » (*can. 1, dist. 72*), nec « incertis vagetur sedibus » (*Trid., sess. 23, cap. 16, De ref.*), litteræ hujusmodi ante ipsius incardinationem in altera diœcesi plenum non sortiuntur effectum.

Et *clericis religionem ingredientibus*, durante novitiatu, non dantur nisi litteræ dimissoriæ ad recipiendos ordines, non vero litteræ excardinationis proprie dictæ. — Imo, clerici non omnino et *in perpetuum* subtrahuntur a jurisdictione Episcoporum, nisi per votorum *solemnium* professionem. — *Cf. n. 1238.*

609. **IV. Clerici tenentur, salvo jure sibi a sacris canonibus quæsito, obire munus, seu officium acceptare, quod illis commiserit Episcopus.**

a) Etenim nonnisi *pro diœcesis utilitate* ad sacros ordines promoti sunt; nec clerici in sortem Domini *otiose* vocati sunt, aut gratiam sacramenti receperunt ut solum *sibi* prodessent, sed potius ut et *aliis* tribuerent; debent igitur Episcopo speciale obsequium quoad ea quæ pertinent ad ecclesiæ regimen et diœcesis administrationem.

b) Solemni ritu hanc reverentiam et obedientiam *presbyteri promittunt in ipsa sacerdotii receptione*, juxta vetustissimum Ecclesiæ morem.

Hæc sponsio tamen multum differt a promissione obedientiæ quæ in votis Religiosorum includitur. — Non enim communiter intelligitur ut *votum*, sed videtur esse tantum professio illius submissionis quæ, secundum jus divinum et canones Ecclesiæ, debetur Episcopo, qualiter Episcopi ipsi Romano Pontifici obedientiam promittunt.

c) Diximus : *salvo jure sibi a sacris canonibus quæsito.* — Nam canonicæ leges *æquam libertatem* clericis vindicant, et statuunt clericos cogi ab Ordinariis non posse ad præstandum aliquod servitium non expressum in jure. — *Cf. cap. Quia cognovimus, 6, caus. 10, q. 3; — et Fagnan., in cap. Conquerente, 16, De offic. jud. ord., n. 8.*

Verumtamen, quoties *necessitas* bonumque publicum id exigit, ex. gr., ob penuriam sacerdotum,

1° Potest Episcopus *cogere* sub præcepto obedientiæ,

adhibitis etiam si opus fuerit censuris, sacerdotes *viribus pollentes* et a quocumque officio liberos, ad suscipiendum curam animarum aliaque munera pro regimine animarum necessaria.

2º Nec licet sacerdotibus quibus cura etiam *amovibilis* ecclesiarum *succursalium* commissa est, muneri suo renuntiare, et, antequam Ordinarius renuntiationem acceptet, ad propria redire, eo quod beneficia veri nominis non teneant.

Imo, ex præcepto obedientiæ, adhibitis etiam censuris, Episcopus jus habet *eos cogendi ut in munere suo persistant*, usque dum ipsis de idoneo successore providere valeat. — *S. Congr. Conc., in Tolos., 9 jun. 1884; in Forojulien., 31 jan. 1891.*

3º Equidem, in determinandis *hujus necessitatis limitibus*, regula taxativa minime tradi posse videtur, quoniam ista determinatio a variis pendet temporum, circumstantiarum et locorum *adjunctis*. — Ideo fortasse Archiepiscopus Tolosanus et Episcopus Forojuliensis *indulta* impetrarunt, quibus prædictæ facultates ad septennium concessæ fuerunt.

610. **V. De amovibilitate parochorum** specialis disputatio erit in *Tractatu VII, cap. 9.*

ARTICULUS II.

DE POTESTATE EPISCOPI IN SACERDOTES EXTRANEOS.

Clerici extranei *regulariter* immunes sunt a statutis peculiaribus diœcesis in qua versantur, nisi *per accidens*, ob necessitatem locorum vel rationem scandali, hujusmodi legibus teneantur. — *Cf. n. 65.*

611. **I.** Episcopus non tantum potest, sed et *debet* prohibere ne in sua diœcesi **ad celebrandam Missam admittantur presbyteri peregrini** qui *commendatitias* sui Ordinarii litteras non habent, id est testimonium scriptum de legitima ordinatione, de bonis moribus, atque immunitate a censuris et aliis impedimentis canonicis.

Concilium enim Tridentinum disciplinam jam ab antiquis

canonibus statutam confirmavit *sess. 23, cap. 16, De ref.* : « Nullus clericus peregrinus, sine commendatitiis sui Ordinarii litteris, ab ullo Episcopo ad divina celebranda et sacramenta administranda admittatur »; et, *sess. 22, decret. de observandis et evitandis in celebr. Missæ* : « Singuli (Episcopi) in suis diœcesibus interdicunt ne cui vago et ignoto sacerdoti Missas celebrare liceat ».

Ii qui *noti sunt* et qui ex vicinis diœcesibus adveniunt, ad sacrificium Missæ celebrandum passim admitti solent, quin hujusmodi probationes, aut commendatitiæ vel testimoniales litteræ ab ipsis exigantur.

612. **II. Potest Episcopus statuere ut sibi ipsi, vel Vicario generali, præfatæ litteræ commendatitiæ exhibeantur,** et, absque licentia a se vel Vicario generali in scriptis concessa, nullus peregrinus ad celebrandum admittatur.

Episcopus enim, utpote legislativam potestatem habens, imo specialem Sedis Apostolicæ delegationem ad consulendum dignitati tanti sacrificii *(Trid., loc. cit.)*, ea statuere potest quæ sibi utilia videntur, dummodo juri communi non adversantia. — Porro, in quibusdam diœcesibus utile esse potest ut cura illa commendatitias litteras ab extraneis presbyteris exhibendas inspiciendi, ac eos ad celebrandum admittendi, non quibuslibet ecclesiarum et capellarum præpositis relinquatur, sed ipsi Episcopo ac Vicario generali reservetur. — *Bouix, De Episc., part. 5, cap. 26, § 1.*

613. **III. Etiam Regularibus exemptis prohibere potest Episcopus,** interminatis censuris, ne ad Missam celebrandam *admittant peregrinos,* sive *sæculares,* sive *regulares diversi Ordinis,* absque sua vel Vicarii generalis licentia.

Episcopi enim, in his quæ pertinent ad Missæ celebrationem, procedere possunt ut delegati Sedis Apostolicæ contra quomodolibet exemptos. — *Trident., sess. 22, De observand., etc.* — *Cf. Ben. XIV, De syn., lib. 9, c. 15, n. 5.*

Attamen Regulares *in ecclesiis suorum Ordinum* celebrare possunt absque dicta Episcopi licentia, « cum ejus

rei cura reservata sit eorum Superioribus regularibus ». — *Bened. XIV, constit. Quam grave, 2 aug. 1757.*

614. **IV. Sacerdos peregrinus qui litteras commendatitias amisit**, ad celebrandum admitti potest, si *per testes idoneos*, aut alio modo, probet se esse sacerdotem commendabilem. — Non tamen sufficeret probatio per juramentum. — *Cap. 2, De clericis peregrinis.*

Imo, sacerdos qui a Missarum celebratione repellitur quia non habet litteras commendatitias, potest nihilominus *secreto* celebrare, secluso scandalo, si vere idoneus sit, quia nullo jure interdicitur. — *Ita communiter ex cap. 3, De clericis peregrinis.*

615. **V. Ob solam rationem quod sint extranei,** non potest Episcopus extraneos sacerdotes litteris commendatitiis munitos, nec ullatenus suspectos, *arcere a celebranda Missa*; sacerdos enim, vi suæ ordinationis, jus habet ad Missæ celebrationem; et jure versari potest in alia diœcesi, qui residere in propria ratione officii aut beneficii non tenetur. — *Cf. n. 925.*

Cæterum legitima est, et quandoque valde utilis, praxis dictam facultatem *concedendi ad tempus limitatum*, etiam iis qui commendatitiis litteris sint muniti, dummodo ita intelligatur ut, elapso termino, iterum dari debeat facultas, si nulla causa justa denegandi intervenerit.

Hinc, quando presbyteri extranei, licet commendatitiis muniti, non sunt apprime noti, *prudenter*, in magnis præsertim civitatibus, ipsis imponitur ut, post statuta tempora, novam facultatem obtineant. — In quo tamen prudentiæ Episcopi est, sicut *nimiam facilitatem*, ita *rigorem nimium* devitare. — *Bouix, loc. cit.*

616. **VI. Episcopus non potest sine causa expellere alienum clericum** commorantem in ejus diœcesi, etiamsi non habeat litteras testimoniales sui Ordinarii, dummodo iste clericus extraneus ordines exercere non velit, sed solummodo tanquam advena ibi commorari. — *S. C. Ep. et Reg., 17 dec. 1839, de mandato Greg. XVI.* — *Cf. resol. ejusd. S. C., 6 mart. 1846.*

CAPUT VIII.

DE ALIIS JURIBUS ET OFFICIIS EPISCOPORUM EX POTESTATE JURISDICTIONIS.

Agendum est : de obligatione residendi ; — de visitatione sacrorum liminum ; — de visitatione diœcesis ; — de obligatione Missam offerendi pro populo ; — de potestate Episcopi circa cultum ; — de ejus potestate et officio quoad indulgentias ; — et tandem, de juribus Episcoporum utilibus et honorificis.

ARTICULUS I.

DE OBLIGATIONE RESIDENDI.

617. **I. Ratio hujus obligationis.** — Cum munia pastoralia « nequaquam ab iis præstari et impleri possint qui gregi suo non invigilant neque assistunt, sed mercenariorum more deserunt », *sancta synodus Tridentina* declaravit « omnes patriarchalibus, primatialibus, metropolitanis ac cathedralibus ecclesiis quibuscumque, quocumque nomine et titulo præfectos, etiamsi S. R. E. Cardinales sint, obligari ad *personalem* in sua *ecclesia* vel *diœcesi* residentiam, ubi injuncto sibi officio defungi teneantur ». — *Sess. 23, cap. 1, De reform.* — *Cf. sess. 6, cap. 1, De ref.* ; — *constit. Sancta synodus, Urbani VIII, 12 dec. 1631 ; et const. Ad universæ, Bened. XIV, 3 sept. 1746.*

Utrum vero *jure divino*, vel *ecclesiastico* tantum, ad residentiam teneantur illi quibus animarum cura commissa est, quæstio fuit magno animorum æstu agitata in congregationibus Tridentinis, quam tamen Concilium noluit definire. — *Cf. Ben. XIV, de syn., lib. 7, cap. 1.*

618. **II. Lex residendi intelligenda est, non de residentia materiali et otiosa, sed de formali seu laboriosa.** — *Cf. cit. conc. Trid. decreta.*

Episcopus tunc *materiali modo* residet in ecclesia, « cum neque verbum Dei voce et exemplo disseminat, neque a

semita justitiæ deflectentes revocat, neque periclitantibus opem et auxilium defert, neque demum adversus lupos rapaces, qui vestimentis ovium sæpe intrant ovile ut rapiant et mactent, sedulo invigilat, fortiterque se opponit. — In qua sane *vigilantia* ac *pastorali sollicitudine* potissimum sita est *vera* et *formalis* residendi ratio ». — *Bened. XIV, constit. Grave, 15 aug. 1741.*

619. **III. Huic obligationi Episcopus satisfacit, licet extra civitatem episcopalem resideat.** — Concilium enim Tridentinum declarat Episcopos teneri ad residendum « *in sua ecclesia vel diœcesi* ».

a) Episcopos tamen sacrosancta synodus « admonet, et in Domino hortatur, ne.... Dominici Adventus, Quadragesimæ, Nativitatis, Resurrectionis Domini, Pentecostes item, et Corporis Christi diebus, *quibus refici maxime et in Domino gaudere pastoris præsentia oves debeant*, ipsi ab ecclesia sua cathedrali ullo pacto absint, nisi episcopalia munia in sua diœcesi eos alio vocent. » — *Trid., loc. cit.*

b) *Excusantur a lege residentiæ*, juxta antiquissimam consuetudinem, Cardinales Episcopi *suburbicarii*, Romæ commorare soliti ut operam suam R. Pontifici exhibeant. — *Cf. constit. Pastorale officium, Clementis XII.*

620. **IV. Pro trimestri absentia, Episcopi non indigent licentia S. Sedis.**

Quoniam enim « qui aliquantisper tantum absunt, ex veterum canonum sententia non videntur abesse, quia statim reversuri sunt, sacrosancta synodus vult illud absentiæ spatium *singulis annis*, sive *continuum*, sive *interruptum....*, nullo pacto debere *duos* aut ad summum *tres menses* excedere; et haberi rationem, ut id *æqua ex causa* fiat et *absque ullo gregis detrimento :* quod an ita sit, abscedentium conscientiæ relinquit, quam sperat religiosam et timoratam fore, cum Deo corda pateant cujus opus non fraudulenter agere suo periculo tenentur. » — *Trid., sessione 23, cap. 1, De ref.*

a) Non licet vero trimestrem absentiam prædictam *conjungere*, sive cum eo tempore quo permittitur Episcopis

post suam promotionem in Urbe commorari, sive cum eo quod ad peragendam sacrorum liminum visitationem eisdem concessum fuit.

b) Neque fas est absentiæ tempora *ita disponere,* ut tres postremi menses unius anni continuentur cum tribus prioribus mensibus anni subsequentis.

c) Pariter declaratum est prædictam trium mensium vacationem intra cujusque anni limites coerceri, ut qui uno anno usus ea non fuerit, non ideo sequenti anno diutius ab ecclesia sua abesse valeat. — *Ben. XIV, cit. const.*

621. **V. Legitimas absentiæ causas ultra trimestre** concilium Tridentinum *alias non agnovit* præter christianam charitatem, urgentem necessitatem, debitam obedientiam, ac evidentem Ecclesiæ vel Reipublicæ utilitatem. — *Loc. cit.*

a) Nomine *christianæ charitatis* intelligitur magna proximorum utilitas, in his quæ per alium æque utiliter præstari non possunt.

Verum « meminerint discessuri ita ovibus suis providendum ut, quantum fieri poterit, ex ipsorum absentia nullum damnum accipiant » (*Trid., loc. cit.*). — Alioquin enim agerent contra charitatis ordinem, quo plus sibi suisque quam alteri tenentur.

b) *Urgens necessitas* ea est quæ, non ex publica loci calamitate, sed ex personali ratione ipsius Episcopi derivat. Instante enim periculo communi, Episcopus ad instar mercenarii fugere non potest.

c) *Debita obedientia* excusat Episcopum a residentia corporali : in accessu ad synodum provincialem, vocante Metropolitano; aut synodum generalem jussu S. Pontificis congregatam; in visitatione sacrorum liminum; vel in susceptione specialis mandati quod vellet Romanus Pontifex imponere.

Episcopis *ad sacra limina Apostolorum* statutis temporibus visitanda personaliter accedentibus, Urbanus VIII indulsit ut, qui ecclesiis citra montes et citra mare positis præsiderent, per quatuor; qui vero ultramarinis et ultra-

montanis ecclesiis præessent, per septem menses continuos a *residentia* in suis respective sedibus, faciendæ hujusmodi visitationis gratia, excusarentur.

d) *Evidens Ecclesiæ utilitas* locum habet præsertim in defensione jurium suæ ecclesiæ; sed et intelligi potest de utilitate Ecclesiæ universalis.

Evidens Reipublicæ utilitas verificatur, quando Episcopus in manifestam totius Regni vel Reipublicæ utilitatem abest, sive ad fungendum aliquo munere quod sit episcopatui adnexum, quale erat apud nos, quibusdam abhinc annis, munus Senatoris ex lege civili concreditum Episcopis qui ad dignitatem cardinalatus promoverentur; sive ad obeundum officium ipsi pro communi bono specialiter demandatum. — *Cf. Reiffenstuel, lib. 3, tit. 4, n. 42 et seq.*

622. **VI. Et licentia in scriptis habenda est.**

a) Has quidem legitimas absentiæ causas *synodus Tridentina decreverat* « a Beatissimo Romano Pontifice, aut a Metropolitano, vel, eo absente, a suffraganeo Episcopo antiquiori residente, qui idem Metropolitani absentiam probare debebat, *in scriptis esse approbandas*, nisi cum absentia incideret propter aliquod munus et Reipublicæ officium episcopatibus adjunctum. » — *Trid., loc. cit.*

b) *Hodie vero*, post citatas Urbani VIII et Benedicti XIV constitutiones, licentia hujusmodi concedenda est a *S. Congregatione super residentia Episcoporum.*

Specialem enim Congregationem Urbanus VIII instituit, constitutione *Sancta synodus*, quam postea confirmavit Benedictus XIV, constitutione *Ad universæ*, cujus scopus est *invigilare* observantiæ decreti Tridentini super residentia Episcoporum, delinquentes punire et, prævio maturo examine, licentias abessendi concedere.

c) Episcopus qui ex voluntate principis laici, vel ex voluntate populi electus est, ut sedeat vel in *aula Senatorum*, vel in *camera Deputatorum*, quin hoc officium sit ipsi ejus sedi adnexum, indiget, ut videtur, licentia Pontificia, ut hisce comitiis interveniat.

Casum enim hujusmodi neque concilium Tridentinum

excepit, neque Urbanus VIII in citata constitutione. Unde tutius est licentiam petere ab Apostolica Sede. — *Cf. Lucidi, De visit. sacr. lim., cap. 2, num. 4.*

623. **VII. Pœnas adversus Episcopos non residentes** in præfatis decretis et constitutionibus latas, auctoritate sua *Benedictus XIV confirmavit*, in citata constitutione *Ad universæ*, § *13*, nempe :

a) Amissionis *quartæ partis fructuum unius anni*, ipso facto ab iis incurrendæ qui, legitimo impedimento seu justis et rationabilibus causis cessantibus, et absque expressa Apostolicæ Sedis licentia, *sex mensibus continuis* extra suam ecclesiam morando abfuerint; et amissionis *alterius quartæ partis fructuum* eodem modo incurrendæ, ubi hujusmodi absentia ad *alios sex menses* protrahatur. — *Trid., sess. 6, cap. 1, De ref.*

b) Incursus quoque in *peccati mortalis* reatum, et obligationis *restituendi fructus* in absentia perceptos, nulla etiam prævia declaratione, eosque erogandi in ecclesiarum fabricas, seu in sustentationem pauperum ipsius loci, quacumque conventione seu compositione pro hujusmodi fructibus male perceptis prohibita. — *Conc. Trid., sess. 23, cap. 1, De ref.*

c) Amissionis quoque *facultatem testandi*, statutæ a Pio IV; nec non *inhabilitatis ad majores dignitates* et ecclesiàs obtinendas, quam Clemens VIII indixit.

d) Demum, privationis ipso facto jurium et privilegiorum quæ forsan ipsis tanquam *Pontificio solio adsistentibus* concessa fuerint. — *Bened. XIV, cit. constit.*

e) Quod si nihilominus aliqui, non minus canonica statuta quam propositas hujusmodi pœnas contemnentes, in sua *contumacia* obfirmati perseverare præsumpserint, « Metropolitanus suffraganeos Episcopos absentes, Metropolitanum vero absentem suffraganeus Episcopus antiquior residens, sub pœna interdicti ingressus ecclesiæ eo ipso incurrenda, *infra tres menses*, per litteras seu nuntium, Romano Pontifici *denuntiare* teneatur ». — *Trid., sess. 6, cap. 1, De ref.*

f) Voluitque Benedictus XIV adversus istos *ad ulteriora* cum effectu procedi, juxta mentem concilii Tridentini, quod, *in cit. sess. 6, cap. 1*, Romanum Pontificem pro tempore exsistentem hortatur, ut suæ Supremæ Sedis auctoritate in hujusmodi transgressores ad severiorem sacrorum canonum normam animadvertat, atque etiam ecclesiis ipsis *de utilioribus pastoribus provideat*, sicut in Domino noverit salubriter expedire. — *Bened. XIV, ibid.*

ARTICULUS II.

DE VISITATIONE SACRORUM LIMINUM.

Munus visitationis sacrorum liminum, ut animadvertit Fagnanus, *triplicem complectitur actum*, nempe materialem Basilicarum SS. Petri et Pauli visitationem; — exhibitionem obedientiæ ac reverentiæ Summo Pontifici præstandam; — ac denique relationem de statu materiali et spirituali suæ diœceseos S. C. Concilii tradendam. — *In cap. Ego N., De jurejur., num. 61.*

624. **I. Utilitas hujus visitationis.** — Ut Romanus Pontifex, Episcoporum opera et adjumento, ubique locorum gregis sibi commissi vultum agnosceret, et spiritualium ovium morbos intelligeret curationesque adhiberet; atque, assiduis pastorum vocibus admonitus, *de toto singularum ecclesiarum statu certior redderetur*, ne quidquam omnino illum lateret illarum rerum quas ad Dei gloriam augendam, ad christianam religionem propagandam, ad animarum salutem procurandam, *necessario eumdem scire atque intelligere oportet*, jam ab antiquissimis temporibus institutum est : ut singuli Episcopi, certis præscriptis temporibus, per *seipsos*, vel per certum eorum *nuntium*, Beatissimorum Apostolorum Petri et Pauli limina, tanquam fidei petram et totius sacerdotalis unitatis fontem, jurejurando se visituturos pollicerentur; atque, ita S. R. E. matris suæ complexu recreati, et paterno S. Pontificis colloquio roborati, ad ecclesias suas regendas alacriores et instructiores redirent. —

Constit. Romanus Pontifex, Sixti V, 20 dec. 1585, § 1. — Cf. instruct. S. C. de Propag., 1 jun. 1877.

a) Plura sane negotia per epistolam possunt expediri; nihilominus quamplurima procul dubio supersunt in quibus, *nisi os ad os alloquaris,* omnino nequeas tuam sententiam explicare ea, qua par est, perspicuitate et accuratione; nequeas circumstantias omnes et adjuncta rerum enucleare; nequeas difficultates, quæ pro re nata oriuntur, dissolvere.

b) Ad hæc accedit, quod permulta accidant nonnunquam quæ *secreti fidem* ita postulant, ut scripto ea consignare periculosum sit. — *Cit. instr. S. C. de Propag., § 13. — Cf. Lucidi, op. cit., dissert. præv., n. 41.*

625. **II. Obligatio juramento firmata.** — Sixtus V, vestigiis suorum prædecessorum inhærens, sancivit ut omnes Patriarchæ, Primates, Archiepiscopi, Episcopi per universam terrarum instituti, a S. Pontifice deinceps ordinandi, etiamsi cardinalatus honore præfulgeant, *antequam munus consecrationis suscipiant,* seu eis consecratis *pallium* de Beati Petri corpore sumptum tradatur, aut, si ad aliam ecclesiam transferantur, *antequam illius regimini et administrationi se immisceant :* si quidem præsentes in Curia fuerint, in manibus S. R. E. diaconi Cardinalis ordine prioris : si vero absentes, in manibus Antistitis qui ad implendum munus prædictum, aut ad tradendum pallium hujusmodi a S. Sede delegabitur, *jurent* se Beatissimorum Apostolorum Petri et Pauli limina, *statutis temporibus, personaliter* ac per seipsos visitaturos, ac Romano Pontifici pro tempore exsistenti *rationem reddituros* de toto eorum pastorali officio, deque rebus omnibus ad ipsarum quibus præsunt ecclesiarum statum, ad cleri et populi disciplinam, animarum denique quæ illorum fidei creditæ sunt salutem quovis modo pertinentibus, et vicissim mandata Apostolica recepturos et quam diligentissime exsecuturos. — *Cit. const. Sixti V, § 4.*

626. **III. Tempus visitationis.** — Ad hoc debitum visitationis officium commode explendum, omnes Patriarchæ, Primates, Archiepiscopi et Episcopi ex Italia et insulis

adjacentibus *tertio anno;* — Germani vero, Galli, Hispani, Belgæ, Bohemi, Hungari, Angli, Scoti, Hiberni et cæteri omnes qui in Europa sunt citra mare Germanicum ac Balticum, ac omnium insularum maris Mediterranei, *quarto anno;* — et qui intra Europæ fines sunt his provinciis remotiores, ac etiam Africani nostris littoribus adversi, ac insularum maris Oceani septentrionalis et occidentalis Europæ et Africæ citra continentem Novi orbis, *quinto anno;* — Asiatici vero, et qui extra Asiam et in quibuslibet aliis mundi partibus, *decimo anno* iter suscipiant, et, Deo concedente, perficiant. — *Cit. const.,* § *7.*

a) Has Sixti V ordinationes Benedictus XIV confirmavit, const. *Quod sancta,* 23 nov. 1740, et obligationem visitationis extendit ad *Abbates* monasterium seu ecclesiam habentes cum jurisdictione quasi-episcopali in territorio separato.

b) *Hibernis,* ob paupertatem, S. C. C. ad decennium id officii prorogavit, anno 1631.

Hodie non conceduntur *generalia hujusmodi indulta.* — At vero, si quis Episcopus veniam petat ut spatium temporis sibi præfinitum *prorogetur,* S. Congregatio, accedente justa et probabili causa, non solet abnuere. — *Lucidi, loc. cit., num. 82 et 83.*

627. **IV. Spatia temporum a Sixto V præfixa computari** non debent a die quo Episcopi in Consistorio ad suam sedem episcopalem renuntiati sunt, vel ejusdem possessionem adepti sunt;

a) Sed *unus idemque terminus constans atque perpetuus institutus est,* nempe, pro Patriarchis, Archiepiscopis et Episcopis, dies 20 dec. 1585, quo die edita est a Sixto V constitutio *Romanus Pontifex.* — Ideoque triennia, decennia, etc., ita computanda sunt, ut, initio sumpto a tempore præfatæ constitutionis, perpetuo et sine ulla interruptione pro omnibus successoribus Episcopis decurrant.

Voluit enim Sixtus V ut tempus qualecumque excursum alicui ex supradictis Præsulibus qui, sive morte præventus, sive alia quacumque de causa, Apostolorum limina non vi-

sitaverit, ita *illius successori effluxisse et excurrisse* intelligatur, ut, termino ipso juxta prædecessoris sui jusjurandum completo, debitam tunc visitationem quamprimum conficere teneatur.

Quæ verba non eum habent sensum, ut Episcopus successor teneatur visitare pro omnibus trienniis, etc., pro quibus ejus prædecessor non visitavit, sed ita accipienda sunt, ut Episcopus nuper consecratus, si eo triennio, etc., quod eo tempore currit, ejus prædecessor non visitaverit, teneatur ipse visitationem perficere. — *Constit. Sixti V,* § *Ad hoc autem ; — Instr. S. C. de Propag., 1 jun. 1877.*

b) Etiam pro *sedibus noviter erectis,* tempus sacræ visitationis computandum est a die publicationis constitutionis Sixtinæ. — *S. C. C., 3 maii 1875.*

628. **V. Episcopi qui, legitimo impedimento detenti,** ad Apostolorum sepulchra personaliter se conferre non possunt, id præstare debent per *procuratorem,* ex Sixtina constitutione. — *Ibid.,* § *5.*

a) Imo, quoad procuratoris deputationem, *facilius ac remissius agi cœpit,* ut inde a sua ætate animadvertebat Benedictus XIV ; et pristinus rigor progressu temporis valde temperatus est.

« Unde, si Episcopus, justo quolibet impedimento detentus, a S. C. C. *licentiam petat* visitandi limina per procuratorem, vel per Canonicum aut alium sacerdotem diœcesis suæ jam in Urbe existentem, et privatis suis rebus vacantem, vel per ordinarium suum negotiorum gestorem seu Agentem, de rebus diœcesis probe instructum, dummodo charactere *sacerdotali* sit insignitus, facta R. Pontifici per Secretarium ipsius Congregationis instantiæ illius relatione, non ita frequenter rejici solet, ut olim evenisse constat ; sed petita licentia et facultas passim benigne conceditur. » — *Bened. XIV, De synod., lib. 13, cap. 6, num. 3.*

b) Pariter, ad procuratoris munus olim non admittebatur sacerdos *regularis,* nisi probata deficientia Capituli et cleri sæcularis, exceptis fortasse ecclesiis remotissimarum regionum ; sed in hoc etiam, sequioribus temporibus, S.

Sedes sese faciliorem præbere consuevit. — *Bened. XIV, ibid.* — *Cf. instr. S. C. de Propag.*, § *11*.

c) « Sed facile quisque intelliget ordinarias causas quæ personalem visitationem impediant, *nostra hac ætate nonnisi raro locum habere;* ea enim invexit humanum ingenium adjumenta ad varias locorum distantias percurrendas, ut incredibili ferme celeritate et facilitate longissima quæque itinera terra marique perfici valeant.

» Sacra igitur Congregatio sibi persuadet SS. Antistites huic muneri, cui sese interposito sacramento obstrinxerunt, *nedum statis a Sixto V temporibus* nunquam defuturos, sed imo spem fovet in Domino ut, magistrorum veritatis Petri et Pauli sepulchra fidelium animas illuminantia coram veneraturi, suam huc præsentiam *sæpius* etiam exhibeant. » — *Cit. instruct. S. C. de Propag.*, § *17*.

d) Si Episcopus habeat *Coadjutorem* datum ab Apostolica Sede, satis est ut vel Episcopus ipse, vel Coadjutor illius nomine, visitationem expleat et relationem status ecclesiæ suppeditet. — *Cf. Ben. XIV, loc. cit., n. 5.*

629. **VI. Relatio status diœcesis tradenda est S. Cong. Concilii,** cui officium incumbit relationem expendendi et postulatis respondendi. – *Cf. n. 470 et 473.*

a) Ne hujusmodi relationes abundarent in superfluis et in necessariis deficerent, jussu Bened. XIII instructio edita est a S. C. C., quæ normam exhibet eas perficiendi. — Hanc reperies apud Lucidi, qui præclarum opus edidit quod *De visitatione sacrorum liminum* inscribitur.

b) Vicarii Apostolici relationem vicariatus exhibent Sacræ Congregationi de Propaganda Fide.

Et, licet restituta sit hierarchia ecclesiastica in quibusdam regionibus, attamen auctoritate Apostolica sæpe cautum est ut Episcopi illarum regionum dependerent a S. C. de Propaganda Fide, ipsique suas relationes exhiberent. — *Cf. num. 466.*

Quæstiones pro relatione ad *S. C. C. de Propag. Fide* facienda, quoties Ordinarii locorum visitant sacra limina, referuntur apud ephemerides *Acta S. Sedis, vol. 24, pag. 382.*

630. **VII. Contra Episcopos qui dispositioni suæ non obtemperaverint, Sixtus V decrevit** « eos ab *ingressu Ecclesiæ,* ac etiam ab *administratione* tam spiritualium quam temporalium, nec non a *perceptione fructuum* suarum ecclesiarum, a Capitulis eorum, omni exceptione remota et mora cessante, interim libere exigendorum, et in opus fabricæ seu ornamentorum ecclesiarum emptionem, prout major necessitas exegerit, insumendorum, *ipso facto tamdiu suspensos esse,* donec, a contumacia resipiscentes, relaxationem suspensionis hujusmodi a Sede Apostolica meruerint obtinere. » — *Cit. const., § 9.*

a) Hæc pœna latæ sententiæ abrogata est a constitutione *Apostolicæ Sedis* in his tantum quæ rationem habent *censuræ.* — Unde remanet, v. gr., pœna amissionis fructuum ipso facto incurrenda.

b) Animadvertendum tamen est, ait *Lucidi,* si in hanc partem inconsiderate peccari contingat, pronum Episcopis esse *indulgentiam S. Congregationis implorare :* quæ eidem impertiendæ, justa causa accedente, sese difficilem præbere non solet. Quod ideo dictum voluit laudatus Auctor, ne Antistites qui bona fide in pœnas incurrerint, nimia anxietate conscientiæ torqueantur. — *Loc cit., n. 68.*

ARTICULUS III.

DE VISITATIONE DIŒCESIS.

631. **I. Scopus visitationis.** — *Visitare* nihil aliud est quam excessus ac defectus inquirere, inventosque castigare et convenientibus remediis emendare, atque observantiam obligationum, juxta cujusvis personæ ac rei exigentiam, ubi adhuc viget conservare, et, ubi deficit, in pristinum statum restituere. — *Ita communiter.*

a) Jubente concilio Tridentino, visitationum « *præcipuus sit scopus* sanam orthodoxamque doctrinam, expulsis hæresibus, inducere; bonos mores tueri, pravos corrigere; populum cohortationibus et admonitionibus ad religionem,

pacem, innocentiam accendere ; cætera, prout locus, tempus et occasio feret, ex visitantium prudentia ad fidelium fructum constituere. — *Trid., sess. 24, cap. 3, De ref.*

b) Itaque visitatio *personalis* est et *realis*.

Visitatio *personalis* est inquisitio de vita et moribus personarum deque earum officiis, videndi causa an eisdem rite fungantur.

Realis est inquisitio de administratione, custodia et statu ecclesiarum et rerum ecclesiasticarum, de legatorum aliorumque piorum onerum satisfactione, deque aliis rebus hujusmodi. — *Soglia, Instit. juris privati, § 7.*

c) « *Multa quidem ignorabit Episcopus*, multa eum latebunt, vel saltem serius quam oportet intelliget, nisi ad omnes suæ diœceseos partes se conferat, et nisi *per seipsum* ubique *videat*, ubique *audiat*, ubique exploret quibus malis medicina facienda sit, et quænam fuerint eorum causæ, quave ratione occurri etiam providenter queat ne sublata reviviscant.

» Præterea, cum ea sit humanæ imbecillitatis conditio, ut in agro dominico, cujus cultura commissa est Episcopo, *sensim vepres et spinæ et noxiæ inutilesque herbæ succrescant*, certe, nisi ad eas amputandas cultor crebro redeat, ille ipse nitor, vigiliis ejus laboribusque partus, progressu temporis deflorescet. » — *Bened. XIV, constit. Ubi primum, 3 dec. 1740, § 8.*

632. **II. Quoties sit instituenda visitatio.**

« Patriarchæ, Primates, Metropolitani et Episcopi propriam diœcesim *per seipsos*, aut *si legitime impediti fuerint*, per suum generalem Vicarium, aut visitatorem, si *quotannis* totam, propter ejus latitudinem visitare non poterunt, saltem majorem ejus partem, ita tamen ut *tota biennio* per se vel visitatores suos compleatur, visitare non prætermittant. » — *Trid., sess. 24, cap. 3.*

a) Agitur ergo de *obligatione personali*, cui Episcopi non possunt tuta conscientia satisfacere per delegatum, nisi legitime fuerint impediti.

« *Ipsismet* enim, non ministris, gregum suorum cura con-

credita est; *ipsis* peculiaris Spiritus Sancti gratia, *ipsis* et charismatum dona fuerunt promissa. Ex quo fit ut oves *proprii pastoris manu,* libentius quam a manu vicarii, salubria alimenta fiducialius petant et lætiori animo suscipiant, tanquam manu Domini, cujus in Episcopis suis venerantur personam. » — *Encycl. epistola Leonis XII, 3 maii 1824.*

b) « Sunt regiones, uti in *Galliis*, ubi difficillimum foret totam diœcesim modo convenienti *biennio* visitare.

» Si locorum Episcopi existiment multo magis expedire, ob temporum circumstantias, ut *per seipsos* potius quam per *delegatos* id munus expleant, atque in hunc finem opportunum existiment in tres aut quatuor partes singulis annis percurrendas suam diœcesim dividere, ita ut nonnisi per *quatuor* aut *quinque* annos visitatio compleatur, id utique possunt exponere in suis relationibus de statu diœcesis, *ut mentem habeant Sanctæ Sedis*. Ita observatum fuisse putamus a tempore Concordati in Gallia. » — *Icard, Prælect., num. 177.*

633. **III. Sede vacante, Vicarius Capitularis,** *post elapsum annum* a die ultimæ visitationis factæ ab Ordinario, potestatem habet visitandi diœcesim ; id enim pluries definivit S. C. Concilii. — *Cf. Benedict. XIV, De syn., lib. 2, cap. 9, num. 6.*

Utrum verum, post elapsum annum, Vicarius Capitularis visitationis explendæ *obligationem* habeat, quæstio est quam nec Doctores, nec S. Congregatio, communiter expendere solent; nam vacationem cathedræ episcopalis ultra congruum tempus nonnisi *extraordinariis* ex causis protrahi contingit, quibus leges haud prospicere solent. — *Lucidi, op. cit., cap. 2, num. 22.*

a) *Vicarii generales* nequeunt, *sine Episcopi mandato*, sacram visitationem explere; ex eo enim quod Tridentini Patres, accedente legitimo Episcopi impedimento, eidem inculcant ut hanc sui ministerii partem per Vicarium generalem *suppleant*, manifeste demonstrare videntur Vicariis iisdem propriam non inesse potestatem visitandæ diœce-

seos, quemadmodum communis sententia et disciplina docet. — *Lucidi, ibid.*

b) *Metropolitani* non possunt visitare diœceses suorum comprovincialium, nisi plene visitaverint propriam diœcesim, et causa visitationis cognita fuerit et probata in concilio provinciali. — *Trid., sess. 24, cap. 3, De ref.*

634. **IV. Episcopus visitat, jure proprio,** personas omnes, ecclesias, capitula et loca pia quæ *manifesta exemptione* non potiuntur. Habet enim super his *fundatam*, ut aiunt, jurisdictionem.

Unde, *in dubio* an vera sit exemptio, standum est pro jurisdictione Episcopi. — *Cf. resolut. S. C. C. in Neapolitana, 9 sept. 1882*, nec non alias complures ejusdem Congregationis decisiones.

Episcopus ergo eodem jure visitat fratres et sorores *piarum Congregationum votorum simplicium non exemptarum*, salvis tamen statutis et constitutionibus ab Apostolica Sede approbatis. — *S. C. Episc. et Reg., 27 febr. 1863. — Cf. num. 1211.*

635. **V. Ut delegatus Sedis Apostolicæ, visitat:**

a) « Hospitalia, collegia quæcumque ac confraternitates laicorum, etiam quas scholas sive quocumque alio nomine vocant, non tamen quæ sub Regum immediata protectione sunt, sine eorum licentia; eleemosynas Montis Pietatis sive charitatis, et *pia loca omnia quomodocumque nuncupentur*, etiamsi prædictorum locorum cura ad laicos pertineat, atque eadem pia loca exemptionis privilegio sint munita; ac omnia quæ ad *Dei cultum*, aut *animarum salutem*, seu *pauperes* sustentandos instituta sunt. » — *Trident., sess. 22, cap. 8, De ref.*

b) Capitula cathedralium, aliorumque majorum ecclesiarum, illarumque personas, non obstante ulla exemptione aut consuetudine. — *Trid., sess. 6, cap. 4, De ref.*; — *sess. 25, cap. 6, De ref.* — *Cf. Bened. XIV, De syn. diœc., lib. 13, cap. 9.*

c) Ecclesias sæculares exemptas : quæ, etiamsi *nullius*

in diœcesi sint, visitandæ sunt ab Episcopo cujus cathedralis ecclesia est proximior. — *Trid., sess. 24, cap. 9, De reformatione.*

d) Ecclesias quoque Regularium, in his quæ spectant ad curam animarum et cultum divinum. — *Trid., sess. 7, cap. 8, De ref.; — sess. 22, De observand. — Cf. n. 1213, 1215, 642 et seq.*

e) Monasteria Regularium quæ cum aliis in provincia, vel vicinis provinciis, non fuerint erecta in congregationem ut capitula celebrent et designent Superiores et visitatores particularium conventuum. — *Trid., sess. 25, cap. 8, De Regularibus.*

Visitat etiam Episcopus monasteria quæ privilegio exemptionis carent eo quod « sodales religiosos *sex* ad minimum non capiant ». — *Constitutio Innocentii XII, Ut in parvis, 10 febr. 1654; — constitutio Leonis XIII, Romanos Pontifices, 8 maii 1881. — Cf. n. 1103.*

f) Monasteria *commendata* in quibus non viget regularis observantia, non obstante exemptione.

« Et, si in eis vigeret observantia regularis, provideant Episcopi paternis admonitionibus, ut eorum Regularium *Superiores*, juxta eorum regularia instituta, debitam vivendi rationem observent et observari faciant, et sibi subditos in officio contineant ac moderentur.

» Quod si admoniti, *intra sex menses eos non visitaverint* vel correxerint, tunc iidem Episcopi, *etiam ut delegati Sedis Apostolicæ*, eos visitare possint et corrigere, prout ipsi Superiores possent juxta eorum instituta. » — *Trid., sess. 21, cap. 8, De ref.*

g) Denique, monasteria Monialium regularibus Prælatis subjecta; sed quoad clausuram tantum. — *Trid., sess. 25, cap. 5, De Regularibus.*

Imo, si sint exempta, et immediate Sedi Apostolicæ subjecta, plenum jus visitandi competit Episcopo, tanquam Sedis Apostolicæ delegato. — *Cf. n. 1210.*

636. **VI. Potestas Episcopi in visitando.** — Episcopi, in omnibus iis quæ ad visitationem ac morum correc-

tionem subditorum suorum spectant, jus et potestatem habent, *etiam tanquam Sedis Apostolicæ delegati*, ea ordinandi, moderandi, puniendi, exsequendi juxta canonum sanctiones, quæ illis ex prudentia sua pro subditorum emendatione ac diœcesis suæ utilitate necessaria videbuntur. — *Trid., sess. 24, cap. 10, De ref.*

a) Eorum quæ præcipue sunt a visitatore advertenda longum indicem proposuit *Monacelli*, quem transcriptum reperies apud *Ferraris, verbo Visitare, num. 121.* — Similem habes apud *Gavantum* in *Praxi visitationis.*

b) Ritus autem in visitatione servandos describit *Pontificale Romanum, part. 3.* — *Cf. Gavantum, op. cit.*

637. **VII. A statutis in visitatione non datur appellatio ad effectum suspensivum.**

Nam, ut aptius Episcopi quem regunt populum possint in officio atque obedientia continere, voluit synodus Tridentina ut, ubi de visitatione et morum correctione agitur, nulla « exemptio aut inhibitio, *appellatio* seu querela, etiam ad Sedem Apostolicam interposita, *exsecutionem* eorum quæ ab his mandata, decreta aut judicata fuerint, quoquo modo impediat, aut suspendat ». — *Trid., sess. 24, cap. 10, De ref.* — *Cf. const. Bened. XIV, Ad militantis Ecclesiæ, 3 kal. apr. 1742.*

a) Igitur, quando Episcopus procedit absque figura et strepitu judicii, non servata regularis processus forma, *ut expedit in visitatione*, sed pœnis impositis quæ non excedunt limites paternæ correctionis, non datur appellatio ad effectum *suspensivum* ; tantummodo appellationi in *devolutivo* locus esse poterit. — *Cf. n. 1530 et seq.*

b) Sed, si Episcopus, confecto processu *servatisque juris solemnitatibus*, quidquam decreverit, ab ejus sententia appellatio datur ad effectum etiam suspensivum. — *Cf. cap. Romana, 1, De censibus, in 6°; — Fagnan., in cap. Dilectus, De rescriptis, num. 45.*

638. **VIII. Episcopo visitationem obeunti cum Notario et decenti comitatu, debetur Procuratio,**

scilicet præstatio eorum quæ necessaria sunt ad competentem victum et habitationem, ab iis quos visitat. — *Trid., sess. 24, cap. 3, De ref.*

a) Concilium Tridentinum admonet omnes ad quos visitatio spectat, ut, modesto contenti equitatu famulatuque, studeant *quam celerrime, debita tamen cum diligentia*, visitationem ipsam absolvere; interimque caveant ne inutilibus sumptibus cuiquam graves onerosive sint; neve ipsi, aut quisquam suorum, quidquam *procurationis causa* pro visitatione accipiant præter victualia frugaliter moderateque præstanda. — *Trid., loc. cit.*

b) A tempore Concordati usque ad recentem ætatem, Gubernium civile *providebat sumptibus visitationis episcopalis*, mille francos quotannis unicuique Episcopo suppeditans. Verum hodie hoc viaticum non præstatur.

ARTICULUS IV.

DE OBLIGATIONE MISSAM OFFERENDI PRO POPULO.

639. **I. Præceptum juris divini.** — « Omnis pontifex ex hominibus assumptus, pro hominibus constituitur in iis quæ sunt ad Deum, *ut offerat dona et sacrificia pro peccatis....* Et propterea debet, quemadmodum pro populo, ita etiam et pro semetipso offerre pro peccatis. » — *Epist. ad Hebr.*, v, *1.*

Unde, Patres Tridentini, qui hanc obligationem sacrificium pro ovibus offerendi *ex præcepto divino* repetunt (*sess. 23, cap. 1, De ref.*), et deinceps (*ejusdem sess. cap. 14, De ref.*) jubent Episcopos curare ut omnes presbyteri, « saltem diebus dominicis et festis solemnibus, si autem curam habuerint animarum, tam frequenter ut suo muneri satisfaciant, Missas celebrent », eos profecto *tacite* monuerunt, ne officio justo ac debito quoad ab inferioribus animarum pastoribus exigerent, ipsi deessent. — *Leo XIII, constit. In suprema, 4 id. jun. 1882.*

Et Doctorum una fere sententia est hoc officium majori ratione ad *Episcopos* quam ad *Parochos* pertinere.

640. **II. Quibus diebus præceptum divinum urgeat, jure ecclesiastico determinatum est.**

Cum enim Sedes Apostolica, quibus Episcopi diebus perlitare pro populo debeant nihil constituisset, ex quo factum erat ut inter Doctores catholicos, atque etiam inter Episcopos, *de officio conveniret, de diebus discreparet*, et hanc opinionum varietatem Romanæ Congregationes non sustulissent, *Leo XIII*, postulationibus plurium Episcoporum satisfacere volens, statuit ac decrevit « omnes et singulos Episcopos, quacumque dignitate etiam cardinalitia auctos, item Abbates jurisdictionem quasi-episcopalem in clerum et populum cum territorio separato habentes, in *Dominicis aliisque festis diebus qui ex præcepto adhuc servantur, et qui ex dierum de præcepto festorum numero sublati sunt,* omni exiguitatis reddituum excusatione, aut alia quavis exceptione remota, ad Missam pro populo sibi commisso celebrandam et applicandam teneri ». — *Constit. In suprema.*

Et, ne cui dubitationi aditus pateat, idem Pontifex declaravit « eosdem Episcopos et Abbates huic officio satis esse facturos per celebrationem et applicationem *unius* Missæ pro universo populo sibi commisso, etiamsi *duas* vel *plures diœceses* et *abbatias* æque principaliter unitas regant ».

641. **III. Ea quæ supra constituta sunt, ad Episcopos non spectant qui Titulares dicuntur.**

Cum enim nullam jurisdictionem habeant, neque officiis atque oneribus curæ episcopalis obnoxii sunt.

Attamen, si *æquitatis caritatisque episcopalis* ratio habeatur, non potest non consentaneum videri eos etiam interdum sacrificium offerre, ut respiciat Deus miseram ecclesiarum illarum conditionem quarum titulo et nomine ipsi honestantur. — *Cit. Leonis XIII constit.*

Unde, Pius VI, *causas* enumerans ob quas Apostolica Sedes ecclesias etiam ab infidelibus occupatas conferre solet, « oportere, inquit, aliquem exsistere cui singulariter incumbat, si non regere captivam illam miseri gregis portionem, *preces saltem ac lacrymas* pro eadem ad misericordiarum Patrem assidue effundere ». — *Ibid.*

ARTICULUS V.

DE POTESTATE EPISCOPI CIRCA CULTUM.

642. **I. Ecclesiæ competit exclusive jus determinandi quidquid refertur ad modum præstandi cultum divinum.** — *Cf. n. 19 et seq.*

a) Ecclesia jus habet præscribendi sanctificationem diei festi, tum per adsistentiam *sacrificio Missæ*, tum per abstinentiam ab *operibus servilibus*.

Imo, societas, ut *societas*, diem festum ab Ecclesia præscriptum sanctificare debet, cum religio non sit negotium mere privatum, sed *publicum*, et societas negative *athea* esse non possit. — *Cf. Cavagnis. Instit. jur. pub., lib. 4, n. 247 et seq.*

b) Non modo in locis specialiter cultui destinatis, sed etiam extra septa ecclesiæ, *in locis ipsis publicis*, jus habet actus quosdam divini cultus exercendi.

Et quidem, inter ritus cultus catholici sunt et *processiones* quarum quædam dici possunt *necessitatis*, ut quæ viaticum comitantur et mortuorum cadavera, aliæ autem *utilitatis* tantum.

1º Porro, societas ecclesiastica non est societas ratione subjecti *extranea* societati civili; sed ejus membra sunt quoque *cives*, ideoque jus habent ad usum publicum viarum et platearum pro omni scopo honesto, cujusmodi est cultus divinus; imo, in hypothesi societatis christianæ, subjectum est *identicum*, et est *unica* societas *materialis* humana quæ *duplicem formalem* societatem constituit.

2º Etsi dominium viarum publicarum dici vellet societatis civilis quatenus *civilis* est, et non quatenus *humana*, adhuc tamen verum est societatem civilem teneri ad *deserviendum* ecclesiasticæ; ideoque illius territorium gravatur servitute passiva in favorem cultus divini. — *Cf. n. 23;* — *et Cavagnis, loc. cit., n. 221 et seq.*

643. **II. Libri liturgici ad usum universalis Ec-**

clesiæ, videlicet Breviarium, Missale, Pontificale, Cæremoniale Episcoporum, Rituale, Martyrologium,

a) *Imprimendi* non sunt absque facultate in scriptis accepta ab *Ordinariis locorum;* nec Ordinariis hujusmodi facultatem concedere licet, quin, tam ante quam post impressionem, cum exemplaribus auctoritate Apostolica vulgatis *diligenter nova exemplaria contulerint;* atque in fine aut initio cujusque libri mentionem manu propria Ordinarius facere debet de illa collatione, et de reperta conformitate cum Romanis exemplaribus. — *Cf. constitut. Clementis VIII, Urbani VIII et aliorum Pontificum, initio horum librorum impressas.*

Lex civilis *in Gallia* agnoscit jus Episcoporum quoad impressionem librorum liturgicorum : « Les livres d'église, les Heures et Prières ne pourront être imprimés ou réimprimés que d'après la permission donnée par les Évêques diocésains, laquelle permission sera textuellement rapportée et imprimée en tête de chaque exemplaire. » — *Décret du 7 germinal an XIII.*

b) Singulis Episcopis non licet eosdem libros *mutare*, aliquid ipsis addendo vel detrahendo.

1° Unde sacerdotes, etiam permittente aut aliter statuente Episcopo, non possunt, illæsa conscientia, infringere vel omittere *regulas præceptivas* Ritualis Romani. — *S. Cong. Rit., 10 jan. 1852.*

2° Neque possunt Prælati, tam sæculares quam regulares, addere *Calendariis propriis* ulla Sanctorum officia, nisi ea quæ S. C. Rituum vel Sanctæ Sedis licentia conceduntur.

3° Nec valent locorum Ordinarii propria auctoritate *mutare ritum* qui habetur in Rubricis *Breviarii*, in altiorem ritum.

4° In novis imprimendis *Martyrologiis* inseri tantum debent Sancti ab ultima editione *canonizati*, non vero qui *Beati* dumtaxat declarati fuere.

c) Ad Episcopum spectat quotannis præscribere *ordinem divini Officii*, tum pro Missa celebranda, tum pro Breviario recitando, servatis Rubricis ex jure communi.

Regulares utriusque sexus, proprium Calendarium non habentes, uti debent Calendario diœcesano, additis officiis peculiariter sibi concessis. — *S. C. R., 22 julii 1848.*

644. **III. Ut sacrosancto Missæ sacrificio debitus honor restituatur,**

a) Jubente concilio Tridentino, « Ordinarii locorum Episcopi ea omnia prohibere atque e medio tollere sedulo curent ac teneantur quæ vel *avaritia*...., vel *irreverentia*...., vel *superstitio*.... induxit...., et quæcumque alia huc pertinere visa fuerint, ipsi, pro data sibi a sacrosancta synodo potestate, ac etiam ut *delegati Sedis Apostolicæ*, prohibeant, mandent, corrigant, statuant, atque ad ea inviolate servanda, censuris ecclesiasticis, aliisque pœnis quæ illorum arbitrio constituentur, fidelem populum *compellant*, non obstantibus privilegiis, exemptionibus, appellationibus ac consuetudinibus quibuscumque. » — *Sess. 22, De observ. et evit. in celebrat. Missæ. — Cf. n. 1215.*

b) De potestate Episcopi circa *Oratoria,* dicemus in Tractatu *De rebus eccles., n. 1262, 1266 et seq.*

645. **IV. Quoad sacramenta et sacramentalia,** Episcopus potestatem et officium habet *providendi* ut illa omnia *juxta ritum* in Pontificali et Rituali Romano, aut Rituali diœcesano a S. Sede approbato, præscriptum, peragantur.

Unde, ad Episcopum pertinet *licentiam* dare etiam Regularibus ut SS. Sacramentum *publice* exponatur. — *Cf. Bened. XIV, De Synodo, lib. 9, cap. 15, num 5.*

646. **V. Quoad dies festos,** disputatur utrum Episcopus possit, non quidem novum festum addere Calendario, sed *novum festum de præcepto* instituere, in quo imponatur obligatio abstinendi ab operibus servilibus et Missam audiendi.

a) Alii *affirmant,* ex his concilii Tridentini verbis, *sess. 25, cap. 12, De Regul.* : « Dies etiam festi quos in diœcesi sua servandos Episcopus præceperit, ab exemptis omnibus, etiam Regularibus, serventur. »

Alii vero communiter putant id *non posse* Episcopum, post bullam *Universa*, Urbani VIII, *22 dec. 1642*, in qua dicitur: « Monemus in Domino Ordinarium, ut ab indictione novorum festorum studeant abstinere. » — *Cf. declar. S. Cong. Rit., 23 jan. 1703.*

647. **VI. Orationes præscribere** possunt Episcopi recitandas intra vel extra missam, a *presbyteris* et *Christi fidelibus*, ut confirmatur ex iteratis decisionibus *S. Congr. Rituum.*

At, ex ejusdem S. Cong. monito, *16 jun. 1880*, « locorum Ordinarii sinere non debent alias *Litanias* publice recitari præter Litanias SS. nominis Jesu, B. M. V. Lauretanas nuncupatas, et Sanctorum, quæ *in libris liturgicis* habentur; vel alias, si quæ a S. C. Inquisit. recognitæ et *approbatæ* fuerint; ac simul cavere suam approbationem pro *impressione* subnectere iis libris in quibus Litaniæ inveniuntur Apostolica sanctione carentes ».

Hoc autem monitum « respicit tantum Litanias in *liturgicis* et publicis functionibus recitandas ». — *S. C. Rit., 29 oct. 1882.*

648. **VII. Ad exorcizandum**, necessaria est *Episcopi licentia*, qui debet et solet decernere ne ullus sacerdos, sive sæcularis, sive regularis, exorcizare audeat, quin prius ab ipso *approbatus* sit, ejusque licentiam antea obtinuerit. — *Bened. XIV, const. Magno cum animi, 2 jun. 1751.*

ARTICULUS VI.

DE POTESTATE ET OFFICIO EPISCOPI QUOAD INDULGENTIAS.

649. **I. Jus indulgentias elargiendi plenarie residet in solo Romano Pontifice,** qui Ecclesiæ thesauri ex infinitis Christi Domini meritis Sanctorumque satisfactionibus conflati custos, administrator et dispensator est; atque *a Summo Pontifice profluit in Episcopos.*

Potuit enim Summus Pontifex *illius juris partem conferre Episcopis*, tanquam ecclesiarum suarum sponsis, ut

ea uterentur in commodum gregis cujus veri pastores et tutores sunt. — *Ben. XIV, De syn., lib. 2, cap. 9, n. 7.*

650. **II. Episcopi, de jure communi, possunt concedere indulgentiam** *unius anni* in dedicatione ecclesiæ, sive ab uno solo Episcopo sive a pluribus dedicetur; et in aliis casibus, indulgentiam *quadraginta dierum.* — *Cap. Cum ex eo, 14, De pœnit. et remiss.*

a) Tales indulgentias elargiri valent Episcopi etiam non consecrati, dummodo sint *confirmati*, quia talis potestas est *jurisdictionis*, et non ordinis. — *Ita communiter.*

b) Eas concedunt per modum *absolutionis*, adeoque *solis vivis*, et quidem *suis tantum subditis*, ita ut non possint fidelibus diœcesis non suæ indulgentias concedere, etiamsi Ordinarius loci consentiat. — *Ferraris, v. Indulgentia, art. 2, num. 10; — S. C. Indulg., 12 jan. 1878.*

Religiosi tamen exempti possunt lucrari indulgentias ab Episcopis concessas, quia, ut fert *regula 61 juris, in 6°*, « quod ob gratiam alicujus conceditur, non est in ejus dispendium retorquendum ».

c) Hanc suam potestatem Episcopi aliis *delegare* possunt, non solum sacerdotibus, sed etiam clericis. — *Ferraris, loc. cit., num 12.*

d) *Metropolitanus* potest prædictas indulgentias concedere per totam suam provinciam, etiam si non sit in actu visitationis. — *Cap. 15, De pœnit. et remiss.*

e) Verum indulgentias concedere nequeunt *Coadjutores Episcoporum*, nec *Episcopi Titulares*, nec *Vicarii Apostolici*, neque *Vicarii generales*, nisi specialem ad id delegationem recipiant ab Episcopo loci Ordinario. — *Cf. cit. resol. S. C. Indulg.; — et S. C. de Prop., 24 aug. 1852.*

Nec *Prælati Episcopo inferiores*, de jure ordinario, nec *Vicarius Capitularis*, sede vacante, indulgentias elargiri possunt; nam præfata potestas, etsi jurisdictionis et non ordinis sit, est tamen jurisdictionis cujusdam extraordinariæ *soli dignitati episcopali* adnexæ, ut expresse dicitur in *cap. Accedentibus, 12, De excessibus Prælatorum.* — *Cf. Benedict. XIV, De syn., loc. cit.*

651. **III. Episcopi indultum recipere solent** pro toto tempore quo adeptum semel ecclesiæ regimen obtinebunt, ad impertiendam *benedictionem cum indulgentia plenaria* fidelibus in *articulo mortis* constitutis, adjecta facultate hanc potestatem *delegandi* tot sacerdotibus quot-quot pro numero animarum in diœcesibus existentium necessarios judicaverint. — *Constit. Pia mater, Bened. XIV, 5 apr. 1747.*

Pro *Monialibus*, eorum confessarius *ordinarius* deputandus est. Hæc clausula enim in indultis inseritur. — *Cf. responsionem S. C. Indulg., 23 sept. 1775.*

Et præfata clausula intelligenda est de Monialibus improprie dictis, quæ *vota simplicia* emittunt etiam sine episcopali clausura, si piæ feminæ in communitate vivant ad formam Monialium, et confessarium ordinarium habeant in domo in qua degunt. — *S. C. Indulg., 2 dec. 1868.* — *Cf. Béringer, Les indulg., p. 2, sect. 3, § 27.*

a) Hujusmodi indulta nequaquam *morte concedentis* exspirant; nec subdelegationes per *subdelegantis resignationem aut decessum*. Sed potestas subdelegatis perseverat quamdiu vel Episcopus ipse vel ejus successor eamdem non ademerit. — *Bened. XIV, constit. cit.* — *Cf. n. 251.*

b) *Conditiones* in indultis appositæ sunt : ut infirmus « vere pœnitens et confessus, ac S. Communione refectus, vel, quatenus id facere nequiverit, saltem contritus, nomen *Jesu* ore si potuerit, sin minus corde, devote invocaverit, et mortem tanquam peccati stipendium de manu Domini patienti anima acceperit ».

Attamen benedictio in articulo mortis cum indulgentia plenaria, iis etiam impertienda est qui, postquam dederint signa contritionis, *linguæ cæterorumque sensuum usu sunt destituti*, aut in delirium vel amentiam inciderunt. — *Bened. XIV, constit. Pia mater.*

Imo, « benedictio in articulo mortis cum applicatione indulgentiæ plenariæ potest, *si periculum sit in mora*, concedi, tum valide tum licite, iis qui etiam culpabiliter non fuerint ab incœpto morbo sacramentis refecti vel Pœniten-

tiæ, vel Eucharistiæ, vel Extremæ Unctionis, vel nullo horum, subitoque vergunt ad interitum. » — *S. C. Indulg., 23 sept. 1775.*

c) Sub pœna nullitatis observanda est *formula* a Benedicto XIV in fine dictæ constitutionis præscripta. — *S. C. Indulg., 18 mart. 1879. — Cf. Rituale et Breviar. Rom.*

Benedictio in articulo mortis dari potest etsi mors non sit adhuc *imminens*, et sufficit si infirmus in periculo mortis versetur. — *S. C. Indulg., 19 dec. 1885.*

d) *Unica* benedictio cum indulgentia plenaria moribundis dari potest, eodem permanente mortis periculo; nec plures impertiri possunt etsi a *diversis sacerdotibus*, vel ex *diverso titulo*, ex. gr. ratione aggregationis variis confraternitatibus. — *S. C. Indulg., 5 feb. 1841; 5 mart. 1855.*

Nec obstat si, benedictione concessa, infirmitas adhuc valde *perduraverit*, aut si ægrotus in *peccato mortali* illam recepisset, vel postea *relapsus* fuisset; indulgentia enim lucratur momento mortis, non autem quando benedictio datur. — *S. C. Indulg., 20 jun. 1836. — Cf. Béringer, loc. cit., n. 20 et seq.*

652. **IV. Romani Pontifices in concedendis indulgentiis moderamen semper consueverunt observare,** ne « per indiscretas et superfluas indulgentias, et claves Ecclesiæ contemnantur, et pœnitentiæ satisfactio enervetur » *(cap. Cum ex eo, 14, De pœnit. et remiss.);* eoque consilio ducti, haud unquam omisere indulgentias quas moderaminis fines excessisse perspexerunt, intra eosdem cohibere.

Sacrosancta item Tridentina synodus *(sess. 25, decret. de indulgentiis)*, veteri et probatæ Ecclesiæ consuetudini inhærens, moderationem in indulgentiarum concessione enixe inculcat, ne nimia facilitate ecclesiastica disciplina enervetur.

Ideo, *propositis dubiis* in congregatione generali habita *die 14 dec. 1877*, S. Congregatio Indulgentiarum respondendum censuit :

a) Non posse Episcopum, vel alium quemcumque Prælatum, *eidem actui pietatis*, sive *eidem pio sodalitio*, cui a

Romano Pontifice jam indulgentiæ, sive plenariæ, sive partiales concessæ sunt, alias indulgentias adjungere; neque crucibus, coronis, sacris imaginibus a Papa vel sacerdote legitima facultate munito benedictis, novas adnectere indulgentias, *nisi novæ conditiones* adimplendæ præscribantur.

b) Nec posse eidem rei, vel eidem actui pietatis, cui jam *antecessor* indulgentias adnexuit, novas indulgentias applicare.

c) Episcopum non posse, quin limites sui juris excedat, ad augendas indulgentias, eumdem *actum pietatis in partes dividere*, et, ex. gr., pro omni verbo salutationis angelicæ quadraginta dies indulgentiarum concedere.

d) Non expedire ut *delegatus Apostolicus*, virtute facultatum quas a Summo Pontifice accepit, in concedendis indulgentiis *concurrat* cum uno vel altero Episcopo territorii delegationis suæ, ut idem objectum, vel eumdem actum pietatis indulgentiis ditet.

e) Prælatos quibus privilegio Apostolico data est facultas concedendi in quibusdam solemnibus festivitatibus per annum indulgentias plenarias, debere hac facultate uti *per modum actus, toties quoties talis solemnitas occurrit;* non vero posse unica concessione eamdem indulgentiam extendere ad omnes solemnitates periodo annorum recurrentium, aut in perpetuum. — Quas responsiones *approbavit Pius IX*, et publicari mandavit, *die 12 jan. 1878.*

653. **V. Episcopi publicationi indulgentiarum invigilare debent**, ne falsæ vel dubiæ temere evulgentur, sive in *scriptis*, sive in *concionibus*.

a) Quam vigilantiam concilium Tridentinum, *sess. 21, cap. 9, De ref.*, commendavit, ac simul decrevit « indulgentias, aut alias spirituales gratias, quibus non ideo Christifideles decet privari, deinceps *per Ordinarios locorum*, adhibitis duobus de Capitulo, debitis temporibus populo publicandas esse ».

Unde, rescripta quibus conceduntur indulgentiæ alicui parochiæ, collegio, confraternitati, etc., non sunt populo notificanda nisi postquam constiterit de illorum authenti-

citate per Episcopum aut ipsius Vicarium generalem. — *Cf. n. 104.*

b) In decretis de libris prohibitis, quæ post Regulas Indicis addita sunt, cautum est quidem ut « indulgentiarum libri omnes, diaria, summaria, libelli, folia, etc., in quibus earum concessiones continentur, non edantur *absque licentia S. C. Indulgentiarum* ». — *Decret., § 3, art. 12.*

Verum eadem S. C. Indulg., instante Episcopo Petrocorensi in Gallia, declaravit *hunc articulum Decretorum ita esse intelligendum* et ad praxim deducendum :

1° Ut, si agatur de edenda concessione alicujus indulgentiæ vel Summarii indulgentiarum quod *ex Brevi Apostolico* vel *Rescripto* desumendum est, aut de Summario *ex auctoritate S. Congregationis jam vulgato*, in potestate Ordinarii sit licentiam concedere earumdem indulgentiarum concessiones typis imprimendi, dummodo pro aliquo elenchò non sit specialis aut expressa prohibitio.

2° E contra vero, si sermo sit de Summario vel antea collecto, sed *nunquam approbato*, vel *nunc primum ex diversis concessionibus colligendo*, requiritur expressa Sacræ Congregationis Indulgentiarum licentia, addita tamen conditione : « Facto verbo cum Sanctissimo ». — *Ex voto S. Cong. Indulg., 14 dec. 1857, quod approbavit Pius IX, die 22 jan. 1858.*

654. **VI. Abusus vero qui ex superstitione, ignorantia, irreverentia, in indulgentiis irrepserint,** emendatos et correctos cupiens sacrosancta synodus Tridentina, omnibus Episcopis mandat (*loc. cit.*) ut diligenter quisque hujusmodi abusus ecclesiæ suæ colligat, ut *ad Romanum Pontificem deferantur*, cujus auctoritate et prudentia quod universali Ecclesiæ expediet statuatur, ut ita sanctarum indulgentiarum munus pie, sancte et incorrupte, omnibus fidelibus dispensetur. — Quæ auctoritas a Romanis Pontificibus per Sacram Indulgentiarum Congregationem, post ipsius institutionem, solet exerceri. — *Decret. S. C. Indulg. super accessione et accumulatione indulgentiarum, 12 jan. 1878.*

a) *Periculosum* nonnullis videtur, ait Benedictus XIV, *hoc rerum genus nimis diligenter scrutari et excutere*, propterea quod, si hinc urget necessitas exposcendi opportuna remedia ne Christifidelibus imponatur, inde obstat timor ne, detecta per ipsos indulgentiarum insubsistentia quæ antea eos latuerat, nec eis denuntiata fuerat ab iis qui rerum veritatem ipsis sine fuco demonstrare debebant, *turbentur, offendantur*, indeque occasionem arripiant obloquendi in eos qui ecclesiastici regiminis veluti habenas moderantur.

b) Verum haud difficile et arduum est viam adinvenire per quam *ex hoc impedimento evadatur.*

Si enim in indulgentiarum discussione, quam in sua diœcesi instituit, Episcopus aliquas repererit quæ dubiæ fidei sibi videantur, non negligat eas *recensere in relatione status suæ ecclesiæ;* quod cum ipse præstiterit, opus erit Congregationis Concilii hujusce rei notionem remittere ad alteram Congregationem Indulgentiarum.

Quoties autem, examine facto, hujusmodi indulgentias apocryphas declarari contigerit, si rogetur Pontifex ut indulgentiis apocryphis *veras canonicasque indulgentias* subrogare velit, et (uti sperandum est) consonum votis rescriptum obtineatur, non solum hac ratione incommodis omnibus cumulate consultum erit, sed insuper fideli populo spiritualis veræque lætitiæ occasio exhibebitur. — *Benedict. XIV, De syn., lib. 13, cap. 18, num. 2.*

ARTICULUS VII.

DE JURIBUS EPISCOPORUM UTILIBUS ET HONORIFICIS.

655. **I. Insignia dignitatis episcopalis,** ante suam confirmationem in Consistorio, Episcopi et Archiepiscopi simpliciter *nominati* gerere non possunt. — *Cf. Anal. jur. Pontif., an. 1885, col. 208.*

a) Quum certum de sua promotione nuntium habuerint, utuntur veste talari et mantelletto *violacei coloris*, nec non galero nigro *viridi serico* ornato.

Si sint *in propria diœcesi*, ac etiam quoties erunt con-

gregationes *coram Metropolitano*, dum celebratur concilium provinciale, loco mantelletti utuntur *mozetta* ejusdem coloris violacei supra rochettum. — *Cæremon. Episcop., lib. 1, cap. 1 et 3.*

Quibusdam vero *temporibus*, ut in Adventu, per totam Quadragesimam, item in omnibus Vigiliis quibus jejunatur, etc., decet Episcopum uti vestibus *nigri* coloris. — *Cf. Cæremoniale Episc., lib. 1, cap. 3, § 2.*

Pius IX, litteris in forma Brevis, *18 jun. 1867*, omnibus Episcopis indulsit ut, honoris causa, *pileolo violacei coloris* uti libere ac licite valeant. — Tenentur tamen detegere caput ad cantum Evangelii, et dum thurificantur. — *S. C. Cærem., 20 maii 1890.*

Et S. P. Leo XIII iisdem concessit ut *birreto etiam violacei coloris* utantur. — *Brev. Præclaro, 3 febr. 1888.*

b) Hisce vestibus *usualibus* Episcopus *consecratus* addit *crucem pectoralem* et *annulum*.

Cum *reliquiæ Sanctissimæ Crucis* in dies rariores fiant, ac merito timendum sit ne paulatim non facile suppetant quæ ipsis Episcopis, veluti proprium suæ dignitatis gestamen, rite tradantur, S. P. Leo XIII Episcopis enixe commendatum voluit ut ss. ligni particulas, quas thecis inclusas pectore præ se suspensas ferunt, *Successoribus suis transmittendas curent*, adeo ut, post ipsorum mortem, studio et opera Capituli cathedralis, vel ejus qui, vacante sede, Episcopi vices gesserit, ad hos perveniant legitimo hæreditatis jure.

« Quod de Crucis dumtaxat reliquiis intelligendum est. Nam de *thecis ex pretioso metallo* in crucis formam affabre factis, statuent quod opportunius videbitur : quæ cum demptæ fuerint ss. ligni particulæ, donari, legari quibus placebit, ac per privatos hæredes distrahi, vendi, remota quavis indecoræ aut profanæ negotiationis specie, libere poterunt. » — *Litt. S. C. U. Inquis. 25 mart. 1889.*

c) *In sacris functionibus*, Episcopus *simpliciter adsistens* utitur cappa pontificali violacei coloris super rochettum.

Si vero in sacris functionibus *pontificaliter adsistit* Episcopus, tunc induitur rochetto, amictu, alba, cingulo, stola et pluviali cum mitra, baculo, cruce pectorali et annulo. — *Cf. Cærem. Episcop.*

d) Si Missam *pontificaliter celebret*, detractis prius per scutiferum ordinariis calceis, induit sandalia et caligas coloris tempori et officio convenientis. Deinde exuitur cappa, et super rochettum induitur amictu, alba, cingulo, stola, pluviali et mitra; tempore autem opportuno, deposito pluviali, super cætera induitur tunicella, dalmatica et planeta, cum mitra, baculo, cruce pectorali, chirothecis et annulo. — *Cf. Pontificale Romanum, Cæremoniale Episcoporum, et Auctores qui de re liturgica scripserunt.*

e) Episcopus tantum et non alius, dum private celebrat, potest accipere *paramenta in ipso altari*, et *duos habere ministros* superpelliceis indutos, præter alium ministrum, clericum sive laicum, communi veste indutum. — *S. C. Rit., in Cremonen., 17 julii 1608.*

656. **II. Usus pontificalium.**

a) In *omnibus ecclesiis suæ diœcesis*, quantumvis *exemptis* et privilegiatis, Episcopus potest Missas et divina Officia, cum adsistentia suorum Canonicorum, etiam in pontificalibus celebrare, sive ab aliis celebrari facere. — *Cf. Ferraris, v. Episcopus, art. 4.*

b) Verum nulli Episcopo licet, cujusvis privilegii prætextu, pontificalia *in alterius diœcesi exercere*, nisi de Ordinarii loci expressa licentia; secus ab exercitio pontificalium Episcopus ipso jure suspensus est. — *Trid., sess. 6, cap. 5, De reformatione.*

657. **III. Præcedentia.** — « Episcopis *ubique* is honor tribuatur qui eorum dignitati par est, eisque in choro et in Capitulo, in processionibus et aliis actibus publicis, sit *prima sedes*, et locus quem ipsi elegerint, et præcipua omnium rerum agendarum auctoritas. » — *Trid., sess. 25, cap. 6, De ref.* — *Cf. can. Episcopus, 10, dist. 95.*

a) Episcopus diœcesanus, *in sua ecclesia et diœcesi,*

in functionibus episcopalibus præferendus est omnibus Archiepiscopis et Episcopis etiam ipso antiquioribus et dignioribus, *Metropolitano suo* tantum excepto. — *S. C. R., 10 jan. 1609.*

Ad tramitem *recentiorum decretorum S. C. Rit.*, Episcopo licitum est usum throni concedere alii Archiepiscopo vel Episcopo loco sui in diœcesi pontificalia agenti. — *S. C. Rit., 12 oct. 1889.*

b) Extra propriam diœcesim, Episcopus *prius promotus* seu electus debet præcedere alteri Episcopo post ipsum promoto vel electo, etiamsi sit ipso dignior et illustrior. — *S. C. Rit., 21 mart. 1609.*

Neque circa præcedentiam *inter suffraganeos*, alia ratio habenda est quam temporis seu promotionis ad episcopatum. — *S. C. de Propag., 16 feb. 1630.*

c) Si Episcopus promoveatur ad *archiepiscopatum*, præcedit Episcopis ante ipsum ad episcopatum evectis. Imo, præcedit Archiepiscopis post ipsum ad hanc dignitatem evectis, etsi antiquioribus in episcopatu. — *Ferraris, v. Episcopus, art. 4, addit. ex aliena manu.*

658. **IV. Episcopi possunt in domo sua oratorium habere, ibique Missam celebrare.**

Et, cum palatia Episcoporum sub privatarum domorum nomine nunquam censeri possint, ut advertit Benedictus XIV, possunt ibi *plures quotidie Missæ* celebrari, etiam a sacerdotibus qui non sunt ex familia, licet Episcopus sit absens; et *omnes præcepto satisfaciunt* Missam inibi audiendo diebus dominicis et festivis. — *Cf. Ben. XIV, De sacrific. Missæ, lib. 3, cap. 6; — et encyc. ejusd. Pontif., Magno cum animi, 2 jun. 1751.*

659. **V. Usum habent altaris portatilis,** et possunt « in eo celebrare ac facere celebrari, ubicumque absque interdicti transgressione illis permittitur celebrare vel audire divina ». *Cap. 12, De privileg., in 6°. — Cf. cit. encycl. Ben. XIV, § 7.*

Ratio est quia « Episcopi eorumque Superiores se habent diversis ex causis a suis ecclesiis et diœcesibus absentare

frequenter, nec semper possunt commode *ad ecclesias accedere* pro Missa celebranda vel audienda in ipsis, sine qua eos transire non decet absque causa rationabili ullam diem ». — *Cap. cit. De privileg., in 6°.*

660. **VI. Episcopus jus habet ad congruam sustentationem**; quod constat tum ex jure divino, tum ex jure canonico. — *Cf. n. 1345 et seq.*

a) Variis modis, decursu temporum, provisum est Episcoporum sustentationi.

Hodie in Gallia, post iniquam bonorum ecclesiasticorum ereptionem, Gubernium in se recepit Episcoporum sustentationem quæ eorum statum deceat. — *Concord. art. 14.* — *Cf. artic. org. 64 et 65.*

b) Beneficia non sunt erigenda *sine dote.* — Declaravit autem cardinalis *Caprara* ecclesiarum cathedralium dotationem in Gallia constituendam esse ex redditibus a Gubernio juxta præfatæ conventionis tenorem assignandis. — *Decret. Cum sanctissimus, 9 ap. 1802.*

661. **VII. Taxa Innocentiana** decernit an et quale *emolumentum* exigi aut acceptari possit, tum pro variis cancellariæ episcopalis actibus et scripturis, tum pro aliis præstandis officiis ecclesiasticis.

Nam Innocentius XI, ut *normam in cancellariis ecclesiasticis* sequendam constabiliret, specialem Congregationem ex duabus Congregationibus Concilii et Episcoporum et Regularium desumptam deputavit, quæ, collectis undequaque declarationibus ab iisdem Congregationibus super negotio de quo agebatur identidem emissis, et in ordinem digestis, Taxam conficeret numeris omnibus absolutam.

Hanc *Taxam* reapse perfecit S. Congregatio, et Romanus Pontifex approbavit ac servari mandavit, *die 1 oct. 1678.* — Legitur apud Ferraris, *v. Taxa;* et latine reddita habetur apud Lucidi, *De visitatione sacrorum liminum, vol. 3, doc. 20.*

a) Taxa Innocentiana italico idiomate fuit exarata; unde dubitatum est *utrum servanda sit in omnibus curiis,* etiam extra Italiam.

Sed tenendum videtur eam *ubique obligare :* quippe quæ *juris jam exsistentis potius explicativa* est, quam novi juris constitutiva. — Nam dispositiones ibidem collectæ apprime respondent concilio Tridentino, *sess. 21, cap. 1, De ref., et sess. 24, cap. 5, De ref. matrim.*, et declarationibus SS. Congregationum.

Præterea, in ipso decreto quod prodiit auctoritate Innocentii XI, S. Congregatio voluit ut declarationes ibidem contentæ, sine ulla prorsus exceptione, *ubique serventur;* et, si dubium aliquod in contrarium oriatur, non dirimendum sit nisi per consultationem S. Congregationis Concilii. — *Taxa Innoc., § 1.*

b) Cum vero plures catholici orbis Præsules sacræ huic Congregationi retulerint Taxam a S. M. Innocentio XI pro ecclesiasticis curiis præscriptam in eorum diœcesibus jam veteri consuetudine desuevisse, repetitasque dederint preces ut eadem auctis ætatis nostræ exigentiis conformaretur, S. P. Leo XIII, his supplicationibus permotus, *peculiarem EE. S. Romanæ Ecclesiæ Cardinalium Congregationem* instituere dignatus est, quæ rem maturo examini supponat, videatque an et quasnam ejusdem *Taxæ modificationes* mutatæ temporum circumstantiæ suadeant.

Ut eadem S. Congregatio *tutius in tam gravi negotio procedat,* nullaque careat rerum notitia quæ ad commissa sibi studia faciliori ratione expedienda proficiat, voluit a Nuntiis Apostolicis certiorari : num in diœcesibus Innocentiana Taxa servetur; num et quænam ejusdem modificationes invaluerint; demum, num et quinam episcopalis curiæ proventus ipsis vel augendi vel minuendi videantur. — *Litt. card. Serafini præfecti, 3 febr. 1886.*

c) Ordinarii omnino prohibentur aliquid muneris aut præmii exigere, aut oblatum recipere pro *exsecutione dispensationum Apostolicarum.*

Et contrariam consuetudinem S. C. C., die 28 jan. 1882, censuit *non posse tolerari.*

1° Imo, paucis abhinc annis, ex tenore litterarum Apostolicarum quibus a *Dataria* vel *Cancellaria Apostolica* con-

cedebantur dispensationes matrimoniales, Ordinarius præsumens aliquid muneris aut præmii exigere, aut oblatum accipere occasione harum dispensationum, ipso facto incurrebat sive *excommunicationem* quandoque reservatam S. P., sive *suspensionem* pariter reservatam ; et præterea, dispensatio a Dataria concessa *nullius declarabatur roboris vel momenti.*

2° Verum, *De mandato Leonis XIII, 28 aug. 1885*, hujusmodi clausulæ nunc omittuntur, et dicitur tantum : « Vetito omnino ne aliquid muneris aut præmii exigere, aut oblatum recipere præsumpseris ».

3° Attamen, in prohibitione aliquid exigendi ab exsecutoribus dispensationum Apostolicarum, non comprehenduntur « *informationes captæ ad preces efformandas*, et testimonium super ipsarum veritate ad dispensationem, non exsequendam, sed *obtinendam*. » ut constat ex decisione ejusdem S. Congregationis *in Pampilonen., 18 apr. 1885.*

Pariter, post factam exsecutionem, exsecutor potest aliquid gratis datum accipere, sed non exigere. — *Gasparri, Tract. de matrim., n. 400.*

662. **VIII. Subsidium charitativum** est exactio *extraordinaria* et *moderata*, ob manifestam et rationabilem causam, cum charitate a subditis expostulata. — *Cf. cap. Cum Apostolus, 6, De censibus.*

a) Licet ex charitate postuletur, tamen *obligat* revera subditos : qui, si inviti fuerint, possunt cogi ad hoc subsidium solvendum.

Solvitur autem in taxa moderata, imponenda pro consuetudine locorum. — *Cf. n. 1345.*

b) Subsidium charitativum, ex pia institutione Ecclesiæ, præstatur quoque *Romano Pontifici*, et vocatur *Denarium Sancti Petri.*

Hic mos primum introductus est *in Anglia*, ab Ina rege, qui ad protestationem fidei faciendam, et ad honorem S. Petri, regnum tributarium fecit Apostolicæ Sedi, statuens singulis annis a singulis familiis solvendum esse Romano Pontifici argenteum denarium.

Nostra ætate, ob spoliationes quas S. Sedes passa est, ex instinctivo quodam motu fidelium, hoc subsidium charitativum in usum revocatum est; at nulli legi subjicitur, et totum ex pia liberalitate fidelium pendet. — *Santi, De censibus, num. 9.*

663. **IX. Cathedraticum** est certa pensio singulis annis solvenda Episcopo in signum subjectionis, et in honorem cathedræ episcopalis.

Dicitur quoque *synodaticum*, quia in synodo diœcesana quotannis solvi consueverat. — *Cap. 9 et 20, De censibus.*

a) Ad cathedraticum solvendum tenentur de jure omnes ecclesiæ sæculares. — *Cf. cap. 16, De off. jud. ord.*

Non autem potest exigi a clericis seu presbyteris *non beneficiatis*, neque ab ecclesiis et monasteriis Regularium *exemptis*.

b) Taxatio juris cathedratici, seu quantitas solvenda, determinatur juxta probatas consuetudines locorum. — *Cf. Bened. XIV, De syn., lib. 5, cap. 6 et 7.*

c) Aliquid exigere pro *sacris oleis* ut *simoniacum* reprobatur jure canonum. — Attamen *modica taxa, stante legitima consuetudine,* exigi valet pro ss. oleorum materia comparanda, remunerandisque ministris eadem distribuentibus. — *S. C. C., 20 dec. 1879.*

Imo, simoniaca labes Episcopo non inferenda est, ut videtur, si *occasione hujus distributionis* aliquam pecuniæ summam in debita proportione exigat, modo per hujusmodi taxæ impositionem aliud non intendat nisi *solutionem census cathedratici*, quem jure communi exigere potest.

664. **X. Defuncti Episcopi in propria cathedrali ecclesia reponendi sunt**, et ad *Capitulum* spectat pro ipsis Officium facere, Missam solemniter celebrare, obsequias persolvere, et emolumenta causa funeris percipere. — *Cærem. Episc. — S. C. C., 24 mart. 1873. — Cf. n. 739.*

Si Episcopus *extra diœcesim obierit*, maxime decet ut ad suam ecclesiam, quoad fieri potest, deferatur. Sin minus, in majori loci ecclesia ipsi tumulus erit.

665. **XI. De aliis Episcoporum privilegiis,** v. gr. de potestate Episcopi circa absolutionem a *censuris*, dispensationem ab *irregularitatibus*, dispensationem in *votis* et in *legibus* Ecclesiæ communibus, etc., vel jam diximus, vel suo loco agemus.

Hic notandum est posse Episcopos sacerdotem sibi subditum, etiam *extra propriam diœcesim*, sibi pro *confessario* assumere, etsi approbatus non sit ab Ordinario loci ubi exsistunt. — *Cap. fin. de pœnit. et remiss.* — *Cf. S. Lig., De privileg., n. 65.*

CAPUT IX.

DE SYNODIS EPISCOPORUM

Quemadmodum conventus hominum, deliberandi vel aliquid decernendi causa instituti, *Synodi* apud Græcos, *Concilia* apud Latinos dicebantur, ita in Ecclesia utroque nomine appellantur cœtus et consessus catholicorum Antistitum, qui ecclesiasticis de causis unum in locum convenerunt.

Jam inde *ab Apostolorum ævo*, æstimatum est bene Ecclesiæ futurum, si graviora negotia, si controversiæ disceptationesque componerentur ac definirentur ab Episcopis in unum congregatis. — Quod non semel fecerunt Apostoli, quos inter se convenisse constat : ut alius sufficeretur Apostolus Judæ proditori, ut eligerentur diaconi, curarenturque viduæ, atque ut christiani mosaica lege et circumcisione soluti declararentur. — *Devoti, Instit. can., Proleg.,* § *37.*

Concilia Episcoporum dividuntur in *generalia* et *particularia*, quæ iterum vel *nationalia* sunt, vel *provincialia.*

ARTICULUS I.

DE CONCILIO GENERALI.

666. **I. Concilium generale, seu œcumenicum, est illud** ad quod auctoritate Romani Pontificis convocantur omnes *ex toto orbe* catholici Episcopi, ad deliberandum, sub Pontificis vel Legatorum ejus præsidentia, de negotiis universalis Ecclesiæ.

a) Concilia generalia non sunt Ecclesiæ *absolute et simpliciter necessaria*, ut ipsa praxis testatur ; sunt tamen maxime utilia, et Romani Pontifices in gravissimis negotiis hæc ut ordinarium medium adhibuerunt.

b) Unde, *in consecratione Episcoporum*, voluerunt Romani Pontifices ab ipsis exigere juramentum relatum in *cap. 4, De jurejurando :* « Vocatus ad synodum veniam, nisi præpeditus fuero canonica præpeditione ».

667. **II. Convocare concilium generale,**

a) *Solius Romani Pontificis est*, cum ipse unus a Christo sit Princeps et caput Ecclesiæ constitutus, solus

habeat supremam in omnes totius orbis Episcopos auctoritatem, et curam Ecclesiæ universalis.

Unde, quemadmodum hos conventus indicere, ita et concilium generale *transferre, suspendere* vel *claudere*, ad ipsum exclusive pertinet. — *Cf. constit. Pastor Æternus, Leonis X, in conc. Lateranensi.* — *Cf. n. 385 et seq.*

Et hoc adeo verum est ut, etiamsi ab initio concilium fuerit auctoritate Apostolica congregatum, tamen, si postea per Romanum Pontificem dissolutum aut alio translatum fuerit, ex eo tempore remaneat *acephalum* et schismaticum, nec sit amplius concilium, sed *conciliabulum.* — *Cf. cap. Submittitur, 8, dist. 21.*

b) Nec juvat objicere quod olim *Imperatores* convocabant ipsi concilia, quæ tamen ut legitima et œcumenica habita sunt; quia isti Principes concilia non convocarunt coactive et auctoritative, sed solum *exhortative* et *opitulative.*

Imperator enim suadere et exhortari potest, imo tanquam exsecutor mandati et voluntatis Pontificiæ, opitulari, ac *brachium et adjutrices manus* porrigere, ut Patres tuto congregentur, defendantur, et definita juxta Romani Pontificis determinationem exsecutioni mandentur.

Unde, ubi legitur Imperatores sive Reges concilia indixisse, debet intelligi quod ipsi hoc fecerint, vel mandante, vel consulente, vel exhortante Romano Pontifice. — *Cf. dist. 17 per totum; — Ferraris, v. Concilium, art. 1, num. 15 et seq.*

c) In *casu schismatis*, si Papa sit dubius, et contendentes generale concilium convocare renuant, potest fieri convocatio a collegio Cardinalium, quoniam, cum sint in possessione eligendi Romanum Pontificem, eo ipso ad eos spectant omnia quæ sunt consequentia ad electionem. — *Cf. cap. Cupientes, 16, De elect.; — Ferraris, v. Cardinalis, art. 5, num. 40.*

In hoc tamen concilio non potest *alia causa pertractari* nisi electio Summi Pontificis, seu determinatio illius qui verus est Pontifex. — Quod si neuter ex contendentibus sit

legitimus ; tunc, post sententiam concilii, Cardinales iterum procedent ad Pontificis electionem, ut tenent Doctores cum *Schmalzgrueber*, *De offic. jud. ord., n. 16.*

668. **III. Convocandi sunt ad concilium generale :**

a) Omnes Patriarchæ, Archiepiscopi et Episcopi qui *in actuali alicujus ecclesiæ regimine* jurisdictionem obtinent; et nullus excludi potest, nisi sit excommunicatus.

Ad omnes istos siquidem spectat ex officio in conciliis generalibus *jus suffragii decisivi ;* quia, cum sub Romano Pontifice sint pastores ecclesiarum, ipsisque commissum sit munus regendi Ecclesiam Dei, ad ipsos *jure divino* pertinet sub eodem Romano Pontifice definire quæ credenda sunt et agenda, scilicet causas fidei decernere, et negotia ecclesiastica in conciliis œcumenicis legitime congregatis tractare.

Vocatio autem non fit *personaliter;* sed sufficit promulgatio *bullæ indictionis* Romæ facta, ut nemo allegare possit ignorantiam, prout in ipso bullæ tenore advertitur. — *Cf. bullam Æterni Patris, 3 kal. jul. 1868, qua concilium Vaticanum convocatum est.*

b) *Episcopos Titulares* alii dixerunt non esse *necessario* convocandos, eo quod jurisdictione careant episcopali.

Alii vero affirmant, eo quod isti Episcopi plenam potestatem ordinis habeant, et jurisdictionem in actu primo.

Aliis demum placuit sententia quæ tenet non esse de jure vocandos Episcopos Titulares; vocatos vero a Romano Pontifice habere de jure divino suffragium decisivum, quia sedent ut habentes subditos omnes Christifideles, quos illis simul cum aliis congregatis tanquam conjudicibus Pontifex subjicit.

Quid vero si Episcopi Titulares sint simul *Vicarii Apostolici ?* — Si loquamur de iis Vicariis Apostolicis qui mittuntur ad loca *in quibus hierarchia ecclesiastica constituta aut restituta non est*, cum isti ex una parte habeant characterem episcopalem, ex altera vero iisdem officiis fungantur ac Episcopi residentes, et demum ut illæ ecclesiæ repræsententur, putarem, ait *de Angelis*, eos Vicarios ad conci-

lium esse vocandos, imo esse comprehensos in illa Pontificia vocatione bullæ; idque valet, etsi non sint Episcopi. — *De Ang., De officio jud. ordin., append., num. 3.*

Ad concilium *Vaticanum* vocati sunt Episcopi Titulares, et sederunt cum suffragio decisivo.

c) Ex privilegio et consuetudine, vocandi sunt cum suffragio decisivo *Cardinales*, etiam non Episcopi, *Abbates* tum regulares, tum sæculares, qui potiuntur *jurisdictione quasi-episcopali* in clerum et populum alicujus loci, et *Præpositi generales* Ordinum regularium.

Equidem *de jure divino* nullus est qui debeat vocari præter Episcopos, ut constat ex vera Ecclesiæ constitutione, et speciatim, quoad parochos et clericos inferiores, ex propositione 10ª synodi Pistoriensis damnata a Pio VI. — Verum *ratio est præfatas personas delegandi*, quia Cardinales in Curia, Generales et Abbates in suis Ordinibus religiosis, aliqua jurisdictione pollent; et, pro negotiis in concilio agendis, eorum præsentia valde opportuna esse potest.

Attamen hoc privilegium non extenditur ad Præpositos *Congregationum* religiosarum; ideo nec ad concilium Vaticanum admissi sunt.

d) Ipsi *Principes* et *Imperatores* vocari consueverant, non quidem tanquam judices : « Illicitum est enim, aiebat Theodosius junior in epistola ad Ephesinam synodum, eum qui non sit in ordine sanctissimorum Episcoporum ecclesiasticis immisceri tractatibus »; sed ut Patrum securitati prospicerent, tumultusque compescerent, et conciliorum definitiones atque decreta sua auctoritate tuerentur.

Unde, si quando conciliaribus canonibus subscripserunt, eorum subscriptio longe diversa fuit a subscriptione Episcoporum. Episcopi enim *definiendo*, Imperatores autem *consentiendo* id fecerunt.

Verum in *ultimo concilio*, nempe *Vaticano*, mutatis circumstantiis et attenta malitia temporum, vix fuit, ait *de Angelis*, ut in bulla indictionis Summus Pontifex Pius IX ex Dei ineffabili misericordia et gratia sperare maluerit « ut omnes supremi omnium populorum Principes et Modera-

tores, præsertim catholici...., non solum minime impediant quominus Venerabiles Fratres sacrorum Antistites aliique omnes supra commemorati ad hoc concilium veniant, verum etiam ipsis libenter faveant, opemque ferant, et studiosissime, uti decet catholicos Principes, iis cooperentur quæ in majorem Dei gloriam ejusdemque concilii bonum cedere queant ». — *Cf. De Angelis, loc. cit.*

e) Solent quoque vocari aliqui *insignes Theologi et sacrorum canonum Doctores,* non quidem cum jure suffragii decisivi, sed ut res in *deliberationem* trahendas præparent et discutiant, difficultates expendant, definienda aut discernenda rationibus illustrent, etc.

Item vocantur *Officiales* et *ministri* concilii, ut Secretarii, Notarii, Apparitores, etc.

f) Summus Pontifex concilium generale indicens, aliis litteris monet et rogat Episcopos *communionem cum Apostolica Sede non habentes,* ut ad synodum convenire velint, ut, dilectionis antiquæ legibus renovatis, et Patrum pace ad vigorem item revocata, post longam mœroris nebulam et dissidii diuturni atram ingratamque caliginem, serenum omnibus unionis optatæ jubar illucescat. — *Cf. litter. Pii IX, Arcano Divinæ Providentiæ, 8 sept. 1868.*

Item omnes Protestantes, aliosque *acatholicos* occasione concilii cohortatur ut ad ovile Christi redeant. — *Cf. litter. Jam vos omnes, ejusd. Pontif., 13 sept. 1868 (Acta S. Sedis, vol. 4, pag. 129 et seq.).*

669. **IV. Facta convocatione a Romano Pontifice pro generali concilio, necesse non est ut omnes Episcopi conveniant,** sed sufficit ille numerus Episcoporum qui cum Pontifice dici potest repræsentare universam Ecclesiam docentem.

Episcopi legitime impediti possunt ad concilium mittere *Procuratores,* quibus votum mere *consultativum* Pius IV concessit. — *Cf. Bened. XIV, De synodo diœcesana, lib. 3, cap. 12, num. 5.*

670. **V. Munus est proprium Summi Pontificis ut per se vel per suos Legatos præsideat concilio gene-**

rali; et quidem præsidentia veri nominis, quæ, præter honorem sessionis, *auctoritatem* in regendis discussionibus importat.

a) Hæc doctrina probatur *ex natura Primatus Romani Pontificis*. — Siquidem, auctoritative præsidere concilio generali est pars nobilissima regiminis Ecclesiæ universalis, quæ illius omnino esse debet cujus est auctoritative *præsidere toti Ecclesiæ*, cogere omnes Episcopos ad concilium, et in eos etiam collective sumptos habere superioritatem, et ad quem pertinent omnes causæ in concilio pertractandæ. Atqui, hæc omnia proprie et exclusive Romano Pontifici competunt. — *Cf. n. 382 et seq.*

b) Probatur etiam ex *constanti Ecclesiæ praxi*. — Et, si objiciant Imperatorem præsedisse plerisque conciliis œcumenicis in Oriente celebratis, respondendum est Imperatores præsedisse quidem *loco* et *honore*, nunquam tamen præsente Papa; at minime *auctoritative;* vel, si aliquo modo auctoritative, id egisse ad *protegendum* concilium et servandum ordinem, non autem ad *definiendum* aut statuendum quidpiam in concilio.

671. **VI. Ut habeatur decretum vere auctoritativum concilii generalis,** necesse est ut duo elementa concurrant : *consensus nempe Episcoporum* in concilio coadunatorum, et *assensus Supremi Pontificis*.

a) Necessarius est *consensus Episcoporum*, quia in concilio generali Episcopi jure divino sedent ut veri *judices*, non vero ut simplices *consiliarii*.

Nam, sicut Apostolis cum Petro adunatis, ita *Episcopis cum Papa collectis* fuit a Christo concessa vera potestas judiciaria ac legislativa, qualis fuerat Petro seorsum tradita. — *Matth.*, xviii, *18;* xvi, *19*.

Unde, in synodo Apostolorum Hierosolymis celebrata, non solum Petrus judicavit, sed post ipsum Jacobus; et sententia de legalibus lata tribuitur *omnibus* Apostolis et senioribus : « Visum est Spiritui Sancto et nobis », etc. — *Act.*, xv, *28*.

Et, ut constat ex perpetua conciliorum praxi, Episcopi

hac formula subscribunt : « *Ego N. definiens, vel judicans, subscripsi.* »

b) Non tamen requiritur ut consensus Patrum sit *physice* vel *moraliter unanimis*, etiam ad definiendum dogma fidei.

Hæc enim unanimitas, si esset necessaria, impossibilem redderet cujuscumque hæresis damnationem cujus auctor vel fautores sint in episcopali gradu; et insuper supponit indefectibilitatem in fide, non Romano Pontifici et Ecclesiæ, sed *singulis* Episcopis fuisse divinitus promissam.

Sufficit ergo simplex majoritas cum assensu Romani Pontificis, ad legitimam decisionem. — *Cf. de Angelis, loc. cit., num. 5.*

c) Necessarius est quoque *assensus Romani Pontificis.* Decretum enim concilii œcumenici prodire debet a *corpore Pastorum.* Sed *caput* hujus corporis moralis est Romanus Pontifex.

Præterea, certum quidem est Ecclesiam Christi in fidei unitate esse indefectibilem; sed ejus unitatis character essentialis est ut sit unita cum capite, nempe Romano Pontifice.

Verum, remota fraude et dolo, « *consensio* inter caput et corpus *nunquam*, ex promissionibus Christi, *deesse poterit*.... Numquid in aliquo concilio inspexisti caput divulsum a corpore, aut monstruosum illud chimericum certamen capitis ex una parte, et membrorum ex altera? Unus semper corporis et capitis nutus, unus assensus fuit, tum extra concilium, tum in concilio. » — *Muzarelli, De auctorit. Rom. Pontif., tom. 1, cap. 4; et tom. 2, cap. 12.*

672. **VII. Confirmatio R. Pontificis multiplici modo potest conciliis generalibus accedere.**

Vel enim Pontifex *personaliter* adest concilio, vel tantum præest per *Legatos.*

a) *In primo casu*, confirmationem impertitur eo ipso quod sententiam suam dicit, vel mere accedendo ad Patrum judicium, vel illud proponendo aut promulgando ut legitime prolatum.

Cæterum, si præsens sit Pontifex, decreta non inscribuntur nomine concilii, sed *nomine Pontificis*, ut in omnibus fere conciliis Occidentalibus factum est, et in ultimo Vaticano, cujus decreta inscripta sunt : « *Pius Episcopus, servus servorum Dei, sacro approbante concilio* ».

b) *In altero casu :*

1° Aliquando mittuntur Legati cum *instructione determinata* S. Pontificis ; et tunc, quemadmodum omne judicium prolatum contra mandatum Pontificis, sive alias dissentiant sive consentiant Legati, nullam habet vim ; ita, e contra, omnis decisio facta a concilio juxta talem instructionem, jam præhabet auctoritatem Papæ, nec *requirit ulteriorem confirmationem*, nisi forte ut innotescat Ecclesiæ omnia in concilio fuisse rite facta juxta mentem et instructionem S. Pontificis.

2° Aliquando vero mittuntur Legati *sine hujusmodi instructione ;* et tunc, ut rata sint et firma decreta in concilio edita, etiam consentientibus Legatis, necesse est ut accedat *confirmatio Papæ*, quia sententia Legati non est proprie sententia capitis concilii et Principis totius Ecclesiæ ; et quia, si agatur de decretis dogmaticis, S. Pontifex non potest Legatis suis privilegium *infallibilitatis* conferre.

673. **VIII. Auctoritas concilii œcumenici** summa est, sive in definiendo catholico *dogmate*, sive in stabilienda *disciplinari* constitutione.

a) Illa quæ in œcumenicis conciliis de *fidei dogmatibus* et *doctrina morum* sancita sunt atque a Summo Pontifice approbata, divinam obtinent auctoritatem, ita ut *infallibiles* seu *irreformabiles* definitiones exhibeant, ut constat ex ipsis Christi promissionibus et ex perpetuo Ecclesiæ sensu. — *Cf. Matth.*, xviii, *18 ; et* xxviii, *19, 20 ; Act.*, xv, *28, etc.*

b) *Constitutiones disciplinares* universos Christifideles obligant tanquam regulæ generales Spiritu Dei conditæ. — Verum hujusmodi canones qui de disciplina sunt, uti postulat ratio temporum, *immutari* possunt, sive a Romano Pontifice, sive ab alio concilio generali ; quo sensu sanctus

Augustinus ait : « concilia plenaria priora posterioribus immutari ». — *Confess., lib. 3, cap. 7.*

ARTICULUS II.

DE CONCILIIS NATIONALIBUS.

674. **I. Concilium nationale** est : Legitima congregatio Prælatorum alicujus Regni, seu integræ gentis, sub Patriarchæ aut Primatis, vel, isto deficiente, sub Legati Pontificis præsidentia.

a) Hæc quandoque *plenaria* dicta sunt, non simpliciter quidem, sed relative ad nationem ubi habita fuerunt.

Celebriora sunt in antiquitate concilia plenaria Ecclesiæ Africæ, et hac ætate nostra, concilia plenaria Episcoporum Americæ Septentrionalis, quæ Baltimori habita sunt.

b) Sin minus necessaria sunt concilia nationalia, ea tamen, saltem certis in casibus ad judicium Romani Pontificis pertinentibus, *utilia* esse nemo negabit, cum ab ipsis negotia quæ totius gentis intersunt, maturiori consilio et majori auctoritate definiantur.

c) In nonnullis regionibus, quædam inter Episcopos *congressiones* quotannis habentur, quæ, licet non sint concilia proprie dicta, *lætabiles fructus* afferunt. Quem morem ubique induci Summus Pontifex Leo XIII valde exoptat.

1° « Sane ex hujusmodi conventuum frequentia : primum ea sequitur summa consensio et *consociatio virium* quæ una magnis incœptis faustos dare potest exitus ; tum coeuntium Antistitum magis magisque incenduntur ad agendum animi, confirmatur fiducia, collustrantur mentes, collatis consiliis et invicem sapientiæ luminibus communicatis.

2° » Ad hæc, per hosce cœtus *sternitur via* quodammodo, tum ad *diœcesanas* et *provinciales* habendas synodos, tum ad cogendum *nationale* concilium.

3° » Illud etiam optimum sequitur ut *laici fideles*, novis veluti stimulis admotis, alacrius gradientes ea quam iniere via pergant, et ipsi conventus agere, consilia conferre, junc-

tisque viribus conniti ad communem tuendam religionis causam, ac dicto audientes Pastoribus suis, ea studiose peragere quæ ab ipsis docentibus et cohortantibus exceperint. » — *Encyc. Pastoralis vigilantiæ, ad Episcopos Lusitaniæ, 25 jun. 1891. — Cf. epist. ad Episcopos Imperii Austriaci, 3 mart. 1891.*

675. **II. Nequit Patriarcha aut Primas nationale concilium convocare aut celebrare, nisi approbante Romano Pontifice.**

a) Nequeunt enim ulla concilia Episcoporum celebrari absque assensu R. Pontificis, quod fuit pro constanti et certa regula in tota retro antiquitate admissum. — *Cf. can. 1 et seq., dist. 17.*

b) Nec concilia provincialia, utpote ab ipso jure præscripta, celebrantur absque *consensu Romani Pontificis*, sed consentiente et *implicite* per legem ipsam præcipiente Pontifice; insuper nequeunt eorum decreta publicari, quin prius Sedi Apostolicæ subjecta et ab ea recognita fuerint. — *Cf. Bouix, De Episc., tom. 1, pag. 431 ; — Du conc. provinc., part. 3, chap. 13 et 14.*

676. **III. Comitia cleri Gallicani,** quæ olim singulis decenniis habebantur, non erant concilia nationalia, sed conventus ecclesiastici ad *negotiorum temporalium tractationem,* in quibus Episcopi, data opportuna occasione, multa etiam sæpe gesserunt in ordine spirituali.

a) Comitia cleri convocabantur *auctoritate Regis ;* illi tantum jus habebant conveniendi, inter Episcopos et clericos secundi ordinis, qui *a sua provincia deputabantur ;* et omnibus, sive Episcopis sive clericis deputatis, *par erat jus* suffragium ferendi : quæ cuncta non concordant cum *regulis canonicis* de convocatione et celebratione conciliorum.

b) Hæc causa fuit cur clerus Gallicanus, in suis conventibus generalibus congregatus, nunquam sibi vindicaverit auctoritatem legislativam *more conciliorum.*

Multas nihilominus fecit ordinationes quæ non parum inservierunt *ad servandam unitatem disciplinæ per Gal-*

lias; ordinationes quippe, seu regulæ transmissæ a conventu ad singulos Episcopos, plerumque ab iis acceptabantur, qui pro sua quisque diœcesi eas promulgabant. — *Icard, Prælect., num. 222.*

ARTICULUS III.

DE CONCILIIS PROVINCIALIBUS.

Concilium provinciale est : Consessus Episcoporum alicujus provinciæ, præside Metropolitano.

677. **I. Convocatio concilii provincialis pertinet ad Metropolitanum;** et, eo legitime impedito, ad antiquiorem Episcopum suffraganeum. — *Trid., sess. 24, cap. 2.*

Sede archiepiscopali vacante, indictio fit ab eodem *antiquiore Episcopo,* non vero a Vicario Capitulari. — *S. C. C., in Tarraconen., 10 febr. 1624.*

678. **II. Concilia provincialia convocanda sunt singulis trienniis,** ex decreto concilii Tridentini, *loc. cit.*

a) Antiquitus bis in anno; jure autem Decretalium expresso in *cap. Sicut olim, 25, De accusat.,* singulis annis celebranda erant hæc concilia. — *Cf. Bened. XIV, De syn. diœc., lib. 1, cap. 6.*

b) Tridentinum decretum de conciliis provincialibus celebrandis non posse abrogari per *contrariam consuetudinem,* quæ potius corruptela juris esset appellanda, libenter admittimus, eo quod hujusmodi celebratio a Patribus Tridentinis ut remedium peropportunum habita sit, « pro moderandis moribus, corrigendis excessibus et controversiis componendis ». — *Trid., sess. 24, cap. 2. — Cf. Santi, De offic. jud. ord., num. 153.*

c) Fatemur quidem legem Tridentinam per diuturna tempora non fuisse observatam.

1° *Ad Galliam quod attinet,* Episcopi, impediti libertatibus ecclesiæ Gallicanæ et necessitate obtinendi licentiam regiam, liberam conciliorum provincialium celebrationem

sæpissime, sed frustra, reclamaverunt in comitiis generalibus cleri Gallicani. — Nostro sæculo, eadem difficultate prohibiti sunt per injuriam *articuli organici 4;* attamen post annum 1849, uti cœperunt in Galliæ provinciis facultate sibi de facto partim restituta.

2º Verum, ut consuetudo prævalere possit contra legem, necessarium est ut eo tempore inducta sit quo *legis observatio possibilis erat.*

Unde, etiamsi dicamus Tridentinum decretum de celebrandis conciliis provincialibus contraria consuetudine abrogari posse, non ideo concludere fas est contrariam consuetudinem de facto obtinuisse; nam, ut verbis utamur *cardinalis Gousset :* « La longue interruption des conciles en France ne provenant que de la violence des Parlements et du mauvais vouloir ou de la faiblesse des Gouvernements, n'a pu faire tomber en désuétude le décret du concile de Trente. Aussi, pour les Églises où les conciles et les synodes n'ont pas eu lieu depuis longtemps à raison de certains empêchements, si ces mêmes empêchements venaient à cesser, les Archevêques et les Évêques doivent les célébrer au plus tôt. » — *Exposition des principes du droit can., chap. 18, quest. 2. — Cf. Bouix, Du concile provinc., part. 1, chap. 8.*

d) Schema tertium *concilio Vaticano proponendum* ordinabat provincialia concilia ubicumque celebranda esse infra biennium a fine concilii œcumenici, ac deinde quolibet saltem quinquennio.

679. **III. Convocandi sunt ad concilium provinciale, et votum decisivum habent :**

a) *Omnes Episcopi suffraganei* seu comprovinciales, etiam nondum consecrati.

Eis assimilantur *Administratores Apostolici* in spiritualibus et temporalibus, nec non *Episcopi Coadjutores*, quando coadjutus diœcesi regendæ omnino impar factus est, ita ut Coadjutor jam per se diœcesim administret. — *Cf. n. 707 et seq.*

Verum Episcopus mere *Titularis* non habet votum *deci-*

sivum in Synodo provinciali, nisi omnes et singuli Episcopi consentiant; neque supra cæteros gaudet *præcedentia*, licet ante *consecrationem* acceperit; nec considerari potest ut Episcopus exemptus. — *S. Cong. Concilii, in Aquen., 25 aug. 1850.*

b) *Episcopi exempti* qui Metropolitanum elegerunt; jubente enim concilio Tridentino, « Episcopi qui nulli Archiepiscopo subjiciuntur, aliquem vicinum Metropolitanum semel eligant, in cujus synodo provinciali cum aliis interesse debeant ». — *Trid., loc cit.*

c) *Abbates* et alii *Prælati* habentes jurisdictionem *quasi-episcopalem* in clerum et populum alicujus loci intra ambitum ipsius provinciæ.

Quod si sint *nullius*, habentes scilicet territorium separatum, isti, ad mentem Tridentini, tenentur sibi eligere *Metropolitanum aliquem vicinum*, in cujus concilium provinciale conveniant, quemadmodum resolutum esse a S. C. C. refert *Fagnanus, in cap. 10, De his quæ fiunt a Prælat., num. 34.* — *Cf. n. 715.*

d) *Vicarii Capitulares* ecclesiarum vacantium, quia earum legitimam administrationem habent.

680. **IV. Invitari quoque debent** *Capitula cathedralium* ut per suos delegatos adsint. — *Cap. 10, De his quæ fiunt a Prælat. sine consensu Capituli.*

Inviti tamen *compelli nequeunt* ut interveniant; et, si in concilio provinciali intersint, votum mere *consultativum*, non decisivum habent, juxta decretum S. Cong. Concilii, 19 april. 1596. — *Ben. XIV, De syn., lib. 3, c. 4.*

a) *Invitari possunt Abbates* qui *passivam* dumtaxat exemptionem habent a jurisdictione Episcopi, licet ex communiori sententia non sint necessario convocandi.

Verum vocati non tenentur adire; et, si intersint, non obtinent nisi votum *consultativum*.

b) Tandem, ad concilium non *coguntur* quidem, nec proprie *invitantur*, sed *admittuntur viri ecclesiastici plures*, qui a Patribus Officiales concilii constituti, varia officia ac ministeria obeunt, puta *Notarii, Secretarii, Promotoris;*

dum præterea singuli ex Patribus unum aut alterum, vel etiam plures, arbitrio concilii, sibi adciscunt, veluti *Theologos* et *Canonistas*, quorum doctrina utantur ad pleniorem discussionem rerum agendarum.

c) Quin et *laici* quorum merita sunt spectabilia et interventus forte opportunus, admitti possunt ad concilium, ut constat ex ipso Cæremoniali Episcoporum, quod ordinis sedendi ab ipsis observandi meminit.

Verum Benedictus XIV, post Pignatellum, Episcopos monet ut « caute in hoc se gerant, neque *nimis faciles* se præbeant in laicis ad synodum invitandis, nè quod ab initio bonæ voluntatis et urbanitatis fuit, tractu temporis fiat necessitas ». — *De syn., lib. 3, c. 9, n. 7.*

681. **V. Episcopi omnes et alii qui, de jure vel consuetudine, interesse debent concilio provinciali, ad ipsum convenire omnino tenentur.** — *Trid., l. c.*

Et, si justa causa impediantur, *procuratorem* mittere debent cum excusatione. — *Can. 1, causæ 5, quæst. 3* ; — *can. 9 et 10, dist. 18.*

Procuratores Episcoporum et aliorum habentium jurisdictionem quasi-episcopalem, non habent *votum decisivum*, nisi ita concilio placuerit ; quod rescripsisse referunt S. C. C. ad synodum Rothomagensem, *an. 1581.*

a) Concilio *præest Metropolitanus*, et Episcopi sedent juxta ordinem temporis propriæ consecrationis, non vero juxta ecclesiarum dignitatem et præeminentiam, quemadmodum resolvit S. C. C. *apud Fagnan., in cap. Sicut olim, De accusat., n. 30.* — *Cf. can. Placuit, dist. 18* ; — *et Cærem. Episcoporum.*

b) Ea censetur *sententia concilii*, adeoque prævalet, in quam convenit major pars illorum qui suffragium decisivum habent, nihil præponderante Archiepiscopi voto.

c) Neque concilium provinciale *dissolvitur* ab Archiepiscopo sine consilio et assensu suffraganeorum, quemadmodum resolutum esse a S. C. C. refert *Fagnanus, loc. cit., num. 98.*

682. **VI. Concilium provinciale ea statuere potest,** secundum vel præter canones, quæ ad reformandos abusus et ad fovendam ecclesiasticam disciplinam utilia esse videntur; causasque Episcoporum minores, quæ scilicet depositione aut privatione dignæ non sunt, cognoscere et terminare. — *Trid., sess. 24, cap. 5, De ref.* — *Cf. n. 690.*

a) Verum concilium provinciale nihil decernere valet *contra jus commune,* nec quæstiones *libere controversas* definire, neque *quoad Regulares exemptos* præterire limites adsignatos a jure. — *Cf. n. 1212 et seq.*

b) Benedictus XIV, *De synodo diœces., lib. 7,* varia *in specie* recenset a quibus Episcopi in suis constitutionibus cavere debent, sive in concilio provinciali, sive in synodo diœcesana. — *Cf. breve Pii VI ad Archiepiscopum Moguntinum, de Nuntiaturis;* — *Fagnan., in cap. Sicut olim, De accusat.;* — *Bouix, Du conc. provinc., part. 4, chap. 23.*

683. **VII. Recognitio decretorum facienda est a Sacra Congregatione Concilii.** — *Cf. n. 473.*

a) Cum in provincialibus conciliis quæ *antiquioribus Ecclesiæ sæculis* cogebantur, *ait Benedictus XIV,* recens subortæ hæreses interdum damnarentur, et gliscentes per provinciam errores sollicita cura præfocarentur, inde factum est ut eorumdem acta per synodalem epistolam *ad Romanum transmitterentur Pontificem,* ut, accedente Primæ Sedis et Jesu Christi in terris Vicarii approbatione, quod in illis particularibus Episcoporum cœtibus fuerat deliberatum, tanquam *fidei dogma* ab omnibus reciperetur orthodoxis, unaque esset ubique omnium fides.

b) *Hodie vero,* etsi plerumque in ejusmodi synodis fidei causæ non pertractentur, sed sola condantur decreta disciplinam respicientia, ut tamen antiquæ consuetudinis aliquod remaneret vestigium, ea, *antequam promulgentur, transmitti jussit Sixtus V ad S. C. Concilii,* non quidem ut postea confirmationem reportent a Sede Apostolica, sed ut *corrigantur,* si quid fortasse in iisdem aut nimis rigidum aut minus rationi congruum deprehendatur. — *Bened. XIV, De syn., lib. 13, cap. 3.* — *Cf. n. 470 et 473.*

684. **VIII. Approbatio datur vel in forma communi, vel in forma specifica.**

a) Approbatio *in forma communi* testatur tantum nihil in actis a S. Congregatione revisis et correctis contineri quod sit censura dignum, aut saltem tolerari non possit. Et *regulariter* non fit nisi hæc simplex revisio decretorum a S. Congregatione.

b) Possunt tamen, expostulante Metropolitano, decreta concilii provincialis, non solum a S. C. C. recognosci et, si opus fuerit, emendari, verum etiam a S. Pontifice per Apostolicas litteras *confirmari*.

1° Quo in casu acta dicuntur approbata *in forma specifica*, et non possunt a Metropolitano, neque ab alio concilio provinciali, sine Romani Pontificis licentia, corrigi aut immutari; siquidem obligant perinde ac si essent constitutiones Pontificiæ.

2° Verum hæc specialis confirmatio nequaquam extendit decreta ad *universalem* Ecclesiam, nisi aliter expresserit Pontifex, vel quædam hujusmodi decreta in Corpore juris communis retulerit. — *Cf. Ben. XIV, loc. cit., n. 5.*

685. **IX. Decreta concilii provincialis rite recognita et, si opus fuerit, emendata, promulganda sunt a singulis Episcopis,** infra semestre, in synodis diœcesanis. — *Cap. Decernimus, dist. 18; — cap. Sicut olim, 25, De accusat.*

a) Quod si ex aliqua ratione celebrari non posset synodus diœcesana, promulgatio extra eam quamprimum fieri deberet.

b) Facta promulgatione, decreta hujusmodi obligant *universam provinciam*, et *ipsum Metropolitanum*, ita ut abrogari nequeant nisi ab alio concilio provinciali vel a Romano Pontifice.

In quo differt concilium provinciale a concilio generali et a synodo diœcesana, quorum statuta *immutari* possunt a R. Pontifice vel ab Episcopo.

686. **X. Episcopi possunt dispensare super legi-**

bus concilii provincialis in suis diœcesibus, ex sententia communiori, quæ Sancto Ligorio, sicut suavior, sic æquior visa est.

Nam, *ex una parte*, possunt esse casus in quibus utilis, imo et necessaria esse potest dispensatio super decretis synodi provincialis; et, *ex alia parte*, æquum videtur ut Episcopi tunc habeant facultatem in hujusmodi decretis dispensandi, ut non sit exspectandum aliud provinciale concilium, vel sit recurrendum ad Sedem Apostolicam. — *Cf. S. Lig., lib. 1, n. 190.* — *Cf. n. 582.*

CAPUT X.

DE AMISSIONE ET SUSPENSIONE JURISDICTIONIS EPISCOPALIS.

Episcopus jurisdictionem suam *amittere* potest : cessatione voluntaria, translatione, vel destitutione. — *Suspendi* quoque, seu impediri potest exercitium jurisdictionis episcopalis, Episcopo suam sedem retinente.

ARTICULUS I.

DE RENUNTIATIONE ET TRANSLATIONE EPISCOPORUM.

Conferantur ea quæ de renuntiatione et translatione Episcoporum dicta sunt in *Tractatu De jurisd. eccles., ubi de amissione jurisd. ordin., n. 216 et seq.*

687. **I. Renuntiatio Episcopatus potest fieri dupliciter,** scilicet renuntiando loco tantum, vel renuntiando loco et dignitati simul. — *Cap. Requisivit, 1, De ordinatis ab Episc. qui renuntiavit episcopatui.*

a) Renuntiatio episcopatus renuntiando *loco tantum* fit quando Episcopus episcopatum in manus Papæ renuntiat, dimittendo diœcesim dumtaxat.

b) Renuntiatio *loco simul et dignitati* habetur, quando Episcopus, v. gr. ob zelum ingrediendæ Religionis, vel ut præveniat promeritam depositionem, renuntiat in manus Papæ nomen et omne jus episcopalis administrationis, atque ordinis exsecutionem respectu *cujuscumque loci*, retinendo solum ea quæ sunt episcopalis ordinis, seu characteris. — *Ferraris, verbo Episcopus, art. 3.*

Unde, Episcopus qui renuntiavit loco et dignitati nequit, etiam rogatus ab alio Episcopo, licite sacros ordines conferre. — *Cit. cap. Requisivit. — Cf. n. 329.*

688. **II. Sedes quam dimittit, seu ecclesia a qua de suo consensu transfertur Episcopus, ab eo tempore vacat** quo idem Episcopus ab illius vinculo in Con-

sistorio Summi Pontificis *absolvitur*, etiam ante expeditionem litterarum Apostolicarum, vel adeptam secundæ ecclesiæ possessionem.

a) Postquam vero ex testimonio Secretarii Sacri Collegii, vel alio modo, hujusmodi absolutionis *notitiam* Episcopus translatus habuerit, illico ab exercitio jurisdictionis ordinariæ abstinere debet; eaque *in Capitulum transit*, ita ut Capitulum statim eadem jurisdictione uti, sedem vacantem publicare, et *Vicarium*, ad concilii Tridentini præscriptum, constituere possit ac debeat. — *Decret. Urbani VIII, 20 mart. 1625. — Cf. n. 801.*

b) *Medio tempore* inter solutionem vinculi in Consistorio et allatum de ea nuntium certum, *manet* jurisdictio ordinaria penes Episcopum resignantem vel translatum, et quidem *ex commissione S. Sedis* potius quam jure proprio episcopatus.

Verum hujusmodi prorogata jurisdictio *restringitur* ad ea quæ in suspenso manere non possunt, ideoque non extenditur ad beneficiorum collationem. — *Cf. Bened. XIV, De syn., lib. 13, cap. 16, num. 10.*

689. **III. Si translatio fiat inscio Episcopo,**

a) Non vacat prior ecclesia ante præstitum a translato *consensum*, nisi secus exprimatur a Papa.

Et *ratio* est, quia Episcopum absentem et ignorantem de una ad aliam ecclesiam non aliter transfert quam sub *conditione* quod is consentiat, vel expresse, vel saltem tacite acquiescendo videlicet translationi de se factæ. — *Ferraris, verbo Episcopus, art. 3, n. 62.*

b) Verum, *juxta vigentem disciplinam*, translationes Episcoporum minime fiunt nisi prævia scientia et prævio consensu Episcopi qui ab una ad aliam ecclesiam est transferendus. — *Cf. Bened. XIV, De syn., loc. cit., n. 13.*

ARTICULUS II.

DE EPISCOPORUM DEPOSITIONE.

Agendum est : de remotione Episcoporum in animadversionem alicujus *delicti*, seu de ipsorum depositione juridica ; — et de remotione Episcoporum *nullius delicti* reorum, seu de simplici depositione.

§ I. DE EPISCOPORUM DEPOSITIONE JURIDICA.

690. **I. Romanus Pontifex de jure divino est ordinarius judex Episcoporum** quoad criminales ipsorum causas, sive majores, sive minores. — Nam in potestate qua donatus est *universalem Ecclesiam* regendi, pascendi et gubernandi, includitur et jurisdictio ordinaria vi cujus potest Episcoporum delicta coercere, atque eosdem, si opus sit, deponere et a diœcesium suarum administratione removere. — *Cf. Syll. prop. 51.*

a) *Jure canonico veteri*, criminales Episcoporum causæ, etiam majores, ventilari consueverant in concilio provinciali, reservata sententia definitiva S. Pontifici in casu appellationis. — *Cf., ex. gr., conc. Sardicens., can. 7.*

b) *Jure recentiori*, decursu temporum prævaluit in canonica disciplina ut, ne in prima quidem instantia, Episcopus ab alio judicetur quam a Romano Pontifice; et legem illam jam diu vigentem *concilium Tridentinum* sua auctoritate sancivit, ita ut ad terminos juris Tridentini :

1° « *Causæ criminales graviores* contra Episcopos, etiam hæresis, quod absit, quæ depositione aut privatione dignæ sunt, ab ipso tantum Summo Pontifice cognoscantur et terminentur.

2° » Quod si ejusmodi sit causa quæ necessario *extra Romanam Curiam* sit committenda, nemini prorsus ea committatur, nisi *Metropolitanis* aut *Episcopis a Beatissimo Papa eligendis*. — Hæc vero commissio et *specialis* sit, et manu ipsius Sanctissimi Pontificis signata; nec unquam plus his tribuat quam ut solum facti instructionem

sumant, processumque conficiant, quem statim ad Romanum Pontificem transmittant, reservata eidem Sanctissimo sententia definitiva.

3° » *Minores vero causæ Episcoporum* in concilio tantum provinciali cognoscantur et terminentur, vel a deputandis per concilium provinciale. » — *Trid., sess. 24, cap. 5, De reformatione.*

691. **II. Potest Papa recedere a decretis Tridentinis, atque alium adhibere procedendi modum,** quin *de jure extraordinario* procedat, propter expressam reservationem auctoritatis Apostolicæ quæ habetur *in capite ultimo sessionis 25, De ref.*

Unde, *non obstante contraria dispositione Tridentinæ synodi*, potest Papa causas majores Episcoporum extra Curiam committere *aliis judicibus* quam Metropolitanis aut Episcopis; item potest iis judicibus committere ut sententiam etiam pronuntient; vel in Curia Romana delegatis judicibus easdem causas cognoscendas et dirimendas committere; item potest judices seu tribunalia instituere cum ordinaria jurisdictione dictas causas dirimendi et Episcopos deponendi, privandi, ac aliis pœnis afficiendi. — *Cf. Bouix, De Episcopo, tom. 1, p. 329 et seq.*

692. **III. Et revera, ex potestate ipsis a Romano Pontifice delata,**

a) *Auditor Cameræ Apostolicæ*, tanquam judex ordinarius, in quibuslibet causis criminalibus Episcoporum procedit.

Nequit tamen Episcopos cogere ad comparendum personaliter, neque pœnam depositionis aut privationis contra ipsos decernere, nisi ex commissione manu Pontificis signata. — *Cf. constit. Greg. XIV et Pauli V.*

b) *Sacra Congregatio Episcoporum et Regularium* est judex ordinarius in criminalibus Episcoporum *minoribus causis*. — Quod eruitur, tum ex quotidiana praxi, tum ex eo quod Sixtus V, constitutione sua *Immensa*, huic Congregationi facultatem dederit controversias dirimendi quæ Episcopos respiciunt, etiam eas quæ contra Episcopos ab

ipsorum subditis moventur, quod per se includit jurisdictionem in minores saltem causas criminales Episcoporum.

De ipsorum *majoribus criminalibus causis*, nequit dicta S. Congregatio ex sua ordinaria jurisdictione cognoscere et pronuntiare. — Eas tamen expedire solet *ex delegatione Summi Pontificis*, absque ulla commissione manu Papæ signata, et facto dumtaxat verbo per Secretarium cum Sanctissimo.

c) *Inquisitores generales*, seu Cardinales S. C. Sancti Officii, ob crimen *hæresis* contra Episcopos procedere possunt, ita tamen ut, completo processu, sententia definitiva S. Pontifici reservetur. — *Cf. bull. Pii IV, Romanus Pontifex, an. 1563.*

§ II. De simplici episcoporum depositione.

Potest S. Pontifex, ex causa necessitatis aut utilitatis, aliquem Episcopum, et etiam omnes alicujus regionis Episcopos, *etsi nullius delicti reos*, sedibus privare.

693. **I. Probatur ex Primatu jurisdictionis Romani Pontificis.**

Romano enim Pontifici plena potestas tradita est pascendi, regendi ac gubernandi universalem Ecclesiam, et ipsius officium est invigilare in omnes Ecclesiæ partes, et præcavere ne *ulla detrimentum patiatur*. — Atqui, contingere potest ut Episcopus, etsi nullius culpæ reus, ex variis loci ac temporum circumstantiis, procurando in diœcesi sua spirituali animarum bono *impar omnino evadat*; imo, nec nisi cum ingenti illius ecclesiæ detrimento in ea permanere et ipsius gubernationem retinere valeat. — Ergo, S. Pontifex hujusmodi Episcopos, *etiam invitos*, suis sedibus privare potest. — *Cf. Bouix, De Episc., tom. 1, pag. 360 et seq.*

694. **II. Probatur ex eo quod possit S. Pontifex Episcopos ob delictum deponere.**

Nam, si Episcopus, etsi nullius delicti reus, causa est cur in ipsius diœcesi res catholica pessumdetur et animæ

in ruinam agantur, vel impedimento est ne ad effectum deducatur magni momenti dispositio ex qua sequeretur ingens utilitas quoad diœcesim, vel etiam quoad universalem Ecclesiam, *de jure naturali tenetur episcopatum resignare.* — Atqui, potest S. Pontifex *id ab ipso exigere* ad quod sub gravi tenetur; et, si Romano Pontifici legitime imperanti obedire pertinaciter renuat, *delictum admittit* quod depositionem meretur. — Ergo, si jussus resignare, Pontificio præcepto non pareat, potest a S. Pontifice deponi.

695. **III. Probatur ex facto Pii VII.**

a) Anno 1801, expostulante Napoleone I novam omnium diœceseon Galliæ circumscriptionem, utile reputavit Summus Pontifex, attentis circumstantiis, huic voto satisfacere. — Quod cum recte fieri non posset nisi *amotis tunc exsistentibus Galliarum Episcopis,* Pius VII ab omnibus Galliæ, Belgii et Sabaudiæ Episcopis, sedium suarum renuntiationem postulavit : quam, nisi infra præfixum terminum misissent, *edixit se perinde acturum ac si resignassent,* processurum nempe ad novam diœceseon circumscriptionem, et noviter erectarum regimen aliis Episcopis commissurum.

Et reipsa, quamvis nonnulli Episcopi hanc renuntiationem recusassent, ulterius progressus est Pontifex ; *exstincta* nempe omnium Episcoporum in priscas diœceses jurisdictione per totum Imperium Gallicanum, quod tunc præfatis regionibus constabat, *novis diœcesibus novos instituit Episcopos.*

b) Porro, factum istud, quo Sedes Apostolica publice ac solemniter auctoritatem qualem nunquam antea exercuit, et quod *legitimum existimaverunt*, præter paucos Gallicanos, omnes totius orbis Episcopi, probat hujusmodi potestatem R. Pontifici competere.

Secus enim *errassent omnes generatim Episcopi*, agnoscendo in S. Pontifice auctoritatem quam non habuisset, et communicando cum tot Episcopis illegitime et nulliter a Pio VII institutis, simulque *errasset S. Pontifex*, hanc sibi potestatem tribuendo : quod nefas est asserere, cum Ecclesia Christi deficere non possit.

c) Ergo, Episcopi Galliæ qui Concordato anni 1801 acquiescere, et novarum diœceseon Episcopos pro legitimis habere renuerunt, nec non cæteri ipsis adhærentes, fuere *schismatici*, et anathema concilii Tridentini, *sess. 23, can. 8*, incurrerunt. — *Cf. Bouix, loc. cit., pag. 364 et seq.*

ARTICULUS III.

DE SUSPENSIONE JURISDICTIONIS EPISCOPALIS.

Suspendi, seu impediri potest exercitium jurisdictionis episcopalis, Episcopo suum titulum servante :

696. **I. Per sententiam excommunicationis aut suspensionis.**

a) Quamdiu censura non est denuntiata, Episcopus expeditam jurisdictionem retinet; *denuntiatione autem facta*, eo ipso suspenditur ejus jurisdictio, nec non Vicariorum generalium potestas.

b) Jurisdictio episcopalis in casu non devolvitur ad *Metropolitanum*, cum id non inveniatur a jure concessum, ut notatur in *cap. 1, De supplenda neglig. Præl., in 6°*.

Neque ad *Capitulum* transit; sed, ex diuturna praxi, ad regendam diœcesim *Vicarius Apostolicus* a Romano Pontifice deputatur.

697. **II. Quando administratio diœcesis Episcopo facta est plane impossibilis**, ex captura hostium, amentia, infirmitate vel alia durabili causa, ita ut neque per *delegatos*, neque per *litteras*, ullatenus valeat officium suum exercere.

Tunc, suspensa quoque ipsius Vicarii generalis jurisdictione, administratio diœcesis a *Capitulo* suscipitur, et exercetur per *Vicarium Capitularem*, usque dum « per Sedem Apostolicam, super hoc per ipsum Capitulum quam cito poterit consulendam, aliud contigerit ordinari ». — *Cap. 3, De supplenda neglig. Prælat., in 6°*.

a) Quod verificari etiam in casu quo Episcopus in partes longinquas abiit diu abfuturus, nullo constituto Vicario, te-

nent Doctores, apud *Schmalzgrueber, De suppl. neglig. Prælat., n. 8. — De Angelis, in eumdem tit., n. 5.*

b) Verum id minime locum habet ubi Episcopus in ea conditione versatur, ut et a suis diœcesanis litteras accipere et suis ipse recurrentibus epistolis *opportuna ad rectum diœcesis regimen mandata* indicere valeat, uti decrevit S. Cong. Conc., 7 aug. 1683. — *Cf. Bened. XIV, De synod., lib. 13, cap. 16, n. 11.*

c) Unde concludendum est : non posse Capitulum eligere Vicarium Capitularem qui diœcesim administret, quando Episcopus expulsus est a diœcesi *ex civilis auctoritatis decreto ;* nam etiam in exsilio potest, saltem per epistolas, necessitatibus suæ ecclesiæ subvenire.

Ideo Gregorius XVI, *9 maii 1838*, Capitulum Coloniæ objurgavit, eo quod injustis laicæ potestatis consiliis conniveret, eligendo Vicarium Capitularem, dum Archiepiscopus a Gubernio Borussico detineretur in carcere.

Et Pius IX, *per organum S. C. Episc. et Reg., 3 maii 1862*, irritas pronuntiavit electiones nonnullorum Vicariorum factas ab aliquibus Capitulis ditionis Neapolitanæ in Italia, cum Episcopi exsulare cogebantur, et Vicarios seu delegatos reliquerant.

CAPUT XI.

DE EPISCOPIS TITULARIBUS, COADJUTORIBUS, REGULARIBUS, ET DE PRÆLATIS EPISCOPO INFERIORIBUS.

ARTICULUS I.

DE EPISCOPIS TITULARIBUS.

698. **I. Episcopi Titulares sunt** Prælati Episcopali charactere insigniti, quos S. Pontifex assumpsit ad titulum ecclesiæ exsistentis in regionibus infidelium, carentes clero et populo christiano.

a) Isti vulgo dicebantur Episcopi *in partibus infidelium ;* sed, ex decisione S. C. de Propag. Fide, *27 feb. 1882*, quam Summus Pontifex approbavit, abrogata est hæc formula, cui alia substituitur nomen regionis indicans, v. gr. *N., Episcopus Corinthius, in Achaia ;* vel *N., Episcopus Corinthius.*

b) Præterea, ad vitandam confusionem inter Episcopos non residentes et eos qui alicujus diœcesis regimini præpositi sunt, priores Episcopi, nec non eorum ecclesiæ, *Titulares* appellandi sunt.

699. **II. Justissimis de causis perseverat vetus Ecclesiæ praxis Episcopos Titulares creandi.**

a) Una est, ne antiquarum ecclesiarum cathedralium dignitas et memoria penitus oblitteretur, quæ florentissimæ olim, nunc sub infidelium jugo ingemiscunt. — *Cf. Benedictum XIV, De syn. diœc., lib. 2, cap. 7.*

b) Præterea, « oportet aliquem existere cui singulariter incumbat, si non regere captivam illam miseri gregis portionem, preces saltem ac lacrymas pro eadem ad misericordiarum Patrem assidue effundere. » — *Constit. In suprema, Leonis XIII, 4 id. jun. 1882.*

c) Expedit quoque Romanis Pontificibus *præsto esse quosdam Episcopos :* qui sibi adsistant in Apostolico obeundo ministerio, et *quorum opera utantur* in iis quæ nonnisi Episcopis decet committere : vel tanquam coadjutores, sive temporanei sive perpetui, deputentur ad Episcopos qui amplissimas diœceses tenent, aut præ infirmitate impares sunt oneri regiminis episcopalis. — *Cf. Bened. XIV, De syn., lib. 2, cap. 7, num. 1.*

700. **III. Episcoporum Titularium creatio, translatio, depositio, ad solum Romanum Pontificem spectat.** — *Cf. n. 385 et seq.*

Unde, nullius roboris sunt decreta quæ *absque R. Pontificis consensu* prodierunt in Gallia, *die 7 jan. 1808 :*

*Art. 1*er. « En exécution de l'article 17 du Code Napoléon, nul ecclésiastique français ne pourra poursuivre ni accepter la collation d'un Évêché *in partibus* faite par le Pape, s'il n'y a préalablement été autorisé par Nous, sur le rapport de notre ministre des cultes. »

Art. 2. « Nul ecclésiastique français nommé à un Évêché *in partibus* conformément à l'article précédent, ne pourra recevoir la consécration épiscopale avant que ses bulles aient été examinées au conseil d'État, et que nous en ayons permis la publication. »

701. **IV. Quæ jure divino aut ecclesiastico ordini episcopali adnectuntur,**

a) Episcopi Titulares *valide* exercent; verum *licite* ea perficere nequeunt nisi de licentia Ordinarii, secundum constantem Ecclesiæ disciplinam, quam sancivit concilium Tridentinum, *sess. 6, cap. 5; et sess. 14, cap. 2, De ref.*

b) Nec possunt Episcopi Titulares ordines alicui conferre *ratione familiaritatis.* — *Cf. n. 273.*

Et generaliter, Episcopus Titularis aliquem in quolibet loco ordinans, etiam ad primam tonsuram, absque proprii Prælati expresso consensu aut *litteris dimissoriis*, suspensionem ab exercitio pontificalium per annum incurrit; et taliter promotus, suspensus manet quamdiu proprio ipsius Episcopo videbitur. — *Cf. n. 1698.*

702. **V.** Episcopi Titulares, licet fœdere spirituali cum suis ecclesiis conjuncti, **nullam tamen in eas jurisdictionem episcopalem exercere valent,** quia S. Pontifex earum curam actualem sibi reservat, quam Vicariis Apostolicis committit. — *Cf. n. 466 et 508.*

Unde, quia actuali carent administratione ecclesiarum ad quarum titulum sunt promoti, non obstringuntur lege Sixtina *de sacris Apostolorum liminibus visitandis*, exhibendaque relatione status suarum ecclesiarum. — *Bened. XIV, De syn., lib. 2, cap. 7, num. 2.*

ARTICULUS II.

DE EPISCOPO COADJUTORE.

Agendum est : de notione, constitutione, — juribus et obligationibus Episcopi Coadjutoris.

§ I. De notione et constitutione episcopi coadjutoris.

703. **I. Episcopus Coadjutor est ille** qui a potestate legitima constituitur, cum officio adjuvandi Episcopum in ipsius diœcesis administratione.

Distinguuntur Coadjutores : in Coadjutores *cum futura successione*, et Coadjutores *sine futura successione*.

a) *Priores,* qui etiam perpetui a Canonistis vocari solent, mortuo coadjuto, statim evadunt *proprii diœceseon Episcopi*, quia per verba « *ex nunc prout ex tunc* », quæ in talis coadjutoriæ bulla inseruntur, statim ac vacat sedes, eis confertur episcopatus a Sede Apostolica.

b) *Posteriores*, qui *Auxiliares* quandoque dicuntur, idem jus non habent; sed eorum potestas tota *exspirat* per mortem, depositionem aut resignationem coadjuti.

704. **II. Ad solum Romanum Pontificem pertinet constituere Coadjutorem Episcopi.**

a) *De Coadjutoribus cum futura successione* concilium Tridentinum decrevit « quod, si quando ecclesiæ cathedralis

aut monasterii urgens necessitas aut evidens utilitas postulet Prælato dari Coadjutorem, is non alias cum futura successione detur, quam hæc causa prius diligenter a sanctissimo R. Pontifice sit cognita, et qualitates omnes in illo concurrere certum sit quæ a jure et decretis hujus sanctæ synodi in Episcopis et Prælatis requiruntur; alias concessiones super his factæ, surreptitiæ esse censeantur ». — *Trid., sess. 25, cap. 7, De ref.*

b) Idem expresse statuerat Bonifacius VIII de Coadjutoribus *etiam sine futura successione,* eo quod deputatio Coadjutorum intelligenda sit de causis majoribus quæ Sedi Apostolicæ reservantur. — *Cf. cap. unic., De clerico ægrotante, in 6°.*

c) In diœcesibus in quibus Episcopi electio ad Capitulum pertinet, non potest S. Pontifex constituere Coadjutorem cum futura successione absque *Capituli consensu,* nisi derogando juri Canonicorum ad quos spectat, mortuo Episcopo, ipsius successorem eligere.

Ob eamdem rationem *in Gallia,* ex Concordato anni 1801, requiritur ad hujusmodi promotionem *consensus Gubernii.*

705. **III. Prælato quamvis non consentienti, imo invito et contradicenti, dari potest Coadjutor sine futura successione ;** quia, si S. Pontifex tollere potest prælaturas, ac etiam ex justa causa cogere Episcopum ut dimittat episcopatum, multo magis dare potest Prælato Coadjutorem etiam sine ejus consensu. — *Quod aperte supponunt cap. Ex parte, 5, De cleric. ægrotante ; et cap. Pastoralis, eod. tit., in 6°.*

Sed stylus est, seu constans praxis Sedis Apostolicæ, ut Coadjutorem non constituat cum futura successione *sine prævio coadjuti consensu.*

706. **IV. Coadjutor dotes requisitas ad episcopatum præ se ferre debet, examinandas a Sacra Cong. Consistoriali ;** et *titulum* obtinet ecclesiæ exsistentis in regionibus infidelium, quem titulum amittit statim ac suscipit regimen diœcesis ut Pastor *ordinarius,* si sit cum futura successione.

§ II. De juribus et obligationibus episcopi coadjutoris.

707. **I. Ad determinandum jura et obligationes Coadjutoris, in primis attendendus est tenor litterarum Apostolicarum** quibus Coadjutor deputatus est.

a) Quoad cætera quæ in litteris Pontificiis *non exprimuntur,* ac etiam ad *solvenda dubia* quibus obnoxius foret earum litterarum textus, recurrendum est ad dispositiones juris communis, nec non ad resolutiones SS. Congregationum, et ad communem Doctorum sententiam.

b) Si Coadjutor datus sit Episcopo in amentiam lapso, seu *in totum inhabili,* habet totam episcopalem potestatem, sive in spiritualibus, sive in temporalibus, sive etiam in beneficiorum collationibus. — Unde, idem potest ac si ipse foret *proprius* diœcesis Episcopus.

708. **II. Si coadjutus sit sui compos,** Coadjutor minime potest se immiscere in exercitio pontificalium neque jurisdictionalium quibus fungi *potest* et *vult* ipse Episcopus, nec ea solus expedire quibus ex rationabili causa Episcopus coadjutus contradicit. — *Cf. Fagnan., in cap. Ex parte, De cleric. ægrot., n. 17 et seq.*

Ea vero quæ, Episcopo impedito, Coadjutor exercere potest et vult per seipsum, non potest Episcopus *alteri delegare.* — Quod confirmat Fagnanus, *loc. cit.*, ex auctoritate S. C. Episc., *in Fulginatensi, 28 maii 1628.*

a) Coadjutor non potest *conferre beneficia* quæ ad liberam Episcopi collationem pertinent, neque bona ecclesiastica alienare. — *Cap. unic., De clerico ægrot., in 6°.*

b) Coadjutor Episcopi, etiam non adhibitus ad ullam functionem, tenetur *residere,* neque discedere potest absque consensu coadjuti vel licentia S. Congregationis; et tenetur, quoties fuerit *requisitus,* pontificalia et alias functiones obire, quamvis coadjutus propria impedimenta non probet. — *S. C. Ep., in Fulginat., 28 maii 1628.*

c) Coadjutor non tenetur *visitare limina Apostolorum,* sed coadjutus. Potest tamen illam visitationem coadjutus

facere per Coadjutorem, et sufficit si fiat ab alterutro, quod decisum fuisse a Clemente VIII refert Benedictus XIV, *De synod., lib. 3, cap. 6, num. 5.*

d) Coadjutor nequit *dispensare in interstitiis ordinum*, nisi habeat speciale mandatum a coadjuto, nec indulgentias elargiri, neque, præsente coadjuto, benedictionem pontificalem impertiri. — *Cf. Ferraris, v. Coadjutor, passim.*

709. **III. Coadjutus revocare non potest ea quæ Coadjutor, in casibus sibi a jure permissis, gessit et expedivit.**

a) Nec potest *Coadjutorem punire*, quia Coadjutor consecrationem episcopalem et ecclesiam titularem habet, et synodus Tridentina causas Episcoporum reservavit, majores quidem S. Pontifici, minores vero concilio provinciali.

b) Episcopus coadjutus debet dare suo Coadjutori commoditatem *habitationis* in palatio episcopali, et omnia necessaria pro exercitio pontificalium. — *S. C. Ep., in Nicoter., 27 jun. 1619.*

ARTICULUS III.

DE EPISCOPO REGULARI.

710. **I. Regulares possunt assumi in Episcopos,** ut constat ex pluribus textibus juris, *v. gr. clement. 1, De elect.*, nisi *speciale votum* emiserint non acceptandi dignitates ecclesiasticas.

Imo, expedit Episcopos e cœtu Regularium assumi, quia, ut ait Suarez, « cum status religionis sit *via* ad perfectionem, et status episcopalis sit quasi *terminus seu exsistentia in statu perfectionis*, videtur, quantum ex hoc capite, valde proportionatus ascensus a religione ad episcopatum ». — *Suarez, De relig., tract. 8, lib. 3, c. 16, n. 1.*

a) Requirit nempe episcopatus viros christianis virtutibus solide fundatos, humilitate potissimum, abnegatione sui, divitiarum et rerum mundanarum contemptu, nec non virili in perferendis adversis patientia. Porro, ad instruen-

dos hisce virtutibus clericos, multo de se *aptior schola est status religiosus* quam vita in sæculo transacta, ut patet.

b) Item Episcopis, utpote qui lux mundi esse debent, necessaria est non aliqualis, sed longo et perseveranti studio comparata *scientia ecclesiastica*. — Porro, ad eam uberem et solidam acquirendam doctrinam, multo magis idoneam esse Religiosorum conditionem experientia testatur.—*Bouix, De jure Reg., tom. 2, pag. 66.*

Attamen, necessaria est *Superioris regularis licentia* ut Religiosus valeat ad episcopatum evehi. — Hæc licentia datur a Superiore, etiam sine consensu sui capituli. — *Cap. Si Religiosus, 27, De elect., in 6°.*

711. **II. « Certum est Religiosum, cum fit Episcopus, non amittere substantialem statum Religiosi.**— Ita docet divus Thomas (*2, 2., q. 185, a. 8),* et est communis omnium sententia. » — *Suarez, loc. cit., n. 4.*

Igitur, *trium votorum,* quæ sunt status religiosi substantia, obligatione manet adstrictus.

Quoad *obedientiam*, equidem non subjicitur Religionis suæ Prælato, sed constituitur sub obedientia Romani Pontificis tanquam Prælati regularis.

Remanet quoque *paupertatis* votum : siquidem non magis quam antea potest ullius rei dominium acquirere ; sed illud dumtaxat intervenit discrimen quod, cum antea monasterio acquireret, nunc acquirit ecclesiæ suæ; item, cum antea magis restrictum haberet usum bonorum temporalium, nunc, ob exigentiam status episcopalis, multo latiorem habeat. — *S. C. C., 7 dec. 1639.*

712. **III. Remanet etiam adstrictus aliis suæ Religionis votis aut observantiis cum episcopatu compatibilibus.**

Etenim, ex const. *Custodes*, Benedicti XIII, *7 martii 1725*, « iisdem Regularibus, tam ad Episcopatum quam ad Cardinalatum evectis, præcipitur in virtute sanctæ obedientiæ...., ut singulis suæ regulæ officiis et obligationibus, quæ pontificale.... aut cardinalatus officium *minime impediant*, perpetuo subsint. »

a) Ideoque tenetur « regulas et observantias suæ Religionis *dignitati et officio episcopali non repugnantes*, eadem obligatione gravi vel levi observare, qua tenebatur antequam assequeretur dignitatem episcopalem; ita tamen ut in peculiaribus casibus prudenter judicium ferre possit utrum cum dignitate et officio episcopali illæ conveniant ». — *S. C. Ep. et Reg., 6 maii 1864.*

b) *Habitum regularem* ferre debet, prout statuitur in *cap. Clerici, 15, De vita et honest. cleric.*

Retento tamen *colore* habitus suæ Religionis, potest se conformare cum Episcopis sæcularibus in *forma* seu figura. — *Ferraris, v. Episc., art. 7, n. 4 et 5.*

Canonici regulares in Episcopos promoti, utuntur habitu et colore quo ex veteri consuetudine alii clerici sæculares creati Episcopi utuntur. — *Cf. Cæremoniale Episcoporum, lib.1, cap. 1, § 4.*

713. **IV. Episcopus Regularis qui cum licentia S. Pontificis renuntiavit episcopatui,**

a) *Ad monasterium redire* tenetur. — Sancivit enim Benedictus XIII ut Regulares, « dimisso episcopatu, seu quacumque alia dignitate ad quam evecti fuerint, vel perfuncto munere sibi extra claustra commisso, *ad eadem claustra redire teneantur*, sub pœna privationis usus pontificalium; et, si manserint in contumacia non redeundi ad claustra, post annum sint eo ipso suspensi a divinis ». — *Const. Custodes, 7 mart. 1725.*

b) Et cum ad Religionem suam redierit, *dignitates* et *officia illius* prohibetur obtinere. — *Ferraris, loc. cit., num. 19.*

ARTICULUS IV.

DE PRÆLATIS EPISCOPO INFERIORIBUS.

714. **I. Prælati sensu stricto sunt** clerici qui, licet charactere episcopali destituti, nihilominus pollent, in foro etiam *externo*, jurisdictione, non titulo vicariali, sed *proprio nomine* exercenda; et ideo dicuntur habere jurisdictionem *quasi-episcopalem*. — *Cf. n. 181.*

715. **II. Triplex est Prælatorum Episcopis inferiorum species :**

a) Prima est eorum qui certo præsunt generi personarum exsistentium intra septa alicujus ecclesiæ, monasterii seu conventus, cum *passiva exemptione* a jurisdictione Episcopi.

Hujusmodi sunt Superiores regulares, et nonnulli Prælati sæculares qui, una cum ecclesia ejusque ecclesiæ clericis et administris quibus præficiuntur, subsunt immediate Romano Pontifici.

b) Secunda species est Prælatorum habentium jurisdictionem *activam in clerum et populum certi loci,* qui tamen locus est intra Episcopi diœcesim, qua undique circumscribitur.

Et ejusmodi Prælati improprie tantum et lato quodam loquendi modo dicuntur esse *nullius.*

c) Tertia species est Prælatorum qui jurisdictionem activam habent in clerum et populum alicujus loci, qui omnino avulsus est et *separatus* a cujuslibet Episcopi diœcesi. Quapropter dicuntur constituere quamdam quasi diœcesim ubi Prælatus, iis exceptis quæ sunt ordinis episcopalis, omnia exercet quæ cæteroquin ad *episcopalem jurisdictionem* pertinerent.

Hujus generis Prælati inter inferiores nobilissimi sunt, dicuntur vere et proprie *nullius*, et veris annumerantur Ordinariis locorum. — *Bened. XIV, De syn., lib. 2, c. 11.*

716. **III. Prælatorum inferiorum jurisdictio et exemptio distinguitur in nativam, dativam et præscriptivam,** prout illam obtinent vel titulo *originis*, vel titulo *privilegii*, vel ex *præscriptione.*

a) Poterat *olim* Episcopus, accedente consensu Capituli, privilegium passivæ exemptionis alicui Prælato ipsiusque monasterio aut ecclesiæ concedere, ita ut ille Prælatus a jurisdictione Episcopi et successorum ejus in perpetuum eximeretur.

b) *Postmodum* autem prædicta potestas exemptionem passivam tribuendi sublata est Episcopis, et necessarium

fuit indultum Sedis Apostolicæ. — *Constat ex cap. Cum personæ; cap. Si Papa, De privilegiis, in 6°; et extravag. Ambitiosæ, De rebus Ecclesiæ non alienandis.*

Jus illud etiamnum perseverat. — Unde, hodie *solus Papa* exemptionem ab Ordinario tribuere potest, sive Prælatis regularibus, sive sæcularibus. — *Cf. Bouix, De Episcopo, tom. 1, pag. 535 et seq.*

717. **IV. Licet Prælati inferiores habeant jurisdictionem quasi-episcopalem, jure communi plura prohibentur,** non solum Prælatis secundæ speciei, sed etiam Prælatis vere *nullius* : v. gr., synodum convocare, concursum ad parochiales ecclesias indicere, indulgentias concedere, etc., ut suo loco notatum est.

Porro, regula generalis est suppleri ab Episcopo *in cujus diœcesi sunt*, vel a *viciniore* si sunt proprie *nullius*, ea quæ ab ipsis Prælatis præstari nequeunt.

Vicinior Episcopus dicitur ille cujus ecclesia cathedralis est proximior. — *Cf. Trid., sess. 24, cap. 9, De ref.*

718. **V. Prælati Episcopo inferiores pontificaliter celebrant ex privilegio**, sed ornatu moderatiori, statutis tantum diebus, in propriis ecclesiis ab episcopali jurisdictione exemptis; et tenentur adamussim servare generalia decreta Alexandri VII, 17 sept. 1652, a Benedicto XIV confirmata. — *Cf. litter. Pii VII, Decet Romanum Pontificem, 4 jul. 1823.*

TRACTATUS VI.

DE EPISCOPORUM CONSILIARIIS ET MINISTRIS,

ET DE ADMINISTRATIONE DIŒCESIS, SEDE VACANTE.

Adjutores et ministri Episcoporum sunt : Canonici ecclesiæ cathedralis, — Vicarii generales, — et Vicarii foranei. — *Sede* autem *vacante*, jurisdictio episcopalis ad Capitulum transit, et per Vicarium exercenda est, ab eodem Capitulo constituendum.

CAPUT I.

DE CAPITULO ECCLESIÆ CATHEDRALIS.

Agendum est : de origine et natura Capitulorum ; — de creatione Capitulorum cathedralium, et canonicatuum collatione; — de statutis capitularibus ; — de dignitatibus et officiis Capituli ; — de juribus et obligationibus Canonicorum ; — de ipsorum prærogativis quoad præcedentiam, insignia, et exemptionem a jure parochiali.

ARTICULUS I.

DE ORIGINE ET NATURA CAPITULORUM.

719. **I. Omnibus olim clericis commune fuit Canonicorum nomen,** quia scilicet per sacram Ordinationem adscripti erant *canoni*, seu *matriculæ* ecclesiæ cujus sumptu alebantur. — *Cf. conc. Nicæn., can. 16; — et conc. Antioch., can. 2.*

a) *Mediis autem sæculis*, Canonici dicti sunt clerici qui *communem quodammodo vitam* sub certa regula traducebant.

Hoc sensu *Crodegandus*, Metensis Episcopus octavo sæculo, primus, ut videtur, Canonicos instituit, clericos vide-

licet quos, nullis emissis votis, in unam societatem coegit, quibusque regulam dedit ab Institutis monasticis ferme depromptam.

Hæc regula in plerisque cathedralibus ecclesiis, quin etiam in multis parochialibus, recepta est. Et *Canonici cathedrales* dicti sunt qui in ecclesiis cathedralibus, et *Canonici collegiales* qui in parochialibus et minoribus ecclesiis eam regulam tenebant.

b) Verum, *a sæculo decimo*, illud communis vitæ institutum nutare cœpit, et sensim corruit.

Non omnes tamen clerici ab ea vivendi forma recesserunt; nam aliqui clericalem statum cum vita monastica conjunxerunt, et propterea Canonici *regulares* appellati sunt. — Alii autem clerici qui, abjecta vita communi, suis in domibus singularem vitam agebant, Canonici *sæculares* dicti fuerunt : *sæculares* quidem, quia propria bona retinentes perpetuisque præbendis donati, in sæculo viverent; *canonici* autem vocati, tum quod in ecclesiis cathedralibus unum veluti corpus cum Episcopo componerent, quod proprium est Canonicorum qui ecclesiis cathedralibus addicti sunt, tum quod inter se unum corpus in alia inferiori ecclesia constituerent, quod proprium est Canonicorum qui ecclesiis collegiatis addicuntur. — *Devoti, Institut. can., lib. 1, tit. 3, sect. 7*; — *Soglia, Instit. jur. priv., lib. 1, § 19.*

720. **II. Canonici ecclesiæ cathedralis jus antea comparatum retinuerunt.** Nam, excluso reliquo clero, *antiquum Presbyterium* et *senatum Episcopi* constituunt, eorumque consilio ecclesiastica negotia tractantur.

Unde, *Capitulum Ecclesiæ cathedralis est* : Collegium clericorum ab Ecclesia institutum, ut officium chori persolvat, auxilietur Episcopo in diœcesis regimine, illumque suppleat sede vacante. — *Cf. Trident., sess. 24, cap. 12, De reform.*

a) Quatenus Capitulum constituit *senatum ecclesiæ* et *consilium Episcopi*, habet *pro capite ipsum Episcopum* : et sub hoc respectu Episcopus est vere de corpore Capituli, ipsius nempe pars principalis et nobilissima. — Repugnat

enim eum non esse de corpore Capituli sub eo respectu sub quo est illius corporis caput.

b) Quatenus vero Capitulum habet *jura et interesse et officia sibi propria*, efformat corpus ab Episcopo sejunctum : et sub hoc respectu Episcopus non est de corpore Capituli, sed Capitulum habet aliud *sibi proprium caput* cum quo efficit integrum quoddam corpus sociale; unde fit ut Episcopus non habeat vocem in negotiis capitularibus, ut docent Canonistæ omnes. — *Cf. Bouix, De Capitulis, part. 1, sect. 2, cap. 2.*

721. **III. Capitulum, utpote collegium rite institutum, potest habere bona temporalia** quæ in totius communitatis utilitatem impendantur. — Sunt insuper bona quæ ad singulorum canonicorum commodum destinantur, scilicet *præbendæ, distributiones quotidianæ* et *distributiones manuales.*

a) *Præbenda* est jus percipiendi proventus bonorum temporalium quæ titulo canonicatus seu canoniæ sunt adnexa.

Quamvis enim præbenda non sit de substantia canonicatus, ut post Fagnanum docent omnes Canonistæ, attamen jure communi præbenda *connecti debet canonicatui*, unaque cum illo conferri ; « non est congruum, ait Alexander III, ut præbenda careat qui in Canonicum noscitur esse receptus ». — *Cap. 9, De præbendis. — Cf. n. 1393.*

1° Ex Concordato anni 1801, possunt Episcopi « habere unum Capitulum in cathedrali ecclesia...., sine dotationis obligatione ex parte Gubernii ». — *Art. 11.*

Aliqua tamen dotatio *ad mentem ipsius Concordati* concessa erat, quæ paucis abhinc annis *sublata est*, ita ut Canonicis in posterum creandis nullæ pensiones ex ærario publico solvantur, consuetum vero subsidium jam exsistentibus Canonicis usque ad ipsorum obitum non denegetur.

2° Canonici sine *stipendio* a Gubernio civili soluto, et sine *præbenda* quacumque nominati in Gallia, tamen ut *veri Canonici* habendi sunt, et *juribus* omnibus et *privi-*

legiis ad canonicatum pertinentibus, sede episcopali tum plena tum vacante, fruuntur.

Sed Episcopo Elnensi, et aliis fortasse Episcopis petentibus, S. C. C. facultates necessarias concessit ut, iisdem perdurantibus circumstantiis, pro sua conscientia *dispensare* valeant ab onere applicandi Missam conventualem, et *reducere* onera residentiæ et servitii choralis ad dies solemniores et alios sibi benevisos. — *Cf. S. C. C. in Elnen., 29 mart. 1890.*

b) *Distributiones quotidianæ* sunt fructus beneficii qui Canonicis tribuuntur ratione singularum partium officii divini quibus præsentes fuere realiter, aut præsentes fuisse reputantur ex fictione juris.

1° Distributiones hujusmodi *primus excogitavit Ivo Carnotensis Episcopus,* qui, « cum in quampluribus Canonicorum Carnotensium desuevisset disciplinæ regularis observantia, ut de negligentibus faceret diligentes, de tardis assiduos ad frequentandas horas canonicas, deliberavit apud se ut daret eis dimidiam præposituram, ut inde fieret quotidianus panis quem acciperent assidui, amitterent tardi; ut quos panis interni dulcedo non movebat, panis corporis refectio provocaret ». — *Epist. 19, apud Benedictum XIV, Inst. 107, § 7.*

2° Idem postea *a jure canonico sancitum est,* ut constat ex *cap. Licet, 32, De præbendis; cap. unic., De clericis non residentibus, in 6°, etc.*

3° Hanc disciplinam *confirmavit synodus Tridentina,* quæ, ad fovendam diligentiam Canonicorum, jussit in Ecclesiis tam cathedralibus quam collegiatis, in quibus nullæ sunt distributiones quotidianæ, vel ita tenues ut verisimiliter negligantur : tertiam partem fructuum præbendarum separari debere, et *in distributiones quotidianas converti,* quæ inter Dignitates obtinentes et cæteros divinis interessentes proportionaliter, juxta divisionem ab Episcopo, etiam tanquam Sedis Apostolicæ delegato, in ipsa prima fructuum deductione faciendam, dividantur. — *Trid., sess. 21, cap. 3, De ref.; — sess. 22, cap. 3; — sess. 24, cap. 12. De reformatione.*

c) *Distributiones manuales* dicuntur oblationes quæ fiunt interdum Canonicis ob suam adsistentiam quibusdam officiis extraordinariis, ad quæ non tenentur vi sui tituli, ex. gr. obsequiis, anniversariis, etc.

722. **IV. Canonici supranumerarii** dicuntur qui sunt ultra numerum pro Capitulo adsignatum admissi. — Et *tres* sunt Canonicorum supranumerariorum species.

a) *Prima* est eorum qui creati sunt a S. Pontifice cum *exspectativa*, quibus nimirum Papa contulit canonicatum et præbendam primo vacaturam in Ecclesia.

Horum Canonicorum creatio cum exspectativa, quorum est frequens mentio in sacris canonibus, *non est amplius in usu*, propter dispositionem Tridentinæ synodi, quæ hujusmodi gratias exspectativas vetuit, *sess. 24, cap. 19, De ref.*

b) *Secunda* est eorum qui sunt creati *ad simplicem honorem* sine præbenda, ac sine exspectativa, ac proinde Canonici *honorarii* nuncupantur.

1º Viget hodie *in universo orbe catholico* usus honorarios Canonicos creandi quosdam clericos doctrina et meritis insignes. Id Romæ, id in Germania, Italia aliisque regionibus frequentatur.

In Gallia item solent ii sacerdotes quorum eximia æstimantur erga religionem gesta, titulo Canonicorum honorariorum condecorari, et Capitulo cathedrali adscribi.

2º Canonicus honorarius *vocem non habet in Capitulo*, nec jus aliud quodcumque præterquam ad *nominis* et *insignium* honorifica.

Iisdem omnino insignibus utuntur quæ Canonicis titularibus attributa sunt, nisi aliud jure aliquo speciali fuerit statutum.

3º Ne vero et dignioribus injuria fiat, et honores ecclesiastici vilescant, S. C. Concilii, *16 sept. 1884*, Episcopis mandavit ut raro admodum, et caute, honoris titulos vel insignia *suis* impertiant, sed probatissimis tantum et optime de Ecclesia meritis; clericis vero *alienis* nullum unquam conferant honoris signum aut titulum, inscio et invito Ordinario cujus potestati subduntur.

c) Tertia est eorum qui, *in Capitulis numeratis, ultra numerum antiquum*, mediante fundatione et erectione *novæ præbendæ*, recipiuntur in Canonicos.

1º Sciendum est enim Capitulum esse *numeratum*, vel *non numeratum*.

Quando per aliquod statutum *determinatus fuit numerus Canonicorum* ea lege ut nequeat alterari, Capitulum dicitur numeratum. — Quando non ita determinatus est Canonicorum numerus, Capitulum nec est nec dicitur numeratum.

2º Capitulum ecclesiæ cathedralis potest fieri numeratum *tripliciter* : nempe, vel ab ipso *S. Pontifice* numerum Canonicorum determinante et irritante omne hujus numeri augmentum ; vel *ab Episcopo de consilio Capituli;* vel a *diuturna consuetudine* habendi numerum Canonicorum tanquam determinatum et non augendum. — *Cf. Barbosam, De Canonicis, cap. 3.*

723. **V. Canonicus suum titulum servat in perpetuum,** nisi sponte cedat, aut judicio privetur in pœnam delicti. — *Cf. n. 1412.*

a) *Idem de Canonicis honorariis dicendum* arbitrantur Auctores. — Nam canonicatus honorarius collatus fuit in perpetuum, et habetur in communi existimatione pro titulo permanenti; quapropter ejusdem tituli privatio, si arbitrario fiat, lædit jus acquisitum, et insuper quamdam infamiæ notam inurit sacerdoti.

b) An requiratur judicium *juxta consuetas formas juris* ad privandum canonicum *honorarium* suo titulo, decernere noluit S. Cong. Rituum, ea de re interrogata ab Episcopo Valentinensi in Gallia; id solummodo consilium dedit Episcopo ut non veniret ad privationem, nisi quando exigat indigna sacerdotis conversatio ut contra illum de more procedere necesse sit ad majora scandala prævenienda. — *S. Cong. Rituum, 11 sept. 1847.*

ARTICULUS II.

DE ERECTIONE CAPITULORUM CATHEDRALIUM.

721. **I. Solus Romanus Pontifex ecclesiam in cathedralem erigere potest, et in ipsa Capitulum constituere.**

a) Ideo regulariter, dum sedem episcopalem designat, *eadem bulla* Capitulum cathedrale in ipsa erigit.

Sed, licet ecclesiam cathedralem instituerat sine Capitulo, non ideo ad Episcopum postea pertineret Capitulum propria auctoritate constituere. — *Cf. n. 385 et seq.*

b) Utrum idem dicendum sit de *collegiata*, dubitabant veteres Canonistæ. — Sed omne dubium removit praxis Curiæ Romanæ et auctoritas S. C. Concilii, quæ pluries declaravit necessariam auctoritatem R. Pontificis ad erectionem alicujus ecclesiæ in collegiatam. — *Cf. caus. Montisfalisc., 25 dec. 1856, apud Lucidi, vol. 3, doc. 8.*

725. **II. In Gallia, post Concordatum anni 1801,** cardinalis Caprara, vi potestatis sibi commissæ a Pio VII, Archiepiscopis et Episcopis Galliarum *primo futuris* concessit ut, posteaquam canonice instituti, ecclesiarum suarum regimen actu consecuti essent, Capitulum in metropolitanis et cathedralibus respective ecclesiis suis *erigere possent*, juxta formam a *sacris canonibus* conciliisque præscriptam et ab Ecclesia hucusque servatam, cum eo Dignitatum et Canonicorum numero quem ad earumdem metropolitanarum et cathedralium ecclesiarum utilitatem et honorem, attentis rerum circumstantiis, expedire judicarent. — *Decret. card. Caprara, 9 april. 1802.*

726. **III. In cathedralibus ecclesiis, tot numero Canonici debent esse, quot pro servitio ecclesiæ satisfacere possint.**

a) Requiritur ut sint saltem *tres* ut habeatur collegium, juxta receptum effatum : *Tres faciunt Capitulum*, quod a

jure Romano desumptum est, scilicet a *Lege Neratius, 85, ff. De verborum significatione.*

b) Nihilominus si, Capitulo semel constituto, pleraque membra deficiant, ita ut *unus solummodo supersit*, Capitulum adhuc subsistit, suumque titulum canonicum suaque jura conservat; nam « quod dictum est tres saltem requiri ad capitulum, ait Fagnanus, verum est *ab initio*, sed postea jus collegii etiam in uno retinetur. » — *Fagnan., in cap. Nullus, De elect., num. 30.* — *Cf. n. 752.*

727. **IV. De augendo canonicatuum numero.**

a) Semel erecto Capitulo, Episcopus potest, modo Capitulum non sit *numeratum*, novos canonicatus erigere, sed cum consensu Capituli. — *Quod pluries decisum est a Sacra Cong. Concilii.*

Capitula *in Galliis* non habenda erant ut numerata, eo etiam tempore quo Gubernium civile aliquem numerum pensionum determinabat.

Constituta igitur nova præbenda, poterat et potest Episcopus cum assensu Capituli novum canonicatum erigere, cujus titularis habeat communia Canonicorum jura et onera.

b) *Etiamsi Capitulum sit numeratum*, quando numeratio facta non est *decreto absoluto*, sed tantummodo ob rationem proventuum qui pluribus Canonicis impares censentur, Episcopus valet cum consensu Capituli numerum canonicatuum adaugere, modo simul adaugeantur proventus.

c) Episcopus potest, de consensu ejusdem Capituli, *novas etiam Dignitates* creare, modo sint de iis quæ in cathedralibus eligi consueverunt, non vero dignitates insuitatæ in Ecclesia. — *Cf. Barbosam, De Canonicis, cap. 4, num. 1.*

728. **V. De eodem minuendo.** — Vicissim, « in ecclesiis cathedralibus et collegiatis insignibus, ubi *frequentes adeoque tenues sunt præbendæ* simul cum distributionibus quotidianis, ut sustinendo decenti Canonicorum gradui pro loci et personarum qualitate non sufficiant, liceat Episcopis,

cum consensu Capituli, vel aliquot simplicia beneficia, non tamen regularia, iis *unire;* vel, si hac ratione provideri non possit, aliquibus ex eis *suppressis* (cum patronorum consensu, si de jure patronatus laicorum sint), quarum fructus et proventus reliquarum præbendarum distributionibus quotidianis applicentur, eas ad pauciorem numerum reducere, ita tamen ut *tot supersint* quæ divino cultui celebrando ac dignitati ecclesiæ commode valeant respondere. » — *Trid., sess. 24, cap. 15, De ref.*

ARTICULUS III.

DE CANONICATUUM COLLATIONE.

729. **I. Ad Episcopum simul et Capitulum** pertinet *regulariter*, ex dispositione juris communis, collatio canonicatuum et Dignitatum, quando, ex regulis Cancellariæ Romanæ, Romano Pontifici non reservatur.

Neque, auctoritate ordinaria, Episcopus Canonicos etiam *supranumerarios* creare potest absque Capituli consensu. — *Cf. Bouix, De Capit., p. 224 et seq.*

a) Jus illud simultaneæ collationis, ex sententia communi Canonistarum, *ortum est* ex eo quod primitus *communes* forent redditus Episcopi et Capituli; et ideo æquum visum est ut aliquis clericus ad participationem hujus massæ non admitteretur, nisi *utroque consentiente;* et, licet postea bona fuerint divisa in præbendas distinctas, perseveravit tamen collatio simultanea.

Cæterum, *propter illam unionem* quæ intercedit inter Episcopum tanquam caput, et Canonicos suæ ecclesiæ cathedralis tanquam membra, omnino rationi consentaneum est ut nonnisi de consensu eorumdem membrorum electio fiat, ne personæ Episcopo aut Capitulo invisæ in Canonicos assumantur.

b) In simultanea collatione *æquale est jus Episcopi et Capituli*, perinde ac si essent duæ personæ, quarum una repræsentatur ab Episcopo, altera vero a Capitulo.

Quoniam vero ob vocum æqualitatem iste modus conferendi sæpe ad praxim deducibilis non est, prudenter exercitium juris dividi potest, ita ut *per alternas vices* collatio fiat ab Episcopo vel a Capitulo.

730. **II. Ex longa consuetudine, jus conferendi canonicatus firmari potest, vel in solo Episcopo, vel in solo Capitulo,** ut fatentur communiter Doctores.

a) *A tempore Concordati anni 1801*, consuetudo in Gallia obtinuit ut *Episcopi* sibi unice canonicatuum collationem reservarent; et S. Sedes quorumdam Capitulorum statuta approbavit quæ jura hujusmodi Episcopo adscribunt.

b) Consensus Gubernii habendus erat eo tempore quo *pensiones ex ærario publico solvebantur*. — *Cf. art. org. 35.* — Sed hodie, cum Gubernium civile deneget dotationem adsignare novis Canonicis, merito dubitatur utrum promotio sit ipsius placito deferenda.

Equidem, fortasse absque hujusmodi submissione non sufficienter removebuntur *difficultates* quæ serius ocius obvenient, si deliberationes Capituli deferantur ad Gubernium juxta ordinationes civiles, v. gr. quando agitur de deputatione Vicarii Capitularis, vel etiam de regimine bonorum temporalium.

Nihilominus, in hisce rerum adjunctis, aliqui existimant non exquirendum esse assensum Gubernii, quamvis inde prævideantur difficultates; quia præcavendum est ne *libertas Ecclesiæ* detrimentum patiatur.

731. **III. Quod attinet ad dotes promovendorum,**

a) « In omnibus ecclesiis cathedralibus, omnes canonicatus et portiones habeant annexum *ordinem* presbyterii, diaconatus, vel subdiaconatus. Episcopus autem, cum consilio Capituli, designet ac distribuat, prout viderit expedire, quibus quisque ordo ex sacris annexus in posterum esse debeat : ita tamen ut *dimidia saltem pars presbyteri sint*, cæteri vero diaconi aut subdiaconi. Ubi vero consuetudo laudabilior habet ut plures vel omnes sint presbyteri, omnino observetur. » — *Trid., sess. 24, cap. 12, De ref.*

Qui nondum subdiaconus est, sive in cathedrali, sive in collegiata ecclesia, *vocem* non obtinet in Capitulo, seu illos prohibetur actus expedire qui capitulares sunt, etiamsi sibi libere a Canonicis aut Episcopo concederetur.

In ecclesiis noviter erectis post Concordatum anni 1801, potuissent Episcopi canonicatus distribuere inter presbyteros, diaconos et subdiaconos; laudabilius vero, ad mentem concilii Tridentini, *sacerdotes* tantum in Capitulis admissi sunt.

b) Concilium Tridentinum hortatur « ut in provinciis, ubi id commode fieri potest, Dignitates omnes, et saltem dimidia pars canonicatuum, in cathedralibus ecclesiis et collegiatis insignibus, conferantur tantum *magistris* vel *doctoribus* aut etiam *licentiatis* in theologia vel jure canonico ». — *Trid., loc. cit.*

Canonici enim ecclesiæ cathedralis Episcopo a consiliis sunt in regimine animarum, qua in re quantum necesse sit res fidei et morum et ecclesiasticas leges callere, nemo est qui non apprime agnoscat. — *Soglia, Inst. jur. priv., § 20.*

c) Idem concilium Canonicos monet ut « *ea morum integritate* polleant, ut merito *ecclesiæ senatus* dici possint ». — *Trid., sess. 24, cap. 12, De ref.*

d) Non desunt Capitula in quibus *ex speciali lege*, aut fundatione Capituli, aut recepta consuetudine, generis nobilitas, jus civitatis, aliæque qualitates requiruntur.

732. **IV. Modus quo facienda est receptio per Capitulum et installatio,** a consuetudine et statutis *cujusque Capituli* determinari solet, cum nullus a jure communi præscriptus reperiatur. — *Cf. n. 1400.*

ARTICULUS IV.

DE STATUTIS CAPITULARIBUS.

733. **I. Capitulum potest sibi statuta condere.**

a) *Omne enim collegium*, seu corpus sociale legitime constitutum, eo ipso *de jure communi* potestatem habet

aliqua sibi condendi statuta, quorum ope et seipsum apte ordinet, et finem sibi proprium efficaciter attingat.

Igitur omnia quæ sunt *regiminis interni*, quæ ad ordinationem chori, quæ ad obventionum quotidianarum distributionem, quæ ad cœtus capitularis convocationem modumque deliberandi, quæ ad suæ mensæ bonorum administrationem pertinent, Capitulum ordinare valet.

Potest Capitulum *etiam pœnalia statuta* condere, modo pœnæ hujusmodi sint quæ non excedant jurisdictionem mere œconomicam, seu improprie dictam. — *Ita communiter.*

b) Capitulum vero, absque consensu Episcopi, statuere non potest circa ea quæ *statum generalem ecclesiæ*, ipsum Episcopum, aut ipsius jura concernunt. — *Cf. glossam in cap. Const., De verborum significatione, in 6°; — et plures Rotæ Romanæ decisiones.*

c) *Regimen et administratio ecclesiæ cathedralis*, ex juris dispositione et receptissima Doctorum sententia, pertinet *ad Capitulum cumulative cum Episcopo.* Unde, ad utrumque pertinet statuta de his condere. — *Cf. decisiones Rotæ, apud Bouix, De Capitul., pag. 431.*

d) Statuta etiam a solo Capitulo legitime confecta, obligant *singulos Capitulares*, nec non et *successores* eorum qui eadem condiderunt. — Siquidem constitutiones et statuta collegii, peculiare constituunt jus ab omnibus de gremio ejusdem collegii inviolabiliter observandum.

734. **II. Potestas concessa Episcopis in Gallia.**

a) Legatus *cardinalis Caprara*, in suo decreto *Cum sanctissimus*, 9 apr. 1802, *Archiepiscopis et Episcopis primo futuris* potestatem concessit, pro ipsorum arbitrio et prudentia, *definiendi et constituendi* quæ pertinebant « ad Capitulorum erigendorum prosperum et felicem statum, regimen, directionem, divinorum officiorum celebrationem, cæremonias ac ritus in iisdem ecclesiis earumque choro servandos, ac alia quælibet per eorumdem Capitulorum Dignitates et Canonicos obeunda munia; *relicta tamen eorum successoribus* statutorum illorum respectivorum im-

mutandorum facultate, requisito prius Capitulorum consilio, si attentis circumstantiis id utile et opportunum judicaverint ».

b) Mandavit autem idem Cardinalis Legatus « ut, in ipsis statutis vel condendis vel immutandis, *religiosa sacrorum canonum observantia* retineatur, *usuumque ac consuetudinum laudabilium* antea vigentium *præsentibusque circumstantiis accommodatarum* ratio habeatur ».

c) Eadem potestas commissa est Episcopis per bullam *Paternæ pietatis*, 6 oct. 1822, pro *novarum sedium episcopalium* constitutione ac Capitulorum erectione. — Nulla autem facta mentio est de ipsorum successoribus.

735. **III. Statutorum revisio.**—In statutis quæ primi Antistites illorumve successores a tempore Concordati anni 1801 condiderunt, quædam sunt quæ *ab antiquis constitutionibus Capitulorum* recedunt.

a) « Quamvis hodierna in Galliis Capitulorum constitutio non sit juri antiquo omnino conformis, aiebant Patres concilii provinciæ Turonensis, eorum nihilominus statuta ipsis, *virtute auctoritatis Apostolicæ per Cardinalem Legatum subdelegatæ*, ab Episcopis data, nec non ab eodem Cardinali Legato sufficienter approbata, et aliunde per diuturni temporis usum confirmata, observanda esse declaramus, quoadusque *S. Sedes aliter statuerit*, vel *Episcopus*, virtute decreti præcitati, ea, aut proprio motu, aut prævio concilii provincialis judicio, perspecta opportunitate et attentis circumstantiis, requisito prius Capituli consilio, immutaverit. » — *Conc. provinc. Turonensis, an. 1849, decretum 5.*

b) Revera, *mutatis circumstantiis*, cum rationes quæ primos Episcopos moverant minus in præsenti urgeant, atque optandum sit ut cuncta melius componantur ad normam juris communis, quantum possibilitas datur, dimissum est Capitulis a pluribus conciliis provincialibus ut *statuta sua revisant*, novaque, si opportunum judicaverint, conficiant ab Episcopis approbanda, quod in plerisque diœcesibus factum est. — *Icard., Prælect., num. 398.*

ARTICULUS V.

DE DIGNITATIBUS ET OFFICIIS IN GENERE.

736. **I. In ecclesia cathedrali seu collegiata reperiri possunt Dignitates, Personatus et Officia.**

a) *Dignitas* est titulus beneficialis adnexam habens præcedentiam cum aliqua jurisdictione. Talis erat olim *Archidiaconatus.*

b) *Personatus* est præcedentia sine jurisdictione, et talem Personatum habere dicuntur qui in ecclesia, in Capitulo et aliis honoribus præcedunt Canonicos.

c) *Officium* est administratio rerum ecclesiasticarum sine aliqua speciali præcedentia et jurisdictione, quale est officium *Theologalis* et *Pœnitentiarii.*

737. **II. Dignitates** quædam in ecclesiis cathedralibus et collegiatis *ad conservandam augendamque ecclesiasticam disciplinam* institutæ fuerunt, ut qui eas obtinerent, pietate præcellerent, aliisque exemplo essent, atque Episcopos opera et officio juvarent. — Unde, merito qui ad eas vocantur tales esse debent qui suo muneri respondere possint, ut ait *concilium Tridentinum, sess. 24, cap. 12, De reformatione.*

Jure communi S. Sedi reservatur collatio primæ Dignitatis post episcopalem. — *Reg. 4 Cancellariæ.*

a) Quamvis hodie multis in locis Dignitates jurisdictionem non habeant, ideoque de facto non differant a Personatu, attamen, ex praxi a jure communi firmata, tanquam *veræ Dignitates* habentur tum eæ quæ *olim adnexam* habuere jurisdictionem, tum aliæ quæ ex *statuto* vel *consuetudine* ut tales admittuntur.

b) *Consuetudini enim cujusque ecclesiæ* relinquitur determinandum quinam sint tituli qui Dignitates appellari debeant.

Illa consuetudo, ait Barbosa, plurimum operatur ad dignoscendum quænam sit prima Dignitas in aliqua eccle-

sia; et ideo attenditur potius solitum ipsius ecclesiæ quam jus commune. — *Barbosa, De Can. et Dignit., cap. 4.*

738. **III. De jure Dignitates cathedralium non sunt de gremio et corpore Capituli,** quod per solos Canonicos constituitur, nisi ex *consuetudine* vel *statuto* ecclesiæ vocem habeant in Capitulo.

Hujus rei causam existimavit Thomassinus investigandam esse in ipsomet Dignitatum ortu atque primitiva institutione. — Siquidem Dignitates arbitrariæ primo et revocabiles fuere delegationes, quæ cum in stabiles aliquando et irrevocabiles evaserint, fieri potuit ut novum hoc stabilium Dignitatum incrementum inveteratæ non derogaret consuetudini, nec de corpore Capituli censerentur. — *De veter. et nov. Eccl. discipl., p. 1, lib. 3, c. 70, n. 7.*

739. **IV. Jura et privilegia Dignitatum.**

a) Dignitates, etiam ubi non sunt de Capitulo, *antecedunt Canonicos*, tum in choro, tum in processionibus, tum in aliis actibus extra Capitulum. — Si sint de Capitulo, præcedunt etiam in actibus capitularibus.

b) Ad primam Dignitatem pertinet, impedito Episcopo, exercitium functionum quæ dicuntur pontificales, sive sint, sive non sint de Capitulo, adeo ut neque Vicarius generalis Episcopi, neque Vicarius Capitularis possint prædictas functiones sibi usurpare. — *Ex variis decis. S. C. Rit.*

Eadem sacra Congregatio declaravit « *Functiones episcopales esse :* festum Nativitatis Domini, Epiphaniæ, Ascensionis, Pentecostes, Apostolorum Petri et Pauli, Assumptionis B. M. V., Omnium Sanctorum, Dedicationis ecclesiæ cathedralis, Titulum ejusdem ecclesiæ, Patroni civitatis, nec non Commemorationem omnium defunctorum, distributionem Candelarum, cinerum, palmarum, celebrationem officii feriæ V in Cœna Domini, feriæ VI in Parasceve, festum Paschatis Resurrectionis D. N. J. C., diem solemnem Corporis Christi cum processione. » — *S. C. R., 3 dec. 1672.*

Ob recentem ad ritum Duplicis primæ classis evectionem festi *Immaculatæ Beatæ Mariæ Virginis Conceptionis,* et festi *sancti Josephi* ejusdem Deiparæ sponsi, Sacra Rituum

Congregatio congruum duxit ut in Cæremoniali Episcoporum, ubi dies enumerantur quibus Episcopi solemniter celebrare solent, utraque ex prædictis festivitatibus amodo inseratur. — *S. C. Rit., 9 sept. 1883.*

In prædictis functionibus nequit prima Dignitas *aliquem sibi substituere*, dum ipsa vel nequit, vel non vult eas obire; quia, prima Dignitate absente vel impedita, functiones illæ de jure pertinent *ad eum qui proxime succedit* ratione dignitatis. — *Cæremoniale Episc., lib. 1, cap. 26*; — *S. C. Rit., 23 mart. 1709.*

c) Eadem prima Dignitas fungitur officio *presbyteri adsistentis*, quando Episcopus celebrat solemniter. — *Cærem. Episc., ibid.*

Episcopo ægrotanti defert sacrum Viaticum; *mortui* autem funera celebrat : quod servandum est etiamsi in ecclesia cathedrali adesset Canonicus exercens curam animarum. — *Cærem. Episc., lib. 2, cap. 38.*

ARTICULUS VI.

DE ARCHIDIACONO.

740. **I. Amplissima olim fuit potestas Archidiaconorum**; ideoque Archidiaconus dicebatur *oculus* vel *manus* Episcopi.

Hujus auctoritatis latitudinem exhibet *cap. 1, De offic. Archidiac.* : « Ut Archidiaconus post Episcopum sciat se vicarium ejus esse in omnibus, et omnem curam in clero, tam in urbe positorum, quam eorum qui per parœcias habitare noscuntur, ad se pertinere.... Et ut de tertio in tertium annum, si Episcopus non potest, parochiam universam circumeat, et cuncta quæ emendatione indigent, ad vicem sui Episcopi corrigat et emendet. »

a) Latissima hæc Archidiaconorum auctoritas beneficio erat adnexa, ac proinde Archidiaconus erat *Vicarius natus* Episcopi; et hanc Vicariam universæ diœceseos non amittebat, quamdiu servaret prædictum beneficium; unde digni-

tas Archidiaconi erat *inamovibilis*, et, *cessante auctoritate episcopali, non cessabat ejus auctoritas.*

In eo etiam differebat Archidiaconus ab hodiernis Vicariis generalibus, quod tribunal ab episcopali *distinctum* haberet; ac proinde a sententia Archidiaconi appellabatur ad tribunal Episcopi. — *Cf. cap. Romana, 3, De appellationibus, in 6°.*

b) Verum, in exercenda ea jurisdictione tanta fuit Archidiaconorum *avaritia*, ut nonnullæ prodierint conciliorum sanctiones eam coercentes. Accessit quoque *superbia* et elatio contra ipsosmet Episcopos; retinentes enim hanc ut propriam et ordinariam potestatem, Episcopis detrectabant obedientiam et submissionem; hinc factum est ut Episcopi paulatim jurisdictionem propriam repeterent, quam *Vicariis generalibus* pro arbitrio amovibilibus demandarunt. — *Cf. n. 768 et seq.*

Hanc Archidiaconorum jurisdictionis amissionem, aliquando expresse, aliquando implicite concilium Tridentinum approbavit. — *Cf. sess. 24, cap. 3, 18, 20, De ref.*; — *sess. 23, c. 7*; — *De Angelis, De offic. Archid., n. 3.*

741. **II. Nostris diebus, hoc titulo decorabantur Vicarii generales Episcoporum** in plerisque Galliæ diœcesibus.

Verum, cum id non concordet cum dispositionibus juris communis, voluit S. C. *a negotiis extraordinariis* nuncupata, ut ea omnia aboleantur quæ spectant ad titulum et officia archidiaconatus Vicariis generalibus commissa. — *In Turbiensi, 19 jul. 1888.*

ARTICULUS VII.

DE ARCHIPRESBYTERO.

742. **I. Archipresbyter dicitur sacerdos cæteris presbyteris præpositus.**

a) Eligebatur ab Episcopo ætate et scientia conspicuus, ut præesset rebus sacris, vitæ sacerdotum invigilaret, po-

pulo erudiendo et sacramentis reficiendo operam daret, loco Episcopi et sub ipsius auctoritate. — *Cf. cap. Ministerium 2, et cap. Officium, 3, De offic. Archipresbyteri.*

b) Prius revocabatur arbitrio Præsulis; sed paulatim ejus munus *perpetuum* evasit, fuitque in spiritualibus quasi *vicarius natus* Episcopi, inferior tamen Archidiacono, cui jurisdictio fori externi concredita erat. — *Cap. Ut Archipresbyter, De offic. Archipresb.; — et cap. Ad hæc, De offic. Archidiaconi.*

743. **II. Archipresbyter alius urbanus dicebatur, alius ruralis seu plebanus.**

a) Archipresbyteri *urbani*, seu ecclesiæ cathedralis, *officium erat* curare ut exteri sacerdotes divina officia et Missas rite celebrarent; absentis Episcopi vices supplere, vel præsentis munus sublevare in omnibus iis quæ sunt officii sacerdotalis, ut Missarum solemnia celebrare, audire confessiones et alia sacramenta Ecclesiæ fidelibus ministrare, fontes benedicere, aliaque similia peragere vel aliis peragenda injungere. — *Cap. 1, 2, 3, De officio Archipresbyteri.*

b) Archipresbyteri *rurales* constituebantur in diversis diœceseon regionibus, simili quadam accepta auctoritate in cæteros sacerdotes, quæ origo fuit Decanorum, Vicariorum foraneorum, etc.

Volumus, *aiebat Leo III,* « ut singulæ plebes Archipresbyteros habeant, qui non solum imperiti vulgi sollicitudinem gerant, verum etiam presbyterorum qui per minores titulos habitant vitam jugi circumspectione custodiant, et qua unusquisque industria divinum opus exerceat *Episcopo suo renuntiet.* — Nec contendat Episcopus non egere plebem Archipresbytero, quasi ipse eam gubernare valeat : quia, etsi valde idoneus sit, decet tamen ut *sua onera partiatur*, et, sicut ipse matrici ecclesiæ præest, ita Archipresbyteri præsint plebibus, ut in nullo titubet ecclesiastica sollicitudo. Cuncta tamen referant ad Episcopum, nec aliquid contra ejus decretum ordinare præsumant. » — *Cap. 4, De offic. Archipresbyteri.*

744. **III. Spectato jure hodierno,** Archipresbyterorum auctoritas et prærogativa non aliter determinandæ sunt quam *ex locorum consuetudinibus et statutis peculiaribus.*

Hodierni enim Archipresbyteri, non secus ac Archidiaconi, ait *cardinalis de Luca*, retinent solum quamdam antiquæ dignitatis imaginem, seu reliquias. — *De Canonicis, disc. 30, num. 7. — Cf. n. 797.*

De Vicario curato in parochia unita ecclesiæ cathedrali, *cf. Tract. de Parocho, n. 1032 et seq.*

ARTICULUS VIII.

DE CANONICO THEOLOGALI ET PŒNITENTIARIO.

745. **I. Canonicus Theologus.** — « Ne cœlestis ille Sacrorum Librorum thesaurus, quem Spiritus Sanctus summa liberalitate hominibus tradidit, neglectus jaceat », *concilium Tridentinum*, perficiens decretum concilii Lateranensis IV, statuit ut in singulis metropolitanis et cathedralibus ecclesiis *instituatur lectio Sacræ Scripturæ*, et Lectori adsignentur *fructus unius præbendæ canonicalis;* et, quatenus non sufficiens foret præbenda theologalis, Episcopus, per adsignationem fructuum alicujus simplicis beneficii, vel per contributionem beneficiatorum suæ civitatis et diœcesis, vel alias, prout commodius fieri poterit, de Capituli consilio, provideat. — *Trid., sess. 5, cap. 1, De ref.*

a) *Officium Theologi Canonici* est Sacram Scripturam in ecclesia exponere et interpretari; ita ut muneri suo non satisfaceret omittendo lectiones publicas, licet earum loco theologiam vel Sacram Scripturam in seminario doceat, aut præsit clericorum conventibus in quibus casus conscientiæ resolvuntur. — *Trid., loc. cit. — Cf. plures resolut. S. C. C., v. gr., 2 sept. 1876; 16 dec. 1882, etc.*

Unde, Canonicus Theologus, *magisterii* munus *in Seminario* exercens, percipere non valet distributiones chorales pro diebus quibus docet, etiamsi pensionem a Seminario non accipiat. — *S. C. C., 11 apr. et 25 jul. 1891.*

b) Lectionum theologalium quantitas, materia, modus,

tempus et hora, arbitrio Episcopi remittuntur, ut omnes conveniunt. — *S. C. C., in Amerina, 15 mart. 1710.*

Ex constanti praxi S. C. C. receptum est ut Canonicus Theologus, pro integra die qua legit Scripturam Sacram, possit *a choro abesse* et *suos facere fructus;* imo percipere *distributiones quotidianas.*

746. **II. Pœnitentiarius** *ad audiendas confessiones* institutus est, et ex ipsa sua institutione jurisdictionem habet ad absolvendum a peccatis absque alia Ordinarii licentia, et est veluti parochus totius diœcesis. — Non potest tamen absolvere a casibus *Papæ reservatis*, neque etiam a casibus *reservatis Episcopo*, nisi Episcopus talem specialem facultatem ipsi expresse concesserit. — *Ferraris, v. Canonicus, art. 9, num. 45 et seq.*

a) *Jubente concilio Tridentino,* « in omnibus cathedralibus ecclesiis, ubi id commode fieri poterit, *Pœnitentiarius* aliquis *cum unione præbendæ....* ab Episcopo instituatur, qui magister sit, vel doctor, aut licentiatus in theologia vel jure canonico, et annorum quadraginta, seu alias qui aptior pro loci qualitate reperiatur. » — *Trid., sess. 24, cap. 8, De reformatione.*

Sufficit ut quadragesimus annus sit *incœptus*, ad consequendam Pœnitentiarii præbendam. — *S. Cong. Concilii, 25 jan. 1890.*

Quando stipendium a Gubernio loco præbendæ solvitur, solet S. C. C. Episcopos hortari ut duobus Canonicis, dum canonicatum eisdem conferunt, onus injungant, alteri gerendi officium Theologi, alteri officium Pœnitentiarii. — *Lucidi, De visit. sac. lim., cap. 1, n. 76.*

b) Pœnitentiarius, dum confessiones in ecclesia audit, interim *præsens in choro censetur,* ideoque lucratur fructus præbendæ, distributiones manuales et alia emolumenta.

747. **III. Ad Episcopum exclusive pertinet eligere** personam cui conferatur præbenda *theologalis*, nec non *Pœnitentiarium* eligere et instituere, cum hoc a concilio Tridentino solius Episcopi arbitrio relinquatur. — *Trid., sess. 5, cap. 1; — sess. 24, cap. 8, De ref.*

In Italia vero et insulis adjacentibus, electio facienda est *per concursum* coram Episcopo et quatuor saltem examinatoribus ab Episcopo deputatis, ut statutum est a *Benedicto XIII, constit. Pastoralis officii, 14 kal. jun. 1725.*

748. **IV. De officio Primicerii, Sacristæ et Custodis,** adeantur Commentatores *in tit. 25, 26, 27, lib. 1 Decretalium.*

Immutata enim quoad hos omnes Ecclesiæ disciplina, servandæ sunt laudabiles locorum consuetudines.

ARTICULUS IX.

DE CŒTU CAPITULARI.

Capitula habent rationem societatis; unde eorum actio explicatur socialiter, seu, ut dici solet, *capitulariter.*

749. **I. Habent Capitula jus sese congregandi absque alicujus licentia,** ad negotia capitularia expediendum.

a) Capitulum convocari potest quoties illi ad quem spectat videbitur expedire.

Episcopus tamen, ex aliqua gravi et rationabili causa, potest aliquando suspendere vel prohibere convocationem Capituli. — *Barbosa, De Canonicis, cap. 25, num. 4; — Pignatelli, consult. 156, num. 6.*

b) Non tenetur convocator *notum facere Capitularibus* quid in Capitulo sit agendum, quia nimirum Capitularibus liberum est dilationem petere ad consultius respondendum, et ipsis inducias ad deliberandum denegare non licet. — *S. C. C., 12 mart. 1655.*

750. **II. Jus convocandi Capitulum pertinet ad Præsidem,** seu ad primam Dignitatem Capituli, quæ varia esse potest juxta locorum consuetudinem et decretum erectionis Capituli.

a) *Episcopus* Capitulum convocare potest ejusque vota exquirere, « si aliquid Canonicis ad deliberandum proponat,

nec de re ad suum vel suorum commodum spectante agatur ». — *Trid., sess. 25, cap. 6, De ref.*

b) Episcopus jus habet interessendi Capitulis ab ipso convocatis; in aliis autem quæ Canonici convocant pro negotiis capitularibus, *non tenentur Episcopum admittere.*

c) *Vicarius generalis Episcopi* regulariter non habet jus convocandi Capitulum; nam, jubente concilio Tridentino, « absente Episcopo, hoc ab iis de Capitulo ad quos de jure vel consuetudine spectat, perficiatur, nec ad id Vicarius Episcopi admittatur ». — *Trid., loc. cit.*

751. **III. Vocandi sunt omnes Canonici præbendati, qui longe non absunt,** ideoque commode vocari possunt.

a) Si vel unus ex industria omittatur, actus capitularis erit *rescissioni obnoxius ;* nam « plus in talibus consuevit contemptus unius obesse, quam plurium contradictio in præsenti ». — *Cap. 36 et 42, De elect.*

b) Imo, si aliqui ex vocandis non sint vocati, nec adfuerint duæ tertiæ partes Capitularium, actus non tantum erit rescissioni obnoxius, sed et *ipso jure irritus.* — *Cap. Cum nobis, 19, De elect.*

c) Canonicus absens, legitime vocatus, potest, si justo detineatur impedimento, *procuratorem* sibi constituere, de gremio Capituli assumendum, vel a Capitulo approbandum. — *Cap. 42 et 46, De elect.*

Verum procuratorem nequit assumere, si transeat ad locum ex quo commode vocari nequit; eo ipso enim facit se extraneum, et amittit jus eligendi. — *Cit. cap., De elect.* — *Cf. n. 183.*

d) Quando Capitulum est *ordinarium,* celebrandum scilicet consueto tempore, necesse non est *specialem* et actualem convocationem facere : quia, sciens capitulum habendum esse tali tempore et negligens aut nolens interesse, sibi imputare debet quod sine suo consensu aliquid tractetur aut decidatur. — *Cf. Bouix, De Capit., p. 196.*

752. **IV. Convocatis Canonicis, si aliqui non ac-**

cesserint ad locum capitularem, præsentes constituunt Capitulum ; et gesta ab his valent perinde ac si acta fuissent ab omnibus.

a) Imo *unus,* aliis vocatis et non venientibus, actum capitularem explere potest, non quia unus sit Capitulum, sed quia jura et privilegia Capituli *devolutive* in illo uno resident.

Et, redacto Capitulo ad *unum* tantum membrum, iste Canonicus, *sede vacante,* posset per se solum eligere *Vicarium Capitularem,* dummodo non eligat seipsum. — *S. C. Conc., 12 mart. 1662. — Cf. n. 726.*

b) Idipsum procedit, omnibus Canonicis *voce privatis,* vel *suspensis,* aut *interdictis,* præter unum ; siquidem non dissolvitur Capitulum nisi per mortem omnium Capitularium, vel auctoritate Papæ ob delictum singulorum.

753. **V. Ut valeat actus capitularis,** non requiritur ut omnes præsentes consentiant ; sed sufficit regulariter votum *majoris et sanioris partis intervenientium.*

a) Ad constituendam *majorem partem,* sufficit quicumque excessus supra medietatem.

Sed, si forte suffragia in partes numero *æquales* dividantur, non præponderat votum Præsidis, nisi aliter ordinatum sit statutis capitularibus.

b) *Sanior pars* dicitur, quæ constat viris dignitate, prudentia, scientia, pietate et zelo boni publici magis conspicuis.

Circa quod notandum est quod *major* pars numero censeatur etiam *sanior,* nisi manifeste appareat aut legitime probetur partem majorem numero corruptam fuisse, aut alio sinistro affectu in transversum agi. — *Leuren., Forum Eccles., lib. 3, tit. 11, q. 130.*

c) Aliquando non sufficit majoritas absoluta. — Sunt enim certa negotia pro quibus jure communi requiritur *unanimitas suffragiorum :* si nempe res de qua agitur *singulos* principaliter concernat, quia « quod omnes tangit, ab omnibus debet approbari ». — *Reg. 29 juris, in 6°.*

754. **VI. Forma emittendi suffragii in Capitulo** non est a jure communi determinata, nisi agatur de electione Episcopi, quo casu servandæ erunt dispositiones *cap. Quia propter, 42, De electione;* ideoque pendet a locorum consuetudinibus et peculiaribus statutis.

ARTICULUS X.

DE JURIBUS ET OBLIGATIONIBUS CANONICORUM.

755. **I. Professio fidei emittenda.** — « Provisi de canonicatibus et dignitatibus in ecclesiis cathedralibus, non solum *coram Episcopo, seu ejus Officiali,* sed etiam *in Capitulo* fidei professionem emittere tenentur; alioquin fructus non faciant suos; nec illis possessio suffragetur. » — *Trid., sess. 24, cap. 2, De ref.*

a) Sufficit autem unica fidei professio si Episcopus in Capitulo præsens adsit, vel ejus Vicarius. — *S. Cong. Concilii, 25 jan. 1726.*

b) Professio fidei emittenda est ad minus *intra duos menses* a die adeptæ possessionis, juxta *formulam* a Sacra Cong. Conc. editam, die 20 jan. 1877. — *Cf. n. 865.*

756. **II. Residentia.** — Canonicis « non licet, vigore cujuslibet statuti aut consuetudinis, *ultra tres menses* a suis ecclesiis *quolibet anno* abesse, salvis nihilominus earum ecclesiarum constitutionibus, quæ longius servitii tempus requirunt.

a) » Alioquin, *primo anno,* privetur unusquisque dimidia parte fructuum quos ratione etiam præbendæ ac residentiæ fecit suos. — Quod si *iterum* eadem usus fuerit negligentia, privetur omnibus fructibus quos eodem anno lucratus fuerit. — *Crescente vero contumacia,* contra eos juxta sacrorum canonum constitutiones procedatur », scilicet canonicatu suo priventur. — *Trid., sess. 24, cap. 12, De reformatione.*

b) Lex residentiæ violatur, non solum quando Canonicus est absens ultra tres menses continuos, sed etiam

quando dies absentiæ, *in unum numerum redacti*, trimestre spatium superant. — *Cf. decis. S. C. C., apud Ben. XIV, Instit. 107, § 6.*

c) *Non omnes simul* abesse possunt, ne ecclesia suo debito servitio destituatur. Quota autem pars simul possit abesse relinquitur arbitrio Episcopi et Capituli. — *Cf. Benedict. XIV, loc. cit.*

757. **III. Missa conventualis.** — Canonici tenentur ad quotidianam celebrationem Missæ conventualis cum cantu. — Imo, præter Missam conventualem quotidie celebrandam, rubricæ *secundam* ac *tertiam* pariter Missam conventualem præcipiunt, quæ *certis anni diebus* contingunt. — *Cf. Benedict. XIV, loc. cit., § 2.*

a) *Fructus harum Missarum* benefactoribus ecclesiæ applicandus est. — Nam Benedictus XIV Apostolica auctoritate confirmavit varias S. C. C. resolutiones, quibus excusationes ad declinandam applicationem quotidianam Missæ conventualis pro benefactoribus in genere provide e medio sublatæ fuerunt, non attenta etiam immemoriali in contrarium consuetudine. — *Constit. Cum semper, an. 1744.*

Parochus canonicus tenetur *per se* ad applicationem Missæ pro populo his etiam diebus in quibus Episcopus pontificaliter celebrat in cathedrali; *per alium* vero his festis in quibus uti Canonicus Missam conventualem applicare debet pro benefactoribus. — *S. C. C., 24 aug. 1867. — Cf. num. 888.*

b) In multis diœcesibus Missa conventualis, exceptis dominicis et festis diebus, legitur *sine cantu;* nec celebrantur *plures* Missæ conventuales pro eadem die a rubrica præscriptæ. — Stante enim justa ratione, indultum a Sacra Congregatione Concilii non denegatur.

758. **IV. Divinum officium.** — Omnes qui in cathedralibus vel collegiatis ecclesiis canonicatum obtinent, « divina *per se* et non per substitutos compellantur obire officia...., atque in choro, ad psallendum instituto, hymnis et canticis Dei nomen reverenter, distincte devoteque laudare ». — *Trid., sess. 24, cap. 12, De ref.*

Sacra C. Conc. sæpius declaravit non esse sublatam Capitularibus facultatem *se invicem substituendi*, dummodo eodem tempore substituens et substitutus eidem servitio adstricti non sint, et hujusmodi facultate substituendi non abutantur. — *Cf. Bened. XIV, Instit. 107, § 3.*

a) Episcopus nequit permittere ut *quarumdam horarum recitatio omittatur;* sed, nisi habeat speciale indultum Sedis Apostolicæ, Capitulum tenetur omnes horas canonicas quotidie psallere; ex singulis enim horis constat officium divinum quod per seipsos Canonici obire tenentur, ad præscriptum concilii Tridentini.

b) Huic obligationi Canonici non satisfaciunt per *simplicem in choro præsentiam;* sed per seipsos psallere, vel canere tenentur, quacumque etiam immemorabili consuetudine non suffragante. — *S. C. C., 17 sept. 1667. — Cf. cit. constit. Cum semper.*

c) Canonici et alii choro inservientes psallere debent « *magno pietatis studio, vocibus apte comparatis, haud festinanter, nullisque præcisis vocabulis,* ita ut pars chori haud canere incipiat cum pars altera cantum nondum absolvit, ut hac ratione populus intelligat divinas laudes, et ad pietatem ac religionem ex ipsorum cantu moveatur. » — *S. C. C., jussu Clementis XI. — Cf. Trid., loc. cit.*

d) *Excusant a servitio chori,* ita ut absens *lucretur* et fructus præbendæ, et distributiones quotidianas :

1° « *Infirmitas*, seu justa et rationabilis corporalis necessitas ». — *Cap. Consuetudinem, De clericis non residentibus, in 6°. — Cf. Trid., loc. cit.*

2° « *Evidens ecclesiæ utilitas* ». — *Cit. cap. Consuetud.* — Unde excusantur : Canonicus *Theologus* pro integra die qua lectionem habet; — Canonicus *Pœnitentiarius* dum audit confessiones, non vero alii Canonici qui tempore divinorum officiorum confessiones audiunt; — Canonicus qui abesset pro tractandis *negotiis Capituli;* — item ille qui deputatur ab Episcopo ad visitanda *limina Apostolorum;* — Canonicus, aut duo Canonici quos *secum ducit Episcopus* ad eadem limina; — *Vicarius Capitularis*, sede va-

cante; — Canonici absentes a choro ut *adsistant solemniter* Episcopo celebranti; — Canonici quibus incumbit *animarum cura*, si eo tempore officium sibi commissum exerceant.

Canonicis qui « in construendis Apostolica vel Ordinaria auctoritate tabulis *in serrorum Dei ac Beatorum causis* » incumbunt, licet a choro absentibus ea de causa, debentur non solum distributiones quotidianæ, verum etiam aliæ omnes quocumque titulo et nomine et quibusvis sub clausulis personale servitium exquirentes. — *Decret. Pii VII, 23 dec. 1817.*

e) *Excusantur a servitio chori*, sed non lucrantur *distributiones quotidianas* :

1° Duo Canonici *apud Episcopum* pro ipsius diœcesis utilitate detenti; — Canonicus qui simul agit *Vicarium generalem* Episcopi; — *Examinatores synodales*, dum officio suo funguntur.

2° *Docentes* Scripturam Sacram et theologiam in scholis publicis. — *Trid., sess. 5, cap. 1, De ref.; et cap. fin., De magistris.* — Quam dispositionem Canonistæ communiter extendunt ad munus docendi jus canonicum, philosophiam et etiam grammaticam.

3° *Studentes* theologiæ, Scripturæ Sacræ, seu juri canonico in aliqua Universitate, cum Ordinarii licentia. — *Ibid.*

Licentia abessendi studiorum causa *olim* suffragabatur pro *quinquennio* iis qui in Universitate audiebant sacros canones, pro *septennio* iis qui Scripturam Sacram, vel theologiam. — At vero Innocentius XII decrevit ne privilegium illud *triennii* spatium superaret, et ne concederetur illis qui annum vigesimum quintum attigerunt. — *Bened. XIV, Inst. 107, § 9; — S. C. C., 20 dec. 1862, et 24 jan. 1885.*

f) Ex Ecclesiæ benignitate, usus jamdiu invaluit ut, quemadmodum in civili, ita quoque in ecclesiastica militia, emeritorum stipendiis illi frui possint, qui assidue et laudabiliter *quadraginta annorum* spatio chorale servitium expleverint; iique dicuntur Canonici *jubilati.*

« Etenim, si quotidianum et non interruptum chori servi-

tium omnium hominum judicio laboriosum et grave censetur, multo sane gravius atque molestius progressu temporis visum est nullum, donec vixeris, serviendi finem videre, quantumvis diuturno annorum curriculo cum assiduitatis et diligentiæ laude inservieris. » — *Bened. XIV, De syn. diœc., lib. 13, cap. 9, § 15.*

Cum autem hæc indulta non ex justitia, sed *ex gratia et æquitate* tribuantur, requiritur ut servitium assidue et laudabiliter præstitum fuerit; et *Indultum jubilationis* non conceditur, si tempus psallendi impensum fuerit in alia ministerii opera, etsi laudabilia. — *Cf. Acta S. Sedis, vol. 3, pag. 468; vol. 5, pag. 357.*

g) Quot decretis, et quanta cum sollicitudine, Ecclesia residentiam et sacrorum officiorum debitam expletionem Canonicis et beneficiatis præscripserit, testantur juris ecclesiastici monumenta innumera.

Verum, *ait Benedictus XIV,* facile eluderentur tot salutares constitutiones, nisi in singulis cathedralibus et collegiatis ecclesiis certi designati forent Canonici, seu alio quocumque nomine nuncupentur beneficiarii, quibus onus incumberet *accurate adnotandi quotquot in choro aliisque sacris functionibus desiderantur,* et quibus nominatim diebus, aut a qua speciatim divini officii parte hic aut ille se subducat.

Qui ad ejusmodi munus destinantur, vulgo dicuntur *Punctatores.* Atque ad id muneris in singulis ecclesiis *duo* plerumque deliguntur, tum ut, uno impedito, alter non desit; tum potissimum ut alicujus a choro absentiam ambo uniformiter testantes, omnem a se removeant suspicionem fraudis. — *Bened. XIV, De syn., lib. 4, cap. 4.*

759. **V. Canonici debent Episcopo celebranti, aut alia pontificalia exercenti, adsistere et inservire.** — Adsistentia præstari debet juxta formam a Pontificali Romano præscriptam. — *Cf. Trid., sess. 24, c. 12, De ref.*

a) Debetur etiam adsistentia Episcopo, quando pontificalia exercet *extra ecclesiam cathedralem,* et ad alias urbis et suburbiorum ecclesias accedit ad aliquod pontifi-

cale munus exercendum, modo in ecclesia cathedrali tot Canonici et ministri remaneant, quot necessarii sint ad divina officia celebranda. — *Ex variis decis. S. C. Rit.*

b) Episcopum cum cappa pontificali accedentem ad ecclesiam ut solemniter celebret vel adsistat divinis officiis, tenetur Capitulum *debito cum honore comitari* et deducere. — *Cf. Cærem. Episc., lib. 1, cap. 15.*

c) Episcopo volenti exercere pontificalia, tam in ecclesia cathedrali quam in aliis, subministranda erunt a Canonicis, e sacristia cathedralis, *paramenta sacra.*

Quatenus vero sacristia cathedralis non haberet redditus sufficientes pro comparandis prædictis paramentis, tenetur Episcopus pro quarta parte fructuum suæ mensæ; et, quoad reliquum, tenentur contribuere Canonici. — *Cf. Bouix, De Capitulis, pag. 283.*

d) Vicissim autem, Capitulo ecclesiæ cathedralis debentur, *post mortem Episcopi,* plura utensilia ab eodem Episcopo decedente relicta.

1° Porro, sacra utensilia quæ vigore constitutionis *Romani Pontificis,* Pii V, ecclesiis cathedralibus debentur, *Pius IX,* litteris Apostolicis *Cum illud plurimi,* 1 jun. 1847, *hæc esse edixit :* « Mitras scilicet, planetas, pluvialia, tunicellas, dalmaticas, sandalia, chirothecas, albas cum cingulis, lineos amictus et his similia; item missalia, gradualia, libros cantus firmi et musicæ ; item calices, patenas, pixides, ostensoria, thuribula, vas aquæ benedictæ cum aspersorio, pelvim cum urceo, vasa sacrorum oleorum et urceolos una cum pelvibus et tintinnabulo; palmatorios, icones pacis, cruces archiepiscopales, candelabra cum cruce pro altaris usu; baculum pastoralem, faldistorium aliasque res sacras, sive paramenta, sive ornamenta, sive vasa, si quæ sint, etiam ex eorum natura usui profano congrua, dummodo non *per accidens,* sed *permanenter* divino cultui sacrisque functionibus fuerint destinata : *exceptis* annulis et crucibus pectoralibus etiam cum sacris reliquiis, et iis omnibus utensilibus cujusvis generis quæ legitime probentur ab Episcopis defunctis comparata fuisse bonis ad eccle-

siam non pertinentibus, neque constet ecclesiæ fuisse donata. »

2° Quod attinet ad *ipsas reliquias sanctissimæ Crucis*, quas thecis inclusas Episcopi pectore præ se suspensas ferunt, ex decreto S. U. Inquisitionis, 25 mart. 1889, iidem curare debent ut ss. ligni particulæ successoribus suis transmittantur. — *Cf. n. 655.*

3° Cum autem lex civilis, si Episcopus ab intestato moriatur, plures hujusmodi res hæredibus attribuat, Episcopi per testamentum, aliudve medium idoneum, *præcavere debent* ne ecclesia cathedralis suo jure fraudetur, et prædicta constitutio violetur.

760. **VI. Episcopus potest pro suo servitio uti opera duorum Canonicorum,** etiam *sine Capituli consensu*, et non probata ecclesiæ utilitate. — *Ita communiter.*

a) Et certum est prædictos Canonicos, in servitio Episcopi detentos, percipere *fructus præbendarum suarum*, licet choro non intersint. — Non lucrantur tamen *distributiones quotidianas. — Cf. Fagnan., in cap. De cætero, De clericis non residentibus.*

b) Potest autem Episcopus sibi eligere *duos quoslibet* ex Dignitatibus et Canonicis, exceptis iis qui curam animarum gerunt, uti decisum esse a S. C. Concilii testatur *Bened. XIV, Instit. 107, § 9.*

761. **VII. Episcopus habet potestatem legislativam, judiciariam et coactivam,** quam exercere potest, tum in *Canonicos, qua tales*, tum in *ipsum Capitulum.*

Episcopus enim jurisdictionem habet quæ in *omnes personas* atque *omnia Instituta* suæ diœcesis extenditur, modo tamen nihil exigat ultra præscriptum a sacris canonibus.

a) Servanda quidem sunt *privilegia*, servandæque *exemptiones.* — Verum « Capitula cathedralium et aliarum majorum ecclesiarum, illorumque personæ, nullis exemptionibus, consuetudinibus, sententiis, juramentis, concordiis, quæ tantum suos obligant auctores, non etiam successores, tueri se possint quominus a suis Episcopis et aliis

majoribus Prælatis, per seipsos solos, vel illis quibus sibi videbitur adjunctis, juxta canonicas sanctiones, toties quoties opus fuerit, *visitari*, *corrigi* et *emendari*, etiam *auctoritate Apostolica*, possint et valeant. » — *Trid.*, *sess. 6, cap. 4, De ref.*

Unde, etiamsi Capitulum sit exemptum, potest tamen visitari, corrigi et emendari ab Episcopo ut *delegato Sedis Apostolicæ*.

Attamen, si velit Episcopus contra exemptum Capitulum ejusve personas *extra visitationem* procedere, tenetur duos de Capitulo judices sibi adjungere, et alia servare quæ præscripta sunt a concilio Tridentino, *sess. 25, cap. 6, De ref.*

b) Non potest quidem Capitulum ab Episcopo *excommunicari*, quia communitas seu universitas, qua talis, excommunicari non potest, ut expresse decernitur in *cap. Romana, De sent. excomm., in 6°;* sed potest Capitulum, qua tale, *suspendi* vel *interdici*.

Quando autem Capitulum, *qua tale*, suspenditur, tunc, nisi aliud in jure aut sententia expresse declaretur, intelligitur suspensio lata in Capitulum præcise ut *communitas* seu *collegium* est, ita et taliter ut corpus ipsum Capituli, non autem singuli Capitulares a suis propriis et personalibus officiis ac beneficiis suspendantur. — *Andreucci, De tuenda pace inter Episcopum et Capit., part. 1, cap. 2, § 2.* — *Cf. n. 1598 et 1623.*

762. **VIII. Sacri canones jubent ut Episcopus, in rebus gravioris momenti, consensum sui Capituli, aut saltem ipsius consilium, requirat** : quandoquidem Canonici ecclesiæ cathedralis sunt consiliarii nati Episcoporum, uti statutum est in *cap. Novit, 4, De his quæ fiunt a Prælat.* : « Novit tuæ discretionis prudentia qualiter *tu et fratres tui unum corpus sitis*, ita quod tu caput, et illi membra esse probantur. Unde, non decet te, omissis membris, aliorum consilio in ecclesiæ tuæ negotiis uti, cum id non sit dubium et honestati tuæ et sanctorum Patrum institutionibus contraire. » — *Cf. cap. Quanto, 5, ejusd. tit.* — *De his passim in decursu harum Prælectionum.*

a) Si *consensus* Capituli requiritur, tunc convenire debet cum Episcopo major pars Capituli; secus Episcopus non potest procedere nisi recursu facto ad S. Pontificem, et, constito de irrationabili dissensu Capituli, Pontifex vel jubeat Capitulum consentire, vel suppleat ejusdem consensum. — *Cap. 1, De his quæ fiunt a Prælato sine consensu Capituli.*

b) Si exigitur *consilium*, tunc debet quidem Episcopus illud a Capitulo exquirere ad actus validitatem, licet deinde sequi non teneatur. — *Cap. 4 et 5 ejusd. tit.*; — *cap. 7, De arbitris.*

c) Episcopus *ex consuetudine* eximi potest ab obligatione exquirendi consensum vel consilium Capituli, in iis quoque rebus in quibus, spectato jure communi, ad ipsum exquirendum obstringeretur. — *Cap. Ea noscitur, 6, De his quæ fiunt a Prælato.* — *Cf. cap. 3, De consuetud., in 6°*, — *et Bened. XIV, De syn., lib. 13, cap. 1, num. 9.*

Porro, « fere ubique habetur in plurimis consuetudo, qua legitime exstante, non amplius requiritur Capituli consilium. » — *Ferraris, v. Capitulum, art. 2, n. 28.*

d) *In Gallia* res eo devenerunt, ait *D. Icard,* ut difficile designari possit pro nostris provinciis qui sint in specie casus quos Episcopus non valeat expedire *inconsulto Capitulo,* in iis quæ sunt regiminis diœcesis.

Non inde concludas naturam et destinationem Capitulorum immutatas fuisse, et incassum postremis temporibus SS. Pontifices ea instaurasse ut providerent consilio Episcoporum atque Ecclesiæ administrationi. — Capitula sunt *hodierna ætate, non secus ac sæculis præteritis,* instituta ut Episcopum *juvent* in regimine diœcesis, illumque *suppleant* sede vacante; Episcopus semper potest consulere Capitulum suæ ecclesiæ cathedralis, quando ita exposcit gravitas causarum; et, Episcopo postulante, Capitulum ex officio tenetur operas impendere ut illum suis consiliis atque concursu adjuvet. — *Prælect., n. 416.*

763. **IX. De officio Capituli sede vacante,** specialis tractatio erit, *num. 799 et seq.*

De collatione beneficiorum ad Capitulum jure *devolutionis* pertinente, *cf. n. 855 et 1397.*

ARTICULUS XI.

DE PRÆROGATIVIS CAPITULI QUOAD PRÆCEDENTIAM, INSIGNIA, ET EXEMPTIONEM A JURE PAROCHIALI.

764. **I. Capitulum cathedrale in cœtibus ecclesiasticis** jus habet *præcedendi* alia capitula collegiata, clericos sive sæculares sive regulares, et parochos.

a) Canonici ecclesiæ cathedralis, *uti singuli,* non præcedunt *parocho* in ipsius ecclesia.

Si tamen aliquis Canonicus, etiam honorarius tantum, *Episcopum suum comitetur*, præit parocho in parochiali ecclesia, etiam extra diœcesim : quia tunc non procedit tanquam privatus, sed tanquam membrum cum capite suo. — *S. C. Rit., 19 maii 1838.*

b) *Inter se,* quando choro aut conventui capitulari adsistunt, servant ordinem statutis præfixum. Sedent primo loco Dignitates, deinde Personatus; alii postea, servato installationis ordine.

765. **II. Vicarius generalis,** si sit e gremio Capituli et choro intersit *cum habitu Canonicorum,* suum locum habet inter cæteros, nec ab eis ulla præeminentia secernitur. Si vero intersit *in habitu vicariali,* præcedit Dignitatibus et Canonicis veste chorali indutis, tam intra quam extra ecclesiam. — *Quod pluries declaratum est a Sacra Congregatione Rituum.*

a) Dignitates autem et Canonici *parati,* id est vestibus sacris induti, præcedunt Vicario generali; et contraria consuetudo reprobatur ut abusus. — *S. C. Rit., 6 sept. 1603.*

b) Ex statutis particularibus vel ex *consuetudine,* Vicarius generalis etiam absque habitu vicariali præcedit Canonicis; in quæstionibus enim præcedentiæ attendenda est præsertim consuetudo, cujus tanta vis est ut ad jus tribuendum sufficiat, etiamsi dispositio juris communis esset

contraria. — *S. C. C. in Albinonen., 3 apr. 1841; in Firmin., 13 maii 1876. — Cf. constit. Capituli cathed. eccles. Corisopit., art. 8.*

766. **III. Canonici jus habent utendi insignibus suo Capitulo attributis.** — Plerumque conceduntur rochettum, mozetta, almutium, quandoque etiam cappa magna.

a) Insignia *concedenda sunt ab Apostolica Sede;* nec Episcopus absque speciali indulto quidquam de his statuere potest, quod sæpe declaravit S. C. Rituum.

In ipsa Capitulorum erectione solet Summus Pontifex habitum et aliqua insignia Canonicorum determinare.

Pro Capitulis hodiernis Galliæ, Pius VII, in bulla Concordati, potestatem suam cardinali *Caprara* ad effectum hujusmodi insignia concedendi expresse delegavit; is vero illam subdelegavit Episcopis primo futuris.

b) Insignia conceduntur *Capitulo;* ideoque Canonicis *uti singulis* non licet extra propriam ecclesiam insignia induere, dum concionantur aliisve functionibus sacris vacant. — Quod pluries declaravit *S. C. Rituum*, præsertim decreto *31 maii 1817*, quod Pius VII Apostolica auctoritate confirmavit.

Imo, in propriis ecclesiis *ad sacramenta administranda*, tum ex rubricarum præscripto, tum ex S. Congregationis decretis, uti debent superpelliceo et stola.

c) Nihilominus *in Gallia* praxis contraria fere ubique invaluit, ita ut Canonici *etiam honorarii* extra ecclesiam cathedralem et ipsam diœcesim rochetto et mozetta utantur.

S. C. Rituum sæpe declaravit hunc *usum licitum non esse*, nequidem vi assertæ consuetudinis. — Attamen interrogata an talis usus in Gallia esset *tolerandus*, die 2 aug. 1875 respondit « *nihil esse innovandum* ». — *Gardellini, num. 5617.*

767. **IV. Jus administrandi extrema sacramenta Canonicis cathedralium, eorumque funera peragendi,** in quacumque parœcia habitent, non ad parochum

spectat, sed ad *ipsum Capitulum*, ex generali consuetudine quæ in Gallia legitime introducta est. — *Cf. plures resolutiones S. C. C., ex. gr. in Auxitana, 9 jul. 1881; in Nicien., 11 jul. 1885.*

Imo, ex quorumdam sententia, Canonicus ecclesiæ cathedralis habitans in aliena parœcia, non ideo fit *parochianus ecclesiæ particularis*, sed remanet ecclesiæ cathedrali obligatus.

CAPUT II.

DE VICARIIS GENERALIBUS EPISCOPORUM.

Agendum est : de notione Vicarii generalis; — de ejus constitutione, — dotibus, — potestate ; — de amissione ejusdem potestatis ; — et tandem de Vicario generali Summi Pontificis.

ARTICULUS I.

DE NOTIONE VICARII GENERALIS.

768. **I. Vicarius generalis est ille** qui *cum generali potestate* constituitur ut vices gerat Episcopi in exercenda jurisdictione, sive voluntaria, sive contentiosa.

a) *Archidiaconis successerunt* Vicarii generales ad nutum Episcopi revocabiles. Quæ disciplinæ immutatio, paulatim cœpta, et *duodecimo tandem sæculo* fere ubique completa, in quantum Ecclesiæ bonum cesserit, palam faciunt apud historica monumenta exitiales abusus ad quos priscorum Archidiaconorum, officii sui perpetuitate fretorum, elatio in Episcopos atque acerbitas devenerant. — *Cf. num. 740; — et cap. 15, De offic. jud. ordin.*

b) Vicarii generales Episcoporum, ex quo in locum Archidiaconorum suffecti sunt, usque nunc, fuerunt ad nutum Episcopi *revocabiles*.

Hæc tamen conditio non ita inhæret officio Vicarii generalis ut nequeat cum perpetuitate officium ejusmodi concipi et exsistere : ideoque revocabilitas est dispositio juris ad ipsius *accidentalia* pertinens.

769. **II. Vicarii generalis jurisdictio est essentialiter aliquo sensu universalis,** quoad territorium seu personas, et quoad causas.

Nam repugnat in terminis aliquem esse *generalem* alterius Vicarium, nisi possit in aliquo saltem sensu generaliter ejus vices explere. — Ergo, si quis Vicarius Episcopi ne-

queat episcopalem jurisdictionem universaliter exercere, is nequaquam censendus est generalis Episcopi Vicarius, sed merus dumtaxat *delegatus;* ac proinde ipsi nullatenus applicandæ veniunt juris communis dispositiones quæ Vicarios generales respiciunt, sed eæ quæ ad delegatos referuntur. — *Bouix, De judiciis, tom. 1, p. 352.*

a) Attamen essentialis non est universalitas jurisdictionis stricte sumpta, sed dumtaxat *moraliter*.

Ipso enim jure potestati Vicarii generalis plurimæ *restrictiones* appositæ sunt, et *Episcopus* aliqua sibi *reservare* potest, modo universalitatem Vicarii jurisdictionis moraliter sumptam non tollat; secus enim, valebunt quidem reservationes, sed Vicarium constituent in officium meri *delegati*.

b) Nec essentialiter requiritur ut Vicarius generalis Episcopi sit Vicarius quoque *in temporalibus*.

Vicarius enim in spiritualibus tantum appellatur Vicarius generalis *simpliciter*, vel cum addito *in spiritualibus*, ut patet ex *Trid., sess. 13, cap. 1 et seq., De ref.*, et ex Brevibus Apostolicis. — Vicarius vero in temporalibus tantum appellatur *œconomus*, et non solet appellari Vicarius generalis.

770. **III. Vicarii generalis jurisdictio una et eadem est cum jurisdictione Episcopi.**

Idem tribunal seu idem *auditorium* habent; sententia unius est sententia alterius; ideoque *non datur appellatio* a Vicario ad Episcopum, quia idem esset ac ab eodem ad eumdem appellare. — *Cap. Romana, 3, De appell., in 6°; — cap. 2, De consuetud., in 6°.* — Unde,

a) Communis sententia est jurisdictionem Vicarii generalis Episcopi esse *ordinariam*, non vero delegatam, quia est ipsamet Episcopi jurisdictio; et revera Vicarius generalis reputatur *Ordinarius*, ex ipsa SS. CC. praxi et repetitis decisionibus. — *Cf. Bouix, op. cit., p. 366.*

b) De essentia vicariatus generalis est ut *actus a Vicario generali gestos Episcopus faciat suos* quoad effectus juris.

Ergo, illi tantum Vicarii generalis actus possunt ab Episcopo corrigi et immutari quos posset Episcopus, *si ab ipso gesti forent*, annullare et corrigere. — Quod enim asseritur non dari appellationem a Vicario ad Episcopum, intelligitur de sententiis *judiciariis* et nonnullis paucioribus speciebus actuum, non vero de negotiis ordinarii regiminis, in quibus Superior potest, *mutato consilio*, revocare quod *ipse* statuerat.

c) *Cessante* vel *suspensa* potestate Episcopi, eo ipso cessat aut suspenditur auctoritas Vicarii generalis.

771. **IV. De jure communi, Vicarii generalis et Officialis nomina synonyma sunt**, et idem omnino officium exprimunt. — *Cf. cap. Quum nullus, 3, De tempor. ordin., in 6°; — cap. 3, De offic. Vic., in 6°; — Trid., sess. 24, cap. 16, De ref.*

a) *In quibusdam tamen regionibus*, ut in Gallia et Belgio, usus obtinuit ut Vicarius generalis ab *Officiali* distinguatur, et Vicarius nuncupetur ille qui ea exercet quæ sunt jurisdictionis *voluntariæ*, Officialis vero qui præest jurisdictioni *contentiosæ*. — *Cf. Bened. XIV, De syn., lib. 3, cap. 3, num. 2.*

Hæc distinctio, cui se aptat Curiæ Romanæ praxis, satis fundatur in *accidentali illo Episcopi præcepto*, quo unus *voluntariam* dumtaxat, alter vero *contentiosam* jurisdictionem exercere jubetur, intacta remanente jurisdictionis et officii identitate, juxta dispositionem juris communis.

b) Non potest equidem Episcopus facere ut Vicarius generalis ille sit qui voluntariam dumtaxat jurisdictionem, neque Officialis qui contentiosam tantum valide exercere potest.

Sed nihil repugnat Vicarium prohiberi, non quidem *sub pœna invaliditatis actuum*, sed sub pœna *destitutionis*, ne exerceat suam jurisdictionem ultra fines particulares assignatos. — Aliud est enim jurisdictio, aliud ejus *exercitium actuale* : et Vicarius generalis ad nutum Episcopi revocabilis est. — *Cf. n. 768.*

772. **V. Vicarius generalis consideratur ut constitutus in dignitate,** ut tenet communis Doctorum sententia cum *glossa in clement. Etsi principalis, De rescriptis.*— Potest igitur esse *delegatus Papæ* et exsecutor litterarum Apostolicarum.

a) *Dignitas* quidem, in *strictiori sensu*, non vocatur nisi officium *perpetuum*, seu titulus in perpetuum collatus, cui adnexa est præcedentia cum jurisdictione; sensu tamen *minus stricto* Dignitatem habere dicitur qui ex officio suo præcedentiam obtinet cum jurisdictione, etiamsi officium ipsius non sit perpetuum, sed ad nutum revocabile.

b) Verum, licet Vicarius generalis exerceat jurisdictionem episcopalem, ipsi tamen non congruit *Prælati* nomen, quia hanc non habet propriam, sed *vicarialiter*, non nativam scilicet, sed dativam vel accidentalem. — *Cf. n. 181; —et, quod attinet ad præced. Vic. gen., cf. n. 765.*

ARTICULUS II.

DE CONSTITUTIONE VICARII GENERALIS.

773. **I. Potest Vicarium generalem constituere :**

a) *Quilibet Episcopus*, etiam ante suam consecrationem, exhibitis Capitulo institutionis Pontificiæ litteris, et quidem hodie, ob receptam consuetudinem, absque Capituli consensu vel consilio. — *Cf. n. 762.*

b) Eadem facultate Vicarium constituendi gaudent *Abbates nullius, Vicarii Apostolici, Administratores Apostolici* sede vacua, imo verius etiam sede plena. — Isti enim Prælati exercent auctoritatem episcopali similem in commissas sibi plebes.

774. **II. An teneatur Episcopus Vicarium generalem sibi assumere?**

a) Præstat sane ad faciliorem suavioremque negotiorum expeditionem ut Episcopus Vicarium sibi constituat; *nulla tamen lege positiva jubetur.*

b) Teneretur vero ipsa sui muneris obligatione, *quoties*

non posset omnia apte gerere *per se* vel *per delegatos*, maxime si diu abesset a sua diœcesi.

Imo, si non paruerit admonitionibus S. Congreg. Episcoporum, mittitur ei Vicarius, quem non potest removere, quique in negotiis peragendis procedit *auctoritate sibi a S. Sede commissa.*

775. **III. Potestne Episcopus plures simul Vicarios generales constituere ?**

a) Omnes affirmant id posse Episcopum *quoties habetur consuetudo legitime præscripta*, ut in Gallia et Belgio.

Romanæ Congregationes et tribunalia Datariæ et Pœnitentiariæ Apostolicæ optime norunt in aliquibus regionibus haberi hanc plurium Vicariorum generalium deputationem; et, cum delegationes fiunt pro expediendis seu exsequendis Apostolicis rescriptis, directio fit aliquando his terminis expressa : « *Vicariis talis diœcesis in spiritualibus generalibus* », quæ dispensationum Apostolicarum superscriptio et directio, si non æquivalet *expresso consensui*, saltem *tacitum* involvit. — *De Ang., De offic. Vicarii, num. 9.*

Neque exinde in regimine diœcesis pertimescenda confusio est; nam, ubi plures constituti sunt Vicarii, iique *in solidum*, antefertur potestas ejus qui primus negotium aliquod occupavit; ubi inter singulos *divisa sunt officia*, intra eorum fines continere se unusquisque debet. — *Devoti, Instit. can., lib. 1, tit. 3, § 78.*

b) *Abstrahendo a consuetudine*, videtur etiam posse ab Episcopo plures constitui Vicarios generales. Nam,

1° *Nullus exstat textus juris* qui unicum constitui Vicarium generalem decernat. — Solummodo id ex jure habemus : semper nominari *Vicarium* sive *Officialem*, nunquam vero *Vicarios* vel *Officiales.*

2° *Nec habetur hac in re communis Doctorum sententia.* — Imo, perplures non infimæ notæ Doctores, ut Barbosa, Pirhing, Reiffenstuel, Schmalzgrueber, Devoti, Ferraris, etc., tenent Episcopo fas esse duos aut plures Vicarios suæ jurisdictionis habere, et sæpius id maxime expedire si amplæ diœcesi præsit.

3° *Nec valet argumentatio a pari* ex eo quod unicus constitui valeat, sede vacante, *Vicarius Capitularis*.

Nam, præterquam quod thesis de unico Vicario Capitulari habet sibi faventem Tridentinæ Synodi textum, et plures Sacræ Congregationis Concilii declarationes quæ rem certam fecerunt, *ratio* quoad utrumque *omnino diversa* militat. — Si plures nempe statuantur Vicarii Capitulares, periclitatur *regiminis unitas;* secus autem sede plena, quia, etsi tunc plures sint Vicarii generales, *unicus* est Episcopus. — *Bouix, De judiciis, tom. 1, pag. 411.*

4° Reprobatæ quidem sunt a Sacris Congregationibus plurium Vicariorum constitutiones, sed propter *peculiares abusus* et *modum* quo Vicarii demandatam potestatem habebant.

Reprehensus est, v. gr., a S. C. Ep. et Reg. modus deputandi Vicarios generales ita ut procedant *collegialiter;* nam negotia diœcesis expediri per collegia jus ecclesiasticum non admisit, atque hæc causa fuit propter quam concilium Tridentinum, *sess. 24, cap. 16, De ref.*, statuit ut Capitulum ecclesiæ cathedralis, sede vacante, infra octo dies post mortem Episcopi, constituere, vel existentem Vicarium confirmare omnino teneretur.

776. **IV. In scriptis constitui** debet et deputari Vicarius generalis, non quod necessaria sit scriptura ad *validitatem* deputationis, sed ad *probationem* in casu quo a partibus ejus auctoritas super aliquo speciali de jure Episcopo reservato negaretur, vel alias in dubium revocaretur. — *Monacelli, part. 1, tit. 1, formula 1, n. 30.*

777. **V. Vicarius generalis jus habet ad congruam sustentationem.**

a) Equidem non habet redditus *beneficii*, cum ipsius munus non sit beneficio adnexum; sed salarium seu *honorarium ab Episcopo præstandum est.*

Percipit quoque emolumenta quæ secundum *praxim locorum* ad ipsum spectare dicuntur. — *De Angelis, De officio Vicarii, num. 14.*

b) Hodie *in Gallia* salarium solvitur a Gubernio duo-

bus Vicariis Episcoporum et tribus Archiepiscoporum, qui *approbati* dicuntur. Unde, Episcopi liberi sunt ab hac solutione, nisi prædictum salarium sit insufficiens. — *Cf. decretum diei 22 jan. 1853.*

« Les Vicaires généraux.... dont la nomination aura été agréée par Nous, jouiront du traitement attaché à leur titre, à dater du jour de leur prise de possession. — Il sera dressé procès-verbal de cette possession.... par le Chapitre. » — *Ordonnance du 13 mars 1832, art. 1.*

» Expédition du procès-verbal sera aussitôt adressée à l'Évêque diocésain et au Préfet du département, pour servir à la formation des états de paiement. » — *Ibid., art. 3.*

c) « Lorsqu'un Vicaire général *aura perdu sa place après trois ans consécutifs d'exercice*, soit par suite d'un changement d'évêque, soit à raison de son âge ou de ses infirmités, nous nous réservons d'accorder audit Vicaire général hors d'exercice, s'il n'est pas pourvu d'un canonicat, un secours de 1,500 fr. par an, jusqu'à sa nomination au premier canonicat vacant dans le Chapitre diocésain, soit à un autre titre ecclésiastique susceptible d'être présenté à notre agrément. » — *Décret du 29 sept. 1824, art. 1.*

ARTICULUS III.

DE REQUISITIS IN VICARIO GENERALI DOTIBUS.

778. **I. Vicarius generalis debet esse saltem prima tonsura ordini ecclesiastico initiatus**, quia laici jurisdictionis ecclesiasticæ incapaces sunt. — *Cf. num. 209.*

Sed non requiritur ut *in sacris ordinibus* sit constitutus : quia alia est ratio ordinis, alia jurisdictionis ; et non mirum est quod aliquis inferior in hierarchia ordinis sit superior in hierarchia jurisdictionis ; — nisi *pro aliquibus diœcesibus aut Regnis*, ex auctoritate Romani Pontificis, aliter statutum esse comperiatur, ut accidit in Regnis Hispaniarum, in quibus, ex constitutione *Decet Romanum*, Urbani VIII, Vicarii generales debent esse presbyteri.

779. **II. Assumi nequit nisi qui de legitimo matrimonio natus est;** nam, absque dispensatione Pontificia, illegitimus non potest promoveri, neque ad ordines sacros, neque ad officia curam animarum habentia. — *Cap. 1, De filiis presbyter., in 6°.*

Imo, cum Vicariatus generalis sit *Dignitas*, illegitimus ex dispensatione Papali factus sacerdos, non poterit absque *nova dispensatione Pontificis* constitui Vicarius generalis. — *Cf. n. 310.*

780. **III. Requiritur in Vicario generali ætas viginti quinque annorum incœptorum,** quia hæc ætas exigitur pro officiis quibus cura animarum adnexa est. — *Cap. 7, De elect. — Trid., sess. 24, cap. 12, De ref.*

In Gallia fortasse a Gubernio non agnosceretur, nisi qui trigesimum ætatis suæ annum attigerit, et Gallicam patriam habeat. — *Cf. art. org. 21 et 16.*

781. **IV. Sit quoque scientia competente ornatus.** — Et, licet nullus textus juris exhiberi possit quo decernatur *laureæ* necessitas, tamen *usu et praxi S. C. Episc. et Regul.* invaluit, ut Vicarius generalis debeat esse *doctor*, vel *licenciatus* in jure canonico aut in sacra theologia, quatenus fieri potest.

782. **V. Non est regulariter eligendus Vicarius generalis** ex *parochis*, nec deputandus Canonicus *Pœnitentiarius*, vel *frater* aut *nepos Episcopi;* nec debet esse *diœcesanus* aut *beneficiatus in diœcesi.*

a) Illud constat ex pluribus decretis sacrarum Congregationum, et præsertim S. C. Episc. et Reg. — *Cf. Ferraris, v. Vicarius gen., art. 1.*

Sed animadvertit *de Angelis* eas decisiones sese referre ad particularia inconvenientia, et locum habere tantum quando verificantur ista incommoda; sed regulam invariabilem non includere. — *De Ang., De offic. Vicarii, num. 10; — Santi, in eumd. tit., num. 29.*

b) *Clericus regularis* nequit esse Vicarius generalis, *ex clement. 1, De Regular.*, cujus dispositio ad omnes Re-

gulares extenditur ex decretis Clementis VIII, *de reformatione Regularium*, § *32*.

Verum aliquando S. C. Episcoporum indulget ut Episcopi assumant Regulares in suos Vicarios.

783. **VI. Si Episcopus, ex culpabili negligentia,** Vicarium generalem *improbum aut imperitum elegit,* aut ut talem cognitum *toleravit*, ipsi imputanda sunt *delicta Vicarii generalis* anticanonice et injuste administrantis.

Secus vero si inculpabiliter elegit et retinuit quem, bona fide, idoneum reputabat. — *Ita omnes.*

ARTICULUS IV.

DE POTESTATE VICARII GENERALIS.

784. **I. Ad ea tantummodo supplenda quæ sunt jurisdictionis** ponitur Vicarius generalis ; non vero ad ea quæ sunt *Ordinis*.

Proinde, etiamsi sit episcopali charactere ornatus, ex generali commissione, videlicet *sine speciali mandato,* nequit *ea quæ sunt ordinis episcopalis exercere,* ut consecrare ecclesias et altaria, chrisma et oleum sanctum conficere, sacramentum Confirmationis et Ordinis conferre, calices consecrare, et alia hujusmodi ; atque in hoc conveniunt omnes Doctores. — *De Ang., De offic. Vicarii, num. 12.*

785. **II. Potest Vicarius generalis quidquid pertinet ad ordinariam jurisdictionem episcopalem, exceptis iis** quæ *Episcopus specialiter sibi reservavit,* vel *a jure expresse excipiuntur*, vel *adeo gravia* existimantur ut præsumatur Episcopus noluisse ea Vicario demandare, juxta *regulam 81 juris, in 6° :* « In generali concessione non veniunt quæ quis non esset verisimiliter in specie concessurus ». — Quod probatur ex *ipsa vicariatus generalis natura,* qualem supra delineavimus.

a) Unde, Vicarius generalis *præsumptionem* pro se habet quod omnes causas jurisdictionis episcopalis expedire possit, nisi constet vel ostendatur, jure scripto, aut recepta

curiarum consuetudine, eas inter *speciales* numerari, vel ab Episcopo fuisse suæ potestati specialiter *reservatas*. — *Cf. cap. Licet, De officio Vicarii, in 6°; — cap. 5, De procuratoribus, in 6°.*

b) Quod attinet ad *nudam exsecutionem dispensationum Apostolicarum*, Vicarius generalis non potest exsequi dispensationes quæ *Episcopo*, non autem *Ordinario*, committuntur. — *Cf. n. 237.*

Verum, de mandato Leonis XIII, dispensationes matrimoniales omnes in posterum committendæ sunt *oratorum Ordinario*, vel *Ordinario loci ;* et appellatione Ordinarii veniunt, præter Episcopos et Vicarios Apostolicos, eorum Officiales seu Vicarii in spiritualibus generales. — *S. C. Inquisit., 20 febr. 1888. — Cf. n. 420.*

786. **III. Vicarius generalis nequit, absque speciali mandato Episcopi :**

a) De *causis criminalibus* cognoscere, nec consequenter aliquem a suo beneficio, officio aut administratione amovere. — *Cap. Licet, 2, De officio Vicarii, in 6°; — Trid., sess. 24, cap. 20, De ref.*

Ideo nequit Vicarius generalis *censuras* ferre tanquam pœnam alicujus delicti; potest tamen absque *speciali mandato* censuris *jurisdictionem suam munire*, ne alias illusoria evadat : id est, ad effectum obtinendi ut subditi sibi pareant.

Item Vicarius potest in crimina inquirere ut *referat Episcopo*, vel etiam ut remediis disciplinaribus, cohortationis nempe vel minarum, vel etiam levium pœnarum, a criminibus deterreat et scandala removeat.

b) Nec *beneficia* conferre, unire aut dismembrare ; nec recipere renuntiationes beneficiorum. — *Cf. cap. 3, De offic. Vic., in 6°; — et cap. 3, De institutionibus.*

Posset tamen Vicarius generalis, absque speciali mandato, præsentatos a *Patronis* instituere, et electos confirmare, quia institutio hujusmodi est actus non liberalitatis et gratiæ, sed necessitatis et justitiæ. — *Cf. n. 196 et 1396.*

c) Neque clericis *litteras dimissoriales* concedere ad

ordines suscipiendos, nisi Episcopus in remotis regionibus versetur. — *Cap. 3, De temp. ordin., in 6°. — Cf. n. 276.*

d) Neque *synodum congregare,* aut *diœcesim visitare.* — *Cf. Tract. De Episcopo, ubi de visit. diœc., n. 633 ; et ubi de convocatione synodi diœc., n. 592.*

e) Neque explorare voluntatem puellæ *habitum regularem* suscipientis, vel *professionem* emittere volentis, ad formam Tridentini, *sess. 25, cap. 17, De Reg.*, nisi Episcopus sit absens aut legitime impeditus. — *Cf. n. 1134.*

f) Neque dispensare in *irregularitatibus* et *suspensionibus* ex crimine *occulto* provenientibus, quarum dispensatio tribuitur Episcopis ita ut eam concedant « per seipsos, aut Vicarium ad id *specialiter* deputandum ». — *Trid., sess. 24, cap. 6, De ref. — Cf. n. 341 et 1581.*

g) Neque dispensare in *votis, juramentis* aut *legibus* in quibus Episcopus dispensare potest. — Hæc enim omnia induunt speciem remissionis et gratiæ quæ in generali mandato non continentur.

At si, præsertim ex casuum frequentia, in hisce et aliis similibus rebus, sciente et tacente Episcopo, introducatur *consuetudo* qua Vicarius dispenset et procedat, poterit hæc consuetudo eam vim habere ut quædam negotia sub dispositione mandati generalis constituat. — *Santi, in tit. De officio Vicarii, num. 32.*

h) Neque absolvere a *casibus* Episcopo reservatis. — *Arg. ex cap. Si Episcopus, 2, De pœnit. et remiss., in 6°.*

Nec absolvere a *censuris* ab Episcopo per sententiam particularem latis contra determinatas personas. — *Cf. num. 1583 et seq.*

i) Neque in his procedere quæ a concilio Tridentino committuntur Episcopis *tanquam Sedis Apostolicæ delegatis*, nisi ante concilium Tridentinum Episcopo competeret facultas eos actus exercendi jure ordinario. — *Cf. Thesaur. resolut. S. C. C., tom. 3, p. 318.*

j) Neque *Confraternitates* erigere, aut canonice aggregare; neque earum statuta approbare. — *S. C. Indulg., in Aurelianen., 18 aug. 1868. — Cf. n. 1062.*

k) Neque *indulgentias* concedere; neque concedere licentiam ædificandi nova *monasteria* et *conventus* in diœcesi; neque absolvere *percussores clericorum* in casibus in quibus id potest Episcopus; nec alia peragere quæ suo loco notata sunt. — *Cf. Ferraris, v. Vicarius generalis, art. 2; — Bened. XIV, De syn., lib. 2, cap. 8.*

787. **IV. Ut Vicarius generalis habeat jurisdictionem in specialia**, id est in ea quæ de jure requirunt *mandatum speciale* Episcopi,

a) Non sufficit formula qua Episcopus testaretur se Vicario suo facultatem concedere etiam *ad ea omnia quæ speciale mandatum requirunt*, nisi aliquid *in specie* exprimatur; sumus enim in materia *odiosa*, in qua clausulæ *generales* nihil operantur.

b) Sed, si Episcopus aliqua specialia exprimat, et simul adjungat clausulam : « *et omnia alia quæ speciale mandatum requirunt* », Vicarius generalis jurisdictionem habebit in omnia specialia quæ non sunt majora seu graviora expressis. — *Arg., cap. 4, De procurat., in 6°; et clem. 2, ejusd. tit. — Cf. Ferraris, loc. cit., num. 84.*

c) Unde, prudentis Episcopi erit in conficiendo vicariatus generalis instrumento, 1° exprimere aliqua majoris momenti specialia; 2° addere clausulam « *et alia omnia etiam speciale mandatum requirentia* »; 3° expresse dein excipere ea specialia quæ a jurisdictione Vicarii generalis excepta voluerit.

Sic nempe omnis præcavebitur difficultas; certum siquidem erit ipsi competere jurisdictionem quoad omnia specialia, exceptis iis quæ in ipso instrumento expresse reperientur excepta. — *Bouix, De judiciis, tom. 1, p. 420.*

788. **V. Potest Episcopus Vicario generali committere hujusmodi specialia, vel tanquam Vicario, vel tanquam mero delegato.** — Attendendus ergo est modus quo Episcopus mandatum dedit.

Si vero dicta specialia commiserit in ipso *instrumento* quo Vicarium generalem constituit, censetur eam faculta-

tem ipsi fecisse tanquam Vicario generali; unde hæc facultas ingreditur *ordinariam* Vicarii generalis jurisdictionem; ac proinde ab ejus sententia non datur appellatio ad Episcopum. — *Bouix, op. cit., pag. 421.*

ARTICULUS V.

DE AMISSIONE POTESTATIS VICARII GENERALIS.

789. **I. Exspirat potestas Vicarii generalis per ipsius renuntiationem**, sive *expressam*, sive *tacitam*, ut si Vicarius diœcesim relinquat animo non amplius revertendi. — *Cf. n. 216.*

790. **II. Cessat per remotionem**, seu revocationem ab Episcopo factam. — *Cf. n. 768.*

a) Licet Episcopus possit, quotiescumque voluerit, Vicarium generalem amovere, ut tenet *glossa in clement. 2, De rescriptis*, in tali remotione est semper *habenda ratio honoris ipsius;* unde facienda est cum magna circumspectione et cum gravi et justa causa; alias Vicarius reintegrari potest per S. Cong. Episc., ut sæpe eadem Sacra Congregatio declaravit.

b) *Causæ justæ* pro quibus removeri potest Vicarius generalis, sunt præsertim illæ quas e S. C. Episc. declarationibus excerptas tradit *Ferraris, v. Vicar. gener., art. 3, num. 30 et seq.*

Et hæc revocatio *intimanda est* Vicario, nec sufficit simplex voluntas Episcopi aliis etiam manifestata.

791. **III. Amittitur quoque omnibus illis modis quibus cessat potestas Episcopi illum constituentis,** cum habeat *eamdem* jurisdictionem cum Episcopo, idemque tribunal. — *Cf. n. 687 et seq.*

a) Hinc, *morte* Episcopi, ipsius *renuntiatione, depositione, translatione,* aut alia de causa ob quam Episcopus jurisdictione privatur, deficit quoque potestas Vicarii generalis; quamvis sustineantur quæ sunt ab eo gesta *ignorante*

mortem Episcopi aut ipsius jurisdictionis privationem, saltem quando est *error communis.* — *Cf. n 203 et seq.*

b) Ob eamdem rationem, si *suspendatur* jurisdictio Episcopi per excommunicationem, suspensionem aut interdictum, eo ipso etiam suspenditur ac impeditur jurisdictio Vicarii generalis.

Verum, quando suspenditur jurisdictio episcopalis, Vicarius retinet *habitualem* jurisdictionem, et proinde poterit causam sibi Apostolica auctoritate delegatam exsequi, cum jurisdictio illa delegata non dimanet a dicto Episcopo, sed a Romano Pontifice. — *Cf. Pyrrh. Corradum, Prax. dispensat. Apostolic., lib. 7, cap. 4, num. 47.*

ARTICULUS VI.

DE VICARIO SUMMI PONTIFICIS.

792. **I. Habet et Papa suum Vicarium generalem pro diœcesi Romana,** *Cardinalem nempe Vicarium.*

a) Hoc munus aliquando S. R. E. Cardinalibus, aliquando Archiepiscopis et Episcopis tributum est; verum Paulus IV, in Consistorio *diei 18 nov. 1558*, decretum edidit quo statuitur Romanæ Urbis vicariatum adnexum perpetuo esse debere *S. R. E. Cardinalium Collegio.*

b) Cardinalis Urbis Vicarius gerit auctoritatem Summi Pontificis, non solum circa ea quæ sunt *jurisdictionis*, sed in iis quoque quæ ad potestatem *Ordinis* referuntur.

793. **II. Olim potestas Cardinalis Vicarii intra Urbis mœnia constringebatur,** et respiciebat tantum ecclesias non subjectas Titulis cardinalitiis, et clerum ac populum in illis titulis non comprehensum.

a) Sed Innocentius XII, constitutione *Romanus Pontifex*, 17 sept. 1692, omnem jurisdictionem sustulit Cardinalibus in suis Titulis super populo et clero; ideoque, post tempora Innocent. XII, Cardinalis Vicarii jurisdictio se extendit *ad universam Urbem.*

b) Egreditur quoque portas Urbis ad quadraginta mil-

liaria per gyrum, nisi oppida vel territoria ad alias diœceses pertineant. — *Ex constit. Romanæ Curiæ, Benedicti XIV, 22 dec. 1755.*

794. **III. Cardinalis Vicarii potestas amplissima est.** — Ad ipsum pertinet synodum diœcesis Romanæ convocare et celebrare, *ex constit. Pauli III an. 1542;* non vero *visitationem pastoralem* explere, quæ *speciali Congregationi* commissa est, quam *Urbanus VIII* erexit, et cujus præfecturam sibi solet Summus Pontifex reservare.

a) *Morte Pontificis non exspirat Cardinalis Vicarii auctoritas,* sed etiam Sede vacante perseverat, ut ex litteris ejus deputationis colligitur.

b) Habet et Cardinalis Vicarius *vices Gerentem,* charactere episcopali insignitum, qui ipsum adjuvat et ab eo dependet.

CAPUT III.

DE VICARIIS FORANEIS.

795. **I. Vicarius foraneus est ille** qui permanenter ab Episcopo in certa diœcesis parte, aut ad certos actus deputatur; et dicitur *foraneus*, vel quia extra fores seu civitatem in qua Episcopus residet constituitur, vel quia forum et judicium non generale, sed speciale tenet. — *Leuren., De Vic. Episc., cap. 1, quæst. 11. — Cf. cap. 1, De offic. jud. ord., in 6°; — et gloss. in clement. 2, De rescriptis.*

Hinc, multum *differt* Vicarius foraneus a *Vicario generali;* siquidem :

a) Vicarius foraneus *delegatam* jurisdictionem habet. Vicarius vero generalis *ordinariam;* et a sententia prioris *appellatur* ad Episcopum, non vero a sententia posterioris.

b) *Universalis* est, moraliter saltem loquendo, Vicarii generalis potestas quoad causas et loca; foranei vero *particularis* et restricta, tanta scilicet quantam Episcopus demandaverit.

c) Vicario generali competit, *ex lege ipsa* et vi officii sui, certa quædam et determinata jurisdictio, ipsa nempe ordinaria jurisdictio Episcopi, exceptis iis quæ jus excepta voluit, vel Episcopus sibi expresse reservavit. — Vicarius autem foraneus nihil exsequi valet quod *expresse ipsi non commiserit Episcopus.*

796. **II. Antiquissima est Vicariorum foraneorum origo, qui Chorepiscopis successerunt.**

a) *Chorepiscopi* (χώρα, ἐπίσκοπος), quos communiter meros presbyteros fuisse docet Benedictus XIV, *De syn. diœc., lib. 3, cap. 3*, constituti erant in pagis et oppidis, ut Episcoporum vices agerent, eorumque nomine gubernarent.

b) Verum Chorepiscopi, multis prærogativis decorati, cum eo usque audaciæ devenissent ut in omnibus se Episcopis æquarent; cumque, nec canones conciliorum, neque

epistolæ decretales Summorum Pontificum quibus Chorepiscoporum refrænabatur insolentia, satis fuissent ad eos in officio continendos, idcirco Chorepiscoporum ordo *supprimi cœpit*, ac medio circiter sæculo decimo prorsus *exstinctus est*.

c) Exstinctis Chorepiscopis, sollicitudo lustrandi rusticanas parochias, præsidendi parvis oppidis, corrigendi ac puniendi in his degentes clericos, *translata est in Archipresbyteros* et *Decanos rurales*. Erant igitur Archipresbyteri, Decani et similes in Chorepiscoporum locum suffecti, Vicarii rurales seu *foranei* Episcoporum. — *Bened. XIV, loc. cit., num. 6.*

797. **III. Hodie, in plerisque Galliæ diœcesibus,** Vicarii foranei sunt parochi *præcipuis parochiis* præpositi, qui *Archipresbyteri* quoque et *Decani* vocantur.

Nullo tamen jure impeditur Episcopus quin possit et alios clericos ad id officii deputare.

Eorum potestas et *præcedentia* determinantur ex statutis diœcesanis, ex consuetudine, vel ex peculiaribus Episcopi mandatis. — *Cf. resol. S. C. C., 12 dec. 1891.*

798. **IV. Oportet ut Episcopus omnes suos Vicarios foraneos ad diœcesanam Synodum vocet;** quoniam ab istis, tanquam oculatis testibus, melius quam a Vicario generali certior fieri poterit de iis quæ in remotis partibus occurrunt, et aliquam fortasse synodalem sanctionem exposcunt. — *Bened. XIV, De syn., loc. cit., n. 10.*

a) *Testes synodales* olim constituebantur, homines scilicet probatæ fidei, ab Episcopo designati ut *custodes* quodammodo essent *decretorum Synodi;* eorumque officium erat diœcesim perlustrare, atque animadvertere an quidquam alicubi contra Synodi decreta fieret, et omnia in futura Synodo Episcopo referre. — *Bened. XIV, De syn., lib. 4, cap. 3, n. 1.*

Porro, ut jam ipse Benedictus XIV animadvertebat, « synodales Testes fere ubique desueverunt, in eorumque locum suffecti sunt Fiscales Episcoporum et Decani, hoc est Vicarii foranei », — *De synod., loc. cit., n. 8.*

b) Ex his nemo est qui non videat quantum Vicariorum foraneorum opera ad *rectam* conferat *diœcesis administrationem*. Multis siquidem malis obviam iretur, si Episcopus, ex relatione hominum integerrimæ fidei, illa præsciret.

Præterea, *in amplis præsertim diœcesibus*, negotia quædam minoris momenti promptius, et sæpe etiam rectius per hujusmodi Officiales expediuntur.

CAPUT IV.

DE ADMINISTRATIONE DIŒCESIS, SEDE VACANTE.

Agendum est : de officio Capituli, sede vacante; — de modo deputationis Vicarii Capitularis; — de ipsius qualitatibus; — de Vicariorum Capitularium pluralitate; — de supplenda negligentia Capituli in electione Vicarii Capitularis; — de auctoritate Capituli et Vicarii Capitularis, sede vacante; — de cessatione potestatis Vicarii Capitularis.

ARTICULUS I.

DE OFFICIO CAPITULI, SEDE EPISCOPALI VACANTE.

Vacante sede episcopali, vacare nequit in tota diœcesi jurisdictio ordinaria.

799. **I. Juxta veterem disciplinam,** ecclesia aliqua vacante, ad *viciniorem Episcopum* spectabat illius curam assumere, ut videre est in can. 6 concilii Regensis anni 439, et in can. 6 conc. Aurelianensis anni 533. — *Cf. Bened. XIV, De syn., lib. 2, cap. 9, num. 1.*

800. **II. Jure Decretalium,** tota decedentis Episcopi jurisdictio *in Capitulum ecclesiæ cathedralis* migravit. — *Cf. cap. 11 et 14, De majorit. et obedientia.*

a) Hujus dispositionis causam explicat cardinalis *de Luca* « non quidem ex aliquo privilegio, vel speciali delegatione, sed ex *ratione juris non decrescendi,* eo quod ecclesia cathedralis efformatur conjunctim ab Episcopo et Capitulo, ab illo scilicet tanquam capite, ab isto autem tanquam reliquo corpore. » — *Adnot. ad Trid., disc. 31, n. 1.*

b) Capitulum poterat diœcesim, toto tempore quo sedes vacabat, *per seipsum* administrare, vel *uni* aut *pluribus* diœcesim administrandam *committere,* libera eidem relicta potestate deputatos eligendi, eisque delegatam jurisdictionem, sive quoad usum, sive quoad tempus, arctandi et constringendi.

801. **III. At vero, Patres concilii Tridentini**, animadvertentes gravissima quæ passim oriebantur *incommoda* ex administratione viduatæ ecclesiæ cœtui personarum diversi sæpe ingenii concredita,

a) Sapienter decreverunt ut « Capitulum, sede vacante, *Officialem* seu *Vicarium* infra octo dies post mortem Episcopi constituere, vel existentem confirmare omnino teneatur ». — *Trid., sess. 24, cap. 16, De ref.* — *Cf. constit. Romanus Pontifex, Pii IX, 5 kal. sept. 1873.*

b) Porro, licet Concilium de sola vacatione sedis per *mortem* Episcopi meminerit, tamen in praxi approbata a S. Sede receptum est, ut Tridentina dispositio servanda sit etiam quando episcopalis sedes *vacat aliis modis*, nempe per renuntiationem, translationem, vel depositionem Episcopi. — *Cf. n. 688.*

c) Item receptum est ut tempus utile octo dierum incipiat decurrere *a die habitæ notitiæ vacationis.*

802. **IV. Unus est casus in quo Capitulum devenire nequit ad electionem istius Vicarii**, nempe quando, vivente adhuc Episcopo, *S. Sedes ipsa deputaverit Vicarium generalem*, vel *Administratorem* diœcesi adsignaverit; persona enim designata ab Apostolica Sede, mortuo Episcopo, conservat officium suum, et tanquam *Vicarius Capitularis*, perdurante sedis episcopalis vacatione, diœcesim gubernat.

Ratio est quia S. Sedes manus apposuisse censetur in administratione diœcesis; et inferiori non licet personam a S. Pontifice delegatam ab officio removere et alteram ei subrogare. — *Quod pluries declaravit S. C. Episc. et Reg.*

803. **V. Defuncto Vicario Apostolico in locis Missionum**, si non adsit Coadjutor cum futura successione, Provicarius quem ille debuit sibi assumere, juxta constitutionem *Quam ex sublimi*, Benedicti XIV, *an. 1755*, tenetur regimen obire et gubernium Apostolici vicariatus, usque ad novi Vicarii constitutionem, aut aliam quamcumque ab ipsa S. Sede inundam ordinationem. — *Cf. n. 512.*

804. **VI. Episcopi locorum Ordinarii et residentiales, si non habeant Capitulum Canonicorum,**

a) Voluit Benedictus XIV ut, eveniente cujuslibet Antistitis hujusmodi obitu, *parochi*, sive soli, sive cum aliis ecclesiasticis viris, juxta modum, usum et consuetudinem de præterito servatam, ad Vicarii Capitularis electionem habendam accedant, servatis constitutionibus concilii Tridentini, præsertim in *sess. 24, cap. 16, De ref.* — *Const. cit.*

b) In iis autem locis in quibus Antistites locorum Ordinarii, *neque parochos* in suis civitatibus et diœcesibus habent, sed dumtaxat sacerdotes aliquot et *missionarii* reperiuntur per terras et oppida dispersi, qui insimul convenire minime valeant, tunc *Vicarius generalis* jam a defuncto Antistite constitutus *ipso facto* intelligatur, sit et habeatur Vicarius Capitularis, cum facultatibus ad Vicarios Capitulares de jure spectantibus, exerceatque munus Vicarii Capitularis hujusmodi, donec et quousque novus Antistes ab Apostolica Sede designatus illuc advenerit ac regimen susceperit. — *Benedictus XIV, cit. const.*

805. **VII. Præter Vicarium ad spiritualem diœcesis administrationem,**

a) « Capitulum, sede vacante, ubi fructuum percipiendorum ei munus incumbit, *œconomum unum vel plures* fideles ac diligentes decernat, qui rerum ecclesiasticarum et proventuum curam gerant, quorum rationem ei ad quem pertinebit sint reddituri. » — *Trid., sess. 24, c. 16, De ref.*

b) Non igitur absque læsione juris ecclesiastici prodiit decretum Gubernii civilis in Gallia, *die 6 nov. 1813*, cujus articulus 34 est : « Au décès de chaque archevêque ou évêque, il sera nommé par notre ministre des cultes *un commissaire* pour l'administration des biens de la mense épiscopale pendant la vacance. »

806. **VIII. « Emolumenta tempore vacationis sedis episcopalis obvenientia** ex jurisdictione et sigillo aut alias undecumque, neque ad Capitulum, neque ad Vicarium spectant, sed *futuro successori reservantur*, si ad

Episcopum, ecclesia non vacante, pertinuissent; ex his tamen deducendum est rationabile salarium Vicario constituendum et persolvendum. » — *S. C. C., 17 nov. 1594, 14 oct. 1602, 6 mart. 1847, 14 feb. 1857.*

In Gallia, « Les Vicaires généraux capitulaires reçoivent un traitement de 2,500 fr. à partir du jour où leur nomination a été agréée par le Gouvernement, jusqu'au jour de la prise de possession du nouvel Évêque. » — *Circulaire ministérielle du 31 déc. 1841. — Cf. décret du 28 février 1180, art. 5 et 6.*

ARTICULUS II.

DE MODO DEPUTATIONIS VICARII CAPITULARIS.

807. **I. Deputatio Vicarii Capitularis facienda est per actum capitularem.** — *Cf. n. 749 et seq.*

a) Ideo convocandum est Capitulum ut procedatur ad negotium electionis; et non valent suffragia *extra-capitulariter* data, quantumvis authentica et per litteras patentes firmata. — *Cf. n. 183 et seq.*

b) *Canonici absentes* non sunt vocandi, nisi id *commode fieri possit;* et, si commode vocari non possunt, neque mittere valent *procuratorem* ad ferendum in electione suffragium; quia, eo ipso quod Canonicus transit ad locum ex quo commode vocari non possit, facit se extraneum et amittit jus eligendi. — *S. C. Concilii, in Hydruntina, 2 apr. 1699; et ita communiter.* — *Cf. n. 751.*

808. **II. In electione Vicarii Capitularis, non est necessario adhibenda forma** *cap. Quia propter, 42, De elect.*, quia non agitur de electione Prælati vel Pastoris, qui *ecclesiæ viduitati* finem imponat.

Præterea, electio Vicarii Capitularis proprie non est electio, sed simplex *deputatio*, quæ non eget Superioris confirmatione, nec concessione litterarum patentium, sine quibus deputatus illico administrare potest. — Ideo concilium Tridentinum non utitur verbo « *eligant* », sed verbis « *consti-*

tuant...., deputent ». — *Card. de Luca ref. varias decisiones S. C. C. et Rotæ.*

a) Unde, in electione Vicarii Capitularis servandæ tantum sunt conditiones quæ jure ordinario *in expeditione negotiorum Capituli* requiruntur, nempe : 1° ut Capitulum sit legitime congregatum; 2° ut vocentur omnes qui vocem in Capitulo habent, vel de præsenti habere possunt; 3° ut negotia capitulariter expediantur; 4° ut major pars Capituli consentiat in idoneam personam.

b) Verumtamen, ut plura incommoda vitentur, consultius est ut servetur forma scrutinii per *secreta suffragia*, ut censuit *S. C. C., in Milevitana, 23 nov. 1698.*

809. **III. Suffragium sibi dare,** alienum prorsus est ab humilitate christiana.

Imo, utrum Canonicus id facere *valide* possit, *merito dubitatur*, præsertim post resolutionem *S. Cong. Concilii, 18 apr. 1885.*

Quæsitum est enim a S. C. C. : « An valida sit electio Vicarii Capitularis aliorumque Officialium capitularium peracta per secreta suffragia, in qua, ob paritatem votorum favore duorum, alter ex his, ad majoritatem sibi adscribendam, *proprium suffragium*, quod jam favore alterius ediderat, convertere in seipsum declaret in casu ? » -- Et S. C. Conc., re discussa, censuit respondere : « *Negative* ». — *Cf. Acta S. Sedis, vol. 18, pag. 97 et seq.*

810. **IV. Capitulum in Vicarium Capitularem debet transferre universam jurisdictionem,** ita ut Vicarius Capitularis jurisdictionem episcopalem *exclusive*, non vero *cumulative* cum Capitulo exerceat.

Neque fieri potest delegatio ad *certum tempus*, aut reservato jure *remotionis;* sed semel constitutus Vicarius Capitularis non potest removeri nisi ex causa per alterutram ex SS. CC. Concilii et Episcoporum agnoscenda et probanda.

a) « Quidam censuerunt, *ait Pius IX*, posse Capitulum in constituendo Vicario aliquam jurisdictionis *partem* sibi reservare; alii putaverunt fas esse Capitulo ad *certum tem-*

pus Vicarium deputare; nec defuerunt qui arbitrati sunt licere Capitulo Vicarium pro arbitrio *removere* et alium substituere.

» Recensitæ scriptorum sententiæ *a nonnullis Capitulis libenter exceptæ sunt*, quo factum est ut, in hac re tam magni momenti, disciplinæ uniformitas deficeret, et Tridentinum decretum optatum finem plene non attingeret.

» Quamvis autem SS. Urbis Congregationes has sententias suis responsis in casibus occurrentibus *pluries reprobaverint*, ita ut ex earum responsis manifeste appareat quæ fuerit mens Patrum Tridentinorum in edendo decreto superius relato, attamen, cum nondum omnia ubique ad eam mentem exigi videamus, *ad submovendam prorsus quamlibet dubitationis causam vel obtentum*, iisdem responsis et declarationibus Apostolicæ auctoritatis robur adjiciendum censemus.

b) » Quocirca, motu proprio.... declaramus et decernimus *totam ordinariam Episcopi jurisdictionem* quæ, vacua sede episcopali, ad Capitulum venerat, ad Vicarium ab ipso rite constitutum omnino transire; nec ullam hujus jurisdictionis *partem* posse Capitulum sibi reservare, neque posse *ad certum et definitum tempus* Vicarium constituere, multoque minus *removere;* sed eum in officio permanere, quousque novus Episcopus litteras Apostolicas de collato sibi episcopatu Capitulo, juxta Bonifacii VIII Prædecessoris Nostri constitutionem, vel Capitulo deficiente, ei exhibuerit qui ad normam sacrorum canonum, vel ex speciali S. Sedis dispositione, vacantem diœcesim administrat, vel ejusdem Administratorem seu Vicarium deputat.

c) » Quamobrem *pro nullis habendæ sunt limitationes*, seu quoad jurisdictionem, seu quoad tempus, adjectæ a Capitulo electioni Vicarii Capitularis, qui idcirco, iis non obstantibus, officium semel sibi rite collatum, *toto tempore* quo sedes episcopalis vacua fuerit, totamque ordinariam jurisdictionem episcopalem libere et valide exercere perget, donec novus Episcopus Apostolicas canonicæ suæ institu-

tionis litteras, ut diximus, exhibeat. » — *Const. Pii IX, Romanus Pontifex, 28 aug. 1873.*

811. **V. Ergo, Vicarius Capitularis, sede vacante, stricto sensu non est Vicarius Capituli;** sed *Ordinarius* est habens jurisdictionem *in ipsum Capitulum*, cujus speciali mandato minime indiget, cui non tenetur rationem suæ administrationis reddere, a quo puniri non potest, nec obligari ut determinatos Officiales assumat, determinato modo diœcesim regat, etc.

a) Verumtamen, neque intra, neque extra cathedralem, competunt Vicario Capitulari supra Capitulum *honorificentiæ ac distinctiones* adhibitæ Vicario generali Episcopi; sed hæc spectant ad primam Dignitatem Capituli ordine successivo.

b) Neque Vicarius Capitularis jure proprio *sacras functiones* peragere potest, tum intra, tum extra cathedralem, interveniente Capitulo. — *S. C. Rit., 22 apr. 1871.*

ARTICULUS III.

DE QUALITATIBUS VICARII CAPITULARIS.

Iis dotibus præfulgere debet Vicarius Capitularis quæ in *Vicario generali* requiruntur. — *Cf. n. 778 et seq.*

812. **I. Vicarius Capitularis « saltem in jure canonico sit doctor vel licentiatus, vel alias quantum fieri poterit idoneus ».** — *Trid., s. 24, c. 16, De ref.*

a) Vox *saltem* ibi adhibetur relative ad eos qui gradum habebant in civili simul et canonico jure, quales erant, Tridentini concilii tempore, plerique doctores. Vult nempe synodus ut Vicarius Capitularis, si doctor non sit in *utroque jure,* in *canonico* saltem gradum obtineat.

Unde, ad doctoratum in *theologia* non attenditur, cum de illo lex Tridentina prorsus sileat. — Ita communiter Doctores ex pluribus S. C. C. decisionibus.

Ratio est quia scientia juris ad regimen Ecclesiæ *magis necessaria* reputatur.

b) Textum concilii Tridentini plures interpretati sunt ita ut dictio illa « *vel alias* » alternativa et *disjunctiva* quoad effectum dicenda sit, et prudenti arbitrio Capituli dimittatur eligere vel graduatum, vel non graduatum, modo tamen certo sibi constet de electi idoneitate.

1° Verum *aliter S. C. C. interpretata est;* improbavit nimirum et sæpius irritam declaravit deputationem Vicarii Capitularis non doctoris, *omissis doctoribus seu licentiatis*, etiamsi unus dumtaxat adfuerit de gremio Capituli laurea doctoratus insignitus.

2° Attamen *regulam generalem* omnibus casibus accommodatam S. C. C. *constituere noluit;* et, *die 25 jan. 1862*, ad dubium : « An et quomodo deputatio Vicarii Capitularis non doctoris aut licentiati in jure canonico, licet electus fuerit Vicarius generalis prædefuncti Episcopi, nullitate laboret, si unus saltem de gremio Capituli sic graduatus exsistat? » reposuit : « *Providebitur in casibus particularibus* ».

Revera, qualitas doctoris mere *extrinseca* est, quæ haud semper scientiam secum fert, eoque minus eam probitatem, prudentiam et idoneitatem muneris exercitio tantopere necessariam. — Unde, nihil magis *menti* Tridentinorum Patrum adversari videtur quam si eligatur ad diœcesis gubernium, qui vel doctor sit nomine tenus, vel doctor quidem quoad scientiam, at non idoneus quoad mores sive quoad prudentiam, omisso altero qui, licet extrinseca doctoris qualitate destitutus, certe tamen præstaret prudentia, scientia, morum probitate, ut perpenditur *in Recineten., 17 sept. 1768. — Cf. Act. S. Sedis, tom. 4, append. 12.*

813. **II. Utrum Vicarius Capitularis debeat esse de gremio Capituli,** quæstio ex Tridentini verbis plene non solvitur.

a) Eligi potest *Vicarius generalis defuncti Episcopi*, cum expressis verbis concilium dicat *Vicarium exsistentem* confirmari posse, modo qualitatibus ibidem enumeratis instructus inveniatur.

b) Inspecta mente Patrum Tridentinorum et S. Congre-

gationis expressa intentione, *cæteris paribus*, Capitularis præferendus est extraneo. — Et hæc verba « *cæteris paribus* » S. C. decrevit ita esse intelligenda ut sufficiat Capitularem habere qualitates a concilio requisitas, nempe quod sit doctor vel licentiatus in jure canonico, vel alias idoneus. — *S. C. C., in Neritonen., 24 jul. 1643.*

ARTICULUS IV.

UTRUM CAPITULUM PLURES SIMUL VICARIOS CONSTITUERE POSSIT?

814. **I. De jure communi, secluso casu legitimæ consuetudinis, unus tantum Vicarius eligendus est.** — Quod probatur :

a) *Ex ipso concilii Tridentini textu.* — Nam, ut ipsa verba S. Cong. Concilii usurpemus, « cum Tridentini Patres singulari numero usi fuerint, *uno* videlicet, non *pluribus* eodem loco Vicariis nominatis, satis superque ostendunt unum, non plures sede vacante Vicarios esse deputandos. » — *S. C. C. ad Canonicos diœc. Ruthenensis, 4 sept. 1871.*

b) *Ex iteratis decisionibus SS. Cong. Romanarum.*

S. C. Concilii, 21 apr. 1592, censuit « ex decreto concilii Tridentini, a Capitulo, sede vacante, unum tantum Vicarium esse eligendum ; cæterum non esse eo decreto sublatam *consuetudinem* duos aut plures eligendi, præsertim immemorialem ». — *Cf. alias decisiones S. C. C., 19 mart. 1639 ; 31 maii 1625 ; — rescriptum ejusdem Congr. ad cardinalem Gousset, an. 1849.*

c) *Ex mente Concilii*, quæ fuit providere unitati regiminis et faciliori expeditioni negotiorum.

« Capitulum, aiebat Pius IX, sede vacante, potestatem exercere debet per Vicarium Capitularem : idque, ne pluribus commissa negotia *segnitius* et *difficilius* expediantur. » — *Epist. ad Vic. Capit. Cenomanen., 22 mart. 1862.*

» Etenim, ut unus in unaquaque diœcesi est Episcopus, ita etiam omnino congruit ut unicus debeat esse Vicarius ; hac enim tantum ratione servari potest *unitas regiminis* et actuum uniformitas, quæ ad omnem confusionem præ-

cavendam necessariæ sunt. » — *S. C. C., in cit. rescript. ad Canonicos diœc. Ruthenensis, 4 sept. 1871.*

d) Quod si *diœcesis latitudo* ac *negotiorum multiplicitas* plurium hominum operam exigat, nihil impedit quominus idem Vicarius unum vel plures tanquam *Pro-Vicarios* sibi adsciscat, qui sua sub potestate ac nutu negotia ministerii pastoralis expediant. » — *S. C. C., ibid.*

Vicarius Capitularis nequit tamen his *Pro-Vicariis* concedere *ordinariam* jurisdictionem in diœcesim; quia nemo potest, absque Principis consensu, alicui ordinariam potestatem tribuere, nisi hoc ex ipso jure concedatur. — *Cf. Tract. De jurisd. eccl., n. 236.*

815. **II. Pluralitas Vicariorum Capitularium toleratur in locis ubi viget consuetudo legitime præscripta.**

a) Constat *ex citatis S. C. C. decisionibus*, in quibus dicitur decreto Tridentino non esse sublatam hujusmodi consuetudinem legitime præscriptam.

b) Attamen, licet positio plurium Vicariorum Capitularium toleretur quoad loca in quibus consuetudo præscripta est, S. Sedes, *ait de Angelis*, non permittit eam introduci in iis locis in quibus non viget, imo *suaviter curat* ut, si fieri possit, etiam in iis locis *cesset* in quibus legitime viget. — *De offic. Vic., num. 18.*

816. **III. Hanc consuetudinem legitimam esse in Gallia communiter admittunt Auctores.** Nam :

a) In omnibus fere *conciliis provincialibus* Galliarum recognoscendis ab anno 1849, S. C. C. Vicariorum Capitularium pluralitatem non improbavit.

b) *S. C. C. haud semel interrogata* his ultimis annis, respondit consuetudinem hujusmodi *tolerari posse*, v. gr. in responsione ad Capitulum Cadurcense, anno 1863.

Et cardinalis Antonelli, anno 1872, rescripsit Legato Gubernii Galliæ, S. Sedem relinquere Capitulis libertatem *unum* aut *plures* Vicarios assumendi, ubi viget consuetudo allegata.

c) Eamdem tolerantiam supponunt *rescripta* SS. Congregationum Rom. cum hujusmodi inscriptione : « *Vicariis a Capitulo ecclesiæ cathedralis N., sede Episcopali vacante, canonice electis* ».

817. **IV. Si plures eligantur Vicarii Capitulares, isti deputari debent in solidum.**

Si enim *collegialiter* agere deberent, sequerentur eadem incommoda quæ arcere voluit concilium Tridentinum per deputationem Vicarii.

Attamen, ut sapienter monuit *D. Icard,* unitas servanda in regimine diœcesis exposcit ut cuncta quæ ad disciplinam generalem diœcesis attinent, non secus ac graviora negotia, *communi deliberatione* componantur. — *Præl., n. 204.*

ARTICULUS V.

DE SUPPLENDA NEGLIGENTIA CAPITULI IN ELECTIONE VICARII CAPITULARIS.

818. **I. Ad præcavendam negligentiam Capituli, voluit concilium Tridentinum** ut, elapso octiduo, si Capitulum Vicarium non constituerit, *ad Metropolitanum deputatio hujusmodi devolvatur.*

a) Et si ecclesia ipsa metropolitana fuerit, aut exempta, Capitulumque, ut præfertur, negligens fuerit, tunc antiquior Episcopus ex suffraganeis in metropolitana, et propinquior Episcopus in exempta, Vicarium possit constituere. — *Trid., sess. 24, cap. 16, De ref.*

b) Quando *suffraganea simul et metropolitana ecclesia vacat,* negligente Capitulo suffraganeæ, deputatio Vicarii, non ad Episcopum antiquiorem provinciæ, sed ad *Capitulum metropolitanum* spectat, quemadmodum S. C. C. resolvit, *teste Bened. XIV, De syn., lib. 2, cap. 9, n. 2.*

c) Controvertitur apud Canonistas utrum, negligente Capitulo, jus deputandi Vicarium Capitularem devolvatur *ad Metropolitanum privative,* ita ut electio facta post præ-

fixos dies sit nulla etiamsi Metropolitanus nondum providerit; vel *cumulative cum Capitulo*, adeo ut alterutrius actus teneat qui prius Vicarium deputaverit.

Communior et magis fundata videtur sententia quæ tenet devolutione ad Superiorem *amitti jura inferiorum*, ideoque nullam esse deputationem a Capitula factam, nisi Metropolitanus eam *tacite saltem* approbet.

819. **II. Utrum verba concilii Tridentini casum comprehendant electionis nulliter factæ ob defectum doctoratus vel idoneitatis,** pariter controvertitur.

a) *Alii* dicunt cum *Pignatelli* devolutionem esse pœnam impositam principaliter ob negligentiam *in gerendo actu*, quæ non debet extendi ad casum quo actus quidem gestus fuit, sed nulliter, cum minus sit peccare in *qualitate* quam in *substantia* : ideoque a Metropolitano constituendum esse Capitulo octo dierum spatium, ut procedat ad novam electionem. — *Quod confirmatur pluribus decisionibus S. C. C., præsertim in Mazariensi, 19 dec. 1569.*

b) *Alii* vero, cum cardinali *de Luca*, tenent verba concilii Tridentini utrumque *casum pariter comprehendere* ad effectum devolutionis; et citant etiam resolutionem *S. C. C. in Nazarena, 11 sept. 1771.*

c) Quod si Capitulum *scienter* elegerit *indignum*, ad Metropolitanum, aut viciniorem, vel antiquiorem provinciæ Episcopum illico *devolvitur* jus deputandi Vicarium Capitularem, absque ulla concessa purgatione moræ.

Aut enim incidimus in casum ab ipso concilio Tridentino juridice et taxative contemplatum, aut, in pœnam electionis indignæ personæ, Capitulum, ex intentione juris communis in titulo *De electione* expressa, privatur pro illa vice potestate electionis perficiendæ. — *Santi, in tit. De Officio Vicarii, num. 54.*

820. **III. Quando nullitas deputationis aliunde provenit quam ex violatione decreti Tridentini,** non habet locum quod dicitur in illo de *devolutione* ad Metropolitanum, vel ad antiquiorem, aut viciniorem Episcopum.

a) Unde ille qui, *extra hos casus*, contendit electionem fuisse nullam, debet adire tribunal superius respective ad Capitulum, id est S. C. C. quando agitur de Capitulo ecclesiæ *metropolitanæ* vel *exemptæ*.

Si illud tribunal pronuntiet nullitatem, debebunt Capitulares procedere ad *novam electionem*, infra octo dies a cognita sententia nullitatis.

b) Sacra autem Congregatio Concilii solet usque ad exitum causæ manutenere eum cujus electio controvertitur, supplendo ipsi auctoritatem in quantum indigeret; vel etiam aliquem ipsa deputat pro toto sedis vacantis tempore. — *Bouix, De Capitulis, p. 585.*

821. **IV. Appellatio vel recursus** a judicio Metropolitani, vel a deputatione vicinioris aut antiquioris ex suffraganeis, pro casuum varietate, minime parit effectum *suspensivum*, sed admittitur dumtaxat *in devolutivo*, ut adnotat *cardinalis de Luca, De Canonicis, disc. 25*, ex regula nimirum quod omnia quæ celeritatem desiderant, atque sine irreparabili præjudicio moram seu dilationem non patiuntur, suspensivam appellationem non admittant. — *Cf. Acta S. Sedis, tom. 4, append. 12, p. 461; — et Tract. De judiciis, n. 1532.*

ARTICULUS VI.

DE POTESTATE CAPITULI ET VICARII CAPITULARIS, SEDE VACANTE.

Agendum est de natura hujus potestatis in genere, — et de ejusdem extensione in specie

§ I. De potestate capituli et vicarii capitularis in genere.

822. **I. Regula generalis** est *totam* jurisdictionem ordinariam Episcopi, sive *voluntariam* sive *contentiosam*, transire ad Capitulum, et postea ad Vicarium Capitularem, *iis tantum exceptis* quæ a jure communi reperiuntur ex-

cepta. — *Cf. cap. Episcopali, De majorit. et obed., in 6°; — cap. 4, De suppl. neglig. Prælat., in 6°; — et constit. Romanus Pontifex, Pii IX, 28 aug. 1873.*

a) Unde, Capitulum potest *statuta* condere obligantia totam diœcesim, etiamsi sint contraria statutis diœcesanis, ita ut perpetua sint, et durent etiam post confirmationem novi Episcopi, qui tamen ea revocare poterit, cum pari videlicet Episcopali jurisdictione sit præditus.

b) Item potest cognoscere causas *judiciales*, etiam *criminales*, punire crimina et excessus, nec non *censuras* infligere.

Nec obstat quod Tridentinum, *sess. 24, cap. 20, De ref.*, causas matrimoniales et criminales, *Episcoporum* tantum examini et jurisdictioni relinquat; nam per illa verba solum excluduntur *Prælati inferiores*, non autem Capitulum quod, sede vacante, non est inferius Episcopo. — *Leuren., De Capit. sede vacante, quæst. 479.*

c) Ad Capitulum devolvuntur quoque *privilegia ipsius sedis*, non vero jura specialia quæ *personæ Episcopi* erant affixa. — *Cf. n. 101.*

823. **II. Capitulum non succedit in iis quæ Episcopo committuntur ut delegato Sedis Apostolicæ, ex delegatione speciali** facta defuncto Episcopo, vel ejus Vicario generali.

a) Unde, ad supplicationem Vicariorum Capitularium, S. C. Episcoporum ipsis concedere solebat facultatem exsequendi litteras Apostolicas, dispensationes et rescripta defuncto Episcopo vel ejus Vicario generali commissa.

b) Verum hodie, post decretum S. *Inquisit., 20 feb. 1888, de mandato Leonis XIII, Vicarius Capitularis* eas quoque dispensationes Apostolicas exsequi potest, quæ remissæ fuerint *Episcopo* aut *Vicario ejus generali* vel *Officiali*, nondum exsecutioni mandatas, sive hi illas exsequi cœperint, sive non.

Et vicissim, *sede deinde provisa*, potest Episcopus, vel ejus Vicarius generalis, exsequi dispensationes quæ *Vicario*

Capitulari exsequendæ remissæ fuerant, sive hic illas exsequi cœperit, sive minus. — *Cf. n. 420.*

824. **III. Utrum succedant Capitulum et Vicarius Capitularis in his quæ committuntur Episcopo ex delegatione expressa in jure,** controvertitur apud Auctores. — *Cf. n. 235.*

a) Nobis arridet sententia affirmans, quam tenent *Barbosa, cardinalis de Luca et alii.* — Jurisdictio enim ea conditione delegata ut in perpetuum adnectatur muneri episcopali, censetur *extensio quædam et pars jurisdictionis episcopalis*, quæ in Capitulum transit : cum *eædem rationes*, ex quibus delegans determinatus est ad committendum Episcopis hujusmodi facultates, urgeant etiam ut censeatur voluisse illas sede vacante in Capitulum transire.

b) Quod si potestas aliqua Episcopo competat *utroque jure*, scilicet *ordinario* et *delegato*, velut si facultas ipsi concessa sit procedendi *etiam auctoritate Apostolica*, nemini dubium esse potest quin Capitulum hanc potestatem habeat, saltem *quatenus ordinariam.*

§ II. De potestate capituli et vicarii capitularis in specie.

Quoniam Capitulum succedit Episcopo in omnibus quæ sunt jurisdictionis ordinariæ, iis tantum exclusis quæ a jure prohibita reperiuntur, agendum nobis non est in specie nisi de nonnullis *exceptis* a lege.

825. **I. Ad Capitulum non transeunt ea quæ competunt Episcopo ratione dignitatis episcopalis,** ex. gr., facultas celebrandi Missam in itinere extra ecclesiam in loco decenti super *altari portatili*, Episcopis concessa in *cap. ult. De privilegiis, in 6°;* et alia hujusmodi privilegia. — *Pirhing., Leuren., et alii communiter.*

Ideo facultas concedendi *indulgentias*, quæ cæteroquin non adeo necessaria est ad diœceseos regimen, non transit ad Vicarium Capitularem ex veriori sententia, in praxi om-

nino servanda ex decisione *S. C. C., 13 nov. 1688.* — *Cf. Ben. XIV, De syn., lib. 2, cap. 9, n. 7.*

826. **II. Est titulus in libro III Decretalium « Ne sede vacante aliquid innovetur ».**

a) Ecclesia enim *æquiparatur minori (cap. 3, De in integr. restitut.)*. Cum vero iniquum censeatur pupillum vel minorem præjudicium tolerare ob tutoris vel curatoris defícientiam, hinc, *sede vacante,* interdicitur innovatio ex qua sequi possit præjudicium ecclesiæ, aut jura ejusdem lædantur. — *Santi, in tit. sede vacante, n. 4.*

b) Unde sequitur : *alienationes* in detrimentum beneficii vacantis et successoris beneficiati esse invalidas *(can. 62, caus. 12, quæst. 2; — S. C. Ep. et Reg., 14 jun. 1788);* — tempus incœptum præscriptionis contra ecclesiam non decurrere *(cap. 4 et 15, De præscript.); — novum judicium* non posse inchoari; sed nec fieri posse prosecutionem *judicii jam incœpti,* nisi sit periculum in mora *(cap. 3, Ne sede vacante);* et in istis casibus deputandus est a Romano Pontifice specialis defensor, qui rationes et jura ecclesiæ sustineat. — *Cf. Commentatores, in eumd. tit.*

827. **III. Provisio beneficiorum quæ ad liberam Episcopi collationem pertinent, Vicario Capitulari non tribuitur.** — Hinc sequitur eumdem non posse *resignationem* accipere hujusmodi beneficiorum.

a) *Jure Decretalium*, collatio hæc futuro Episcopo reservabatur, ex *cap. 1, De institutionibus, in 6°; et cap. 2, Ne sede vacante aliquid innovetur.*

Hodie vero, ubi vigent *Regulæ Cancellariæ*, institutio in hujusmodi beneficiis Sedi Apostolicæ reservatur.

b) Si parœcia non conferatur in titulum, sed deputetur ad gerendam curam animarum *Vicarius ad nutum amovibilis,* deputatio fieri potest a Vicario Capitulari.

c) In Gallia, solent Vicarii Capitulares deputare parochos *amovibiles,* quod a genuinis juris canonici regulis absonum non videtur.

Revera vox *beneficium*, si pliciter prolata, intelligitur

tantum de beneficiis stricte sumptis, id est *perpetuis;* parochi autem ad nutum amovibiles non habent nisi beneficium *manuale.* Atqui, jurisdictio Vicarii Capitularis, utpote *ordinaria*, est *latæ interpretationis;* ergo ipsi abjudicanda non est præfata potestas, quam a jure exceptam fuisse non constat. — *Cf. n. 1390.*

Sed merito iidem Vicarii Capitulares reservant futuro Episcopo institutionem parochorum *inamovibilium.*

828. **IV. Quoad litteras dimissoriales,**

a) Habemus decretum concilii Tridentini : « Non liceat Capitulis ecclesiarum, sede vacante, *infra annum* a die vacationis, ordinandi licentiam, aut litteras dimissorias seu reverendas, ut aliqui vocant...., alicui qui beneficii ecclesiastici recepti seu recipiendi occasione *arctatus* non fuerit, concedere. » — *Sess. 7, cap. 10, De ref.* — *Cf. n. 276.*

b) « *Si secus fiat, Capitulum* contraveniens ecclesiastico subjaceat interdicto ; et *sic ordinati*, si in minoribus ordinibus constituti fuerint, nullo privilegio clericali, præsertim in criminalibus, gaudeant ; in majoribus vero, ab exsecutione ordinum, ad beneplacitum futuri Prælati, sint ipso jure suspensi. » — *Trid., ibid.*

Imo, « concedentes dimissorias contra formam decreti, ab officio et beneficio per annum sint ipso jure suspensi. » — *Trid., sess. 23, cap 10, De ref.*

c) In hac autem inhibitione non comprehendi *primam tonsuram,* ad quam libere valent dimissorias dare, testis est *S. C. C., 10 feb. 1594.* — *De Ang., De off. Vic., n. 21.*

d) Et a S. C. Episc. et Reg., petentibus Vicariis Capitularibus solet tribui *facultas concedendi litteras dimissoriales* etiam clericis non arctatis, infra annum luctus. — *Santi, De off. Vic., n. 61.*

829. **V. Circa incardinationem vel excardinationem clericorum,** adnotat *De Angelis* Vicarios Capitulares habere usque adhuc plenam auctoritatem in clericis et sacerdotibus sub diœcesana jurisdictione *recipiendis,* et generaliter in hoc eos esse omnino expeditos, neque egere consi-

lio, et multo minus consensu Capituli, quamvis non defuerint apud SS. Romanas Congregationes Episcoporum successorum querelæ plus minusve fundatæ de adscriptis clericis vel minus idoneis, vel etiam indignis.

At eorum *dimissio per excardinationem*, quæ speciem alienationis redolet, considerata est interdicta, nisi venia S. Sedis intercesserit.

In his, ait laudatus Auctor, *Doctores unanimes* habemus. At si quid reformandum hac super re sit, nos attendimus supremæ Apostolicæ Sedis oraculum in concilio Vaticano post instaurationem edendum. -- *De Ang., in tit. De officio Vicarii, num. 21.*

830. **VI. Vicarius Capitularis nequit diœcesim visitare, aut congregare synodum,** nisi effluxerit annus a die ultimæ visitationis ab Episcopo peractæ, vel habitæ synodi diœcesanæ. — *Cf. n. 592 et 633.*

831. **VII. Regulares,** simpliciter approbati ad audiendas confessiones *sæcularium*, non possunt iterum *examinari* a Vicario Capitulari; nec ab ipso revocari potest eorum facultas et approbatio habita ab Episcopo defuncto, propter privilegium quod habent a Clemente IV. — *Cf. Ferraris, v. Approbatio, art. 1, n. 54. — Cf. n. 1214.*

Si ex hoc potestatis defectu gravia inconvenienta producantur, recurrendum est ad S. C. Episc. et Regul. — *S. C. E. et R., 19 jun. 1866.*

832. **VIII. Potestas ordinis, ut patet, non transit ad Capitulum.**

Sed quia, ut notat *glossa in cap. Dilectus, De officio ordin.*, collatio ordinum et sacramentorum est *de lege jurisdictionis*, ideo Doctores tradunt Capitulum, seu ejus Vicarium, posse *concedere extero Episcopo* facultatem exercendi pontificalia in diœcesi, id est officium solemniter celebrandi, ecclesias consecrandi, conferendi ordines, etc. — *Cf. cap. Cum nullus, De temp. ordin., in 6°.*

ARTICULUS VII.

DE CESSATIONE POTESTATIS VICARII CAPITULARIS.

833. **I. Exspirat jurisdictio Vicarii Capitularis :**

a) Quando novus Episcopus *litteras Apostolicas* de collato sibi episcopatu, juxta Bonifacii VIII constitutionem, Capitulo exhibuerit. — *Extravag. Injunctæ, De elect., inter communes ; — constit. Romanus Pontifex, Pii IX, 5 kal. sept. 1873.* » — *Cf. n. 197 et 810.*

b) Per *renuntiationem* factam a Vicario Capitulari, qui suscepto muneri renuntiare valet, quin necesse sit eam renuntiationem admitti a Capitulo.

c) Per *remotionem* Vicarii, postquam causa fuerit *cognita* et *probata* apud S. Cong. Concilii, vel S. Cong. Episcoporum.

Et in hisce duobus ultimis casibus, Capitulum valet procedere ad novam Vicarii deputationem.

d) Sed Vicarius Capitularis, juxta veriorem sententiam, non amittit suam jurisdictionem, etiamsi fuerit *electus* vel *nominatus* ejusdem ecclesiæ Episcopus. — *Cf. n. 198.*

834. **II. Officiorum ratio reddenda.** — « Episcopus ad ecclesiam vacantem promotus, ex iis quæ ad eum spectant, ab eisdem *œconomo, vicario* et *aliis quibuscumque Officialibus* qui, sede vacante, fuerunt a Capitulo vel ab aliis in ejus locum constituti, etiamsi fuerint ex eodem Capitulo, *rationem exigat* officiorum, jurisdictionis, administrationis, aut cujuscumque eorum muneris ; possitque eos *punire* qui in eorum officio seu administratione deliquerint, etiamsi prædicti Officiales, redditis rationibus, a Capitulo, vel a deputatis ab eodem, absolutionem aut liberationem obtinuerint. — *Trid., sess. 24, cap. 16, De ref.*

Non igitur Capitulo, sed *novo Episcopo* Vicarius Capitularis tenebitur rationes reddere administrationis gestæ tempore sedis vacantis.

FINIS TOMI PRIMI.

INDEX.

TRACTATUS I.

DE PRINCIPIIS JURIS CANONICI.

CAPUT I. — **De notione juris canonici** 1

Art. I. De notione juris in genere, ejusque variis speciebus 1
Art. II. De natura juris ecclesiastici 5
Art. III. De divisione juris canonici. 7
Art. IV. De utilitate et necessitate scientiæ juris canonici 9

CAPUT II. — **De natura Ecclesiæ, ejusque gradu præ societate civili** 12

Art. I. De natura societatis in genere 12
Art. II. De natura Ecclesiæ, an sit societas perfecta et independens 14
Art. III. De ipsius societatis civilis independentia. . . 17
Art. IV. De subordinatione societatis civilis societati ecclesiasticæ 19
Art. V. De concordia utriusque potestatis 21
Art. VI. De liberalismo quem falso catholicum appellant 27
Art. VII. De toleranda libertate cultuum et permittendis aliis quibusdam libertatibus 33
Art. VIII. De optimo mundi regimine 35

CAPUT III. — **De vera Ecclesiæ Christi constitutione** . 39

Art. I. De Ecclesiæ constitutione, qualis a Christo instituta est 39
Art. II. De falsis systematibus circa Ecclesiæ constitutionem 43

Art. III. Prædictorum systematum fundamenta convelluntur. 51

CAPUT IV. — **De legibus ecclesiasticis in genere** . . . 52

Art. I. De potestate legislativa Ecclesiæ 52
Art. II. De objecto legis ecclesiasticæ 57
Art. III. De subjecto legis ecclesiasticæ 63
Art. IV. De promulgatione legis ecclesiasticæ 67
Art. V. De effectu legis ecclesiasticæ 70
Art. VI. De interpretatione legis ecclesiasticæ . . . 73
§ I. De variis interpretationum generibus. . . . 73
§ II. De regulis præcipue servandis in interpretatione doctrinali 75
Art. VII. De cessatione legis ecclesiasticæ 78
§ I. De cessatione legis pro tota communitate . . 78
§ II. De dispensatione 80
§ III. De privilegio 86

CAPUT V. — **De lege non scripta seu de consuetudine.** 93

Art. I. De natura et divisione consuetudinis 93
Art. II. De requisitis ad inducendam consuetudinem . 94
§ I. De requisitis ex parte subjecti 94
§ II. De requisitis ex parte objecti, sive ipsorum actuum 97
§ III. De requisitis ex parte legislatoris 98
Art. III. De effectibus consuetudinis 99
Art. IV. De abrogatione consuetudinis. 102

CAPUT VI. — **De collectionibus canonum** 105

Art. I. De collectionibus juris antiqui 105
§ I. De constitutionibus et canonibus Apostolicis . 105
§ II. De antiquis collectionibus græcorum 107
§ III. De antiquis collectionibus Ecclesiæ latinæ . . 108
Art. II. De collectionibus juris novi, seu de corpore juris canonici 114
§ I. De decreto Gratiani 114
§ II. De collectione decretalium Gregorii IX . . . 117
§ III. De aliis decretalium collectionibus 120
Art. III. De jure novissimo 124

CAPUT VII. — **De jure canonico particulari** 127

Art. I. De existentia juris canonici particularis . . . 127

Art. II. De Concordatis 128
§ I. De fine et objecto Concordatorum 128
§ II. De effectibus Concordatorum 130
Art. III. De jure particulari vigente in Gallia 134
§ I. De receptione concilii Tridentini in Gallia . . 134
§ II. De Concordato inter Leonem X et Franciscum I. 136
§ III. De Concordato anni 1801 137
§ IV. De veteribus Galliæ consuetudinibus, utrum abrogatæ fuerint nec ne per bullam « Qui Christi Domini » 148
§ V. De articulis organicis 150

TRACTATUS II.

DE JURISDICTIONE ECCLESIASTICA IN GENERE.

CAPUT I. — **De natura et divisione jurisdictionis ecclesiasticæ** 161
Art. I. De natura jurisdictionis ecclesiasticæ 161
Art. II. De divisione jurisdictionis ecclesiasticæ . . . 163

CAPUT II. — **De jurisdictione ordinaria** 168
Art. I. De adeptione jurisdictionis ordinariæ 168
§ I. De electione 168
§ II. De postulatione 172
§ III. De præsentatione et jure patronatus 173
§ IV. De institutione canonica 175
§ V. De titulis falsis 180
Art. II. De requisitis in subjecto jurisdictionis ecclesiasticæ 186
Art. III. De restrictione jurisdictionis ordinariæ . . . 190
Art. IV. De amissione jurisdictionis ordinariæ 193
§ I. De renuntiatione 193
§ II. De translatione 201
§ III. De privatione 203

CAPUT III. — **De jurisdictione delegata** 205
Art. I. De adeptione jurisdictionis delegatæ 205
Art. II. De officio et potestate delegati 209
Art. III. De amissione jurisdictionis delegatæ 211

TRACTATUS III.

DE CLERICIS.

CAPUT I. — **De institutione clericorum in seminariis episcopalibus** 216

Art. I. De juribus Ecclesiæ quoad institutionem clericorum 216

Art. II. De seminariorum erectione et administratione temporali 219

Art. III. De admissione et institutione alumnorum . . 224

Art. IV. De administratione seminariorum in spiritualibus 229

Art. V. De ordinationibus potestatis civilis quæ spectant ad ecclesiastica seminaria 231

CAPUT II. — **De ordinandis clericis** 235

Art. I. De legitimo sacræ ordinationis ministro . . . 235

Art. II. De litteris dimissoriis et litteris testimonialibus. 239

Art. III. De qualitatibus ordinandorum 243

Art. IV. De titulo ordinationis. 246

Art. V. De examine ordinandorum. 251

Art. VI. De tempore et loco ordinationis, ac de interstitiis inter ordines servandis 254

CAPUT III. — **De irregularitatibus** 259

Art. I. De irregularitatibus in genere 259

Art. II. De irregularitatibus ex defectu 261

§ I. De irregularitate ex defectu animi 261

§ II. De irregularitate ex defectu natalium 263

§ III. De irregularitate ex defectu corporis 265

§ IV. De irregularitate ex defectu libertatis 267

§ V. De irregularitate ex defectu ætatis 269

§ VI. De irregularitate ex defectu sacramenti, seu ex bigamia 269

§ VII De irregularitate ex defectu lenitatis 271

§ VIII. De irregularitate ex defectu bonæ famæ . . . 273

Art. III. De irregularitatibus ex delicto 275

§ I. De irregularitate ex mala susceptione et iteratione baptismi 275

§ II. De irregularitate ex mala susceptione ordinum. 276
§ III. De irregularitate ex pravo ordinum usu . . . 277
§ IV. De irregularitate propter hæresim 279
§ V. De irregularitate ex homicidio vel mutilatione. 279
Art. IV. De cessatione irregularitatum 282

CAPUT IV. — **De vita et honestate clericorum** 284

Art. I. De vitæ sanctitate 284
Art. II. De habitu clericorum et tonsura 286
Art. III. De recitatione divini officii 289
Art. IV. De obligatione cœlibatus 289
Art. V. De vitanda cohabitatione cum mulieribus . . 291
Art. VI. De oblectamentis clerico interdictis 294
Art. VII. De artibus prohibitis 296
Art. VIII. De negotiorum sæcularium gestione 296
Art. IX. De negotiatione 297

TRACTATUS IV.

DE ROMANO PONTIFICE ET CURIA ROMANA.

CAPUT I. — **De ipso Summo Pontifice** 303

Art. I. De electione Romani Pontificis 303
Art. II. De jurisdictione Summi Pontificis 310
§ I. De primatu Romani Pontificis. 310
§ II. De juribus et prærogativis quæ sequuntur ex primatu 314
Art. III. De principatu temporali Romani Pontificis . . 322

CAPUT II. — **De litteris Apostolicis.** 329

Art. I. De variis Apostolicarum litterarum speciebus . 329
Art. II. De rescriptis 332
§ I. De natura et divisione rescriptorum 332
§ II. De requisitis ad valorem rescripti 334
§ III. De præsentatione et exsecutione rescriptorum . 340
§ IV. De interpretatione rescriptorum 345
§ V. De effectu et duratione rescriptorum 347

CAPUT III. — **De Cardinalibus.** 350

Art. I. De nomine et origine Cardinalium 350
Art. II De numero et creatione Cardinalium 351

Art. III. De officio et dignitate Cardinalium 355
Art. IV. De privilegiis et insignibus Cardinalium . . . 358

CAPUT IV. — **De Congregationibus et tribunalibus Romanis** 361

Art. I. De munere et potestate cardinalium in sacris Congregationibus 361
Art. II. De Congregatione Sancti Officii 365
Art. III. De sacra Congregatione Indicis 371
Art. IV. De sacra Congregatione Propagandæ Fidei . . 379
Art. V. De sacra Congregatione Concilii 382
§ I. De institutione, objecto, subjecto et modo procedendi sacræ Congregationis Concilii . . . 382
§ II. De auctoritate decisionum S. C. Concilii . . . 388
Art. VI. De S. Congregatione Episcoporum et Regularium 390
Art. VII. De sacra Congregatione Rituum 393
Art. VIII. De sacra Congregatione Indulgentiarum et Reliquiarum 398
Art. IX. De Sacra Pœnitentiaria 399
Art. X. De Cancellaria Apostolica, Secretaria Brevium, Dataria et Rota 407

CAPUT V. — **De adjutoribus Romani Pontificis extra curiam.** 411

Art. I. De Legatis Romani Pontificis 411
Art. II. De Vicariis et Præfectis apostolicis 413
Art. III. De Protonotariis Apostolicis 415
Art. IV. De Patriarchis 417
Art. V. De Primatibus seu Exarchis 421
Art. VI. De Metropolitanis seu Archiepiscopis 422

TRACTATUS V.

DE EPISCOPO ET SYNODIS EPISCOPORUM.

CAPUT I. — **De natura episcopatus.** 429

Art. I. De notione officii episcopalis 429
Art. II. De potestate ordinis 431
Art. III. De potestate jurisdictionis 433

CAPUT II. — **De institutione canonica Episcoporum** . 438

Art. I. De electione, nominatione seu præsentatione Episcoporum 438
Art II. De ipsa collatione officii episcopalis. 443
Art. III. De episcopali consecratione 446

CAPUT III. — **De juribus et officiis Episcoporum ex potestate ordinis** 449

Art. I. De potestate ordinandi 449
Art. II. De potestate confirmandi 449
Art. III. De potestate consecrandi et benedicendi . . . 454

CAPUT IV. — **De juribus et officiis Episcoporum quoad doctrinam** 455

Art. I. De juribus et officiis Episcoporum quoad prædicationem 455
Art. II. De juribus et officiis Episcoporum quoad defensionem catholicæ doctrinæ 457
Art. III. De juribus et officiis Episcoporum quoad christianam juventutis institutionem 461
Art. IV. De Episcoporum auctoritate doctrinali quoad facta præternaturalia, reliquias et sacras imagines 468

CAPUT V. — **De Episcoporum potestate legislativa** . 471

Art. I. De potestate leges ferendi 471
Art. II. De potestate dispensandi in legibus. 473
Art. III. De potestate Episcoporum judiciaria et coercitiva 479

CAPUT VI. — **De synodo diœcesana** 481

Art. I. De natura, utilitate et convocatione synodi diœcesanæ. 481
Art. II. De celebratione synodi diœcesanæ 486
Art. III. De constitutionibus seu statutis synodalibus . 491

CAPUT VII. — **De potestate administrandi** 493

Art. I. De potestate Episcopi in proprios clericos . . 493
Art. II. De potestate Episcopi in sacerdotes extraneos . 496

CAPUT VIII. — **De aliis juribus et officiis Episcoporum ex potestate jurisdictionis** 499

Art. I. De obligatione residendi. 499

Art. II. De visitatione sacrorum liminum 504
Art. III. De visitatione diœcesis 509
Art. IV. De obligatione missam offerendi pro populo . 515
Art. V. De potestate Episcopi circa cultum 517
Art. VI. De potestate et officio Episcopi quoad indulgentias 520
Art. VII. De juribus Episcoporum utilibus et honorificis. 526

CAPUT IX. — **De synodis Episcoporum** 535

Art. I. De Concilio generali 535
Art. II. De Conciliis nationalibus 543
Art. III. De Conciliis provincialibus. 545

CAPUT X. — **De amissione et suspensione jurisdictionis episcopalis** 552

Art. I. De renuntiatione et translatione Episcoporum . 552
Art. II. De Episcoporum depositione 554
§ I De Episcoporum depositione juridica 554
§ II. De simplici Episcoporum depositione 556
Art. III. De suspensione jurisdictionis episcopalis. . . 558

CAPUT XI. — **De Episcopis Titularibus, Coadjutoribus, Regularibus, et de Prælatis Episcopo inferioribus** 560

Art. I. De Episcopis Titularibus. 560
Art. II. De Episcopo Coadjutore. 562
§ I. De notione et constitutione Episcopi Coadjutoris 562
§ II. De juribus et obligationibus Episcopi Coadjutoris 564
Art. III. De Episcopo Regulari. 565
Art. IV. De Prælatis Episcopo inferioribus 567

TRACTATUS VI.

DE EPISCOPORUM CONSILIARIIS ET MINISTRIS

ET DE ADMINISTRATIONE DIŒCESIS, SEDE VACANTE.

CAPUT I. — **De Capitulo ecclesiæ cathedralis** 570

Art. I. De origine et natura Capitulorum 570
Art. II. De erectione Capitulorum cathedralium . . . 576

Art. III. De canonicatuum collatione 578
Art. IV. De statutis capitularibus. 580
Art. V. De dignitatibus et officiis in genere 583
Art. VI. De Archidiacono 585
Art. VII. De Archipresbytero 586
Art. VIII. De Canonico theologali et pœnitentiario . . . 588
Art. IX. De cœtu capitulari. 590
Art. X. De juribus et obligationibus Canonicorum . . 593
Art. XI. De prærogativis Capituli quoad præcedentiam, insignia, et exemptionem a jure parochiali . 602

CAPUT II. — **De Vicariis generalibus Episcoporum.** . 605

Art. I. De notione Vicarii generalis 605
Art. II. De constitutione Vicarii generalis 608
Art. III. De requisitis in Vicario generali dotibus . . . 611
Art. IV. De potestate Vicarii generalis. 613
Art. V. De amissione potestatis Vicarii generalis. . . 617
Art. VI. De Vicario Summi Pontificis 618

CAPUT III. — **De Vicariis foraneis** 620

CAPUT IV. — **De administratione diœcesis, sede vacante** 623

Art. I. De officio Capituli, sede episcopali vacante . . 623
Art. II. De modo deputationis Vicarii Capitularis. . . 626
Art. III. De qualitatibus Vicarii Capitularis 629
Art. IV. Utrum Capitulum plures simul Vicarios constituere possit ? 631
Art. V. De supplenda negligentia Capituli in electione Vicarii Capitularis 633
Art. VI. De potestate Capituli et Vicarii Capitularis, sede vacante 635
§ I. De potestate Capituli et Vicarii Capitularis in genere 635
§ II. De potestate Capituli et Vicarii Capitularis in specie. 637
Art. VII. De cessatione potestatis Vicarii Capitularis . . 641

FINIS INDICIS TOMI PRIMI.

BESANÇON. — IMPR. ET STÉRÉOTYP. DE PAUL JACQUIN.

348.7
B238

BARGILLIAT, M. 5999

AUTHOR

Praelectiones Juris Canonici, Vol. I

TITLE

DATE LOANED	BORROWER'S NAME	ROOM NUMBER

5999